



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-07

Nouvelles lois

p. 08-14

Séances publiques n<sup>os</sup> 22 à 25

p. 14-85

Questions au Gouvernement

p. 86-99

2022-2023

# N° 07

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire .....	p. 03-07
Nouvelles lois .....	p. 08-14
Séances .....	p. 14-85
22 <sup>e</sup> séance du jeudi 15 décembre 2022	p. 14-42
23 <sup>e</sup> séance du jeudi 15 décembre 2022	p. 43-48
24 <sup>e</sup> séance du mardi 20 décembre 2022	p. 49-72
25 <sup>e</sup> séance du mercredi 21 décembre 2022	p. 72-85
Questions au Gouvernement .....	p. 86-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
01/06/2023

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg



Assemblée parlementaire de l'OTAN

## La session de printemps au Luxembourg sous le signe du soutien à l'Ukraine

Les sujets d'actualité ont dominé les débats lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (AP-OTAN) qui s'est tenue du 19 au 22 mai 2023 au European Convention Center Luxembourg (ECCL) au Kirchberg. En sus de l'engagement en faveur de l'Ukraine, l'adhésion de la Suède à l'OTAN et le renforcement de la résilience démocratique étaient au cœur des discussions des quelque 450 participants issus des 31 pays membres de l'Alliance et d'une vingtaine de pays partenaires.



Deux Présidentes pour la session de printemps au Luxembourg : Mme Lydia Mutsch, députée luxembourgeoise et Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, et la sénatrice française et actuelle Présidente de l'AP-OTAN, Mme Joëlle Garriaud-Maylam

Aider l'Ukraine pour que le pays emporte la guerre d'agression russe, offrir une perspective pour un avenir stable et au sein de l'OTAN et poursuivre l'engagement aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien. Ce sont les principaux éléments des deux déclarations que les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont adoptées le 22 mai 2023 en séance plénière. Certains termes de la déclaration finale ont fait débat.

L'Assemblée a réaffirmé « son indéfectible soutien à la démocratie, l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, le droit à la légitime défense et l'autodétermination de l'Ukraine ». Une des deux déclarations adoptées stipule la détermination « à maintenir ce soutien aussi longtemps qu'il le faudra pour que l'Ukraine l'emporte ».

### « Plus qu'une alliance militaire »

Les membres de l'Assemblée ont salué le nouveau concept stratégique dont l'OTAN s'est doté. Ce dernier définit pour la première fois le renforcement de la résilience démocratique comme un des principaux objectifs de l'organisation. Un des constats était que l'Alliance devrait créer un centre dédié. « À la veille de son 75<sup>e</sup> anniversaire, l'OTAN est beaucoup plus qu'une alliance militaire. [...] Il est temps d'afficher plus ouvertement que jamais que l'OTAN est une alliance démocratique », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, au cours de la séance plénière. Dans le but de soutenir ces activités, le Parlement luxembourgeois a décidé de mettre à disposition un poste au sein du secrétariat de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Bruxelles.



Quelque 200 délégués des 31 pays membres de l'OTAN – dont la Finlande pour la première fois – et d'une vingtaine de pays partenaires se sont rassemblés au Luxembourg.



Deux projets de déclaration ont été votés en séance plénière.

### Un terme qui fait débat

Lors de la procédure de vote en séance plénière au sujet de deux projets de déclaration, certains amendements ont fait débat. L'Assemblée a fini par adopter une proposition de la délégation ukrainienne qui consiste à « dénoncer l'idéologie et les pratiques de ruscisme », également appelé fascisme russe, un terme utilisé surtout dans le contexte de la guerre d'agression en Ukraine.

Suite au vote, l'Assemblée reconnaît « explicitement le groupe Wagner en tant qu'organisation criminelle et terroriste » et réaffirme que « la Fédération de Russie, sous son régime actuel, est un régime terroriste ».

D'autres discussions en séance plénière ont porté entre autres sur la contribution luxembourgeoise à l'OTAN. Pour la première fois depuis l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, qui a porté le nombre d'États



Les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN ont rencontré d'autres délégations comme celles des parlements d'Ukraine, du Kosovo et de Géorgie.

membres de l'Alliance à 31, un représentant finlandais a pris la parole. Concernant la situation dans la région du Caucase, l'Assemblée demande désormais aux chefs d'État et de gouvernement de « faire progresser la Géorgie sur la voie d'une future adhésion à l'OTAN » et condamne fermement « l'occupation illégale et continue de l'Abkhazie et des régions géorgiennes de l'Ossétie du Sud ». Les revendications de l'Assemblée s'adressent aux participants du prochain sommet de l'OTAN au niveau gouvernemental, prévu en juillet à Vilnius, capitale de la Lituanie.

**Des personnalités politiques présentes au Luxembourg**

Deux journées de débats au sein de cinq commissions ont précédé la séance publique et ont fourni l'occasion aux délégués pour discuter des aspects de la sécurité et de la défense, de l'économie, de la démocratie, des sciences et de la technologie de même que de la politique. Pas moins de 17 rapports ont été présentés, dont celui de M. Sven Clement concernant « les matériaux nouveaux et la fabrication additive (impression 3D) » dans le secteur de la défense et le rôle de ces technologies pour la résilience des États face aux crises.



M. Sven Clement a présenté un projet de rapport concernant le rôle de nouvelles technologies comme l'impression en 3D pour la résilience des États face aux crises.

Bon nombre de personnalités politiques sont intervenues lors de la session au Luxembourg, dont le Ministre de la Défense ukrainien, M. Oleksiy Reznikov (par visioconférence), son homologue luxembourgeois, M. François Bausch, le Ministre d'État luxembourgeois, M. Xavier Bettel, le Ministre de l'Économie luxembourgeois, M. Franz Fayot, ainsi que la cheffe de l'opposition biélorussienne, Mme Svetlana Tsikhankovskaïa, ou encore la directrice du Centre pour les libertés civiles, lauréate du prix Nobel de la paix en 2022, l'Ukrainienne Mme Oleksandra Matviichuk. L'OTAN a été représentée par son secrétaire général délégué, M. Mircea Geogaň.



Mme Oleksandra Matviichuk, lauréate du prix Nobel de la paix 2022 avec le Centre pour les libertés civiles, qui a documenté les crimes de guerre commises envers les civils en Ukraine



Parmi les orateurs lors de la séance plénière : M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Xavier Bettel, Ministre d'État, M. François Bausch, Ministre de la Défense, et M. Oleksiy Reznikov, Ministre de la Défense ukrainien (par visioconférence)



Visite de la Présidente de l'AP-OTAN

**« Nous devons investir dans notre résilience démocratique »**



La Présidente de l'AP-OTAN, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, a été reçue à la Chambre des Députés en amont de la session de printemps.

En amont de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (AP-OTAN), le Président de la Chambre des Députés a reçu la Présidente de l'Assemblée parlementaire de

l'Alliance, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, à la Chambre des Députés. Ce fut l'occasion pour le Parlement luxembourgeois d'annoncer un investissement supplémentaire pour faire progresser la résilience démocratique.

« La guerre d'agression que mène la Russie contre l'Ukraine nous a fait prendre conscience que nous devons investir davantage dans la défense collective et dans nos capacités militaires, ainsi que dans notre résilience démocratique », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'une entrevue avec Mme Joëlle Garriaud-Maylam, Présidente de l'AP-OTAN, le 19 mai 2023. « Je me réjouis que la défense de nos valeurs communes, la lutte contre la désinformation et les menaces hybrides, ainsi que le lien entre sécurité et développement soient à l'ordre du jour des discussions », a-t-il poursuivi.

Dans son nouveau concept stratégique, l'OTAN a, pour la première fois, défini le renforcement de la résilience démocratique comme un de ses principaux objectifs et prévoit la création d'un centre dédié. Dans le but de soutenir ces activités, le Parlement luxembourgeois a décidé de mettre à disposition un poste au sein du secrétariat de l'Assemblée parlementaire à Bruxelles. « Notre responsabilité est de défendre nos valeurs. Dans le passé, nous avons commis l'erreur de ne pas nous concentrer assez sur ces questions », a constaté la Présidente de l'AP-OTAN et membre du Sénat français.

Visite d'une délégation parlementaire de la Verkhovna Rada

## « L'Ukraine a toute sa place dans l'OTAN »



La délégation parlementaire ukrainienne a été reçue à la Chambre des Députés.

À l'occasion d'une visite d'une délégation parlementaire de la Verkhovna Rada à la Chambre des Députés en marge de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le 19 mai 2023, M. Fernand Etgen a réaffirmé le soutien du Parlement luxembourgeois aux Ukrainiens.

« Le Luxembourg restera résolu dans son soutien à l'Ukraine », a affirmé le Président de la Chambre, pour qui l'Ukraine a également « toute sa place dans la famille européenne ». Pour illustrer le soutien luxembourgeois, M. Etgen a souligné que, dans le cadre de violations du droit international, le Parlement luxembourgeois avait suspendu ses relations avec le Parlement de la Fédération russe. Il a

ajouté que le Luxembourg avait donné son accord pour envoyer des enquêteurs en Ukraine afin de faire la lumière sur de potentiels crimes de guerre.

### De la reconnaissance et des revendications

Le soutien tant financier que militaire et humanitaire accordé jusqu'à présent à l'Ukraine aide celle-ci non seulement à se défendre, mais aussi à protéger le flanc Est de l'Europe, a affirmé le Premier Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Korniyenko. De plus, « le soutien reçu donne l'espoir aux Ukrainiens de voir le droit triompher un jour ».

Selon les représentants ukrainiens, la création d'un tribunal ad hoc est une des prochaines étapes

importantes. Il doit permettre de poursuivre les responsables de crimes dans le cadre de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Le Président de la Chambre des Députés a confirmé que le Parlement luxembourgeois soutenait cette requête.

Par ailleurs, les parlementaires ukrainiens ont formulé plusieurs demandes à l'adresse des membres de la délégation luxembourgeoise. Ils ont notamment demandé à ce que le Luxembourg reconnaisse l'« Holodomor » (la grande famine) des années 1930 en Ukraine en tant que génocide et la Russie en tant qu'État terroriste. Ils souhaitent également que le Grand-Duché considère l'organisation paramilitaire Wagner comme groupe terroriste.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten s'est engagé à mettre ce dernier point à l'ordre du jour de ladite commission.



Le Premier Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Korniyenko, a mené la délégation parlementaire ukrainienne jusqu'au Luxembourg.

### L'Assemblée parlementaire de l'OTAN

L'AP-OTAN promeut le dialogue interparlementaire autour des grandes questions de défense et de sécurité, en communiquant sur l'opinion parlementaire collective à l'OTAN et avec les gouvernements des pays membres. Depuis 1989, elle soutient la démocratie parlementaire dans la région euroatlantique. Pour ce faire, elle associe des parlementaires de pays tiers aux travaux de l'Assemblée, aide les Parlements des pays en voie d'adhésion à l'OTAN, et met en place des mécanismes de contrôle démocratique des forces armées. L'AP-OTAN organise annuellement deux réunions plénières ainsi que des réunions de commissions et d'autres rencontres parlementaires.

Entrevue avec la cheffe de l'opposition biélorussienne

## « Nous soutenons la cause de ceux qui croient en un Bélarus démocratique »

La date n'aurait pas pu être plus symbolique pour la rencontre entre la cheffe de l'opposition biélorussienne, Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la députée luxembourgeoise et Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Lydia Mutsch: le 21 mai 2023 était la journée de solidarité avec les 1.500 prisonniers politiques au Bélarus, dont le mari de Mme Svetlana Tsikhanovskaïa fait partie. C'est une des raisons pour la cheffe de l'opposition biélorussienne, en exil en Lituanie, de continuer le combat pour la démocratie dans son pays depuis les élections contestées en août 2020 lors desquelles elle avait défié le régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko au pouvoir.



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, ont pu s'entretenir avec Mme Svetlana Tsikhanovskaïa (au milieu).

En marge de la session de printemps de l'AP-OTAN, les représentants du Parlement luxembourgeois ont réitéré leur soutien à la cheffe de l'opposition biélorussienne : « Notre responsabilité en tant que parlementaires est de nous engager pour soutenir la cause de ceux qui croient en un Bélarus démocratique. »

L'ensemble des partis représentés à la Chambre des Députés ont voté dès l'automne 2020 une motion réclamant l'arrêt de la répression et de la violence et demandant la libération des prisonniers politiques.

#### Tisser des liens institutionnels

« Notre place est parmi les démocraties européennes, dans l'Union européenne », a affirmé Mme Svetlana Tsikhanovskaïa. Le Parlement luxembourgeois soutient activement la démarche de la cheffe de l'opposition biélorussienne qui consiste à tisser des liens

institutionnels, telle que la création d'un groupe de contact avec le Conseil de l'Europe et d'autres institutions. Le Président de la Chambre des Députés s'est dit favorable à la création d'un groupe d'amitié entre son mouvement et le Parlement luxembourgeois.

#### Le Bélarus, un enjeu stratégique pour la guerre en Ukraine

Même si la situation au Bélarus demeure souvent dans l'ombre de la guerre en Ukraine dans l'actualité internationale, « nous sommes tout à fait conscients du caractère dramatique de la situation », a affirmé Mme Lydia Mutsch. Mme Tsikhanovskaïa a attiré l'attention de ses interlocuteurs sur le fait que son pays est au cœur du conflit. « Le Bélarus peut changer la donne », a-t-elle affirmé. « Si vous soutenez l'Ukraine, vous soutenez le Bélarus libre. L'inverse est vrai aussi : si vous

soutenez le Bélarus libre, vous soutenez l'Ukraine face à son agresseur », a expliqué Mme Tsikhanovskaïa. Elle a dit vouloir s'engager pour une véritable indépendance de son pays en partant du constat que « la Russie envahit petit à petit le Bélarus ».

L'absence des mécanismes d'un État de droit qui a contraint des centaines de milliers de Biélorussiens à l'exil a également été abordée lors de l'échange de vues. « C'est notre engagement pour les droits de l'homme et la démocratie qui nous pousse à nous saisir des défis auxquels les Biélorussiens sont confrontés dans leur quotidien », a affirmé le Président de la Chambre. Le député luxembourgeois M. Paul Galles avait été chargé d'examiner sur place la situation difficile des Biélorussiens en exil et de rédiger un rapport à ce sujet. Il présentera celui-ci à la mi-juin à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

## Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à Reykjavik Unis autour de valeurs face à des défis hors du commun



De gauche à droite : Mme Cécile Hemmen et Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, dirigeante des forces démocratiques du Bélarus

Les chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe se sont réunis dans la capitale islandaise les 16 et 17 mai 2023 pour un quatrième sommet. Longtemps revendiqué par l'Assemblée et au vu de la rareté de l'événement (voir encadré), le sommet a été précédé la veille de son commencement par une réunion de la Commission permanente de l'APCE, qui avait décidé de se rendre à Reykjavik afin d'y apporter une dimension parlementaire. La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE.

Une première table ronde autour du thème « Une démocratie adaptée à l'avenir » a abordé le défi des démocraties, c'est-à-dire des régimes mêlant des apparences démocratiques à l'exercice d'un style autoritaire. La matinée s'est terminée par le lancement,

en présence de la première présidente démocratiquement élue au monde, Mme Vigdís Finnbogadóttir, du nouveau prix éponyme qui récompensera les partisans d'un activisme en faveur de l'« autonomisation des femmes ».

#### Multilatéralisme et nouveaux droits

Alimentant fréquemment les discussions au niveau de l'exécutif, les sujets thématiques des deux débats de l'après-midi ont aussi été traités ultérieurement lors du sommet. Lors du premier débat intitulé « Le Conseil de l'Europe, acteur clé de l'architecture multilatérale », il s'agissait d'échanger sur les potentielles pistes à exploiter pour inverser le recul flagrant de la démocratie. Une diplomate française y a avancé un discours assez pessimiste. D'après elle, la politique propagée par le Conseil de l'Europe néglige, dans la guerre opposant l'ouest global à l'est global, un acteur important, à savoir le sud global. Les pays de cette région devraient être entendus afin de tenir compte de leurs intérêts et de leurs besoins. De plus, une meilleure prise en considération des signaux d'alerte précoces émanant de la société civile et des activistes devrait être encore une autre voie à suivre.

Lors du second panel portant sur la nouvelle génération de droits – qu'il s'agisse du droit à un environnement sain et durable ou encore des droits relatifs aux intelligences artificielles –, il a été question des choix stratégiques qui manifesteront le rôle de pionnier que jouera l'organisation. Pour ce qui est des nouvelles avancées technologiques, un cadre réglementaire devrait être adopté afin d'y retenir clairement les normes éthiques, mais aussi pour définir les lignes rouges concernant leur utilisation potentiellement abusive. À l'instar de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), le sommet pourrait instaurer une commission pour un environnement sain comme étape préalable à l'élaboration d'une convention contraignante. L'analyse des résultats de la déclaration de Reykjavik est à l'ordre du jour de la réunion de la Commission permanente de l'APCE le 25 mai 2023 à Riga en Lettonie.

#### « Be the voice of those who cannot speak »

« Soyez la voix de ceux qui n'en ont pas ! » C'est avec ce vibrant appel que la cheffe de l'opposition biélorus-

sienne, Mme Svetlana Tsikhanovskaïa, s'est adressée aux membres présents. Elle a insisté sur le fait que son pays n'est pas seulement la proie du régime de terreur d'Alexandre Loukachenko, mais qu'il s'agit également d'un territoire sous occupation russe. Les citoyens et les prisonniers politiques ne peuvent être abandonnés et c'est dans cet esprit que la gagnante des élections présidentielles de 2020 se félicite du groupe de contact que le Conseil de l'Europe a créé avec les forces démocratiques du Bélarus. Elle demeure optimiste en affirmant que l'espoir du peuple peut se transformer en énergie, qui à son tour pourra se convertir en action.

#### Qu'est-ce que le Sommet de Reykjavik ?

Pour la quatrième fois après 1993, 1997 et 2005, le Sommet de Reykjavik réunit les chefs d'État et de gouvernement des 46 États membres du Conseil de l'Europe. Au vu des nouvelles réalités et menaces pesant sur les trois piliers de l'organisation – la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme – les pouvoirs exécutifs ont été convoqués dans la capitale islandaise. Pour le Conseil de l'Europe, il s'agit d'un moment de portée historique servant au recentrement de ses missions, à la réaffirmation de ses valeurs fondamentales et à la réitération de son soutien envers l'Ukraine. Un set de principes a été formulé à cette occasion pour intégrer la déclaration de ce sommet.

69<sup>e</sup> réunion plénière de la COSAC

## Le marché unique : une réussite ?



Le Riksdag de Suède a accueilli la 69<sup>e</sup> réunion plénière de la COSAC.

Du 14 au 16 mai 2023, les délégations des pays membres de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) se sont rassemblées pour leur 69<sup>e</sup> réunion plénière au Riksdag à Stockholm. Cette réunion a eu lieu en présence de S.A.R. la Princesse héritière Victoria et de hauts représentants des institutions européennes dans un contexte particulier : la Suède vise en effet l'adhésion à l'Alliance transatlantique. Cette requête a été soutenue par bon nombre d'intervenants.

La conférence a débuté par un débat sur les quatre priorités de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne : la sécurité, la compétitivité, les transitions écologique et énergétique ainsi que les valeurs démocratiques et l'État de droit. Les parlementaires ont généralement félicité la présidence

suédoise pour les progrès dans de nombreux dossiers.

### **Le marché unique depuis le Traité de Maastricht de 1993**

Les participants ont saisi l'occasion de discuter du trentième anniversaire du marché unique. La plupart des orateurs ont qualifié le marché unique de réussite qu'il faudrait néanmoins développer davantage. Ainsi, les intervenants ont réclamé une union du numérique, de la sécurité ou encore de l'énergie. L'importance des accords de Schengen et la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux y afférents ont été soulevées à maintes reprises. Selon certains députés, les PME – considérées comme l'épine dorsale du marché unique – seraient souvent confrontées à des procédures administratives chronophages.

### **Un large consensus sur certains dossiers**

Sur le sujet de la transition écologique, la majorité des intervenants s'est félicitée du paquet « Ajustement à l'objectif 55 ». Un large consensus a également régné lors du débat sur l'Ukraine. Les parlementaires se sont mis d'accord sur une contribution par les présidents des commissions des affaires européennes des parlements participants. La COSAC appelle l'Union européenne et ses États membres à continuer de fournir une assistance politique, financière, technique, militaire et humanitaire à l'Ukraine. Elle salue en outre les efforts visant à établir un mécanisme judiciaire approprié pour enquêter et poursuivre les personnes qui ont participé à des crimes d'agression en Ukraine.

## L'Administration parlementaire recrute :

- un chercheur (m/f/d) spécialisé en droit public pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en droit public, sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé
- un chercheur (m/f/d) spécialisé en droit privé pour les besoins de la cellule scientifique, titulaire d'un doctorat en droit privé, sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration) ou du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : [https://www.chd.lu/fr/offres\\_emploi](https://www.chd.lu/fr/offres_emploi)



## Révisions de la Constitution : « De la Justice »

### 7575 – Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution

#### Contexte

La présente proposition ayant trait au chapitre VI. de la Constitution intitulé « De la Justice » constitue la première d'une série de propositions de révision en cours d'élaboration et qui, une fois qu'elles auront abouti, feront œuvre d'une modernisation par étapes de la Constitution actuelle.

En ce sens, la présente proposition se distingue de la proposition de révision n° 6030 qui avait pour ambition d'écrire une Constitution entièrement nouvelle.

#### Objet de la proposition de révision

La proposition de révision s'articule autour de plusieurs idées :

- insérer l'indépendance de la justice dans la Constitution via la consécration d'un statut des magistrats ;
- instituer un Conseil national de la justice ;
- regrouper dans une section unique les principales garanties du justiciable, le principe de la présomption d'innocence étant consacré dans le chapitre II. – « Des droits et libertés » de la proposition de révision n° 7755 ; et
- élargir les attributions de la Cour constitutionnelle.

Par rapport à la Constitution actuelle, le texte innove sur plusieurs points :

#### 1) De l'organisation de la justice

À l'instar des autres propositions de révision, le Constituant a choisi de consacrer dans le texte constitutionnel la notion de « pouvoir judiciaire », i.e. le pouvoir de rendre la justice, par opposition aux pouvoirs législatif et exécutif, qui est exercé par les cours et tribunaux.

Alors que l'organisation de l'appareil judiciaire en deux ordres juridictionnels est maintenue et que les deux ordres, judiciaire et administratif, continuent à évoluer sur un pied d'égalité bien que dans des sphères de compétence différentes, la Cour constitutionnelle sera à l'avenir appelée à trancher d'éventuels conflits d'attributions.

#### 2) De l'indépendance de la justice

Cette indépendance est consacrée via la définition au niveau constitutionnel d'un statut des magistrats et renforcée à travers la création d'un Conseil national de la justice lequel sera notamment appelé à intervenir dans la procédure de nomination des magistrats et dans les procédures disciplinaires dirigées contre ceux-ci.

L'indépendance de la justice a comme corollaire que le juge est inamovible. L'indépendance est par ailleurs strictement circonscrite aux fonctions juridictionnelles. Il s'agit donc à proprement parler d'une indépendance fonctionnelle.

L'indépendance de la justice implique également qu'il y ait une nette séparation entre la magistrature assise et le ministère public.

L'indépendance de la justice agit de manière variable. Appliquée au parquet, elle n'a rien d'absolu. Le pouvoir politique doit en effet pouvoir formuler des directives de politique pénale à l'adresse du ministère public. In fine, c'est aussi le Ministre de la justice qui assumera la responsabilité politique.

#### 3) Du Conseil national de la justice

La consécration d'un tel organe est d'une importance fondamentale. Le Conseil national de la justice aura pour mission de renforcer l'indépendance de la justice et sa transparence. Parmi ses compétences figure celle de proposer la nomination des magistrats. Il aura également un rôle à jouer dans la procédure disciplinaire engagée à l'égard de ces derniers.

#### 4) Des garanties du justiciable

Une des nouveautés du dispositif constitutionnel futur constitue la consécration de garanties des justiciables dans le cadre des procès en justice.

Si ces garanties se trouvent déjà à l'heure actuelle inscrites – de manière éparpillée – dans la Constitution, elles sont désormais regroupées, ce qui améliore au demeurant la lisibilité du texte constitutionnel s'y rapportant. Il est à cet égard utile de rappeler que le chapitre II de la proposition de révision n° 7755 complètera cette liste avec notamment la consécration du principe de la légalité des peines, voire de la présomption d'innocence.

#### 5) De la Cour constitutionnelle

Il appartiendra à l'avenir à la Cour constitutionnelle de connaître des conflits d'attributions. En outre, une loi votée à la majorité qualifiée réunissant au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre des Députés pourra élargir les compétences de la Cour constitutionnelle.

Dépôt par Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Charles Margue, Députés, le 05/05/2020

Rapporteur : M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

20/01/2021 Examen de l'avis du Conseil d'État

26/01/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État

27/01/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État

Échange de vues avec Madame la Ministre de la Justice

02/02/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État

23/02/2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

11/05/2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01/06/2021 Désignation d'un rapporteur

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

21/07/2021 Examen du 2<sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État

21/09/2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

27/01/2021 Échange de vues avec Madame la Ministre de la Justice

Premier vote constitutionnel : 20/10/2021

Second vote constitutionnel : 21/12/2022

Loi du 17 janvier 2023

Mémorial A : 2023, n° 26, page 1

## Modification des attributions de l'ILNAS

### 7767 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ; 2° de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ; 3° de la loi du 26 janvier 1922 portant certaines modifications au service de la vérification des poids et mesures

Ce dispositif vise à modifier la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS. La modification projetée poursuit un double objectif :

1) formaliser de manière explicite et apporter des précisions quant aux missions et tâches que l'ILNAS exerce déjà ;

2) attribuer de nouvelles compétences spécifiques à l'ILNAS afin de se mettre en conformité avec différentes législations européennes.

Ainsi, à des fins de clarté et de sécurité juridique, des modifications des articles relatifs aux pouvoirs d'investigation et aux sanctions sont prévues.

Ensuite, le département de la confiance numérique de l'ILNAS se voit doter de nouvelles missions par le biais du règlement (UE) 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Il s'agit, enfin, de mettre en œuvre le règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, et modifiant la directive 2004/42/CE et les règlements (CE) 765/2008 et (UE) 305/2011, visant à renforcer la surveillance et la protection de la santé et de la sécurité des produits, ainsi que le règlement (UE) 2019/515 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant le règlement (CE) 764/2008, qui a pour objectif d'améliorer l'application du principe de reconnaissance mutuelle et de supprimer les obstacles injustifiés au commerce. De ces règlements, de nombreuses modifications ponctuelles de diverses dispositions de la loi précitée du 4 juillet 2014 s'ensuivent.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 12/02/2021

Rapporteuse : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Closener) :

09/06/2022 Désignation d'un rapporteur



09/06/2022 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
06/07/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
06/10/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
13/10/2022 Adoption d'une deuxième série d'amendements  
17/11/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État  
16/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 686, page 1

## Référendaires de justice

**7863A – Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de : 1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ; 5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ; 6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise**

L'objectif du projet de loi n° 7863A est de créer un cadre législatif pour la fonction de référendaire de justice. Les référendaires de justice auront pour mission légale d'assister les magistrats dans le cadre de la préparation de leurs dossiers.

Suite à l'avis de la Cour supérieure de justice (document parlementaire 7863/01) et l'avis du Conseil d'État (document parlementaire 7863/04), il ressort des amendements adoptés par la Commission de la Justice lors de sa réunion du 20 juillet 2022 qu'il a été procédé à la scission du projet de loi n° 7863 en deux projets de loi distincts : le projet de loi n° 7863A et le projet de loi n° 7863B portant suppression de la fonction de conseiller honoraire à la Cour d'appel.

Depuis quelques années, les autorités judiciaires sont confrontées à un grave problème de recrutement dans la magistrature. Il n'est plus possible de pourvoir tous les postes vacants de magistrat et d'attaché de justice. Ce problème va s'accroître encore dans les prochaines années, alors que les juridictions et parquets ont constamment besoin de magistrats supplémentaires.

Pour résoudre le problème de recrutement dans la magistrature, la stratégie gouvernementale comporte deux volets. D'une part, les magistrats seront déchargés de certaines tâches et bénéficieront de l'assistance de référendaires de justice dans le cadre de leurs travaux. D'autre part, la législation sur les attachés de justice sera réformée et fera l'objet d'un projet de loi séparé.

Le projet de loi prévoit la création de quarante-six postes supplémentaires. Quarante postes seront réservés aux juridictions de l'ordre judiciaire dans le cadre d'un pool commun de référendaires de justice. Six postes seront attribués aux juridictions de l'ordre administratif. Les agents concernés pourront être désignés pour assister les membres de la Cour constitutionnelle.

La fonction de référendaire de justice sera ouverte aux ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne. La nationalité luxembourgeoise ne sera pas exigée dans le chef des référendaires de justice pour les motifs suivants. D'une part, l'exercice de la fonction de référendaire de justice ne comporte aucune participation à l'exercice de la puissance publique. Les référendaires de justice auront une mission d'assistance des magistrats dans le cadre de la préparation de leurs dossiers. Aucun pouvoir décisionnel ne pourra être délégué aux référendaires de justice, qui auront exclusivement une mission d'assistance des magistrats. En effet, les référendaires agiront sous la direction et la surveillance des chefs de corps magistrats auxquels ils seront affectés. D'autre part, il y a une pénurie de juristes possédant la nationalité luxembourgeoise.

Toutefois, le projet de loi ne vise pas à créer des règles linguistiques spécifiques pour l'exercice de la fonction de référendaire de justice. Les exigences linguistiques sont celles découlant du droit commun de la fonction publique étatique. Le principe est l'exigence d'une connaissance adéquate des langues française, allemande et luxembourgeoise. À noter que la législation actuelle permet d'ores et déjà des aménagements à la condition linguistique, qui seront donc également applicables aux référendaires de justice. Dans ce contexte, il est utile de rappeler les dispositions légales applicables. L'article 2, paragraphe 2, point f) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que : « Exceptionnellement, le Gouvernement en conseil pourra procéder à l'engagement d'agents hautement spécialisés ne pouvant pas se prévaloir de la connaissance de deux des trois langues administratives en cas de nécessité de service dûment motivée et sur avis conforme du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions. L'engagement

de ces agents ne pourra avoir lieu qu'après la publication des vacances d'emploi en question. »

Par ailleurs, l'article 3, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État prévoit que « le Gouvernement en conseil procède exceptionnellement à l'engagement d'agents hautement spécialisés ne pouvant pas se prévaloir de la connaissance de deux des trois langues administratives en cas de nécessité de service dûment motivée et sur avis du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions. [...] L'employé qui bénéficie d'une dispense de la connaissance de la langue luxembourgeoise en application de ces dispositions est tenu de suivre au cours des trois premières années de service à partir de la date d'engagement des cours de langue luxembourgeoise, en pouvant prétendre au congé linguistique [...], et de se soumettre à un contrôle de la langue luxembourgeoise. »

La maîtrise de la langue française est indispensable pour l'exercice de la fonction de référendaire de justice. Une dispense de la connaissance des langues allemande et luxembourgeoise serait envisageable pour les référendaires de justice dans le cadre tracé par le législateur. D'autre part, les profils recherchés sont extrêmement variés. En effet, la fonction de référendaire de justice ne sera pas réservée aux seuls juristes. Des titulaires d'un master en sciences économiques ou financières pourront être engagés pour exercer la fonction de référendaire de justice. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité économique et financière, l'appui des magistrats par des spécialistes constitue une nécessité absolue. Ainsi, les nouveaux postes devront être utilisés majoritairement dans la lutte contre la criminalité économique et financière. En outre, les juges des tutelles pourront recourir à des comptables pour contrôler les comptes de gestion. Il en sera de même pour les juges-commissaires dans le cadre des faillites, gestions contrôlées et liquidations. Les juridictions de l'ordre administratif pourront recourir à des fiscalistes.

Le projet de loi a également pour objet de régler le contrôle de l'honorabilité dans le cadre du recrutement du personnel de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

Dépôt du projet de loi 7863 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/07/2021

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice  
(Président : M. Charles Margue) :

22/09/2021 Présentation du projet de loi 7863  
Désignation d'un rapporteur  
Échange de vues avec des représentants du pouvoir judiciaire  
20/07/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
Scission du projet de loi 7863 en deux projets de loi distincts : 7863A et 7863B  
09/11/2022 Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 7863A  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
07/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 681, page 1

## Prévention du terrorisme

**7940 – Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005**

Le projet de loi n° 7940 a pour objet l'approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005.

Depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011 et plus spécialement depuis l'établissement du Califat de l'État islamique en juin 2014, beaucoup de jeunes vivant en Europe, mais aussi dans le reste du monde, sont partis rejoindre les rangs de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL), ainsi que d'autres groupes violents en Syrie et en Irak. Ce phénomène des combattants étrangers préoccupe la communauté internationale. Outre les exactions qu'ils commettent dans ces territoires étrangers envers les populations locales ou d'autres Européens, ces combattants, de retour dans leur

pays, constituent une menace pour la sécurité, comme l'ont notamment montré les attentats commis à Luxembourg en novembre 2015.

Sept ans après ces attentats, la menace terroriste transnationale reste élevée en Europe, accentuée par un contexte géopolitique international en permanente mutation. La prévention et la répression du terrorisme demeurent ainsi une préoccupation majeure du Conseil de l'Europe qui s'est doté au fil du temps d'un arsenal normatif conséquent en la matière.

Afin de conforter davantage son action en faveur de la prévention et de la répression du terrorisme, et notamment contre le phénomène des combattants terroristes étrangers, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a mis en place un organe chargé de coordonner l'action du Conseil de l'Europe contre le terrorisme, à savoir le Comité d'experts sur le terrorisme (« CODEXTER »).

Ce dernier est à l'origine de l'adoption par le Comité des Ministres, le 3 mai 2005, de la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme ouverte à la signature à Varsovie le 16 mai 2005 (dénommée ci-après « la Convention du 16 mai 2005 »).

C'était le premier instrument international à aborder la lutte contre le terrorisme sous l'angle préventif. Élaborée dans le contexte des attentats terroristes du 11 septembre 2001 commis aux États-Unis, elle répondait également à la volonté du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe « d'accroître activement l'efficacité des instruments existant au Conseil de l'Europe en matière de lutte contre le terrorisme » et a ouvert la voie à d'autres instruments internationaux, notamment la Résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité des Nations Unies, visant à interdire et à prévenir l'incitation à commettre des actes terroristes.

Pour faire face plus particulièrement au phénomène des combattants terroristes étrangers et afin de compléter la Convention du 16 mai 2005, le Comité des ministres a institué, le 22 janvier 2015, le Comité sur les combattants terroristes étrangers et les questions connexes (« COD-CTE ») en vue de rédiger, sous la direction du CODEXTER, un projet de Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme (dénommé ci-après « le Protocole »).

Le Protocole, dont l'approbation est proposée par l'article unique du projet de loi n° 7940, a été adopté par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe lors de sa 125<sup>e</sup> session tenue à Bruxelles et ouvert à la signature des États membres du Conseil de l'Europe, des États non membres ayant participé à son élaboration et de l'Union européenne, en date du 22 octobre 2015 à Riga. Il a été signé par le Grand-Duché de Luxembourg à cette occasion, ensemble avec 16 autres États.

Selon le rapport explicatif du Conseil de l'Europe, « le principal objectif de ce Protocole additionnel est de compléter la Convention [du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme] par une série de dispositions visant à la mise en œuvre les aspects de droit pénal de la Résolution 2178 du [Conseil de Sécurité des Nations Unies] ».

Le Protocole s'inscrit donc dans une double continuité en prolongeant la Convention du 16 mai 2005 qui a été approuvée au Luxembourg par la loi du 26 décembre 2012, d'une part, et en faisant suite aux recommandations formulées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa Résolution 2178 (2014) du 24 septembre 2014, mises en œuvre au Luxembourg par la loi du 18 décembre 2015 d'autre part.

Par cette résolution 2178, le Conseil de sécurité a appelé les États à prendre des mesures afin de prévenir et d'endiguer le flux de combattants terroristes étrangers vers les zones de conflit et à faire notamment en sorte que la qualification des infractions pénales donnée par leur législation interne permette, proportionnellement à la gravité de l'infraction, d'engager des poursuites et de réprimer le fait de se rendre à l'étranger « dans le dessein de commettre, d'organiser ou de préparer des actes de terrorisme, ou afin d'y participer ou de dispenser ou recevoir un entraînement au terrorisme », ainsi que la fourniture, la collecte délibérée de fonds ainsi que toute autre activité qui facilite de tels voyages.

En vue de mettre en œuvre les aspects de droit pénal de la résolution 2178 précitée et conformément au mandat du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le texte du Protocole fait partant obligation aux Parties d'adopter les mesures nécessaires, conformément à leur droit interne, pour ériger en infractions pénales les actes qu'il décrit et qui se présentent principalement comme des actes préparatoires par rapport à des actes terroristes, en vue de garantir des poursuites efficaces.

Il s'agit plus précisément des actes suivants :

- 1) participer à une association ou à un groupe à des fins terroristes ;
- 2) recevoir un entraînement pour le terrorisme ;
- 3) se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme ;
- 4) financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme ;
- 5) organiser ou faciliter de quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme.

Eu égard à la loi précitée du 26 décembre 2012 ainsi qu'à la loi précitée du 18 décembre 2015, les dispositions contenues dans le Protocole sont couvertes par la législation luxembourgeoise actuellement en vigueur, et plus particulièrement :

- 1) l'incrimination du fait de « participer à une association ou à un groupe à des fins terroristes » (article 2 du Protocole) est prévue à l'article 135-4 du Code pénal ;
- 2) le fait de « recevoir un entraînement pour le terrorisme » (article 3 du Protocole) est visé à l'article 135-13 du Code pénal ;
- 3) l'acte de « se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme » (article 4 du Protocole) est couvert par l'article 135-15 du Code pénal ;
- 4) le fait de « financer des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme » (article 5 du Protocole) est prévu à l'article 135-5 du Code pénal ; et
- 5) l'organisation ou la facilitation « de quelque autre manière des voyages à l'étranger à des fins de terrorisme » (article 6 du Protocole) est visé à l'article 135-15, paragraphe 2 du Code pénal.

Par conséquent, le présent le projet de loi ne prévoit pas de nouvelles modifications législatives afférentes.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05/01/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

16/11/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

07/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 664, page 1

## Cour constitutionnelle : conflits d'attribution

### 7960 – Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Conformément à la Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution (n° 7575), adoptée en première lecture en date du 20 octobre 2021, il appartiendra à la Cour constitutionnelle de connaître des conflits d'attribution.

Un conflit d'attribution survient lorsque la compétence respective des deux ordres juridictionnels, l'ordre judiciaire et l'ordre administratif, est mise en cause. Le mode de résolution de ces conflits d'attribution – jusqu'à présent non règlementé – fait l'objet du projet de loi n° 7960.

Actuellement, la Constitution prévoit l'intervention de la Cour supérieure de justice pour régler les conflits d'attribution. Il convient cependant de noter que depuis la création des juridictions de l'ordre administratif au Luxembourg, aucune question de conflit de juridictions ne s'est présentée mettant en cause des juridictions issues respectivement des deux ordres. La question de conflit entre les deux ordres de juridiction est ainsi restée essentiellement théorique à ce jour.

Suite à des études comparées des solutions trouvées à ces types de conflit dans les pays limitrophes, le modèle juridique français a servi comme source d'inspiration lors de l'élaboration du projet de loi n° 7960. En effet, au-delà d'offrir une solution pour les différents types de conflit d'attribution, ce modèle met un accent sur la prévention des conflits, qui s'est avéré efficace et exemplaire.

Le projet de loi n° 7960 établit donc les situations de conflit d'attribution en distinguant entre la prévention d'un conflit d'attribution par renvoi (facultatif ou obligatoire) d'une question de compétence devant la Cour constitutionnelle (chapitre I<sup>er</sup>) et la résolution d'un conflit d'attribution par saisine de la Cour constitutionnelle (chapitre II).

Les nouvelles compétences de la Cour constitutionnelle devront être reflétées dans la loi portant son organisation. Il est ainsi proposé de modifier la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle pour compléter ses attributions.

Finalement, il convient d'insérer une disposition relative à la mise en vigueur, étant donné que la loi en projet ne pourra entrer en vigueur qu'une fois l'actuel article 95 de la Constitution aura été abrogé par l'effet de la proposition de révision de la Constitution n° 7575.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022  
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice  
(Président : M. Charles Margue) :

09/02/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi

09/03/2022 Échange de vues avec les représentants du pouvoir judiciaire  
Examen d'une série d'amendements proposés par le groupe politique CSV

16/03/2022 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

05/10/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022  
Loi du 23 janvier 2023  
Mémorial A : 2023, n° 43, page 1

## Promotion du transport ferroviaire et fluvial

### 8034 – Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial

Le projet de loi de 17 articles et de 4 annexes se propose de soutenir le transport ferroviaire et fluvial en tant qu'éléments importants d'une politique de mobilité durable et respectueuse de l'environnement aussi bien en ce qui concerne le transport conventionnel que le transport combiné ou intermodal. Son double objectif est d'un côté la prolongation du régime d'aide actuel en faveur du transport combiné et de l'autre côté l'extension du champ d'application en ce qui concerne le transport conventionnel.

L'objectif politique du régime d'aide envisagé reste donc similaire à celui poursuivi avec le régime initial de 2015 et avec le régime actuel. Il s'agit de favoriser le transport ferroviaire et le transport fluvial par rapport au transport routier, préféré par les opérateurs en raison de son coût plus faible et de sa plus grande flexibilité. Cette préférence pour le transport routier contribue cependant à l'encombrement des routes luxembourgeoises et européennes et par conséquent aux émissions de dioxyde de carbone au Luxembourg.

L'extension du régime d'aide actuel vise à encourager de nouveaux opérateurs, non concernés par le transport combiné, à privilégier le transport de marchandises par trains ou barges afin d'augmenter la part du rail et du fluvial pour l'acheminement notamment des conteneurs maritimes et des semi-remorques ainsi que le déplacement des marchandises entre centres d'activités.

Les nouvelles aides peuvent être octroyées et versées pour tout transport ferroviaire intérieur ou transport ferroviaire ou fluvial international réalisé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2027 inclus.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/06/2022  
Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics  
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

01/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

16/12/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 685, page 1

## Compte général de l'exercice 2021

### 8039 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021

Le présent projet de loi vise à régler le compte général de l'exercice 2021.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 30/06/2022  
Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire  
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

26/09/2022 Présentation du projet de loi

24/10/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du rapport général de la Cour des comptes pour le compte général 2021

05/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président : M. André Bauler) :

26/09/2022 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 15/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 648, page 1

## Baux d'habitation

### 8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation

En raison de l'envolée du coût de la vie qui pèse de manière disproportionnée sur les personnes et les ménages à faibles revenus, il est probable que de nombreux ménages locataires seront incapables d'honorer l'intégralité de leur loyer et de leurs charges locatives et se verront condamnés à quitter leur logement sous peine d'exécution forcée par le biais d'un déguerpissement.

Afin d'éviter que les ménages concernés ne se trouvent du jour au lendemain à la rue et ceci en plein hiver, le projet de loi n° 8076 propose la mise en place d'un mécanisme judiciaire permettant aux locataires de bonne foi, dont le bail d'habitation aura été résilié et qui seront arrivés à la fin des sursis déjà à leur disposition, de saisir, par voie de requête, le juge de paix siégeant en matière de bail à loyer d'une demande de se voir accorder une suspension jusqu'à la date du 31 mars 2023. Cette demande devra être accompagnée des pièces nécessaires justifiant que le locataire se trouve dans l'impossibilité de trouver à se reloger pour des raisons tenant à sa situation économique difficile, mais indépendantes de sa volonté, afin d'exclure tout abus.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 03/10/2022  
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice  
(Président : M. Charles Margue) :

15/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 703, page 1

## Liaison cyclable entre Esch-sur-Alzette et Belval

### 8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval

Ce projet de loi de financement de quatre articles donne l'autorisation au Gouvernement de faire procéder, pour une enveloppe budgétaire maximale de 47,5 millions d'euros, à l'aménagement d'une piste cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et

Belval, y inclus la réalisation de deux ouvrages d'art, à savoir un passage inférieur (OA1498) et une passerelle sur le site sidérurgique (OA1499), ainsi qu'un écran visuel.

Les dépenses occasionnées par ce projet sont imputables sur les crédits du Fonds des routes. Le montant maximal des dépenses est rattaché à l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2021 et sera adapté semestriellement en fonction de la variation dudit indice. Le projet de loi rappelle par ailleurs que les travaux dont question sont déclarés d'utilité publique, afin de pouvoir procéder en cas de besoin aux acquisitions nécessaires par la voie d'expropriations.

Le projet d'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval (PC8 – OA1498/OA1499) a débuté en 2020 et la fin du chantier est prévue pour 2025. Le projet a donc déjà été inscrit dans la loi budgétaire une première fois à partir de l'exercice 2020 avec un montant de 34.500.000 euros, montant augmenté à 36.000.000 euros à partir de l'exercice budgétaire 2021.

Or, au cours de l'évolution du projet et des chantiers, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires, dont notamment l'augmentation du nombre et du type de fondations due aux contraintes géologiques et géotechniques spécifiques liées au site, non prévisibles en amont, l'adaptation des réseaux de l'usine sidérurgique, l'adaptation de la méthodologie de construction en tenant compte des besoins de la production de l'usine et de la circulation des chemins de fer industriels, ainsi que l'adaptation ponctuelle des aménagements de la voirie et de la piste cyclable. Il s'y ajoute enfin une augmentation généralisée des coûts de construction et, en particulier, des matériaux de construction, qui auront un impact non négligeable sur les lots non encore attribués respectivement en cours de construction.

Ces travaux et coûts supplémentaires vont occasionner des dépenses d'investissement supérieures au seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et une loi de financement est donc requise en vertu de l'article 99 de la Constitution.

modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020.

En ce qui concerne le congé pour raisons familiales, tel qu'il a été élargi, ce dispositif a été adapté à plusieurs reprises – notamment pour tenir compte des modifications apportées aux mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Ainsi, la mise en quarantaine est restée applicable jusqu'en février 2022 ; les mesures d'isolement, d'éviction et de maintien à domicile sont toujours d'application. Partant, les dépenses relatives à ces mesures ont continué à évoluer depuis la loi de financement susmentionnée.

C'est pourquoi la Chambre des Députées avait exprimé, dans le cadre des travaux parlementaires relatifs au projet de loi n° 7878, la volonté de réaliser ultérieurement une mise à jour du coût de cette mesure, mais aussi des deux autres mesures visées. Cette volonté était et est entièrement partagée par le Gouvernement, tel que souligné par les ministres de la Sécurité sociale et des Finances à plusieurs reprises.

En ce qui concerne le congé pour soutien familial, il s'agit d'une mesure qui était dès le départ limitée dans le temps. D'abord mise en place pendant l'état de crise moyennant un règlement grand-ducal pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, les dispositions ont été reprises au niveau de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19. Les effets de ces dispositions ont cessé au 25 novembre 2021.

La loi définissant cette mesure prévoit dans son article 3 que la charge financière incombe entièrement à l'État, ce qui a été matérialisé par la loi du 15 décembre 2020 précitée. Certes, le Conseil d'État avait soulevé dans son avis que la loi portant création de ce dispositif définissait déjà la prise en charge de la mesure et qu'une « intervention particulière au niveau de la loi en projet » ne serait pas nécessaire.

Toutefois, comme ce dispositif a recours aux mécanismes en place pour assurer le versement des sommes dues aux entreprises et personnes travaillant pour leur propre compte, la Chambre des Députées avait souhaité prévoir le remboursement à la Caisse nationale de santé (CNS) moyennant la loi de financement susmentionnée.

Concernant le transfert de la charge de la Mutualité des employeurs vers l'assurance maladie-maternité pour les indemnités pécuniaires, cette mesure était limitée dans le temps et applicable uniquement pendant la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2020 jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel a pris fin l'état de crise. Le transfert de la charge avait aussi délesté le budget de l'État en réduisant le déficit de la Mutualité des employeurs et, par conséquent, la participation étatique destinée, selon l'article 56 du Code de la sécurité sociale, à résorber ce déficit.

Par ailleurs, pour réduire la part à supporter par les employeurs l'assurance maladie-maternité est intervenue à hauteur de 100 % et non au taux de 80 % appliqué par la Mutualité des employeurs. Aussi, le montant du transfert de charge de la Mutualité des employeurs vers l'assurance maladie-maternité résulte, à raison de 80 %, d'une diminution de la participation de l'État dans le financement de la Mutualité des employeurs et, à raison de 20 %, d'une diminution des dépenses des employeurs.

Ainsi, le taux de cotisation moyen à la Mutualité des employeurs a été porté à 1,90 % sur la période 2021-2023 pour compenser la part étatique versée à la CNS dans le cadre de la loi de financement susmentionnée. Cette modification a été intégrée dans la loi budgétaire 2021.

L'impact financier des trois mesures à la date du 31 août 2022 (concernant la période 2020 à 2022), représente un coût à charge de la CNS dépassant de 36,5 millions d'euros le montant fixé par la loi de financement.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2023, il a été retenu d'augmenter la participation étatique de 37,5 millions d'euros (au lieu des 36,5 millions d'euros prémentionnés) pour prendre déjà en compte le mois de septembre 2022, soit le dernier mois avant le dépôt du projet de budget 2023.

Certes, le recours au dispositif élargi du congé pour raisons familiales a été fortement réduit avec le nombre des cas d'infection qui ont été relativement bas pendant l'été 2022, mais des incertitudes demeurent quant à l'évolution pendant la période hivernale. De plus, le recours à ce dispositif dépend également des mesures décidées par les autorités publiques dans les pays limitrophes, le nombre d'assurés frontaliers étant important, y compris ceux qui ont des enfants en âge d'ouvrir le droit au bénéfice de ce dispositif. Toutefois, il est proposé de modifier d'ores et déjà les montants de la loi de financement étant donné que le dépassement est d'environ 10 % du montant global défini dans cette loi.

Le projet de budget 2023 (document parlementaire n° 8080) inclut déjà une adaptation de la tranche financière due en 2023. Le montant initial de 62 millions d'euros y est porté à 99,5 millions d'euros.

Ainsi, il est proposé de porter le montant global de la dotation étatique à 423,5 millions d'euros, au lieu des 386 millions d'euros qui figurent actuellement dans la loi de financement, et d'adapter la dernière tranche financière en conséquence.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/10/2022

Rapporteur : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

17/11/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

16/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 684, page 1

## Covid-19 : assurance maladie-maternité

### 8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget

Dans le contexte de la lutte contre la propagation de la Covid-19, plusieurs mesures ont été prises au niveau de l'assurance maladie-maternité mais qui, quant à leur essence, dépassent l'objet de l'assurance maladie-maternité tel que défini par le Code de la sécurité sociale. Ces mesures sont :

- 1) le congé pour raisons familiales (élargi) ;
- 2) le congé pour soutien familial ;
- 3) le transfert de la charge de la Mutualité des employeurs vers l'assurance maladie en ce qui concerne les indemnités pécuniaires.

Alors que dans un premier temps, ces mesures ont pu être financées en ayant recours aux réserves financières de l'assurance maladie-maternité, le Gouvernement s'engage, notamment lors de la réunion du Comité quadripartite qui eut lieu le 17 juin 2020, à faire une analyse des dépenses et, le cas échéant, à prendre en charge certaines d'entre elles.

Cet engagement a été matérialisé par la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 15/11/2022  
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président : M. Dan Kersch) :  
08/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 689, page 1

## Indemnisation des dommages de guerre

### 8100 – Projet de loi modifiant l'article 48B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre

Le présent projet de loi vise à compléter l'article 48B, alinéa 3 de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre pour fixer le coefficient adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 aux rémunérations payées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1944 à 84,0 pour l'année 2022. Le libellé proposé détermine par ailleurs la méthode de calcul dudit coefficient pour les années suivantes.

Ainsi, le projet de loi donne suite aux observations que le Conseil d'État a formulées dans son avis du 7 décembre 2021 portant sur le projet de règlement grand-ducal portant fixation des coefficients adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 devant servir de base de calcul des indemnités pour dommages de guerre corporels, aux rémunérations payées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1944.

En effet, dans l'avis précité, la Haute Corporation avait constaté que la base légale servant de fondement légal au règlement grand-ducal qu'il était appelé à aviser ne contenait pas d'indication sur les modalités de l'adaptation à opérer. Étant donné qu'il s'agissait d'une matière réservée à la loi, ladite base légale risquait d'être jugée non conforme aux exigences de l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, ce qui risquait d'entraîner l'inapplicabilité du règlement grand-ducal. Par conséquent, le Conseil d'État avait demandé d'encadrer avec plus de précision la fixation des coefficients. Le présent projet de loi fait droit à cette exigence.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 16/11/2022  
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président : M. Dan Kersch) :  
08/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 677, page 1

## Régime d'aides pour l'économie luxembourgeoise

### 8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter des modifications à la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Les modifications portent principalement sur :

– la prolongation d'un an de ladite loi du 15 juillet 2022 suite à l'extension de l'encadrement temporaire de crise de la Commission européenne jusqu'à la fin de l'année 2023, décidée en date du 28 octobre 2022 ;

– l'abandon de la limitation de la garantie fixée à l'article 3 de la loi précitée du 15 juillet 2022 afin de répondre aux besoins en liquidités accrus des fournisseurs de gaz naturel et d'électricité.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 21/11/2022  
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »  
(Président : M. Gilles Baum) :  
01/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
05/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022  
Loi du 23 décembre 2022  
Mémorial A : 2022, n° 687, page 1

## Garantie de l'État sur les créances de la BCL

### 8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) sur les prêts de droits de tirage spéciaux accordés par celle-ci au fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (Resilience and Sustainability Trust ou RST) du Fonds monétaire international (FMI). La garantie de l'État couvre le principal et les intérêts desdits prêts jusqu'à concurrence d'un montant en principal en euros équivalant à 249.226.000 de droits de tirage spéciaux (DTS).

La loi en projet sous rubrique vise à donner suite à l'opposition formelle du Conseil d'État formulée à l'encontre de l'article 41 du projet de loi n° 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023. Il estime nécessaire de recourir à une loi spéciale de financement.

Annoncé en avril 2022, le RST est alimenté par des prêts de DTS par les pays avancés et il a pour objectif de soutenir les pays vulnérables afin de renforcer leur résilience aux chocs extérieurs et à assurer une croissance durable, contribuant ainsi à la stabilité de leur balance des paiements à long terme. Ce nouvel instrument complète la boîte à outils existante du FMI en offrant la possibilité de fournir des financements abordables à long terme à des pays vulnérables, en complément du champ d'action traditionnel du FMI qui porte sur le court terme.

Les contributions volontaires des pays avancés au RST permettent en outre de réorienter les ressources obtenues par l'allocation générale DTS en 2021 d'un montant équivalant à 650 milliards de dollars, et ce des pays économiquement plus solides vers les pays dont les besoins sont les plus importants. À l'instar d'autres pays avancés, le Luxembourg compte ainsi s'engager à y orienter quelque 20 % de son allocation de DTS obtenue en 2021, ce qui équivaut à un montant total de 253,4 millions de DTS. C'est ainsi que le Luxembourg prend sa responsabilité pour contribuer aux efforts de la communauté internationale pour soutenir les pays les plus vulnérables à relever les défis à long terme, dont notamment le changement climatique, et à d'éventuelles futures pandémies.

La garantie de l'État visée par le présent projet de loi porte sur les créances de la BCL, en principal et intérêts, envers les comptes de prêts et de dépôts du RST, et ce dans la limite d'un montant cumulé en principal de 249.226.000 DTS, soit environ 325 millions d'euros. La garantie court pour la durée totale de l'engagement que le RST aura vis-à-vis de la BCL à la suite des prêts des droits de tirage spéciaux et elle couvre le risque de la BCL en cas d'un non-respect de l'échéancier de remboursement de chaque tirage par le gestionnaire du compte.

La garantie de l'État consiste ainsi à protéger la BCL contre les risques de liquidité, de marché et de crédit sur ces créances envers le FMI ainsi que d'assurer que la participation de la BCL ne soit pas assimilée à un financement monétaire. Une telle garantie contribue également à assurer l'autonomie financière de la BCL conformément à l'article 130 du TFUE. Une convention spécifique entre l'État et la BCL sera élaborée et les modalités d'application de la garantie y seront précisées.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/11/2022  
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

02/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

09/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 652, page 1

## Régime d'aides aux entreprises lié aux prix de l'énergie

### 8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, en y incluant les amendements apportés le 28 octobre 2022 par la Commission européenne à l'Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de l'Ukraine. Pour rappel, la loi du 15 juillet 2022 a déjà été modifiée par une loi du 30 novembre 2022 suite à une première modification de l'Encadrement temporaire de crise intervenue le 20 juillet 2022.

Les changements prévus par le présent projet de loi ont pour objet de modifier le projet de sorte à intégrer des dispositions de prolongation de l'Encadrement temporaire jusqu'à la fin de l'année 2023.

Les modifications portent principalement sur :

– l'introduction d'une nouvelle aide qui se substituera à celle de l'article 3 à compter de janvier 2023. Cette nouvelle aide compense non seulement une partie des surcoûts liés au gaz naturel et à l'électricité, mais également une partie des surcoûts relatifs à la consommation de chauffage et de refroidissement, à condition qu'ils soient produits à partir de gaz naturel ou d'électricité. L'intensité et le montant de l'aide varient en fonction de l'intensité énergétique et de la situation économique de la requérante. Il est prévu de mettre en place quatre paliers d'aide en fonction de la situation de la requérante, d'élargir le cercle des bénéficiaires de l'aide et les catégories de surcoûts éligibles à l'aide ;

– la mise en place d'une nouvelle aide en faveur des entreprises produisant de la chaleur à partir de gaz naturel, d'électricité et/ou de biomasse, des entreprises achetant cette chaleur pour la distribuer via leur réseau de chaleur ainsi que des entreprises produisant du biogaz à partir de biomasse.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 29/11/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

01/12/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

13/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

16/12/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2022

Loi du 23 décembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 688, page 1

## 22<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

#### 1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

p. 15

#### 2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;

6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;

7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;

11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

p. 15

#### 8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

Discussion générale (suite) : M. François Benoy (interventions de M. Laurent Mosar, M. André Bauler, Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) | M. Dan Kersch (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Marc Goergen | M. François Benoy (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement) | M. Marc Goergen | M. Max Hengel (intervention de M. Sven Clement)

Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. Gilles Roth et Mme Martine Hansen) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Franz Fayot) | M. le Ministre Franz Fayot (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Sven Clement, M. Fred Keup et M. Dan Kersch) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Franz Fayot et M. Sven Clement) | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot | M. Dan Kersch (parole après ministre) (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. le Ministre Franz Fayot | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | Mme Simone Asselborn-Bintz (parole après ministre) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

M. Gilles Roth (dépôt de l'amendement 1)

#### 3. 8039 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021

p. 26

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Diane Aehm

Discussion générale : M. André Bauler | M. Yves Cruchten | Mme Semiray Ahmedova | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8039 et dispense du second vote constitutionnel

**4. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**

**8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)**

Amendement 1 : M. Dan Kersch | Mme Lydie Polfer | M. Michel Wolter | Mme Lydie Polfer | M. Dan Kersch | M. Michel Wolter (interventions de M. Dan Kersch) | M. Léon Gloden (interventions de M. Dan Kersch et Mme Lydie Polfer) | M. Carlo Weber (interventions de M. Dan Kersch, M. Marc Lies et Mme Octavie Modert) | M. Dan Kersch | Mme Lydie Polfer

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8080 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8081 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Martine Hansen | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis | M. Laurent Mosar | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Vote sur la motion 4 (rejetée)

p. 29

Motion 5 : M. Gilles Roth | Mme Nathalie Oberweis | M. François Benoy | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement)

Vote sur la motion 5 (intervention de M. Fernand Kartheiser) (rejetée)

Motion 6 : M. Gusty Graas | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Spautz | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | M. Dan Kersch | M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch

Vote sur la motion 6 (rejetée)

Motion 7 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement

Vote sur le renvoi de la motion 7 en commission (adopté)

**5. Ordre du jour**

p. 41

M. Fernand Etgen, Président

**6. 8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international**

p. 41

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8105 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, M. Lex Delles, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Une voix** | Nee, dat ass net de Fall.

**2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :**

**1<sup>o</sup> la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;**

**2<sup>o</sup> la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**

**3<sup>o</sup> la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**

**4<sup>o</sup> la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**

**5<sup>o</sup> la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;**

**6<sup>o</sup> la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;**

**7<sup>o</sup> la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**

**8<sup>o</sup> la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**

**9<sup>o</sup> la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;**

**10<sup>o</sup> la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;**

**11<sup>o</sup> la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0**

**8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)**

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Chamber fiert de Moie mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2023 an d'Programmation financière pluriannuelle virun. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här François Benoy agedroen. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**Une voix** | Très bien!

**Discussion générale (suite)**

**M. François Benoy** (déi gréng) | Jo, gudd Moien, Dir Dammen an Hären. Här President, Madamm an Här Minister, ech wëll fir d'alleréisch dem Budgetsrapporter villmools Merci soen, dem Max Hahn. Ech war selwer virun zwee Joer Budgetsrapporter a weess, wat dat bedeit, esou e Rapport ze maachen. Ech hat deemools 50 Recommandatioune gemaach, wéi mer zesumme méi staark aus där Kris kënnen erauskommen.

An ech muss soen, déi 50 Recommandatioune, déi ech konstant gemaach hunn, sinn haut eigentlech ëmmer nach genau esou aktuell wéi deemools, quitte dass entre-temps nach eng weider Kris derbäikomm ass. Mee mir wëssen haut, dass mer, wa mer an deem Rhythmus weidermaachen, riskéieren, all zéng Joer eng vergläichbar Pandemie ze hu wéi d'Covid-19-Pandemie. Mir si matzandran an enger Klimakris. Mir erliewen et ëmmer erëm. Mir hunn et dese Summer eréisch erlieft, plus alleguerten déi sozial Problemer, déi mer hunn, fir just déi Beispiller ze nennen.

An ech wëll dann awer och onser Fraktiounsprésidentin, dem Josée Lorsché, villmools Merci soen, déi wierklech exzellent duergeluecht huet, wéi d'Positioune vun onser Fraktioun sinn.

Mee opgrond vun der Debatt, wéi se gëschter Owend hei gelaf ass, wëll ech dann e puer Saachen nach eng Kéier richtegstellen, déi ons Gréngen awer wierklech wichteg sinn, an ech wëll alleguerten déi berouegen, déi iergendwéi mengen, mir Gréng géifen net zur Finanzplaz stoen, well eigentlech ass de Contraire de Fall. Mir wëllen d'Finanzplaz weiderentwéckelen, positiv weiderentwéckelen, an dat am Interesse vum Land an och vun der ganzer Mënschheet, well Lëtzebuerg huet do e ganz groussen Impakt, well mer eeben esou eng grouss Finanzplaz hunn. Mee et geet eeben drëm, dass d'Finanzplaz net och en Acteur dovun ass, dass mer d'Klimakris weider befeieren, mee dass mer justement déi Transitioun hikréien, fir a Richtung Klimaneutralitéit ze goen. Mir wëllen also, dass mer d'Finanzplaz besser fir d'Zukunft opstellen.

An ech wëll dann awer och nach eng Kéier an Erënnung ruffen, wéi déi heite Regierung no jorelaanger CSV an der Regierung dat hei iwwerholl huet, war de Ruff vun der Finanzplaz justement e ganz anere wéi haut. Do war nämlech dee ganze Modell virun allem ronderëm d'Steierungen opgebaut a Lëtzebuerg hat do justement eebe kee gudder Ruff. An des Regierung huet dat Ganz awer erëm an d'Rei bruecht an iwwert déi lescht Joren hu mer zum Beispill d'europäesch Regulatioune och alleguerten ëmgesat. Mir hunn awer och e RBE, also e Registre des bénéficiaires effectifs, wou déi gréng Ministere maassgeeblich dru bedeelegt waren, ëmgesat. An elo muss mer eis natierlech d'Fro stellen: Wéi maache mer d'Finanzplaz weider nach méi fit fir d'Zukunft?

Här President, Dir Dammen an Hären, mat den aktuelle Politicke steiert eis Welt op eng Plus-2,5-Grad-Temperaturerwärmung zou. Wat heescht dat ganz konkret? Wiederextreemer wéi Dréchtenen, Hëtztwellen, Staarkreen a Stierm ginn ëmmer méi zur Normalitéit. Op ville Plazen heescht dat e Verloscht vun dem Landwirtschaftlechen Ertrag, Hongersnéit, déi méi heefeg ginn, ganz Regioune, déi riskéieren, weider destabiliséiert ze ginn, a Leit, déi gezwonge ginn, hir Doheemer ze verlossen. A mir wëssen, wat dat och fir eis alleguerte bedeit.

An Här Mosar, ech wëll Iech do ganz konkret soen: Ech freeë mech am Géigesaz zu Iech net iwwert déi méi héich Temperaturen am Summer, just fir méi Geleeënheeten ze hunn, fir méi Aperol-Spritzen ze drénken, wéi Dir et op Twitter gesot hutt!

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Mir hunn zu Lëtzebuerg op onser Finanzplaz eng 5,5 Billiounen Euro an de Fonge placéiert. Domat hu mer zu Lëtzebuerg eng grouss Verantwortung, well mir als Lëtzebuerg do och e groussen Impact – an e positiven Impact – kënnen hunn, notamment wann et ëm Klimapolitik geet. Ech géif souguer soen, dass mer duerch eis Finanzplaz an iwwer eis Finanzplaz deen absolutt gréissten Impact hunn, fir positiv eppes ze bewierken. An dofir muss mer alles derfir maachen an et muss eng topp Prioritéit vun eis sinn, fir dass mer ons Finanzplaz a Richtung Klimaneutralitéit an dat esou séier wéi méiglech ..., déi Transitioun esou séier wéi méiglech hiekréien!

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | A mir hunn natierlech zu Lëtzebuerg an och europawäit eng ganz Partie Strategien, Aktiounspläng, Labelen an esou weider. Mee wa mer wëssen, dass de Paräisser Accord seet, dass mer müssen d'Finanzflëss zu engem 1,5-Grad-Zil konform maachen, also a Richtung Klimaneutralitéit goen, da muss ech awer soen, dass mer nach en immens wäite Wee do ze maachen hunn. An och do erëm, Här Mosar, dat do ass eng batter Realitéit. Dat ass kee verzerrt Realitéitsbild, wéi Dir et sot. Et ass eng batter Realitéit, dass déi Strategien, déi mer hunn, wäit ewech si vun deenen Ziler, déi mer eigentlech müssen hunn, wa mer en zukunftsfaëgt Lëtzebuerg an eng zukunftsfaëgt Welt wëllen hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | An ech wëll Iech just ee Beispill nennen. Et gétt eng Etüd, déi fir Greenpeace gemaach ginn ass, déi déi 100 gréisste Fongen analyséiert huet. A mir sinn do éischter a Richtung vun engem 4-Grad-Zil ënnerwee, wat d'Fongen ueget, déi op eiser Finanzplaz sinn. An ech hunn Iech gesot, wat d'Konsequenzen dovu sinn, wa mer weidermaache wéi bis elo, wou mer emol net op engem 4-Grad-Zil sinn, mee op engem 2,5-Grad-Pfad ënnerwee sinn!

An ech weess jo, dass Leit wéi Dir vläicht elo Greenpeaceetüden, awer och anerer, net esou gären hunn, an ech wëll Iech do awer dann nach e puer aner Etüden nennen, zom Beispill, d'ALFI selwer seet, dass, wat d'Fongen ueget, just 6 % vun de Fongen iwwerhaapt konkret Ziler hunn. A wa mer driwwer schwätzen, wat d'Ziler sinn a wat d'konkreet Ziler sinn, dann heescht dat jo nach guer net, wat fir eng Ziler dass dat dote sinn.

An d'Finanzministesch huet gëschter hei an hirer Ried och gesot oder huet zitëiert, dass Lëtzebuerg déi drëttréngste Finanzplaz ass, an do soen ech, bon, generell muss ee bei esou Labelen ëmmer kucken, wat dat genau heescht a wat derhannert ass. Et ass nämlech och net esou, Här Mosar, wéi Dir gesot hutt, dass et einfach duergeet ze soen, et ass een ESG-konform. Well wat genau heescht ESG? Et ass net alles gréng, wat sech hanner engem ESG-gelabelte Produkt verstoppt. A wat bréngt et eis och, wa mer just op déi Etikette kucken, mee a Wierklechkeet fossill Energien do hannendru verstoppt sinn? Dann hu mer näischt gewonnen!

An ech wëll Iech do nach e puer Zitater bréngen, wat einfach ganz renomméiert Institutiounen, déi och, mengen ech, jiddwereen hei unerkennt, soen.

D'Zentralbank zum Beispill seet, dass d'Klimafinanzrisiken an de leschte Joren ëm 32 % geklomme sinn, a si fuerdert d'Autoritéite ganz konkret derzou op, dass d'Klimafinanzrisike besser erfaasst ginn, fir se dann ze reduzéieren.

Och d'CSSF seet, dass de Finanzsecteur net genuch klima- an ëmweltrelevant Informatiounen oppelet. Déi Europäesch Cour des comptes seet, dass mer net genuch Transparenz hunn an dem Finanzsecteur. A Lëtzebuerg huet zwar e Paris Agreement Capital Transition Assessment gemaach, also e PACTA, mee deen hu mer net verëffentlecht, soudass mer mol iwwerhaapt net wëssen, wat dann dobäi erauskomm ass. Aner Länner, d'Schwäiz zum Beispill, hunn dee verëffentlecht.

Här Mosar, dat heiten, wat ech elo gemaach hunn, ass alles, mee kee Finanzplazbashing, mee et ass déi batter Realitéit! An ech soen: Mir müssen där an d'A kucken a kucken, dass mer d'Finanzplaz besser opstellen!

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Fir ons ass et relevant a wichteg a kloer, dass mer eeben a puncto Klimaschutz Ambitioun weisen, grad op der Finanzplaz, an dass mer do First Mover sinn. An dat ass am Interessi vun dem Klima hei, awer och vun der ganzer Welt, a virun allem och ass et eng Fro vun der Resilienz vun onser eegener Economie.

Mir soen dofir éischters: méi Transparenz, fir Finanzrisiken ze identifizéieren. Zweetens muss mer d'Instrumenter weider ausbauen, fir den nohaltege Wandel ze acceleréieren. Drëtters muss mer eis där Erausforderung stellen a Verantwortung iwwerhuelen, well do ass iwwerall nach vill Loft no uewen, an dat am Interêt, fir eis Finanzplaz an d'Economie besser fir d'Zukunft opstellen, mee virun allem appelléieren ech wierklech u jiddwereen, déi Transitioun op Klimaneutralitéit ... Kommt, mir huelen dat ... an huet dat alleguerten als eng Chance, well dat ass et! An nëmme, wa mer dat maachen, da kënne mir an Zukunft och nach op e wichtege Pilier vun der Finanzplaz vun onser Economie setzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | A fir ons ass et op alle Fall och net esou, wéi Dir et gesitt, Här Mosar, respektiv déi ganz CSV, fir ons ass et eng Evidenz, an elo kommen ech op d'Taxe d'abonnement, bei déi reduzéiert Taxe d'abonnement, dass een do den Atom an de Gas eraushëlt. An ech hunn dat och hei scho laang gesot. Ech mengen, déi éischt Interventiounen, wou ech op deen dote Problem higeweise hunn, datéieren dorop ze grék, wou sech ugedeit huet, dass den Atom an de Gas géifen an déi Taxonomie mat erakommen. Alles anescht, wann een nämlech e reduzéierten Taxe-d'abonnement-Saz gehat hätt, wou den Nucleaire an de Gas och mat dra wäeren, wär Greenwashing gewiescht. De Gas an och den Nucleaire, also den Uran, si fossill Energien an déi müssen do bleiwen, wou se higeéieren, nämlech ënnert der Äerd!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | An ech muss soen, et ass da scho speziell, dass grad d'CSV, déi ëmmer erëm vu konkreetem Naturschutz – pardon, Der schwätzt och vu konkreetem Naturschutz, mee hei geet et ëm Klimaschutz –, vu konkreetem Klimaschutz schwätzt, sech hei géint onsen Amendement ausgeschwat huet. An domadder wëllt Der nämlech eigentlech näischt anescht maachen, wéi Investitiounen a fossille Gas als nohaltegen Invest duerstellen an domadder mat Steiergelder weider féerden, wat eng total inkohärent Positioun ass!

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | An da maacht Der hei och ëmmer erëm, wéi wa mer ..., wéi wann d'Taxonomie hei géif anescht benotzt gi wéi dat, woufir se geduecht ass. Duerfir wëll ech Iech och nach eng kéier erklären, wat d'Taxonomie genau ass a wat se net ass. D'Taxonomie setzt e Kader, fir ekonomesch Aktivitéiten ze klasséieren. Et ass net méi an et ass och net manner. An an där Taxonomie gétt et verschidde Kategorien. Éischters gétt et déi wierklech nohaltege Aktivitéiten, déi haut scho klimafreundlech sinn. Zum Beispill gehéieren dozou déi Erneierbar. An da gétt et Transitiounstechnologien, déi manner ausstoussen an déi eventuell nach gebraucht ginn an enger Transitiounphas. An hei gehéieren eeben och grad den Atom an de Gas mat dran.

Dat ass kee Reglement. Dat ass och keng Direktiv, wat mer hei maachen. Dat ass eng Klassifikatioun. A voilà! An dorop beschränke mer eis hei och, dass mer aus där Taxonomie en Deel eraushuelen, aus där Klassifikatioun en Deel eraushuelen, fir de reduzéierte Saz vun der Taxe d'abonnement. An ech muss natierlech soen, dass ech et selwer dramatesch fannen, dass d'Europäesch Unioun dat esou gemaach huet, wéi, voilà, d'CSV et och gesäit an hirer Positioun, dass de Gas an den Atom an déi Taxonomie erakomm sinn, well domadder verléiert d'Europäesch Unioun – a wann een dat och iwwerhëlt, sou wéi d'CSV et mécht – déi komplett Glafwierdegkeet! An ech muss einfach derzou soen: D'Majoritéit, déi gesäit dat par konter ganz anescht an ass hei konsequent a wëll de Gas an den Nucleaire dorauer erausschléissen, well mir brauchen déi Sue fir d'Erneierbar an net fir de Gas, dee klimaschiedlech ass, a mir brauche se och net fir d'Atomenergie, déi geféierlech ass, ...

*(Interruption)*

... vill ze lues fir alleguerten déi Erausforderungen, déi mer hunn, vill ze deier an à la longue och wierklech keng Solutioun ass!

An Dir hutt gëschter och, Här Mosar, dat Beispill genannt, dass anscheinend just zwee Fonge vun där reduzéierter Taxe d'abonnement profitéieren.

Jo, ech hunn dat och matkritt. Ech wëll dozou zwou Saache soen: Éischters, mengen ech, ass et wichteg, dass een deem Instrument do, wat elo erëischt kierzlech agefouert ginn ass, seng Chance gétt, an zweetens weist et awer och genau esou gutt, dass mer eis Efforten an eis Instrumenter an esou weider, fir wierklech eng gréng Finanzplaz ze sinn, nach weider mussen massiv ausbauen. Dat geet och net duer, dat heiten. Dat ass en éischte Schrëtt. Mir müssen dat weider ausbauen. Mir müssen alleguerten déi Instrumenter, wéi ech der eng Partie genannt hunn, nach weider ausbauen.

Mir stinn als Gréng ganz kloer zu engem attraktive Land mat enger héijer Liewensqualitéit fir d'Bierger, awer gläichzäiteg och mat Opportunitéite fir d'Betriber. An do ass natierlech d'Finanzplaz och extreem wichteg. An dofir brauche mer Courage. Mir brauche courageiert Léisungen an eng courageiert Approche, fir ons Economie eeben zukunftsfaëg opstellen. An dat brauche mer grad och fir de wichtigste Pilier vun onser Economie, deen d'Finanzplaz ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. An d'Wuert geet un den Här Laurent Mosar, deen direkt ugeschwat gi war.



**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci. Merci, Här President fir d'Wuert. Fir d'alleréischt erlaabt mer awer, verschidde Saachen hei ze redresséieren. Ech mengen, datt den Här Benoy mir gëschter net gutt nogelauschtert huet.

*(Interruptions et brouhaha)*

Jo, dach. Ech hunn elo dem Här Benoy nogelauschtert. Da géif ech bieten, Här President, datt net schonn direkt déi gréng Fraktioun hei nervös gëtt, wann ech nëmmen opstinn.

*(Brouhaha et interruption par M. Charles Margue)*

Et schéngt awer esou ze sinn, Här Margue! Ech wëll nach eng Kéier preziséieren, an ech hunn dat gëschter kloer hei gesot – nach eng Kéier: Mir sinn och als CSV keng grouss Unhänger vun Atomstroom a vun Atomkraaft, fir dat nach eng Kéier kloer ze soen! Mir liewen awer mat zwee Féiss um Buedem a mir sinn an der Realitéit. Et ass nun eeben esou, datt an Europa mat enger grousser Majoritéit eng Taxonomie adoptéiert ginn ass, wou een natierlech net ka begeschtert sinn driwwer, mee wat awer elo e Fait ass.

Mir soen einfach, datt ee sech elo muss un déi Taxonomie do upassen, wéi mer dat oft maachen an Europa, och mat Direktiven, déi mer mussen ëmsetzen, wou mer net ëmmer glécklech an net ëmmer frou sinn, mee dat gehéiert eeben zum europäesche Spill. An duerch fir hunn ech gëschter gesot, mir géifen et eigentlech net gutt fannen, datt do och elo nach géif viru Geriicht geklot ginn.

Elo awer iwwer dee Punkt vun der Taxonomie. An ech si ganz frou an, Här Benoy, erlaabt mer, Iech da vläicht ganz kuerz hei en Extrait vum Avis vun der Chambre de Commerce virzeliesen. D'Chambre de Commerce seet nämlech wuertwärtlech dat selwecht, wat ech och gëschter gesot hunn, datt et nämlech hei iwwerhaapt net drëm geet, Atomstroom eran oder eraus, mee datt et hei ëm d'Libilitéit och geet vun enger Politik vun der Finanzplaz. An erlaabt mer, Iech dat dann och virzeliesen. An ech wollt dann och Iech direkt froen, datt Der vläicht par rapport zu deenen Aussoen ..., déi, wéi gesot, net meng sinn, mee déi vun der Chambre de Commerce sinn.

Also: „la Chambre de Commerce souhaite rappeler que les fonds d'investissement luxembourgeois sont distribués largement auprès d'investisseurs à l'international. L'introduction d'un désalignement“, wat ech also gëschter gesot hunn, „entre les mesures fiscales et les dispositions de la taxonomie européenne en matière d'activités économiques durables posera sans aucun doute des questions de lisibilité du cadre juridique et fiscal [...]“, woufir ech och an der Kommissioun, Här Kersch, plädéiert hunn, „en particulier dans un contexte où l'assujettissement des fonds d'investissement luxembourgeois à la taxe d'abonnement apparaît déjà comme une particularité du Luxembourg. En effet, aucun autre État membre de l'Union européenne ne soumet à taxation les avoirs nets des fonds d'investissement ...“

**M. André Bauler** (DP) | Dat ass d'Äntwert op d'Fro.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | „... qui sont établis sur leur territoire. La Chambre de Commerce se doit de constater que les [...] éléments précités auront“, a lauschtert elo ganz gutt no, „un impact direct négatif sur la compétitivité des fonds [...] luxembourgeois et, plus largement, [...] la place financière.“

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Ganz genau dat hunn ech hei argumentéiert gëschter, net méi an net manner! An ech wär da frou, Här Benoy, wann Der géift vläicht da reagéieren net par rapport zu mengen Aussoen,

mee par rapport zu deenen Aussoe vun der Chambre de Commerce.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mosar. Dann hat d'Madamm Martine Hansen direkt nach d'Wuert gefrot.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Entschëllegt, dierft ech vläicht just dorop reagéieren, wannechgelift?

**M. Fernand Etgen**, Président | Dat kënnt Dir, jo, wéi Dir wëllt. Da fir d'éischt den Här Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci, Här President. Also, Här Mosar, ech erklären Iech et dann nach eng Kéier.

*(Hilarité)*

D'Taxonomie, wat ass et a wat ass et net? D'Taxonomie setzt e Kader fir ekonomesch Aktivitéiten. Do gëtt et verschidde Kategorien. Et gëtt déi, déi als wierklech nohaltig agestuuff ginn, déi klimafreundlech sinn, erneierbar Energien, an et gëtt Transitionstechnologien, déi manner ausstoussen, hunn ech Iech jo gesot, déi ëmmer e bësse gebraucht ginn. Dozou gehéieren och den Atom an de Gas. A mir brauchen déi och nach e puer Joer. Mir hunn ni de Contraire behaapt.

Wat ass d'Taxe d'abonnement? Dann erklären ech Iech dat och nach eng Kéier. Dat ass eng Steier.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Dat brauch Dir net ze erklären, Här Benoy!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Jo, et schéngt awer schonn! An do hu mer elo ..., dat ass eng Tax, déi op alle Fongen existéiert, Här Mosar.

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Hei, wannechgelift, Här Mosar, et ass elo um Här Benoy awer. Virdrun hutt Dir dat selwer fir Iech reklaméiert. Égalité d'armes!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här Mosar, mir hu mat deem Budget, wéi ech Budgetsrapporter war, eng reduzéiert Taxe d'abonnement agefouert fir verschidde Fongen. Sou, a wat maache mer elo hei? Mir huele fir déi reduzéiert Taxe d'abonnement Atom a Gas eraus, wou mir ganz kloer soen, dass déi net sollen zousätzlech geféiert ginn. Mee Dir gesitt dat eeben anescht. Voilà! Dir wëllt, Dir wëllt ganz kloer ... Wann Der dat doten dralooost an der reduzéierter Taxe d'abonnement, wëllt Dir Atom a Gas weider extra férdere, wou awer ganz kloer ass, dass dat eng reng Transitionstechnologie ass. Et geet net duer, et ass net wäit genuch. Mee gutt, Dir wëllt déi zousätzlech steierlech begënschtegen. Dann hätt Der also gär, dass de Steierzueler weider bezillt fir Investissementer an den Nucleaire, an de Gas!

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Méi ass dozou net ze soen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Da ginn ech direkt d'Wuert un den Här Mosar zréck.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här Benoy, also mat allem Respekt fir e bëssen Ären oberlehrerhaften Toun!

*(Exclamations et hilarité)*

Ech weess och, wat eng Taxe d'abonnement ass a wéi se fonctiounéiert. Déi Fro, déi sech hei stellt, ass – an dat ass och déi, déi d'Chambre de Commerce opwerft, an op déi hutt Der mer net geäntwert –, datt duerch deen Amendement, deen Der huet, d'Libilitéit, wat d'ganz Politik vun eise Fongen ... an ech wëllt

vläicht och emol nach eng Kéier preziséieren, ech hat dat gëschter vergiess ze soen: Wann ee kuckt, wou mir am Moment ..., wat nach Fonge sinn, déi mer hunn. Mir sinn do erofgaangen, ech weess net, ob Der Iech däers bewosst sidd: Vu bal 70 % vu Fongen, déi ëmmer hei zu Lëtzebuerg waren, hu mer der elo nach 55 %!

Gläichzäiteg ass Irland parallel eropgaangen. Dat heescht, mir hunn och 900 Milliarden manner Bilanz-zomm. Dat heescht, et ass einfach eng Tendenz do, datt d'Fongegeschäft awer duerch déi ganz grous Konkurrenz, déi eeben am internationalen Ëmfeld besteet, et am Moment schwéier huet. An duerch deen Amendement, deen d'Regierung hei hält, gëtt et nach méi schwéier. An dat ass einfach d'Fro, ob Dir net der Meinung sidd, Här Benoy, datt dat doten, och wéi d'Chambre de Commerce dat an hirem Avis ënnersträicht, awer à court an à moyen terme kann der Attractivitéit an der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz a besonnesch vun eiser Fongenindustrie schueden.

Dat ass déi Fro, wou ech frou wier, wann Der géift eng Äntwert ginn!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här Mosar, ech mengen, dass dat net de Fall ass. Ech mengen awer grad esou gutt, hunn ech a menger Ried scho gesot, dass mer och nach aner Instrumenter mussen entwéckelen, fir méi a Richtung vun enger wierklech grénger Finanzplaz ze goen. A wann een dat doten Argument, wat Dir elo hei virbruecht hutt, weiderdenkt, Här Mosar, jo, da misst een d'Taxe d'abonnement einfach ofschafen! Dat ass net d'Positioun vu menger Fraktioun. Dat ass och net d'Positioun vun der Majoritéit. Mee ech froen Iech dann zréck, ass dat Är Positioun an déi vun der CSV?

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Nee, dat ass eeben net déi. Mir hätte just gär, a mir hunn duerfir ...

**M. François Benoy** (déi gréng) | Dass de Gas an den Nucleaire weider geféiert ginn, dat hätt Der gär, Här Mosar!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Nee, nee. Här Benoy, mir hätte gär, datt mer ... an Dir hutt dat virdrun och gesot, wou ... Dir sot, jo, déi ESG-Standarden, déi wäire fir Iech net satisfactoire, kann ech akzeptéieren.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Et ginn esou vill ESG-Standarden, wéi et Sand um Mier gëtt, Här Mosar!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, et ass awer en europäesche Standard, Här Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Dat ass net richtig!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Deen huet net d'CSV erfonden. Et ass en europäesche Standard, deen iwwerall applizéiert gëtt. Wann Dir deen net gutt fannt, ass dat Är Saach. Et ass awer och erëm eng Realitéit. Ech géif mir och heiansdo wënschen, datt déi gréng emol erëm an der Realitéit mat zwee Féiss um Buedem hei géifen ukommen!

Merci.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mosar. Elo ass et un der Madamm Martine Hansen. Entschëllegt, Madamm Hansen, datt Der net éischer un d'Rei komm sidd, mee Dir kennt Äre Fraktiounskolleeg, den Här Mosar. Elo ass et un Iech.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Den Här Laurent Mosar huet seng Cause oder eis Cause hei ganz gutt vertrauden!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Ech wëll just soen, et geet hei ëm zwou verschidde Saachen. An ech hunn et wierklech ... Dat Wuert huelen ech elo net

an de Mond. Ech fannen et net akzeptabel, wann eis hei falsch Wieder an de Mond geluecht gi vum Här Benoy! Den Här Benoy huet gesot, wéi wann d'CSV d'Positioun hätt, wéi wann den Atomstrom an de Gas nohalteg wäeren. Do wëll ech kloer soen: Nee!

Mir hu bei der Taxonomie an Europa – eis Verrieder – dergéint gestëmmt. Mir hu gesot, dat wär net nohalteg, weeder Gas nach Atom wäeren nohalteg.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Dat hu mer gestëmmt an dat ass eis Positioun. An ech wëll do net akzeptéieren oder ech kann net akzeptéieren, datt eis do eppes aneschters an de Mond geluecht gëtt! Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Mir hunn déi Taxonomie eeben. An hei geet et elo ëm d'Diskussioun iwwert de Budget an et geet ëm d'Diskussioun iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Bankeplaz. An duerfir hu mer gesot, dat dote wär dee falsche Wee.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hansen.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Jo, ech wëll och dorop äntweren, Madamm Hansen. Dat weist einfach erëm eng kéier, wéi inkonsequent dass Der sidd!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | O!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Nee, nee, nee, nee!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Dach!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Et geet duer, Här Benoy!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Mir halen op eis Bankeplaz an Dir eeben net.

(Coups de cloche de la présidence)

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Dat ass den Ënnerscheid.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Nee, dat ass net den Ënnerscheid.

**M. Fernand Etgen**, Président | Sou, elo ass et nach eng kéier um Här Benoy an da geet d'Wuert weider un den Här Kersch. Fir d'Éischt den Här Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Nee, et ass gutt. Ech mengen, et ass alles gesot an där heiter Fro.

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Ok, dann ass et elo um Här Dan Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. A well den Här Mosar mer d'Freed gemaach huet, mech selwer nach eng kéier unzeschwätzen, wëll ech de Kolleegen hei an der Plenière matdeelen, dass deen Avis, deen den Här Mosar eis elo haut virgelies huet vun der Chambre de Commerce, zu deem Zäitpunkt, wou mer dat an der Kommissioun diskutéiert hunn, nach guer net do war.

Komescherweis hat den Här Mosar awer no deem Avis gefrot. En hat also no engem Avis an der Kommissioun gefrot, deen et nach guer net ginn ass.

**Une voix** | Aha.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E muss also gutt Konnexioun gehat hunn zum President vun der Chambre de Commerce, wat mengen Informatiounen ...

**Plusieurs voix** | A!

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E muss also gutt Konnexiounen ...

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Dat do ass lamentabel!

(Brouhaha)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E muss also gutt Relatiounen gehat hu mam President vun der Chambre de Commerce, wat mengen Informatiounen no ...

(Coups de cloche de la présidence)

... en net ganz onbekannte fréiere Mandatär vun där nammlechter Partei ass!

(Interruption par M. Laurent Mosar)

**M. Fernand Etgen**, Président | Hei, wannechgelift, Här Mosar, den Här Kersch huet d'Wuert. Ass dat schwéier ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Fir hie jo!

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | ... fir en aneren auschwätzen ze loossen?

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Fir hie jo, Här President.

(Brouhaha et interruptions)

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech mierken et. Ech hunn et och gëscht Owend gemierkt. Hei, gitt Iech elo vläicht e bësse Méi, Här Mosar, fir deenen anere Leit nozelauschteren!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | A vläicht nach eppes, wat ganz interessant ass, wat awer, mengen ech, jiddwereen heibanne sollt wëssen. Wéi mer eis da gefrot hunn, firwat dass den Avis vun der Chambre de Commerce fir dee Moment nach net do ass, huet den Här Mosar gemengt: „Jo, dat ass, well si mussen jo bei hiren Ënnerorganisatiounen, an deem Fall bei der ALFI, nofroen, fir deen Avis geschriwwen ze kréien.“ Mir hunn et also hei mat engem Avis net vun der Chambre de Commerce direkt ze dinn, mee vun enger Ënnerorganisatioun vun der Chambre de Commerce. Dat war jiddefalls d'Erklärung, déi den Här Mosar deemools ginn huet. An dofir wonnert eis och net dat, wat do dra steet. Et bleift awer, Här Mosar, an dat ass jo de sprangende Punkt, an ech si frou, dass d'Madamm Hansen dat elo nach grad eng kéier bestätegt huet: Dir sidd also der Meenung, dass Gas an Atomenergie keng nohalteg Energiequelle sinn an Dir hätt awer trotzdeem gären, dass de Lëtzebuurger Staat mat Steiergeschenker déi doten Energie weider férdert! Dat ass de sprangende Punkt vun der Diskussioun.

Här Mosar, kuckt emol eng kéier hannerun Iech! Do gesitt Der eng ganz Rei vu jonke Leit op der Tribün. Wat mengt Der, wat déi iwwer esou eng Positioun denken, déi ganz kloer d'Zukunftschancë vu ganze Generatiounen a Fro stellt? Dat ass de sprangende Punkt vun der Diskussioun. An ech hat gëscht jo och schon an der Diskussioun dorop opmierksam gemaach.

An dann nach e Widderstand: Dir hutt eis elo gesot, d'Lëtzebuurger Fongenindustrie wär amgaangen, op Käscht vum Irland ze verléieren. Ech wëll just hei nach eng kéier rappeléieren, ech wëll just ...

(Interruption)

**Une voix** | Pscht!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Nee, d'Realitéit ass déi, dass effektiv de Gesamtkiffer zréckgaangen ass. Mee dat huet net onbedéngt domat ze dinn, dass mer manner Fongen zu Lëtzebuerg hunn. De Géigendeel ass de Fall. Mir hu méi Fonge wéi an der Vergaangenheet. Mee si hunn natierlech net méi deen nammlechte Chiffre d'affaires, well insgesamt d'Bourssen zréckgaange sinn. Dat ass de reelle Grund, firwat dass de Chiffer zréckgaangen ass a soss keen aneren. Mee dat war awer net d'Argumentatioun, déi ech wollt soen, d'Argumentatioun, déi ech wollt soen, fir Iech

drop hanzeweisen ... Dir argumentéiert ëmmer hei an dat ass dat, wat ech gëscht och hei op der Tribün gesot hunn: Et gëtt keen Automatismus, wa Lëtzebuerg géif den Triple-A verléieren, dass dann alles géif zesummebréchen! Dir sidd awer deen, deen dat déi ganzen Zäit de Leit erziele geet!

Mee Irland, wat anscheinend jo wénnt, wat anscheinend jo esou attraktiv ass fir d'Fongen, dat huet keen Triple-A. Also nach eng kéier: Dir sidd voller Widderstand an et ass dofir, dass dobausse kee méi Tech eescht hëlt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Als kuerz Reaktioun op dem Här Benoy seng Ried: Also, d'Analys ass richtig. Mir mussen eppes géint d'Klimakris maachen. Ech deelen awer net d'Analys, dass genuch gemaach ginn ass. Dass mer virgi géint d'Taxonomie, ënnerstëtze mir Piraten natierlech. Mee et muss een awer dozou och soen, dass des Regierung während néng Joer nach ëmmer 10 % Atomstrom importéiert.

Dat heescht, Dir sot op där enger Säit: Mir sollen dergéint virgoen. Dir gitt kloen. Dir hutt awer näischt gemaach, fir dass mir als Land dat net méi finanzéieren. Well wat maacht Der domadder, wann et importéiert gëtt? Den Atomstrom gëtt finanziéiert, e gëtt supportéiert. Duerfir soe mir kloer: Den Atomstrom eraus aus dem Lëtzebuurger Mix! Et sinn eng 10 %, si sollen domat direkt ophalen. Well mir kënnen net kloen goen ..., dat ass dach net glafwierdeg, wann Dir als Regierung kloer gitt an hei selwer weiderhin Atomstrom konsuméiert!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert zréck un den Här Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här Goergen, hutt Dir elo eeschtaft gesot, ech hätt hei gesot, mir géife genuch maachen an deem do Beräich?

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | De Bilan gezunn, dass ...

**M. François Benoy** (déi gréng) | Sorry, Här Goergen. Sorry, mee dat ass wierklech enner aller Sau, dat do!

**Une voix** | Pscht!

(Exclamations)

**M. François Benoy** (déi gréng) | Lauschtert Dir meng Ried nach eng kéier no!

(Coups de cloche de la présidence)

Nee, dat ass einfach esou eng falsch Ënnerstellung, iergendepes hei ze soen ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat heescht, Dir sot, Dir maacht net genuch!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Dat ass de Contraire vu menger Ried, Här Goergen!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Et ass de Contraire vu menger Ried. Et ass de Contraire!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat heescht, d'Regierung mécht net genuch!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Ech sot, mir misste méi ambitiéis sinn, an Dir sot mir hei, ech hätt gesot, mir géife genuch maachen?

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. Den Här Goergen freet nach eng kéier d'Wuert zréck.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, Här Benoy, och wann et fréi moies ass, ech hunn Är Ried esou verstanen, dass Dir gesot hutt, d'Politik vun de leschte Jore wär eng gutt gewiescht a Richtung Ëmweltschutz. D'Finanzplaz hätt sech entwéckelt Richtung Ëmweltschutz an dass do vill gemaach gi wär. An ech hunn dat esou interpretéiert, dass Dir der Regierung gesot hutt, dass si eng gutt Aarbecht gemaach huet.

*(Brouhaha)*

Eppes anescht hunn ech net verstanen. Wann Dir elo sot, dass dës Regierung keng gutt Aarbecht gemaach huet am Ëmweltschutz, sinn ech ganz bei Iech!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Ech mengen, da kéime mer elo un dee leschten ageschriwwene Riedner fir d'Debatten zum Budget 2023. An dat ass dann den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass gutt, dass mer elo vläicht d' Thema wiesselen, da kënne mer eis de Moien alleguer e bësse berouegen. Mee ech muss awer soen, d'Schoukläss do uewen, si hunn awer de Moie schonn eppes gebuede kritt, fir dass se esou fréi opgestane sinn!

*(Hilarité)*

Dat ass awer schonn net schlecht!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee wat hu se gebuede kritt?

*(Brouhaha)*

**M. Max Hengel** (CSV) | Sou. Fir unzeänk weëll ech dem Kolleeg Max Hahn Merci soe fir säi Budgetsrapport. E Max huet ugefaange mat de Budgetsdebatten, e Max schléisst dann och of, sou schléisst sech dann e bëssen de Krees.

D' Thema, iwwert dat ech awer de Moie wëll schwätzen, ass e ganz eescht Thema, nämlech d'Santé mentale. Et ass en Thema, iwwert dat mir geleeënlech heibanne schwätzen, sief et an der Semaine de la santé mentale oder während enger Fro oder enger Interpellatioun. Seele schwätze mir awer beim wichtigste Gesetz oder och beim État de la nation wirkleech emol eng Kéier ausféierlech iwwert d'Santé mentale.

Mir als CSV sinn awer der Meinung, dass zu engem Moment, wou mir wirkleech aus enger Pandemie erauskommen, an enger Welt sinn, déi säit Februar 2022 net méi déi selwecht ass, an där mir mat enger Energiekris an der domat verbannener Präisdeierrecht ze kämpfen hunn, déi ganz vill Leit finanziell belaauscht, vum permanenten Defi vun der Klima- an Ëmwelkris guer net ze schwätzen, an duerch all dës Punkte souwuel de finanzielle wéi den emotionalen Drock op ganz ville Leit ganz héich ass. An eebe grad dowéinst mussen mir och eng Kéier bei dësem wichtige Gesetz iwwert d'mental Gesondheet vun eiser Bevëlkerung schwätzen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Max Hengel** (CSV) | Laut der OMS, der Weltgesundheitsorganisatioun, ass d'Santé mentale en „état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive, et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté“. D'OMS ënnersträicht weider: „La santé mentale est une composante essentielle de la santé et représente bien plus que l'absence de troubles ou de handicaps mentaux.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetgesetz ass ganz kloer e Finanzinstrument, dat de Staat brauch fir ze funktionéieren. Datt een de Budget awer och kann anescht ugoen, huet Neuseeland gewisen, wéi si 2019 e „Budget bien-être“ gestëmmt hu mat substantziellen Haussé vun de Budgetsposten an de Beräicher Santé mentale souwéi am Kampf och géint Kannerarmut an haislech Gewalt.

Och 2019 ass hei an der Chamber den deemolege Budgetsrapporter, den honorabelen Här Cruchten, op de PIB du bien-être agaangen an huet och op den Debat iwwert de PIB du bien-être vum Serge Wilmes an d'Interpellatioun vum Paul Galles iwwert d'Aarmutsituatioun am Grand-Duché higewisen. Och hat d'Martine Hansen 2018 scho vum Budget de bien-être hei geschwat, wat awer deemools net esou en aktuell Thema war a vläicht nach e bësse belächelt gouf.

D' Thema vum Bien-être vun eiser Populatioun ass eis also heibannen net friem, och wann ech awer d'Gefill hunn, dass an deene leschten dräi Joer – och natierlech duerch Covid bedéngt – ausser dem Schwätzen net vill geschitt ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll a menger Interventioun awer iwwert de Bien-être erausgoen, well wann de Bien-être vun enger Persoun net garantiert ass, ass de Risiko grouss, dass hir mental Gesondheet dorënner leit. Grad an dëser onsécherer Zäit hu vill Leit konkret Ängschten, sief et virun enger Ausbreedung vum Krich, virun engem Wanter ouni Stroum an Heizung oder virun enger finanzieller Noutsituatioun. All dës Facture begënschtegen nieft dem Alldagsstress vun den Erwuessene grad esou wéi vun de Kanner a Jonken natierlech net d'Wuelbefannen an d'mental Gesondheet vun de Leit.

Eng ronn 70 bis 80 Mënschen hei am Land huele sech an der Moyenne pro Joer d'Liwen. Dës Zuele waren 2018 op 58 erofgaangen, klammen zënterhier awer erëm. Meng Fraktiounskolleegin d' Nancy Arendt huet iwwerges zentert eng Fro gestallt zu de leschte Chiffere zu de Suiciden. D'Äntwert ass nach net do, mee do muss ee leider ganz gespaant sinn, op dat, wat déi aktuell Entwécklung wäert sinn.

Am März 2021 huet de CePAS, de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, drop higewisen, dass hiren Estimatiounen no d'Selbstmordgedanke bei de Jonken ëm 15% geklomme sinn. Op der Online-plattform vum CePAS hu ronn 313 Jonker hinnen esou Suergen a Gedanken 2020 matgedeelt, par rapport zu 237 am Joer 2019. Dat ass souguer eng Steigerung vun 30%. Hei gouf awer net nëmme vu Suicidgedanke bericht, mee och vu selbstverletzendem Verhalen, zum Beispill duerch Ritzen.

Ech hat missten esou laang op meng Interventioun waarden, da gënnen ech mer elo nach e Glas Waasser entre-temps.

*(Hilarité et brouhaha)*

Déi nächste Kéier huele mer Kaffi!

Laut der Unicef leiden hei am Land 16,5% vun de Jonken téscht 10 an 19 Joer un Troubles mentaux par rapport zu 13% weltwäit. 15,2% vun de Jonken hätte laut Unicef schonn iwwer Suicide nogeduecht, 7,7% – fannen ech ganz erschreckend! – hu schonn e Selbstmordversuch hannert sech.

Bei dësen Zuele wonnert et dann och net, dass den OKaju, den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, a sengem Joresrapport 2022 drop hiweist, dass den Zougang zu Hëllef a Begleedung am Beräich vun der Santé mentale dréngend muss verbessert ginn. Ech weisen dorch drop hin, dass op Initiativ vun honorabele Gilles Baum viru knapp zwee Joer en Debat iwwert de Suicide hei am Haus stattfont huet.

Ech hunn et virdu gesot: Mir schwätzen also reegelméisseg iwwert déi Theemen heibannen, déi d'Santé mentale betreffen. Trotzdem si mir an de leschte Joren am Beräich vun der Santé mentale net wirkleech virukomm. Nach ëmmer ginn d'Psychotherapien hei zu Lëtzebuerg net rembourséiert, obwuel d'Chamber am Joer 2015, dat sinn da siwe Joer hier, dat entsprecherend Gesetz gestëmmt huet. D'Martine Hansen hat beim leschten État de la nation schonn drop higewisen an de Gilles Roth och nach emol gëschter a senger Ried.

Kolleeginnen a Kolleegen, dass dese wichtige Dossier säit méi wéi siwe Joer schleeft, ass dramatesch! Elo ass déi zweet Mediatioun gescheitert, wéi mir gëschter gewuer goufen. An ech hoffen dann, dass de Minister Claude Haagen säin annoncéiert Versprechen hält an d'Valeur vun de psychotherapeutischen Akte per Règlement grand-ducal festhält. Et ass wichteg, dass sech wirkleech elo all déi concernéiert Acteure besënnen, fir dass d'Psychotherapie am Sënn vun de Patienten, déi et wirkleech néideg hunn, ganz séier elo rembourséiert gëtt.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Max Hengel** (CSV) | Donieft ass et och esou, dass de Beruff vum Psycholog hei am Land net reglementéiert ass. Dir hat bestëmmt och rezent an der Press deem entsprecherende Bericht gelies. A wann ee weess, wéi grouss de Besoin ass, an dann och weess, dass dës Doleance scho virun zwee Joer un d'Regierung erugedroe gouf, ouni dass zënterhier wirkleech eppes geschitt ass, wonnert dat ee schonn.

Och d'Ausso vum Héichschoulministère, et stéing een enger Reglementatioun vum Beruff neutral gégeniwwer, ass dann awer iergendwéi schonn e bësse verwonnerlech. Et ass jo awer enorm wichteg, dass an esou engem sensibelen Domän d'Leit, déi wirkleech op Hëllef ugewise sinn, op d'mannst d'Sécherheet hunn, dass si mat enger qualifizierter Persoun ze dinn hunn a sech där kennen uvertrauen. Wéi kann een deem neutral gégeniwwerstoen, dass d'Patiente sollen no de Reegele vun der Konscht encadréiert ginn?

Vun der Santé war et d'Ausso, et wéilt een elo och analyséieren, ob et opportun wier, de Beruff vum klinesche Psycholog ze reglementéieren, deem dann exklusiv am Gesondheitsberäich schafft. Och dat erstaunt mech. Jiddereen ass sech eens, dass eppes muss am Beräich vun der Santé mentale ënnerholl ginn, da muss an eisen Aen net och nach laang eng Analys vun der Noutwendegkeet gemaach ginn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Max Hengel** (CSV) | D'Fro, déi ech mir bei den Aussoe vun der Santé awer och stellen, ass, firwat hei just iwwert de klinesche Psycholog soll nogeduecht ginn. Wann een elo zum Beispill de Fall vun Däitschland hält, dann ass et esou, dass de Psychologiestudium e Masterstudiegang ass, deem ee relativ einfach misst reglementéiere kënnen. Wann een en Diplom vun enger däitscher Uni huet, huet een nieft der klinescher Psychologie och nach pedagogesch Psychologie souwéi Aarbechts-, Betriebs- an Organisationspsychologie als Fächer gehat. Dat ass also e relativ breet opgestallte Studium.

Mir sinn en plus eent vun deenen eenzegen EU-Länner, déi de Beruff vum Psycholog nach net reglementéiert hunn. Mir sinn eis also heibannen, géif ech soen, all beim Constat eens, dass et brennt: Et gëtt enorm laang Waardelëschte bei allen Ulafstellen a Servicier, grad esou wéi bei den onofhängege Psychologen a Psychotherapeuten. Ech mengen, wann en Haus brennt, mécht een och net nach eng Analys iwwert d'Opportunitéit, fir d'Feier ze lāschen, mee et rifft een de CGDIS an et léisst een einfach déi Leit hir Aarbecht maachen! Komm mir maachen et och an dësem Beräich!

Wat huet dat alles mam Budget ze dinn, frot Dir Iech? Ma ganz vill. Enger Berechnung vun der London School of Economics no gi weltwäit knapp 2 % vun den öffentlichen Budgete fir d'Santé mentale virgesinn. D'Verloschter duerch d'Konsequenzen a Sequelle vun enger mentaler Stéierung bei de Jonken gi vun der selwechter London School of Economics op 337 Milliarde pro Joer geschat. An deem enorme Chiffer ass elo just fir déi Jonk!

Wier et dann net schéin, wa mir hei kéinte Virreider ginn an dësem Budget? Mir investéieren och deels grouss Montante riets a lénks am Beräich vun der mentaler Gesondheet. Et wär awer sënnavoll, iwwert de Budget do eng Strategie opzeweisen, déi net just finanziell Ausgaben op verschidde Budgetposten oplécht, mee emol kloer opweist, wat an den eenzele Beräicher CePAS, Schoulen, am Hospitalier, am Extrahospitalier a verschiddenen Ulafstellen, wat do alles gelescht gëtt.

Donieft missten awer och nach finanziell Augmentatiounen virgesi ginn, och an der Preventioun fir déi Grouss a fir déi Kleng an alle Beräicher. Preventioun, dat heescht awer och net nëmme Programmer, mee dat heescht och en Entourage vu Bien-être vu Klengem u fir d'Mënsche schafen. Ech si mir sécher, datt et sech nieft dem ville mënschleche Leed, dat kéint vermiddele oder opgefaange ginn, och finanziell fir de Staat géif rechnen!

Kolleginnen a Kollegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hengel.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

**Prises de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Gudde Moien, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert. A merci och alleguerten deenen, déi hei hir Interventiounen zum Budget fir d'nächst Joer gëschter an haut ginn hunn.

Ech kann, mengen ech, net op wierklech all eenzel Propositiounen an Äusserung hei agoen. Da wäre mer nach warscheinlech dee ganze Moien hei, vläicht awer zu deenen engen an deenen aneren Aussoen a Propositiounen e puer Remarken.

Ech mengen, am grouse Ganzen ass et e bëssen esou gaangen, wéi ech mer dat am Fong och erwaart hunn: Kriticken, dass nach vill méi, vill méi, vill méi op verschidde Saache kéint gemaach ginn, och strukturell Mesuren, och ganz deier strukturell Mesuren, déi proposéiert gi sinn, déi sollen elo direkt kommen, matzen an enger Kris. Dat op där enger Säit.

An dann op där anerer Säit, mir hätten ze vill en héijen Defizitt. Mir hätten ze vill eng héich Dette. Dat geet awer dann net onbedéngt alles ëmmer esou zesummen. Et muss een dann de Leit och soen, wou dann effektiv soll gespuert ginn a wat net méi soll finanzéiert ginn!

Ech wëll op alle Fall de Leit kee Sand an d'Ae streeën. Dat maachen ech net. Wann et ëm d'Spuere geet, ech hu gëschter en Terme gehéiert: Gadgets politik. Ech weess net wierklech, wat dat ass, Gadgets politik. Mee ech géif awer emol mengen, dass déi Leit, déi op Mesuren ugewise sinn, déi heimat vläicht ugeduecht sinn, déi soen Iech Merci, wann Der dat, déi Mesuren, als Gadget qualifizéiert!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Wou soll effektiv gespuert ginn? Dat ass net wierklech thematiséiert ginn, fannen ech. Verschidde Saache sinn ugespach ginn, och de Spaceselector ass do an deem Kontext mentionéiert ginn. Ech si frou, dass de Minister Fayot de Moien hei ass. Ech weess, dass hien net ganz vill Zäit huet a muss geschwéiert foregoen. Ech wär awer frou, wann hien och kéint e puer Wierder dozou soen, zum Spaceselector an och vläicht méi breet zum Thema Betreiber an Aiden. Hie kann op deem Punkt intervenéieren.

Ech héieren och, dass Verschiddener gesot hunn, dass d'Dépense-couranten ze héich wären. Ech mengen awer – an ech géif och mengen, dass mer do alleguerten d'accord sinn –, dass e gutt fonctionnéierenden a performante Staat awer ganz wichteg ass. Gëschter ass och e bëssen thematiséiert ginn, d'Aiden, déi missten ausbezueelt ginn, dat misst méi séier goen. Jo, wann een dat wëll maachen, da brauch een och e gutt opgestalltene Staat! Ech wëll awer och do ënnersträichen, dass d'Fonctionnementskäschte vum Lëtzebuerger Staat déi zweettiddest an der Europäescher Unioun sinn. Also, mir leien do net extrem héich, nee, éischter op der déiwer Säit vun der EU-Moyenne.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech fannen, mir hu ganz vill iwwer Krisen geschwat. An trotzdeem hat ech heiansdo d'Gefill, wéi wa Verschiddener awer da wëllen ausschléissen oder ignoréieren, dass mer effektiv an enger, zwou profunde Krisen waren, mat der Pandemie an elo an enger ekonomescher Kris, an enger Energiekris. Eventuell fale mer och an eng Reziessioun.

Ech wëll awer hei soen, dass d'Regierung ganz séier gehandelt huet, ganz responsabel gehandelt huet an och wierklech solidaresch gehandelt huet, net nëmme an dëser Kris, mee och schon an der leschter. An déi zwou Krisen, déi hunn de Staat och ganz vill Sue kascht, hunn eist Land – well de Staat, dat si mer alleguerten – vill Sue kascht: 5,5 Milliarden. Dat si gutt investéiert Suen. A mir wëssen, dass, jee nodeem wéi, do nach weider Depensen op eis duerkommen.

Ouni dës Kris, wëll ech awer och ënnersträichen – ech hat et schon am Oktober gesot, mee ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen –, wär och d'Trajectoire vun der Dette eng ganz, ganz aner gewiescht. Do wäre mer da fir dëst Joer op 17,6 % vun der Dette par rapport zum PIB, 19,7 % d'nächst Joer an 23,5 % am Joer 2026.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll Iech soen: Nee, d'Staatsfinanze lafen net aus dem Rudder!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | D'Trajectoire, déi geet an déi richteg Richtung. Net d'nächst Joer, mee d'Joer duerno.

Et si verschidde Aussoe gemaach ginn iwwert d'Steieren. Verschidde Proposen, déi ech hei héieren hunn, géifen heeschen, dass mir och massiv Moins-valuë bei de Recetten domadder dann och missten a Kaf huelen, Steiertranchen eropsetzen. Dat kompenséiert déi Verloschter, wéi mer jo schon ëfters beschwat hunn, net wierklech. Si wären och net onbedéngt kohärent mat de ganz wichtegen Efforten, déi mer maache mussen am Domän vum Talent Attraction. Ech mengen, dat hu mer hei och diskutéiert. Dat ass eppes, wat ganz wichteg ass a bleift, och an der Zukunft.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Et ass och net onbedéngt am Sënn vun enger besserer Kompetitivitéit vun eiser Economie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen net, dass et eis hëlleft, fir vill driwwer

ze philosophéieren, wat iwwert déi lescht Joren alles hätt kënnen oder solle gemaach ginn. Wéi vill Äppel oder Biere fir den Duuscht mer hätte missen op d'Säit leeën oder wéi vill Schockela – mir si jo elo e bëssen esou an enger prechrschtdaglecher Phas – een da vläicht nach hätt kënnen op d'Säit leeën.

Ech mengen och net, dass et hëlleft, mat den Ängschten vun de Leit ze spillen. Dat hëlleft de Leit definitiv net! Wat hëlleft de Leit? Dat ass, wa mer se konkret ënnerstëtzen. An ech mengen, dat hu mer och wierklech gemaach.

Ech mengen, et geet hei drëms, wierklech weider d'Situatioun ze geréieren. A mir sinn hei trotzdeem an enger Kris, an engem Krisemanagement, fir d'Problemer, déi sech stellen, och konkret unzepakken. An dat mécht d'Regierung och, dat mécht se scho méi laang an dat maache mer och weider. A wat d'Staatsfinanzen ugeet, maachen ech dat op alle Fall net mat enger Vue à court terme, mee mat enger Vue à long terme.

D'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, ech mengen, dat war och en Thema par le passé, elo hei an an der Debatt och. D'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat ass eng strukturell Mesure. Déi, mengen ech, brauch awer strukturell Verbesserungen, fir kënnen gemaach ze ginn. Ech sinn do net dergéint, ech hunn dat och ni gesot. Et wär awer elo eebe leider net responsabel.

De Logement ass och ugeschwat ginn a gëschter war och de Logementminister hei present. Deen huet sech déi verschiddene Interventiounen och an dësem Gebitt ugelauschert. Ech géif hei just ganz kuerz wëlle soen, dass vill vun deene Mesuren, déi ech gehéiert hunn, hei éischter d'Demande warscheinlech géifen driwwen. Do muss een natierlech ganz gutt oppassen. Och dat gëtt eis vun internationalen Organisatiounen ofgeroden am aktuellen Ëmfeld respektiv am aktuelle Kontext ass et méi sënnavoll, op der Offersäit eppes ze maachen.

Eng Mesure ass effektiv genannt ginn, déi ech och interessant fannen, dass de Staat soll verschidde existent Projete vu Promoteuren ofkafen. De Präis muss natierlech och am Sënn si vum Staat. Ech mengen, dat si Saachen, do muss ee kënnen driwwer schwätzen. An do gëtt och dru geschafft.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här President, als Konklossioun wëll ech vläicht e puer Saachen ënnersträichen. Well ech si wierklech am Fong ganz frou iwwert de Konsens, deen ech awer hei an der Chamber erausspiieren, wat d'Wichtigkeet vum Anhalen trotzdeem vun deenen 30 % Limit vum der Dette par rapport zum PIB ugeet, sou wéi et och am Koalitionsaccord steet.

Ech wëll awer och nach eppes soen zum Triple-A. Dat ass am Fong e Qualitätssigle. Et ass och e Standuertskrittär. Ech gesinn dat ganz gutt op all deene Reesen, déi ech dëst Joer konnt maachen, ob dat a Japan war, ob dat an Amerika war, ob dat a Kanada war. Dat ass en Thema do. Dat gëtt ugeschwat. Ech fannen, dat ass a bleift ganz wichteg!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Ech sinn och ganz frou driwwer, Konsens hei erauszuliesen, ze spieren, wat d'Wichtigkeet vun der sozialer Komponent vun eisem Budget ugeet. Ech mengen, dat ass och e ganz wichtegen Deel, wou mer eis hei kënnen zesummafannen.

Ech héieren och ganz vill Ennerstëtzung, wat d'Investissementen ugeet, dass mer sollen d'Investissementen héichhalen. Si mussen natierlech effikass sinn. An ech mengen, do muss een och ganz gutt drop

uechten. Ech mengen, mir gesinn hei och an der Chamber, dass kee wierklech wëll op de Wee vun enger Austeritéitspolitik goen. An ech mengen, do fanne mer och eise Wee zesammen.

Ech sinn och ganz frou iwvert d'Bekanntnis, wat ech hei trotzdem héieren, zur Wichtigkeet vun eiser Finanzplaz. Jo, et soll eng nohalte gutt a gréng opgestallte Finanzplaz sinn. Do leeë mer ganz, ganz vill Wäert drop.

An och, wat d'Kompetitivitéit vum Secteur ueget: Ech mengen, dat ass eppes, wat ech op alle Fall ëmmer an iwwerall wäert ganz no suivieren an am A halen. Ech wëll och op déser Plaz dem Deputéierten André Bauler Merci soen och fir seng exzellent Intervention um Punkt vun eiser Finanzplaz. Ech mengen, mir hunn do eng wichtige Verantwortung an där müsse mer eis och stellen.

Et ass gëschter och iwwer Iwwerreglementatioun geschwat ginn. Ech mengen, ech hunn do eng ganz kloer Meenung derzou. Mir wëssen, dass d'Reegele vun der Europäescher Unioun kommen. Mir setzen eis op alle Fall weiderhin a ganz konsequent fir eng intelligent Reglementatioun an a fir eng proportionéiert Reglementatioun. Ech mengen, do stinn ech wierklech derhannert, well ech mengen, et geet net duer mat méi, méi, méi Reglementatioun. Si muss Sënn maachen! Si muss intelligent sinn! Si muss proportionéiert sinn!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wäert mech op alle Fall weider fir eng responsabel, eng solidaresch a realistesch Budgetpolitik asetzen. Ech hunn et mentionéiert am Oktober, ech hunn et gëschter nach eng Kéier gesot: Sozialgestaffelt Steier-erlichterunge wëlle mer a kënnen mer op de Wee bréngen, wann d'Situatioun et dann och erlaabt, wann de Spitt do ass. An, Dir Dammen an Dir Hären, dat huet absolutt näischt mat Walen ze dinn!

Nach eng lescht Remark. Et war rieds gëschter vun enger Visitt vun der FISC-Kommissioun vum Europaparlament. Dozou hunn ech am Fong just eng Saach ze soen: Ech sti Ried an Äntwert virum déser Chamber ...

**Une voix** | Richtig!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | ... an net virum Europaparlament!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Ech konnt mech och op deem Punkt mat Kolleegen aus der Eurozon ënnerhalen, déi och esou eng Visitt of-fréiert kruten. An déi gesinn dat genau d'selwecht wéi ech.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Voilà! Ech wéilt dann och, dass de Minister Fayot nach Zäit huet, fir e puer Wieder ze soen. Ier ech ophalen, wëll ech awer nach eng Kéier e ganz grouse Merci soen un d'ganz Chamber, un Iech alleguerten, fir désen Echange, désen Debat, en vue vun der Adoptioun vum ganz wichtege Budget vum nächste Joer. Ech wëll och nach eng Kéier dem Budgetsrapporteur, dem Max Hahn, Merci soe fir seng exzellent Aarbecht a säin exzellente Rapport. A vun déser Plaz wëll ech dann och profitieren, fir de Mataarbechter vun Finanzministère Merci ze soen. Dat war keen einfachen Zäitpunkt, elo mat enger neier Ministesch, mee och am Kader vun enger Kris, an där mer sinn, esou e

Budget opzestellen, wou dat, voilà, dee ganze Kader am Fong, wierklech net einfach war. An et ass mer och ganz wichteg, fir der IGF an der ganzer Ekipp vun der IGF och Merci ze soe fir déi exzellente Zesammenaarbecht!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, léif Kolleegin Yuriko Backes, et ass wierklech eng Freed, fir hei am Kader vun der Budgetsdebatt ze intervenieren. Ech ka mech nach gutt erënnere u meng eegen Zäit als Rapporteur. Do wollt ech och dem Max Hahn nach eng Kéier felicitéiere fir säi gudden Rapport. Dat war bestëmmt eng intensive Zäit, awer sécher eng ganz interessant Zäit, wou ee vill bäléiert.

Ech wäert et kuerz maachen, well ech weess, dat hei war eng laang, eng ganz laang Debatt, an Dir sidd warscheinlech alleguerten elo frou, fir op de Vott eriwuer ze goen.

Ech wollt kuerz agoen op e puer Saachen, déi gesot goufen an déi mech dann och betreffen a menge verschidde Resourcen. D'Yuriko Backes huet et gesot, et sinn Iddie komm, fir ze spueren op verschidde Plazen. An déi éischt Iddi – oder eng vun deenen Iddien – ass am Beräich vum Späceselector komm. Ee vun de Spriche vun der CSV, de Gilles Roth, huet kritiséiert, dass mer géifen esou vill an de Späceselector investieren.

*(Interruptions)*

Da loosst mech wannechgelift mäin ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... alles falsch!

**M. Fernand Etgen**, Président | Hei, loosst den Här Fayot da fir d'éischt seng Erklärung ginn an da kritt Der gären d'Wuert, Här Roth. Wannechgelift d'Leit ausschwatze loossen!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wat ech just wëll soen, dat ass: Äre Rasonement kann net richtig sinn, wann d'Premiss scho falsch ass!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Jo, wat d'Premiss ... ech mengen, déi schéngt hei Sujet d'interprétation ze sinn.

**M. Gilles Roth** (CSV) | A!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Wat, mengen ech, relativ kloer ass, an dat reflektiert warscheinlech och en Avis vun der CGFP, dat ass, dass d'Envergure vum Investissement an eise Späceselector hannerfrot gëtt à tout le moins. An dat ass, mengen ech, eppes, wat ech ... Bon, ech huelen dat zur Kenntnis. Dat schéngt mer awer vun enger relativ grousser Kuerzsichtegkeet ze sinn. Wann de Pierre Werner a seng Regierung deemools an den 1980er Joren esou rasonéiert hätten, dann hätte mer haut keng SES an dann hätte mer wuel och kee Späceselector, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | ... dee sech esou gutt entwéckelt, wéi dee Späceselector dat mécht.

Ech kann Iech just soen, wann et ee Beräich gëtt ...

*(Interruption par Mme Martine Hansen)*

... an der Lëtzebuerger Wirtschaft, ee Beräich, wou mer eis diversifizieren ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Hansen, wem soll ech dann elo d'Wuert fir d'éischt gi bei der CSV-Fraktioun? Dräi Stéck, déi drageschwat hunn!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Nee, nee, nee, ech soe just: Dat stëmmt net!

**M. Fernand Etgen**, Président | Da léisst ee fir d'éischt emol deen aneren ausschwatzen. Den Här Roth war direkt ugeschwat ginn ...

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Den Här Roth wëll elo gar schwätzen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Da kritt deen elo mol direkt d'Wuert, fir am Fong säint ze soe fir Fait personnel.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Maja, gutt! Dann dierf hie jo elo schwätzen.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Den Här Roth kritt ...

**M. Fernand Etgen**, Président | An déi aner, déi sollen da wannechgelift den Här Roth schwätze loossen!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Den Här Roth kritt d'Wuert, wann ech fäerdeg si mat mengem Developpement!

Wann et ee Beräich gëtt, wou mer eis gutt entwéckelen, wou mer eis ganz staark entwéckelen an eiser Wirtschaftspolitik, dann ass et de Space.

*(Brouhaha)*

Den Intéress, op dee mer stousen, vun Investisseuren a vun Entrepreneuren ass enorm. An dat ass och op alle Wirtschaftsreesen, wou ech higinn, ganz kloer. Ob dat zu New York ass, a Kanada, a Korea oder zu Tokio, dat ass wierklech en enormen Intéress fir dee Secteur an d'Contributioun vun deem Secteur zu eiser Ekonomice, awer och eisen Efforte géint de Klimawandel. An och d'Applikatiounen an der Entwécklungsze-sammenaarbecht sinn enorm.

Allerdéngs, wann ee wëll an deem Secteur weiderkommen, wann ee wëll wierklech Succès do hunn, da muss ee weider investieren. Dat ass en Effort op länger Zäit. Do geet et net duer, do ass et net gedoe mat fënnel Joer. Dat muss een iwwer 10 Joer, voire länger Zäit maachen. An da sinn ech iwwerzeugt – an d'Regierung ass och iwwerzeugt –, dass dat heite wierklech deen nächste ganz grouse Secteur à succès ka sinn an eiser Wirtschaft. Dat heescht, esou eppes, wäitsichtig Wirtschaftspolitik, dat ass eppes, wat d'CSV scheinbar verléiert huet!

Den zweete Punkt, Här President, deen ech wollt maachen, dee betrëft eng aner Iddi fir ze spueren. An déi kënnt vun der ADR. Et ass mer rapportéiert ginn, dass d'ADR d'Iddi huet, fir an eiser Entwécklungsze-sammenaarbecht vun 1 % vun eiser RNB, vun eiser Bruttonationalakkome, op 0,7 % erofzuegoen. Dat verwonnert mech net weider. Dat ass e bëssen d'Playbook an och dat, wat rietsextrem a rieternational, rietpopulistes, ...

*(Interruptions et coups de cloche de la présidence)*

... rietpopulistesche Regierungen iwwerall, iwwerall an Europa an iwwerall op der Welt, maachen. Dat heescht, dat ass net weider erstaunlech aus deem Eck. Et ass allerdéngs fir d'éischt emol u Kalhäerzegkeet, awer och u Kuerzsichtegkeet net ze iwwerbiden. Fir d'éischt emol wäerte mer dat doudsécher net maachen, aus Grënn vun elementairem internationaler Solidaritéit!

**Une voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dat ass eppes, wat ech viru Kuerzem hei op der Tribün konnt entwéckelen a menger Ried, awer och am Intéress

vun eisem Land, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht ... Eng ambitieús Entwécklungszesummenaarbecht vun 1 % vun eisem RNB ass en Invest an d'Zukunft vun Europa, en Invest an d'Zukunft vun eisem Land, well mir entwéckele Länner an eiser direkter Noperschaft, awer och an anere Regiounen, wou mer Interëten hunn a wou mer et einfach och aus, nach eng Kéier, elementäier Solidaritéit maachen. Dat gehéiert zu eiser Diplomatie, dat gehéiert zu eiser Aussepolitik an dat steet eis extrem gutt zu Gesiicht!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Den drëtten Punkt, Här President, deen ech wollt maachen, ass als Äntwert op dat, wat de Laurent Mosar gëschter a senger Intervention gesot huet. En huet Recht mam Constat, dass mer an enger schwieeger Situatioun sinn. D'Enegiepräisser sinn héich. Vill Betriber wäerten effektiv d'nächst Joer nach méi Schwieeregkeete kréien, well effektiv hir Kontrakter auslafen a si sech mussen nei approvisionéieren. An dat ass effektiv e Problem a manche Beräicher. Däers si mer eis ganz bewusst.

A wat och richtig ass, dat ass, dass et e Problem gëtt um europäesche Marché intérieur. Et gëtt eng Distortioun an eisem Bannemaart, déi domadder zesummenhängt effektiv, dass verschidde Länner hir Betriber subventionéieren iwwert indirekt Hëllef op den Enegiepräisser. Dat ass en Theema, wat net nei ass, op dat ech reegelméisseg och d'Kommissioun hiweisen a mengen Interventionen am Conseil „Compétitivité“, wou mer och ëmmer wäerte ganz vigilant bleiwen elo, wat déi nächst Mesuren ugeet, déi haaptsächlech an eisen Nopeschlänner do wäerte geholl ginn, besonnesch an Däitschland. Mir wäerten dat also ganz kloer a ganz staark am A behalen a mir wäerten dat och weiderhi monéieren. Well dat ass net an der Rei.

Mir hunn eis effektiv och derzou engagéiert am Kader vun der Tripartite, fir dat weider ze thematiséieren a fir dat och weider ze diskutéieren an och dorobber de Punkt ze leeën, wann dat net gereegelt gëtt. Mee Dir wësst, dat ass e politeschen Engagement, dat ass eng Obligation de moyens. Par contre, wat net richtig ass, dat ass, dass mer näischt maachen a Reaktioun op déi dote Situatioun.

De Contraire ass wouer: Mir schöpfen dee Kader vum TCF, vum Temporary Crisis Framework, fir eise Betriber ze hëllef, maximal aus. Dat war de Fall am éischten Tripartite-Accord, am Solidaritéitpak 1.0, an och duerno am Solidaritéitpak 2.0. A loosst mech vläicht just ganz kuerz op déi verschidde Mesuren agoen, déi mer do geholl hunn.

Fir d'éischt fir déi ganz kleng Entreprises, wou d'Enegieprovidieren, an éischer Linn Enovos, keen Ënnerscheid maachen, ob dat elo e Menage ass, e Stot, oder eng Entreprise. Déi beneficiéiere vun deene selwechten Elektrizitéits- a Gaspräisbremse wéi d'Betriber, wéi d'Haushalter, wéi gesot, am Kader vun dem leschten Tripartite-Accord.

Dann hu mer och nach Aiden agefuert fir déi grouss Betriber. Déi nächst Serie vu Bähëllef fir Betriber gëtt net méi spéit wéi d'nächst Woch en Dänschen hei am Plenum gestëmmt. Dat sinn Aidë fir Betriber bis zu 4 Milliounen Euro. Bis elo ass dat limitéiert op 2 Milliounen Euro pro Betriber, an déi ginn allouéiert, wann d'Enegiekäschte méi wéi 1,5 % vum Émsaz oder der Valeur de production vum leschte Joer ausmaachen. Wann Der sot, „de Kader voll ausschöpfen“ ... Ech kann Iech soen, do gëtt et kaum e Land, wat déi Limitt do esou niddreg fixéiert huet, wéi mir dat gemaach hunn.

Da gëtt et Aidë fir déi ganz grouss méi exportorientéiert Industriebetriber, déi bis zu 50 respektiv 75 Milliounen Euro Hëllef kënne kréie pro Entreprise. Och dat ass konform zu den EU-Krittären. An Dir wësst, dass de Mëttelstandsminister viru Kuerzem och hei am Plenum war fir déi Aidë fir kleng a mëttelgrouss Betriber vu bis zu enger hallwer Millioun Euro. Do si scho ganz vill PME'en, déi déi Aiden ugefrot hunn. Am Ganzen hu mer do scho ronn 600 Demanden erakritt vu Betriber fir déi finanziell Hëllef.

Mir bleiwen awer net dobäi stoen. Mir sinn am permanenten Austausch mat de Verrieder vun den Entreprises, och mat der Fedil, fir do ganz enk am Kontakt ze sinn a fir, wéi gesot, do Adaptatiounen ze maachen, wann dat néideg ass. A mir behalen natierlech och weiderhin ëmmer de Bléck op dat, wat an deem europäesche Kader do geschitt un Adaptatiounen.

E weidere Punkt, un deem mer schaffen, dat sinn déi sougenannte PPAA, Power Purchase Agreements. Dat sinn u sech laangfristeg Kontrakter, wou d'Betriber kënne erneierbar Enegie akafen. Déi lafen iwwer aacht bis zéng Joer an do muss een och kënne de Präis ausgläichen.

Wat enttäuschend ass, ech soen dat ganz kloer, dat ass, dass déi Europäesch Kommissioun déi PPAAen do nach net an hiren TCF mat erageholl huet. Dat, muss ech éierlech soen, verstinn ech net esou richtig, well dat schéngt mer wierklech en Instrument ze sinn, wou mer kënne den Ausbau vun den erneierbaren Enegien ganz staark féerden. Dat ass och eng Demande vun den Entreprises. Dir hutt d'Entreprises am Beräich vum Agroalimentaire ugeschwat. Och Lëtzeburger Enegie si ganz staark interesséiert un deene Power Purchase Agreements.

An ech kann Iech soen, dass mer onofhängeg vun deem, wat d'Europäesch Kommissioun mécht, dorunner schaffen, fir esou e Kader en place ze setzen, fir eise Lëtzeburger Entreprises et ze erlaben, där Kontrakter do ze maachen. Mir mengen, dass dat am Sënn ass vun enger Ofsécherung vun hirem Enegieapprovisionnement an natierlech och am Sënn ass vun Klima, well mer, wéi gesot, do erneierbar Enegien dermadder féerden.

Eppes Weideres, wat mer och nach maachen, dat ass de Klimapak fir Entreprises. Dat ass eng Mesure aus der Tripartite vum Mäerz. Do wäerte mer Mëtt Januar zu e puer Ministeren eng Rëtsch vu Mesurë virstellen, fir d'Betriber ze sensibiliséieren, awer och fir hinne konkret ze hëllef, déi richtig Technologien anzesetzen an déi entsprecheend Decisiounen am Kader vun der ekologescher Transition zu huelen, déi bei hir Aktivitéiten do passen.

Dir hutt och eppes gesot, Här Mosar, iwwert d'Transition énergétique, dass do net géif genuch gemaach ginn, fir eis Entreprises op deem Wee ze begleeden. Mir wëssen alleguer, dass mer do mëtten dra sinn. Mir hätte gären, dass eis Entreprises, wéi gesot, méi ëmweltfrëndlech schaffen an och hir Enegie haaptsächlech iwwer Erneierbar an och Elektrizifizierung bezéien.

Dozou géif ech gären e puer Saachen soen. Déi éischt Mesure, déi mer do geholl hunn, dat sinn déi elektresch Borne bei de Betriber. Ech ginn elo net op den Detail hei an, mee dat ass eppes, wou mer 40 Milliounen investéieren, fir d'Betriber ze encouragéieren, fir Elektroborne bei sech ze installéieren. Do ass den éischten Appell ofgeschloss. Do si bis elo 61 Demanden erakomm. An den zweeten Appell gëtt den 1. Januar och do lancéiert.

Déi zweet Mesure, déi mer gemaach hunn an deem Beräich, dat ass en Appell fir Fotovoltaikanlagen. Dat

ass, fir u sech Betriber ze incitéieren, Fotovoltaikanlagen bei sech ze installéieren, fir méi Autoconsommation och ze maachen.

Där Installatiounen gi wierklech elo massiv gemaach vun Enovos op Diecher vun haaptsächlech groussen Industriebetriber. A mir investéieren hei 30 Milliounen Euro. Och do ass en Appell erausgaangen, notamment fir d'Produktioun vun Enegie, déi wéi gesot, dann duerno kann autoconsumméiert ginn. Och dat féiert derzou, dass Entreprises iwwer Jore méi stabel Enegiepräisser wäerten hunn, wat och méi bëlleg ass wéi d'Enegie, déi een da muss op internationale Bourse kafen.

Deriwwer eraus, wann Der d'Transformatioun vun eiser Enegie umschwätzt, muss ech Iech soen, dass mer och ganz vill maachen am Beräich vun den Investissementen ënner eisen Aidëregimenter. Ech kann Iech d'Beispill gi vu Guardian, déi an en neie ganz effizienten Uewen investéiert hunn, awer och Arcelor-Mittal, déi dëst Joer annoncéiert hunn, dass se géife méi wéi 100 Milliounen Euro a gréng Stol, an d'Produktioun vum gréng Stol investéieren op hire verschidde Sitten hei zu Lëtzebuerg. Dat ass, mengen ech, e ganz kloer Zeechen, dass d'Industrie ënnerwee ass fir dohinner an dass mer se och op deem Wee do ganz kloer ënnerstëtzen.

An där Transition mussen mer allerdéngs eis Industriebetriber och schützen. An dat maache mer doduerch, dass mer engersäits natierlech hir Investissementen féerden, mee anerersäits och an europäeschem Niveau déi néideg Jalonen setzen, fir dass dat méiglech ass.

Dir krut mat, dass viru e puer Deeg den europäesche CBAM adoptéiert ginn ass, dat ass de Carbon Border Adjustment Mechanism. Do geet et drëm, d'Importeure vun deene fënneg ganz energieintensiv Produktionsmittel Zement, Stol, Aluminium, Dünger an dee fënnefte vergiesse ech ëmmer, mee et sinn der fënneg, fir déi u sech derzou ze bréngen, dass déi Importeure aus dem Ausland, déi mat manner strenge Oplage vun CO<sub>2</sub>-Emissiounen produzéiert ginn, mussen ausgeglaach ginn. Dat ass eng ganz wichtig Mesure, déi, wéi gesot, eis europäesche Betriber schützt vis-à-vis vun der Konkurrenz aus dem Ausland an déi och wäert derzou féieren, well dat huet natierlech mat dem ETS-Mechanismus ze dinn, dass d'Entreprises a Richtung Dekarbonisatioun ginn. Et dierf ee wierklech d'Wichtigkeet vun där Mesure do net ënnerschätzen. Dat ass e Paradigmewissel an dee wäert derzou féieren, dass d'europäesche Industrie sech kann dekarboniséieren an trotzdeem kompetitiv ka bleiwen am internationale Verglach.

Voilà, Här President, dat wat ech wollt soen. A vläicht nach e lescht Wuert zu de regionalen, nationalen Aktivitéitszonen, déi den Här Mosar och ugeschwat huet. Dat ass effektiv richtig, dass dat e Problem ass. Mir gesinn dat och an der Ëmsetzung vum Plan sectoriel vun de Zone-d'activitéen. Ech sinn do am enke Kontakt mat ganz ville Gemengesyndikater, och mat Gemengen direkt, fir se derzou ze incitéieren, méi Aktivitéitszonen ze erschleissen. Ech weess, dass dat ëmmer eng schwieerig Diskussioun ass. D'Nuisancë vun Aktivitéitszone kann een net ofstreiden. Mä op där anerer Säit brauche mer däers Terrain. Mir brauchen Terrain fir eis Betriber, mëttelstänneg Betriber, awer och méi grouss Betriber. Mir wëssen, dass et iwwerall do eng grouss Demande gëtt an dass mer net méi genuch Plaz hunn. Duerfir en Appell och hei nach eng Kéier un all gutt Volontéiten, och vun der Gemeng Lëtzebuerg, mee awer net nëmmen, fir hei wierklech matzeschaffen, fir esou vill wéi méiglech Aktivitéitszonen ze erschleissen, fir dass eis Betriber sech och weiderhi kënne gutt entwëckelen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. An dann huet fir d'éischt den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot zum Punkt 1 vun der Interventioun vum Här Fayot.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President, ech wäert ganz kuerz op dem Här Fayot säin arrogante Riedebäitrag, och vis-à-vis vun der CSV, am Kader vun enger Motioun agoen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. An dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser zum Punkt 2 vun der Interventioun vum Här Fayot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech si warscheinlech e bässe mander kuerz, Här President. Well hei ass eppes geschitt, wat net däerf geschéien an engem Parlament! Ech muss soen, ech maache mer Suergen ëm Iech, Här Fayot, ëm dës Regierung, wann Der et net fäerdegbréngt, Iech politesch mat engem Géigner ausernerzesetzen, anescht wéi e perséinlech, also als Partei, hei mat impertinenten Argumenter, mat Falschbehauptungen, unzegräifen. Et kann net sinn – et kann net sinn! –, Här Fayot, dass Dir hei eng Partei wéi d'ADR als rietsextemistesches ugräift, déi et net ass!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | A bon!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat weist, dass Dir keng Anung hutt, wat Rietsextemismus ass!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Wat sidd der dann?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir kennt Är Iddiegeschichte net. Mir sinn eng konservativ Partei. Mee lauschtert mer no! Wou fënnt een hei, wou fënnt een an der politescher Landschaft hei am Land esou Iddie wéi de Kollektivismus, woubäi mir déi individuell Fräiheete verdeedegen? A wéi engem politesche Lager sinn déi antisemitisch Organisatiounen, fanne méi Ënnerstützung hei am Land, bei Ärem Lager oder bei eisem? Wou ass de Schutz vum Liewe méi grouss geschriwwen - bei der Euthanasie oder beim Avortement, wou d'Liewen ëmmer mander consideréiert gëtt -, ass dat éischter op Ärer Säit oder op eiser Säit?

Wou ass d'Meenungsfräiheet am beschte garantéiert hei am Land? Bei eis, déi näischt anescht maachen, wéi d'Meenungsfräiheet permanent ze verdeedegen ...

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dir sidd just amgang ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... oder an Ärem Lager, déi se permanent aschränken? Lauschtert mer no, Här Fayot, well ech sinn nachguer net fäerdeg!

*(Interruption)*

Ech sinn nach net fäerdeg!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dir maacht eng perfekt Demonstratioun vun deem, wat ech gesot hunn!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et ass net méiglech, Här Fayot, et ass net méiglech – Här Fayot, lauschtert mer no! –, dass an engem Land, wat hofreg soll sinn, ...

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dat ass déi perfekt Demonstratioun vun deem, wat ech gesot hunn!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... dass et keng extremistesches Beweegungen huet, ...

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Geschwurbelt an alles duerjerneeghäit.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... weeder um lénken nach um rietse Bord, dass e Minister, e Member vun der Regierung heihikent an e Gespenst moolt, wat mir gottseidank an dësem Land net müssen erdroen! Et ass politesch irresponsabel!

Elo sinn ech op deem zweete Punkt mat Ärer Solidaritéit, déi Der eis elo virwerft net ze hunn. Wësst Der, dass mir gesot hunn, dass mir selbstverständlech solidaresch sinn, an déi 0,7 %, zu deene Lëtzebuerg sech engagéiert huet, dat Versprieche hale mer. Gitt Der da bei déi aner Länner, déi Entwécklungshëllef hunn, déi wäit mander wéi 0,7 % hunn, e puer, déi se erfogéiert hunn? Sot Der deenen dat selwecht? Sot Der deene Regierungen, si wiere rietsextemistesches, well se mander wéi 0,7 % bezuele vun hirem Bruttonationalakkomes fir Entwécklungshëllef?

Wësst Dir net, dass eng Politik, déi iwwer 60, bal 70 Joer elo gemaach ginn ass, an e ganz, ganz gemäsegengte Erfolg huet, vläicht eng Kéier muss iwwerduecht ginn an op en anere Wee gaange muss ginn, fir géintwärtig den Entwécklungsstaaten eng Solidaritéit ze weisen, déi se vläicht besser a méi séier no vir bréngt, wéi eng Politik déi Dir säit 70 Joer bedreift an u sech een Echec ass, déi Korruptioun produzéiert an net vill ekonomesche Progrès an deene meeschte Länner, déi dervu profitéiert hunn?

Dir kommt heihinner an Dir maacht eng Politik, well Der net kapabel sidd ëmzedenken, well Der d'Zeeche vun der Zäit net verstitt, ...

*(Exclamations et coups de cloche de la présidence)*

... well Der net kapabel sidd, eppes ze änneren, wat sech net bewäert huet! An da kommt Dir heihinner an Dir sot, mir wären net solidaresch! Ma mir hu wéinstens de Courage, Politik ze iwwerdenken an nei Weeër ze goen a besser Iddien ze vertrieeden!

An Äert eenzegt Argument an deem Fall, well Der argumentativ géint eng ADR net kënnt duerhalen, ...

*(Hilarité)*

... dass ass fir ze soen: „Dir sidd Rietsextemisten!“ Ma Dir sidd en Extremist am Geesch, well Der einfach net kapabel sidd, ...

*(Exclamations)*

... eng differenziéiert a politesch kloer Analys ze maachen an déi héiflech eriwwerzebréngen!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech ginn d'Wuert direkt zrëck un den Här Fayot.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Jo, also, Här President, den Här Kartheiser huet elo just déi wierklech bescht Preuve gemaach vun deem, wat ech gesot hunn. Den éischten Deel vu sengem Exkurs ass e Potpourri vu lauter wirren a konfuse Gedanke vu ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir hutt verluer!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | ... konservativem oder rietsextreemem Gedankegutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, Dir hutt net méi d'Wuert. De Moment huet den Här Fayot d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här Kartheiser, Dir hutt virun 80 Joer verluer!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dat ass déi perfekt Demonstratioun vun deem, wat ech gesot hunn. Alles an Ärem Discours, Här Kartheiser, alles, wat Der sot, déi ganzen Zäit hei an der Chamber, ass de Beweis, dass Är Partei rietsextreem ass!

*(Interruptions)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Topert!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dir kënnt dat konservativ ...

**Une voix** | O!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift, Här Keup, wannechgelift, Här Keup!

**M. Fred Keup** (ADR) | Et gëtt eng Limitt!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Also, Här President ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Stopp! Et gëtt eng Limitt, Dir hutt Recht, och an der Ausdrocksweis!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Här President, ech war sechs Joer Deputéierten hei an der Chamber. Ech sinn elo säit zwee an en halleft Joer Minister. Ech sinn nach ni hei an der Chamber „Topert“ genannt ginn. Ech fannen, dass ass ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Also, Här Keup, een Avertissement fir dat Wuert, wat ech net widderhuelen, en Avertissement dofir!

**M. Fred Keup** (ADR) | „Rietsextreem“ geet?

**M. Fernand Etgen**, Président | Dir wësst jo och, wat dat bedeit? Gutt.

*(Interruptions)*

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Ech fannen dat extreem grav! Ech fannen dat ... Also ech sinn net susceptibel, mee ech fannen dat extreem grav! Dat ass wierklech en Ecart, deen och erëm eng Kéier weist, wéi déi Leit hei fonctionéieren!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Wa se de Spiegel virun d'Nues gesat kréien, da weise se hiert Gesicht!

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Keup, elo geet et duer!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Dat weist, wéi déi Leit do fonctionéieren. Dat weist, dass se ausfällg ginn, wa se konfrontéiert gi mat hirer politescher Blutgrupp. An dass ass fir mech, jo, dass ass effektiv net acceptabel! Et wonnert mech awer och net vun deem Deputéierten, vun deem dat elo komm ass. Wéi gesot, dass alles, hei gëtt alles duerjerneeghäit, et gëtt alles an ee Kuerf gehäit an duerno gëtt gesot, dass se e genialen argumentativen Discours hei gehalen hätten. Dass ass natierlech komplett falsch, Här Kartheiser!

Dat, wat Dir maacht oder wat Der proposéiert hutt, fir bei eiser Entwécklungszesummenaarbecht vun 1 %, wat d'Bekanntnis ass vun dëser Regierung, wat mengen ech, och e breede Konsens huet hei an der Chamber – och bei der gréisster Oppositionspartei –, wat, wéi gesot, eis als Land extreem héich ugerechent gëtt an eiser Diplomatie, an eiser Aussepolitik, wat och, mengen ech, e Mierkmol ass vun der Effikasitéit vun eiser Kooperatiounspolitik contrairement zu deem, wat Der sot, erfogéiert, dass weist, dass Der keng Anung hutt vun deem, wat mer maachen an der Entwécklungszesummenaarbecht!

Alles dat, dass ass en Engagement vu Lëtzebuerg. Dass ass en Engagement vun dëser Regierung. Zu deem sti mer ganz fest! An ech kann Iech just soen, dass all déi Regierungen, déi erfogaange si mat hirer APD, well se fannen, dass dat eng gutt Iddi ass, fir an dësen Zäiten dorunner ze spueren, dass dat alles Regierunge sinn, déi Participatioun hu vu Parteien, déi Ärer am Gedankegutt ganz, ganz nostinn! Dass ass dat, wat ech dozou wollt soen.

An dat ass, mengen ech ... Do brauch een net e groussen Analyst ze sinn, fir dat ze gesinn. Dofir geet et duer, d'Press ze liesen!

Villmools merci, Här President.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Fayot. Da freet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert fir Fait personnel. Ganz kuerz – an Dir musst beim Fait personnel bleiwen a keng Parteid méi hei halen!

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Här President, et ass ganz schwéier am Fall, wou ee beleedegt gëtt, an dat ass eng Beleedegung, wann ee gesot kritt, et wier ee Rietsextremist, wann ee keen ass!

*(Interruption)*

Dann ass et ganz schwéier, den Ënnerscheid ze maachen tëschent deem, wat elo eng perséinlech Beleedegung ass an e renge Fait personnel an enger méi politescher Analys. Well den Här Fayot huet dat jo u sech vermëscht. Ech wëll awer ganz kloer soen, datt d'Regierung, net den Här Fayot aleng, och en anere Minister hei viru Kuerzem probéiert huet, deen do Discours ze féieren.

Ech wëll Iech just soen, Här Fayot, Är Defense war iwwregens extreem schwaach. Loosst mech Iech dat och soen. Reng akadeemesch gesinn, war dat wirkleech ganz schwaach! Mee dat ass Äre Problem, dat ass net mäin.

**M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** | Dir sidd keng Autoritéit, Här Kartheiser! Dat gleeft kee Mënsch Iech, dat do! Akadeemesch hutt Dir null Prezenz!

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Mee de Problem ass ..., de Problem, Här Fayot, ass: Dat ass ee vu politescher Kultur a vu politescher Hygiène. Dat ass u sech de Problem!

**M. Sven Clement (Piraten)** | D'Deputéiert hu sech net un d'Gesetz ze halen!

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Wann Dir wéisst, wann Dir wéisst, well dat héiert een och dacks an Europa, wann Dir wéisst, wat de Rietsextremismus, et par ailleurs och de Lénksextremismus, iwwert deen net vill geschwat gëtt ...,

*(Exclamations)*

... als politesche Phenomeen duerstellt, vun enger mënscheveruechtender Brutalitéit, da géif et Iech ni afalen, wann Der dat wéisst, iergendee vun deene 60 gewielte Verrieder vum Lëtzebuurger Vollek mat esou engem Virwurf ze confrontéieren!

*(Coups de cloche de la présidence)*

Dir sidd einfach an Ärer Argumentatioun wäit, an erlaabt mer, Iech dat ze soen, wäit ënnert deem moraleschen Niveau, deen ee vun engem Member vun der Lëtzebuurger Regierung daerf a muss erwaarden! Dat war eng ganz, ganz schwaach Prestatioun, Här Minister!

**M. Fernand Etgen, Président** | Här Kartheiser, mir si beim Projet de loi 8080 a beim Projet de loi 8081 iwwert de Staatsbudget vum nächste Joer. Dese Punkt ass domadder ofgeschloss. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Här Laurent Mosar.

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Jo, zu engem Punkt, mengen ech, dee manner wäert fir Opreegung sueren. Nach eng Kéier, d'Antworten, déi den Här Fayot mer ginn huet par rapport zu enger Rei vun Ausféierungen, déi ech geschter am Numm vu menger Fraktioun gemaach hunn, wou ech fir d'alleréisch begréissen, datt den Här Fayot a mir selwer quasiment déi selwecht Analys maachen, och iwwert

d'Schwieregkeet, an där sech ganz vill Entrepen am Moment befannen duerch déi Explosioun och vun de ganzen Energiepräisser.

Ech hunn och opmierksam nogelasschert, wat den Här Fayot hei gesot huet, wat ech och vun der Analys aus deelen. Ech hätt awer nach ... Well déi Froen net genau beäntwert gi sinn, wollt ech awer nach eng Kéier kuerz nohaken. Déi éischt Fro war, déi ech gestallt hunn, datt déi Garantien, esou wéi se méiglech wieren, net géife bis zum Maximum ausgereizt ginn. Ech huelen dann Akt vum Här Fayot. Dir sot, dat wier net de Fall, déi géifen also bis zum Maximum ausgereizt ginn, well do et och net ëmmer ganz einfach ass, sech erëmzufannen an deene Mesuren, mir awer esou war, wéi wann eenzel Entrepen a verschidde Konditiounen just kéinte vun engem Plaffong vu 500.000 Euro profitéieren. An Dir hutt selwer gesot: „A sech ass de Plaffong 2 Milliounen.“ Wéi gesot, ech huelen Akt dervun, wann Dir mir dat esou sot, da gleewen ech Iech dat. Dann ass dat och fir mech ok.

Déi zweet Fro, déi ass awer u sech méi wichteg. Dat ass déi par rapport zu deenen Hëlfeften, déi besonnesch am Moment Frankräich an awer och Däitschland hiren Entrepen accordéieren, andeem se zu engem ganz, ganz groussen Deel d'Elektreschpräisser subventionéieren.

Dir hutt hei zu Recht gesot ..., ech deelen déi Analys, ech hunn dat och geschter gesot, datt ech mengen, datt dat net ganz konform wär mat de Reegele vum Bannemaart. Et ass awer nun emol eng Realitéit. An ech sinn och mat Iech d'accord, wann Der sot, dat dierft ee sech net onbedéngt bidde loossen, Dir géift och do intervenéieren. D'Realitéit ass awer, datt vum nächste Joer un déi meescht Kontrakten auslafen an datt déi Entreprisë sech an enger Situatioun erëmfannen, wou si méi wéi dat Duebelt vum Elektresch bezuele wéi notamment an Däitschland an a Frankräich.

An déi Fro, déi ech eigentlech gär vun Iech beäntwert hätt: Wann d'Kommissioun elo net Drock mécht op Däitschland an op Frankräich – an ech mengen, mir wëssen, wéi staark déi Länner awer sinn, dat schéngt mer also relativ onwarscheinlech ze sinn, datt do Drock kéint –, wat envisagéiert dann d'Regierung konkret d'nächst Joer ze maachen, fir awer do den Entrepen ënnert d'Äerm ze gräifen? Well notament am agroalimentaire Secteur – dat hutt Der selwer gesot – ass d'Situatioun ganz ugespaant.

Nach eng Kéier merci fir Är Äntwert, Här Fayot.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Mosar. Da ginn ech d'Wuert zrëck un den Här Wirtschaftsminister.

**M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** | Jo, merci, Här President. Bon, Här Mosar, mir sinn der Meinung, dass déi Verbreederung vun den Hëlfeften, déi mer elo maachen, dat heescht, andeem mer eropgi mat de Montante bis zu 2, voire 4 Milliounen, dass dat besonnesch deene Betriber, déi elo am meeschten ënnert där Concurrence déloyale do leiden, wäert erméiglechen, dee Level-Playingfield do u sech erëm hierzestellen. Dat korrespondéiert méi oder wéineger mat deem, wat se verléieren am Verglach zu deene Betriber an eisen Nopeschlänner.

Dat ass dat, wat op alle Fall erausgeet aus den Diskussiounen, déi mer hu mat der Wirtschaft, mat der Fedil a mat deene betrouffene Betriber, soudass dat u sech fir de Moment déi Mesure ass, déi mer wirkleech geholl hunn an déi och wäert wierken, fir hinnen ze erlaben, weiderhin och konkurrenzféieg ze sinn op deem Maart, op deem se a Konkurrenz si besonnesch mat Betriber aus eisen Nopeschlänner.

An doriwwer eraus wäerte mer natierlech weiderhi kucken, wéi deen TCF do evoluéiert. Dat ass jo en Instrument, wat warscheinlech nach ugepasst gëtt. Dat hânt natierlech do alles dervunner of, wéi dee schreckleche Krich do evoluéiert. Mee dat behale mer, wéi gesot, am An a mir wäerten do nobesseren, wann dat muss sinn.

Här President, et deet mer leed, ech ka mer dat net verquessen, awer nach eng Kéier den Deputéierte vun der ADR ... Et deet mer leed. Vun Tech ze héieren, déi en Deputéierten an hire Reien hunn, deen e Minister op der Tribün „Topert“ vernennt, déi en Deputéierten an hire Reien hunn, deen an pénal condamnéiert ginn ass, an da mir hei ze soen, ech hätt kee moraleschen Niveau, dat ass wirkleech awer ënner aller Klarinett! Dir hutt net, Dir hutt net de moraleschen Usproch, esou Saachen ze soen! Kuckt Iech emol eng Kéier an de Spigel!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot. Här Kartheiser, wannechgelift, et gëtt eng Reiefolleg, et gëtt eng Reiefolleg. Nee, et ass elo um Här Kersch.

**M. Dan Kersch (LSAP)** | Merci, Här President. Ech wollt u sech just dem Här Fayot eng Fro stellen, mee nodeems den Här Kartheiser iwwer Rietsextremismus hei philosophéiert huet, kommen ech net derlaanscht, drun ze erënnere, wat an deesen Deeg an Däitschland lass ass, wou notamment e Putschversuch vu rietsextremer Säit gestart ginn ass.

*(Interruptions)*

Jo, Här Wolter, ech gleewen Iech, dass dat heite fir Iech ze laang ass, mee Dir waart elo zwee Deeg net hei, da musst Der dat heiten och erdroen. Et deet mer leed.

*(Brouhaha)*

Et deet mer leed. Hei gi Saache gesot, déi et net zouloossen, dass een net widdersprecht.

**M. Fernand Etgen, Président** | Sou, elo huet just nach den Här Kersch d'Wuert fir de Moment.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

**M. Dan Kersch (LSAP)** | Här Wolter, wannechgelift, frot Iech d'Wuert an da kéint Der schwätzen, esou wéi déi aner Leit och!

Mee, nee, dat geet net. Wann een iwwer Rietsextremismus schwätzt a mécht, wéi wann dat keng Gefor wär, da muss een einfach kucken, wat an eiseem Nopeschland lass war. An et sinn net nëmme déi Leit, déi dat dote probéiert hunn, mee et sinn och déi, déi hinnen den Terrain virbereeden. An do ass Är Virbildspartei an Däitschland, nämlech d'AfD, ganz gutt mat implizéiert an et ass dat, wat hei sollt ausgedréckt ginn, an et ass och Zäit, dass dat nach eng Kéier widerholl gëtt!

Mee zu der Fro, déi ech dem Här Fayot wollt stellen, well dat mech wirkleech interpelléiert huet. Dir hutt gesot, et wäeren eng ganz Rei Länner, déi effektiv hir Mëttele fir d'Kooperationszusammenaarbecht zrëckgedriwwen hätten.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Här President ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Hie stellt eng Fro un de Minister.

**M. Dan Kersch (LSAP)** | Gëtt et Aschätzungen an der Tëschenzäit, wat dat fir Auswierkungen huet an deene Länner, déi net méi vun deene Mëttele kënnen profitéieren? A virun allem, gëtt et och eng Aschätzung doriwwer, wivill Mënscheliwee dat scho kascht



huet? An déi Fro adresséiert sech dann natierlech och direkt un déi, déi hei antrieden, wéi wa si déi eenzeg wäeren, déi d'Schëpfung op der Welt an déi d'Liewe wéilte verteidegen. Dat ass eppes, wat mech wierklech géif interesséieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch fir déi Fro un den Här Wirtschaftsminister, deen dann d'Wuert krit, fir dorobber ze äntweren.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Et ass éischter de Kooperatiounsminister, deen, mengen ech, hei viséiert ass. Et sinn effektiv Länner ... Déi éischt, déi dat gemaach hunn a relativ staark, dat ass England. Et ass och elo Schweden, déi erofgaange si mat hirer APD. An dat sinn natierlech direkt Coupen, déi och ganz staark de multilaterale Beräich betreffen. Do sinn UNO-Agencen, déi net méi kënne finanzéiert sinn. Dat limitéiert hir Aktioun um Terrain. Wann ee weess, dass e PAM, de Programme alimentaire mondial, elo scho chronesch ënnerfinanziéiert ass, awer och d'UN-Flüchtlingswierk a vill aner UNO-Agencen, dann impaktéiert dat natierlech direkt deenen hir Aktiounscapacités um Terrain. Do kënne manner Leit vun alimentärer Hëllef beneficiéieren, et kënne manner Leit Soine kréien, an dat huet en direkten Impakt.

Ech kann Iech dat elo hei aus dem Stand net quantifizéieren. Ech kann dat awer gären, ganz gären noreechen. Mee dat huet ganz wuel en Effet op ganz, ganz vill Mënscheliwwen an deenen Entwécklungslänner, wou souwuel déi multilateral Agencen aktiv sinn, awer och natierlech wou déi Länner am Bilateralen ënnerwee sinn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister. An da ginn ech d'Wuert un den honorebelen Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Just, fir eng perséinlech Bemierkung ze maachen, mengen ech, wéi awer och eng ganz Rei vu Kolleegen denken. Haut deet et mer leed, dass d'Kolleege vun der ADR keng Aen um Réck hunn, well soss hätte se gemierkt, dass uewen op den Tribüne jonk Leit sëtzen, déi sech wëlle familiariséieren mat dem Liewen hei an der Chamber, mat den Diskussiounen hei an der Chamber. An ech wëll deene jonke Leit soen, dass et net üblech ass, net üblech ass, dass hei an der Chamber een deen aneren „Topert“ nennt, ...

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo, jo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... wëll ech just soen. Dat gëtt nämlech e falscht Bild vum Ëmgang ënner deene verschiddene Fraktiounen mateneen. Ech wollt dat just soen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci fir déi Wuertmeldung. Dann hat d'Madamm Simone Asselborn-Bintz scho ganz laang d'Wuert gefrot.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Jo, ech hu mech zrëckgehalen. Merci. Ech wollt just op eng Remark zrëckkommen vum Här Mosar, mengen ech, gëschter iwwert d'Zones d'activités par rapport zu der Économie circulaire.

Ech wollt Iech awer matdeelen, dass am Süden ënner anerem bei Ärem Kolleeg, Parteikolleeg Marc Spautz an der Gemeng „Op Herbett“ och esou eng Zone wäert entstoen. Dat heescht, och do gëtt awer dra geschafft. Dat wollt ech einfach nach eemol soen. An ausserdeem huet de Ministère och ..., stelle se de Syndikater Leit zur Verfügung, déi och op der Économie circulaire schaffen. Dat heescht, och an deem Beräich gëtt geschafft.

Ech wollt dat just nach eemol umierken. Gëschter hat ech et vergiess ze soen an haut hunn ech mech erëm drun erënnert. Dofir wollt ech Iech dat soen, dass do awer och dru geschafft gëtt an der Économie circulaire. Voilà.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**Une autre voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir déi conciliant Wieder. Dann hat den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech muss Iech ganz éierlech soen, d'Madamm Hansen huet mer virun e puer Minute gesot: „Et ass nach laang bis bei d'Walen.“ An ech soen Iech, dass ech perséinlech schockéiert sinn iwwert deen Tounfall, deen elo déi leschte Stonn hei an deem héijen Haus war. Dat hunn ech net kannt an dat ass och net gutt. A mir maachen eis zu 60 bei de Leit dobaussen, éierlech gesot, lächerlech. Ech soen dat esou daitlech.

Ech soen awer gradesou daitlech: Ech kommen aus enger Resistenzlerfamill, grad ewéi vill aner Kolleegen hei aus deem héijen Haus. An duerfir erlaabt mer awer ze soen, dass ech mengen ... trotz allen Ënnerscheeder, déi et gëtt zwëschent der CSV an der ADR. Mir deelen net d'Ausrichtung vun der Politik vun der ADR. Mir deelen och net eenzel Redebeiträg vun der ADR.

Mir mierken och, dass d'ADR eng aner Politik an deem Haus féiert, wéi et nach ënner engem Gast Gibéryen an anere war. Dat ass awer en demokratesche Choix vu gewielte Volleksvertrieder.

Ech mengen awer gradesou daitlech, dass och si gewielt sinn an dass ee se net einfach hei als riets-extrem Partei betitele kann. Liest emol eng Kéier op Wikipedia oder soss, wat eng rietsextrem Partei ass. Ech mengen och net, dass ee kann insinuéieren, dass gewielt Volleksparteieleeder a Volleksvertrieder hei gläichzesetze si mat Reichsbürger. Sorry, dat muss ech ganz éierlech soen, mat allem Respekt, dass een dat net ka maachen.

Grad wéi ech och net toleréieren, dass hei e Minister, dee sech mat enger Partei ausernanersetzt, als „Topert“ ka qualifizéiert ginn.

Dat resuméiert, wëll ech soen, Här President: Ech mengen, et wier gutt, wa jiddwereen hei am Parlament, och wann elo Gemengerotswalen, wa Chamberwale bevirstinn, mol iwwert déi Chrëschtdeeg e bëssen a sech géif goen an dass mer dann am Januar, trotz allen Echeancen, déi virun eis stinn, dat an engem rouegen a sachlechen Toun géife maachen an dass virun allem Argumenter zielen an net déi perséinlech a poleemesch Ausernanersetzung.

Dat ass de Wunsch vun eiser Partei. A mir hoffen, Här President, dass Der dat och duerchgesat krit.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Roth. Ech menge bal, mat deenen dote Wieder kéint een am Fong geholl déi hei Diskussioun ofschléissen. Den Här Kartheiser hält zwar drop, fir eppes kuerz ze soen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, ech mengen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Awer wierklech ganz kuerz. Dem Här Roth seng Wieder waren esou trefend, datt u sech dat am Fong geholl deen ideale Moment wier, fir des Diskussioun ofzeschléissen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Bal, bal ideal, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Duerfir awer wierklech nëmme ganz kuerz, well dann ass et wierklech ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, well ech mengen, et kann net sinn, datt ech elo net d'Geleeënheet krit ze äntweren. Dofir soen ech Iech och Merci. Ech soen och dem Gilles Roth Merci. Dat ass politesch Gréisst gewisen, fir och ... Dat géife mir och maachen. Mee ech soen him extra Merci, fir enger Partei bäizestoen, déi zu Onrecht ugegraff gëtt. Dat muss ee soen, Respekt fir d'CSV an deser Diskussioun.

Ech wëll Iech och soen, Här Roth, Dir maacht och net méi déi selwecht Politik wéi beim Här Werner. Mee dat ass och Ären demokratesche Choix.

*(Hilarité)*

Mee dovunner ofgesinn, wëll ech awer e kuerzt Wuert soen. Här Kersch, mir hu mat de Reichsbürger näischt ze dinn.

**Une voix** | Ech hunn dat och net gesot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà! Domadder wëll ech just soen: Ech kéint elo och vun anere Länner schwätzen, wat do geschitt an esou weider an esou virun. Dat spillt fir eis hei iwwerhaupt keng Roll. Also ech si kee Reichsbürger an et ass mir komplett egal, ob déi däitsch Justiz, déi däitsch Polizei maachen, wat se ze maachen hunn. Dat geet eis näischt un.

An dann, den Här Mars Di Bartolomeo huet eppes gesot, wat déi jonk Leit hei ugeet. Ech sinn och frou, datt jonk Leit hei sinn. An ech géif och hoffen, datt se e positivt Bild vun der Politik mat heem huelen, vläicht sech selwer engagéieren enges Daags an der Politik, fir hir Iddien no vir ze bréngen.

Dir hutt ganz Recht. Mir sollen e gutt Bild ofgi géintiwwer hinnen a géintiwwer alle Leit hei am Land. Mee da loosst mer och kucken, datt mer eis alleguer, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... inklusiv d'Membere vun der Regierung, mat Respekt begéien an eebe just näischt soen, wat net richtig ass. A mir hunn hei am Land keng lénks- oder riets-extrem Partei. Mir solle frou an houfreg sinn, well et ass de Meritt vun eis alleguer, datt mer et fäerdegbréngen, Meenungen opzehuelen hei am Land, Meenungen anzebréngen an d'Politik, déi et verhënnern, datt et iwwerhaupt zu enger Bildung vun esou Extremisten hei am Land ka kommen, e Meritt vun der Lëtzebuerger Demokratie a vum Parlamentarismus. Loosse mer houfreg dorobber sinn an esou virumaachen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn zwar dat, wat der gesot hutt, „mat Respekt begéien“, an all deenen Diskussiounen, déi mer virdrun haten, elo net begéint.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss iwwert de Projet de loi 8080 an iwwert de Projet de loi 8081.

Mir kënnen awer eréischt iwwert de Staatsbudget 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle ofstëmme, wa mer fir d'éischt iwwert de Projet de loi 8039, iwwert de Compte général vum Exercice 2021 diskutéiert hunn. Jo, den Här Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | D'Motioun komme jo nach herno?

**M. Fernand Etgen**, Président | Déi kommen ëmmer nom Vott, Här Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo, ech hunn awer en Amendement ze deposéieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Da maacht dat elo, Här Roth, well da kënne mer deen nach kucken an

där Zäit, wou mer iwwert de Compte général vum Exercice 2021 schwätzen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn en Amendement ze deposéieren, wat ech eigentlech net deposéiert hätt, wa mer net gëschter Owend eng awer dach méi poleemesch Diskussioun iwwert de Financement vun dem CGDIS, also vun dem Pompjeeswiesen zu Lëtzebuerg, gehat hätten.

An ech muss och soen, do si mer als CSV net richtig gelies ginn an och net, fir ze soen, interpretéiert ginn. Firwat?

Mir hu bei eise Riedebeträgg gesot – an dat ass eng politesch Kritik, déi muss awer nach am gewielte Vollekshaus hei kënnen ubruecht ginn –, dass et en Desequilibrium gëtt vun dem Kofinancement tëschent Staat an de Gemengen, wat de CGDIS ubelaangt.

Wéi mer dat gesot hunn, ass vun dem Här Kersch gëschter Owend hei gesot ginn, ma hie géif dat net respektvoll fannen, net respektvoll fanne vis-à-vis vun deene Leit, déi beim CGDIS géife schaffen a sech do fir d'Allgemengheet géifen engagéieren.

Dat kënnen mir net esou stoe loosse. Mir hunn net – an ech soen dat nach eng Kéier –, mir hunn net de CGDIS a seng Aktiounen a Fro gestallt. Au contraire, et si vill Leit, déi dervu profitéieren.

Dat, wat mer gesot hunn, dat ass awer gradesou däitlech: Mir sinn der Meinung, dass et net ka sinn, dass méittlerweil d'Gemenge 75 % vun de Funktiounskäschte vun dem CGDIS bezuelen an de Staat der 25. Fréier – an dat waart Dir als Inneminister – war geduecht, dass et e Kofinancement sollt sinn, 50:50. Dat war d'Ausgangsbasis.

Elo gëtt awer duerch dëse Budget, duerch dat Gesetz, wat mer elo solle stëmmen oder net stëmmen, eng Präisbremse, déi am Gesetz dra war, erausgeholl gëtt, mussen d'Gemengen natierlech méi bezuelen. An ech hunn Iech gëschter d'Beispill gi vun enger Gemeng mat 10.000 Awunner. Déi huet 2018 160.000 Euro CGDIS-Contributioun gehat. Déi bezilt der d'nächst Joer 550.000. Dat heescht, a fënnf Joer huet de Beitrag vun de Leit aus deene Gemenge sech verdäifacht. Ech hunn elo d'Beispill gesot vun enger Gemeng mat 10.000 Awunner. Bei deenen aneren, déi méi kleng oder déi méi grouss, wäert d'Verhältniss vun Verdräifachen net aneschtens sinn.

Well Der eis do kritiséiert hutt – wat jo Äert gutt Recht ass, mee sot net, mir wieren domat géint de CGDIS a seng Aktiounen –, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... deposéiert d'CSV haut en Amendement vun dem Syvicol, vum Komitee vum Syvicol, deen och dat Eraushuele vun der Präisbremse kritiséiert a seet, dass d'Contributioun, déi d'Gemengen zu dem CGDIS bäidroen, 2023 an doriwwer eraus, net méi staark däerf si wéi dat, wat de Staat dem Gemengesektor iwwert de Wee vun der Dotation globale alljoers bäigëtt. Dat ass den Amendement vun dem Syvicol.

An deen Amendement vum Syvicol, wëll ech soen, dass Äre Koparteipresident vun der LSAP, den Här Dan Biancalana, dat hunn ech Iech gëschter gesot, dat mat do gedroen huet. Ech mengen, et sinn och aner Leit am Haus, vun eiser Säit ass et de President vun dem Syvicol, den Emile Eicher, deen dat matgedroen huet.

A mir hätten dat hei net deposéiert, Här Kersch, well de deux choses l'une: Wann Äre Parteipresident de Budget stëmmt, dann desavouéiert e sech eigentlech selwer iwwert dat, wat en am Syvicol gestëmmt huet.

Mee ech muss Iech ganz éierlech soen: Ech hunn dat, éierlech gesot, deplacéiert fonnt fir ze soen: „A, wann Der eng politesch Kritik maacht un engem Beitrags-system“, an ech mengen, mee méi wéi berechtigt ass, dee méi wéi berechtigt ass, „da kënt Der dat net gläichsätzen, da sidd Der géint d'Zilsetzung, nämlech de Financement en général vun dem CGDIS.“

An, Här President, ech erlabe mer am Numm vu menger Fraktioun, Iech duerfir den Amendement ze deposéieren, dee jo da muss, wann ech richtig verstinn, virun dem Budget ofgestëmmt ginn.

**Amendement 1**

*L'article 34 du projet de loi n° 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 est remplacé par ce qui suit :*

*Art. 34. Modification de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile :*

*« À partir de 2023, la progression positive d'un exercice de l'autre de l'ensemble des dépenses du CGDIS hormis celles prévues à l'article 61 la participation obligatoire des communes prévue à l'article 60, lettre d) ne peut dépasser, sur la même période, la progression positive des recettes perçues au profit du Fonds de dotation globale des communes, des participations directes au produit en impôt commercial communal, ainsi que des mesures de compensation éventuelles, déduction faite des participations éventuelles au Fonds pour l'emploi, telles que définies dans la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. »*

**Commentaire de l'amendement**

*L'article 34 du projet de loi sous rubrique entend abroger l'article 63 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile. L'article en question établit une proportionnalité entre la progression des dépenses du CGDIS et celle des recettes non affectées des communes. Il s'agit d'un mécanisme de limitation de la progression de l'ensemble des dépenses du CGDIS.*

*L'amendement sous rubrique entend changer le système actuellement en vigueur en établissant une proportionnalité entre les contributions des communes et leurs recettes principales. Il est prévu que l'évolution des contributions obligatoires des communes aux services de secours est plafonnée à l'évolution du rythme des principales recettes non affectées des communes. Le « frein » ainsi mis en place ne s'appliquerait dès lors plus à l'ensemble des dépenses du CGDIS mais seulement aux dotations communales. Cette nouvelle disposition préserverait de plus l'assurance pour les communes que leurs contributions au CGDIS n'évaluent pas d'une manière disproportionnée à leurs principales recettes.*

*(s.) Gilles Roth, Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen.*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Ganz richtig. An d'Diskussioun iwwert den Amendement maache mer dann och do hannendrun. Här Kersch, herno, ier mer iwwert den Amendement ofstëmmen, géife mer dann och d'Diskussioun doriwwer maachen.

**3. 8039 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021**

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 8039 iwwert de Compte général vum Exercice 2021. An ech géif dann d'Wuert ginn un d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm.

**Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo diskutéiere mer

emol iwwert d'Staatskonte vum Joer 2021. 2021, jo et ass schon e bësse méi laang hier, mee dat war e Joer, wat nach ëmmer vun der Covidkris gepräagt war, a mir haten d'lescht Joer och am Juli déi grouss Iwwerschwemmung bei eis am Land.

D'Covidkris war bei der Opstellung vum Budget bekannt, mee d'Iwwerschwemmungen, déi sinn nach zousätzlech derbäikomm. An awer huet d'Joer 2021 sech als besser erausgestallt, wéi virgesi war.

De Statec ass vun engem Wuesstum vu 6,9 % ausgaangen, an et waren der um Enn 7 %. Den Emploi hei am Land sollt ëm 1,9 % eropgoen an et ware schlussendlech 3,1 %, déi den Emploi eropgaangen ass. De Chômage war mat 5,7 % méi déif wéi déi 7,1 %, déi virgesi waren. A schlussendlech war d'Inflatioun mat 2,5 % och méi héich, wéi déi 1,5 % (veuillez lire: 1,3 %), déi virausgesot goufe vum Statec.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Wéi gesot, d'Joer 2021 war och markéiert vun den Ausgaben, déi am Kader vun der Covidkris getäteg goufen. Dëst sinn aleng fir d'Joer 2021 774 Milliounen Euro gewiescht.

De Lëtzebuurger Rechnungshaff hat scho fir d'Joer 2020 gefuerdert, dass d'Regierung soll e Suivi an eng Evaluatioun vun de Covidmesurë maachen, an dëst beim Depot vun de Staatskonten. Beim Vott vun de Staatskonte vun 2019 am Joer 2020 war och eng deemtensprechend Motioun hei an der Chamber ofgestëmmt ginn. Leider ass d'Regierung dëser Demande vum Rechnungshaff net nokomm. An dowéinst widerhéilt d'Budgetkontrollkommissioun nach eng Kéier hir Fuerderung no engem Suivi financier vun de Covidmesuren am Kader vum Hannerleee vun de Staatskonten.

Komme mir awer elo zu de Staatskonte selwer. D'Joer 2021 huet mat engem positive Resultat vun 994 Milliounen Euro ofgeschloss. D'Einnahme ware mat 21,9 Milliarden Euro am Ganzen, 2,3 Milliarde méi héich wéi am Budget virgesinn. Déi gréissten Ënnerscheeder par rapport zum Budget fanne mir bei der TVA, wou 526 Milliounen Euro méi erakomm sinn, wéi virgesinn. Bei de Revenuen um Capital koume 408 Milliounen Euro méi eran a bei der Lounsteier koumen 250 Milliounen Euro (veuillez lire: 254 Milliounen Euro) méi era wéi am Budget virgesinn.

D'Ausgabe vum Joer 2021 ware mat 20,9 Milliarden 1,4 Milliarden Euro méi héich wéi am Budget virgesinn. Déi gréissten Ënnerscheeder par rapport zum Budget gouf et op der Ausgabesäit mat 400 Milliounen bei den Ekipementer vun Staat um Site Belval, mat 110 Milliounen fir d'Gestioun vu Krisen a mat 84 Milliounen bei allem, wat mat ustiechende Krankheeten ze dinn huet. Wuelverstan, déi zwee lescht Poste waren der, wéi gesot, am Kader vun der Covidkris an och vun den Iwwerschwemmungen.

De Budget pour ordre sinn déi Gelder, déi de Staat anhëlt fir Drëtterpersone an déi duerno och en tant que tel weidergereecht ginn. Theoreetes missten um Niveau vum Budget pour ordre d'Einnamen déi selwecht si wéi d'Ausgaben. Obschonn de Finanzministère an der Vergaangenheet ganz vill ënnerholl huet, fir d'Differenz zwëschen den Einnamen an den Ausgaben ze reduzéieren, gëtt et awer nach ëmmer eng Differenz.

Aus dësem Grond hält d'Budgetkontrollkommissioun hir Recommendation oprecht, fir dës Differenz weider ze reduzéieren.

Wat d'Transferts de crédits ugeet, esou sinn dës op der Basis vum Artikel 18 vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 méiglech. Hei geet et drëm, dass déi Kreditter, déi am Kader vum Budgetgesetz gestëmmt goufen,

fir e bestimmten Objekt ze erfüllen, können anerwärt benützt ginn, an dat no kloer Reegelen. Dës Transfers de crédits müssen deemno kloer motivéiert sinn. De Rechnungshaff kontrolléiert reegelméisseg dës Transfert-de-créditen an huet och fir 2021 verschidden Transferte fonnt, déi net richtig motivéiert waren. Dowéinst widerhélt d'Budgetkontrollkommission hir Recommendatioun, fir d'Transfers de crédits an Zukunft besser ze motivéieren.

D'Spezialfongen hunn am Joer 2021 Einnahme gehat vu 6,78 Milliarden an och Ausgabe vu 6,78 Milliarden. Grad wéi och déi Jore virdrun hat de Rechnungshaff Schwierigkeeten, fir all d'Beträg nozevollzéien a freet, dass d'Presentatioun vun den Ausgabe soll verbessert ginn, fir dass de Rechnungshaff dës besser analyséiere kann. Als Budgetkontrollkommission schléisse mir eis dëser Recommendatioun vum Rechnungshaff un.

Zum Ofschluss kommen ech nach zu eiser laangjäregger Fuerderung un d'Regierung, fir eng fir alle Kéier ze klären, ob am Kader vun engem Staatsemprunt muss e Spezialgesetz gemaach ginn oder net an ob eng Autorisatioun fir en Emprunt am Staatsbudget duergeet.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

A wann dann esou eng Autorisatioun am Budget dran ass, zielt déi da just fir dat Joer, also dat Budgetsjoer, oder zielt déi Autorisatioun och iwwert dat Budgetsjoer eraus?

Här President, deposéiert gouf de Gesetzesprojekt iwwert d'Staatskonten den 30. Juni 2022 vun der Finanzministeresch. De 26. September 2022 gouf de Gesetzesprojekt der Budgetkontrollkommission an der Finanzkommission an der Chamber virgestallt. De Lëtzebuerger Rechnungshaff huet eis de 24. Oktober säi Rapport virgestallt a bei där Geleeënheet gouf ech och zum Rapporteur ernannt. De 5. Dezember hu mir den Avis vum Staatsrot analyséiert, well dësen Avis koum den 29. November 2022 eraus. De Staatsrot huet a sengem Avis keng Beanstandunge gehat par rapport zum Gesetzesprojekt iwwert d'Staatskonte vum Joer 2021.

Dowéinst kann ech am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord ginn zu de Staatskonten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Rapportrice Diane Adehm.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler ageschriwwen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech kann et relativ kuerz maachen. Fir d'éischt wollt ech emol der Rapportrice, der honorabelen Madamm Diane Adehm, e grouse Merci soe fir hire Rapport, fir hir Erklärungen an deen eigentlech ganz komplette Bericht.

Wa mer iwwert d'Staatskonte vum Joer 2021 schwätzen, dann hu mer e preziist Bild vun de Staatsfinanzen vun deem Joer – spéitstens dann. Mir hunn e preziist Bild vun de Recetten a vun den Dépensé vun 2021. Et ass dat, wat d'Kontabelen „une image fidèle, une image fidèle de la réalité“, en treit Bild vun der Wirklechkeet, nennen.

Op dëser Plaz wollt ech just, wann Der mer dat erlaabt, zwou Recommendatiounen opgräifen, déi et effektiv verdéngt hunn, nach eng Kéier ernimmt ze ginn.

Déi éischt, dat wier, dass et ganz sécherlech en nätzlechen Exercice ass, fir de Suivi ze maache vun den Dépensen, déi eeben am Kader vun der Pandemie, vun der Covid-19-Pandemie, gemaach gi sinn. Just esou kënnen mer aus der Kris mat hiren énnerschiedleche Facetté léieren. Mir kënnen kucken, wat richtig war a wat net. An dës Feststellung si wichteg, gemaach ze ginn, fir an eng zukünfteg Politik kënnen anzefléissen.

Eng zweet Recommendatioun, dat ass – d'Madamm Adehm huet et richtig gesot –, dass mer müssen driwwer nodenken, fir d'europäesch an d'national Kontabilitéitsnormen ze harmoniséieren. D'Koexistenz vun deenen zwee verschiddene Systemer kann een emol ganz gären – an ech schléisse mech guer net aus – duerchernee maachen, wann een déi verschidde Chiffere kuckt. An do soll een effektiv en Effort vu Verbesserung maachen, fir d'Differenz tëschent deenen zwou Approchen ze reduzéieren.

Zur véierter Recommendatioun wier effektiv nach ze soen, dass et gutt wier, dass mer et och gutt géife fannen, wann d'Presentatioun vun den Ausgabe vun deene verschiddene Spezialfonge besser kéint virgestallt ginn, fir eeben och kënnen eng méi pertinent, eng verdéift Analys vun dësen Dépensen ze maachen, fir dass déi dann och méiglech ass.

An deem Sënn soen ech, wéi gesot, nach eng Kéier der Madamm Adehm Merci fir hire Rapport a ginn natierlech och hei den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif och gären der Madamm Adehm Merci soe fir hire Rapport. A si huet, mengen ech, och zu Recht nach eng Kéier higewisen – dat ass jo och eng Diskussioun, déi mer gëschter hei gefouert haten – op déi Diskrepanzen, déi mer dacks hunn tëscht deem, wat mer eis am Budget virhuelen, an deem, wat dann dat Joer drop effektiv realiséiert gëtt. Dat kenne mer aus eise Gemengen och. Dat kenne mer hei.

Déi Diskrepanz ass natierlech ... Bon, et muss ee wëssen, d'Joer 2020 an 2021 sinn do schon e bësse méi speziell Joren. D'Madamm Rapportrice huet jo och dorobber higewisen, dass do jo och eng ganz Partie Dépensé léiert waren un d'Pandemie.

Mee Fakt ass, dass mer effektiv alljoers e groussen Énnerschied do hunn. An ech mengen, dass et de Wonsch vun eis alleguerten ass – och an der Kommission hat den Här Roth dat schon e puermol ervirgestrach –, dass mer wierkelech sollte probéieren, eis Budgeten esou realistesch wéi méiglech opzestellen, fir dass mer hei, wa mer doriwwer ofstëmmen, e Budget hunn, vun deem mer vu vir era kënnen soen: „D'nächst Joer wäert esou an esou an esou lafen, an net komplett anescht.“

Dofir: Nach eng Kéier merci, dass Der dorobber higewisen hutt. A mir gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Semiray Ahmedova.

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Fir d'alleréischte natierlech e grouse Merci un eis Presidentin an och Rapportrice fir de schréfflechen, awer och fir de mëndleche Rapport.

Ech schléisse mech mengem Virriedner un. Ech mengen, Dir hutt dat och esou gutt gemaach, dass

ech näischt méi bäizefügen hunn. An ech ginn einfach heimadder den Accord vun eiser grénger Fraktioun zu dësem Projet. Merci villmools.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Als éischt e grouse Merci un d'Rapportrice, déi net nëmme en exzellente Rapport gemaach huet, mee och d'Aarbecht an der Comexbu ëmmer ganz gutt dirigéiert, soudatt mer iwwerhaupt zu deem Rapport kommen an eis déi Depassementer, voire Reaffektatiounen vun de Kreditter kënnen am Detail och ukuken an dann och beim Ministère intervenéieren, wann et néideg ass, fir méi Erklärungen ze kréien.

Well, ech mengen, dat eent ass, dass de Budget net esou realiséiert gëtt, wéi en ursprénglech gestëmmt gouf. Mee d'Fro ass och ëmmer: Firwat? Dat eent, dat ass sécherlech pandemiebedéngt gewiescht, dat anert ass awer och heiansdo, dass sech en cours de route d'Prioritéiten änneren an de Ministère. An déi muss een dann awer zumindest och éffentlech thematiséieren an hannerfroen. An ech mengen dat maache mer an der Comexbu, also an der Kommission, ganz gutt zesummen, parteiwwergräifend. Ech mengen, dass do och ni d'Oppositioun géint d'Majoritéit wierkelech spillt, mee wierkelech de Wëllen, dee Budget besser ze verstoen a firwat et eeben net esou realiséiert gëtt, wéi en zum Schluss da gestëmmt gouf.

Deementspreechend, mengen ech, ännere mer näischt méi um Budget, um Kont vum leschte Joer, soudatt eis just bleift, fir dat da matzedoen, wat eeben do realiséiert gouf, och wa mir natierlech aner Prioritéite gesat hätten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. An dann huet den Här Fernand Kartheiser sech nach zu Wuert gemellt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, et war eng wonnerbar Ried. Dat huet mer esou guttgedoen, fir der Madamm Adehm nozelauschten, no deenen e bësse méi bewegten Diskussiounen, déi mer virdrun haten. Mir wëllen hir och Merci soe fir dee ganz, ganz gudden a komplette Rapport.

Ech wëll just vläicht soen, well e puer Riedner elo op de Covid agaange sinn, op déi Zäit vun der Pandemie – den Här Cruchten an och aner Kolleegen hunn dat gemaach –, dass mer och nach op e Rapport waarden, wat de Large-Scale-Testing ugeet. Och dat hânt mat där Zäit zesummen. A mir wäerte ganz interesséiert och kucken, wat d'Cour des comptes eis an deem Kontext nach ze soen huet. Dat just eeben, well dat och nach an déi Zäit erapasst a well mer eis nach wäerte méi laang domadder beschäftegen.

Op jidde Fall vun eiser Säit aus e grouse Merci un d'Madamm Adehm. A selbstverständlech droe mer dat hei mat. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir unzefänken natierlech och vu menger Säit e ganz grouse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm, fir dee ganz ausféierlechen a ganz gudden Rapport. Ech si frou iwwert déi ganz prezis Analysen an och déi konkreet Recommendatiounen, déi gemaach goufen, net nëmme vun der Budgetkontrollkommission, mee och vun der Cour des comptes.

De Budget 2021 war an de Wierder vu mengem Virgänger, dem Pierre Gramagna, e Budget vu Solidaritéit a vun der Relance. En ass opgestallt ginn zu engem Zäitpunkt, wou mer wierklech matzen an der Covidkris dra waren.

Dass den Exercice 2021 sech zum Gléck besser entwéckelt huet, wéi virgesinn, ass och wéinst der gelongener Gestiou vun der Pandemie, dem Succès vun der Vaccinatiounscampagne an der progressiver Ouverture/Reouverture vun der Wirtschaft. Et ass nach guer net esou laang hier am Fong, an heiansdo huet ee scho bal elo Méi, fir sech drun ze erënneren. D'Resultat vun dese kollektiven Efforte war dann effektiv eng staark Reprise, an domadder verbonnen eng Evolutioun vun de Recetten, déi wäit besser war, wéi virgesinn. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach fir eis alleguernten.

Vu den Exposé vun der Madamm Adehm wëll ech och net méi op all d'Detailer hei agoen. Ech freeë mech natierlech ze gesinn, dass weeder de Staatsrot nach d'Cour des comptes nach d'Budgetkontrollkommissioun Onreegelméissegkeete bei der Exekutioun vum Budget festgestallt hunn. Eis Zuele sinn also korrekt.

Ech wëll des Zuelen trotzdem nach emol kuerz beliichten – fir d'éischt no de Reegele vun der Lëtzebuerger Kontabilitéit an duerno no dem europäesche System.

Ier ech op déi verschidde Recommendatiounen aginn, vläicht nach emol e kuerze Rappel vun de groussen Aggregater. D'Joer 2021 konnt da laut der Lëtzebuerger Kontabilitéit mat engem Iwwerschoss vun ronn 995 Milliounen Euro ofgeschloss ginn. An de budgétaire Previsiounen hate mer nach mat engem Minus vu ronn 17 Milliounen Euro gerechent.

Mee opgepasst: Dat ass reng kontabelen Iwwerschoss, dee sech duerch den Impakt vun den Opérations financières erkläert, dat heescht duerch d'Recetten och vum Emprunt. Wann een eleng de Budget courant an de Budget en capital kuckt, also déi reng finanztechnesch Operatiounen op der Säit léisst, da presentéiert sech d'Situatioun folgendermoossen: Et war en Defizit vu ronn 2,5 Milliarden Euro virgesinn. An dorausser ass am Laf vum Joer en Defizit vu just nach 804 Milliounen Euro ginn. Dëst erkläert sech doduerch, dass d'Recettë bal 15 % iwwert deem louchen, wat virgesi war, an dass d'Depensen dogéint just 4,47 % méi héich louchen, wéi se dann am Budget virgesi waren.

Et ass e Fait, dass schlussendlech manner Covidhëllef gebraucht si ginn, wéi der am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg“ virgesi waren. Am Exposé des motifs féinnt een en Tablo, wou déi entspreche Montanten am Detail dann och opgeschlüsselt sinn.

Zur éischter Recommendatioun also: Souwuel d'Cour des comptes wéi och d'Budgetkontrollkommissioun recommendéieren hei weider – wéi Der och gesot hutt, Madamm Adehm –, en enke Suivi ze maachen. Deem hu meng Servicer dann och schon am Kader vum Budget 2023 Rechnung gedroen an do een aktualiséierten Tablo och presentéiert. Mir wäerten dee Suivi och an Zukunft maachen a reegelméisseg déi entspreche aktualiséiert Zuele presentéieren.

An hirer zweeter Recommendatioun, do schwätzt d'Kommissioun de Budget pour ordre un, also de Flux vu Suen, déi de Staat vun Drëtten anzitt an u si weiderleet. Hei wëll ech ervirhiewen, dass et net ëmmer méiglech ass, de Budget pour ordre am Equiliber ze halen – Dir hutt et och gesot –, well den Ofschluss vu Projekte sech eeben och iwwer Joren eraus zéie kann. Dat ass zum Beispill bei Projeten de Fall, déi vun der EU finanziert ginn a bei deenen den Dekont eréischt nom Budgetexercice dann och ka gemaach ginn.

D'Direction du contrôle financier wäert hei awer och nach eng Kéier d'Departementer drun erënneren, alles ze maachen, souwäit et eeben nëmme méiglech ass, fir den Equiliber ze respektéieren.

Fir op d'Fro no enger neier Budgetsprozedur anzegoen, sou ewéi dat dann och an der Recommendatioun erwänt ass, wéilt ech just soen, dass do Aarbechten och um Lafe sinn. An ech mengen, do muss ee weider driwwer schwätzen.

An hirer drëtter Recommendatioun, do stellt d'Kommissioun fest, dass a véier Fäll d'Transferten zwëschent Artikelen net gutt genuch motivéiert gi sinn. Dir hutt et och erwänt. Ech wëll heizou feststellen, dass 2021 am Ganzen 265 Artikelen betraff ware vun esou Transferte fir e Gesamtvolumen vu ronn 8,7 Milliounen Euro.

Och wann et also hei net ëm ganz grouss Zommegeet, sou wäert d'DCF nawell drop insistéieren, dass d'Departementer an Zukunft nach besser drop uechte mussen, all Depassement an Transfert am Detail ze justificéieren. An ech sinn do och ganz d'accord mat Ärer Recommendatioun.

E puer Wierder dann zum Budget pour opérations financières: Bei de Recettë gesi mer eng Baisse vun 156 Milliounen Euro par rapport zum Budget. D'Prévision budgétaire ass vun engem Besoin de financement vun 2,68 Milliarden Euro ausgangen. Am Mäerz hu mir en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro gemaach op zéng Joer mat engem negativen Taux vun 0,045 %.

Bei den Depensë gouf et eng Hausse vu 491 Milliounen Euro. Hei erkläert sech d'Differenz virun allem duerch de Fait, dass d'Tresorerie vum Staat eng Rei Remboursementer vu Prête vum Fonds Belval méi fréi gemaach huet, wéi dat eebe virgesi war, dëst, fir negativ Zënse ze spueren.

Ënnert dem Stréch hat den Zentralstaat domadder um Enn vum Joer 2021 eng Dette vu 14,96 Milliarden Euro. Och a Bezuch op dese Sujet hu mir eis Recommendatioun vun der Kommissioun – dat ass d'Recommendatioun Nummer fénné – zu Häerz geholl am Budget 2023. Fir d'nächst Joer ass preziséiert, dass d'Autorisatioun, fir nei Emprunte ze maachen, an Zukunft ëmmer op d'Joer muss limitéiert sinn an alles, wat dovunner net gebraucht ginn ass, deemno eebe verfält. Do, wou ech e bësse meng Méi hunn, d'Recommendatioun ze verstoen, ass, wann d'Kommissioun freet, „à ce que soit éliminée toute insécurité juridique“, am Bezuch op den Artikel 99 vun der Constitution. De Finanzministère huet jo schon, mengen ech, e puermol Stellung geholl op deem Punkt an d'Regierung huet déi Positioun nach emol bekräftegt, och an hirer Prise de position am Kader vun der Reform vun der Constitution. An eisen Aen ass hei kloer keng Loi spéciale néideg.

Fir den Deel Compte général laut Staatskontabilitéit ofzeschléissen, wéilt ech nach kuerz op zwee Punkten agoen. Éischts: D'Avoire vun de Spezialfonge goufen um Enn vum Exercice op 2,71 Milliarden Euro arrétéiert. Den Detail vun der Entwécklung vun de Fonds spéciaux fannt Der an der Annex zwee vum Projet de loi. D'Gestionnaire vun dese Spezialfonge sinn iwwert d'Cirulaire de clôture vun der DCF vum 7. Januar vun deem Joer opgefuerdert ginn, en detailléierten Reporting vun hire Spezialfongen ze liwweren, sou wéi et och am Kontabilitéitsgesetz eebe virgesinn ass. Dat wär och da meng Äntwert op d'Recommendatioun Nummer véier.

Den zweete Punkt ass, dass d'Soldë vun de Services de l'État à gestion séparée ..., do errechen d'Reserven en Total vun 160 Milliounen Euro.

Da just nach e Wuert zu der Presentatioun vun den Zuele laut den europäesche Reegelen, dem SEC 2010. De SEC 2010, am Géigesaz zum Kontabilitéitsgesetz 1999, presentéiert, wéi mer wëssen, eng méi ekonomesch Siicht op d'budgetär Exekutioun mat enger méi genauer Analys vun de Staatsfinanzen um Niveau vum Zentralstaat. Déi zwee Haaptënnerscheeder tëscht SEC 2010 an der Staatskontabilitéit sinn éischts de Perimeter vun deem, wat eebe gekuckt gëtt, an zweetens d'Berechnungsmethod, déi applizéiert gëtt. Laut de Reegele vum SEC 2010 ass d'Joer 2021 leschte Berechnungen no mat engem Defizit vu 407 Milliounen Euro ofgeschloss ginn. Dat ass am Oktober och esou dem Eurostat matgedeelt ginn.

Trotz all den Aarbechten, déi gemaach goufen – an Dir hutt dat och ugeschwat –, bleift ëmmer nach en Ecart zwëschent deenen zwou Kontabilitéitsmethoden, deen ni ganz reduzéiert ka gi wéinst eeben deene verschidde Conciliatiounspereimenter an Kontabilitéitsreegelen.

Fir d'Joer 2021 läit den Ecart bei knapp 400 Milliounen Euro. Genee wéi aus der Staatskontabilitéit geet awer och aus dem SEC 2010 eng kloer Verbesserung vum Compte général vis-à-vis vum Budget ervir, wou nach en Defizit vun 2,5 Milliarden Euro virgesi war. Dës Verbesserung, ech hunn et virdu scho gesot, erkläert sech haaptsächlech doduerch, dass mir vill besser aus der Covidkris zum Gléck erauskomm sinn, wéi ee sech dat ufangs geduecht huet.

Bon, dat ass elo nëmme e klengen Trouscht, och well mer elo d'Joer drop alt nees an eng nei Kris gefall sinn. An ech mengen, do si mer dann elo nees am Budget vum nächste Joer.

Ech soen Iech op alle Fall, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här President, e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, fir all déi Aarbecht och op deem Voleit a fir déi grouss Zoustëmmung.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8039. Den Text steet am Document parlementaire 8039<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8039 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a bei kenger Abstentioun ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8039 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### 4. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

#### 8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

Ier mer zum Vott vum Budget kommen, musse mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer eent vun der CSV ofstëmme. An do hat den Här Dan Kersch direkt d'Wuert gefrot.

##### Amendement 1

**M. Dan Kersch (LSAP) |** Merci, Här President. Ech wollt natierlech Stellung huelen zu deem, wat den Här Roth gesot huet. An ech huele mer déi Wieder zu Häerzen, déi Der ganz zum Schluss vun deem aneren Debat gesot hutt an ech probéieren, dat esou konstruktiv wéi méiglech ze maachen.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass ech zu kengem Moment gesot hunn, et wär eng Respektlosegkeet vis-à-vis vun deene Leit, déi beim CGDIS schaffen, an deenen, déi beim CGDIS fräiwëlleg wäeren, wann Der géift deen Zousaz wëlle bäibehalen, wat d'Budgets-begrenzung ueegt, mee ech hu gesot, et wär eng Respektlosegkeet vis-à-vis vun de Verantwortleche vum CGDIS an deene Leit, déi do am Verwaltungsrot sëtzen. Dat ass e groussen Ënnerscheid, deen ech dann an Ärem Sënn dann elo nach eng Kéier hei preziséieren.

Dir maacht och hei opmierksam op e Widdersproch, deen et tëschent Syvicol an nationale Politiker gëtt. Ech wëll Iech just soen, Här Roth, dat ass d'Problematik vun den Duebelmandater. An déi treëft net nëmme fir LSAP-Vertrieder zou, mee déi treëft fir alleguerten d'Leit zou, déi heiansdo zwou Kapen hunn an déi heiansdo mussen dat eent an dat anert sech wënschen an op där anerer Säit dann awer och decidéieren.

Ech maachen drop opmierksam, vläicht och dorunner dann ze erënneren, dass hei och Leit op Ärer Bänk sëtzen, déi Avise vum Syvicol zwar matgestëmmt hunn an dann hei an der Chamber genau de Contraire. E Beispill ass dat vun de Visiokonferenze bei de Gemengen. Dofir, sidd doranner e bësse méi bescheiden! Dee Problem do kréie mer just geléist, wa mer effektiv eng Kéier géifen d'Trennung vun de Mandater errechen. Mee do si mer nach alleguerte e wäit Stéck dervun ewech.

Et ass net ëmmer méiglech, fir dat, wat ee sech als Lokalpolitiker wënscht, och um nationalen Niveau dann ëmzesetzen, an ech mengen, däers si mer eis alleguerte bewusst. An dofir wäere mer alleguerte gutt beroden, do e bësse méi nogibeg mat deem engen a mat deenen aneren ze sinn, well et ass jiddwereen an

där Situatioun. A wann ech op Är Bänke kucken, hutt Der méi Député-mairen do sëtze wéi soss iergendeen.

Gutt, dat gesot, awer zum Inhalt: Ech hu mer awer elo d'Chiffere gi gelooss, wat de Budget 2022 vum CGDIS ueegt. An do kënn eraus, dass d'Gemenge ronn 32 Milliounen bäigeluecht hunn an de Staat 32 Milliounen bäigeluecht huet. Et ass eng ganz grouss Rentrée, déi ass vun der TVA, vu ronn 48 Milliounen, an ech kommen dorobber ze schwätzen, wann ech d'Zäit kréien.

Et ass also net esou, dass do elo d'Gemenge géifen, wéi dat virdru gesot ginn ass, 75 % bezuelen an de Staat nëmme 25 % dann. Et kënn nach derbäi, dass zousätzlech 11 Milliounen eleng vum Staat gedroe ginn, wou d'Gemengen net participéieren. Et ass och esou, wéi mir dat hei ausgemaach hunn. Dat sinn dann d'Fraise vum SAMU, dat sinn d'Fraise vun den Auslandsasätz – an ech gesinn d'Presidentin vum CGDIS do sëtzen –, déi a leschter Zäit zougeholl hunn an och u Wichtigkeet gewonnen hunn an och déi internationale Frëndschaft, mengen ech, awer zementéieren, déi mer mat den Nopeschcorpse a mat den Nopeschlänner hunn.

Dann – an do ass den Diskussiounspunkt –, déi 48 Milliounen, déi iwwert d'TVA an den CGDIS erafléissen: Sinn dat Gemengesuen oder sinn dat Staats-suen? An ech wëll hei a voller Transparenz soen: Wéi ass et iwwerhaupt dozou komm, dass dee groussen Deel do vun TVA, also 48 Milliounen d'lescht Joer vun deenen 150 Milliounen insgesamt, déi et sinn ..., dat ass e ganz grouse Batz. Wéi ass et dozou komm?

Ma wéi mer d'TVA vu 15 % op 17 % eropgesat hunn ... Mir wëssen alleguerten, firwat dass dat hei am Land geschitt ass: Dat ass expressement gemaach ginn, fir déi Suen ze kompenséieren, déi mer verluer hunn duerch d'TVA-Einnamen um internationale Commerce électronique: 1 Milliard. Dat war de Grond, firwat dass d'TVA vu 15 % op 17 % eropgesat ginn ass. A wéi dat gemaach ginn ass, waren et selbstverständlech eng Rei Leit, déi haten d'Iddi fir ze kucken: Ma wéi ass dann an der Vergaangenheet mat den TVA-Erhéijungen hei am Land ëmgaange ginn? An do huet ee sech drun erënnert, dass et emol eng Kéier esou eng Mesure ginn ass, fir d'TVA an d'Luucht ze setzen, fir notamment d'Stolkris hei zu Lëtzebuerg ze reegelen, an déi TVA-Erhéijung ass dann à 100 % an de Staatsbudget gefloss an den Undeel vun de Gemengen ass neutraliséiert ginn. D'Gemengen hunn dat net kritt.

Dunn ass natierlech gesot ginn: „Ma hei ass u sech déi nämmlecht Logik unzewenden!“ Mir maachen dat jo net hei, fir de Gemenge méi Suen ze ginn, mee mir maachen dat, fir dat ze kompenséieren, wat de Staat aleng u Commerce-électronique-Sue verléiert. An duerfir kritt d'Gemeng deen Undeel net.

Deemoos als Inneminister huet dat mer net immens gutt geschmaacht an ech hu mat de Kolleegen zesummen herno e ganz gudder Kompromiss fonnt, wou mer gesot hunn: „Ma dann huele mer deen Undeel a ginn integral un de CGDIS.“ Dat heescht, mir hunn e souguer op e Kont gesat, dat heescht, de CGDIS, éier en ugefaangen huet, konnt vu ganz ville Reserve funktionéieren, déi op déi doten Aart a Weis an d'national Sécherheet gefloss sinn.

Natierlech hunn dunn d'Vertrieder vun de Gemenge gesot: „U sech sinn dat doten eis Suen, mir hätten déi missen integral kréien!“ Op där anerer Säit waren awer eng Rei vu Staatsvertrieder, déi gesot hunn: „A nee, déi 48 Milliounen, déi do erafléissen, dat si reng Staatssuen, well et sinn TVA-Suen an d'Gemengen hunn deen Undeel do net zegutt an dofir sinn dat Staatssuen a sinn och als Eenzeg esou ze betruuechten.“

Wann een natierlech déi 48 Milliounen bei de Staat géif integral derbäisetzen, dann ass deenen hiren Deel weesentlech méi grouss wéi dee vun de Gemengen. A wann een e bei d'Gemengen ëmgedréint géif setzen, ass deen Deel weesentlech méi héich wéi dat, wat gemaach ginn ass.

Ech mengen, dass mer e gudder Wee fonnt hunn, dass mer gesot hunn, mir maachen et u sech hallef-halleg an dann ass dee Sträitpunkt do gereegelt. Also nach eng Kéier: Kommt, mir bleiwen awer bei der geschichtlecher Wourecht! Ech mengen, dass dat eng gutt Reegelung war. Déi ass och vu jiddweringem hei an der Chamber – ech betounen dat nach eng Kéier – esou matgedroe ginn.

Ech mengen och, dass dat direkt näischt domat ze dinn huet mat där Sträitfro, déi mer elo hei ze tranchéieren hunn. Ech wëll awer nach derbäisoen, Här Roth, dass Är Rechnung vläicht fir eng Gemeng, déi 10.000 Memberen huet, richteg ass. Mee et ka genau esou gutt sinn, dass bei enger anerer Gemeng, déi 10.000 Awunner huet, falsch ass. Dat hänkt nämlech dovun of, wat déi Gemeng an deem enge Moment investéiert huet, éier mer an d'Gestioun komm sinn, a wat se deen anere Moment investéiert huet.

Wann ech zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg kucken, déi och e groussen Deel an den CGDIS abezuelt, kann ech mer net virstellen, dass dee Betrag an d'Luucht gaangen ass par rapport zu deem, wat d'Stad Lëtzebuerg virdrun, virun der Reform, investéiert huet an d'Sécherheet vun hire Bierger. Am Géigendeel, dee Betrag, géif ech mengen, ass erofgaangen. Et kann een dat also net einfach esou extrapoléieren, wéi Dir dat hei gemaach hutt, ouni dass ech awer wëll bestreiden, dass et Gemenge gëtt, wou selbstverständlech och den allgemengen Asaz an d'Luucht gaangen ass. Dat ass mat Sécherheet an eenzelne Gemengen de Fall. Et muss een et awer, menger Meenung no, méi differenziéiert kucken.

Mee ëm wat geet et elo konkret bei deem Virschlag, deen Dir dann elo am Numm vum Syvicol ... Iwwerengens sinn ech ganz geeiert. Ech mengen, dass dat déi éischte Kéier ass, dass et wéinst engem Deputéierten ass, wou dann d'CSV hei e Budgets-amendement mécht. Ech schreiw mer dat dann a mäi gëllent Buch an! Mee ëm wat geet et konkret? Et geet jo drëms, ob mer wierklech eng staatlech, gesetzlech Garantie brauchen, fir d'Ausgabe vum CGDIS ze begrenzen.

Ech hat geschter gesot an ech stinn och derzou: Ech sinn der Meenung, dass mer esou eppes net brauchen. An zwar aus engem ganz einfache Grond sinn ech der Meenung, dass mer dat net brauchen: Well an deem CGDIS-Verwaltungsrot – partiwwergräifend iwwerengens! – Gemengevertrieder sëtzen, déi jo net fir näischt do sëtzen, mee déi sëtzen jo do, fir d'Interête vun de Gemengen ze verteidegen, dass déi also do gläichberechtigt iwwert d'Budgeten decidéieren, déi alljoers am CGDIS verabschit ginn.

An ech bleiwen der fester Iwwerzeugung, dass déi Leit, déi am CGDIS d'Verantwortung droen, nëmme dat an de Budget schreien, wat se effektiv brauchen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze verteidegen. An dofir mengen ech och, dass mer deen Amendement do net brauchen. An ech bleiwen derbäi, dass ech grousst Vertrauen hunn an déi Verantwortlech vum CGDIS, dass Fouss bei Mol gehale gëtt an dass effektiv nëmme dat investéiert gëtt, wat mer wierklech brauche fir d'Sécherheet vun eise Bierger. An domadder ginn ech meng Meenung hei kund, dass ech also mengen, dass mir deen Amendement do net sollen unhuelen.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Kersch. An da geet d'Wuert un d'Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer (DP)** | Merci, Här President. Am Fong, nodeems den Här Kersch elo nach eng Kéier op dee ganze Werdegang vun deem Gesetz, dat mer hei 2018 à l'unanimité ugeholl hunn ..., bräicht ech am Fong net méi vill derbäizesoen.

Ech wëll nëmme just ënnersträichen, datt, wa mer dat Gesetz 2018 hei à l'unanimité ugeholl hunn, dann ass et, well d'Zil vun deem Gesetz ons wichtig war. An d'Zil vun deem Gesetz war jo, am ganze Land sécherstellen, datt, wann eis Bierger an Nout sinn, ob iwwert d'Brandgefor oder iwwert d'Ambulanzwiesen, datt se ënner beschtméigleche Konditiounen kënnen gehollef kréien.

Dat hate mir, an ech hunn dat déizäit gesot, mengen ech, hei an der Stad gutt opgestallt. A mat deene Berufspompjeeën, déi mer hei haten, si mer wäit iwwert d'Grenzen erausgaangen, fir de Bierger ze hëllefen. Dat war op villen anere Plazen am Land awer net de Fall. An et war, fir dat ze behiewen, wou mer dat Gesetz gemaach hunn a wou dee Moment jo och déi Finanzéierung virgesu war, wéi den Här Kersch se elo ganz richtig duergeluecht huet.

Wann ech mer erlaabt hunn, dat do ze soen, dann ass et fir ze ënnersträichen, datt dat Wichtigst hei an deem ganze CGDIS d'Zil ass, dat mer wëllen ereeche, dat heescht, all eise Bierger déi beschtméiglech Hëllef ze ginn, wa se se da brauchen.

An dofir, an dat ass awer richtig, wat den Här Kersch sot, mee et ass eng Diskussioun, déi mer geféiert hunn an déi mer och wannechgelift solle weiderféieren. Wiem gehéieren déi 2 %, wéi d'TVA gehéicht ginn ass? Wiem gehéiere se? Sinn dat déi Suen, déi hätte missen direkt bei d'Gemenge kommen oder war et richtig, se dee Moment eeben op dee Konto ze setzen, fir deen nei ze schafende CGDIS ze finanzéieren? Dat war dee Moment eng Diskussioun an, effektiv, iwwert d'Joren ass se och weidergeféiert ginn.

Mir hunn eng Proposition de loi vum Michel Wolter ..., hate mer och virleien an ech mengen, dofir géif ech d'CSV froen, effektiv deen Amendement hei zréckzéien. De CGDIS u sech, d'Zilsetzung vum CGDIS, ass ze wichtig, fir se elo a Strätgesprécher wëllen ze zrieden! Datt een ëmmer muss iwwert d'Finanzéierung schwätzen, dat ass evident. An och ech als President elo vum CGDIS, wou ech d'Gemenge vertrieeden a wou ech d'Interête vun de Gemengen alleguer vun de Vertrieeder, wierklech, mat dann de Vertrieeder vum Staat versichen, esou gutt wéi méiglech – awer wierklech esou gutt wéi méiglech! – ze organiséieren, kann ech Iech soen, datt ech jo do als Gemengevertrieeder net eleng sinn. Ech mengen, den Här Mellina, de Buergermeeschter vu Péiteng, huet eng ganz wichteg Roll an eiser Finanzkommissioun. A mir hu bis elo wierklech Suerg gedroen, datt mer déi beschtméiglech Decisiounen do geholl hunn.

Dofir, wann ech soen, et wier gutt am Sënn vun der Ënnerstëtzung vun deem jonke Corps, dee mer do opgebaut hunn, mee dee bis elo ganz gutt Aarbecht geleescht huet, awer deen och nach an dem Opbau ass ... an ech wëll et elo net ze laang féieren, mee den Opbau, dat ass jo d'Verwierklechung vum P.NOS, dat heescht, vun deem Plang, wou mer wëllen an e puer Joer do sinn, datt op all Plaz an deem Land – an dat ass net esou einfach! – a 15 Minutte Leit Hëllef kréien, sief et entweeder Brandschutz oder eebe mat Ambulanz. An dat kritt een net fir en Nulltariff! Dat ass evident. Dat kascht. Dat kascht Asaz vu Leit. Dat kascht Asaz vu Material. A bis elo hu mer dat effektiv an net ëmmer einfache Situatiounen, mee awer ganz gutt zesammen, souwuel d'Gemengevertrieeder ... an do war nach net eng eenzeg Decisioun, déi mer net zesammen à l'unanimité geholl hunn, konnte mer dat maachen!

Dofir, mäi Wonsch – an ech schwätze vum Conseil d'administration vum CGDIS mat all de Gemengevertrieeder. Dofir wier mäi Wonsch, datt mer weider kéinten iwwert dese ganz sensibele Sujet – dat wëll ech guer net oferkennen – vun der Finanzéierung schwätzen.

Well jo, et ass och wouer, wat den Här Kersch gesot huet: Déi eng Gemengen, déi musse souguer manner bezuelen. A jo, dozou gehéiert d'Gemeng Lëtzebuerg. Firwat? Mee well mer virdu proportionell an exceptionnellement méi investéiert hunn. Elo gëtt versicht, do op enger national Basis e bësse méi ausgeglach a méi gerecht ze sinn, mee well och méi Servicer fir déi eng an déi aner dobäi sinn. Dat si ganz sensibel Diskussiounen, mee et wier net gutt, wann de CGDIS a seng Aarbecht dodrënner misste leiden. Bis elo hu mer ganz gutt zesummegeschafft um Niveau vun dem Conseil d'administration, an ech wier am Fong ganz frou, wa mer dat kéinten och weider esou maachen.

Dofir meng Bitte: Wann dat net sollt, wann dat net ka gemaach ginn, da kann ech menger Fraktioun och nëmme uroden, deen Amendement hei net unzehuelen.

Merçi.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Polfer. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

**M. Michel Wolter (CSV)** | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif vläicht op e puer Saache wëllen agoen, déi am Kader vun der Diskussioun iwwert dese Sujet elo geschwat a gesot gi sinn.

Der Madamm Polfer géif ech gäre soen, datt, wann ee wierklech eng Diskussioun iwwert de Fonctionnement a virun allem manner iwwert de Fonctionnement wéi iwwert de Finanzement vum CGDIS wëll maachen, da mécht een dat net duerch en Artikel am Budgetgesetz. Da mécht een dat duerch eng oppen, fair Diskussioun, andeem ee kuckt: Wat war 2018 d'Zil? Wat ass um Finanzement säit 2018 effektiv geschitt? A wéi kënnen mer de Finanzement vum CGDIS nei gestalten, anescht gestalten, esou gestalten, wéi déi meescht Leit et 2018 verstanen hunn, nämlech dass de Finanzement géif fifty-fifty tëschent dem Staat an de Gemenge gestalt ginn?

Dofir wëll ech fir d'éischt emol soen, dass keen heibannen, kee vun deene 60, an ech mengen, och net doriwwer eraus, um Fonctionnement vum CGDIS an den Zilsetzung vum CGDIS eppes auszesetzen huet. Mir ënnerschreien als Partei wéi all Partei dat Zil, fir am ganze Land a 15 Minutte kënnen op der Plaz ze sinn, wat dat oberst Zil ass.

Mee mir hätten awer gären, dass d'Aart a Weis, wéi dee CGDIS finanzéiert gëtt, wat eng komplett aner Diskussioun ass, dass déi erëmkënn op dat, wat et initial hätt solle sinn, nämlech op e Kofinanzement vu 50 % vum Gemengesector a vu 50 % vum Staatssector, wat manifestement haut net de Fall ass.

An d'Brems, an dofir, Madamm Polfer, hutt Dir an den Här Biancalana och matgestëmmt, ...

*(Interruption par Mme Lydie Polfer)*

... ganz sécher matgestëmmt um Niveau vum Syvicol ... Dann hutt Dir net matgestëmmt, mee Dir waart awer ganz sécher och domadder d'accord. Dat ass, dass deemools 2018 ... an dofir sinn ech eigentlech esou opbruecht iwwert dat, wat Der amgaange sidd, haut hei ze maachen. D'Brems, déi 2018 schonn agebaut ginn ass, dat ass, dass de Gemenge versprach ginn ass deemools: „No 2023 spéitstens si mer an

enger Repartitioun fifty-fifty an all Augmentation de coût, déi dann nach kënn", et ass 2023 oder 2024, ech hu meng Notten elo net hei, „déi gëtt da gedeckelt.“ Gedeckelt doduerch – an dorëms geet et jo eigentlech hei –, dass en Deckel am Gesetz vun 2018 agesat ass, deen au bénéfice vun de Gemengen agesat ginn ass an deen notamment eent vun den Elementer war, firwat dass meng Partei dee Projet de loi och deemools matgestëmmt huet.

Dat ass en essenziell Element vum Finanzement vum CGDIS, dat de Gemengen d'Garantie gëtt, datt et an enger rasonabler Forschett bleift. An dat ass net eng Decisioun vum Conseil d'administration vum CGDIS. Do sidd Der falsch. Dat ass eng Decisioun vun der Chamber deemools gewiescht fir ze soen: „Déi Garantie gi mer de Gemengen.“ An déi gëtt elo duerch d'Hannerdier ... ouni Diskussioun, well et am falsche Kontext ass. Mir diskutéieren hei iwwert de Budget vum Staat. Mir diskutéieren net iwwert d'Aart a Weis, wéi de CGDIS soll fonctionéieren.

An dofir géif ech Iech, Madamm Polfer, just de Contraire froen. Ech géif Iech bieden, well et nämlech guer näischt ännert, dass Der den Amendement vun der CSV géift stëmmen, wat eigentlech um Finanzement vum CGDIS fir d'nächst Joer näischt ännert. An da setze mer eis beieneen a mir diskutéiere partiwwergräifend iwwert d'Zukunft vum Finanzement vum CGDIS. Dann huele mer eis déi Zäit, déi Der elo gefrot hutt. Mee net, andeem mer elo eng Decisioun huelen, déi eigentlech schonn alles prefiguréiert, an dann duerno driwwer diskutéieren, datt dat, wat prefiguréiert ass, net méi réckgängeg ze maachen ass.

Ech dréinen Iech Äre Rasonement, Madamm Polfer, komplett ëm. An ech géif d'Vertrieeder vun der Majoritéit bieden an och d'Finanzministesch, fir deen Artikel do elo ze sträichen a fir dat ze maachen, wat d'Madamm Polfer proposéiert huet: sech am éischten Trimester beieneenzesetzen an ze kucken, wéi een eigentlech 2018 (veuillez lire: 2023) nees op e Finanzement vum CGDIS kéint kommen, deen deem entsprécht, wat d'Objektiver waren, wat och d'Meenung vum Syvicol war, wéi se gesot hunn: „Dat do kann dach net sinn!“, a wat och d'Meenung vu menger Partei ass. An dofir hu mer en Amendement gemaach.

Ech wollt eppes Zweetes soen, wat mer ganz wichtig ass, well mer hei iwwer Finanzpolitik schwätzen. Et gëtt keng TVA communale an eng TVA nationale. Et gëtt an deem Land eng TVA. Dat war scho virun 2018 de Fall. Dat ass och haut de Fall. An et ass net esou, a wa verschidde Leit dat vusäite vun der Regierung an Diskussiounen, wou jo kee vun eis derbäi war, gesot hunn, fir ze soen: „Jo, mee do ass dat awer déi TVA, déi iwwert de Commerce électronique, déi fällt ewech, dat ass dem Staat seng TVA.“

Mitnichten, well virun 2018 waren d'Gemenge genau sou mat 15 % um Rendement vun den TVA-Rentréeën op dem Commerce électronique bedeelegt wéi de Staat. Da kann een dach net soen, da kann een dach net soen ... 10 % vu 15 %. Da kann een dach net heihinner kommen a soen: „Et gëtt eng Gemengen-TVA, et gëtt eng Staats-TVA, an 2018 ass decidéiert ginn, dass d'Gemengen en Deel vun der TVA eigentlech net méi géife kréien.“ Dat waart Dir net. Ech schwätzen elo mam Här Kersch. Dat ass dach en abstruse Rasonement, deen do gefouert gëtt, dee sech eigentlech total widdert d'Leitplank vun der Fiskaltheorie heurtéiert.

An de Beweis, dass et net esou gemaach ginn ass, ass jo deen, dass d'Gemengen déi 2 % jo net definitiv ofgeholl kritt hunn. An dat ass och de Beweis fir meng Theorie, dass et Gemengesue sinn. Awer – wéi soll ech soen? – de gesetzleche Beweis, dass et esou

ass, well déi 2 %, déi elo entre-temps dann 48 Milliounen ausmaachen, déi transitéieren iwwer e Fonds de dotation communal.

Dat sinn also Gemengesuen, déi de Gemengen zougeschriwwé ginn an dann amplaz, datt se ënnen am Dëppen un déi 102 Gemenge verdeelt ginn, gi se uewen am Dëppe erausgeholl. An dat ass de Beweis, datt et Gemengesue sinn. An dat ass och de Beweis, dass dat, wat virdu gesot ginn ass a wat a menger Proposition de loi drasteet, déi ech nawell ganz gären an déi Diskussioun, déi Der do wëllt féieren, Madamm Polfer, wëll eranhuelen, well do d'Chifferen dra sinn, déi also beweisen, dass mer an enger Repartitioun 75:25 sinn.

A wat nach derbäikënn, dat ass, dass de Staat säin initialen Engagement eigentlech ni geholl huet, well déi 2 %, déi si während Jore tresoriséiert ginn a sinn dann an de Fong eriwwegesat ginn. Mee déi Contrepartie, fir op 50:50 ze kommen, déi de Staat hätt missen an d'Dëppe leeën, déi sinn ni an d'Dëppe geluecht ginn. An dat huet seng Konsequenze bis haut! Dat huet seng Konsequenze bis haut op de Finanzement vun deem ganze CGDIS. Well doduerch, dass 123 Milliounen – oder esou eppes Änlech – dem CGDIS feelen, d'Gemengen natierlech och am Finanzement vun deenen Investissementer, déi elo an de CGDIS kommen, iwwerproportional mussen bedeelegt sinn, ganz einfach well se méi Suen op den Dësch mussen leeën.

A mir wëssen alleguer, ob een am Conseil d'administration vum CGDIS ass oder net, dass grouss Investissementer op eis duerkommen – ganz grouss Investissementer! Dofir wär et wichteg, ier déi grouss Investissementer kommen, d'Finanz- an d'Finanzéierungssituatioun vum CGDIS op fifty-fifty ze leeën fir sécherzestellen, datt de Staat säi Bäitrag gëtt an dass d'Gemengen hire Bäitrag ginn, mee an enger fairer Partnerschaft, an net an enger Aart a Weis, wéi dat hei en fin de compte geschitt ass, wat au détrimant geht.

An d'Schéier geet vu Joer zu Joer weider ausernee, well wann ech bei menger Proposition de loi nach eng Kéier d'Chiffere vun 2022 derbäi kann huelen, da komme mer – wa mer den initiale Finanzement huelen a mir huelen d'Aart a Weis, wéi de CGDIS haut finanzéiert gëtt – quasi op e Bäitrag vun 80 %, déi d'Gemenge bäileeën, an 20 %, déi de Staat bäileet.

An et ass jo net deen eenzege Problem, dee mer hunn. Mir missten eis wierklech eng Kéier doriwwer ënnerhalen. Well et ass en zweeten Deel, deen an där Reform Kersch vun 2016/2017 amgaangen ass, eis ëm d'Oueren ze fieren an ze explodéieren. Dat sinn d'Pensiounscotisations vum de Gemengebeamten, wou och mat engem Prinzipp gebrach ginn ass, deen e ganz wichtige Prinzipp ass: nämlech dass de cotiséiers fir deng Leit!

Et ass gebrach gi mat deem Prinzipp, well 14,7 % vun de Cotisations, déi ginn net méi bezuelt vun enger Gemeng fir hir Beamten, mee se gi bezuelt och nees duerch dat Dëppen. Dat Dëppen, wat en fin de compte amgaangen ass, e Fourre-tout ze gi vun all méigleche Saachen, wou ech eng Repartitioun tëschen de Gemenge maachen, ier ech Bottom Line de Gemengen déi Suen zur Verfügung stellen, déi ech brauch.

A wann ech d'Chifferen ... an ech wär frou, wa mer eng Kéier och doriwwer géifen diskutéieren an där zoustänneger Kommissioun an den nächste Méint. Wann ech kucken, wéi d'Défizit-Chifferen amgaange sinn, an d'Luucht ze goen, wann ech kucken, wéi dee System ass, da gëtt et eng Gemeng hei am Land, déi op deem dote prezise Punkt en fin de compte ass en détrimant vun 111 anere Gemengen, sech gesond ze ...

**Une voix** | 101.

**M. Michel Wolter (CSV)** | 101! Wat hat ech gesot?

**La même voix** | 111.

**M. Michel Wolter (CSV)** | 101. Dat war e Lapsus, entschëllegt! Ech wëilt, et wären der männer, mee dat war meng Meinung scho méi laang. 101 Gemengen.

Well fir 14,7 % vun der Cotisation meng Gemeng, an all Gemeng am Land, fir all Beamte cotiséiert. An et gëtt eng Gemeng hei am Land, déi huet 4.700 Beamten, wann ech dat richteg am Kapp hunn, an all déi aner Gemengen zesummen ...

*(Interruption)*

Nee, manner. Op jidde Fall ganz vill, an déi aner manner.

An ech hunn et fir meng Gemeng ausgerechent. Dat, wat mir haut am Dëppen ewechgeholl kréien, par rapport zu deem, wat mir misste bezuelen, wa mir fir eis Leit géife cotiséieren, dat maache 420.000 Euro d'Joer aus – d'Gemeng Käerjeng.

Rechent et fir Iech aus! Rechent Är Lounmass aus! Rechent 14,7 % vun Ärer Lounmass derbäi! An da musst Der eng zweet Rechnung maachen, dat ass: Dir musst Är Part am Fong rechnen – d'Fonds de dotation –, wivill Prozent dass Der hutt. Bei eis ass dat 1,45 %. An da rechent Der aus, wat dat ausmécht par rapport zu deem, wat distribuéiert gëtt! Da kënn Der – dat ass eng Règle de tri – ausrechnen, wivill dass Der bezuelt op déi 14,5 %.

Well deemools decidéiert ginn ass, dass net all eenzel Gemeng méi fir sech bezilt, mee dass et en fin de compte kollektivéiert gëtt. An als Merci vun all deem – als Merci, dass d'Pompjeeën iwwerholl gi sinn, als Merci och, datt mer d'Protection civile iwwerholl hunn; iwwregens de SAMU, alles dat huet de Staat souwisou ëmmer en dehors vun deem Ganze bezuelt – hu mer dann an där ganzer Reform och nach en Taux multiplicateur kritt, deen esou ass, datt engem d'Dronkelien ausginn, wann een ausrechent, wat do am Land verdeelt gëtt.

Ech kommen also zur Konklusioun. Wann ech och nach gesinn, wat am PDAT steet, wann ech gesinn, wéi d'Bäihëllef vum Staat bei de Gemenge gedeckelt si säit Jore bei Fonctiounen, déi se gären hätten, dass mer weiderfuere, wéi mer amgaange sinn, en Aushiewele vun de PAGen a vun de Gemengekompetenzen um Niveau vun de PAGen ze erlieden, dass net nëmme Gesprächsbedarf besteet – an zwar ganz zolitte Gesprächsbedarf op dësem Sujet! –, mee dass generell Gesprächsbedarf driwwer besteet, fir iwwert d'Relatioun vum Staat an de Gemengen an dem Rôle, deen d'Gemengen an Zukunft an dësem Land nach solle spillen – ob se just nach Executant a Befehlsempfänger sinn oder ob se am Kader vun der Autonomie communale nach selwer d'äerfe Responsabilitéit fir hiren Territoire an hir Gemengen huelen –, dass et wichteg wier, dass mer doriwwer géifen diskutéieren.

An hei géif ech den Appell maachen, fir dese Punkt ... a well en esou wichteg ass a well e lassgetrennt, Madamm Polfer an Dir Dammen an Dir Hären, ze gesinn ass vum Fonctionnement, wat eppes komplett Aneschters ass, wär ech frou, wann d'Majoritéit ... Ech géif d'Majoritéit wierklech bieten, dem Amendement vun der CSV zouzestëmmen, an dass mer eis – well et keng direkt Implikatioun op de Budget 2023 huet; et gëtt keng Necessitéit vum 1. Januar un, fir dat doten ze hunn – d'Wuert ginn, dass mer dat éischt Trimester iwwert dësen Dossier ganz seriö an deenen zoustänneger Kommissiounen diskutéieren, mam Zil – vun eis aus ganz sécher! –, fir dohinnerzecommen, duer, wou

mir deemools eis Zoustëmmung ginn hunn, nämlich dass mer an engem faire Prozess eng Ëmverdeelung vu 50 % vun de Käschte beim Staat a vu 50 % beim Ensembel vun de Gemengen hätten.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Wolter. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer (DP)** | Jo, ech maachen et ganz kuerz. Den Här Wolter huet elo eng Rei Problemer opgeworf, déi echt Problemer sinn an déi effektiv echt Diskussiounen an och echt Léisunge verlaangen. D'Pensiounskeess: absolut! Dat ass eng reell Problematik.

Ech wëilt em awer soen ... Ech kommen awer op dat zréck, wat ech gesot hunn a proposéiert hunn; an am Fong gëtt hie mer selwer d'Argument. Dir sot: „Deen heiten Amendement, deen ännert guer nëischt un der Situatioun vum CGDIS fir 2023.“ Mee wann e guer nëischt ännert um CGDIS fir 2023, ma da kommt, mir ginn eis jo an aller Rou Zäit, fir iwwert déi verschidde Situatiounen ze schwätzen.

Well, jo, do hutt Der Recht, do komme grouss Investissementer op ons – ech soen elo „ons“, awer ech menge mat „ons“ de CGDIS – duer. Mee et sinn och nach grouss, déi mussen bezuelt ginn! Ech denken un deen neie Siège, wou mer dra sinn.

**Une voix** | Jo.

**Mme Lydie Polfer (DP)** | Dir wësst, wien dee gebaut huet, an Dir wësst, wien e prefinanziert huet.

Dat si grouss Investissementer, déi nach mussen zréckbezuelt ginn!

An Dir wësst jo: Um Enn vun dem Joer 2023 ginn et Walen an do wäerten all déi Punkten, déi Der opgeziet hutt, bestëmmt verlaangen, nei gekuckt ze gi vun deene verschidde Säiten.

Dofir, well Der selwer sot: „Deen Amendement hei huet keng Influenz op de Budget 2023.“ Ma da kommt, mir ginn ons Zäit an deenen nächste sechs Méint, dat do zesummen an der Commission des Affaires intérieures an aller Rou an an aller Däitlechkeet ze diskutéieren, fir dann déi beschtméiglech Léisungen ..., jo, fir d'Gemengen, well effektiv d'Gemengen droen hei ganz vill derzou bäi, mee fir en essenzielle Service awer un eise Bierger.

An ech ginn net méi op déi Diskussioun an, wien seng Suen et sinn – dem Staat oder de Gemengen hir. Et si Suen, déi mer alleguer zesumme versichen, am beschte Sënn vun eise Bierger anzusetzen. An ech mengen, kommt, mer loossen eis dovun leeden. Da fanne mer bestëmmt och déi beschtméiglech Léisungen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Polfer. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch (LSAP)** | Merci, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier widderhuelen, well den Här Wolter elo gesot huet, manifestement wär et net méi esou, dass d'Gemenge just géife 50 % bezuelen.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: De Budget vum Joer 2022 – dee vum Joer 2023, et deet mer leed, deen hunn ech elo net hei – vum CGDIS: 32.204.000 Euro direkt vun de Gemengen, 32.204.000 Euro direkt vun dem Staat, 11.593.000 Euro direkt vum Staat, fir de SAMU ze bezuelen, fir Auslandsasätz ze bezuelen a fir Fluchhafa-Pompjeeën ze bezuelen. An da kommen nach eng Kéier 5.100.000 Euro derbäi iwwert d'Auto-steier. Dir kënn Iech erënneren, dass ech deemools als Inneminister immens kritiséiert gi sinn, well ech

fonnt hunn, dass och d'Assurancé missten en Deel derzou bäileeën, wa mer deen nationale Sécherheits-corps do géifen opbauen.

An da bleibt de Sträitpunkt vun deenen 48 Milliounen. Den Här Wolter huet elo nach eng Kéier seng Vue duergeluecht. Dat war déi vun de Gemengevertrie-der. Ech hat dat virdu gesot an, effektiv, Här Wolter, Dir hutt total Recht: Et gött keng zwou TVAen hei zu Lëtzebuerg. Et gött nëmmen eng TVA zu Lëtze- buerg – an dat ass eng Staatssteier! An de Staat gött dann, well en dat gären esou wëll, en Deel dovunner of un d'Gemengen. Wann de Staat dat eng Kéier net méi wëilt, da géif en dat net méi maachen. Et ass eng Staatssteier. De Staat decidéiert aleng doriwwer!

An ech hat Iech gesot, et ass eng Kéier e Beispill ginn, wou eng TVA-Erhéijung neutraliséiert ginn ass fir d'Gemengen. An et war d'Propos dofir, dat och dës Kéier ze maachen a mir hunn do e Kompromiss fonnt a mir hunn déi Suen integral geholl, fir se an de Finanzement vum CGDIS ze leeën. Deemoools, an dat war bekannt, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, war dee Kompromiss fir jiddwereen ok. Well jiddwereen huet hei seng Zoustëmmung ginn – inklusiv Dir, Här Wolter, hutt deem Gesetz zougestëmmt, wou genau deen dote Prinzipp drasteet! An da kommt Der elo do- hinner a wëllt en nodréiglech a Fro stellen – an dat war meng Kritik – an domadder och de Fonctionne- ment vum CGDIS, ob ee wëll oder net, riskéieren, a Fro ze stellen! An dat ass, mengen ech, net ubruecht an dat sollt een och net maachen!

Wou ee kann driwwer diskutéieren, ob mer da fir ... an dorëms geet et och hei bei deem, wat elo hei an deem Budgetsgesetz steet. Et geet jo eleng dodrëmmer, ob de CGDIS an Zukunft e Gesetz brauch, dat em seet: „Du däärfst iwwert e gewëssene Seuil net méi investéieren!“ Ech mengen, dass mer esou eng Brems net brauchen, well ech Vertrauen hunn an déi Gestiou, déi am Mo- ment do gemaach gött, wou – an ech soen et nach eng Kéier! –, Staat a Gemenge gläichberechtigt drun deelhuefen. Dir sidd der Meenung, dass et besser wär, esou eng Brems ze hunn, ech sinn der Meenung an d'Regierung ass der Meenung an ech mengen, och d'Majoritéit hei ass der Meenung, dass mer esou eng net brauchen, eebe well mer duerch d'Zesummeset- zung, déi paritéitesch Zesummesetzung, vum Conseil d'administration vum CGDIS och de Gemengestand- punkt an deem CA vertrueden hunn. Et geet em net méi an net manner!

Probéiert net, elo eng Diskussioun ze féieren iwwert d'Pensioune vun de Gemengebeamten, wou jidd- weree weess, dass déi Diskussioun eng Kéier op eis duerkënn, dass natierlech och d'Gemenge verflucht sinn, fir de Finanzement vun de Pensioune vun hire fréiere Beamten ze suergen! Och dat, mengen ech, wäert dach keen hei seriö a Fro stellen!

An dass et och eng Kéier géif derzou kommen, dass et mat deem, wat d'Gemenge bis elo do bäigeluecht hunn, net géif duergoen, dat war eng Selbstverständ- lechkeet, déi kloer ze erwaarde war!

Mir brauchen och net hei iwwert de PDAT ze schwät- zen, wa mer am Moment schwätzen, fir de Finan- zement vum CGDIS an Zukunft zu bréngen. Also, et kann ee wierklech dat als Hürd féieren, mee ech mengen, dass dat eis net weiderbréngt.

Dat Eenzegt, wat hei an deem Gesetz steet a wouriw- wer mer haut sollen ofstëmmen, dat ass d'Fro: Brauch de CGDIS eng gesetzlech Brems oder brauch e se net? Mir sinn der Meenung, dass e keng gesetzlech Brems brauch. An déi, déi der Meenung sinn, dass en eng brauch, déi sollen dat da soen a sollen dat stëmmen. Ech op jidde Fall wäert dat net stëmmen, well ech Vertrauen hunn an déi Leit, déi den CGDIS verwalten!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kersch. Da freet den Här Michel Wolter nach eemol d'Wuert.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, just fir, Här President, ze soen, dass den Här Kersch mer nach eng Kéier bestätegt huet elo just, dass déi 48 Milliounen Geme- gesue sinn an dass een dann net vu fifty-fifty kann hei raisonablement schwätzen. Well et kann een net de Géigendeel vun deem behaupten, wat en fin de compte d'Base légale ass, iwwert déi mer hei schwät- zen. Et kann een net!

Natierlech kann een ëmmer erëm dat, wat eigentlech an de Gesetzer steet, aneschters gesinn. Mee d'Reali- téit ass, dass mer wäit ewech si vun deem, wat gesot ginn ass, deemoools! An d'Realitéit, déi mer haut gin- ninn, ass, dass dat, wat eis deemoools versprach ginn ass, sech absolut net bewarheit huet!

An der Madamm Polfer wëll ech soen, dass se sech selwer widdersprécht. Si widdersprécht sech selwer permanent an dëser Diskussioun! Well wann Der dat gären hätt, wat Der monéiert, da musst Der den Amendement vun der CSV stëmmen! Stëmmt Der en net, an dat war mäi Punkt, datt ech gesot hunn: „Et huet net direkt eng Influenz op déi éischt dräi Méint vum nächste Joer“ ..., mee wann Der e stëmmt, dann ass et e „Point of no return“, dann ass et eppes, wat net méi zur Diskussioun steet. Dann ass et eppes, wat net méi réckgäenge gemaach gött. Well Dir wäert mer dach net hei erzielen, dass Der elo an deem Mo- ment eppes géift stëmmen an an dräi Méint géift Der et aneschters stëmmen, nodeem den Här Kersch elo just gesot huet, fir hie wär et ganz kloer, dass dat do- ten elo misst esou kommen an dass et och soll esou bliewen!

Ech hunn an Ären Ausféierungen, Madamm Polfer, iwwerhaupt net dat selwecht héieren, wéi dat, wat den Här Kersch elo grad just gesot huet! Dir hutt do eng diametral opposéiert Vue expriméiert. An dofir géif ech nach eng Kéier wierklech Iech bieden, dësen Amendement hei ze stëmmen a sech da beieneen ze setzen an iwwert den zukünftege Finanzement ze dis- kutéieren!

**Une voix** | Très bien!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Macht Der dat net, da si mir an enger Situatioun, wou de Fait accompli ge- schafen ass a mir si virun allem an enger Situatioun, dass en zentraalt Engagement, wat deemoools 2018 – ech widderhuelen et nach eng Kéier, och fir den Här Kersch: en zentraalt Engagement, deemoools 2018, wéi dës Reform gestëmmt ginn ass, nämlech dee vun der Deckelung vun der Contributioun vun de Geme- ngen op e gewëssene Moment, dass déi ewechfällt!

A gleeft mer et, dës ganz Fraktioun, déi de Projet matgestëmmt huet 2018, hätt ënnert deenen dote Konditiounen, wann dat deemoools gesot gi wier, dass Dir elo am Joer 2022 géift heihinner kommen an enger Budgetdiskussioun, fir de fundamentaaltsten Eckpunkt vun dëser Reform um Finanzement – nach eng Kéier gesot: um Finanzement! –, ze änneren, wann Der eis dat 2018 gesot hätt, kënnst Der ganz sécher sinn, dass mir de Projet de loi deemoools net gestëmmt hätten!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat ass interessant ze héie- ren. Merci fir déi doten Ausso!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Jo, jo, hätte mer och net!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat ass wierklech interes- sant. Et ass gutt, dass Der dat do elo esou gesot hutt!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Dat war ëmmer d'Diskus- sioun, Här Kersch, de Finanzement. Vergiesst dat net!

**Une voix** | Also ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat ass interessant ze héie- ren, dass Dir dat net gestëmmt hätt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Gloden freet nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Also, den Här Kersch geheit eis jo elo hei eppes vir. Ech wëll just ..., dont acte vum Här Kersch senger Ausso: 2017/2018 huet hien elo grad gesot, war et fir hie ganz kloer, datt d'Gemenge misste méi bezeue wéi dat, wat 2018 hei am Kader vun den Diskussiounen versprach gouf. Dir hutt elo grad gesot: „Fir mech war dat ganz kloer, datt ee vill méi misst bezuelen.“ Dont acte!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Wou hunn ech dat gesot? Wou hunn ech dat gesot?

**M. Léon Gloden** (CSV) | Elo grad, elo grad. O dach, Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Nee!

**Une voix** | Dir héiert déi aner Säit aner Saachen!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Entweeder ...

*(Brouhaha)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Här President, ech wëll just nach eng Kéier soen, ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Et deet mer leed, mee et ass egal wat, wat Dir hei sot!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | ... ech hu mech net ver- schwat an ech si ganz konsequent!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Wat hutt Der da gesot?

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ma da sot mer, wat ech ge- sot hunn! Dat do hunn ech op jidde Fall net gesot! Nee, ech hu gesot ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir müssen elo Uerd- nung kréien. Den Här Carlo Weber huet d'Wuert ge- frot.

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Ech maachen eng kleng Feststellung. Erlaabt mer, dass ech e Wuert dozou soen. Zënter gëschter Owend 18.00 Auer ass den Ni- veau hei dramatesch gefall. Hei geet et elo em d'Ret- tungsdéngschter. Do muss ech derbäisoen, wann ech e bëssen eng Analys maache vun de Budgeten vun de Gemengen, da muss ech awer erkennen, datt do vill Luxusprojeten dra sinn, datt do vill Designerprojeten opgeriicht sinn, wou Leit sech wëllen en Denkmal set- zen.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Jo, kuckt emol a Rou déi Be- richter!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Kuckt emol zu Hesper!

*(Brouhaha)*

**M. Carlo Weber** (LSAP) | D'Leit mengen et scho gutt op engem Niveau. Mir sinn elo e bëssen derniewent. Da soll eis och erlaabt sinn, de Budget fir d'Rettungs- déngschter ... eis Budgeten opzehalen an do ze investéieren. Ech hunn zwee Accidenter matgemaach – Respekt fir déi Leit, déi beim CGDIS schaffen! Ech kann Iech soen, mee dat ass ...

**M. Marc Lies** (CSV) | Et geet dach guer net dorëm!

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Da kënn mer och op deem Niveau investéieren a mir maachen eis elo hei grouss Gedanken em deen dote Budget!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Voilà, dat wëll ech awer eng Kéier hei gesot hunn!

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Weber huet d'Wuert.



**M. Carlo Weber** (LSAP) | Nach eng Kéier, wéi gesot, fir Luxusprojete maacht Der Iech net esou vill Gedanke wéi hei ëm d'Rettungsdéngschter. An dat daueren ech!

Ech soe Merci.

*(Brouhaha et interruptions)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Weber.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Genau dorëmmer ass et ni gaangen!

**M. Fernand Etgen**, Président | Nach eemol den Här Dan Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech si virdrun ugeschwat ginn. Här Gloden, ech soen Iech ganz einfach: Dat, wat Der elo gesot hutt, dat hunn ech net esou gesot. A wann ech dat esou gesot hunn, da beweist mer dat! Mir hu jo hei e Verbatim. Dat hunn ech op jidde Fall net gesot. An et wär vläicht net schlecht, wann Der enger Diskussioun, déi vun Iech selwer hei ugestiwelt ginn ass, dann och géift nolauschteren, da kéint Der och konstruktiv matschwätzen! Dir hutt virdrun esou gejaot, wéi den Här Weber geschwat huet.

Wann ee sech d'Chifferen ukuckt an de Gemengebudgeten ... an ech hunn dat gemaach, well et si jo elo vill Diskussiounen an de Gemengen iwwert d'Gemengebudgeten. Ech mengen, et kann ee soen, dass mer an de Gemengebudgeten, an do sëtze jo vill Gemengepolitiker heibannen, déi kënnen dat bestätegen, ongeféier 1 % vun den Ausgabe vun de Gemengen hu fir de Finanzement vum CGDIS. Setzt dat emol eng Kéier an d'Relatioun – an et ass dat, wat den Här Weber wollt soen! Setzt dat emol eng Kéier an d'Relatioun mat deem, wat mer an anere Beräicher investéieren! An ech mengen, da gëtt déi Diskussioun, déi mer elo amgang sinn ze féieren, mamer schaarf gefouert wéi bis elo. Ech mengen, dass déi 1 % gutt investéiert sinn. A wann et der eng Kéier 2 % oder 3 % sinn, da si se nawell gutt investéiert, well et geet hei ëm d'Sécherheet an ëm d'Gesondheet vun eise Leit!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch. Da ginn ech der Madamm Polfer d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech wëll nëmmen nach eng Kéier soen, datt ech mech ëm Gottes wëllen net nëmmen net widdersprechen, mee ganz konsequent sinn. Ech fannen et effektiv schued, datt iwwert esou e wichtege Service, dee mer zesumme versicht hunn opzebauen, elo esou awer trotzdeem poleemesch diskutéiert gëtt.

An den Här Wolter sot selwer: Deen Amendement ännert guer näischt un CGDIS fir d'Joer 2023. An dann ze soen, wann een dat hei net géif matstëmmen, da wier eppes Irremediabeles geschitt, wat net méi kéint guttgemaach ginn! Entschëllegt, d'Liewe geet weider an d'nächst Joer hu mer nei Budgetsdiskussiounen a mir wäerten Diskussiounen iwwert eng ganz Rei Saachen hunn, déi effektiv mussen awer a Rou – a Rou a wa méiglech mat engem verstännege Klima – nei gekuckt ginn! An dofir kann ech nëmme bei deem bleiwen, wat ech virdu gesot hunn: Dat Beschit wier, deen Amendement géif hei zréckgezu ginn an da géife mer eis zesummesetzen an den nächste sechs Méint!

A wéi gesot, d'Liewe geet weider: Enn des nächste Joers hu mer nach eng Kéier, wäert des Chamber ..., wien dann dobäi ass, ech weess net, et ass net u mir, dat ze soen, mee des Chamber wäert och nach an engem Joer kapabel sinn, Decisiounen ze huelen! A wa mer déi Zäit bis dohinner notzen, fir verstänneg Äntwerten op effektiv e wichtege Problem ze fannen,

da fannen ech, wier dat eng besser Léisung wéi déi heite Poleemik, déi mer elo hei héieren hunn!

Merçi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Polfer. Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi.

Da muss mer elo iwwert dësen Amendement ofstëmmen, deen als Objet huet, den Artikel 34 ofzeänneren.

#### **Vote sur l'amendement 1**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Amendement ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

Da kënn mer elo iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2023, de Projet de loi 8080, ofstëmmen. Den Text steet am Document parlementaire 8080<sup>15</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8080 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Budget ass bei 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmme uegheoll.

*Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth*

*Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Programmation financière pluriannuelle, de Projet de loi 8081. Den Text steet am Document parlementaire 8081<sup>12</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8081 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och den 8081 ass mat 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmme uegheoll.

*Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass et och do esou decidéiert.

#### **Motions**

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

#### **Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Roth deposéiert ginn ass, wou et dann ëm eng Adaptation vum Steuerbarème geet an Etappen, fir eeben déi verschidden Indexranchen ze kompenséieren. Den Här Roth huet d'Wuert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Dir hutt dat richtig gesot. Mir fuerdere mat dëser Motioun en Upasse vun der Steiertabell un d'Inflation.

Da frot Der: Firwat? Mir sinn och bereet, fir dat an zwou Etappen ze maachen. Zënter 2017 bis dëst Joer si ganzer fénnef Indexextranthen erfall. An d'nächst Joer kommen der viraussichtlech nach eng Kéier dräi no. Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou d'Leit aacht Indexextranthe kruten, dat heescht e Präisauisgläich vun 20 %. An dee Präisauisgläich vun 20 %, dee riskéiert mat de Steieren a mat der Sécurité sociale op d'Hallschent a bei Einzelner souguer op manner reduzéiert ze ginn.

Wann een d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasst, da mécht een de facto eng Steiererhéijung duerch d'Hannerdier! An ech kommen eigentlech de Moien dodrobber nach eng Kéier zréck, wou den Här Fayot hei gemengt huet, dat wier „Kuerzsiichtegkeet“ vun der CSV, dass ee gesot huet: „Wéi kann een déi Explosioun, déi Explosioun vun iwwer 15 % vun de lafende Käschte vun Staat op ee Joer, wéi kann een déi bremsen?“

An do huet e gesot, mee d'CSV wier kuerzsiichteg, well si géif net un de Space Mining wëlle goen, si géif erënneren un de Militärsatellit. Mee ech wëll Iech just soen: Dat, wat mir an eiser Budgetsried mentionéiert hunn, dat steet néierens aneschtens wéi am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Dat heescht am Kloertext, geheit den Här Fayot dann net nëmmen der CSV, mee de 34.000 éffentleche Bedéngschten an hirer Organisatioun kuerzsiichtegkeet vir?

*(Brouhaha)*

Ech mengen, et ass relativ schwéier, de Leit dobaussen ze erklären, bei Präisdeierechten, déi an d'Luucht ginn, bei Sprittpräisser, déi an d'Luucht ginn, bei Zënsen, déi an d'Luucht ginn, wou ganz vill Leit bis wäit an d'Mëttschicht sech keen Haus méi kënnen leeschten, well se de Prêt duerfir net kréien, deenen ze soen: „Dir musst weider Steieren a Steieren a Steiere bezuelen, de Staat kritt d'Enner net zesummen!“

An dann op där anerer Säit gëtt een awer „sans-gène“ – well et ass nämlech dat Wuert, wat an dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires steet: „sans-gène“ – Suen aus fir de Space Mining – keng Rechenschaft weider! – a virun allem de Militärsatellit. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: De Militärsatellit, deen ass an de Sand gesat gi vun dem Här Fayot sengem Virgänger als Wirtschaftsminister, nämlech dem Här Étienne Schneider, wou en hei an der Chamber net d'Wourecht gesot huet, wat fir eng Käschten nach zousätzlech zu dem Gesetzesprojet géif den derzoukommen! Ech mengen, d'Diskusioun waren do.

An da stellen d'Leit sech natierlech d'Fro: „Musse mir Steieren, Steieren, Steiere bezuelen an anersäits gëtt bei SuperDrecksKëscht a villen anere Projekte einfach esou mat der Hand, ...

**Une voix | O!**

**M. Gilles Roth (CSV) | ...** jo, gëtt mat der Hand ronderëmmergepucht?“ An ech mengen, dass den Dossier SuperDrecksKëscht, deen am Juli hei eng grouss Diskussioun hat, dass deen amgaangen ass, op anere Plaze säi Wee ze sichen. Mir fannen dat also net an der Rei, dass hei aacht Indexextranthe riskéieren – Stand haut –, net inflatiounsberengegt ze ginn um Niveau vun der Steiertabell. Dat mécht, fir et nëmmen ze soen, e Méi u Lounsteier vun 860 Milliounen Euro, eleng vun 2022 op 2023, an e weidert Méi u Lounsteier vun 900 Milliounen Euro am Joer 2024 aus – dat si Progressiounen op d'Joer vun der Lounsteier vu 15 a méi Prozent!

Dat fanne mir net akzeptabel an dat fanne mir net an der Rei. Dat fanne mer och net sozial gerecht, well et si besonnesch déi Kleng- an déi Mëtzelverdänger, déi méttlerweile ënnert dëser héijer Steierprogressioun am meeschte leiden. An duerfir géif ech Iech bidden, dëser Motioun Är Zoustëmmung ze ginn!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Roth. Da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum (DP) |** Merci, Här President fir d'Wuert. Ech kann enchainéieren, do wou den Här Roth opgehale huet mat deene Leit, mat deene kleng Portmonnien, bei de Leit mat deene méttlere Portmonnien. An ech mengen, eis huet et gefreet, gëschter ze héieren, an d'Madam Finanzminister huet et haut nach eng Kéier widderholl, dass mer bereet sinn, op dëser Säit op alle Fall, an ech géif mengen, och op där anerer Säit, fir am Laf vun nächste Joer, wa mer emol gesinn, wéi dat éischt Trimester sech entwéckelt huet, wa mer och d'Ausaarbechtung gemaach hu vun PSC, vun PNR, wa mer och vun internationale Gremie wëssen, wat mer eis kënnen erlaben, wat fir eng Enveloppe dass mer eis kënnen erlaben, si mir mat Sécherheet-bereet, dat ëmzesetzen, wat d'Madam Finanzministesesch proposéiert huet, nämlech sozial cibléiert Upassung fir grad déi kleng Leit, déi Leit mat de kleng Portmonnien, bis wäit eran an d'Mëttschicht.

Dofir géif ech Iech elo proposéieren, dass mer dat dote sollen am A halen, d'Evolutioun vun eise Staatsfinanzen, och dat, wat mer gerode kréie vun den internationale Gremien, och vun der Europäescher Kommissioun natierlech an dofir zu dësem Moment deen heiten Amendement net ze stëmmen.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Jo, Här President, mir haten als ADR och scho Motiounen an deem do Sënn proposéiert. Mir haten e bëssen eng Diskussioun mat der CSV, well d'CSV jo och iergendwéi op de Wee gaangen ass, dat do net méi ze maachen. An elo si se awer Gott sei Dank och op deen dote Wee komm, dee mir voll begrëissen.

Mir wäerten dat hei och matstëmmen a freeën eis iwwert dës Motioun. Et kann een der Regierung net soen, si géif keng Steiererreform maachen. Ech muss mech e bësse korigéieren, well déi Steiererreform, déi se mécht, ass eeben einfach permanent Steiererhéijungen. Dat ass eigentlech dat, wat mer bei dëser Regierung gesinn duerch déi kal Progressioun.

D'Leit si sech däärs net bewosst. Mee u sech verléiere se vu Joer zu Joer méi an hirer Nettokafkraaft, do-duerch dat de Staat ëmmer méi Steieren, e groussen Udeel u Steiere kritt. Dat ass einfach keng Situatioun, déi mir kënnen weider esou toleréieren!

Den Här Baum seet elo: „Jo, mir kucke mat internationalen Organisatiounen an der Europäescher Unioun an esou weider.“ Mee dat ass en Argument, wat net zitt. An deem Budget hei, wann een déi richtig Prioritéit géif setzen, da géif een och d'Méiglechkeet fannen, elo schon, national déi doten Decisioun ze huelen.

An d'CSV seet jo net: „Et mussen direkt déi aacht Indexextranthen ugepasst sinn.“ Si seet eppes, wat mir och soen: „mat Etappen“. Et muss jo wéinstens ugefaange ginn, an déi dote Richtung ze denken an de Leit e bësse vun deem zréckzeginn, wat se eigentlech duerch déi kal Progressioun vu Joer zu Joer verléieren.

Also vun eiser Säit aus ass kloer: Mir soen der CSV Merci fir déi Initiativ a mir droe se mat. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madam Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) |** Jo, merci, Här President. Fir d'éischt der CSV e grouse Merci fir dës

Motioun. Et ass kloer, dass d'Netindexéierung vun Steierbarëme, wéi den Här Roth et gesot huet, enger de facto Steiererhéijung gläichkënn.

A mir si ganz kloer – ech mengen, dat ass eng Propositioun, déi mir och schonn hei gedroen hunn – fir eng automatesch Upassung vun Steierbarëme un den Index. An deem Sënn droe mer dat natierlech mat. Mir mengen, dass dat heiten absolutt néideg ass. Et derft eigentlech emol guer keng Fro sinn, dass mer dat iwwerhaapt hei debattéieren. Dat misst esou en Acquis sinn. An ech mengen, ech hunn et gëschter och hei gesot, dass an deene leschte Joren a Joerzénge den Equiliber oder d'Balance tëscht dem Steierakomes, tëscht Aarbecht an Entreprisë jo ëmmer méi zugonschte vun den Entreprisë gaangen ass, ...

**Une voix | Très bien!**

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ...** dass d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen ëmmer méi vun der Steierlaascht droe mussen. An dat heiten ass jo eppes, wat erëm nach méi dat verstärkt. Dofir droe mir dat heiten 100%eg mat, fir dass deem eeben e bëselchen entgéintgewierkt gëtt. Merci.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott vun dëser ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Nee, den Här Sven Clement nach.

**M. Sven Clement (Piraten) |** Merci, Här President. Ech hat mech jo virun och gemellt.

Also, d'Motioun ass mer ganz sympathesch a mir wäerte se och matdroen. Mir hunn an der Vergaangenheet hei schonn e puermol änlech Motiounen diskutéiert. Et fänk domadder un, ech hunn et gëschter a menger Ried gesot, de Staatsbudget ass an där Periode, déi d'CSV hei erwänt, vun 2017 op haut, ëm iwwer 50 % geklommen. Dat och opgrond vun der kaler Progressioun duerch méi Recetten an der Lounsteier. Dat ass Fakt. Dat kann een an all de Budgeten no-liesen.

Da gräift eng Steiererreform, déi d'nächst Joer am zweeten Trimester anonciéiert gëtt, jo och net direkt. Mir hätten eis also gewënscht, dat aner Mesurë geholl gi wieren, déi, wa se elo gestëmmt ginn, och direkt op d'ganz Steierjoer kéinte gräifen, soss si mer herno erëm an der Retroaktivitéit, wat natierlech schéin ass, mee de Leit dann net elo hëlleft. Mir brauchen elo weider Entlaaschtungen.

An da kommen ech awer net derlaanscht festzestellen, wat mer gëschter alleguerde méi oder manner gesot hunn: Dat heiten ass dee leschte Budget vun dëser Legislaturperiode. Wann also elo keng Steiererreform anonciéiert ass an d'Regierung awer decidéiert, d'nächst Joer am Laf vun Budgetsjoer eng Steiererreform ze anonciéieren, da schränkt se domadder u sech den Handlungsspillraum vun där nächster Regierung schonn an.

Dat heescht, si mécht e Walkaddo op Käschte vun der Regierung, déi no hir kënn, ouni éierlech elo ze soen, wou se da géif déi Suen hierhuelen. An dat fannen ech e bëssen, zumindest intellektuell, onéierlech. Ech hätt mir dofir gewënscht, mir kéinten dat heiten haut stëmmen.

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Clement.

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1.

**Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) et Mme Jessie Thill.

**Motion 2**

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass eng Motioun vun der ADR, wou et drëm geet, déi Präishaussen, déi duerch déi geplangten Ausweidung vun de Sanktiounen géint déi russesch Federatioun entstinn, a sämtleche Beräicher ze kompenséieren. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergreifen? D'Madamm Martine Hansen.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll heizou dräi Saache soen. Éischtens ass d'Ursach vun der Präisdeierecht de Krich ...

**Une voix** | Richtig!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | ... an net d'Sanktiounen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Dat ass déi éischt Haaptbemierkung.

Fir de Rescht wëlle mer natierlech punktuell Bäheliefe ginn. Mir haten déi och an der Landwirtschaft gefrot a mir sinn och nach ëmmer net domadder zefridden, datt déi net komm sinn. Dofir wäre mer scho mat punktueller Bäheliefen an deem Fall averstanen. Mee an engem vollen Ëmfang ze kompenséieren – ech weess net, wéi dat soll an deenen eenzelne Beräicher goen.

Mee, wéi gesot: Den Haaptkritikpunkt ass hei déi Formulatioun, datt d'Präisdeierecht duerch d'Sanktiounen kënnt. Si kënnt duerch de Krich. An dofir kënne mer dat hei net ënnerstëtzen. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech kéint et elo ganz laang maachen. Ech maachen et awer ganz kuerz. An der

Tripartite-Kommissioun, wou jo eng ganz Rei vun de Kolleginnen a Kollegen heibanne Member sinn, sinn eng ganz Rei Gesetzer gestëmmt ginn an der Tripartite 1. Et sinn eng ganz Rei Gesetzer an der Tripartite 2 gestëmmt ginn, fir de Leit ze hëllefen.

Wann elo hei gefrot gëtt „a vollem Ëmfang“, souwuel am Transport wéi an der Landwirtschaft an an der Industrie, dann ass dat einfach, mengen ech, net ze realiséieren, och duerch d'Volatilitéit vun den Energiepräisser. Mir wäerten den nächsten Donneschden nach eng ganz Panoplie vu Gesetzer aus der Tripartite-Kommissioun hunn, wou mer nach eng Kéier noschëssen.

An, ech mengen, ech hunn och net héieren hei vun der Regierung, dass mer d'nächst Joer net bereet wäeren, wann d'Situatioun et erlaabt, fir nach weider Mesuren ze huelen. Mee zu dësem Moment, an ech kann d'Argumentatioun vun der Madamm Hansen nëmmen deelen, ass déi heite Motioun fir eis net mat drobar.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech ginn der Madamm Martine Hansen vollkomme Recht, datt déi Präishaussen hei duerch de Krich entstinn, an net duerch d'Sanktiounen. D'Sanktiounen sinn eng Äntwert op de Krich, sinn eng Äntwert drop, fir dee Krich esou séier wéi méiglech op en Enn kënnen ze bréngen. Mee wann ee Schold ass un deene Präishaussen, dann ass et deen, deen dëse Krich ügefaangen huet a refuséiert, dëse Krich opzehalen. Well deen eenzeg, deen haut de Krich kann ophalen, ass Russland, wa se erëm zrëck an hiert Land ginn a sech aus der Ukrain zrëckzéien.

U sech misst een hei net d'Regierung opfuederen, d'Präishaussen ze kompenséieren, mee et misst ee Russland opfuederen, d'Präishaussen ze kompenséieren. An do, mengen ech, wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint nach ferm driwwer diskutéieren, wat mer da mat all deem blockéierte Geld vu russeschen Oligarchen an der EU wäerte maachen. Well ech mengen, datt dat och kann engem méi sënnavollen Zweck zougefuert ginn, wéi et just op Konte leien ze looszen. An dat wär, mengen ech, méi sënnavoll, wéi hei eng Motioun ze maachen, déi insinuéiert, d'Regierung wär iergendwéi schold drunner, datt hei eppes méi deier gëtt.

Wann ee schold drun ass, da sinn et d'Russen a, par Extenssioun, de russesche President am Kremlin, deen hei komplett den Norde verluer huet.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, also ech hu keng Loscht, mech elo op d'Poleemik an esou weider anzeloossen. Ech wëll just soen: De Krich, deen hu mer och elo! Deen hu mer leider säit dem Februar. Mir hätten eis als ADR vun Ufank u fir Friddensverhandlungen agesat. Dat ass eeben net gemaach ginn. Et ass Sanktiounspolitik geholl ginn. Gutt! Dat ass nun eemol esou. Mee mir sinn awer do absolutt der Meinung: Mir hätten dee Krich vun Ufank u solle probéieren ze verhënneren duerch Verhandlungen. Mee dat ass elo eng aner Probleematik.

Mir hunn dee Krich elo leider. A wat mer elo bäikréie par rapport zu der Situatioun haut, dat sinn nei Sanktiounen, déi zousätzlech derbäikommen. An de 5. Februar kënnt eeben déi Sanktioun derbäi, déi den Dieselimport an d'Europäesch Unioun evitéiert. Gutt!

Mee dat huet no allen ekonomesche Previsiounen, déi publizéiert ginn, en enormen Effekt op de Präis

vum Diesel. Et weess een natierlech net, wat wierklech antrëtt, wat net antrëtt, mee eis Industrien hu schon enorm Problemer, d'Privatleit hu Problemer. An der Agrikultur ass den Diesel e grouse Käschtefacteur. An alles, wat mir wëllen, dat ass eigentlech ze soen: Gutt, wann déi Sanktiounen elo ageféiert gi géintiwwer Russland, dat ass een Thema, mee dat ass net deen, deen eis hei interesséiert. Hei ass et, fir déi Käschterepercussione vun där d'Politik dann, déi als ganz important virausgesi ginn, fir dat dann ofzefiederem.

An dofir soe mer: Wa mer dat maachen, déi Sanktiounen – dat ass jo eng Decisioun, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun geholl ginn ass –, da solle mer awer kucken, datt dat fir d'Leit hei am Land, virun allem och fir déi privat Stéit an d'Bauern a jiddereen, deen domadder direkt konfrontéiert gëtt, ofgediert gëtt. Dat ass de Sënn heivunner.

Et ass keng Diskussioun iwwert d'Philosophie vun Krich an esou weider, wéi hei Einzelner dat wollten awer elo doraus maachen. Nee, et geet just drëm, datt mer d'Konsequenze vun deene Sanktiounen op eis Leit hei am Land offiederem. An dat ass dat, wat mer proposéieren.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Kartheiser huet dann – déi Diskussioun hate mer jo elo bestëmmt schon zéngmol hei an der Chamber – schon erëm eng Kéier hei gesot gehat, si wäeren déi Partei, déi am Fong fir Friddensverhandlungen wier. Wéi wann all déi aner net hei fir de Fridde wäeren! Et ass jo ...

Selbstverständlech wëllt jiddweree Friddensverhandlungen. Mee mir kréie keng Friddensverhandlungen, well mir sinn an enger Situatioun, wou mer ee Land hunn – Russland –, wat en anert Land – d'Ukrain – iwwerfällt mat engem brutale Krich géint d'Populatioun, géint d'Zivillpopulatioun. An déi wëlle keng Friddensverhandlungen, well si wëlle kee Fridde. Si wëllen de Krich! Si wëllen emol net iwwert d'Chrëschtdeeg eng Waffepaus. Also brauche mer guer net hei iwwer méiglech Friddensverhandlungen ze diskutéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

**Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par M. François Benoy) et Mme Jessie Thill;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

### Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3 vun der ADR, fir e Gesetzesprojet op den Instanzewe ze bréngen, deen d'Gesamtverschëldung vum Lëtzebuurger Zentralstaat op maximal 30 % vum PIB limitéiert. Wie wëllt d'Wuert dozou? Den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech soen och der ADR Merci fir dës Motioun. Déi Scholdegrenz vun den 30 % PIB mag vläicht technesch kléngen, si huet awer eng grouss Implikatioun an, ech mengen, se ass och bei de Leit dobaussen net onsensibel.

Mir hu gëschter eis Positioun dozou gesot. Mir si keng Prozentfetschisten, mee fir eis ass et awer kloer d'Zil, den Triple-A ze halen. An d'Zil bestëmmt bei eis de Prozentsaz. Wann dee bei 30 % läit – dat hunn ech gëschter och gesot –, souguer wann e bei 29 % géif, le cas échéant, leien, jo, da musse mer dat Zil errechen. Dozou engagéiere mir eis als CSV. Mir géifen et awer duerfir net gutt fannen, fir elo an engem Gesetz just e Prozentsaz festzesetzen, well déi Flexibilitéit ka sech jee no Situatioun no änneren oder vläicht lichter no uewe beweegen.

Mee nach eng Kéier ganz kloer: D'CSV steet zum Triple-A. A wann dat 30 % beinhalt, jo, da musse mer déi errechen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. An d'Wuert geet vu Gilles zu Gilles un den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci villmools. Wéi gesot, déi 30 %, dat ass en Zil, wat mer eis ginn hunn a wat festgeschriwwen ass am Koalitiounsaccord. Mir hunn d'Projektioun gëschter héieren, dass mer bis 2026 kéinte bis op 29,6 % eropgoen. Ech suiveieren awer d'Argumentatioun vum Här Roth, dee seet: „Dat Wichtigst fir eist Land“, an ech mengen do wäert keen heibannen dergéint sinn, „dat ass den Triple-A“, fir dass mer an Zukunft och nach kënnen esou gutt fonctionéieren an attraktiv bleiwen als Land, wéi mer et am Moment sinn.

An dofir gesinn ech och wierklech net de Sënn an, fir déi Zuel vun 30 % hei an e Gesetz ze géissen. Ech proposéieren dofir menger Fraktioun, déi Motioun hei net ze stëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech mengen, ech hat et och gëschter gesot: Mir sinn och keng „Prozentfetschisten“, wéi den Här Roth et och grad gesot huet. Mir mengen, dass déi 30%-Grenz eng arbiträr Grenz ass, déi iergendwann eng Kéier festgeluecht gouf. Mir gesinn dat méi flexibel. Mir mengen, dass wann een Investitioun soll maachen, da muss ee se maachen. A mir mengen, et muss ee se an deem heite Fall maachen.

Mir mengen och, dass déi Jonk an déi zukünftige Generatiounen eis méi dankbar wäerte sinn, wa mir haut investéieren an d'Zukunft, haut investéieren an nohalteg

Energien, an d'Energietransitiounen, an d'ekologesch Transitiounen, virun allem an aboardabele Wunraum. Mir musse vill méi investéieren. A mir mengen, dass dat dat ass, wat zielt, d'Investitiounen, an net onbedéngt eng Grenz vun 30 %, déi iergendwann eng Kéier festgeluecht gouf.

Ech mengen, dass déi jonk Generatiounen eis vill méi dankbar wäerte sinn, wa mer herno Scholden hunn, déi awer néideg waren, déi sënnvoll waren, well mer d'Zukunft préparéiert hunn op eng nohalteg gerecht an inklusiv Entwécklung.

Merci. Dofir droe mir dat heiten net mat.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka wierklech alles deelen, wat bis elo hei vu menge Virriadner dozou gesot gouf, besonnesch dat, wat den Här Roth gesot huet. Dat ass och eis Positioun.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren: Ech mengen ze wëssen, dass eis däitsch Nopere sech esou e Gesetz ginn hunn, wou si sech selwer eng gesetzlech Limitt gesat hunn. Ben, déi huet soulaang gehalen, bis deen éischte Covidfall komm ass, well dunn hu se dat Gesetz schonn erëm misse vergiessen a si sinn iwwer hir selwer fixéiert gesetzlech Scholdengrenz erausgaangen. Dofir, mengen ech, mécht dat heite absolutt kee Sënn. A mir wäerten och dergéint stëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Wat esou eng selwer gesate Scholdengrenz an absoluten Termen oder a relativen Termen zum PIB bréngt, kënne mer um Beispill vum Saarland gesinn, déi eng Scholdebremms haten an déi sech domadder immens ageschränkt hunn, wat derzou gefouert huet, datt d'Saarland au contraire dovunner, fir erëm vir matzespillen, quasi ëmmer méi ofgehaange gouf par rapport zu den anere Bundesländer an Däitschland.

Dat heescht, mir sollten op alle Fall net op esou eng Pist goen, virun allem well mer hei erëm nëmmen – an et muss een et bal scho „Fetischismus“ nennen – vun der relativer Verscholdung zum PIB kucken. Ech hunn et gëschter gesot: Wa mer an eng Rezessioun eraginn an de PIB géif schrumpfen, da sinn och déi Projektiounen, datt mer ënner 30 % bleiwen, näischt méi wäert, well da komme mer iwwer 30 %. Dat ass einfach d'Mathematik.

Dat heescht, et gëtt aner Indicateuren, déi ee kéint kucken. Do kéint een d'Pro-Kapp-Verscholdung kucken: inflatiounsberengegt 48 % geklommen ënnerert deene leschten zwou Regierungen. Eis Staatschold huet sech nominell verduebelt. Dorivwer kann een diskutéieren, mee elo hei eng Zuel – 30 % vum PIB – festzeschreiwen, wou mer net emol wëssen, wéi ee PIB mer d'nächst Joer vläicht och an zéng Joer hunn, dat ass, mengen ech, dee falsche Wee.

An da wëll ech awer och de Kolleeginne vun déi Lénk Recht ginn: En Invest, deen duerch säin eegene Rendement seng Scholden, déi dofir opgehall ginn, bezilt – an dat hu mer zum Beispill bei all Invest an erneierbar Energien –, sollte mer dann och net zu eiser Pro-Kapp-Verscholdung oder zu eiser Staatschold an deem nämmlechte Mooss urrechne wéi eng Schold, déi mer maachen, fir iergendeppes Uniques ze bezuelen. An ech mengen, och do muss een eng Kéier eng Diskussioun driwwer hunn, wéi een Investitioun par rapport zu deegleichen Ausgaben trennt.

Mir wäerten dat heiten net matstëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wëilt u meng Ried erënnere vu gëschter, wéi ech ganz vill defir plädéiert hunn, dass mer musse investéieren. Well alles, wat mer haut investéieren, gëtt eis laangfristeg net esou deier, wéi wa mer elo just op de PIB kucke respektiv op d'Staatschold, a vergiessen, wéi eng Erausforderunge mer musse ugoen. An dat geet net ouni ze investéieren.

An deem Sënn ënnerstëtzen ech dat, wat notamment d'Nathalie Oberweis gesot huet, awer och den Yves Cruchten an de Sven Clement. Et geet net drëms, de Budget esou anzeengen, de Rimm ronderëm zouzékéien a sech all Loft ze huelen, déi dann och herno d'Ekonomie erstéckt.

Mir sinn d'Partei an d'Fraktioun, déi zum Investissement steet. An deem Sënn solle mer eis hei keng Grenzen operleeën, wat net heescht, dass mer sollen eng exponentiell Schold maachen. Mee 30 % ass definitiv net dat, wat mir als absolutt Limitt ugesinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den Auteur, den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, dat ass eng héich interessant Debatt. E puer Saache muss een awer ënnersträichen.

An dat ass, éischtens emol: Hei hu mir jo geschriwwen, mir hätt gär maximum 30 %. Dat heescht, eng Flexibilitéit no änneren, wéi den Här Roth se erimmt huet, déi ass souwisou hei dran. Mee de Maximum ...

An dann ass awer eppes ganz, ganz Interessantes, wat hei gesot gëtt: Et ass eigentlech ausser der ADR keng Partei, déi gesot huet: „Mir musse eis un déi 30 % halen.“ Och d'CSV huet d'Dier opgemaach, fir déi ze iwwerschreiden. Déi aner ... d'Regierungscoalitioun souwisou, ...

(Interruption)

... mee och anerer.

An et ass awer eng ganz, ganz wichteg Diskussioun. Mir hunn esou vill Länder an Europa, déi och de Wee vun der Verschëldung gewielt hunn – déi einfach Politik. Mee mir hunn hei eppes Sënnvolles, do eppes, Kompromësser an der Koalitioun. An da ginn eeben einfach Sue geléint, amplat deee schweiere Wee, dee verantwortungsvolle Wee ze goe géintivwer de Leit. An dat ass deen, fir Prioritéiten ze setzen a musse ze soen: Dat do kënne mer maachen. Dat kënne mer elo maachen. Dat do maache mer méi spéit oder mir maachen et iwwerhaapt net.

Dat ass eng Fro vun der Verantwortung vun der Budgetdisziplin. An et ass jo och esou, datt déi jonk Leit dat och brauchen. Well mir hunn hei héieren, gëschter, datt mer schonn an e puer Joer Zënse bezuele pro Joer vun iwwer 400 Milliounen Euro. Dann hu mer nach kee Kapital zréckbezuelt op d'Schold. An déi Zënse, déi mer bezuelen, déi daache guer näischt! Dat ass weeder en Investissement ..., dat ass einfach verluerent Geld an Héicht vun Honnerte vu Milliounen Euro pro Joer.

Dat ass dee Wee. An dee verschlëmmert sech jo nach, wann elo hei d'Partei soen: „Mir sinn eventuell flexibel.“ Iergendwéi kommen ech mer e bësse vir, wéi an anere südeuropäesche Länder, déi ech och gutt kennen, wou dann och d'Diskussioun war: „Jo, e bësse méi. Mäi Gott, ob mer elo bei esou vill, bei 179 % oder 180 % leien ...“ Mee et ass eng Pente descendante. A wann een net wëllt op eng Pente

descendante goen, jo, da setzt ee sech eng kloer Grenz. Et weist een Disziplin. Et weist ee Verantwortung.

An ech kann nëmme feststellen, nodeem ech Iech, all deenen honorabele Kollegeen heibannen, nogelauschert hunn, datt d'ADR déi eenzeg Partei ass, déi déi Disziplin bereet ass ze weisen. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser.

Da kënnen mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

#### Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

#### Motion 4

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 4, wou gefrot gëtt, d'Investitioun an den Äerdgas an an d'Atomenergie net ze benodelegen, och net um Niveau vun der Taxe d'abonnement. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Ech mengen, jiddwereen heibannen, deem dem Kolleg François Benoy de Mueren nogelauschert huet, weess, wéi mer dozou stinn. Och wann esou eng Decisioun um EU-Sommet getraff ginn ass, da si mer a mer bleiwen och der Meenung, datt et net am Interesse vu Lëtzebuerg ass, un der Atomenergie festzehalen an deser Form vu geféierlecher Energie och nach e Favoritismus ze ginn!

A mir sinn och der Meenung, dass et net am Interesse ass vu Lëtzebuerg, den Äerdgas virdeelhaft ze behandelen – an domat déi Energie, déi eis erpressbar mécht vun engem Autokrat! An dofir leene mer des Motioun ganz kloer of!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Lorsché. Da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat hei kënt fir eis absolutt net a Fro. Ech mengen, dat wonnert och elo keen heibannen. An ech muss ..., ech hu wierklech Loscht ze soen, dass mer déi gréng wëllen ënnerstëtzen, well mer eis just kënnen iwuer dee Greenbashing wonneren, deen an der Lescht hei stattfënt. Well et ass jo net, wéi wann eis Äerd net a Gefor wier, wéi wann d'Mënschheet net a Gefor wier! Also ganz éierlech, ech verstu guet net, wou esou eppes iwuerhaupt hierkënt!

An ech mengen, dat heite stellt awer och dee Konsens a Fro, deen et gëtt, no enger Energietransitioun an no enger Ekologietransitioun. Dat stellt dat a Fro. Et ass immens geféierlech, iwuerhaupt esou eppes ze produzieren! Dofir kënt dat fir eis absolutt net a Fro. An ech fannen och, dass mat den nächste Generatiounen gespillt gëtt mat esou Proposen!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | An et ass dat, wat ech och scho virdu gesot hunn, et brauch een eng Ekologietransitioun, eng Energietransitioun, an dat heite geet wierklech an déi aner Richtung. Dofir ass dat héchst onverantwortlech!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Laurent Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun och net stëmmen. Do gëtt nämlech eng generell Netbenodelegung vu fossillen Energien, Äerdgas an Atomenergie gefrot. Domadder si mer net d'accord.

Dat Eenzegt – an dat wëll ech elo net nach erëm eng Kéier widderhuelen, fir déi ganz Diskussioun net erëm opzemaachen –: Mir hunn e Problem um Niveau vun der Taxe d'abonnement par rapport zu der Taxonomie. Mee hei ass eng Motioun, déi vill, vill méi wäit geet an déi kënnen mer natierlech net stëmmen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Mosar. Da kënnen mer ... Den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President. Och hei, mengen ech, sollte mer een Abléck duerchootmen an e bésse méi wäit kucken. Well et ass elo esou, datt mer eng Entwécklung op der Welt hunn an och hei am Land, éischtens, wou mer och fir Alternativenergien eng Backup-Energie brauchen. Den Här Turmes hat selwer gesot, dat ass hei den Äerdgas. Mir importéieren Nuklearenergie aus Frankräich an déi meeschte Länner oder op jidde Fall ëmmer méi Länner, net déi meeschten, well et sinn der vill, déi guet net an där Situatioun kënnen sinn, mee awer ëmmer méi Länner decidéiere sech, fir op de Wee vun der Atomenergie ze goen.

Dat heescht, d'Investissementer doranner, dat ass och den Aspekt vun der Finanzplaz, déi den Här Mosar an aner Virriedner och ënnerstrach hunn, do ass et esou, datt mer einfach déi Investissementer, déi do sinn, mussen och op enger moderner an oppener Finanzplaz begleeden.

A mir sollen eis kengen Illusiounen higinn: Déi Transitioun, déi Energietransitioun, déi hei ëmmer beschwuer gëtt, also alternativ Energien, déi kënnen net fonctionéieren ouni Backup, ouni déi steuerbar Energie, dat heescht, ouni Fossil oder Atomenergie. Dat sinn déi zwoe eenzeg, déi ëmmer disponibel sinn an ëmmer steuerbar sinn. Alternativ Energie kënnen dat net leeschten! Dat ass einfach de wëssenschaftleche Fakt. Dat ass d'Wourecht. Et ass vläicht politesch manner attraktiv, dat ze soen, awer et ass net

eis Aufgab hei, Illusiounen nozelafen, mee einfach ze soen, wat wouer ass!

Wouer ass: Ouni Fossil, ouni Nucleaire geet et net. D'Tendenz ass Richtung Nuklearenergie. Et gëtt enorm wëssenschaftlech Progrésen an där Technologie, mir hate gëschter driwwer geschwat, zemoos an der Fusiounstechnologie. Dat ass d'Zukunft, ganz einfach. An et ass esou, datt mir als ADR fir déi Zukunft oppe sinn, technologieoppen, an déi Technologieoppenheet am Interessé och vun där beschtméiglecher Ëmwelttechnologie wëlle mer och fir d'Finanzplaz begleeden.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. No deem doten Discours géif ech ganz gär den d'Wieder vum François Benoy vun de Moien zitieren. Mee well ech mer kee Blâme wëll afänken, maachen ech dat elo léiwer net. Mir kënnen dat doten op alle Fall net matdroen, well et ass ënner aller ... Dir wësst, wat weider.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Clement, fir dee gewielte Langage.

#### Vote sur la motion 4

Da kënnen mer elo zur Motioun Nummer 4 kommen, zur Ofstëmmung. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An och des Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

#### Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, wou et drëm geet, fir déi geplangten Erhéijung vun der Zäregasteier vu 25 op 30 Euro ersatzlos auszesetzen. Wie wëllt dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. D'CSV wäert des Motioun net matdroen, well eis Positioun kloer ass, dass mir gesot hunn, mir géifen zu der CO<sub>2</sub>-Steier stoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Mee eis Positioun war déi, wéi de Gewerkschaften hir, dass mer gesot hunn, si sollt awer am Indexwuerekerf reflektéiert sinn.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, dass et e Bestriewe vun der Ekonomie ass, vun der Wirtschaft, ze wëssen, wéi et iwwer 2023 eraus mat der CO<sub>2</sub>-Steier weidergeet. Dat ass eppes, wat d'Wirtschaft betrëfft, mee et betrëfft och d'Leit. Well et gëtt ëmmer gesot: déi CO<sub>2</sub>-Steier, déi kënnt dann op de Liter Masutt. Do si mer méttlerweil bei 10 Cent um Liter mat deem hei. Do, wou et awer am meeschten néierschléit, dat ass beim Gas, dat ass beim Masutt doheem. Mir hunn awer 59.000 Stéit nach, déi sinn op Masutt, jo, déi kënnen net vun haut op muer op eng Wärmepompel ëmklammen! D'Leit, déi um Gasreseau ugeschloss sinn zum Deel och, fir déi zielt dat selwecht.

Duerfir si mir der Meenung, dass, wann et sollt aus welche Grënn och ëmmer weidergoe mat den Erhéijungen no 2023, dass een de Leit, besonnesch de Leit aus den niddregen a méttleren Akommeskategorien, dass een deene sollt dat kompenséieren zum Deel mat engem Klimageld. An dat Klimageld, dat soll sech orientéieren un dem Energiegeld, wat d'Leit elo kuerzfristeg krute bis zu engem bestëmmte Revenu am Kontext vun der Energiekris.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert bei d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Jo, merci, Här President. Nach eng Kéier: Mir ënnerstëtzen dës Motioun och net, éischtens, well fir eis d'Kausalitéit tëscht de Sanktiounen an dem Präisüstig net esou kloer ass; zweetens, well mer d'CO<sub>2</sub>-Steier ënnerstëtzen, och wa mer se kritesch gesinn – mir gesi se kritesch, well an eisen Aen d'sozial Kompensatioun net kloer ginn ass a si ass och net indexéiert; mir wënschen eis also eng CO<sub>2</sub>-Steier, déi méi kloer ..., déi indexéiert ass a sozial kompenséiert ass – an och virun allem, well der ADR hiren Agenda an der Klimafru fir eis immens réckwärtsgewannt ass, wéi se et elo mat all deene Motiounen hei immens gewisen hunn, a mir deen Agenda absolutt net wëlle matdroen!

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här François Benoy.

**M. François Benoy (déi gréng)** | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et wäert keen hei an der Chamber iwwerraschen, dass mir déi heite Motioun net kënnen matdroen. D'CO<sub>2</sub>-Steier ass e wichtegt Instrument am Kader vun der Energietransitioun a Richtung vun enger klimaneutraler Gesellschaft, well se eebe justement d'Investissementer a Richtung vu Klimaneutralitéit zousätzlech ënnerstëtz a méi attraktiv mécht par rapport zu de klimaschiedlechen Investissementer. A si huet iwwergeng an de leschte Joren, an dat gouf och bewisen, schonn zu enger Reduktioun ... Si huet hiren Effekt gewisen, notament och wat d'Reduktioun ugeet a puncto vun der Trajectoire, wat eis CO<sub>2</sub>-Emissiounen ugeet.

Gläichzäiteg ass fir eis awer immens wichteg, dass, wa mer esou Instrumenter wéi dat heiten aféieren, se och sozialgerecht sinn. An och dat gouf assuréiert, notament iwwert Crédit-d'impôten, awer och iwwer eng ganz Partie aner Mesuren, déi déi heite Majoritéit agefouert huet.

Gläichzäiteg ass et, mengen ech, och wichteg, dass een natierlech och an d'Zukunft kuckt, wéi een dat doten Instrument weiderentwéckelt. An och dozou hu mir eis Positioun als déi gréng ginn. Wichteg ass

et och hei natierlech, dass een der Ekonomie an alle guerten deene verschiddeenen Acteuren déi néideg Previsibilitéit gëtt, fir dass se dann eebe grad déi Investissementer, déi a Richtung Klimaneutralitéit ginn, och maachen an dass déi sech virun allem par rapport zu de fossillen Investissementer och lounen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Benoy. An da geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Ech géif gäre soen hei: Alle Jahre wieder kréie mer déi selwecht Motioun. Ech huele souguer un, d'Kolleege vun der ADR änneren ëmmer just den Datum, well dat doten hu mer elo bestëmmt schonn eng dräi, véier Kéiere kritt.

Mee selbsterständlech bleiwe mir bei eiser Meenung. Mir stinn hannert der CO<sub>2</sub>-Steier. An ech hat mer d'Wuert gefrot, fir eigentlech dat ze soen, wat och de François Benoy nach eng Kéier richtegerweis an Erënnerung bruecht huet, nämlech dass mer keen neit Instrument mussen erfannen. De Kolleeg vun der CSV, den Här Roth, huet elo vun engem Energiegeld geschwat. Mee mir hunn en Instrument, dat ass de Crédit d'impôt énergie. A fir eis kënnt och selbsterständlech als Partei ... an dat ass jo och eng Fro, déi Der hut: Wat geschitt no 2023? Fir eis als LSAP ass ganz kloer, dass dat no 2023 nach wäert weidergoen an dass mer d'CO<sub>2</sub>-Steier och progressiv wäerten erhéijen, allkéiers zesumme mat enger Kompenséierung fir déi sozial schwaach Leit. An do ass de Crédit d'impôt fir eis dat allerbeschtent Mëttel!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert zréck un den Auteur. Här Kartheiser, wanneghelift.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Jo, villmools merci. Och hei mengen ech, hu mer elo eppes héieren, wat d'Leit sollte wëssen. Dat ass, wat déi gréng och soen an och wat den Här Cruchten nach eng Kéier confirméiert huet, dat ass, datt déi Steier vu Joer zu Joer wiisst. Et gëtt ëmmer méi deier. Elo muss een awer wëssen, elo hätt ech nach, wa mer elo de Krich net hätten, dann hätt ech nach gesot ..., gutt, ech mengen, da wäre mer och dergéint gewiescht. Mee elo am Abléck si mer an enger Situatioun, wou et ville Leit extreem schlecht geet, trotz alle Kompensatiounen an esou weider. A mir hate virdrun iwwert den Diesel geschwat. Et gëtt warscheinlech net besser an deenen nächste Méint. Mir hu ganz vill Leit, déi wierklech all Frang mussen ëmdrënnen.

Fir dann elo hinzugeen an dëser Situatioun an nach eng Kéier aus méi oder manner ideologesche Grënn eng Steiererhéijung ze maachen, well et ass jo näischt anescht, do muss een awer soen, dat ass net dee Wee, dee mir géife goen. Mir sinn do dergéint!

An et ass jo och net nëmme ... Ech sinn d'accord: De Crédit d'impôt fir Leit, déi wéineg verdéngen, dat ass eng ganz gutt Saach, mee net eleng si si betraff. Wiwill Leit hu mer, déi an deene méi ländleche Regione wunnen, déi méi laang mussen fueren? Wiwill Frontalieren hu mer och, déi e bësse besser verdéngen, déi och heivunner direkt concernéiert sinn an déi och Lëtzebuerg net méi interessant an attraktiv fannen, ënner anerem wéinst deene Präisser op der Pompel?

Also, et ass e Phenomeen, dat net nëmme elo hei eng gréng Ideologie soll erëmispigelen, nee et si ganz kloer sozial Interessen, Frontaliersinteressen ..., eis ekonomesch Interessen hänken dervun of!

A loosst mech dann och soen ... Ech gesinn, den Här Cruchten wëll nach eng Kéier op deem Punkt reagéieren. Dat gëtt och vläicht ganz interessant, deen Abléck. Mee fir eis ass eng ganz kloer Grondsazorientéierung: Mir wëlle keng Steiererhéijungen, och net

an dësem Beräich, well mir errechen eis Ziler net! Mir sollen einfach technologieoppen déi beschten Technologien ëmmer wielen, amplaz datt mer iwwer Steiere probéieren, d'Leit ze erzéien an an hir Fräiheet anzegräifen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Kartheiser. Den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Jo, merci, Här President. Ech wollt just soen, ech hu gëschter Mëtten ..., nee, gëschter Owend, hunn ech mam Klimawandel telefonéiert an ech hunn e léif gefrot, ob e vläicht wéilt zwee Joer Paus maache wéinst dem Krich. En huet awer gesot, dass dat net a senger Iddi wär an e wäert esou virufuere wéi bis elo. An dofir mengen ech, dass mer dat heite sollten absolutt ofleenen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Cruchten. Dozou huet den Här Kartheiser eppes ze soen.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Jo, ech hunn ... Et ass en Zoufall, Här Cruchten! Ech hu gëschter mam Klimawandel telefonéiert, ech hunn nämlech geduecht, ech komme guer net un en, well den Här Turmes ...

(*Interruption*)

... hat nämlech hei gesot, mir kriteen ni méi e Wanter ënner null Grad!

**M. Sven Clement (Piraten)** | Dir mengt jo nach ëmmer, et géif en net ginn!

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | An do hunn ech geduecht, ma da ruff awer emol un, an elo ass Wanter, Hierscht, mir sinn nach net am Wanter, sot mer dach: Mir si bei minus 7 – wou ass en dann, de Klimawandel?

**M. Sven Clement (Piraten)** | Jo, genau. „Et gëtt kee Klimawandel“, huet d'ADR elo erëm gesot.

(*Brouhaha et interruptions*)

**M. Fernand Etgen, Président** | Dat huet eis awer elo net virugehollef. An ech mengen, mir kënne elo ofstëmme iwwert d'Motioun Nummer 5.

**Vote sur la motion 5**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procurement.

**Une voix** | Frot emol déi Leit mat den Iwwerschwemmungen, wéi et ass!

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | O, Iwwerschwemmunge sinn et ëmmer ginn!

**M. Fernand Etgen, Président** | De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 5 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui :* MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

*Ont voté non :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galle (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

### Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6 vun der ADR, wou et drëm geet, déi gewerkschaftlech Onofhängegkeet a Fräiheet ze respektéieren a konsequent ze schützen. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas ginn.

**M. Gusty Graas (DP) |** Merci, Här President. Ech mengen, et kann een net a Fro stellen, datt mer hei zu Lëtzebuerg net eng Kultur vun de Gewerkschaften hunn. Dat ass och gutt esou. Dat huet an deene leschte Joerzëngten ëmmer derzou bäigedroen, datt mer e soziale Fridden hunn. An duerfir stellt och keen a Fro, datt mer staark Gewerkschaften hei zu Lëtzebuerg brauchen. Selbstverständlech müssen och Gewerkschaften wëssen, wou d'Grenz sinn. Hei gëtt dann elo gefuerdert, datt déi gewerkschaftlech Onofhängegkeet a Fräiheet vollëmglech ze respektéieren wier vun der Regierung.

Ech wëll vläicht kuerz op den Accord salarial an der Fonction publique elo zrëckkommen, deen de leschten 9. Dezember ënnerschriwwen ginn ass. An do ass dee jo och presentéiert ginn an der Kommissioun vun der Fonction publique. An ech wëll spezifesch op den Artikel oder de Punkt 8 hiweisen. Do steet ënner anderem: „Le Ministre de la Fonction publique aura des échanges avec les représentants de la CGFP au sujet de la liberté syndicale.“

Bon, hei betrëfft et dann an éischter Linn natierlech d'Staatsbeamtegewerkschaft. Mee ech mengen, wann d'Regierung schon d'accord ass, fir esou e wichtige Saz an engem Accord salarial dranzusetzen, da spigelt dat jo och e gewëssenen Esprit erëm. Ech gi ganz gären zou, datt et vläicht an deene leschte Wochen a Méint zu eenzelne Virfäll komm ass, déi müssen hannerfrot ginn. Mee insgesamt kann een awer hei net der Regierung ënnerstellen, datt se net déi richteg Attitude hätt vis-à-vis vun der gewerkschaftlecher Aarbecht hei zu Lëtzebuerg, bien au contraire! Ech verweisen och op d'Tripartite.

Duerfir mengen ech also, datt déi heite Motioun u sech de Moment net noutwendeg ass, gestëmmt ze ginn. An ech géif och dowéinst hei zumindest menger Fraktioun proposéieren, se ofzeleeen. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Graas. Da geet d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Jo, merci, Här President. Ech wëll do uknäppen, wou den Här Gusty Graas opgehalen huet. Jo, et ass wichtig, dass déi Libertés syndicales an Accord-salariale festgehalen ginn. Ech mengen, et ass awer nach méi wichtig, dass mer déi Libertés syndicales, dass mer d'Liberté de manifester, dass mer den Droit de grève, dass mer de Sozialdialog an eiser Verfassung festhalen. An et ass genee dat, wat an deene Revisiounen, déi d'nächst Woch um Ordre du jour stinn, festgehale gëtt an den Artikelen 25, 28 an 39. Méi fest affirméiere kann een déi sozial Rechter hei zu Lëtzebuerg wuel net!

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Mars Di Bartolomeo. Da geet d'Wuert un den Här Marc Spautz.

**M. Marc Spautz (CSV) |** Merci, Här President. Ech wëll och op dat agoen, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet. Et ass ganz gutt, dass mer dat an der Verfassung festschreiwen, mee Fakt ass, dass hei och probéiert gëtt, munchmol Gewerkschaftler ënner Drock ze setzen. Dat gëllt souwuel am ëffentlechen Secteur wéi am Privatsektor. Et ass e gréissere Lëtzebuerger Betrib, deen och scho verurteelt ginn ass, well e probéiert huet, un Delegéierter erunzegen.

Duerfir hunn ech kee Problem, dass mir deem Punkt hei d'Zoustëmmung ginn, well et wichtig ass, en Akt no baussen ze setzen, dass d'Gewerkschaftsfräiheet muss mat alle Mëttele gewaart bleiwen.

Domadder ass dat net ofgewäert, wat Der sot, dass mer d'nächst Woch eppes stëmme vun der Verfassung. Mee et muss e klere Message sinn, dass d'gewerkschaftlech Fräiheete müssen erhale bleiwen. Dofir wäerte mir als CSV dëser Motioun d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

**Plusieurs voix |** Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Spautz. Da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Merci, Här President. Et ass bekanntlech, wéi den Här Graas richtig gesot huet: Et steet elo am CGFP-Accord an dass dee Saz do dra komm ass, ass jo net ouni Grond. Et gouf do Problemer. Et gouf e Regierungsmitglied, wou op der Chambertribün ... Deen een Dag war eng Versammlung vun der Gewerkschaft, wou d'Regierung net gutt ewechkomm ass, deen aneren Dag kënnt dann e Minister heihinner an diskreditéiert dann e Riedner, de President vun enger Gewerkschaft, op ëffentlecher Bün. Dat heescht, doropshin ass herno dee Saz dann an deem Accord komm. Et ass jo net ouni Grond. Deementspriedend ass schon e Problem do. Et ass e Problem, iwwert deen ee muss diskutéieren.

Mir sinn net averstane mat der Form, wéi d'ADR et hei presentéiert, dass et e grouse generell Problem war. Hei war et e Problem bei der Police, tëscht der Police an dem Ministère an de Kaderen.

Elo des Motioun esou matzestëmmen, kënne mer deementspriedend net. Dofir wäerte mir eis enthalten. Mee et ass awer e Sujet, iwwert deen een eng Kéier muss diskutéieren, well bis haut kouw vun deem Regierungsmitglied keng Entschëllegung, well herno huet sech erausgestallt, dass dat, wat hei op der Bün gesot ginn ass, komplett falsch war!

**Plusieurs voix |** Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Goergen. An da geet d'Wuert un den Auteur, den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Jo, villmools merci, Här President. Vlächicht just eng kuerz Reaktioun op dat, wat den Här Graas gesot huet. Den Här Graas huet u sech confirméiert, datt et Virfäll gouf. An aner Riedner hunn dat och elo opgegraff an et därerf keng esou Virfäll ginn.

Den Här Di Bartolomeo huet gesot: „Mir schreiwen dat an d'Verfassung.“ Mee mir hu jo och schon international Konventiounen hei ratifizéiert iwwert déi sozial Rechter, wou d'Gewerkschaftsfräiheet an festgehalen ass. An ech mengen, mir hunn einfach eng Situatioun, wou muss – wéi den Här Spautz, mengen ech, et gesot huet – e kloert Signal hei gesat ginn, och

a Richtung Regierung eeben, datt dat do net geet. Et gëtt eng Grenz. Déi Leit müssen hir gewerkschaftlech Fräiheet ..., datt ass jo schon eng Leeschtung.

Dir wësst jo, wéi et ass, wann ee sech an der Politik engagéiert: Dat huet eng ganz Rei, soe mer emol, Erausforderungen a Problemer an Nodeeler heiansdo. Mee eise Kolleegen, déi sech a Gewerkschaften organiséieren, geet et och dacks esou. Déi fäerten em hir Plaz, déi fäerte vlächicht, géintiwier dem Patronat benodeelegt ze sinn. All déi Saachen, all déi Drockméiglechkeeten, déi et do gëtt, dat muss een einfach gesinn, datt dat en Engagement ass, dat ee muss wierdegen an dat ee muss ënnerstützen a schützen virun allem, wann et eeben, wéi den Här Graas gesot huet, eenzel Virfäll gouf.

Mir wëllen där Virfäll keng. Dofir eeben hei deen Text. An och e Mercy un d'CSV, datt se dat hei matdréit. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Dan Kersch.

**M. Dan Kersch (LSAP) |** Här President, ech muss mech awer elo e bëssen dergéint wieren, dass hei elo esou gemaach gëtt, wéi wann op där enger Säit déi Gutt géife sätzen, déi fir d'gewerkschaftlech Fräiheeten antrieden an op där anerer Säit déi, déi se an iergendengem Mooss wëlte beschneiden. Dat ass net de Fall! Ech mengen, dass mer hei an engem Parlament sätzen, wou 60 Deputéierten der Meenung sinn, dass déi gewerkschaftlech Fräiheete mussen ver-teidegt ginn, haut an an Zukunft, esou wéi och an der Vergaangeneit dat scho gemaach ginn ass.

Den Här Di Bartolomeo huet drop higewisen, dass mer elo wäerten eng Verfassung stëmmen, wou dat nach eng Kéier ervirgestrach gëtt a mir kënnen alle-gueren houfreg sinn, dass mer dat maachen.

Da kënnt awer, an do gesäit ee jo e bëssen déi Infektheet, déi awer hannert deene verschiddene Riedebeiträg elo war. Elo gëtt e bëssen esou insinuéiert, wéi wann et an der Regierung Leit géif ginn, déi dat net géifen esou gesinn, wéi ech et elo grad hei duer-gestallt hunn! An et gëtt d'Beispill vun engem Minister, deen net a menger Partei ass, mee deen ech awer perséinlech ganz gutt kennen a wou ech einfach wëll hei ganz kloer soen, dass ech net der Meenung sinn, dass dee géint d'gewerkschaftlech Fräiheete wär.

Mee ech mengen, dass déi ganz Diskussioun e bësse méi wäit dréit. Et muss een awer och engem Minister, deen an der Exekutiv ass, genau esou wéi all Deputéierten, deen an der Legislativ ass, hei d'Recht ginn, op der Tribün seng Meenung auszudrécken iwwert dat, wat deen een oder anere Gewerkschaftsvertreeder seet. Ech mengen, och doriwwer misst ee sech esou wäit eens sinn.

An déi ganz Polemik em d'gewerkschaftlech Fräiheeten, déi ass jo net vun engem Minister annoncéiert ginn, mee déi ass lancéiert ginn opgrond vun engem Virgoe vum Parquet général. An och do mussen mir hei an deem Haus ganz gutt oppassen, wat mer maachen. Wa mer kloer fir d'Gewaltentrennung sinn, da mussen mer och an Zukunft dem Parquet d'Opportunité des poursuites esou iwwerloossen, wéi se am Moment ass, an och dem Parquet déi Moyenen zur Verfügung looszen, déi en huet, fir eeben ze verhënneren, dass et an Zukunft zu perséinlechen Diffamatioune kënnt am Numm vun der Gewerkschaftsfräiheet!

Et ass jo esou gewiescht, dass hei konkreet Polizisten geklot hu géint aner Polizisten, well déi am Kader vun hirer gewerkschaftlecher Aktivitéit Aussoe gemaach hunn, wou déi sech perséinlech getraff hunn. An de Parquet, souwäit, wéi ech informéiert sinn, huet dann deem, deen dann do ugesicht ginn ass, gesot: „Et

geet net duer, fir eng Prozedur ze maachen, mee mir maachen Iech awer drop opmierksam, dass dat doten esou net geet!"

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob et richtig war, fir dann ze soen ..., well mir hunn och nach aner Saachen, déi en plus och nach derbäikommen. Mee ech mengen, dass mir hei an dësem Haus eis sollten dispenséieren, dat op dëser Plaz ze maachen. Do ka jiddweree seng perséinlech Meenung driwwer hunn. Mee ech mengen net, dass et enger Chamber gutt zu Gesiicht steet, iwuer d'Mesuré vum Parquet a vun der Justiz esou hei ze diskutéieren.

Duerfir, kommt, mir bleiwe Fouss bei Mol! Kommt, mir denken, a kommt, mir sinn eis allegueren eens, dass d'gewerkschaftlech Fräiheeten eppes Wichtiges sinn, e Gutt sinn, dat muss verteidegt ginn! Mee duerfir brauche mer keng extra Motiounen hei ze stëmmen, virun allem net, wa se vun der ADR kommen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kersch. Da geet d'Wuert un den honorablen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also ech wollt u sech elo net nach eng Kéier dorop reagéieren, mee wat den Här Kersch gesot huet, en huet d'Situatioun duerno jo och duergestallt mam Parquet, mécht mer awer Suergen. Well den Här Kersch huet elo nach eng Kéier dat confirméiert, wat jo och d'Press rapportéiert huet, datt e Gewerkschaftler vum Parquet kontaktéiert gouf, nodeem eng Affaire sans suite klasséiert gouf – dat muss ee soen: Nodeem d'Affär klasséiert gouf! – am Sënn, „et geet net duer fir eng Affär“, mee also de béise Fanger gemaach krut.

Éischtens emol wëll ech ganz gären a wat fir engem Code och ëmmer gesinn, wat d'Base légale vum Parquet war, fir dat ze maachen! Well ech mengen, datt do eng Ingérence war. De Parquet seet ëmmer gären, datt d'Chamber sech net soll bei hinnen ingeréieren. Ech ginn Iech Recht dodranner. Mee de Parquet soll sech dann awer och net an Affäre ingeréieren, déi se klasséiert hunn!

An da stellen ech mer d'Fro, no allem, wat mir wëssen aus der Vergaangenheet, vu Casier-bissen, Police-fichieren an ech weess net wat: Wou bleift dee Bréf dann erhalen? Wéini kritt déi Persoun dee Bréf da virgehäit? An där nächster Affär, wou en da vlächt eng Kéier eng Affär zu Recht kritt, gött dann dee Bréf erausgeholl fir ze soen: „Jo, et ass jo Recidive.“ Mee nee, et ass keng Recidive, well manifestement war et jo eng Affaire sans suite! A genau dat muss de Parquet dann och esou kommentéieren an net nach kommentéieren am Sënn vu „Mee pass op!“ Wann eppes klasséiert gött, ass et klasséiert, an dann därfer net nach iergendwou an engem Nieweweë dat erëm opgemaach ginn. An dofir, mengen ech, ass déi Affär vill méi grav wéi dat, wéi Dir et elo grad duergestallt hutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Also eigentlech, a menger éischer Interventioun war ech guer net op dat vun der Justiz agaangen, well ech eeben och der Meenung war, dass déi Trennung do ass. Ech war just drop agaangen, dass deen een Owend eng Argumentatioun gesot ginn ass, firwat an der Police verschidde Saachen net fonctionéieren, an de Regierungsmember deen aneren Dag net an der Chamber gesot huet, wat ee kéint besser maachen, oder sech verteidegt huet, mee just dem

Gewerkschafts-president virgeworf huet, e wier an enger Partei, wat duerno dementéiert ginn ass.

Dat heescht, et ass drop gespilt ginn, fir de Gewerkschafts-president anzeschüchteren oder wéi Der och ëmmer et wëllt nennen, anstatt dass einfach mam Thema weidergemaach ginn ass, wat ee bei der Police hätt kënnen verbesseren. Dat war d'Argumentatioun an dat sinn déi gewerkschaftlech Fräiheeten, déi a mengen Ae verletzt gi sinn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo, Här President. Ech hunn deem elo nogelauschert. Ech wollt eigentlech näischt dozou soen. Mee ech muss soen, déi Diskussioun hei, déi sollt een net einfach esou als Diskussioun fir d'Diskussioun zrëckhalen, well do geet et ëm wesentlech Punkte vun dem Lëtzebuerger Rechtssystem!

An ech mengen, jiddweree huet hei grouss Deeler gesot, déi och richtig sinn, de part et d'autre. Dat wat hei spillt, dat ass fir mech, hale mir zréck: Et gött eng Gewaltentrennung, mee déi Gewaltentrennung, déi ass net à sens unique, weeder an déi eng Richtung nach an déi aner Richtung.

An ech mengen, mir géifen eis gutt drun doen, well dass ... D'Piraten mentionéieren dee Punkt 11 oder 10 an dem Accord salarial, deen tëschent der Regierung iwweergens ofgemaach gouf an där gréisster Gewerkschaft aus dem öffentliche Déngscht. Dee kéint jo net vun einfach esou. Dat ass net, fir engem e Gefalen ze maachen. Dat ass en Accord, deen herno och eng Kéier an der Chamber als comme tel zum Vott ënnerleucht gött!

An ech wëll awer do soen, mir wëllen eng Proposition de loi deposéieren, fir dem sougenannten „Avertissement“, deen de Parquet ausstellt, fir deem eng gesetzlech Basis ze ginn, wéini en e kann erstellen a wéini en net kann erstellen a wat kann – an dat huet de Sven Clement richtig gesot – iwuert eng Persoun, wou Classements sans suite vun eppes gemaach ginn, archivéiert ginn a welleche Fichieren och ëmmer oder net?

Mir wëllen dat maachen, änlech wéi dat a Frankräich ass. A mir wiere frou, wann d'Regierung vlächt och kéint sech mat op dee Wee herno beweegen, fir dass d'Chamber esou séier wéi méiglech dat do eng Kéier kéint ofschléissen. Well dat ass e wichtege Punkt an et si ganz éierlech gesot Avertissemente ginn u Presidenten. Ob ee mat den Äusserungen d'accord ass oder net vu Gewerkschaften, wou et keng Base légale gött, well an der Justizkommissioun ass vun ieweschter Instanz vun der Justizautoritéit ... an et si jo vill Kolleginnen a Kollegen hei dobäi, déi konnten dat soen: „Et gött keng Base légale dofir.“ Duerfir muss mer eng schafen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Roth. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott ... nee den Här Kersch kritt d'Wuert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech wollt just soen, dass ech dat eng gutt Iddi fanne vum Här Roth. Méi wollt ech net soen. Jiddweree wëll iesse goen, ech weess dat!

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | Da komme mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 6.

#### **Vote sur la motion 6**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 6 ass bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen ofgeleent.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

*MM.* Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

*Mmes* Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweiss.

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

*Mme* Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

*Mme* Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill.

*Se sont abstenus* : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

#### **Motion 7**

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 7 vun de Piraten, wou gefrot gött, e Fonds de subsidie opzestelle fir ASBLen am Beräich Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter. Den Här Yves Cruchten freet d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Här Clement an de Piraten fir déi Motioun, déi mer, mengen ech, alleguerter kënnen gutt fannen. Ech hu just net esou richtig verstanen, wat e genau wëllt. Ech weess net, ob et Iech opgefoll ass, mee dëst Joer ass en neien Artikel bäikomm am Budget, den Artikel 33.012 „Participation de l'État au frais des organisations œuvrant dans le domaine des droits humains au Luxembourg“. Dat ass en neien Artikel, wou, mengen ech, genau déi Associatiounen, déi Dir mat engem Subsidie viséiere wëllt, betraff wäeren.

An ech froe mech, ob et net vlächt ... Bon, elo kann ee vlächt driwwer diskutéieren: Ginn déi 75.000 Euro duer? Wat geschitt genau mat deenen? Wie kritt dovun? Mee elo kéint ech mer awer och virstellen, dass et eventuell nach esou änlech Subsidien net nëmme bei der Justiz, mee vlächt och bei der Kooperatioun oder vlächt am Ausseministère oder, ech weess net, bei der Famille gött.

Dofir wollt ech den Auteur froen, ob en net bereet wär, dass mer eng Kéier fir d'éischt, ier mer hei doriwwer ofstëmmen an der Pleniëre, fir d'éischt eng Kéier eng Diskussioun doriwwer féiere mat concernéierte Regierungsmembere fir ze kucken: Wéi kréien ONGen hei zu Lëtzebuerg, déi an de Beräicher Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter aktiv sinn, wéi kréien déi konkret gehollef? Dat wier meng Demande.

Merçi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur gi vun der Motioun, den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir déi Remarken.



Den Artikel 33.012, dat hu mer tatsächlech nogefrot gehat bei der Regierung. Dat ass net esou viséiert wéi dat, fir méi Organisatioun ze ënnerstëtzen, et ass tatsächlech eng singular Aktion, déi anscheinend domat ënnerstëtzt soll ginn.

Mir gesinn et e bèsse méi wäit, mee mir sinn awer gäre bereet, dat an der Kommissioun dann och méi wäit a méi breet ze diskutéieren, soudatt ech kee Problem domadder hunn, dat an d'Kommissioun ze verweisen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Clement.

#### **Vote sur le renvoi de la motion 7 en commission**

Wien ass d'accord, dat mer dat an d'Kommissioun verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder gétt dës Motioun an d'Kommissioun verweisen.

*(La motion 7 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et à la Commission de la Justice.)*

### **5. Ordre du jour**

Da froen ech, fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour ze maachen. Et gétt proposéiert, dat mer de Moien nach just de Projet de loi 8105 iwwert d'Attributioun vun der Garantie de l'État un d'Zentralbank sollen evakuéieren an d'Punkte 4 bis 8 vum Ordre du jour op de Mëtteg reportéieren. Dat heescht, da géif d'Sitzung um 15.00 Auer ugoen. A mir géifen dann nach elo de Projet de loi 8105 de Moien huelen.

Ass d'Chamber mat där Modifikatioun vum Ordre du jour d'accord?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

### **6. 8105 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État à la Banque centrale du Luxembourg dans le cadre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international**

An ech géif dann d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här André Bauler.

#### **Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

**M. André Bauler (DP)**, rapporteur | Här President, léif Kolleegeinnen a Kollegeen, léif alleguer, ech weess, dat Der alleguer gären iesse gitt, mee ech hunn nach dës Rapport ze maachen. E war virgesinn an et ass jo elo och esou decidéiert ginn. Ech maachen et ganz séier.

An de leschten Deeg hu mer eis hei an der Chamber déi néideg Zäit geholl, fir iwwert de Budget ze diskutéieren an ofzestëmmen. De Gesetzesprojet, deem ech Iech hei virstellen, den Article unique, hält am Fong och solle mam Staatsbudget gestëmmt ginn. Mee den Artikel gouf elo nach eng Kéier separat deponéiert, fir hei enger Opposition formelle vum Staatsrot nozekommen.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 15. November zum Budget 2023 nämlech gesot, dass e separat Spezialgesetz gestëmmt misst ginn, fir eng Staatsgarantie ze accordéieren, dat mam Verweis op den Artikel 99 vun der Verfassung. Dowéinst kucke mer eis dës Projet elo kuerz un.

Mir komme mat dësem Projet eise Verflichtung vis-à-vis vum Internationale Wärfong, dem FMI, dem Fonds monétaire international, no. Et geet drëm, der Regierung d'Erlabnis ze ginn, fir d'Staatsgarantie un d'Lëtzebuurger Zentralbank ze ginn am Kader vun Prëten, déi si un de Resilienz- an Nohaltegkeetsfong vum FMI maache kann.

Am Kader vun der Pandemie huet den FMI decidéiert, eng Liquiditéitssprëtzen un déi 190 Memberstaaten vum FMI ze maachen. Hei kruten d'Memberstaaten eng generell Allocatioun vun Droits de tirage spéciaux, dat dem Kapital no, dat si am Weltwärfong hunn.

Vu, dat déi méi räich Länner awer wierklech net op dës ugewise sinn, ass elo entscheet ginn, fir dës Droits de tirage spéciaux weiderzeverléinen. En Droit de tirage spécial, kuerz DTS, dat ass keng Währung, mat där een eppes kafe kann. Déi DTSen, dat ass en Avoir, deen also als Éischt an eng haart Währung, sief dat an Dollar oder an Euro ëmgetosch muss ginn. Lëtzebuerg, zesumme mat anere Länner, huet sech fräiwëlleg derfir bereet erkläert, d'DTSen vun anere Länner ëmzetauschen, wa si dat géifen ufroen iwwert den FMI. Dat heescht an eisem Fall, dat d'Lëtzebuurger Zentralbank déi DTSen géint Euro tauscht.

Eng zweet Méiglechkeet, dat ass, fir op Basis vun den DTSen Suen ze léinen. De Weltwärfong kann dank dem Nohaltegkeets- a Resilienzong da méi laang Prête maachen. Do schwätze mir vun 20 Joer fir Länner, déi en voie de développement sinn an och Länner mat mëttlerem Akommen, dat dann och zu ganz avantagéise Konditiounen, dat heescht virun allem mat engem ganz niddregen Zënssaz.

Déi eenzeg Konditiounen sinn am Fong, dat d'Länner sech zu Reformen engagéiere mussen am Sënn vun der nohalteger Transition, mee och der Resilienz, der Widerstandsfäegkeet, vis-à-vis vu méigleche Pandemien.

Dat ass effektiv eng nei Donne, wann ee bedenkt, dat den FMI grondsätzlech just kuerz Prête mécht. Dat ass also eng nei an innovativ Approche vum Weltwärfong.

D'Lëtzebuurger Regierung huet sech dofir entscheet, fir 20 % vun der DTS-Allocatioun, déi mir 2021 kruten, un dës Fong weiderzeginn. Natierlech ass e gewesene Risiko do, dat d'Suen net zrëckbezuelt ginn. Well d'Europäesch Zentralbank keng Staatsfinanzéierung maachen dierf, sou wéi dat an den EU-Traitée festgehalen ass, freet eis Lëtzebuurger Zentralbank änlech wéi an aneren europäesche Memberstaaten, dat d'Lëtzebuurger Regierung integral méiglech Prëten iwwer eng Staatsgarantie deckt.

An enger nächster Etapp, soubal d'Gesetz gestëmmt ass, géif dann eng Konventioun tëscht dem Lëtzebuurger Staat an der Zentralbank ënnerschriwwen ginn, fir d'Modalitéten vun der Staatsgarantie festzehalen.

2021 krut Lëtzebuerg 1,26 Milliarden DTSen, dat entsprécht ongeféier 1,6 Milliarden Euro. Dovunner gi mir elo den Equivalent vu ronn 325 Milliounen Euro un den FMI, also ee Fënneftel. Do fléisst kee Geld aus eiser Staatskeess, ma se wäerten als Prête vun der Lëtzebuurger Zentralbank un de Weltwärfong accordéiert ginn. Just 5 Milliounen ginn iwwert de Budget bezuelt an zwar an en Déppen, fir dat emol esou salopp ze formuléieren, wat als Sécherheetspuffer dénge soll.

Zu gudder Lescht wollt ech nach op eng wichteg Fro agoen, déi an der Kommissioun opkomm war, déi gestallt ginn ass: Wat ass d'Warscheinlechkeet, d'Probabilitéit, dat d'Garantie wierklech gezu gétt? Hei krute

mer säitens de Beamten aus dem Finanzministère erkläert, dat dës Risiko extreem niddreg ass. Den FMI minimiséiert de Risiko nämlech aktiv.

Den FMI vergëtt just Prëten, wann d'Remboursement-capacitéit do ass, dat heescht, wann d'Land, dat den Emprunt mécht, bewiese kann, dat et d'Suen zrëckbezele wäert. Zweetens gétt et e Puffer mat Suen, déi an enger éischter Phas géife benotzt ginn, éier d'Staatsgarantien u sech an d'Spill kommen. Hei injectéiert Lëtzebuerg, wéi gesot, 5 Milliounen Euro. Déi aner Länner maachen dann och Contributiounen, soudatt dës Puffer, vun deem ech elo just geschwat hunn, gutt dotéiert gétt.

Här President, léif alleguer, dat war et dann och vun dësem Projet de loi. Dësen Text ass elo eng Autorisatioun, déi gebraucht gétt, fir dass Lëtzebuerg un dës Initiativ, dem Nohaltegkeets- a Resilienzong, deelhuele kann.

Zu gudder Lescht soen ech nach der Madamm Finanzministesch an hire Beamten, esou wéi awer och der zouverlässeger Beamtin hei aus der Chamber a mengem treie Mataarbechter Merci fir déi flott Zesummenarbecht am Kader vun dësem Projet. D'DP-Fraktioun gétt dann och heimadder den Accord zu dësem Text.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci.

**M. André Bauler (DP)**, rapporteur | Merci fir Är Opmierksamkeet léif alleguer, an dann och merci Iech, Här President.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Rapporteur André Bauler. Dir wësst, wann et op d'Mëttegiessen zougeet, dat ech een ongedëllege Mënsch sinn.

*(Hilarité)*

An ech ginn elo d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

#### **Discussion générale**

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Net nënnen Dir, Här President, gitt ongedëlleg, ech och! Duerfir wäert ech Är Gedold net strapazéieren. E Merci un de Rapporteur an den Accord vun eiser Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci fir säi Rapport a ginn den Accord vun der LSAP.

**M. Fernand Etgen, Président** | An d'Wuert geet weider un den Här François Benoy, net ouni dem Här Yves Cruchten Merci ze soen.

**M. François Benoy (déi gréng)** | Merci, Här President. Jo, ech erlabe mer trotzdeem e puer Wuert ze soen. Mir alleguerte spieren de Klimawandel hei schon. Mir hunn dat an de leschte Summere ganz speziell gespiert, mee och an anere Situatiounen.

Mee et dierf een do awer net vergiessen, dass op anere Plazen op der Welt, deen haut scho vill méi hefteg ass. Ech denken zum Beispill un d'Iwwerschwemmungen an de Regiounen Pakistan, Bangladesch oder un d'Drècheperioden, wierklech, déi ganz brutal sinn an Afrika. An et sinn, voilà, Milliounen Leit, déi dowéinst elo scho Schwierigkeiten hunn, wat den Accés ueget op Dréinkwaasser respektiv an der Liewensmittelproduktioun, Milliounen Leit och, déi hiert Doheem verléieren, wat och an Zukunft nach d'Flüchtlingsstréim wäert verstärken.

Dat Brutaalt do drun ass wierklech, dass eigentlech déi Ärmst, déi déi och am mannste Verantwortung

droyen un der Klimaerwärmung an un der Klimakris, am stärksten do dervunnen betrafft sinn.

A, bon, grad wann ee kuckt, wie wierklech elo uge- wiesen ass op déi humanitär Hëllef, da muss ee soen, dass si just fir 5 % vun dem CO<sub>2</sub>-Ausstouss verant- wortlech sinn. An dofir si mir natierlech an enger spezieller Verantwortung, fir engersäits Mitigatioun ze maachen, also d'Klimatransitioun a Richtung Kli- maneutralitéit ze acceleréieren, an op där anerer Säit komme mer natierlech net laanscht Adaptatioun. Dat muss mer natierlech hei maachen, mee speziell ass et wichteg, dass mer deenen Ärmsten dobäi hëllef- fen, well si hunn et eeben nach vill méi schwéier, fir Adaptatioun ze maachen.

An dofir ass deen heite Projet de loi och wichteg, well mer grad doduerjer Préten erméigleche fir déi vul- nerabelst Länner, fir dass se Resilienzmesurë kënen maachen. An dofir soen ech dem André Bauler och villmoos Merci fir säi Rapport an d'Explikatiounen. A voilà, dat Engagement muss mer natierlech weider verstärken, well mir sinn do an der Responsabilitéit, fir deene vulnerabelste Länner derbäi ze hëlfe- fen, fir dass se eebe besser mat de Konsequenze vun der Klimakris kënnen ëmgoen an och méi resilient kënen ginn.

Merçi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merçi villmoos, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmoos merci. Och vun eiser Säit aus e ganz grouse Merçi un den Här Bauler, dee wierklech e ganz gudd Rapport gemaach huet, och iwwert déi Gespréicher, déi mer an der Kommissioun haten.

Mir hunn op eis Nofro vun de Beamten – an dofir e grouse Merçi – emol eng Kéier en Iwwerbléck gefrot, wivill Garantii mer dann esou ginn als Lëtzebuurger Staat a wat eigentlech hei als Volumen engagéiert ass. Haut geet et ëm 250 Milliounen Euro. Dat ass jo net näischt. An dann hu mer eeben eng Lëscht kritt, an déi ass elo ganz komplizéiert. Ech wäert déi elo net am Detail virdroyen. Mee et geet ëm ganz vill Geld. Mir hunn do „Garanties envers le fonds monétaire interna- tional“, „Fonds de garantie européen“ an esou weider. Dat sinn 3 Milliarde ronn. Mir hu Garantien, aner Gar- rantien, an Héicht vun iwwer 500 Milliounen Euro.

Also, wann een dat alles zesummenzielt, da sinn dat ganz substanziiell Garantien, déi de Lëtzebuurger Staat elo ginn huet. An da kommen nach ... Participa- tiounen u Programme stinn hei, verschidde Donen, déi mer maachen, „African Development Fund“ an anerer, wou dann Done gemaach ginn, och an Héicht vun heiansdo iwwer 10 Milliounen.

Also et muss een, menge mir op jidde Fall, virsichteg sinn. Mir wüsse jo och a wéi enger budgetärer Situa- tioun Lëtzebuerg ass. Mir wëllen eis Solidaritéit net versoen, dat ass ganz kloer. Mir hate jo och de Moien driwwer geschwat. Ech wëll dat hei nach eng Kéier betounen. Natierlech wëlle mer hëlfe- fen, do, wou dat sännvoll a méiglech ass. Mee mir hätten u sech gär méi Informatiounen iwwert dat, wat mer wierklech u Garantii ginn, wat wierklech d'Erfarunge si vun deene verschidde internationalen Institutiounen.

Mir hunn hei „New Arrangements to Borrow“, steet hei: 1,3 Milliarden. Bei „Bilateral Borrow Arrange- ments“: 800, bal 900 Milliounen. „Voluntary Trading

Arrangements“: bal 700 Milliounen. Mir wüsse guer net, wat d'Erfarunge sinn. Wat ass wierklech rem- bourséiert ginn? Wat ass net rembourséiert ginn? An dofir wäerte mir eis elo bei dësem Projet enthalten.

Mee mir géifen den Här President vun der Finanz- kommissioun, den Här Bauler, invitéieren, datt mer vläicht eng Kéier d'Madamm Minister an d'Kommis- sioun komme loossen, datt mer emol eng Kéier e Bil- lan kréien iwwert dat, wéi hei d'Erfarunge si vun den internationalen Organisatiounen mat vill Geld, dat mir awer garantéieren als Lëtzebuurger Staat. An dofir wëlle mer eis do méi an deen Dossier eraschaffen a verdéiwen.

Haut mat dësem Gesetz, wou jo erëm 250 Milliounen Garantien iwwerholl ginn, wäerte mir eis enthalten. Merçi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merçi villmoos, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merçi, Här President. Ech wëll net ze vill op de Fong agoe vum Gesetz, well dat, wat den Här Kartheiser elo grad gefrot huet, kann ee mat zwee Mausclicken um Site vum Tresor noliesen, genau, wéi eng Engagement mer hunn an inwiefern déi och schonn ofgeruff goufen. Ech ka mech och erënneren, datt mer rezent an enger Kom- missioun all déi Dokumenter nach eng Kéier gewise kruten, wéi d'Encoursë vun deene jeeweilige ..., vum Capital appelé ass par rapport zu de Garantien, déi mer ginn hunn.

Ech wëll awer kuerz eng Kéier op d'Form vum Gesetz agoen, well et weist, datt wann et muss goen, och ganz séier kënen Gesetzer duerch d'Chamber goen. Dat heiten ass eent vun deenen, wat jo ganz séier kouw.

A firwat kouw et ganz séier? Ma well d'Regierung den Artikel 99 vun der Verfassung emol erëm eng Kéier vergiess hat. Den Artikel 99, Dir erënnert Tech, dat ass deen, deen och schonn an der SuperDrecksKëscht-Af- färe gespilt huet, wou et drëm geet: Wéi laang kann d'Regierung wéi vill Geld engagéieren? An dofir ass et, mengen ech, ganz gutt, datt de Staatsrot hei fréizäitig drop higewisen huet, eng Opposition formelle gemaach huet, an doduerjer mer dunn deen Artikel an eng Loi spéciale gegoss hunn, déi mir dann awer – nämlech mam Zil vun deem, wat hei garantéiert gëtt – absol- lutt ënnerstëtzen! An dofir wäerte mer d'Gesetz mat- stëmmen, och wann ech mer gewënnscht hätt, datt et vun Ufank un en eegent Gesetz gewiescht wär an net eréischt duerch eng Opposition formelle zu engem ee- gene Gesetz gi wier.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merçi villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzminis- tesch Yuriko Backes.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Merçi, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll och net vun Ärer Ongedëllegkeet elo zu de- ser spéider Stonn abuséieren.

Ech mengen, dat heiten ass effektiv e ganz wichteg Gesetz. Mir müssen eis Verantwortung huelen als Land. Mir mussen solidaresch sinn. An ech mengen, de Här Bauler ... an e grouse Merçi fir de Rapport an déi exzellent Interventioun an och all d'Erklärungen do- zou. Ech kéint et wierklech net besser soen. Dir hutt

alles, alles gesot. Mir müssen hei vis-à-vis vu vulne- rabele Länner eis Verantwortung iwwerhuelen. Dofir soen ech wierklech e ganz grouse Merçi fir déi ganz breet Ënnerstëtzung hei.

Wa méi Informatiounen gefrot sinn iwwert déi ver- schidde Garantien, da stinn ech a meng Servicier na- tierlech der Chamber zur Verfügung. Dat ass natierlech kee Problem.

Villmoos merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merçi, Madamm Fi- nanzministesche Yuriko Backes. D'Diskussioun ass of- geschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8105. Den Text steet am Document parlemen- taire 8105<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8105 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a 4 Abstentionen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8105 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean- Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Masar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Semiray Ahmedova) et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitu- tionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kennt de Mëttag um 15.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 13.07 heures.)*

## Sommaire

<p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> M. Fernand Etgen, Président</p> <p><b>2. 8084 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2021</b> Rapport de la Commission des Comptes : M. Marc Lies (dépôt d'une résolution) Discussion générale : M. Guy Arendt   M. Yves Cruchten (interventions de Mme Octavie Modert, M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Baum)   M. Charles Margue   M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)   M. Fernand Kartheiser Vote sur la résolution (adoptée)</p> <p><b>3. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de la Cour des comptes</b> Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm Discussion générale : M. Guy Arendt Vote sur la résolution (adoptée)</p> <p><b>4. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 du Médiateur</b> Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm Discussion générale : M. Guy Arendt Vote sur la résolution (adoptée)</p> <p><b>5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2021 du Centre pour l'égalité de traitement</b> Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm Vote sur la résolution (adoptée)</p>	<p>p. 43</p> <p>p. 43</p> <p>p. 44</p> <p>p. 45</p> <p>p. 45</p>	<p><b>6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher</b> Dépôt et exposé : Mme Diane Adehm Vote sur la résolution (adoptée)</p> <p><b>7. 8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020</b> Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo Discussion générale : M. Marc Spautz   Mme Carole Hartmann   M. Marc Hansen   M. Jeff Engelen   Mme Nathalie Oberweis   M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale Vote sur l'ensemble du projet de loi 8097 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>8. 8100 – Projet de loi modifiant l'article 48B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre</b> Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale Vote sur l'ensemble du projet de loi 8100 et dispense du second vote constitutionnel</p>	<p>p. 45</p> <p>p. 46</p> <p>p. 48</p>
--	--	---	--

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Claude Haagen, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 15.02 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Claude Haagen**, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

### 2. 8084 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2021

**M. Fernand Etgen**, Président | Als éischte Punkt fir de Mëtteg sinn d'Chamberskonte vum Joer 2021 um Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt dem honorabelen Här Marc Lies als Rapporteur d'Wuert ginn, fir d'Konten ze presentéieren. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Comptes

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech gesinn, d'Bänke sinn nach relativ eidel, zemools op där lénker Säit.

(Exclamations)

Här President ...

**M. Fernand Etgen**, Président | O! Ech wier emol net esou kéng, Här Lies!

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Ma nee, ech brauch net kéng ze sinn, ech si just Realist, ne?

(Brouhaha et interruptions)

Voilà! Ech si just Realist. Ech weess net, firwat, Här President, datt Dir mech elo hei zrëckhuel, dat verstinn ech net! Well an anere Sitzungen ass dat ni de Fall.

**Une voix** | Dat do verhole mer eis!

**M. Marc Lies** (CSV), rapporteur | Do gëtt kee Riedner zrëckgeholl!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär frou, wann et elo op der lénker Säit e bësse méi roueg wär, fir effektiv dann iwwert d'Konte vun der Chamber einfach nozelauschteren, well et ass awer e wichtegen Text, iwwert deen och hei ofzestëmme ass.

Dofir, esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2021 vun eiser Spezialkommission kontrolléiert. Den Artikel 174 (veuillez lire: Den Artikel 176) vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitieren, Alinea 1: „L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite 'Commission des Comptes', assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.“ Punkt 4: „La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée.“

Den Auditeur „PKF Audit & Conseil“, deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2021 kontrolléiert huet, koum den 30. September a sengem Schreiwun ze follgender Konklusioun: „À notre avis, les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg au 31 décembre 2021 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables applicables aux comptes de la Chambre des Députés tels que définis par le Bureau de la Chambre des Députés“.

De Staat huet der Chamber eng Enveloppe budgétaire vun insgesamt 42,6 Milliounen fir d'Joer 2021 zoukomme gelooss, am Joer 2020 waren et 46,7 Milliounen an am Joer 2019 waren et 42,6 Milliounen

wéi och elo fir 2021. Mat de Provisiounen an dem Recours op d'Reserve vu ronn 5,4 Milliounen louchen d'Recettë bei insgesamt 51,4 Milliounen. De Kont 2021 huet mat Depensé vun 49,8 Milliounen ofgeschloss. Dëst entsprécht engem Iwwerschoss vun 1.598.000 Euro. Par rapport zum Buchungsjoer 2020 louchen d'Depensé 6,1 Milliounen méi héich.

Bedéngt duerch d'Pandemiejoer 2021, wou d'Chamber méi oft siegéiert huet, sinn d'Presenzgelder an d'Luucht gaangen. Beim Personal goufe par contre 1.276.000 Euro manner ausginn, wéi initial budgetiséiert, bei de Frais de fonctionnement waren et 532.000 Euro manner. Bei de Reese konnten et 283.000 Euro agespuert ginn. Énnert dem Stréch kann ee soen, datt d'Administratioun vun der Chamber virsiichteg wirtschaft.

D'Reserve vun der Chamber hu sech Ufank 2022 op ronn 10 Milliounen belaf. Fir 2021 ass e Recours op d'Reserve vun der Chamber geholl gi vun am Ganze 5,4 Milliounen, dëst, well d'Cirulaire budgétaire fir 2021 virgeschriwwen huet, datt de Budget 2021 d'Depensé vun 2019 net soll iwwerschreiden. Well awer déi estiméiert Depensé fir 2021 méi héich ausfale wéi den ageschriwwene Budget, ass op d'Reserven zrëckgegraff ginn. Fir 2023 soll en zousätzleche Recours vu 4,5 Milliounen op d'Reserve geholl ginn, fir d'Maison Gilly an zousätzlech Immobilieprojete vusäite vun der Chamber ze finanzéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommission un l'unanimité an de Réviseur d'entreprises „PKF Audit & Conseil“ sinn der Meenung, datt d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2021 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau, besonnesch eisem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, dem Här Damian Rychlicki, der Madamm Barra, dem Här Reiter an all de Mataarbechter vun der Chamber e ganz grouse Merci aussprieche fir hir exemplaesch Aarbecht.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech den Accord zu dësem Rapport ginn an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, dat selwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspresident dës Resolutioun.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2021 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Marc Lies.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen.

#### Discussion générale

**M. Guy Arendt** (DP) | Ech sinn zwar net den Här Bauler, Här President, entschëllegt mech!

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo.

**M. Guy Arendt** (DP) | Ech wollt just dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi Rapport. An ech si jo selwer Member vun der Kommissioun. Ech ginn do och den Accord dann zu deem Projet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech hätt Loscht, Här President, iwwert d'Presenzen op där enger Säit vum Sall an op där anerer Säit vum Sall ze schwätzen.

**Une voix** | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Mee ech maachen dat net.

(Interruption)

Ech fannen et just net fair, wat den Här Lies a sengem Agang gesot huet. A mir hätten dacks d'Geleeënheet gehat, eis hei zu Wuert ze mellen an ze soen, wéi dacks wien hei present ass an der Chamber. Ech mengen, dës Säit vum Sall ka sech moies an de Spiegel kucken a brauch sech do keng Reproché gefalen ze loosse!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Émgedrëit och!

**Une voix** | Très bien!

(Interruptions)

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dat gesot wëll ech dem Här Lies, deen ech trotzdem respektéieren, Merci soe fir säi Rapport. A selbverständlich wäerte mir als LSAP dee Rapport och matstëmme.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Och wann e keng Krawatt unhat!

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Jessie Thill.

(Interruptions et brouhaha général)

**M. Gilles Baum** (DP) | Kommt, mir besënne eis op dat, wat mer de Moie festgehalen hunn, wat den Här Roth proposéiert huet!

(Interruptions)

**M. Fernand Etgen**, Président | Also ech géif mer wënschen, dass mer erëm géifen en normalen Toun an dësem Haus zrëckkréien. Well dat, wat gëschter Owend hei war, dat, wat de Moien hei war, war net ëmmer schéin.

**Une voix** | Dat ass richtig.

**M. Fernand Etgen**, Président | Huelst Iech dat wann-echgelift zu Häerz!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools.

(Interruptions)

Da kritt den Här Charles Margue d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här President. Mir hated dat intern weidgereecht, mee elo ass et jo an d'Mëttesstonn verréckelt ginn. Ech sollt e puer Wuert hei dozou soen.

Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréiftleche Bericht. Merci och un all déi Mataarbechter an der Chamberverwaltung, déi hei fir d'Konten zoustänneg sinn, an och un all déi, déi hei schaffen.

Erlaabt mer, e puer Wieder ze soen. Dee Budget ass jo kontabelméisseg ganz an der Rei. Et ass net alles ëmgësat ginn, duerfir sinn déi Suen nach iwwregbliwwen. Dat ass a méi Budgeten, och bei de Gemengen, de Fall, dass d'Aarbechten net esou weiderginn.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass immens vill Posten, vill Ausgabe sinn, déi an d'Infrastruktur gaange sinn, sief et den Internet, sief et d'ganz Transmissioun Audio/Télee, dass dat hei verbessert ass an dass dat eng gutt Saach ass, souwuel, fir d'Bierger ze informéieren, wéi fir d'Aart a Weis, heibannen ze schaffen.

An ech wëll och ausdrécklech begrëssen, dass déi Cellule stellvertriedend vum Opstocke vun de Ressourcen hei am Haus och endlech hir Plaz fonnt huet. Déi Cellule de recherche, do hu mer wierklech eng Expertis hei, wou ech elo d'Geleeënheet hunn, déi eng oder déi aner Kéier selwer a menge Kommissiounsverantwortungen dervun ze profitéieren; en agreabelen, schnellen, kompetente Service, dee mer eis hei opgebaut hunn. Ech mengen, déi Sue si gutt investéiert. Ech wollt dat heibai soen.

Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir d'Konten. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Charles Margue. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Et deet mer leed, Här Di Bartolomeo, och ech hale meng Ried ouni Krawatt, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... dofir awer mat Schal. Vläch mécht Iech dat zefridden?

**Une voix** | Ganz am Mofen, jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dofir awer am Bordoossen an am Mofen, jo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dat passt, dat passt!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee als Éischt e grouse Merci un de Rapporteur, de Marc Lies, deen hei ongewinnt e Rapport presentéiere konnt, e Rapport,

wou et haaptsächlech ëm eis eege Finanze geet. A mir hu gëschter, haut, iwwert de Staatsbudget diskutéiert a mir vergiessen heiandsdo, datt en Deel vum Staatsbudget och de Budget vun der Chamber ass, deen net manner wichteg ass, virun allem wann et drëm geet, wéi mir eis hei encadréieren a wéi mer fonctionéieren.

Ech mengen, datt et sécherlech nach Optimisatiounspotenzial fir d'Zukunft gëtt, wéi mer als Chamber schaffen. An ech schwätzen do net nëmme vum Toun, mee och vun den Aarbechtkonitiounen, déi een heiansdo sech selwer gëtt, vun den Outilen. Mee ech weess, datt – dat huet de Budget och gewisen – d'Chamber sech progressiv méi Moyene gëtt, an dat ass richtig an dat ass gutt! An dofir freeë mer eis och, fir d'Konten hei ze approuvéieren.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. An dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, awer ganz séier. Villmools merci. Ech wollt eigentlech dem Här Marc Lies och Merci soe fir dee ganz gudde Rapport. An ech wollt einfach just d'Geleeënheet huele, fir mech all deene Kolleegen och unzeschlëssen, déi e grouse Merci hei fir d'Personal vun der Chamber gesot hunn. Ech mengen, et ass ëmmer gutt. Mir profitéieren e ganz Joer vun enger wierklech exzellerter Qualitéit vun eise Mataarbechter. An et ass eng vun deene Geleeënheeten, déi mer hunn, fir dofir e Merci an eng Unerkennung auszeschwätzen. An ech si ganz fro, datt dat hei och iwwer all Bänken esou gedeelt gëtt, an ech wëll dat och ausdrécklech hei maachen an den Här Generalsekretär bieden, dat och am Numm vun eis, sécher alleguer, de Kolleegen, matzehuelen!

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, of.

Ass d'Chamber averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

#### Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass domat eestëmmege uegholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidgereecht.

### 3. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2021. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur-rapporteur vun der Resolutioun ginn an dat ass déi honorabel Madamm Diane Aderhm.

#### Dépôt et exposé

**Mme Diane Aderhm** (CSV), auteure | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen: Mir hated d'Konte vun der Cour des comptes, also vum

Lëtzebuerger Rechnungshaff, bei eis an der Budgets-kontrollkommissioun. Mir hunn driwwer gekuckt. Mir hunn och de Rapport vum Reviseur gekuckt. Et ass näischt un deene Konten ze beanstanden, soudass ech der Chamber proposéiere géif, de Mëtteg d'Resolutioun ze stëmmen, dass mer déi Konten unhuelen.

Merci.

### Résolution

*La Chambre des Députés,*

– *vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2021 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels. » ;*

– *vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,*

*approuve*

– *les comptes de l'exercice 2021 de la Cour des comptes.*

<sup>1</sup> Extrait note 2 : « Principes généraux : Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de la même année. Les paiements des dépenses peuvent être réalisés jusqu'au 30 avril de l'exercice suivant. »

(s.) Diane Adehm.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. Wëllt een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Guy Arendt.

### Discussion générale

**M. Guy Arendt** (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif dem Diane Adehm Merci soe fir säi Rapport, och der Cour des comptes fir déi Aarbecht, déi se mécht. A mir kënnen selbsterständlech deen Dekont adoptéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Arendt. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

### Vote sur la résolution

Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

## 4. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 du Médiateur

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2021.

An den Auteur-rapporteur vun dëser Resolutioun ass och hei déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert, wannechgelift.

### Dépôt et exposé

**Mme Diane Adehm** (CSV), auteure | Jo, merci, Här President. Dann zu de Konte vum Mediateur. Och déi hu mer an eiser Kommissioun gekuckt. Och déi Konte si vun engem Reviseur kontrolléiert ginn an och bei deene war näischt aussetzen, soudass ech och fir de Mediateur virschloe géif, dass d'Chamber géif d'Resolutioun unhuelen, dass mer hir Konten approvéeieren.

Merci.

### Résolution

*La Chambre des Députés,*

– *vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que « les états financiers [...] de l'Institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été préparés, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-duché de Luxembourg » ;*

– *vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2021 du Médiateur.*

(s.) Diane Adehm.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Adehm.

Da géif ech nach eng Kéier dem Här Guy Arendt d'Wuert ginn.

### Discussion générale

**M. Guy Arendt** (DP) | Do ass näischt bäizefügen. Merci fir de Rapport a fir de Rescht huele mer en un.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Chambersreglement et virgesinn, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber d'accord, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

### Vote sur la résolution

Déi, déi domadder d'accord sinn, wéilt ech bidden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass domat och eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Mediateur weidergereecht.

## 5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2021 du Centre pour l'égalité de traitement

Den nächste Punkt vum Ordre du jour haut de Mëtten ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement fir d'Joer 2021. An déi honorabel Madamm Diane Adehm ass och hei Auteur-rapporteur vun dëser Resolutioun a presentéiert eis se elo.

**Une voix** | Très bien!

### Dépôt et exposé

**Mme Diane Adehm** (CSV), auteure | Jo, da fir d'drëtt Kéier haut de Mëtteg. Och d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement hu mer bei eis an der Kommissioun gekuckt. Mir hunn och de Rapport vum Reviseur gekuckt an och hei war näischt ze beanstanden, soudass ech och hei proposéiere géif am Numm vun der Kommissioun, d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement unzehuelen.

### Résolution

*La Chambre des Députés,*

– *vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg » ;*

– *vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2021 du Centre pour l'égalité de traitement.*

(s.) Diane Adehm.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Auteur-rapporteur, der Madamm Diane Adehm. Esou wéi eist Reglement dat virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber averstanen, dat à main levée ze maachen?

(Assentiment)

### Vote sur la résolution

Ech bidden déi, déi domadder d'accord sinn, mat der Resolutioun, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, domadder ass och dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht.

## 6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2021 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen elo zur Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher fir d'Joer 2021. Auteur-rapporteur ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Diane Adehm, déi eis elo d'Resolutioun presentéiert.

### Dépôt et exposé

**Mme Diane Adehm** (CSV), auteure | Jo, Här President, dann awer fir d'lescht haut de Mëtteg. Och d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher hu mer bei eis an der Kommissioun gekuckt. Och do war alles an der Rei. Och do huet de Reviseur keng Beanstandung ze maachen, soudass ech och beim Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher der Chamber virschloe géif, d'Konten ze approvéeieren.

Merci.

**Résolution**

*La Chambre des Députés,*

– *vu le rapport du réviseur des comptes de l’Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher qui estime que «les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l’Institution au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats pour l’exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l’État et aux principes comptables applicables à l’Institution tels que définis par les responsables de l’Institution [...]» ;*

– *vu l’accord de la Commission du Contrôle de l’exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l’analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2022,*

*approuve*

*les comptes de l’exercice 2021 de l’Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.*

*(s.) Diane Adehm.*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Diane Adehm. Esou wéi eist Règlement dat virgesäit, stëmme mer elo iwwer d’Résolutioun of, déi d’Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d’Chamber domadder averstanen, dat à main levée ze maachen?

*(Assentiment)*

**Vote sur la résolution**

Wien d’accord ass mat dëser Resolutioun, déi d’Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet, soll d’Hand an d’Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Resolutioun eestëmmeg uegholl.

Esou wéi d’Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher weidergereecht.

## **7. 8097 – Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l’État au financement des mesures prises en charge par l’assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État pour l’exercice 2020**

Mir kommen elo zum Projet de loi 8097, eng Upassung vun de Bähilfe vum der Assurance maladie-maternité. D’Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif dann d’Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d’Wuert.

**Rapport de la Commission du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, virun zwee Joer hu mir de Projet de loi 7678 hei verofscheet. Bei dësem Virgängerprojet vun dem Projet de loi 8097, dee mer haut diskutieren, gongt et ëm eng Dotatioun vum Staatsbudget un d’Gesondheetskeess, fir d’Käschte vu verschidde Messuren am Kader vun der Gestiou vum der Crise sanitaire vum Covidvirus ze iwwerhuelen.

Dëse Projet, deen, ech géif soen, a méi enger labberer Sprooch „de Kassensturz“ geheescht huet, woubäi dëse Begrëff awer net déi ganz Bedeutung vun deem Projet erëmspigelt, war d’Ëmsetzung vun enger Decisioun vun der Quadrupartite vum 17. Juni 2020. Do war festgehale ginn, datt schnell gehollef misst gi mat Hëllef vum der CNS, an déi Hëllef sollt d’CNS iwwerhuelen, well se iwwer déi noutwendeg Logistik verfüügt a well se schnell konnt hëllefen. An an där Kris war schnell hëllefen, wéi dat esou schéin heescht, duebel hëllefen!

Dës Moosname waren den erweiderte Congé pour raisons familiales, de Congé pour soutien familial an d’Krankegeld, dat während dräi Méint an ab dem éischten Dag ganz vun der Gesundheetskeess iwwerholl gouf, aneschtens wéi dat an der normaler Zäit ass, wou dat bis de 77. Dag vum Employeur iwwerholl gëtt.

Den erweiderte Congé pour raisons familiales fir Eltere vun engem Kand, dat covidpositiv an an der Isolatioun war, oder awer bei enger Quarantän vun engem Kand, huet de Famille vill gehollef. Dëse Congé pour raisons familiales kóm zousätzlech zum „normale“ Congé pour raisons familiales derbäi, deen den Eltere jee no Alter vun dem Kand eng limitéiert Zuel vum Deeg zur Verfügung gestallt gëtt. Dës Mesure ass iwwerengs och de Moment nach en vigueur a gëtt genotzt, wann och wäit manner, well d’Covidinfectiounen net méi esou héich si wéi an där Period, wou se extreem héich waren.

De Congé pour soutien familial fir doheemzebleiwe bei engem Familiemember, dee vun engem Handicap betrafft oder fleegebedürftig ass an deen net konnt normal an enger Struktur betreit ginn, dës Mesure war vun Ufank un an der Zäit limitéiert an ass de 25. November 2021 ausgelaf.

D’Krankegeld, dat während de Méint Abrëll, Mee a Juni 2020 vum éischten Dag un zu 100 % vun der Gesundheetskeess – an net eréischt, wéi virdu scho gesot, no där bekannter Period – iwwerholl ginn ass, ass do ganz vun der Gesundheetskeess iwwerholl ginn. Vu virera war kloer, dass déi Virleeschung vun der CNS géif zum gegebenen Zäitpunkt vun dem Staatsbudget ausgeglaach ginn. D’Dotatioun, déi am Gesetz vum 15. Dezember 2020 virgesi war, louch bei am ganzen 386 Milliounen Euro. Dës Montant sollt opgedeelt op véier Joer vum Staat un d’Gesondheetskeess erëmbezuel ginn.

Déi lescht Tranche vun 92 Milliounen (veuillez lire: 62 Milliounen) war fir 2023, also dat nächst Budgetjoer, virgesinn. Well awer dës Dotatioun op Estimatiounen vum Hierscht 2020 berechent war, war kloer, dass d’Konten nach eemol misste frëschgemaach ginn, an dat maache mer haut. Et ass net eréischt haut gemaach ginn, mee dat wäerte mer haut validéieren, wa mer dëse Projet de loi stëmme.

D’Erëmbezeule vun de Virleeschunge vun der CNS iwwer de Staatsbudget ass net nei. Mir haten och schonn änlech Situatiounen, mee an deem doten Ausmoos hate mer et nach net.

Am Exposé des motifs vum Projet de loi kënn Der erausfannen, wéi sech déi eenzel Käschtpunkten opdeelen op déi verschidde Leeschtungen, déi d’CNS iwwerholl huet, a bis Enn August dës Joers kommen do insgesamt 436,5 Milliounen eraus amplant 400 Milliounen, déi am Hierscht 2020 geschat gi waren.

D’Méikäschte vu 36,5 Milliounen an enger éischer Phas, vu dass mer awer de September nach matergeholl hunn, gehéicht op 37,5 Milliounen, si virun allem op den erweiderte Congé pour raisons familiales zrëckzeféieren. Dat ass jo déi Mesure, déi am

Moment nach ëmmer géllt an déi zäitweises an engem ganz groussen Ëmfang huet missen an Usproch geholl ginn.

D’Tranche vun der Dotatioun fir 2023 vun ursprénglech 62 Milliounen gëtt gehéicht, an dat ëm 37,5 Milliounen, wéi virdu gesot, an erreicht dann de Gesamtmontant vun, Här Minister, 437,5 Milliounen (veuillez lire: 423,5 Milliounen). Richteg? Misst bal klappen.

Eventuell an ofhängeg vun der weiderer Entwécklung vun den Infektiounszuelen an de Covidmesure muss nach e weidere Bilan gezu ginn. Mee dee wäert net méi an deem Moos an d’Wo falen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den éischte Projet de loi, deen d’CNS fir hir Virleeschungen entschieden huet, ass deemools eestëmmeg hei an der Chamber uegholl ginn. Mir waren all ouni Ausnam ganz iwwerzeugt vun där wichteger Roll, déi eng finanziell gesond Gesundheetskeess an der Covidkris gespillt huet, fir urgent Moosname mat hire Reserve séier an onbürokratesch kënnen virzefinanzéieren an esou eventuell d’Auswirkungen op d’Gesellschaft ofzefieder.

Dofir e ganz grouse Merci un déi, déi dat dote méiglech gemaach hunn, an an alleréischter Linn un déi Responsabel vun der CNS an déi vill Leit, déi derfir gesuergt hunn, dass déi Hëllef matzäit konnten ausbezuel ginn.

Erlaabt mer, nach eng Kéier ze ënnersträchen, dass dës Kris gewisen huet, wéi wichteg et ass, dass mer intakt Finanzen net nëmme an der Gesundheetskeess hunn. Déi sinn et am Moment nach ëmmer. Ech ka mech net erënneren, dass mer jee esou zolidd Reserven hatten, op jidde Fall net déi, déi ech konnt iwwerblécken, wéi déi, déi mer haut hunn. An dass mer se brauchen, dat hu mer gesinn! An doniewent gradesou wichteg: gesond Staatsfinanzen, fir der Gesundheetskeess, wa se agräift, dat kënnen erëmbezeuelen, wat se u Virleeschunge bruecht huet.

Dat gesot: De Projet de loi ass de 15. November 2022 deponéiert ginn. Den Avis vum Conseil d’État ass den 29. November komm, ouni weesentlech Remarken. D’Kommissioun ass den 8. Dezember zammekomm, huet de Projet de loi an den Avis vum Conseil d’État analyséiert an huet de Rapport unanime uegholl.

An ech bieden domat d’Kolleegen heibannen, deen heite Projet mat esou enger breeder Zoustëmmung wéi méiglech ze verofscheeden. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamheet an ech mengen, hei mat Hëllef vun der Gesundheetskeess hu mer eppes Guddes gemaach a geléiert, wéi een esou Krise kann zesumme bewältegen!

Merçi.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d’Wuert.

**Discussion générale**

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Rapporteur fir säi schrëftleche Rapport, deen exzellent ass mat all deenen Zuelen, déi do dra sinn, wou och en Tableau derbäi ass, deen op den 31. August 2022 geet. Duerno sinn nach Ännerunge komm an et ass och ënnerstrach ginn: Et kënnen nach ëmmer Saache virkommen, bis den endgültigen Dekont ka gemaach ginn. Mee ech mengen, wat ze ënnersträchen ass, ass och dat, wat gesot ginn ass: Déi éischte Kéier, wa mer do d’Krankekeess

net gehat hätten, déi esou séier ageschratt wär, hätte mer déi Mesuren alleguerten net kënnen huele fir de Congé pour raisons familiales an och de Congé pour soutien familial. Dat war alles just méiglech, well d'Krankekeess éischstens opgestallt ass, fir dat kënnen ze maachen, well soss wier et och do schwierig ginn.

An ech mengen, dass et och wichtig war, deenen hu mer gehollef, mir hunn awer och der Mutualitéit vun de Patrone gehollef iwwert dee Wee, dass dat dee richtegen Entschloss war, dee mer geholl hunn, mee dat hei ass nach net déi lescht, et géif mech wonnere, Här Minister, mee dat leeft jo nach, an dass mer nach eng Kéier wäerten drop zréckkommen. Mee de Prinzipp, dee mer deemools alleguerten zesummen arrétéiert hunn, war dee richtegen. An dofir kann ech och d'Zoustëmmung ginn am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Et ass elo vu mengem Virriedner souwéi och vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport, alles gesot ginn. D'selwecht wéi d'Virriedner schléisst d'DP sech un a mir stëmmen dese Gesetzesprojet natierlech mat.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Hansen.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Mars Di Bartolomeo fir säi schrëftlechen an och mëndleche Rapport.

An och vun eiser Fraktioun aus wëlle mer eng Kéier ervirhiewen, dass effektiv d'CNS hei a Virleeschtung gaangen ass, dass se et erméiglecht huet, dass mer wierklech an enger Krisesituatioun konnten eppes ëmsetzen, wat soss net méiglech gewiescht wär. Si huet schnell reagéiert an et ass och kloer, dass déi Virleeschtung, déi si jo bruecht huet, hei muss iwwert de Staatsbudget dann erëm korrigéiert ginn. An dat begrëisse mer a mir hoffen, dass de Staatsbudget net nach weider wäert allze vill mat deem System beaascht ginn.

Dozou ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Ech géif da gär dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles vu menge Virriedner gesot ginn. Ech géif mech just gär de Mercien, déi den Här Mars Di Bartolomeo ausgedréckt huet, uschléissen an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu diesem Projet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ech mengen, ech hat mech net ageschriwwen, mee ech géif awer profitéieren, fir Merci ze soe fir de Rapport. An natierlech droe mir dat heiten och mat.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grouse Merci un de Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

D'Covidpandemie hat eis deemools e bëssen aus dem Näscht getraff. Mir waren als Land net drop preparéiert. A wéi ech schonn a menger Ried zu de Léieren aus der Pandemie viru Kuerzem hei sot, hu mer déi ganz Situatioun bis op e puer Ausnamen u sech ganz gutt gemeeschtert. Vill Mesurë goufe geholl, fir des Situatioun, déi nei war, Meeschter ze ginn, dorënner eeben och de Congé pour raisons familiales. An dat war och gutt esou. Och dat muss ee soen. Wann eppes Guddes gemaach gött, soll een dat och roueg kënnen soen!

Ech mengen, mir wëssen alleguerten heibannen, firwat dee Congé pour raisons familiales agefouert gouf. Et war an ass eng Measure, déi vu ville Leit genotzt gött, jo, och nach vu ville Leit muss genotzt ginn, well e krankt Kand kann een net einfach sech selwer aleng doheem iwwerloossen. A vun Elteren ze verlaangen, hire reguläre Congé ze notzen, fir bei hirem kranke Kand doheemzebleiwen, an dat matten an enger Pandemie, déi eis alleguerten hei am Land schwéier beaascht huet an eis d'Liewe schwéier gemaach huet, wär keng Optioun gewiescht. Dowéinst hu mir Piraten och des Measure ëmmer matgestëmmt.

De Congé pour raisons familiales ze stëmmen, ass awer nëmmen déi eng Säit. Dat Ganz muss jo och finanziéiert ginn, woumat mer da bei deem haitege Projet de loi ukomm wäeren. Mir stëmmen haut doriwwer of, dass och 2023 d'Staatskeess soll d'Käschte fir de Congé pour raisons familiales iwwerhuelen. Dofir si 37,5 Milliounen extra am Budget virgesinn an dat fanne mir Piraten och nëmme richteg.

Well wéi am Exposé des motifs ganz richteg gesot gött: Och wann d'Zuele vu Covid-19-Fäll dese Summer relativ niddreg waren a mer och haut gesinn, dass se sech och elo nach an engem, soe mer, gereegelte Kader halen, sou ka sech dat awer erëm nees séier änneren. De Virus ass bekannt fir seng Mutatiounen a glécklecherweis war déi lescht net esou grav wéi déi virdrun. An egal op Mutatioun oder net, de Virus ass nach ëmmer do an e kann och jiddereen nach ëmmer zu all Ablack treffen. Dowéinst muss de Congé pour raisons familiales esou weiderbestoen.

Ee Bemoll wëll ech dann awer op dieser Plaz ubréngen an dat ass d'Äntwert, déi ech an enger rezenter Question parlementaire krut an déi mir net esou bewosst war, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dat ass, dass et eng ganz Rëtsch Leit gött, déi net vum Congé pour raisons familiales kënnen profitéieren, an dat sinn all déi Leit, déi an Aarbechtsmesurë sinn, ob dat e CAE, CIE oder eng OTI ass – ech hu sécher nach e puer Dräi-Buschtawen-Akronymme vergiess. Déi hunn, an dat war d'Äntwert, déi mer vum Aarbechtmintistère kruten, jo keng Aarbecht. Also, si gi schaffen, si schaffen eppes, meeschstens am Dénagscht vun der Allgemengeheet, mee si ginn net als Salarié consideréiert, si sinn net esou affiliéiert. Deementsprechend kënnen se kee Congé pour raisons familiales huelen.

Elo ass et awer esou, dass dat jo meeschstens Leit sinn, déi souwisou schonn an enger vulnerabler Position sinn. Wann deenen hir Kanner dann och nach krank sinn, hu se als eenzeg Méiglechkeet, net an hir Aarbechtsmesurë ze goen, sachant dass, wann een a senger Aarbechtsmesurë x-mol feelt, dass jo och Konsequenze mat sech bréngt!

An u sech misste mer do eng Kéier als Chamber nobesseren, soit op Initiativ vun der Regierung, soit op Eegeninitiativ. Mee ech mengen, et kann net sinn,

datt Leit, déi à toute fin utile fir sech selwer mengen an och schaffen ... Also, et ass jo net nëmmen e Gefill, dass se schaffe ginn, si gi schaffen, si sinn all Dag ..., si stinn op, si ginn op eng Aarbecht a si schaffen do. Mee se ginn anescht behandelt, wann et drëm geet, dass hir Kanner krank sinn. An ech mengen, dass sollte mer dréngend nach eng Kéier op de Leescht huelen an do nobesseren, well soss hu mer awer hei eppes gemaach fir déi, déi et brauchen, mee mir hunn awer eng ganz grouss Kategorie vu Leit, déi et wierklech brauchen, dobäi vergiess.

Dat gesot wäerte mer dese Projet matstëmmen an ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Claude Haagen.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. Merci och den Intervenanten alleguerten an e Merci un de Rapporteur fir de schrëftleche Rapport.

Ech denken, dass déi ganz Situation financière ugeet, dass de Remboursement ugeet vum Staat par rapport zur Gesondheetskeess an och d'Virgeeënweis, kann nëmme weisen, dass d'Relatioun tëschent dem Staat an der Gesondheetskeess an diesem Fall am Kader vun enger Kris wierklech exzellent gewierkt huet!

Fir op dee kleng Bemoll anzogoen – e klengen, fir d'Leit e grouse Bemoll! –: Do hunn ech och scho mam zoustännege Minister vun der Aarbecht geschwat. Natierlech hânt ek et vum Statut of. Och bei anere Statuten hate mer esou Problemer. Mir wëllen dat och op de Leescht huelen. An et wier gutt, wann een an der zoustänneger Kommissioun, vu dass Travail a Soziales zesumme sinn, och eng Kéier kéint doriwwer diskutéieren. Ob een dann zu engem Enn kënn oder net, dass soll dohinnergestallt sinn, mee et ass déi parlamentaresch Aarbecht, déi een op jidde Fall soll virgesinn.

Et ass och richteg, dass de Rapporteur gesot huet, dass de Congé pour raisons familiales nach weiderleeft, wéi e virgesinn ass. Dofir ass och mat deenen 99,5 Milliounen, déi am Budget stinn, dass sinn der 37,5 Milliounen plus déi 62, déi all Joer dû waren. Dat heescht, déi lescht Tranche, déi 37,5, dass sinn der 36,5 fir d'Joer 2023 plus 1 Millioun fir d'Joer 2022, plus 1 Millioun par rapport zum September. Well eeben do den Depot vum Budget gemaach gouf, hu mer déi Millioun mat ageflecht, fir wann een d'Zuelen da genau kuckt, och par rapport zu deem Tableau ... D'Explikatiounen, wéi gesot, sinn am Exposé des motifs ganz kloer bewisen an och ugedeit. An och an dem Commentaire des articles gesäit ee ganz kloer, wéi et gerechent ginn ass.

Wat wichtig ass, dass mer hei eng Kéier e Point gemaach hu par rapport zu deene Suen, déi virgeschoss gi si vun der Gesondheetskeess par rapport zum Staat, an dass de Staat, an diesem Fall och d'Finanzen, hiren Engagement gehalen hunn, fir de Remboursement ze garantéieren.

A wéi gesot, beim Congé pour raisons familiales leeft d'Prozedur jo nach weider, soudatt mer och erëm eng Kéier dorobber wäerten zréckkommen, wa mer hofentlech eng Kéier par rapport zu Covid-19 den Dé-compte définitif kënnen maachen, dass dann natierlech an deen nächste Budget wäert afléissen.

Dofir nach eng Kéier e Merci. An den Essentiel vun diesem Projet de loi ass d'Augmentatioun vum Montant

vum Remboursement vun de Suen, déi virgeschoss gi sinn. Dat sinn 386 Milliounen bis op 423.500.000. An dee Remboursement ass domadder garantéiert zu deenen Zäiten, wou ech elo gesot hunn, an och par rapport zum 2023er-Budget.

E Merci Iech alleguer fir déi breet Zoustëmmung an dann – mat engem leschte Merci un de Rapporteur – soen ech Iech zu gudder Lescht dann nach eng Kéier Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8097. Den Text steet am Document parlementaire 8097<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8097 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegell.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler (par M. Max Hengel) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### **8. 8100 – Projet de loi modifiant l'article 48B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre**

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 8100 iwwert d'Entscheidungung vun

Krichsschied. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech ginn elo direkt d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

**M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur** | Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8100, deen elo hei op der Dagesuerdnung ass, ännert een Artikel am modifiéierte Gesetz vum 25. Februar 1950 iwwert d'Indemnisation des dommages de guerre of. Méi genee geet et ëm d'Definitioun vum Berechnungsmechanismus fir d'Upassung vun den Entschiedegunge fir d'Dommages de guerre. Bis elo goufen dës Upassungen iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Règlement virgeholl, parallel an nom nämmelechte System wéi bei de Pensiounen.

Enn d'lescht Joer huet de Staatsrot allerdeings a sengem Avis iwwert esou e Règlement grand-ducal bemierkt, dass d'Gesetz vum 25. Februar 1950 keng kloer an adaptéiert legal Basis géif bidden, fir d'Upassung vun den Indemnitéiten iwwert e groussherzogleche Règlement ze maachen, an huet dofir gefrot, dass dat an Zukunft sollt iwwert e Gesetz gemaach ginn.

Déi anscheinend feelend legal Basis gëtt also dann haut mat dësem Projet de loi 8100 geschafen an d'Modalitéite fir d'Berechnung vun engem Koeffizient fir d'Upassung gëtt prezis fixéiert.

Festgehale gouf dës fir d'Joer 2022 mat engem Koeffizient vu 84,0 an deen ass dann och d'Basis fir weider Berechnungen an deene Joren duerno.

Fir déi, déi méi genau wëlle wëssen, wéi dat technesch iwwert d'Bün geet, kann ech nëmme recommandéieren, den Exposé des motifs ze liesen, wou dat ganz genau erkläert gëtt.

Et sief nach gesot, dass aktuell 55 Dossieren, dat huet de Minister eis an der Kommissioun erkläert, ännert dës Bestëmmunge falen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 29. November 2022 mat enger gewëssener Satisfaktioun festgestallt, dass de Gesetzesprojet domadder sengen Oppositionen a Kriticke géif nokommen, déi hien an dëser Saach formuléiert huet, an huet soss keng Bemierkungen oder Kriticke formuléiert.

Nach e puer Donnéeën zur Prozedur: De Projet de loi gouf de 16. November 2022 vum Minister fir sozial Sécherheet deposéiert an den Dag drop an d'Kommissioun fir Aarbecht a sozial Sécherheet verwisen. Den Avis vum Staatsrot koum den 29. November 2022. Den 8. Dezember huet d'Kommissioun de Projet de loi presentéiert kritt, de Rapporteur ass genannt ginn an den Avis vum Staatsrot gouf analyséiert. An der selwechter Reunion gouf och de Rapporteur bestëmmt.

D'Kommissioun hat och, wéi Dir et gesot hutt, Här President, proposéiert, fir dëse Projet de loi u sech, well dee just eng Formalitéit ass, ouni Diskussioun direkt zum Vott kommen ze loosser.

An domadder ginn ech dësen däregen Dossier, deen awer a Wirklechkeet kee richtig gepickt huet, an Är Hän zréck, Här President.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoools, Här Rapporteur Dan Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Claude Haagen.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Haagen, Ministère de la Sécurité sociale** | Jo, merci un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport a merci fir déi breet Zoustëmmung.

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Minister.

Da komme mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8100. Den Text steet am Document parlementaire 8100<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8100 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegell.

*Résultat définitif après redressement* : le projet de loi 8100 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 20., 21. an 22. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.44 heures.)



## Sommaire

<p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> M. Fernand Etgen, Président</p> <p><b>2. Communications</b> M. Fernand Etgen, Président</p> <p><b>3. Ordre du jour</b> M. Fernand Etgen, Président   M. Fernand Kartheiser</p> <p><b>4. Question élargie n° 174 de Mme Myriam Cecchetti au sujet du Fonds de compensation commun au régime général de pension</b> Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Dan Kersch)   M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale   Mme Myriam Cecchetti   M. le Ministre Claude Haagen</p> <p><b>5. 6956 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution</b> Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Nathalie Oberweis Discussion générale : M. Léon Gloden   Mme Simone Beissel   M. Mars Di Bartolomeo   M. Charles Margue   M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)   Mme Nathalie Oberweis (intervention de Mme Myriam Cecchetti)   M. Sven Clement Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 6956</p> <p><b>6. Question élargie n° 173 de M. Laurent Mosar relative au site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange</b> M. Laurent Mosar   M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie   M. Laurent Mosar   M. le Ministre Franz Fayot</p> <p><b>7. 7767 – Projet de loi portant modification :</b> <b>1° de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;</b> <b>2° de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ;</b> <b>3° de la loi du 26 janvier 1922 portant certaines modifications au service de la vérification des poids et mesures</b> Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener Discussion générale : M. Laurent Mosar   M. Guy Arendt   Mme Semiray Ahmedova   M. Fernand Kartheiser   M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie Vote sur l'ensemble du projet de loi 7767 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>8. 8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine</b> Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. André Bauler</p>	<p><b>p. 49</b></p> <p><b>p. 49</b></p> <p><b>p. 50</b></p> <p><b>p. 50</b></p> <p><b>p. 51</b></p> <p><b>p. 59</b></p> <p><b>p. 61</b></p> <p><b>p. 63</b></p>	<p>Discussion générale : M. Laurent Mosar   M. Yves Cruchten   Mme Josée Lorsché   M. Fernand Kartheiser   Mme Myriam Cecchetti   M. Sven Clement</p> <p>Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8102 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>9. 8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine</b> Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum Discussion générale : M. Laurent Mosar   M. Yves Cruchten   Mme Josée Lorsché   M. Fernand Kartheiser   Mme Myriam Cecchetti   M. Sven Clement Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie Vote sur l'ensemble du projet de loi 8107 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>10. 8034 – Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial</b> Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary Discussion générale : M. Aly Kaes   M. Max Hahn   M. Carlo Weber   M. Jeff Engelen   Mme Myriam Cecchetti   M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics Vote sur l'ensemble du projet de loi 8034 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>11. 8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval</b> Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary Discussion générale : M. Georges Mischo   M. Pim Knaff   Mme Cécile Hemmen   M. Jeff Engelen   Mme Myriam Cecchetti   M. Marc Goergen Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Mars Di Bartolomeo)   M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch)   M. le Ministre François Bausch Vote sur l'ensemble du projet de loi 8078 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.</p>	<p><b>p. 64</b></p> <p><b>p. 67</b></p> <p><b>p. 68</b></p>
--	---	--	---

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Claude Haagen**, Ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

### 2. Communications

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

#### Communications du Président – séance publique du 20 décembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8118 – *Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from*

*renewable sources under directive 2018/2001/EC*», fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022

8119 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire nationaux, fait à Luxembourg, le 22 mars 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022

8120 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1<sup>o</sup> dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2<sup>o</sup> modification du Code du travail*

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 16/12/2022

3) *Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :*

7810 – *Projet de loi portant introduction d'un nouvel article 74ter dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 13/04/2021*

*Retrait du rôle des affaires : 16/12/2022*

4) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

2555 – *Demande de pétition publique : Dauer-Chômeuren a Profiteuren un d'Schaffe kréien*

*Dépôt : M. Andy Mack, le 13/12/2022*

2556 – *Demande de pétition publique : Standardiser et augmenter le nombre de stations de lavage/réparation de vélos à travers le Grand-Duché*

*Dépôt : M. Ekim Sahar Dinc, le 15/12/2022*

2557 – *Demande de pétition publique : Coups et blessures sur une femme enceinte sur le lieu de travail par plusieurs acteurs / Harcèlement / Travailler pendant 8h/j soin, 15min de pause / Le Luxembourg aura ainsi, dans quelques années, énormément d'enfants avec du retard mental, avec des énormes charges budgétaires*

*Dépôt : Mme Silvia Rebronja, le 17/12/2022*

2558 – *Demande de pétition publique : Pensioen fir Handwierker um selwechten Niveau wéi beim Staat*

*Dépôt : M. Marc Hemmer, le 18/12/2022*

2559 – *Demande de pétition publique : Baisser les prix de toutes habitations (maisons, appartements...) afin de donner une chance surtout aux jeunes d'avoir un toit sur leurs têtes*

*Dépôt : Mme Claudia Bartocci, le 18/12/2022*

2560 – *Demande de pétition publique : Allocations familiales pour un monoparental frontalier*

*Dépôt : Mme Silvia Fernandes Pereira, le 19/12/2022*

2561 – *Demande de pétition publique : Améliorer le pluralisme politique dans les bulletins municipaux*

*Dépôt : M. Jean Marie Bourhis, le 19/12/2022*

2562 – *Demande de pétition publique : Fundsachen*

*Dépôt : Mme Sabine Günther, le 19/12/2022*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

### 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

**Une voix | Jo.**

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Mir hunn den ofgeännerten Ordre du jour gekuckt an et ass eis opgefoll, datt muer de Moien als leschte Projet den 8076 op den Ordre du jour komm ass. An deen ass virgesi „sans débat“. Et wär awer an eisen Aen interessant, fir wéinstens e puer Wuert kënnen doriwwer ze soen, an ech wollt dowéinst froen, datt mer dee „sans débat“ e bësse méi labber gesinn an datt mer eventuell deem engen oder anere vun eise Kolleegen erlaben, e puer Wuert och zu deem Projet ze soen, unni awer elo ze vill Zäit

vun dësem Parlament domadder wëllen an Usproch ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech huelen Akt dovunner.

Si mer mam Ordre du jour dann esou averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 4. Question élargie n° 174 de Mme Myriam Cecchetti au sujet du Fonds de compensation commun au régime général de pension

Mir kommen elo zur erweideter Fro Nummer 174 vun der Madamm Myriam Cecchetti iwwert de Pensiounsfong. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousatzfro virzedroen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, villmools merci, Här President. De Pensiounsfong soll jo fir den 1. Januar 2023 eng nei Investissementsstrategie en place setzen, well déi al dann ausleift. Mir sinn elo den 20. Dezember 2022 a wann ech mech net ieren, hu mir als Deputéiert nach ëmmer keen esou en Dokument ze gesi kritt a mir konnten och nach net doriwwer an der zoustänneger Kommissioun diskutieren.

Ëmsou méi erstaunt ware mir, wéi mer an der Press gelies hunn, datt de Conseil d'administration vum Pensiounsfong déi lescht Woch eng Sitzung hat, wou déi nei Strategie sollt uegholl ginn, dat, wéi gesot, unni datt mir als Vollektverrieder wëssen, wat dann elo iwwerhaapt do drasteet.

Dofir wéilt ech dem Minister déi follgend Froe stellen, also als éischt emol: Ass déi nei Investissementsstrategie vum Pensiounsfong d'lescht Woch gestëmmt ginn? Jo oder nee? Wa jo, kann den Här Minister eis erklären, firwat d'Chamber net am Virfeld iwwert déi konkret Aarbechten informéiert gouf? Wa se net gestëmmt gouf, kann den Här Minister eis informéieren, firwat dat net geschitt ass a wou déi Aarbechten eventuell dann dru sinn?

Den 3. Dezember 2020 hat dëst héicht Haus eng Motioun Nummer 3338 uegholl iwwert d'Investissementspolitik vum Pensiounsfong. Dës Motioun huet d'Regierung dozou opgefuerdert, eng Analys ze maachen, ob de legale Kader misst amenagéiert ginn, fir besser kënnen den ESG-Krittären an de Klimaobjektiver vu Paräis gerecht ze ginn. Dës Motioun huet d'Regierung och opgefuerdert, déi zoustänneg Kommissioun iwwert déi nächst Demarchen ze informéieren.

Dowéinst wéilt ech dann de Minister froen: Sinn déi Analysen iwwert de legale Kader gemaach ginn? A welch Erkenntnisser sinn dobäi erauskomm? Wat fir eng Elementer aus der Motioun sinn dann elo och fir déi nei Strategie zréckbehale ginn?

Wann et och vum formale Standpunkt hier keng Approbatioun vun den Deputéierte brauch fir dës Strategie, huet d'Chamber spéitstens mat där scho genannter Motioun kloergemaach, datt se wëll agebonne ginn. A si huet jo och an där Motioun verschidden Demandé par rapport zu dëser Revisioun formuliert.

Ech erënnen och drun, datt een Drëtzel vun de Memberen am Conseil d'administration vum

Pensiounsfong vun der Regierung gestallt gëtt. An deem Kontext kann ee sech nëmmen driwwer wonneren, datt elo d'Chamber just soll am Nachhinein iwwert dee konkreeten Text informéiert ginn, also eigentlech, nodeems d'Bier scho geschickt ass!

Et gesäit bal esou aus, wéi wann den Här Minister alles géif drusetzen, d'Politik aus dëse Gespräicher erauszehalen, obwuel et sech hei eigentlech ëm e wichtegt politescht Theema handelt, dat eng national Bedeutung huet!

(Brouhaha et interruption par M. Dan Kersch)

Duerfir dann och ... Här Kersch, ech mengen, ech hunn hei d'Wuert an net Dir!

(Brouhaha et interruptions)

Dofir dann och meng drëtt a lescht Fro ... A wann ech gelift e bësse méi roueg op ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat ännert awer näischt drun, dass dat esou ass!

(Brouhaha général)

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Wuert ass bei der Madamm Cecchetti a bei soss kengem! A mir sinn a kenger Prozedur dran, wou een iwwerhaapt däerf d'Wuert froen. Eleng d'Madamm Cecchetti huet d'Wuert!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President!

(Interruption)

Welch Roll schreift Dir dësem héijen Haus zou am Kader vun der Elaboratioun an der Adoptioun vun dëser neier Strategie? Dierfe mir elo just am Nachhinein feststellen, wat decidéiert gouf? Oder kréie mir e Matsproocherecht?

Ech soen dem Här Minister am Virfeld scho villmools Merci fir seng Äntwerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President, an ...

**Une voix** | Macht d'Pult e bëssen erop, wann ech gelift!

**Plusieurs voix** | Lénks! Lénks drécken!

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Wat Tricken! Ass et gutt esou? Gesitt Der mech nach?

(Brouhaha)

Sou! Merci, Här President. Merci och der Madamm Cecchetti fir dës Question élargie, wat de Pensiounsfong ueget, och wat d'Initiativstrategie (veuillez lire: d'Investissementsstrategie) ueget fir 2023 an déi nächst Joren.

Fir op Är dräi Froen zréckzekommen: Ech géif gär betounen, datt an deene leschte Joerzénkten allkéiers, wann eng Strategie, eng Directive de stratégie oder eng Investissementsstrategie, elaboréiert ginn ass vum Fonds de compensation, déi natierlech am CA, am Verwaltungsrout, vum Fonds de compensation diskutéiert gouf an déi dann natierlech nëmmen a Kraaft getratt ass, wa se approuvéiert gouf vum Minister.

Dat ass meng éischt Remark dozou, ob dat dann elo automatesch a Kraaft géif trieden. Dat ass net de Fall. Ech wëll awer soen, datt an deene leschten ..., oder d'lescht Joerzénkt op jidde Fall Efforte gemaach gi sinn, fir ëmmer a méi nohalteg Investitiounen ze goen, datt heescht, fir dat ze respektieren, wat schon deelweis och an der Motioun vun 2020 gefrot ginn ass. Ech kommen awer ganz gären dorobber zréck.

Dat heescht, déi nohaltig Investissementer, déi hu mer iwwert de Pensiounsfong och a Consideratioun gezunn an deenen och Virrang ginn. Ech wëll drun erënneren, dass hei mat éffentleche Suen och déi Investissementer gehandhaabt ginn, dass de Fonds de compensation natierlech och duerch d'Reglementatioun an duerch d'Gesetz obligéiert ass, fir och eng Rentabilitéit ze kréien, an dass een, wann Der de Rapport technique iwwert d'Pensioune kuckt, dee vun der IGSS gemaach gëtt an deen och elo dëst Joer am Februar, März, Abrëll erauskomm ass, gesäit, dass d'Recettë vum Fonds de compensation jo och an dee Rapport matafléissen. Wat natierlech d'Diskussiounen, wéi oft dass mer d'Pensiounen da mussen ajustéieren, fir och deen Niveau ze hunn, dass och jiddwereen eng Pensioun zu deem Montant krit, wéi Der en actuuellement hutt ... Dat fannt Der an deem Rapport technique zu de Pensiounen, fir dat ze maachen.

Ech hunn, ech géif soen, virun zwou, dräi Wochen, an der zoustänneger Kommissioun gesot, dass, wat déi Investissemementsstrategie géif ubelaangen, mer déi natierlech an der Chamberskommissioun géifen diskutéieren. Ech hunn och – ech mengen, virun zwou Wochen, Här President, den Datum weess ech net méi genau – en Débat de consultation an der Chamber hei ugefrot, fir dass eeben all Partei, all Fraktioun hei an der Chamber kann hir Meinung zu deem Strategiepabeier soen. Deen ass ugefrot.

Ech denken, dass d'Chamber dann am Januar/Februar – bon, ech weess elo net, wéini déi nächste Sessioune sinn – dat op den Ordre du jour hält an dass dat dann eeben en toute transparence hei kann diskutéiert ginn, wat d'Investissemementspolitik vum Fonds de compensation ueget. An ech hunn an där selwechter Kommissioun präziséiert, dass de Fonds de compensation, dass heescht, Membere vum Conseil d'administration, an d'Kommissioun kënnen invitéiert ginn, fir mat den Deputéierte vun där Kommissioun zesummen deen Débat de consultation kënnen virzubereeden. Dass ass op jidde Fall dat, wat gesot ginn ass a wat ech selwer als Minister och der zoustänneger Kommissioun an domadder och dem President weiderginn hunn, fir den Débat de consultation unzefroen.

Elo ass et natierlech esou, Dir hutt mer d'Fro gestallt: Wou ass deen Investissemementspabeier dann drun? Hu mer dee schon? Ass dee schon do? Deen ass nach net do. Och wann en do gewiescht wier, wier dat keng Konditioun gewiescht, dass en automatesch a Kraaft getruede wier – da kommen ech zrëck op dat, wat ech virdru gesot hunn –, well dann hätt e jo och nach missen approvéiert ginn. An ech gi jo net dohin als Minister an ech froen en Débat de consultation un, fir dann ze soen: „Bon, dat ass dach schéin, deen Débat de consultation, mee mir froen deen un „just for fun!““ Ech mengen, dofir ass d'Theema vill ze vill wichteg an dat war op jidde Fall ni meng Intention an ech ka mer och net virstellen, dass dat virdru jeemools esou gehandhaabt ginn ass. Dofir ass deen Débat jo och relativ wichteg, dee mer dann zesumme sollten och preparéieren, wou jiddweree seng Aussoen da ka maachen.

De Pabeier ass net uegeholl ginn, well ech Explikatiounen zum Strategiepabeier ginn hu par rapport zu engem Courier, dee komm ass vun enger Säit vun de Parteien, déi am CA sinn, fir dorobber ze reagéieren. Dass hunn ech gemaach. An déi wollten Zäit hunn, fir sech ze concertéieren – esou krut ech op jidde Fall gesot, ech si jo selwer net an deem CA –, fir dat ze maachen, soudatt déi dat intern da kënnen kucken. An ech denken, dass dat an engem nächste CA vum Fonds de compensation dann diskutéiert gëtt.

Fir mech ass et op jidde Fall wichteg, dass mer dee Strategiepabeier hunn! Well iwwer wat diskutéiere mer da schlussendlech, wa mer net iwwert d'Propose vum Conseil d'administration vum Fonds de compensation diskutéieren? Fir mech heescht dat net, dass dat dann ofgeschloss ass! Mee et ass besser, mir hunn e Strategiepabeier a jiddweree kann en connaissance de cause doriwuer diskutéieren, dat dann och analyséieren. Ech denken, dass dat dee wichtigsten Deel op jidde Fall vun deem Débat wäert sinn.

Dat ass, wat déi éischt Fro ubelaangt, déi Der mer gestallt hutt – déi awer direkt verbonnen ass och mat der drëtter Fro –, de Vademecum, wéi mer et elo solle maachen. Mee do ass et d'Chamber, déi natierlech d'Recht huet ze soen, wéini dass deen Débat ass a wéi an a wat fir enger Form en organiséiert gëtt.

Ech wollt awer och nach eng Kéier op déi Motioun zrëckkommen. An der Motioun gëtt iwwert d'ESG-Kritikäre geschwat, ob déi respektéiert ginn, ob d'Accorde vu Paräis respektéiert ginn; als Resümee elo ass dat an Ärer Fro esou genannt ginn. Ech wëll soen, dass mer déi ESG-Kritikäre op jidde Fall ëmmer méi an d'Investissemementspolitik integréieren. Déi ginn och iwwerwaacht, déi ginn och gekuckt. Dass ass ganz einfach eng Konditioun zum Beispill bei de Gestionnaires, fir och kënnen nozeweise bei den Investissementer, déi gemaach ginn, dass déi Kritikäre erfëllt sinn. Dass gëtt gekuckt an déi sinn och erfëllt.

An dofir hu mer jo och – bon, dass féiert elo vläicht e bëssen ze wäit – um Niveau vum Fonds de compensation eng gro Lëscht an eng schwaarz Lëscht bei Entreprises, déi dat net respektéieren. Dass ass änlech wéi aner Länner dat hunn, déi mat esou engem Pensiounsfong och Investissementer maachen.

Ech wëll just zum Ofschloss soen, dass mer natierlech och probéieren, den Accord de Paris ze respektéieren. An ech hunn dat an der Question élargie, mengen ech, vum Här Galles am Juni gesot, deen am Fond déi selwecht Thematik hat iwwert de Fonds de compensation, dass mer och Kompartimenter um Niveau vum de SICAVE gemaach hunn, wat eng passiv Bewirtschaftung ass. Ech mengen, dass war am Mee vun dem Joer, wou mer esou e Kompartiment opgemaach hunn, wou mer ronn 500 Milliounen investéiert hunn, déi haaptsächlech d'Accords de Paris en totalité schonn elo solle respektéieren.

Dat heescht, och d'Investissemementspolitik vum Fonds de compensation geet voll an déi dote Richtung, fir eng nohaltig Approche ze maachen, souwuel um Niveau vun dem Portefoliomanagement, fir eeben dat dauernd ze iwwerwaachen. Momentan, dat kann ech Iech soen, sinn 11 Kompartimenter – an 3 Kompartimenter –, dass heescht 14 am Ganzen, kompatibel mat den Artikelen 8 an 9 vun der SFDR, dass heescht der Sustainable Finance Disclosure Regulation, wat vun der Europäescher Kommissioun preconiséiert gëtt fir d'Investissementer. Och do si mer konform.

Rien n'empêche, dass een déi Diskussioun awer aneschtens soll féieren, a wat fir eng Richtung dass soll weider investéiert ginn. Deem verschléisse mer eis och net, op jidde Fall net de Ministère, och net de Fonds de compensation, an et ass dofir och an deem Sënn, wou mer deen Débat de consultation jo dann – mir op jidde Fall, oder ech als Minister – och proposéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. An d'Madamm Cecchetti huet eng Zousazfro.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ech wëll just sécher sinn, dass ech richteg verstanen hunn. Also,

hunn ech elo richteg verstanen: Dee Strategiepabeier ass nach net do, well do muss nach diskutéiert ginn am Fond selwer, am CA vum Fond selwer? Wann dee bis do ass, këntt dee bei Iech an da geschitt nach ëmmer näscht – obscho mer dann den 1. Januar 2023 sinn –, bis dass mer deen Débat de consultation hei an der Chamber zesumme kënnen féieren, deen da virbereet gouf an enger Sitzung vun der Kommissioun. An eréischt duerno, wann d'Parteien heibannen alleguer hir Meinung dozou geäußert hunn, gëtt dee Pabeier finaliséiert an och eréischt vun Iech uegeholl. Hunn ech do elo esou richteg verstanen? Well dass ass mer nach ëmmer net esou ganz richteg kloer.

An déi aner Saach ass eeben, well et eis immens wichteg ass – Dir hutt et gesot, Dir hutt et selwer gesot, dass et jo wichteg ass –, dass dat héicht Haus hei driwuer muss diskutéieren, well et dee wichtigste Fond ass a well dat d'Politik einfach eppes ueget, a wat mer investéieren.

An dann, Dir hat och nach gesot: fir de Klimaobjektiver vu Paräis gerecht ze ginn. Ech weess, dass awer ganz oft do 2 Grad Celsius steet. Dass heescht, dass ass awer och adaptéiert ginn op 1,5 Grad Celsius? Dass si meng Froen eigentlech.

**M. Claude Haagen**, Ministere de la Sécurité sociale | Op déi éischt Fro ganz kloer: Jo.

Op déi zweet Fro: D'Klimaziler vum Accord de Paris wäerte virun 2050 erzielt ginn, wäit, wäit, wäit virdrun. Dass war de Rapport vun 2021, wou mer op 2 % waren, fir an déi Richtung ze goen. Elo mat der Energie, notamment mat deem Kompartiment vun deene SICAVEN, wéi ech Iech gesot hunn, si mer jo am Wee, fir dat weider ze verdeiwen, déi jo, och wat déi futur Investissemementspolitik vum Fonds de compensation ueget, genau an déi dote Richtung ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen.

## 5. 6956 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Proposition de révision 6956 fir eng nei Verfassung. Et sief drop higewisen, dass am Artikel 114 vun der Verfassung heifir eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun der Verfassungsofängerung, déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk), rapportrice | Här President, léif Kollegeen a Kolleeginnen, et ass mer eng grouss Éier a Freed, haut als Rapportrice hei um Riednerpult ze stoen. Ech soe Merci dofir.

Am parlamentareschen Dossier 6956 mat dem Titel „Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution“ stécht immens vill Aarbecht. Ech sinn dowéinst frou, dass den Dossier mam haitege Vott zum verdéngten Ofschloss vun enger laanger Prozedur kënn.

De Rapport wäert an enger éischter Linn op de generellen Historique, d'Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun souwéi op d'Prise de position du Gouvernement an den Avis vum Conseil d'État agoen. An enger zweeter Linn presentéieren ech déi grouss Linne vun der Proposition, andeems ech eng Rei

Artikelen an Erklärungen virstelle wäert. All déi aner Elementer an Erklärungen fannt Dir am schriftleche Rapport ausféierlech beschriwwen.

De 24. Februar 2016 gouf d'Proposition vum Serge Urbany an der Chamber deposéiert an den 8. März 2016 ass den Dossier als recevabel deklariéiert ginn. An der Prise de position du Gouvernement vum 22. Abrëll 2016 gëtt dorobber verwisen, datt an der zoustänneger Kommissioun aktuell d'Proposition 6030 fir eng Verfassungsrevisioun diskutéiert gëtt. Vu datt d'Proposition 6030 d'Resultat vun engem laangen Diskussionsprozess ass a vu datt den Auteur vun där Proposition sät 2012 Deel vun den Diskussionen ass a vu datt d'Substanz vun der Proposition 6956 Deel vun den Aarbechten an der Kommissioun ass, steet geschriwwen, datt een net am Detail op déi eenzel Bestëmmungen vun der Proposition 6956 anzegoe brauch.

Am Avis vum Conseil d'État vum 10. Oktober 2017 steet dann, datt amplaz vun enger detailléierter Analyse vun den Artikelen vun der Proposition 6956, de Conseil d'État op seng Avis vum 6. Juni 2012 a vum 14. März 2017 verweist, déi mam Dossier 6030 zesammenhänken. Dës Avis géifen dem Conseil d'État seng Position zur Verfassungsrevisioun ausräichend duerleeën.

Souwuel d'Prise de position du Gouvernement wéi och den Avis vum Conseil d'État hunn also op den Dossier 6030 verwisen an dorobber verzicht, d'Artikelen vum Dossier 6956 explizit an de jeweilige Stellungnahmen ze analyséieren. No der Prise de position du Gouvernement vum 22. Abrëll 2016 an dem Avis vum dem Conseil d'État gouf den 22. November 2017 de Marc Baum an der zoustänneger Kommissioun als Rapporteur designéiert.

Eng Woch méi spéit, den 29. November 2017, goufen dunn d'Proposition, d'Prise de position vum Gouvernement souwéi den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun examinéiert. An deem Kontext hunn d'Membere vun der Kommissioun déi investéiert Aarbecht gewierdegt, och wann een, wat d'Substanz betrëfft, net enger Meinung war. Finalement gouf festgehale, datt dës virgestallte Proposition net déi grouss Linne vum Dossier 6030 erëmspigelt, aus deem jo d'Dossiere 7575, 7700, 7755 a 7777 ervirginn an datt een den Dossier 6956 parallel dozou weiderlafe léisst.

Den 23. November 2021 hunn ech du vum Marc Baum d'Relève iwwerholl an den 2. Dezember 2021 stoung den Dossier nach eemol um Ordre du jour vun der zoustänneger Kommissioun. De 7. Dezember dës Joer huet d'Kommissioun de Rapport adoptéiert a mam haitegen Dag steet den éischte Vott um Programm.

Vu datt déi erwänt Dossiere vun der Verfassungsrevisioun vun der Majoritéit an der CSV, déi jo eng Revisioun vun der aktueller Constitutioun uviséieren, jo och eng éischte Kéier gestëmmt sinn an dës Woch viraussichtlech eng zweete Kéier gestëmmt ginn, proposéiert d'Kommissioun der Chamber, dës Dossier 6956 net ze stëmmen.

Här President, léif Kolleegeen a Kolleegeen, ech ginn elo iwwer zum zweeten Deel vun deem Rapport, wou ech déi grouss Linne vun der Proposition virstelle wäert.

D'Proposition beinhalt am ganzen 18 Kapitele mat insgesamt 203 Artikelen. Dofir beschränken ech mech natierlech an deem mëndleche Rapport op véier Thematiken u sech, an zwar déi vun dem Staat, der Citoyenneté, de Grondrechter an der Demokratie.

Dat éischt Kapitel vun der virgeschloener Constitutioun proposéiert d'Statsform vun enger Republik a

beinhalt eng ausféierlech Definitioun vum Staat. Méi genee gesot, schléit dësen Text der Gesellschaft eng Definitioun vum Staat vir, déi den Accent virun allem op de Sozialstaat leet. Enner anerem huet de Sozialstaat d'Vepflichtung, e staarke Schutz vun de Grondrechter ze garantéieren a géint sozial Ongläicheete virzoeën. An dës soll am Aklang mat enger nohalteger Entwécklung fir Mënsch an Ëmwelt realiséiert ginn.

Wéi am Rapport méi ausféierlech beschriwwen steet, ka sech de Sozialstaat fir d'Auteuren net op een oder e puer Rechter souwéi net op eng oder déi aner Institution reduzéieren. De Sozialstaat ass fir si vill méi. Et ass e komplex Konstrukt, wat sech iwwerall an der ganzer Gesellschaft erëmspigelt.

Während dat éischt Kapitel ennersträcht, datt de politesche Pouvoir vun de Bierger/innen ausgeet, definiéiert dat zweet Kapitel méi genee, wien dann dës Bierger/innen sinn. D'Auteure schloen eng Definitioun vir, déi net méi ausféierlech (veuillez lire: net méi ausschliesslech) op dem Kritär vun der Nationalitéit berout. Si leeën fest, datt d'Biergerinnen an d'Bierger all déi Persounen sinn, déi d'lëtzebuerger Nationalitéit hunn, souwéi all déi Persounen, déi sät mindestens fënnf Joer hei am Land wunnen. Donieft gëtt de politesche Alter op 16 Joer festgeluecht an d'Walflicht als Biergerpflicht definéiert. All dës Punkte sinn explizit am selwechte Kapitel verankert.

Dat drëtt Kapitel da betrëfft d'Grondrechter a beinhalt 70 Artikelen. Dës grouss Zuel vun Artikelen spigelt d'Wichtigkeet vun deem Deel an där Proposition erëm. D'Kapitel fänkt mam Artikel 14 un, dee verfüügt, ech liesen Iech et kuerz vir, datt: „La dignité humaine est inviolable. L'État garantit son respect sans aucune restriction et interdit tout traitement et toute peine qui la violerait.“

D'Auteure vun der Proposition sinn der Meinung, datt d'Notioun vun der „dignité humaine“ eleng stoend net esou einfach ze definéieren ass a souguer séier zu ënnerschiddlechen Interpretatiounen féiere kann. Aus deem Grond verrieden d'Auteuren d'Meinung, datt een d'Dignité humaine, also d'Mënschewierd, an der Constitutioun genau an ausféierlech definéiere soll, also festhale muss, wéi eng Rechter a Flichten aus der Notioun erausginn.

Aus Zäitgrënn verzichten ech dorobber, all Artikel eenzel opzezielen. Mee ech ennersträiche gär, datt d'Proposition explizit an als aklobar Rechter Rechter wéi d'Recht op eng Wunneng, d'Recht op eng mënschewierdeg Aarbecht, d'Recht op Bildung souwéi d'Recht op den Zougang zu de grondleeënde Bedierfnisse, zum Beispill Liewensmëttel, Gesondheet, och Waasser a Stroum, virgesäit. Andeems een d'Rechter, déi mat der Notioun vun der Dignité humaine a Verbindung bruecht kënnen ginn, op konstitutionellem Niveau explizit als aklobar Rechter verankert, garantéiert een e staarke Schutz vun dës soziale Rechter. Esou gesäit et dës Proposition vir.

Geneesou verdäitlecht de grad presentéierten Deel de Gedanke vun den Auteuren, datt d'sozial Gerechtheek eng essentiel Grondvoraussetzung dofir ass, datt jiddereen déi aner liberal Rechter iwwerhaupt notze kann.

Eng weider Intentioun vum drëtte Kapitel vun där Proposition ass et, aktuell an akut Problemer wéi zum Beispill de Klimawandel unzegoën. Den Abschnitt iwwer „Les droits environnementaux“ beinhalt aacht Artikelen, déi zum Beispill festhalen, datt de Staat obligéiert ass, a sengen Aktiounen de Prinzipp vum Développement durable ze respektéieren.

Dës Proposition verankert dann och de „principe de précaution“ an der Constitutioun, dee virgesäit, datt,

wann ëmmer e Risiko vun irreversibelen Schied, wéi zum Beispill fir d'Ëmwelt oder d'Gesondheet, besteet, déi zoustänneg Autoritéiten déi noutwendeg Moosname sollen huelen, fir dës Schied ze vermeiden.

Allgemeng wellen d'Auteuren iwwert dës Wee an där Constitutioun selwer staark Barrière géint d'Ëmweltzerstörung abauen a sech esou als Gesellschaft zu engem effektive Schutz vun der Ëmwelt verpflichten.

Ier ech elo gläich zum Schluss vun mengem Rapport kommen, wëll ech nach e puer weider Wieder zu der Thematik vun der Demokratie soen. Wéi erwänt, schléit dës Proposition vir, de politeschen Alter op 16 Joer erfzesetzen an de Krees vun de walbedeelte (veuillez lire: vun de walberechtete) Persounen ze erweiden, andeems eebe virgesi gëtt, datt d'Walfrecht net méi reng op dem Kritär vun der Nationalitéit berout.

D'Auteure vun der Proposition si sech allerdéngs och ganz genee bewosst, datt eng lieweg Demokratie net nëmmen dorobber beschränkt d'ärf sinn, datt d'Bierger an d'Biergerinnen all puer Joer wiele ginn. D'Auteure schloen dowéinst e Biergerinitiativrecht als een zentrale Punkt vun der Erweiterung vun der Demokratie vir. Dës Mechanismus ass am Artikel 120 am Detail beschriwwen.

Fir datt dës Kärscht vun der direkter a partizipativer Demokratie esou effektiv wéi méiglech ass, gesäit dës Proposition dräi Etapp vir: An enger éischter Etapp presentéiert e Bierger- a Biergerinnenkomitee e Virschlag fir e Gesetz. Wa mindestens 0,5 % vun deenen op de Wallëschen ageschriwwene Bierger a Biergerinnen dem Virschlag zoustëmmen, da geet dës Virschlag weider an d'Chamber.

Wann d'Chamber dee Virschlag ofleent, da kënnen d'Initiatoren an enger zweeter Etapp nach eemol probéieren, Ënnerschrëften ze sammeln. Kréie si 2,5 % zesummen, da muss d'Chamber sech nach eng Kéier mat deem Virschlag beschäftegen. Leent d'Chamber de Projet allerdéngs of, da kann de Komitee an enger drëtter a leschter Etapp e Referendum verlaangen. Esou gesäit et dës Proposition de révisioun vun der Constitutioun vir.

Den Text gesäit also eng substantiell Verdéiwung vun der direkter Demokratie vir, ouni dobäi d'Dier opzemaache fir eng Bagatellisierung vun dem direkt-demokrateschen Instrument.

Här President, léif Kolleegeen a Kolleegeen, d'Proposition, déi ech haut presentéiere konnt, gouf am Kader vun der Debat iwwert d'Revisioun vun der Verfassung entworfen, eng Debatt, déi eis jo sät ville Jore begleet. D'Proposition erhieft net den Uspruch op Vollstännegkeet, Perfektioun oder Feelerfräiheet, mee si gesäit sech als e konstruktive Bäitrag zu dem genannten Debat. Andeems d'Auteuren e kompletten a konkreten Text virgeluecht hunn, deen e weidere Bléckwénkel duerleet, denken ech, datt dës och vollkomme gelongen ass.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech kéim dann elo u sech zu menger Ried zu där Verfassungsrevisioun, also Verfassungspropos éischer. A jo, léif Kolleegeen a Kolleegeen, ech hunn et schonn éfters hei bei de Votte vun der Verfassung ugemerkt, ech hunn éfters schonn zur Verfassungsrevisioun ...

(Interruptions)

Ech hat annoncéiert, datt ech elo zu menger Ried kommen, zu menger eegener Ried kommen. De Rapport ass ofgeschlossen, ech kommen elo zu menger Ried.

**M. Fernand Etgen, Président** | Dir kënt déi och herno maachen, fir datt mer an der Reiefolleg bleiwen, wéi u sech den normalen Tour ass.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | A, ech hat dat proposéiert. Ok. Ech hat gemengt ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Dat heescht, datt mer eeben elo géifen an der Reiefolleg fueren, fir d'éischt de Spriecher vun der CSV, DP, LSAP, an dann herno kommt Dir dann an der Rei drun, ...

(*Interruption*)

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Ech hat gefrot, mee et ass an der Rei. Ech kann dat gär duerno maachen.

**M. Fernand Etgen, Président** | ... fir dann eeben einfach déi Minutten ze notzen, déi Der dann do hut ass politesch Sensibilitéit.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | An der Rei. Bis herno.

**M. Fernand Etgen, Président** | Ok, fein!

Den éischten ageschriwwene Riedner ass dann den honorablen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hut d'Wuert.

### **Discussion générale**

**M. Léon Gloden (CSV)** | Merci, Här President. Ech hunn et schon e puermol hei um Riednerpult gesot: En déiwe Respekt fir déi intellektuell Aarbecht vun de Kollegen a Kolleginne vun déi Lénk. Ech schlëssen hir Virgänger do besonnesch an, well ech mengen, d'Haaptaarbecht ass vun hire Virgänger gemaach ginn. Esou eng Verfassungsrevisioun ze schreiwe mat enger anerer Staatsform, dat ass en intellektuellen Effort an duerfir de Respekt hei. An ech mengen, ech kann do am Numm vun der Chamber schwätzen, fir de Respekt vun där intellektueller Aarbecht.

Déi Proposition, déi hei presentéiert ginn ass, ass awer net eise Projet, och wann eng Rei Artikeler bal deckungsgläich sinn. Mee Är Proposition huet op e puer Punkten e groussen Énnerscheid.

Den Haaptpunkt ass, datt Dir eng Republik wëllt. Dir hut datt net oft kloer gesot. Et ass elo déi éischte Kéier, datt dat hei ganz kloer formuléiert gëtt, soss hut Der ëmmer an Äre Rieden dat als leschte Punkt geholl, datt een et bal net méi matkritt huet.

Kann een, an déi Fro stellt sech, déi Fro stellt sech, Här President, kann een eng Verfassung, also de Sockel vun eise Zesummeliewen, de Sockel vun eisen Institutiounen, laanscht d'Geschicht vun engem Land schreiwen? D'Äntwert vun der CSV ass do ganz kloer: Ne! Mir sinn eng Monarchie constitutionnelle. Mir sinn déi eenzeg Monarchie grand-ducale, fir et esou ze soen, deen eenzege Grand-Duché op der Welt an – ech hunn dat och d'leschte Kéier am Kader vun de Rieden iwwert den éischte Vott vun eisem Projet gesot, vun eiser Proposition – de Grand-Duc als Staatschef hëlleft eis och, eng Rei Dieren an der Welt opzemaachen. Also ganz kloer: Mir si géint d'Republik!

Dann en anere Punkt, deen Der ervirgestrach hut, dat ass d'direkt Participatioun vun de Leit. Och do huet eise Projet, eis Proposition eng Rei Artikel iwwert d'direkt Participatioun. Och mir gesinn d'Initiative citoyenne vir.

An et ass komesch, Här President, datt déi Lénk am Fong net bis zum Schluss vun hirer Reflexioun ginn. De Courage huet se ënnerwee verlooss, well an der Proposition vun déi Lénk gëtt de President net vun de Leit dobausse gewielt, mee duerch d'Chamber designéiert. Ech hunn dat gëschter Owend nach eng Kéier extra nogelies, well ech konnt dat net gleewen,

datt esou eng progressistesche Proposition de loi (veullez lire: Proposition de révision de la Constitution) net bis zum Schluss gaangen ass an de President duerch d'Vollek wéi léisst. Firwat dat esou ass, dat mussen déi Lénk eis erklären.

Den zweete sougenannte File rouge vun der Proposition vun déi Lénk sinn déi sozial Aspekter. Jo, si gesinn eng ganz Rei sozial Rechter vir, eng ganz Rei Dispositionen iwwert d'sozial Errungenschaften hei zu Lëtzebuerg. Mee och si hunn net alles iwwerholl aus den internationalen Traitéen, wat déi sozial Aspekter, Rechter vun de Leit couvréiert. An och eise Projet gesäit eng Rei sozial Rechter vir, och eng Rei sozial Rechter, déi souzesoen dem 21. Joerhonnert ugegiddert ginn, wéi den Dialogue social.

Also stellt sech d'Fro, Här President: Ass déi Proposition de révision vun déi Lénk besser? Ass se méi modern? D'Äntwert vun der CSV ass ganz kloer: Ne! Well och eis Proposition gesäit modern Rechter a Flichte vir. Ech erënneren un d'Propositionen iwwert den Dateschutz, iwwert de verbesserten Émweltschutz an eng ganz Rei aner Punkten.

Am Rapport, deen an der Kommissioun ugeholl ginn ass, op der Säit 8 steet: „Projet alternatif d'une Constitution pour le Luxembourg – Un autre projet de société : Plus de droits, plus de justice sociale, plus de démocratie“. Jo, et ass en anere Projet, et ass en alternative Projet. Nee, et ass kee bessere Projet. Si gesinn net méi Rechter vir, si gesinn net méi sozial Rechter vir an en ass net méi demokratesch wéi eisen. Dofir wäert d'CSV beim éischte Vott vun dëser Proposition de révision dergéint stëmmen.

Merçi.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hut d'Wuert.

**Mme Simone Beissel (DP)** | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, virop och mäi Merci un d'Madamm Rapporteur Nathalie Oberweis fir hiren interessante Schrëftlechen a ganz gudde mëndleche Rapport. Ech hänke mech awer och un d'Mercie vun Léon Gloden dru vu vir drun, well et ass lassgaangen u sech beim André Hoffmann, dann de Serge Urbany, dann de Marc Baum an elo d'Nathalie Oberweis, déi alleguerten hir intellektuell Forcen zesummegestréck hunn, fir dëse Rapport ze ficeléieren.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir sinn u sech säit 1994 amgaang ze diskutéieren, dass d'Verfassung vun 1868 misst fundamental reviséiert ginn. Duerno ass et 2005 erëm eng Kéier méi prezis ginn an dann huet et gedauert bis 2009, bis de President/Deputéierten, de Paul-Henri Meyers, d'Proposition de révision 6030 deposéiert huet fir eng wierklech Refonte totale vun der Verfassung.

Wann ech elo aus dem Rapport vun der Madamm Oberweis liesen, dann ass et anscheinend d'SREL-Affär vun 2013, déi eise Kollege vun déi Lénk d'Iddi ginn huet fir ze soen: „Hei, elo muss eppes geschéien, elo versiche mer emol, eng alternativ Verfassung op d'Been ze setzen.“ Et koum natierlech och dohier, well du schon d'Analyse ware vun der Proposition 6030 an d'Partei déi Lénk gesot huet: „Dat do ass e Modell, deen zwar vun de Majoritéitspartei plus CSV gedroe ginn ass, mee mat deem kënne mir eis net identifizéieren.“

Dunn ass dann 2016 vum Serge Urbany déi alternativ Verfassung deposéiert ginn. Si ass 2017 fir d'éischte Kéier an der Verfassungskommissioun gekuckt ginn. Et koum dann och schon den Avis 2017, dat selwecht

Joer, vum Staatsrot. An et ass awer festgehal ginn, dass se géif parallell mat der Proposition de révision 6030 traitéiert ginn. Dunn ass dat Joer komm, Dir wësst, wat 2018 war: Do war e klenge Stillstand. Dunn hu mer erëm eng Kéier vu vir ugefaange mat enger anerer Reform. Mir hu versicht, déi bescht Saachen, déi modernst Saache vu 6030 eriwuerzehuelen. Dunn ass am Dezember 2021 d'Nathalie Oberweis als Rapporteur genannt ginn a si ass gefrot ginn, e Projet de rapport ze maachen. Deen hu mer de 7. Dezember dëst Joer an der Verfassungskommissioun ugeholl, mee schon dee Moment hunn d'Majoritéitspartei plus d'CSV hir Reserven, hir Retizenzen a souguer hir Opposition zu dësem Projet kommuniquéiert.

Här President, fir déi Lénk ass eng nei Verfassung, an ech zitieren, net nëmme eng „question de technique juridique, mais un choix de société“. A genau do, léif Kollegin Oberweis: Da scheiden sich die Geister. Och fir eis ass eng nei Verfassung e Choix de société, e Choix de société politique, civile, sociale, dat heescht, e Choix vun enger Staatsform fir dëst Land.

Wann ech awer elo kucken – an ech hunn Äre ganzen Text akribesch gelies, déi 203 Artikel –, dann huellen ech just elo zwee Beispiller eraus aus Äre Lignes de force, mat deenen d'liberal Fraktioun hei an der Chamber absolut net kann d'accord sinn:

Énnert dem Punkt „1. une définition substantielle de l'État comme choix de société“, énnert dem Titel „La question de la démocratie économique et du droit de propriété“, peilt Dir an Ärem Text eng méiglech Verstaatlechung vu sämtleche groussen wirtschaftlechen Entitéiten, just mat der Exceptioun vun der Privatwirtschaft, an och eng Verstaatlechung vun de Ressources communes un. Dat ass fir d'DP-Fraktioun hei an der Chamber net akzeptabel.

En anert Beispill ginn ech Iech, an de Léon Gloden ass virdu schon drop agaangen: Énnert dem Punkt 4 vun Äre Lignes de force, do steet dann énnert dem Titel „renforcement de la démocratie“ énnert dem leschten Tiret: „remplacement de la monarchie par une présidence aux fonctions limitées“.

Dir envisagéiert also d'Staatsform vun enger République semi-présidentielle hei zu Lëtzebuerg, wou laut Ärem Text de President limitéiert Fonctiounen awer nëmme huet. Dat, Här President, brécht total mat eiser constitutioneller Geschicht. A wann ee kuckt, wou mer haut 2022 stinn, bréngt déi do Usicht fir mech a fir eis och keng Plus-value fir d'Realitéte vun onsem Land 2022.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Simone Beissel (DP)** | Dierf ech Iech drun erënneren, Här President, léif Kollegen, dass den 12. Januar 1919 no engem Vollekopstand hei an der Stad d'Republik proklaméiert ginn ass a genau 48 Stonnen iwwerlieft huet?

Zweetens, dierf ech Iech drun erënneren, dass d'Lëtzeburger Vollek den 28. September 1919 mat enger Majoritéit vun 73,3 % sech formell géint d'Asetze vun enger Republik an dësem Land ausgeschwat huet a fir den Erhalt vun der Monarchie, an dofir ipso facto fir den Erhalt vun der Dynastie vun den Nassau-Weilburger um Lëtzeburger Troun?

Dat geet virun duerch d'ganz 20. Joerhonnert, well ech mengen kënnen ze behaupten, dass d'Monarchie constitutionnelle hei am ganzen 20. Joerhonnert bis haut hir Prevü bruecht huet. Dierf ech dat virbildlechte Verhale vun der Grande-Duchesse Charlotte an dem deemolege Präz Jean am Zweete Weltkrich ervirhiewen, wéi se sech verhalen hunn a wéi se duerno, wéi se erëmmkomm sinn, alles gemaach hunn, fir

den zesammenhalt vun dem Lëtzebuenger Vollek ze stäerken?

Dierf ech Iech och drun erënneren, dass duerch déi onzäleg diplomatesch a wirtschaftlech Missiounen, déi dauernd vun eise respektive Groussherzoginnen a Groussherzogen am Ausland begleet ginn, nach haut, haaptsächlech och elo mat dem Grand-Duc Henri an dem Ierfgroussherzog Guillaume, de Stellwäert, de Status vum Lëtzebuenger Land mat senger mini Surface géographique dobausse vill méi staark ass duerch de Fait, dass eeben d'Royals bei alleguerten deene Visitten derbäi sinn.

Mir kréien dat andauernd gesot, déi Leit, déi mat bei deene Visitten derbäi sinn, ob et diplomatesch Visitte sinn, ob et wirtschaftlech Missioun sinn, déi hunn nëmme Luef, well déi kréien d'Appreciation vun de Leit dobaussen, wann d'Lëtzebuenger komme mat Grand-Duc respektiv Ierfgroussherzog. An Dir brauchst jo nëmme ze kucken, wat fir eng Unzuel vun Ufroer mer kréie vu lauter auslänneschen Tête-couronnéen, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen, well Lëtzebuerg vun hinnen appreciéiert gëtt a senger staatelecher a wirtschaftlecher Form. Ech mengen, heibanne kënnen mir dat alleguerten zesammen nëmme appreciéieren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Simone Beissel** (DP) | Här President, wann ee queesch iwwert de Kontinent kuckt, haaptsächlech de westleche Kontinent, do hu mer jo nach eng ganz Serie vu Monarchien. An an de leschte Jore sinn an all deene Länner all Efforte gemaach ginn, fir déi Monarchien ze moderniséieren, ze adaptéieren un d'politesch an d'gesellschaftlech Realitéite vun hire Länner. Mir hunn dat selwecht gemaach.

D'Proposition de révision 7700 mat dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo, déi mer iwwermuer an den zweete Vott huelen, huet d'ganz Monarchie constitutionnelle, hire Stellwäert, hire Fonctionnement mat enger neier Maison du Grand-Duc akribesch op de Metier geholl. A mat dem Accord vum Herrscherhaus hu mer Texter elaboréiert, déi modern sinn, performant an déi d'Monarchie constitutionnelle an dësem Land total rechtfertegen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och wann d'Lektür, an ech hunn et scho gesot, an den intellektuellen Effort vun de Kolleegen vun déi Lékn immens ze appreciéieren sinn an et fir mech en intellektuelle Plesier war, fir déi 203 Artikel ganz genau duerchzelieschen, ass awer dës Propositionen vun déi Lékn fir d'liberal Fraktioun constitutionnel en No-Go a mir kënnen nëmme dergéint stëmmen.

A fir de Moment soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An den nächsten ageschriwwene Riederen ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | O! Ech wollt scho bei de President goen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech hat schonn en Ugrëff op de President gefaart.

(Hilarité)

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nee, Här President, ech si ganz verfassungstrei.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Interruption par M. André Bauler)

Merci, Här Bauler, fir d'Virschlosslorberem. Et gëtt nach besser.

(Hilarité)

Fir d'éischt emol merci der Madamm Rapporteur an den Auteurs vun dëser Proposition de révision fir hir Aarbecht. Déi Proposition fir eng alternativ Verfassung ass 2016 hei deposéiert ginn. Si ass an der Institutionskommission behandelt ginn a mir hunn aus Respekt virun dëser Aarbecht alles gemaach, dass si virun den zweete Votte vun deene véier Kapitele fir eng wäitgeend Revisioun vun eiser Verfassung an de Plenum kënn, eng Revisioun, déi vun enger breeder Majoritéit vun eiser Kommission gedroe gëtt.

Ech schwätze vun deene véier Kapitele Revisioun, ech schwätzen net vun dëser Proposition. Well ech wëll direkt Kloertext schwätzen: Déi Proposition 6956, déi vun der Madamm Oberweis presentéiert gëtt, war an der Institutionskommission net konsensfäeg. Awer ofgesi vun där Positioun fénnst sech tëschent de Propositione vun déi Lékn an de Propositione vun der Institutionskommission, soen ech emol esou, och wann et keng Unanimitéit an der Institutionskommission gëtt, sou dach awer eng ganz, ganz grouss verfassungsdroend Majoritéit, gëtt et eng ganz Rei vu Gemeinsamkeiten.

Iwwregens: Déi Propositionen, déi vun der Kommission gedroe sinn, déi komme muer an iwwermuer zum zweete Vott hei an de Plenum.

Déi Propositionen, déi vun där grousser Majoritéit vun der Institutionskommission gedroe sinn, sinn och am Géigendeel zu dëser Proposition breet an der Effentelechkeet diskutéiert ginn. Nu wëll ech net ofstreden, dass mer hei aner Méiglechkeeten haten, fir déi Diskussiounen ze féieren, wéi d'Kollegee vun déi Lékn, mee nichtsdestotrotz sinn eis Propositione breet diskutéiert ginn.

Gesamkeiten gëtt et kloer, wat d'Definitioun vun dem Sozialstaat ugeet. Bei eis an deene Propositionen, déi breet gedroe sinn, ass d'Recht op de Sozialdialog verankert, ginn d'Berufschamberen explizit unerkannt, de Sozialdialog soll gefördert ginn.

Änlechkeeten, och wann dat net eent zu eent ass, gëtt et och zur Laïcitéit vum Staat, wou an der Proposition de révision 7700 no deem, wat um Terrain geschitt ass, och d'Relatiounen tëscht Kierch a Staat, tëschent Staat a Glawengsgemeinschaften gereegelt ginn an et zu enger klorer Trennung kënn.

D'Stärkung vun der Chamber, déi och vun de Kolleegen vun déi Lékn gewënnt ass, geet ewéi e roude Fue dem duerch d'Propositione vun der Institutionskommission; also och do net dee grouss fundamentalen Énnerscheed. D'Chamber kritt méi Moyenen, fir hir Kontrollfunktioenen vis-à-vis vun der Regierung ofzesécheren. Ech nennen nëmme d'Enquêtekommission, déi an Zukunft méi liicht, awer net liichtfankeg soll kënnen agesat ginn.

Gesamkeiten gëtt et ganz sécher och am Asaz géint de Klimawandel, fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an de Schutz vu Mënsch an Ëmwelt. Dat fénnst een an deenen zwee Texter erëm gradewéi een d'Verbondenheet zu der Europäescher Gemeinschaft an deenen zwee Texter erméffent.

Am Géigesaz zu der Proposition vun déi Lékn sinn an d'Propositione vun der Institutionskommission besonnesch beim Kapitel iwwert d'fundamental Rechten vill Virschléi vun de Bierger eragefloss, iwwert dat Ugebuet vun „Är Virschléi“. Ech hat dat virdu scho gesot, Dir hutt net déi selwecht Méiglechkeete gehat,

mee et ass awer e wichtege Fakt an der Biergerbeedelegung.

Grouss Énnerscheeder gëtt et bei der Staatsform. D'Virschléi vun der Madamm Oberweis an hire Kolleegen, déi plädéieren ganz kloer fir d'Staatsform vun enger Republik mat un der Spëtz engem President. D'Institutionskommission huet hei Kloertext geschwat: Mir halen un eiser jëtzege Staatsform fest. Dat ass kee Vott géint eng aner Staatsform, déi kéint Republik mat engem President un der Spëtz heeschen, mee et ass awer e kloert Bekenntnis zu enger Staatsform, déi fest an eiser Geschicht verankert ass an déi sech an där Zäit, wou se do ass, besonnesch an der moderner Zäit, bewäert huet a ganz staark vun eise Leit gedroen ass.

Mir hunn also keng Noutwendegkeet gesinn, déi Staatsform a Fro ze stellen. Allerdéings, an dat hu meng Virriedner gesot, net an allem, net eent zu eent, wéi dat bis elo an enger Verfassung gereegelt war, déi relativ an d'Jore komm ass, mee an där Form, wéi se an dat 21. Joerhonnert erapast, a voller Transparenz. An dat fanne mer erëm duerch déi kloer Definitioun vun der constitutioneller Monarchie an déi kloer Missiounen vun dem Grand-Duc, eise Staatschef, als Deel vun der Exekutiv. A mir hunn och bestäegt, dass de Grand-Duc un der Spëtz vun der Arméi, selbsterständlech ënner der Responsabilitéit vun der Regierung, bleift.

Mir hunn de Staatschef mat eise Propositionen ..., oder mir wäerten de Staatschef mat eise Propositionen net schwächen, mee mir ginn him déi personell an déi materiell Méiglechkeeten, fir dat Amt an der Representatioun vun eise Land esou gutt wéi méiglech auszufüllen. A mir ginn him och d'Méiglechkeet, fir d'„Maison du Grand-Duc“ oder seng Verwaltung ze organiséieren. Also och an där Verfassung, wéi se vun der grousser Majoritéit an der Institutionskommission gedroe gëtt, komme mer an eng modern Monarchie eran, a voller Transparenz.

Et gëtt eng Rei vun anere Parallelen, déi ech net wëll dönschweigen. Déi Propositione vun deenen zwou Säite setze sech fir en erweiderten Déiereschutz an, si setze sech a géint de Klimawandel souwéi fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an et kommen op deenen zwou Säiten eng Rei vu Staatsziler derbäi.

Ech wëll och insistéieren, dass bei eis bei de Staatsziler wichteg Ziler derbäikommt sinn, zum Beispill soll de Wunnengsbau, d'Recht op Wunnen, zu engem prioritäre Staatszil ginn.

Net zréckbehale goufen an eise Verfassungstext Froen, déi ganz kloer vun enger grousser Majoritéit vun de Leit tranchéiert gi waren, an zwar 2015: d'Walrecht mat 16 an d'Ausländerwalrecht. Do gouf et eng ganz kloer Decisioun vun de Wieler an déi gëtt an eise Texter eent zu eent respektéiert, och wann dat net déi Diskussioun op ëmmer an éiweg wäert zoumache. Mee wann een dat nach eng Kéier géif zur Diskussioun stellen, ass et awer ganz kloer, dass dat nëmme iwwert de Verfassungswee ka goen an net esou, wéi fälschlecherweis vun Einzelnen behaupt gëtt, déi eppes an déi nei Verfassung, esou wéi mir se virstellen, wëllen erantéieren, ka geschéien. Dat wär en No-Go. Dat geet iwwerhaupt net! Esou Énnerstellung misste sech eigentlech vum selwen an den Abseits setzen, well dat, wat ënnerstallt gëtt, geet guer net!

Also, Gemeinsamkeiten gëtt et gëtt och eng ganz Rei vu fundamentalen Énnerscheeder, déi, géife mer se akzeptéieren, eis Gesellschaft géife splécken. An dat ass definitiv net de Sënn vun enger Verfassung, och net de Sënn vu fundamentale Verfassungsännerungen. Eng Verfassung soll d'Leit ënner engem

gemeinsame Gesellschaftsprojekt zesummebréngen an net deelen.

Dofir ass et ganz kloer, dass meng Fraktioun, d'LSAP, sech fir déi Propositione vum enger ganz grousser Majoritéit an der Institutionskommissioun ausdréckt a géint déi Proposition, déi vun der Madamm Oberweis virgestallt gouf. Iwwregens war d'Ofstëmmung iwwert de Rapport vun der Madamm Oberweis positiv – iwwert de Rapport! Mee iwwert den Inhalt war se negativ.

Ech wëll Iech Merci soen, dass Der mer nogelauschtert hutt, a mir ginn eis Rendez-vous muer an iwwermuer fir déi véier Kapitele vum der fundamentalen Verfassungsrevision, oder vum der Verfassungsrevisionen, déi fundamentalen Verfassungsrevisionen, wéi mir se an deem Mooss zënter dem Bestoe vum eiser jëtzege Verfassung net erlieft hunn.

Här President, merci villmoos.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Di Bartolomeo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue (déi gréng)** | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Nathalie Oberweis an der ganzer Ekip vum déi Lénk, déi dorunner geschafft hunn, fir dee Rapport a fir déi Ried hei virzereeden. Also Chapeau eisersäits un d'Kollege vum déi Lénk! Meng Virriedner hu schonns op déi intellektuell Leeschtung an de Courage higewisen, eng alternativ Verfassung ze redigéieren, fir deen Exercice unzuzoen. 6956 ass d'Nummer vum der Propos. Mir si fir de Moment amgang, d'70er- an d'80er-Nummeren ze diskutéieren. Dat weist, dass déi Propos net vu gëschter ass.

Dës Verfassungspropas huet also hiren Ursprung, wann ech richtig informéiert sinn, am Walprogramm 2013 vun déi Lénk, wou eng vun de Fuerderungen d'Ausschaffe vum enger neier Verfassung mat Trennung vu Kierch a Staat engersäits an och dem Ofschafe vum der Monarchie war. Deposéiert gouf déi Propas dunn am Februar 2016 vum Serge Urbany.

Am Exposé des motifs kënne mer liesen, dass eng vun den Haaptmotivatiounen de Constat war, dass sech zënter dem Schluss vun 19. Joerhonnert e staarke Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg entwéckelt huet a progressiv säin Néierschlag an ëmmer méi heefegen an ëmmer méi elaboréierte Gesetzer fonnt huet, mee awer bis haut keng oder weineg Verankerung an der Lëtzeburger Verfassung fonnt hätt, déi nach ëmmer vun enger reng liberaler Logik geprägg wär, déi d'Zesammenhäng tëscht de klassesche bürgerleche Fräiheeten an den zënter 1860 no an no gewuessene Sozialrechter net genuch en compte hält.

Dësen Exposé des motifs geet och drop an, dass déi nei Sozialnorme respektiv den neien enke Lien tëscht den individuellen Fräiheeten an de Sozialrechter par konter op internationalem Niveau scho grouss Réckhalt kruten an no an no als Rechter vum der zweeter an drëtter Generatioun hiren Néierschlag an internationale Konventiounen a Pakten op Niveau vum der UNO fonnt hunn, mee dass dës Pakten awer keng verbindlech juristeschen Natur hunn. Dowéinst sollte se besser direkt an d'Lëtzeburger Verfassung abruecht ginn.

Weider seet den Exposé des motifs och, dass den deemolege Reformprojekt vun eiser Verfassung, déi ominéis Proposition 6030, net den haitegen Enjeu vun eiser Gesellschaft géif gerecht ginn an datt e sech grosso modo just op eng kosmetesch Operatioun vun eiser momentan nach gülteger Verfassung géif limitéieren – ech zitieren den Exposé des motifs –,

an deemno kéint een net vum engem wierkleche Re-nouveau constitutionnel schwätzen.

An dann nach dat Wichtigst: Am Exposé des motifs selwer erkläert den Auteur Serge Urbany, dass dës Proposition vum déi Lénk u sech keng realistesch Proposition ass, mee datt et hiert Zil ass fir ze weisen, wéi eng komplett nei Approche, en neie Choix de société, kéint ausgesinn, a fir den aktuellen Debat ronderëm d'Proposition 6030 mat neien Elementer an Iddien ze fidderen an och esou ze beaflossen.

Deen Ausgangspunkt vun där Demarche vum der Proposition vum déi Lénk kënne mer warscheinlech all heibannen deelen – enfin, bal all heibannen –: nämlech, datt eis momentan Verfassung par rapport zu ettleche gesellschaftleche Verännerungen, par rapport zu eiser institutioneller Realitéit an zur Anerkennung vum neie Generatiounen vu Biergerrechteren dätteleche Retard huet. Dat ass evident! A genee dës Retard war jo och de Grond vum deem ëmmer méi noutwendige Geflécks, kann ee wuel soen, bei eenzelen Artikelen an der Verfassung.

Och a menger Partei, bei deene Gréngen, gouf et am Laf vun de Jore, wou um grouse Reformprojekt geschafft gouf, Gedanken, fir eng eege Proposition auszuschaffe respektiv, als méi realistesch Approche, eegen Amendementer eranzeginn, déi eis gréng Position géife fir jiddwereen dobausse kloermaachen an déi de Punkten aus de gréngen Walprogrammer géifen entsprechen. An och déi Diskussioun iwwert d'Fro, ob et sënnavoll wär, d'Prinzipien, déi souwisou schonns duerch international an europäesch Verträge geschützt sinn, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, trotz deem nach eng Kéier an eis national Verfassung ze iwwerhuelen, gouf a menger Partei iwwer Joren diskutéiert.

D'Konklusioun war awer a béide Fäll, datt et éischters besser wär, mat der Verfassung keng Parteipolitik ze maachen, mee matzehllefén, e méiglechst gudden an akzeptable Konsentext an d'Prozedur ze kréien. Well unhuele kënne mer jo eng Verfassungsrevision, wéi mer wëssen, just mat enger Zweekräftemajoritéit. An zweetens ass et méi sënnavoll, eiser Meenung no, dass d'Lëscht vun de Rechter, déi schonn international verankert sinn, net eent zu eent an d'Lëtzeburger Verfassung iwwerhol gëtt. An op dem Auteur seng Kritik un der juristescher Valeur vum dësen internationalen Text ass meng Virriednerin, d'Simone Beissel, jo och schonns e wéineg agaangen.

Op eenzelen Punkten, déi an der lénker Proposition als noutwendig Handlungsfelder identifizéiert goufen, hu mir an der Kommissioun awer nach an de leschten zwee Jore villes nogebessert. Esou kréie mer elo mam neien Text fir déi éischte Kéier eng kloer Definitioun – eng kloer Definitioun – vun de Missiounen an de Pouvoiren vum dësem Parlament an eis Verfassung stoen.

An och de Staatsrot evoluéiert a Richtung Beroder vun der Chamber an net just eenzege Beroder vum der Regierung. Am véierte Kapitel, wat ech iwwermuer fir d'zweert rapportéieren, wäert ech nach am Detail dorobber kënne zréckkommen. Allerdéngs ass dës Modernisatioun vum der institutioneller Position vum Staatsrot am neie Reformtext manner problematesch, wat déi demokratesch Gewaltentrennung ugeet, wéi déi Lénk Textpropas.

Ganz änlech problematesch a puncto Gewaltentrennung ass et beim Verfassungsgericht, wou déi lénk Proposition virgesäit, dass d'Hallschent vun de Riichter vun der Chamber géif fir maximal zwee Mandater vu sechs Joer genannt ginn, an dat och nach en bloc. Dat heescht, mat där Proposition géife mer eng héich politiséiert Justiz kréien. An do kann ech

absolutt net d'accord dermat sinn. Mir gesi jo, wat esou en Nominatiounspouvoir vum US-President fir déi héchste Riichter fir en enormen Impakt kann hunn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue (déi gréng)** | Muer de Moien, Mëttwoch, stëmme mer jo iwwert den Nationale Justizrot of. An deem Text ginn d'Onofhängegkeet an d'Organisatioun vum Justizapparat esou reforméiert, wéi et sech fir e moderne Rechtsstaat gehéiert.

Op der grénger Bänk, genauou wéi op anere Bänken heibannen, gëtt et sécherlech Sympathie fir Punkten aus dëser Proposition – meng Virriedner hunn et gesot –, mee konsensfäeg fir eng Zweekräftemajoritéit waren déi Propasen evidenteweis net.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue (déi gréng)** | Den evidentsten a visibelste Punkt vum der lénker Proposition ass ouni Zweifel d'Grondiddi, wéi de Léon Gloden et virdu gesot huet, dass de Grand-Duc duerch e President sollt ersat ginn, dee vum der Chamber gewielt géif ginn, also semi-direct, ...

(Interruption)

... an anere Wieder, aus der Lëtzeburger Monarchie eng Lëtzeburger Republik ze maachen. D'Simone Beissel ass op den Historique agaangen, wéi d'Traditioun hei am Land ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue (déi gréng)** | Et ginn awer och eng Rétsch aner wichtig kontrovers Sujeten an dëser Proposition thematiséiert. Am Artikel 89 geet iwwert d'Walflight rieds, déi sollt festgeschriwwen ginn, déi just am Walgesetz steet fir de Moment. Dat ass eng kohärent Approche, a fir dee Choix huet sech an der Proposition 7777 ouni Schwierigkeeten en Accord fonnt a mir schreiwen d'Walflight do an. Mir gesi jo an England, zu wat eng niddreg Walbedeelegung ka féieren a wéi een definitiv duerno mat deem Problem muss ëmgoen!

Am Artikel 94 gëtt de Kumull vum dem Deputéiertenmandat mat dem Mandat vum Buergermeeschter oder Schäfte verbueden. Dat ass zum Beispill och ee vun de Punkten aus där Proposition, deen eis als Gréng ganz sympathesch ass, well dat am gréngen Walprogramm steet.

(Brouhaha et interruptions)

Dëse Punkt hätt als Konsequenz eng weider Stärkung a Professionalisierung vum der Chamber. Mat der neier Verfassung gëtt awer och elo op d'mannst de prozedurale Wee dohinner erlichert, andeems mer d'Definitioun vun Antikumullregeln och per Gesetz erlaben an net just iwwert d'Verfassung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue (déi gréng)** | Affaire à suivre!

E weidere Punkt, deen all fënnf Joer no der Chamberwal am Débat public optaucht an héich kontrovers ass a wou mer absolutt kee Konsens tëscht de Parteien konnten errechen, ass d'Fro vun de Walbezierker. Mir Gréng sinn hei bekanntlech och fir en eenheetleche Walbezierker, esou wéi en hei an der lénker Proposition virgeschloen gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue (déi gréng)** | Déi Proposition huet awer keng Majoritéit.

(Interruption)

Dofir hate mir bei den Aarbechten zur 6030 propositionéiert, fir dës Walbezierkeropdeeling, änlech wéi

d'Antikumullreegelen, vun der Verfassung eriwwer an d'Walgesetz ze huelen. Dat géif spéider Ännerunge méi einfach maachen, wann eng politesch Majoritéit bis dohinner dann eng Kiéier fonnt wär. Mee och fir dës gréng a reng prozedural Upassung hu mer keng Zweedréttelmajoritéit an der Kommissioun fonnt. Mir müssen nach en Tour dréinen.

An dëser Problematik ass a méi wéi enger Partei an deene leschte Méint a Joren d'Fro opkomm, wéi ee kann derfir suergen – och bei eis an der Partei –, dass d'Kandidaten am ländlechen, manner dicht besidelte Raum eng Chance hunn, an d'Chamber gewielt ze ginn, ...

**Une voix** | Voilà! Sot eis dat mol!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | ... an net just Leit aus den dicht bewunnte Ballungszentren. An dëser Diskussioun ass et duerch d'geografesch Entwécklung, duerch d'Verdeelung, ganz dätlech zu engem aneren Denke komm an déi Fro vun „aus véier maach eent“ ass einfach eng aner Diskussioun ginn, well d'Soziologie am Land sech verännert huet an och d'Geografie.

Dee Risiko, wéi gesot, dass just déi aus den dicht bewunnte Ballungszentren gewielt ginn – fréier hu mer just vum Gewiicht vun der Stad geschwat –, dee Risiko ass ganz reell, soulaang mer den aktuelle Walsystem mam Panachage nämlech bäibehalen. Dat heescht, mir misste komplett d'Fro stellen, wéi e Walsystem mer wëilten hunn a wéi eng Vertriebung mer wëilten hunn.

Eent vun de Leitmotiver vun der grousser Verfassungsreform, déi jo op 1999 an op eng éischt Konsenspropos am Joer 2009 zrëckgeet, ass dat, datt et sech bei dëser Revisioun net ëm eng Revolutioun handelt, mee ëm eng Evolutioun vum haitege Verfassungstext. Mee ech mengen, wann een den Exposé des motifs gelies huet, da weess een, datt et, wéi ech et schonns gesot hunn, net Är Absicht war, e konsensfähigen Text hei ze presentéieren, mee eng parteipolitesch Visioun duerzelleen, déi Ärem Walprogramm vun 2013 entsprécht.

An Ärer Proposition steet awer och nach dee ganz richtige Saz zum neie Verfassungsprojekt. Ech zitieren: „Si ce projet était finalement adopté, il faut donc que le débat sur ces droits sociaux soit poursuivi.“ An dat ass eppes, wat ech och nämme kann ënnerschreiven an ënnerstëtzen. Egal wéi déi nei Verfassung ausgesäit, si ass ni a Stee gemeesselt, och wann dat am Volleksmond dacks esou gesot gëtt. Och eng Verfassung ass e liewegen Text, dee mat der Gesellschaft muss evoluéieren. A genee dat geschitt jo elo endlech no 20 Joer Viraarbechten an e puer méi urgenten Ännerungen, déi mer tëschenderch gemaach hunn.

Mir kréie mat de véier Revisionsbléck eng Aktualisatioun vun der Rechter a Fräiheeten an och en neien, bessere Reequilibrage vun den institutionelle Pouvoiren, eng méi onofhängeg Justiz als rechtsstaatlech Kontrollinstanz vun der Politik an ee méi staarkt Parlament als politesch Kontrollinstanz vun der Exekutiv.

Merci och un déi Leit, déi 2014/2015 op der Säit vun déi Léng un dëser Verfassungspropos matgeschafft hunn. Ech denken do un de Serge Urbany, mee awer och un de fréieren Deputéierten Änder Hoffmann, deen als Ghostwriter dorunner matgeschafft huet. Esou eng Propos ass eng considerabel Aarbecht, ech sot et schonns. Och wann elo keng Majoritéit dofir do ass, verdängt, wéi am Ufank schonns gesot, dësen Exercice seng Unerkennung.

Als Gréng sti mer awer weiderhin zum ausgeschaffte Konsenstext a véier Bléck a mir kënnen der

Proposition vun déi Léng deemno net zoustëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Margue. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, och e puer Wuert vun eis zu dëser Proposition. An ech wëilt mech emol fir d'éischt deene Wiederer schléissen, déi och all d'Virriedner gesot hunn, dat ass e ganz grouse Merci un déi Léng fir dësen Text. Och un Iech, Madamm Oberweis, fir e ganz gudde Rapport, e ganz komplette Rapport, deen Iech warscheinlech och Méi kascht huet, well heiansdo hutt Der misse Saachen esou formuléieren, datt se vläicht méi intellektuell formuliert waren a manner vun Häerz koumen, wéi Der dat vläicht léiwer gemaach hätt. Mee gutt!

Déi Proposition, déi Der eis virgeluecht hutt, ass eng ganz spannend Lektür, dat muss een einfach soen. An et ass eng intellektuell Eraufuerderung, och eng Gewëssenseraufuerderung, well Der mat engem Modell vu Gesellschaft kommt a mat Suergen, déi vläicht fir aner Parteien, och fir eis Partei, net ëmmer un éischer Plaz stinn. An domadder gitt Der eis och eng Geleeënheet ze hannerfroen, wou mir stinn an ob mir eigentlech dat, wat Iech virun allem wichteg ass, och esecht genuch huelen. Ech mengen, dat ass och an der Politik ganz wichteg, datt ee sech déi Fro stellt.

An ech kann Iech soen, datt dee ganze Rësonement, deen Dir féiert ronderëm déi sozial Rechter, onbedängt dozou gehéiert. Déi ganz Politik huet an de leschten 150 Joer, 200 Joer eigentlech déi sozial Rechter an engem grouse Mooss entdeckt, anescht – ech wëll net soen, datt dat fréier net de Fall war, et war anescht de Fall. Mir hu se awer an der Neizäit, elo an eiser Modernitéit, nei formuliert, nei ausgebaut, hinnen eng ganz nei Wäertegkeet ginn. An dat ass e Wee, dee mer och musse viruogen, allerdings net als Egenzweck, net aleng, mee ëmmer och mat aneren Interessien. An et ass vläicht do, wou eis Iddie vun der Gesellschaft, vun der soziale Rechter, dann ausereinginn. Dat ass, datt mer se op jidde Fall net manner verabsolutéieren, mee einfach ëmmer de Kontext gesinn, dat, wat maachbar ass, an datt mer och d'Interesse vun anere Leit a vun anere gesellschaftleche Stréimungen net wëlle vergiessen.

Mee, wéi gesot, et ass e ganz interessanten Exercice gewiescht, deen eis wierklech interpelléiert.

Mir hunn als ADR eigentlech eng ganz – wéi soll ech soen? – sober Opfaassung vun der Verfassung. Fir eis ass se emol éischters en Instrument, dat de Staat definéiert, d'Architektur vum Staat, si beschreift de Fonctionnement vum Staat an d'Grondrechter vun der Bierger a wéi déi kënne verdeedegt ginn. Dat ass eigentlech de Corps vun der Verfassung an eisen Aen.

D'Verfassung ass kee politesche Programm. Dofir maache mer Politik. Dofir hu mer Walen. An esou e politeschen Opdrag gesi mir u sech net an enger Verfassung. Also dat ass en Ènnerscheid. Et ass einfach esou, datt mer d'Architektur vum Staat, de Fonctionnement vum Staat an engem Grondtext gesinn a mir wëllen deen eigentlech esou mann wéi méiglech politiséieren. Dat ass einfach en Ènnerscheid.

Mee trotzdeem, ech mengen, e bëssen ass jo alles Politik, an dofir wëll ech och soen, datt viles an Ärem Verfassungsentwurf ganz einfach intelligent ass, sënnavoll ass an och eis Approbatioun féinnt. Ech wëll Iech just dat Beispill nenne vun dem Verfassungsgericht. Dat ass och eppes, wat eis um Häerz läit, datt

eigentlech jiddereen kann d'Verfassungsgericht urufen. Dat ass eng ganz wichteg Saach. Leider ass dat an där Verfassung, déi elo hei mat enger Majoritéit wäert gestëmmt ginn an deenen nächsten Deeg, net virgesinn.

Dir hutt och Courage gewise fir de Cumul des mandats, datt een dat soll verhënnere bei Deputéierten, et soll een net gläichzäitig Buergermeeschter oder Schäfte ginn. Ech huelen hei mäin direkte Virriedner: Wann ech mech gutt erënneren, huet den Här Margue, mengen ech, och gesot, dat géif deene Gréngen um Häerz leien. Da kucken ech, ob net op deene gréng Bank do zoufälleg iergende vläicht d'Funktione vu Buergermeeschter oder Schäfte mam Deputéierte vereent. An da soen ech mer: Ma da kéinten déi jo direkt eng Decisioun huelen, wa se dat dann eescht mengen, an entweder dat eent oder dat anert Mandat oppginn!

Mee ech mengen, wann een esou eppes proposéiert, da muss ee kohärent sinn. Dat ass och eng Saach vun Éierlechkeet géintiwwer de Wieler.

Et sinn aner Saachen an deem Text, dat wäert Iech elo net wonneren, déi eis elo manner zousoen. Ech mengen, wann ech dat Wuert „Monarchie“ nennen, da wäert Der vun enger ADR jo net erwaarden, datt ech hei de Plädoyer vun der Ofschaffung dovou maachen! Dat ass net onbedängt eis Prioritéit. Mir bekenne eis selbstverständlech zu dëser Monarchie. Mir hunn och aner Problemer mat Ärem Text. Mee ech wëll Iech elo net hei iwwerméisseg kritiséieren. Mir hunn eeben eng aner Opfaassung. D'Ausländerwalrecht, do bekenne mir eis zur Natioun, Dir gitt méi a Richtung Citoyennetéit. Dat ass Äert Recht, dat ass just net eis Approche, well mir bekenne eis selbstverständlech zur Natioun.

Mat 16 Joer politescht Recht ass an eisen Aen ze fréi. Ech souz elo do, wéi ech Iech nogelasschert hunn an ech hu mech gefrot: Majo, mat 16 Joer, da kann een dann do Decisiounen huelen iwwer Krich a Fridden, an da muss een awer 18 Joer sinn, ier ee kann an d'Armei goen, well wann ee manner wéi 18 Joer ass, ass dat international verbueden. Dat si Kannerzaldoten. Do hätte mer also deen, deen decidéiert, dee 16 Joer hätt, an deen herno d'Leed dovun dréit, dat wär dann dee mat 18 Joer. Also wësst Der, mat all deene Saachen, dat ass awer Äert gutt Recht. Mee ech wëll just soen, och géintiwwer deene Virriedner: Dat ass per Referendum decidéiert ginn 2015, datt eebe mat 16 Joer elo kee Walrecht soll do sinn.

Mee ech hunn och der Madamm Beissel an anere Kolleegen hei nogelasschert, do hunn ech mer d'Fro gestallt: Wéi ee Referendum gëtt da wéi respektéiert? Et kann ee jo net elo higoen an deen ee Referendum respektéieren an deen aneren net! D'Madamm Beissel huet mat Recht erënnert un de Referendum iwwert d'Monarchie, dee läit elo 100 Joer zrëck. Mir respektéieren deen nach ëmmer an e gëtt och hei als Argument zitéiert fir ze soen: Déi Monarchie ass votéiert ginn, si ass plebiscitéiert gi vum Lëtzebuerger Vollek a si huet sech bewäert. An dofir respektéiere mer dee Referendum, also deen aus dem 20. Joerhonnert, nach ëmmer, während deen aus dem 21. Joerhonnert, vun 2015, deen ass scho contestéiert gewiescht, wéi d'Resultat nach net ausgezilt war!

Mir gesinn haut, datt vill Stréimungen, vill Ministerere souguer, Ministeren aus dëser Regierung, déi u sech jo och e politeschen Engagement hunn an och e Referendum musse respektéieren, den Ausgang vum Referendum 2015 oppen a Fro stellen, an Diskussionswender an esou weider an esou virun. Jo, da soen ech mer: De Wäert vum Referendum an eisen Land muss awer dee sinn, datt wéinstens d'Politiker dat respektéieren, wéi d'Madamm Beissel et gesot huet mam Referendum iwwert d'Monarchie!



Jo, dat muss och gëlle fir de Referendum 2015, mat de 16 Joer, mam Ausländerwalrecht. Dee Respekt wäerte mer jo awer dem Lëtzebuerger Vollek kënnen entgéintbréngen, wann esou eng Decisioun geholl ginn ass!

Et huet mech och gewonnen, den Här Gloden schwätzt vun der „participation citoyenne“. Ech wëll just drun erënnere, dass eist Uleies dat vun der Participation citoyenne ass. Mir hunn als ADR ëmmer gesot: „Mir hätte gär, dass dee Verfassungsentwurf dem Referendum virgeluecht gëtt.“ A wann een hei vu Participation citoyenne schwätzt, an déi véier Parteien, déi elo virun eis geschwat hunn, déi maachen dat jo, an et si jo och Elementer vu Participation citoyenne an der neier Regierung (veuillez lire: an der neier Verfassung): Mee déi „Participation citoyenne“ – groussgeschriwwen! –, dat ass de Referendum! An et ass fir eis einfach net nozevollzéien, éischtens, dass e Walverspriede gebrach gouf, an zweetens, dass dann hei d'Participation citoyenne an d'Fenster gestallt gëtt a gläichzäitig de Referendum refuséiert gëtt.

Wat fäerten déi véier Parteien, fir net op deen do Wee wëllen ze goen, net de Wee vum Referendum wëllen anzeschloen?

Do ass dann nach e Punkt iwwert d'Ausländerwalrecht. Ech weess, déi Lénk, déi hunn dat gär. Si hunn et och an hirer Proposition dann ernimmt, d'Ausländerwalrecht, absolutt. Ech verweise just nach eng Kéier op de Referendum 2015. An ech wëll och hei soen, dass elo de Kolleg Mars Di Bartolomeo gesot huet, déi Diskussioun wier net op ëmmer an éiweg zou. Voilà!

Dat, mengen ech, ass wichteg, well mir hunn als ADR an där ganzer Campagne hei iwwert déi nei Verfassung, déi jo des Woch dann an den zweete Vott kënn, och virun allem ëmmer op zwou Plazen opmierksam gemaach: Dat eent ass de Referendum, dat anert sinn d'politeschen Rechter, wou eigentlech de Wee op ass, fir en Ausländerwalrecht kënnen hei am Land anzeféieren. Ech weess, dass brauche mer eigentlech elo net weider ze widderhuelen, dass hu mer jo héieren an den Diskussiounen an deene leschte Méint, dass déi véier Parteien, déi dee Konsensus elo matdroen, dass absolutt ofstreden a soen, dass wär absolutt net méiglech mat deenen Texter!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, dat ass falsch.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mir soen, et ass richtig.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et ass falsch!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | A mir soen, Här Mars Di Bartolomeo, mir soen ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ouni Verfassungsännerung ass dat falsch!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | A mir soen ... Kommt, mir hunn déi Gedold, elo e bëssen ze waarden. Ech si gespaant, ech si gespaant, an ech net aleng, wat elo no deenen nächste Walen u Propositionen op den Dësch kënn! Mir wäerten déi Diskussioun do nach féieren a mir wäerten Iech ëmmer erëm un Är Wierder erënnere.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ouni Verfassungsrevisioun ass dat net méiglech!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, ech hunn elo d'Wuert, Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Punkt!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dann nach vläicht e lescht Wuert, ee lescht Wuert och zum Här Margue wéinst der Warnung, wou en och ganz Recht huet: Mir wëlle keng politiséiert Justiz! An en huet dat

Beispill USA gesot. Jo, ech mengen, eis Lénk Kolleegen hunn an hirer Proposition och Däitschland genannt. Mir hunn eng politiséiert Justiz, och an enger Rei vun europäesche Staaten, wou Riichter iwwer Parlamentsbeschluss ..., wéi an den USA, do ass et jo och de Senat, dee schlussendlech decidéiert, wie Riichter gëtt. Mir hunn dat och an Europa an enger Rei Staaten. Mir fannen dat net gutt! Ech soen Iech dat. Also wann Dir et net gutt fannt, mir fannen et och net gutt!

Mee et ass elo esou – an dat wäerte mer och diskutéieren, den Här Reding wäert elo och zum Conseil national de la justice Stellung huelen, muer de Mëtteg, mengen ech, dass dat –, mir hunn ...

*(Interruptions)*

... och hei am Land duerch dee Conseil national de la justice Risiken: Risiken, dass och eis Justiz ka politiséiert ginn. A mir wëllen dat net! Dat wëlle mer ganz kloer ënnersträichen! Den Här Reding wäert Iech dat exposéieren. An et ass eisen Interessi, mengen ech, dass mer d'Justiz an hirer Onofhängegkeet och esou wäit respektéieren, dass mer keng Dieren opmaache fir iergendeng Form vu Politiséierung vun deem drëtte Pouvoir.

Voilà! Dat gesot, wëll ech de Kolleeg vun deene Lénken nach eng Kéier ausdrécklech Merci soe fir eng ganz, ganz interessant Proposition. Dir wäert Iech net wonneren: Mir wäerte se net matstëmme. Awer, léif Madamm Oberweis, ech kann Iech soen, dass mir als ADR och an Zukunft wäerte mat Initiativen am Beräich vun der Verfassung kommen an dass mer Är Iwwerleeungen an aller Transparenz wäerte matafléisse loossen, well ech mengen, dass villes vun deem, wat Dir geschriwwen hutt, et verdéngt, am politeschen Debat virugedroen ze ginn an net duerch des kuerz Debatt begreuwen ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech verteidegen ech eis Verfassung hei. Dat ass evident! An ech muss soen, ech verstinn natierlech och, dass all déi verschidde Vertrieeder vun deene verschidene Parteien aner Appreciatiounen hunn, well mir hu jo all een anere politesche Brëll an dat muss ee jo ëmmer erëm kloer soen.

Mee ech kann awer och net oft genuch soen, dass eis Verfassung einfach besser ass wéi déi vun der Majoritéit a vun der CSV. An ech soen dat net wéi e bëllege Slogan. Nee, kuckt, eis Verfassung ass e bëssen eppes wéi eng Bibel, léif Kolleegen a Kolleeginnen.

*(Brouhaha)*

Wierklech, wann Der se liest, wann Der se liest, da fannt Der eng nei Inspiratioun. Et féinnt een, wann een duerno sicht, och en neien Anker, Här Gloden. Kuckt Iech se emol eng Kéier mat där Inspiratioun un. Kuckt, eis alternativ Verfassung erzielt vun enger Gesellschaft, ...

*(Interruption par M. Léon Gloden)*

... déi inklusiv ass, déi gerecht ass. Si verkierpert eng Visioun vun enger Gesellschaft, déi op staarke Wäerter baséiert. Et ass deemno e Gesellschaftsprojekt. Si gëtt eis Äntworten op déi sëllege Froen, déi mir haut hunn!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Et schéngt keen ze interesséieren.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, anscheinend interesséiert et keen. Mee wierklech, lauschtert emol gutt no, si gëtt eis Äntworten op déi Froen, déi mir haut hunn, all déi politesch Froen, déi mer eis stellen. An eiser Verfassung fannt Der Äntwerten, Äntwerten op déi multipel Krisen, an deene mer sinn. Mir sinn zudéifst iwwerzeegt, dass mir dëst alternatiiv Gesellschaftsbild wierklech brauchen, well mir kënnen net esou weiderfuere wéi bis elo. An ech mengen, dass weess och jiddweeren heibannen.

Och wann Dir eis Verfassung haut net matdrot, an dat iwwerrascht eis natierlech net, si mir der Meinung, dass et dës Verfassung ass, déi mir brauchen. Mir mengen och, dass Verschiddener heibannen, oder vläicht souguer vill vun Iech, mat dëser Verfassung sympathiséieren, an e bëssen eppes huet een dovunner jo och schonn eraushéieren.

Mir brauchen dës Verfassung, well mir Bierger a Biergerinne brauchen en neie Gesellschaftsprojekt, eng Zort Contrat social. Mir wëssen, dass dës Gesellschaft, wéi se am Moment fonctionéiert, wann et esou weidergeet, an eng Mauer wäert rennen, well se net nohalteg ass. Mir wëllen eng Gesellschaft, déi nohalteg ass, well se inklusiv ass, well se jidderengem eng Plaz araamt, well se de Räichtum verdeelt an de Gruef tëscht Grouss a Kleng respektiv Räich an Aarm manner grouss mécht.

Mir brauchen dës Visioun vun engem Gesellschaftsprojekt, well mer eeben d'Hoffnung verléieren an déi aktuell Gesellschaftsuerdnung, déi dominéiert ass vu sozioekonomeschen Ongläichheeten, déi wuessen, vun Akkumulatioun vu Räichtum a Privileegie fir déi eng a Cacahouëtte fir déi aner.

Mir brauchen dës Verfassung, well mer eeben d'Hoffnung verléieren an dee politesche System vun haut, wéi en am Moment fonctionéiert. Vill Bierger a Biergerinnen haut si resignéiert, well se sech aktuell näischt méi vum politesche System erwaarden. Mir brauchen Erneuerung.

Dës Verfassung huet awer Äntwerten op déi vill Krisen, an deene mer sinn, sief et d'Wunnungskris, sief et de sozioekonomesche Gruef mat senge gesellschaftlechen Ongläichheeten, déi wuessen, sief et d'Klimakris oder d'Biodiversitéitskrisen. Mat dëser Verfassung wier de Risiko och manner grouss, dass Kricher ausbrechen a Mënsche mussen flüchten.

Eis Verfassung seet et: Alternativ si méiglech! Dat wat mer de Moment erliewen, déi multipel Krisen, an deene mer sinn a wou mer vun enger an déi nächst rennen, well mer u sech ouni groussaarteg Visioun navigéieren, ass Ausdrock vun engem System, deen net méi ze droen ass, engem System, dee sech per force wëll erhalen zugonschte vun dem Bien-être vun enger Minoritéit iwwert de Bien-être vum Collectif (veuillez lire: zugonschte vun dem Bien-être vun enger Minoritéit, deen iwwert dem Bien-être vum Collectif stéing).

Ech géif souguer soen, dass eis Alternativ alternativlos ass. Mir kommen nämlech net derlaanscht, d'Basis fir eng nei, méi gerecht, inklusiv Gesellschaft ze leeë fir en Zesummeliewen, wou mer mateneen an net géinteneen oder laanschteneen schaffen a liewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, et ass en zukunftsorientéierten Text, dee virun allem Jonken, mee och soss Minoritéiten an anere marginaliséierte Gruppe Perspektive bitt, déi haut zum Deel keng hunn. Jo, natierlech stellt eis Verfassung d'Privileegien a Fro: Privileegie vun den Eeleren géintwärtig Jonken, Stéchwuert Klimakris, vun deenen, déi besetzen, géintwärtig deenen, déi kee Besetz hunn, vun deenen, déi d'Walrecht hunn, par rapport zu deenen, déi kee Walrecht hunn, an esou weider.

Mir stellen all Privileegien a Fro, jo, och déi vun enger Monarchie géintiwuer deenen Normalstierflechen, well fir eis gëtt et nëmmer normalstierflech Leit. Jo, jiddwereen ass gläich an eiser Visioun. A jo, natierlech si mer der Meinung, dass d'Monarchie hautzudaags net méi ze droen ass, mat deene Wäerter, déi mer hautzudaags hunn.

A firwat géif eise President, wa mer dann e President hätten, vun der Chamber gewielt ginn? Mee et ass ganz einfach, well e President an eiser Iddi relativ wéineg Pouvoire soll hunn. Dofir gëtt e via d'Chamber gewielt an net vun de Leit selwer, well en eebe ganz limitéiert Pouvoire soll hunn.

Eis Verfassung ass och ambitiéis. Si huet Ambitioune fir eis Gesellschaft, an dat brauche mer haut, e Gesellschaftsprojekt, deen op enger neier Wäertebasis fundéiert: Gläicheet, Gerechtegheet, Solidaritéit an Empathie. Ambitiéis, well dese Gesellschaftsprojekt, dee mir zeechnen, op staarke Prinzipie berout: e staarke Sozialstaat, en extensive Katalog vun aklobare Grondrechter. Natierlech ass eis Verfassung ambitiéis. Natierlech ass se et, wéi kéint et aneschters sinn? Et geet net méi duer mat klengen Ännerungen, léif Kolleegen a Kolleeginnen. Mir müssen haut ambitiéis sinn en vue vun deene Krisen, an deene mer sinn!

Jo, a wannechgelift entschëllegt mech, mir si wierklech der Meinung, dass d'Verfassung vun der Majoritéit a vun der CSV net op der Héicht ass vun deenen Erausforderungen, virun deene mer haut stinn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Aus deemem Constat eraus ass eis Verfassung dann entstanen: dem Feststellen, dass mer eng Refonte, eng Neipostellung um Niveau vun der Verfassung brauchen. Well deen Text, deen d'Majoritéit an d'CSV proposéieren, spigelt eiser Meinung no nach ëmmer ze vill eng Verfassung aus dem 19. Joerhonnert erëm, och wa se haut geupdate gëtt, mee si setzt net genuch nei Jalone fir en 21. Joerhonnert.

Et ass eiser Meinung no eng verpasste Chance, an där mer sinn, eng verpasste Chance, well et hätt ee jo können d'Biergerinnen an d'Bierger begeeschtere fir eng Neiausrüchtung, fir en neie Gesellschaftsprojekt, dee wierklech gerecht an nohalteg ass. Wa mer wëssen, dass eng Verfassung e Grundgesetz ass, dat wichtegst Gesetz, wat mer hunn, da wësse mer, dass et de Grondsteen ass, op deem de ganze Rescht wüsst.

Dofir loosst mech et nach eng Kéier soen: Mir mengen, dass eng Verfassung net muss minimalistesch sinn. Si kann och extensiv ausgeluecht sinn, esou wéi eis Verfassung dat virgesäit mat 203 Artikelen. All deenen, déi mengen, eng Verfassung misst neutral sinn, soen ech ganz kloer: Neutralitéit gëtt et net! All Gesetz spigelt och ëmmer erëm déi gesellschaftlech Kräfte erëm an och d'Schrëft vu sengem Auteur.

An eis Verfassung wëll sech kloer, konkret, ambitiéis a fortschrëttlech, dat hutt Der sécherlech gemierkt beim Liesen. A well se kloer a konkret ass, ass se onmëssverståndlech. Eis Verfassung gesäit e Maximum u Garantéier vir. Si bitt Perspektiven, well mer Rechter am Detail, konkret am Detail och festhalen.

A 70 Artikelen ginn aklobare Grondrechter festgehalten, an dat, Kolleeginnen a Kolleegen, sinn alles Rechter, déi mer hunn an déi mer brauchen. Mir erfannen näischt. Mir proposéieren, dass d'Biergerinnen an d'Bierger gestärkt ginn iwwer déi 70 Artikelen. An an deene 70 Artikelen hale mer fest, wat mer ënner Mënschewierd, wéi ech et virdru schonn als Rapportrice gesot hunn, verstinn. Mir wëllen deen Term konkret ausleeën an u konkrete Rechter festmaachen,

fir dass mer eis all eens sinn, wat mer drënner verstinn. De Prinzipp vun der Mënschewierd bënnt eis dann och zesummen als Gesellschaft. Dat ass dann d'Fundament vun deem Contrat social, vun deem ech geschwat hunn.

Zum Beispill gesi mer e Recht op Wunne vir. Wunnen ass natierlech en existenziell Recht, an dat gehéiert eiser Meinung no deemno och an eng Verfassung. Mir gesinn och e Recht op Aarbecht vir, well mer der Meinung sinn, dass mer eis duerch Aarbecht entfale können als Bierger a Biergerinnen a se eis och eng Plaz an eng Roll an der Gesellschaft gëtt.

An ech kann net verstoen, wéi den Här Gloden als Verrieder vun der CSV virdru konnt soen, eis Verfassung géif net méi sozial Rechter virgesi wéi Är Verfassung, well dat stëmmt wierklech net! Mir hu 70 Artikelen, wou mer Grondrechter, déi aklobar sinn, festhalen.

Eis Verfassung verpflichtet de Staat des Weideren, géint Aarmut a sozial Ongläicheete virzegoen, jo, dergéint ze kämpfen. De Staat muss géint sozial Ongläicheete virgoen, an ënner anerem gesi mir dat iwwer eng progressiv Steierpolitik. Dat hunn ech hei an anere Kontexter schonn oft duercheluecht. Och eise Schoulsystem muss esou gestalt ginn, dass déi sozial Ongläicheeten erëm manner grouss ginn an dass déi sozial Ongläicheete sech net reproduzéieren. An deem Kontext invitéieren ech Iech gären, de Podcast „Schlechte Schüler“ vun Radio 100,7 ze lauschten, well dee seet genee, awéiwäit eise Schoulsystem déi Inegalitéite reproduzéiert!

Net just stærke mer de Bierger hir Rechter, mee d'Bierger an d'Biergerinne kréien en direkten Accès zum Verfassungsgericht, wou si direkt hir Rechter können akloen. Och erwidere mer d'Biergerrechter, well mir halen um Awunnerwalrecht, jo, fest. Mir sinn nach ëmmer fundamental der Meinung, dass mer den Ament mat knapp 50 % Walbedeelte wierklech e krassen demokrateschen Defizit hei am Land hunn.

Mir stærken och gären eis Institutionen, andeems mer se zum Beispill méi transparent gestalten, mee och andeems mer effektiv Interessenkonflikter ënnerbannen. Deemno – et ass scho gesot ginn – wäert et bei eis net méi méiglech sinn, gläichzäitig Deputéierten a Buergermeeschter oder Schäfte ze sinn.

Ee Prinzipp, dee mer besonnesch um Häerz läit, ass de Principe de précaution, deen ech virdru scho kuerz ernimmt hunn, dee mer an der Verfassung ënnert den Èmweltrechter stoen hunn. Et gëtt dach näischt méi Vernünftiges hautzudaags, wéi de Precautionsprinzipp an enger Verfassung festzehalen a vun nohalteger Entwécklung verfassungstechnesch ze schwätzen. D'Verfassung hält dann och ënner anerem fest, dass de Staat géint den enormen ekologesche Foussofdruck virgeet.

Mir sinn an enger absolutter Urgence an natierlech muss dat sech och an der Verfassung erëmspigelen, well mir hu kee Choix. Dës Verfassung hält de Staat vill méi staark an d'Verantwortung, wéi dat bis elo de Fall ass. Si verpflichtet de Staat deemno, sech vill méi staark ze engagéieren fir Mënscherechter an Èmweltrechter, fir eng nohalteg an inklusiv Entwécklung.

Ech wëll och kloer soen, dass mer explizit net vu Verstaatlechung an eiser Verfassung geschriwwen hunn, mee mir wëllen eeben net just de Privatbesetz virgesinn, sou wéi dat an der aktueller Verfassung steet. An eiser Visioun vun enger Gesellschaft gëtt et net just de Privatbesetz, mee mir wëllen och de kollektiven, soziale Besetz beschützen an de kooperative Besetz beschützen, als Géigepoids u sech zum Privatbesetz.

Ech sinn haut houch, des Verfassungspropos dierfe virstellen. Ech sinn houch, d'Suite vun Marc Baum, vun David Wagner, vun Serge Urbany a vun Änder Hoffmann kënnen ze huelen. An ech wëll si vun hei aus honoréieren fir hir Aarbecht, hiren Engagement an hir Visioun.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Mee ech sinn awer och traureg, well ech mer de ville Krise bewosst sinn, an deene mer déif stiechen, a mer bewosst sinn, dass mer mat der Majoritéit heibannen net können op de Wee goe vun enger Verfassung, déi u sech krisésécher ass an déi eis kéint Äntwerten op des Krise ginn. Well des Verfassung ass dat: Si leet Schinnen, fir eng Krisepolitik ze maachen. Et ass eng Verfassung, déi preventiv wirkt a Krise prevenéiert.

Ech sinn och traureg, well et eng verpasste Chance ass, nees eemol. Mir steiere leider weider vun enger Kris an déi nächst, unni eist Denken an eist Handeln a Fro ze stellen.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Merci och fir déi sëllege Retouren an Är Iwwerleeungen an och d'Wäertschätzung vun eiser Aarbecht. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Mammad Oberweis. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'allereischt wëll ech, wéi all meng Virriednerinnen a Virriedner, deene Lénke gratuléieren, well datt den Text et bis heihin an d'Chamber gepackt huet, ass den Effort wäert, mat deem Dir, mee och Är Virgänger hei an der Chamber, dat als Éischt emol hutt missen erkämpfen. Et ass nämlech alles anescht wéi evident. A wann een dann och nach bedenkt, datt haut ganz aner Leit hei sëtze wéi nach 2015 (veuillez lire: 2015), wéi deen Text deposéiert gouf, dann, muss ee soen, war et eng laangwiereg Affär.

Mir Piraten hu vläicht eng manner laangwiereg Affär wéi d'Vefassungsproposen, déi dann des Woch nach am zweete Vott wäerte gestëmmt ginn, mee nichtsdestotrotz eng laangwiereg Affär.

Mir gratuléieren Iech och aus deem ganz einfache Grond, well mer ganz heefeg heibannen nämlech iwwer Texter diskutéieren, déi vun der Regierung kommen, a vill ze seelen, muss ee soen, iwwer Texter, déi vun den Deputéierten deposéiert ginn. An och dat ass eppes, wat een an Zukunft vill méi oft kéint maachen. Mee vill ze heefeg fale grad d'Oppositionsproposen iergendwéi duerch d'Rillen hannen am Tirang oder se bleiwen am Tirang leien an et erënnert kee sech méi wierklech drun, datt se do leien, well et keen Avis vun Staatsrot gëtt oder well een als kleng Partei net e Member an der Kommission huet, fir zum Reporter genannt ze ginn, esoudatt och keen an der Kommission ass, dee kann Drock maachen, datt et weidergeet. Dofir muss een einfach den Effort ëmmer erëm luewen, wann Texter vun Deputéiertesäit et bis zum Vott bréngen.

Här President, no de ville luewende Wieder da wëll ech awer och nach op de Fong vun der Propos vun de Kolleegen – Kolleeginnen am aktuelle Fall, mee ursprénglech Kolleegen – vun déi Lénk kommen.

A verschidde Punkte si mer net enger Meinung mat de Lénken. Mir wëllen hei an der Chamber als Éischt emol net einfach zu 60 iwwer eng nei Staatsform ofstëmme. Mir fannen, datt, wann d'Bevëlkerung eng Kéier net méi mat der Monarchie averstane

wier, een dat da misst an engem Referendum kucke fir ze kucken, wat eng Majoritéit dann hei am Land wierklech wëll.

Mir haten an eisem Walprogramm proposéiert, datt een den honnertjäregen Anniversaire vun leschte Referendum iwwer d'Staatsform zum Ulass hätt kënnen huelen, fir genau déi Froen nach eng Kéier ze stellen. Déi Chance gouf verpasst. Mir bleiwen awer éischter bei der Positioun, datt een dat sollt an engem Referendum klären amplaz einfach esou an enger Verfassungspropos.

Déi Lénk kritiséieren zu Recht, datt vill vun de véier Verfassungsproposen vun der Majoritéit an der CSV hannernt zouenen Dieren diskutéiert gouf, datt d'Bevëlkerung net genuch agebonne ginn ass. Mee mir fanne gradessou, datt net déi 60 Deputéiert sollen aleng iwwer d'Staatsform decidéieren. Op diesem Punkt kënnen mer deser Verfassungspropos deemno schonn emol net zoustëmmen.

Mir fannen et dann och schued, datt déi Lénk an hirer Verfassung de Referendum bei enger neier Verfassungsännerung net automatesch virgesinn. Jo, Dir sot, et misse just nach 10.000 Biergerinnen a Bierger sinn an net méi 25.000 Wielerinnen a Wieler, mee mir Piraten géifen eis eng Verfassung wënschen, wou e Referendum d'office misst organiséiert ginn, wann et en éischte positive Vott an der Chamber gouf. Och hei wier méi Biergerbedeegung méiglech gewiescht.

Mir misse soen, datt mer beim Thema Lëtzebuurger Staatsbiergerschaft dann awer e bëssen irritéiert waren. Well: Wëllen déi Lénk all Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg als Resident ugemellt ass, no fënnf Joer automatesch d'Lëtzebuurger Nationalitéit ginn oder hu mir eppes falsch verstanen? Well ech stelle mer d'Fro, wéi dat soll goen. Kritt een dann einfach direkt d'Invitatioun fir eng Carte d'identité no fënnf Joer heemgeschéckt oder wéi ass sech dat virgestallt ginn? Hei schéngt eis weeder den Artikel nach de Rapport nach d'Veртеidegung vum Gesetz duerch d'Madamm Oberweis wierklech kloer.

Wat d'Sprooche betrëfft, hätt mer eis gewënscht, datt hei eng Ouverture gemaach gi wier, fir d'Sprooche vu Lëtzebuerg iwwer dat Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch eraus och nach vläicht duerch dat Englescht ze ergänzen; eng Kritik, déi mer och bei de véier anere Verfassungsproposen ubruecht hunn. Mir wëssen, wéi vill Leit aus anere Länner alljoers hei op Lëtzebuerg wunne kommen, a vill vun hinne schwätze keng vun eisen aktuellen Amtssproochen a kommen awer gutt am Land zurecht mam Engleschen, ausser wa se da mat Verwaltungen ze dinn hunn.

Mir fannen et ganz gutt, datt d'Lëtzebuergesch als Landessprooch an deser Verfassungspropos festgehale gëtt, mee doriwier eraus hätt ee sech awer missen iwwerleeën, ob d'Englescht net an der Lëscht vun den administrative Sproochen hätt sollen derbäigesat gi fir déi Leit, déi eeben nach keng vun de Landessprooche kënnen – an déi jo vläicht awer ganz motivéiert sinn, Lëtzebuergesch ze léieren, mee och dat geet net vun haut op muer. Well wann ee sech d'Situatioun vun de Sproochekursen zu Lëtzebuerg ukuckt, da si se meeschtens eppes: nämlech ausgebucht. Eppes, wat ganz positiv ass, well et weist, datt eis Sprooch gäre geléiert gëtt, vu ville Leit gäre geléiert gëtt, mee datt am Endeffekt dann eeben net genuch Coursen offréiert ginn. Hei misse mir allegueren an als Land an Zukunft nach Progrès maachen.

Mee dese Verfassungstext soll jo modern an zukunftsweisend sinn, an dat gesi mir eeben am Punkt Sproochen zum Beispill net.

Da wëll ech och zu deene Punkte kommen, déi mir Piraten awer och positiv fannen. Et ass jo net nëmmen Negatives am Text. Mir Piraten waren 2015 fir

e Walrecht ab 16 Joer a mir sinn et nach ëmmer. Mir sinn der Meenung, datt déi Jonk gradessou rational Entscheedunge kënnen treffe wéi mir all heibannen, ...

**Une voix | Très bien!**

**M. Sven Clement (Piraten) | ... wann et em d'Kräizer an der Walkabinn geet zumindest.**

Et ass fir eis och en Deel vun der politescher Bildung an der egener Responsabilitéit, déi mir de Jonken an de Lycées wëlle mat op de Wee ginn. Vill Jonker interesséiere sech fir Politik, kënnen awer eréischt spët hir Stëmm ofginn. Well och bei engem Walrecht ab 18 Joer kann et sinn, datt ee muss bis zu sengem 22. Liewensjoer waarden, ier ee ka matschwätzen, jee nodeem, wéi d'Wale falen. Bei engem Walrecht ab 16 wier jidderee spëitstens ab 20 stëmmberechtigt.

Mir Piraten wëllen déi Jonk an eiser Gesellschaft stäerken, mir wëllen hinnen eng Stëmm ginn an dofir sti mir och haut nach zum Walrecht ab 16.

D'Antidiskriminéierungsartikelen aus dem Code pénal direkt an d'Verfassung ze schreiwen, ass an eisen Aen och keng schlecht Iddi. Virun allem no de rezenten Émschléi an den USA ass et wuel ëmmer besser vizesuergen, wéi sech duerno ze froen, wéi d'Mënscherechter ënner enger radikaler Regierung op eemol verschwannen, jo, ofgebaut kënnen ginn. De Schutz vun transsexuelle Persounen fält do genausou drënner, an och des Iddi fanne mer gutt.

Generell ass d'Kapitel zu de Grondrechter eppes, wou mer vill vun eise Standpunkten erëmfannen a wat et bal derzou bruecht hätt, datt mer d'Propos vun de Kolleeginne vun déi Lénk hätt kënnen matstëmmen. Et kann ee se hei net all opzielen, well et sech em 70 Artikelen handelt, a wann ech just duerch déi géif goen, wär d'Riedezäit schonn opgebraucht. Mee e staarke Sozialstaat, e staarken Déiereschutz an den Émweltschutz si fir eis ganz positiv Punkten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir gesinn, wéi gesot, ganz vill Positives an deser Verfassung. Et ginn hei staark Grondrechter gefuerdert. Schwarz-Blo-Rout-Gréng hätt sech a puncto Biergerrechter e Stéck kënnen vun diesem Text ofkucken. Dat ass leider net gemaach ginn.

An eisen Ae geet des Propos a Saache Biergerbedeegung a Matsproocherecht awer net wäit genuch. Mir wëllen eng Verfassung, déi ëmmer per Referendum gestëmmt gëtt. Mir wëllen nëmmen eng Ännerung vun der Staatsform, wann d'Bevëlkerung dës per Referendum esou ausdréckt.

An da muss ech awer nach eppes soen zu deem, wat elo zum Schluss kouw, wéi d'Madamm Oberweis vun enger Kriseverfassung geschwat huet: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn u sech der Meenung, datt mer eng Verfassung fir all Wieder brauchen an net nëmme fir d'schlecht Wieder. Mir brauchen eng Verfassung, déi souwuel bei Sonn wéi bei Ree fonctionéiert an déi eeben net dervunner ausgeet, datt mer permanent an enger Krisensituatioun sinn.

Ech hätt gären eng Verfassung, déi et eis erméiglecht, besser zesammenzeliwwen, déi et eis erméiglecht, als Land zesammen de Wee no vir ze goen, an net dervunner ausgeet, datt mer permanent müssen iergendeng Kris bewältegen. Ech wënsche mer eng positiv Approche zu eiser Verfassung, eng Approche, déi seet: „Mir hunn eng Verfassung, fir datt et eis als Land besser geet, fir datt mer keng Krisen hunn“, anstatt ze soen: „Mir hunn eng Verfassung, fir d'Krisen ze meeschteren.“ Well dat setzt viraus, datt mer ni aus de Krise géifen erauskommen, an dat ass eng Vue op d'Welt, déi ech mer selwer net wëll operleeën.

Mir hate bei deene véier anere Proposen eng kloer Positioun. Mir hunn déi zesumme mat eiser

Parteibasis ofgestëmmt. Iwwer 80 % vun eise Membere hu sech fir déi vun der Majoritéit an der CSV proposéiert Verfassungsproposen ausgeschwat. An dofir gesi mir haut och kee Grond, fir vun deem Vott ze deviéieren. An obwuel et ganz gutt Punkten an der Verfassungspropos vun déi Lénk gëtt, gëtt et e puer Punkten, déi eis awer schwéier um Mo géife leien, an dofir wäerte mer se net matstëmmen.

Ech soen Tech Merci.

**M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!**

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.**

Ech froen d'Regierung, ob déi d'Wuert zu deser Diskussioun wëllt ergräifen.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwer d'Proposition de révision 6956. Den Text steet am Document parlementaire 6956<sup>4</sup>. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

**Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 6956**

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition 6956 ass mat 2 Jo-Stëmme géint 51 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, MME Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lambert ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closerner, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Et ass also esou decidéiert.

## 6. Question élargie n° 173 de M. Laurent Mosar relative au site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 173 vun Här Laurent Mosar iwwer Liberty Steel. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert an Dir kennt d'Spillregelen.

**M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President.** Ech wollt de Mëtten nach eng Kéier eng Fro stellen iwwer Liberty Steel. Dat ass e Sujet, deen eis scho méi oft hei an deem Haus beschäftegt hut, souwuel hei am Plenum wéi awer och an der zoustänneger Kommission. An ech hunn de Punkt elo nach eng Kéier op den Ordre du jour setze gelooss, well et a sech zwee nei Elementer am Dossier schéngt zu ginn.

Dat éischt neit Element ass, dass an der Belsch bei deenen zwou Usinnen elo en Administrateur provisoire genannt ginn ass, deen anscheinend dann och mandatiéiert ass, fir iwwer e Verkauf ze verhandelen. An hei zu Lëtzebuerg gétt et an deem Sënn en neit Element, dass elo an de leschten Deeg an der geschriwwener Press haaptsächlech ze liese war, dass dann elo schlussendlech d'Aktionäre vu Liberty Steel d'accord wiere mat enger Cessiou vum Standuert Diddeleng. An dowéinst wollt ech dann och eng Rei Froen an deem Kontext un den zoustännege Wirtschaftsminister stellen.

Déi éischt Fro ass natierlech déi, ob de Minister ka confirméieren, dass et esou en Accord vun den Aktionäre gétt, fir de Standuert zu Diddeleng ze veräusseren.

Déi zwee Fro, déi direkt mat der éischter ze dinn huet: Ass deen Accord schréiftlech? Läit deen eventuell och der Regierung vir?

Déi drëtt Fro ass déi: Et ass jo ëmmer vun zwou Optione geschwat ginn, och vum Minister. Déi eng ass déi, dass et effektiv géif zu enger guttwëlleger Cessiou kommen, an déi aner war awer och déi, dass eng Liquidatioun respektiv eng Faillite net aus den Aen ze verléiere wier. Dofir meng Fro: Ass domadder déi Optioun vun der Faillite respektiv vun der Liquidatioun definitiv vum Dësch?

Dann déi véiert Fro. Et war ze liesen, dass de Minister an der Press geäntwert hätt, dass et e ganz seriösen Interessent géif ginn. Ech wëll elo de Mëtten net wëssen, wien deen eventuellen Interessent ass. Ech kann och do verstehen, dass de Wirtschaftsminister keng Aussoe ka maachen. Mir géif et eigentlech jo schon duergoen, wann de Minister einfach géif bestätegen, dass et deen Interessent gétt, an eis awer gläichzäiteg géif soen, wéi wäit déi Diskussioun mat deene Leit ofgeschloss sinn. An an deem Kontext géif ech dann och wëlle wëssen, ob deen Interessent och konform ass mat de Konkurrenzregelen, wéi mer se vu Brüssel kennen an déi eis jo och an déi Problemer gefouert hunn, déi mer am Moment kennen.

Dann eng aner Fro, déi fir eis an och fir mech extreem wichtig ass – niewent der Fro vun engem eventuellen Interessent, engem Acquisiteur, gétt et natierlech och déi Fro –: Ech huelen un, dee kéint da mat engem klore Konzept a mat enger Strategie? Well mir wëssen och, dass de Standuert Diddeleng eleng net ka funktionéieren, mee dass e vun anere Standuerter sécherlech ofhängeg ass. An deem Sënn, mengen ech, mécht och eng Reprise net onbedéngt Sënn, wann net gläichzäiteg e Konzept an eng Strategie virleien.

Dann déi Fro, déi ech och schon d'lescht Kéier gestallt hat: Ass dat eventuell och nach aktuell, dass de Staat selwer sech eventuell iwwer eng Participatioun vun der SNCI géif un engem neie Modell bedeelegen?

An dann déi lescht Fro, déi ech ëmmer stellen, déi awer wierklech extreem wichtig ass, och fir déi Leit, déi do schaffen: Wéi sécher sinn do d'Paie, notament elo am Dezember, wou et jo awer extreem wichtig ass, dass déi Leit hir Paie kréien? Ech hunn och do gelies, dass den Direkter seng Demissioun ginn hätt, wat een och net onbedéngt berouegt. Duerfir, wéi steet et do och genau ëm, wéi gesot, d'Garantie fir d'Leit, fir hir Paie ze kréien, eventuell och iwwert den Dezember eraus nach fir de Januar?

Ech soen Iech scho Merci, Här Minister, fir all Är Äntwerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar och fir déi Fro

hei, déi e stellt, déi ech weess net wivillst Fro zum Dossier Liberty Steel. Dat ass e bëssen en Dauerbrenner hei. Et ass effektiv richtig, dass en neie Moment an deem Dossier dran ass, an deem Sënn, dass effektiv fir d'éischte Kéier säit am Fong dem Ufank vun deem Dossier eng Bereetschaft do ass, fir enger Vente vum Wierk zu Diddeleng an d'Aen ze kucken.

Ech hat och doropshin direkt Ufank Dezember d'Initiativ geholl fir ze probéieren, an d'Chamber ze kommen, an d'Wirtschaftskommissioun, wou mer dann hätte kënnen dorivver schwätzen. Et huet och natierlech ëmmer de Meritt, dass ee kann e Huis clos prononcieren an dann natierlech méi sensibel Informatiounen och un d'Deputéiert weiderginn. Dir wësst, dass ech dat ëmmer en toute transparence gemaach hunn an deem Dossier. Dat war leider elo net méiglech, well Der des ganz Woch siegéiert, dee Creneau also fort war. Fir mech ass et natierlech elo e bëssen heikel, fir Iech hei elo mat där selwechter Transparenz alles ze soen, well et eeben esou e sensibelen Dossier ass a well een dat net einfach esou en public alles breetrëppelle kann.

Wat ech Iech natierlech ka soen, dat ass, dass mer weiderhin – d'Regierung, mä Ministère – als Facilitateur hei oprieden an deem Dossier. Et ass eis dru geleeën, dass hei eng Léisung fonnt gétt, natierlech fir d'Perennitéit vun där Aktivitéit zu Diddeleng, wa méiglech, fir dat Wierk ze verkafen un e Repreneur industriel, deen et effektiv gétt, mat deem mer och an der Diskussioun sinn, och scho wäit fortgeschritt sinn an der Diskussioun, mee wou et eebe bis elo nach net méiglech war, fir do eng Léisung ze fannen.

Wéi gesot, et läit mir drun, fir enger Vente ze erméiglechen, fir eng Faillite ze evitéieren. Dat ass ëmmer besser an esou engem Dossier, well et ass méi e gereegelten Oflaf an erlaabt et och, d'Aktivitéit besser ze erhalen. Mee ob dat geléngt oder net, dat hänkt der-vun of, ob déi verschidden Acteuren hei alleguerte vu guddem Wëlle sinn, ob se de bonne composition sinn an dat dann och matmaachen. An dat wäert sech an deenen nächste Wochen a Méint ausstellen.

Wat ech Iech ka soen, mee dat ass och effektiv scho relativ bekannt an och öffentlech, dass ass éischters, dass et effektiv zu Léck viru Kuerzem zu enger weiderer Decisioun komm ass vum Tribunal de l'entreprise, deen eng zweet Procédure de réorganisation judiciaire ageleet huet. Do gétt et also elo zwee Mandataires de justice. Een ass responsabel fir d'Gestion courante vun deenen zwee Wierker Flémalle an Tilleur an en zweete Mandataire ass agesat ginn, fir eng Vente ze sondéieren a wa méiglech och ze realiséieren.

An deem Kontext sinn ech natierlech och a Kontakt mat der belscher, mat der wallounescher Regierung. An et bestinn och natierlech do ganz enk Kontakter mat der belscher Sogepa.

Déi zweet Informatioun, déi ech ka confirméieren, dat ass, dass dat Lëtzeburger Wierk ëmmer nach u sech näischt produzéiert, souzesoen ënner enger Klack ass. Dat mécht natierlech d'Situatioun net besser. Dat mécht et natierlech och net méi licht, fir déi Mataarbechter ze halen, déi do sinn an déi d'Wierk och an Zukunft wäert brauchen, fir uerdentlech ze funktionéieren.

Dat ass eng zimmlech katastrophen Situatioun, déi och menges Wëssens esou nach net do war, dass wierklech en Aktionär e Produktiounssite huet zu Lëtzebuerg, eng Industrie, déi net funktionéiert a wou all Mount awer nach Sue verbrannt ginn, fir zum Beispill d'Salariéen ze bezuelen, awer och fir de generellen Ënnerhalt ze maache vun deem Wierk, an am Fong och ouni jeeglech industriell Perspektiv fir dat Wierk zu Diddeleng.

Dat war, wéi gesot, am Fong, mengen ech, nach ni esou do an ënnersträicht och wierklech – an dat ass e schwache Punkt an eiser Legislatioun, dat muss een einfach esou soen –, weist, dass mer keng effikass Reglementatioun hunn an eise Faillitegesetz, an eise Arsenal fir d'Failliten, fir hei anzegräifen a wéi an der Belsch en Administrateur judiciaire ze nennen, fir dat ze iwwerhuelen, fir d'Gestioun ze iwwerhuelen an och méiglecherweis eng Vente oder eng Liquidatioun ze facilitéieren.

Dat gétt et bei eis net. Mir hunn e vereelzte Cadre juridique. Mir hunn eng Gestion contrôlée, déi dat net hiergëtt. A mir brauchen am Fong zu Lëtzebuerg eppes wéi en Chapter 11 oder eng Procédure de réorganisation judiciaire, wéi d'Belsch dat hunn.

Do gétt dru geschafft fir de Moment. Et ass e Projet hei an der Chamber ënnerwee, wou ech och als Deputéierte selwer Rapporteur dovunner war. An ech hoffen, dass dee schnell weidergeet an dass deen och mat deem heite Beispill am Kapp wierklech schnell drop erausleef, dass mer, wéi gesot, esou eng Procédure de réorganisation judiciaire kréien, wou mer esou Fäll wéi deen heite kënnen evitéieren oder matzäit agräifen, soudass am Fong, jo, Entreprises, déi gesond sinn, déi produktiv a rentabel kéinte schaffen, och kënnen matzäit iwwerholl gi vun engem Repreneur industriel.

Zum Schluss, mengen ech, géif ech just nach gare soen, dass mer hei natierlech och weiderhin a Kontakt si mat de Gewerkschaften, déi eis reegelméisseg do Feedback ginn, an dass mer och ganz drop beduecht sinn, fir hei eng Léisung ze fannen. Dat wäert sech an deenen nächste Wochen a Méint weisen, ob dat méiglech ass. Mee dat wäert just méiglech sinn, wéi gesot, wann hei jiddwereen e bësse rasonabel ass, an un alleréischter Stell den Aktionär Liberty Steel, deen hei natierlech muss matspillen.

Dat ass dat, wat ech Iech zu deemem Zäitpunkt kann dozou soen. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Fayot. An ech ginn d'Wuert zrëck un den Här Laurent Mosar fir eng Zousazfro.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci dem Här Minister fir all déi Äntwerten. Ech waarde vläicht, bis en dohannen op senger Plaz ass, fir nach ganz kuerz zwou Zousazfroen ze stellen.

Déi eng, mengen ech, dat ass eng, déi ëmmer erëm-kéint, déi awer net onwichtig ass. Ech hunn och elo iergendwou an der Press gelies, dass am Moment vun deenen 300 urspringleche Leit, déi do geschafft hunn, der elo nach 160 do sinn. Dat heescht, dat geet permanent erof. An do kéint eng Kéier de Moment, dass, souguer wann eng aner Entreprise dat iwwerhëlt, dat guer net méi ka funktionéieren. Duerfir erëm eng Kéier déi Fro: Huet d'Regierung oder och de Minister sech iergendwéi hei eng Deadline ginn – ech weess, dass dat schwiereg ass –, bis wéini een do awer versicht, eng Kéier zu engem Schlusspunkt ze kommen op déi eng oder aner Manéier?

An dann déi zweet Fro: Wann et do sollt dann – an dat hoffe mer alleguer – zu enger Cessiou kommen, géif dat e „share deal“ ginn? Dat heescht, géifen eventuell déi nei Acquisiteure carrement d'Aktien an där Gesellschaft iwwerhuelen? Oder géif et zu enger normaler Vente kommen, wourauser sech natierlech dann och nach eng ganz Rei aner Froe géifen erginn, och wat d'Reprise vun de Leit, déi do schaffen, betrëfft.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet zrëck un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Also zu där éischter Fro: Et si fir de Moment nach 170 Leit, déi zu Diddeleng schaffen. An zu där zweeter, do ass et esou, dass ech Iech dat net ka soen. Dat hänkt effektiv net vun eis of, dat Heft hu mir net an der Hand. Dat hänkt dervunner of, ob den Aktionär weiderhin nach kann déi Entreprise enner artificieller Respiration halen. Dat wäert esou laang de Fall sinn, wéi all Mount d'Paie bezuelt ginn, wéi all Mount d'Frais-courantë weiderhin och bezuelt ginn.

An dann hutt Dir zu Lëtzebuerg fir de Moment absollt kee Moya, fir do anzegräifen an engem Proprietär, den, mengen ech, hei wierklech eppes mécht, wou een awer relativ no um Abus de propriété ass, fir deem dat u sech ze ennersoen an ze kucken, dass dat hei anescht geléist gëtt. Well dat kënnt Der net maachen an dofir kann ech Iech och hei keng Zäitschinn ginn.

Ech kann Iech just soen, dass mer alles drusetzen, fir hei eng Léisung ze facilitéieren. Mir sinn och am Gespräch mam Aktionär. Do bestinn Diskussiounen a mir probéieren do, eng Entremise ze maachen, fir déi doten Transaktioun méiglech ze maachen. Mee wéini dat geschitt, dat kann ech Iech beim beschte Wëllen zu dësem Zäitpunkt net soen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dese Punkt ass domadder ofgeschloss.

## 7.7767 – Projet de loi portant modification :

**1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;**

**2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures ;**

**3<sup>o</sup> de la loi du 26 janvier 1922 portant certaines modifications au service de la vérification des poids et mesures**

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7767 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Guy Arendt, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener.

### Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

**Mme Francine Closener** (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kolleege, an dësem Projet de loi, den 12. Februar 2021 deposéiert ginn ass, geet et em d'Reorganisatioun vum ILNAS, dem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services.

All Mënsch zu Lëtzebuerg huet mam ILNAS ze dinn, meeschtens ouni et eigentlech ze wëssen. Wann een e Produit benotzt, mécht ee sech an der Reegel wéineg Gedanken em seng Sécherheet. Et geet een einfach dervun aus, dass d'Spillsaach net gëfteg ass, dass d'Luucht net op eemol ufänkt mat brennen an esou weider. D'Leit vertrauen drop, dass dat, wat se kafen, och sécher ass.

An d'Produite sinn an der Reegel och sécher, well se norméiert sinn. Dat heescht, et goufe Mindeststandarde festgeluecht, déi de Produit erfëlle muss. An engem vum ILNAS senge Missiounen ass et, d'Produiten ëmmer nees ze kontrolléieren fir ze garantéieren, dass sech un déi Norme gehale gëtt.

An Zäiten, wou den Onlinehandel boomt, ass d'Iwwerwaachung vun dese Produitë méi schwéier. Ëmmer nees kënnt et vir, dass Produkter, déi online kauft ginn, net sécher respektiv geféierlech sinn. Duerfir ass et och eminent wichtig, dass den ILNAS mat senger europäeschen Homologen zesummeschafft, fir dass déi Produiten esou séier wéi méiglech vum Maart geholl ginn.

Elo zum Projet de loi: Et geet an eng éischter Linn drëm, den ILNAS ze reorganisieren. Engersäits soll den ILNAS senge Missiounen besser kënnen nogoen, anerersäits ginn heimadder an engems dräi EU-Reglementer ëmgesat.

Ganz vereinfacht gesot, gëtt et bei dësem Projet de loi zwee Ziler: Éischtens sollen d'Aufgaben an d'Missionen méi prezisiert a formaliséiert ginn, déi den ILNAS schon am Alldag ausübt. Zweetens soll den ILNAS méi Kompetenze kréien, fir dass den Institut och mat der europäescher Gesetzgebung reegelform konform ass.

Konkreet heescht dat, dass den ILNAS d'Méiglechkeet kritt, Sanktiounen géint Wirtschaftsacteuere auszeschwätzen, déi net reegelform Produiten erausbréngen. Fir dass de Prinzip vum „non bis in idem“ kann agehale ginn, de Prinzip also, dass et net zu engem duebeler Bestrafung ka kommen, gi mat dësem Projet de loi och déi entsprecherend Gesetzer vum 1882 an 1922 geännert.

Zu deenen dräi EU-Reglementatiounen, déi mat dësem Projet ëmgesat ginn: D'EU-Reglement 910/2014 betrëfft virun allem d'Confiance numérique an de Contrôle vum Prestataires de services. Mat der Ëmsetzung vum EU-Reglement 2019/1020 sollen d'Iwwerwaachung, de Gesondheetsschutz an d'Produktsécherheet gestärkt ginn. An d'Ëmsetzung vum Reglement 2019/515 soll schlussendlech fir eng besser géigesäteg Unerkennung vu Wueren am EU-Raum suergen.

Mat dësem Projet de loi kommen dann nach eng Rei Verbesserungen a puncto Lieserlechkeet, Verständnis a Verbesserung vun Erreurs matérielles am aktuelle Gesetz. Esou ginn zum Beispill Definitiounen readaptéiert. Fir dass den ILNAS senge Missiounen kann nogoen, ginn och d'Fonctionen vum den ennerschiddlechen Agente prezisiert.

Zu den Avisen dann: D'Chambre des Métiers begréisst dese Projet de loi, well d'Missionen vum ILNAS eebe formaliséiert a prezisiert ginn a well heimadder och der europäescher Gesetzgebung Rechnung gedroe gëtt an d'Feeler am aktuellen ILNAS-Gesetz verbessert ginn. Och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist sech an hirem Avis mam Projet de loi averstanen.

D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi och mat der Begrënnung, dass den ILNAS seng Missionen méi effikass erfëlle kann. Et gëtt awer drop higewisen, dass de Barème vum den administrative Strofen ze onprezis wier. An hirem Avis complémentaire begréisst d'Chambre de Commerce d'Amendementen vun der Kommission, weist awer nach ëmmer op déi grouss Forschett bei der Héicht vun de Sanktiounen hin.

De Staatsrot stellt a sengem Avis vum 16. November 2021 grouss Differenzen tëscht dem Commentaire des articles an dem proposéierten Text fest. E weist sech och kritesch zur Approche, dass déi nei Kompetenzen net un den ILNAS selwer géife goen, mee un déi verschidden Departementer. E mécht eelef Oppositionen formelles. Esou hätten e puer Artikelen zu engem Inkohärenz am Text an domadder zu engem Insécurité juridique gefouert. Eng weider Opposition formelle huet déi ennerschiddlech Handhabung an

domat Diskriminéierung vun den ennerschiddleche Prestataires de services betraff.

Beim Paragraf 2ter vum Artikel 6 Punkt 6 huet de Conseil d'État e Problem gesinn, fir d'EU-Reglement direkt ze applizéieren, an huet dowéinst gefrot, de Paragraf ewechzeloossen. De Conseil d'État huet derneft drun ernënnert, dass et am Beräich vun de Sanktiounen schon eng Base légale aus dem Joer 1882 gëtt. An deem Kontext goufen et Oppositionen formelles, well de Prinzip vum „non bis in idem“ net kéint garantéiert ginn.

D'Wirtschaftskommissioun huet all dese Bedenken an hiren Amendementen vum 13. Oktober 2022 Rechnung gedroen. De Staatsrot begréisst des Kloststellungen a sengem Avis complémentaire, weist awer, wat d'Sanktiounen ugeet, op en Dispositif vun engem weidere Gesetz aus dem Joer 1922 hin, den een och am Kontext vum „non bis in idem“ ofschafe misst. Och deem kënnt d'Kommissioun no.

An a sengem zweeten Avis complémentaire weist de Staatsrot nëmme nach drop hin, dass den Titel vum Projet de loi misst ugepasst ginn. Dat huet d'Kommissioun dunn och gemaach.

Voilà. Fir méi Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ginn heimadder natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci fir d'Nolautcheren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Francine Closener.

An d'Wuert geet un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

### Discussion générale

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, ech wëll och ufänke mat engem ganz grouss Merci un eis Présidente-rapportrice, déi eis op eng ganz kloer a konzis Aart a Weis d'Wichtigkeet vun dësem Projet nach eng Kéier ennerstrach huet, déi eis och eigentlech erkläert huet, wéi wichtig déi technesch Norme sinn, u sech an der Majoritéit vu Produiten a Services, déi mer all Dag benotzen, wou et ëmmer méi där technesch Norme gëtt a wou et och wichtig ass, dass et awer Institutionen gëtt, déi justament déi technesch Normen do och kontrolléieren.

Ech wäert duerfir och hei kënnen den Accord vu menger Fraktioun dozou bréngen, wollt awer eppes ervirsträchen, wat mer extrèmement gutt gefält am Kontext vun dësem Projet. Et huet direkt elo näischt mam Projet ze dinn, mee et ass awer och eng Konsequenz vum Projet: Dat ass den Accord, den do geholl ginn ass zwëschent dem ILNAS an der Uni Lëtzebuerg. A wat mer do besonnesch gutt gefält – an dat wollt ech awer och emol eng Kéier ervirsträchen –, dat ass, dass et elo säit 2021 e Master gëtt fir déi dote Spezialisatioun. An ech fannen, dass dat eiser Land an och eiser Uni guttdeet, wann et och an esou technesch Beräicher méi zu Mastere kënnt. An ech mengen och, dass déi zukünfteg Doktorande jo och da wäerten ouni allze vill Problemer eng gutt Affektatioun fannen, a sief et dann herno beim ILNAS.

Wéi gesot, merci nach eng Kéier an den Accord vu menger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleege, fir d'éischt emol wëll ech der Rapportrice, dem Francine Closener, Merci soe fir hire

ganz ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet.

D'Wichtigkeet vun dësem Projet de loi ass scho vun der Rapportrice ervirgestrach ginn. An ech begrëssen, datt dësen Text, deen an éischter Linn dräi europäesch Reglementer ëmsetzt, dem ILNAS ermëglicht, seng Missiounen an Zukunft méi effikass ëmzesetzen. Engersäits prezisiéiert dëse Gesetzesprojet nämlech d'Tächen, déi den ILNAS haut schonn am Alldag praktizéiert, an andersäits schafft en eng legal Basis fir déi nei Kompetenzen, déi den ILNAS zougedeeilt kritt, fir den EU-Reglementer Rechnung ze droen.

Ënner anerem kritt den Institut an Zukunft d'Méiglechkeet, de Gebrauch vun net konformen Outilen ze bestrofen. An deem Kader gëtt eng ganz Rëtsch vu Gesetzesartikelen ëmgeännert an abrogéiert, soudatt et immens wichteg ass, déi concernéiert Acteuren iwwert dës Reform ze informéieren. Schliesslech schwätze mer hei vu Gesetzter, déi zum Deel scho säit Joerzénkten hei zu Lëtzebuerg applizéiert ginn an déi héich technesch Sujete betreffen. Ech wëilt dofir op dëser Plaz en Appell un déi zoustänneg Instanze riichten a si dorëms bieden, eng Informatiounscampagne fir de betreffene Public ze lancéieren.

Allgemeng ass sech doriwwer gefreet ginn, datt den ILNAS a senger Kompetenz gestärkt gëtt an datt déi dräi Gesetzter, déi am Kader vun dësem Gesetzesprojet modifizéiert ginn, ënnereneen ofgestëmmt ginn.

D'Chambre de Commerce huet sech just méi Präzisiounen gewünscht, wéi mer dat scho gehéiert hunn, wat déi nei Sanktiounen betrëfft, déi den ILNAS kann ausschwätzen. Och de maximale Betrag vun den Amendementen hätt hirer Meenung no misse reduzéiert ginn. Als Legislatuer muss mir natierlech hei ëmmer dee richteg Grad tëschen dem Caractère dissuasif an der Proportionalitéit vun enger Strof fannen an dofir begrëssen mer den Text, esou wéi en an der Kommission zrëckbehalte ginn ass.

Am Numm vu menger Fraktioun kann ech hei ouni Bedenken den Accord ginn zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Arendt. Da wier et un där honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) |** Merci, Här President. Stellt Iech just fir ee Moment vir, jiddwer Eenzelen hätt seng eegen Aart a Weis, d'Zäit, d'Distanz oder d'Vitess ze moossen. D'Resultat wier do duerch natierlech en Duerjernee sonnergläichen an d'subjektivt Empfänger geif souguer derfir suergen, datt jiddereen deen aneren ëmmer ganz aneschtens geif verstoen. Fir deen ee wieren zum Beispill 110 km/h op der Autobunn ze séier a fir deen aneren 130 ze lues.

Mir sinn also drop ugewisen, déi selwecht rational nopréifbar Gréissten ze notzen an dës och kënnen ze kontrolléieren. Dat kléngt vläicht no enger Evidenz, mee et ass kloer, datt dës eng Viraussetzung ass, fir datt eis Gesellschaft kann zesumme fonctionéieren.

Et gouf vun der Rapportrice schonn ugeschat: Niewent der sougenannter Metrologie huet den ILNAS och nach eng wichteg Kontrollfunctioun a puncto Akkreditierung, Normaliséierung an Zertifizierung, an dat alles am Sënn vum Schutz vun de Konsumentinnen a Konsumenten a vun der Sécherheet.

Den ILNAS kritt duerch dës Gesetz weider Kompetenzen zougeschriwwen. Verschidden Onkloerheete sinn

op deem Wee opgehewe ginn a weiderer si besser definéiert ginn. Esou kann den ILNAS nei Responsabilitéiten u sech fir seng Aufgaben ophuulen.

Mir begrëssen ausdrëcklech déi zwee iwwergeueident Ziler vun dësem Gesetz, engersäits also d'Definitivatioun vun engem besseren a méi konkrete Kader vu senger Missiounen an Aufgaben, an andersäits gëtt dëse Projet de loi dem ILNAS nei spezifesch Kompetenzen, fir verschidden europäesch Gesetzter och kënnen anzehalen.

Duerch méi e kloer Kader ginn och d'Rechtssécherheet an d'Untersuchungs- a Sanktiounskompetenze gestärkt. Den ILNAS kritt och d'Méiglechkeet, Sanktiounen auszedeelen, wann de Gebrauch vun net konformen Tools applizéiert gëtt.

E weidere wichteg Punkt vum Gesetz ass natierlech d'Transpositioun vun dräi verschiddenen EU-Direktiven – wuel wëssend, datt se scho vir drun ugeschwat an erkläert gi sinn -: d'Maartiwewerwaachung an d'Konformitéit vun de Produiten, d'Stärkung vun der Iwwerwaachung an de Schutz vun der Gesondheet a Sécherheet vun de Produiten an zu gudder Lescht d'Ophiewe vun onberechtigte Barriären fir den Handel an der EU an zwëscht EU-Memberlänner.

Mat dësem Gesetz stärke mir de Rôle vun dem ILNAS an domadder och de Schutz vun de Konsumentinnen a Konsumenten.

Ier ech den Accord ginn, soen ech natierlech e ganz grouse Merci fir de schrëftlechen, awer och fir de mëndleche Rapport un d'Rapportrice, d'Madamm Francine Closener, a ginn an deem Sënn och den Accord vu menger grénger Fraktioun domadder.

Merçi.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Madamm Ahmedova. A wann den Här Roy Reding hei wier, kréich hien d'Wuert. Mee en ass net hei, duerfir ginn ech dem Här Kartheiser d'Wuert.

**Plusieurs voix | O!**

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Jo, ech ginn Är Gefiller un den Här Reding weider an ech soen Iech Merci.

*(Hilarité)*

Merçi och un Iech, Här President. An ech wollt dann och ufänke mat engem grouse Merci un d'Madamm Closener. Ech mengen, hire Rapport war komplett. Hei sinn e puer Punkten ënnerstrach ginn. Dat eent ass eeben d'Wichtigkeet vun der Aarbecht vun dem ILNAS. Dat Zweet ass d'Wichtigkeet vun enger juristescher Klarifizierung vun deene Kompetenzen, déi en huet, wéi och eebe vun neie Kompetenzen.

Ech mengen, dat doten ass en Dossier, dee mer am Interessi vum Konsumenteschutz permanent wäerte weiderentwëckelen iwwert déi nächst Jore, well mer jo och ëmmer mat neien Eerausforderunge konfrontéiert sinn. An ech mengen och, datt ee juristesches muss op dat oppassen, wat den Här Arendt beschriwwen hat. Dat ass nämlech déi Proportionalitéit vun de Sanktiounen. Dat ass eng rechtsstaatlech wichteg Consideratioun, déi niewent dem Konsumenteschutz natierlech muss am Zentrum vun eiser Opmierksamkeet stoen.

Dat gesot, wärt d'ADR dat heite selbstverständlech matdroen. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement (Piraten) |** Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grouse

Merci un d'Rapportrice Francine Closener fir den ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Wéi si et scho gesot huet, soll mat dësem Text den ILNAS moderniséiert ginn. Et geet hei ëm Reformen, déi op EU-Niveau decidéiert goufen an déi sollen nei Kompetenzen un eisen ILNAS bréngen. Wann en dann nach héiert, datt Gesetzter aus dem 19. Joerhonnert an aus dem Ufank vum 20. Joerhonnert abrogéiert ginn, da weist dat, datt dat definitiv eppes war, wat vläicht iwwerfälleg war. Vläicht waren déi Gesetzter och deemools esou gutt geschriwwen, datt een ni huet eppes missen drun änneren. Mee ech mengen ganz, datt et hei sénnvoll ass, nei, jo, méi modern Gesetzter ze stëmmen.

En Deel vun de Kompetenzen, déi – an dann, op europäischem Plang heesche se net ILNAS, mee d'INAsen – solle kréien, huet en am Praktesche jo schonn. Dofir gëtt et elo just Zäit, datt mer dat dann och am Gesetz maachen, u sech d'Gesetz deem upassen, wat et um Terrain gëtt. Normalerweis muss mer den Terrain un d'Gesetz upassen. Hei war et emol eng kéier ëmgedréint. Hei ass et eppes ginn, wat schonn um Terrain gemaach gouf, wou d'Gesetz einfach nach hannendrugelieft ass.

Mir Piraten begrëssen an deem Sënn d'Upassung, wat d'Strofen an d'investigativ Pouvoire vum ILNAS ugeet. Grad bei Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, ass et immens wichteg, datt mer effektiv Kontrollen hunn. Dës virun allem, wa mer vu Produite schwätzen, mat deene Kanner a Kontakt kommen.

An den USA stierwe schätzungsweise all Woch zwee Kanner wéinst falende Miwwelen – also ëmfalende Miwwelen, muss ee soen. A leider net nëmmer do. Dës ass e grouse Risiko weltwäit, well vill Leit hir Schief net un der Mauer festmaachen, och wann et esou an den Handbicher vum Opbaue steet. Virun allem eng Kommoud, duerch e schweedeschen Hiersteller, ass da schonn oft an den Noriichte gewiescht, wou Kanner verletzt goufen oder gestuerwe sinn, well se an Tiräng gekomme sinn. Dofir sinn ëmmer méi staark Kontrollen a méi staark Warnhinweiser och un déi Leit, déi se opbauen, immens wichteg. Si schützen nämlech net nëmmer eis Gesondheet, mee kënnen ënner Ëmstänn esouguer Liewe retten.

Dat géllt net nëmme fir Produiten, déi een iwwer Internet ka bestellen oder selwer opbaut, mee och fir Saachen, déi ee fäerdeg hei an de Butteler keeft. Vill Konsumentinnen a Konsumente si sech däers net bewusst. An dofir brauch et eebe grad eng staark Kontrollinstanz, déi d'Leit virun esou Saachen schützt.

Dofir, Här President, ënnerstéitze mir Piraten dës Gesetzesprojet, well och Lëtzebuerg brauch esou eng staark Kontrollinstanz. D'Piraten sinn der Meenung, datt duerch dës weider nei Pouvoiren den ILNAS nach besser ka schaffen. An dofir wäerte mir dës Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie |** Merci, Här President. Och merci der Rapportrice Francine Closener fir hire ganz gudder Rapport, dee ganz komplett ass. An och merci den Deputéierte fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Et ass effektiv esou, dass mat dësem Projet den ILNAS engersäits moderniséiert gëtt, anerersäits awer och seng Kompetenzen insbesonnesch duerch verschiden europäesch Reglementer méi breet gemaach kritt. Dem ILNAS seng Kompetenze sinn an deene leschte Jore kontinuierlech erweidert ginn, insbesonnesch op Basis vun, wéi gesot, dem europäesche Recht, awer och, well den ILNAS sech als eng zuverlässeg a mëttlerweil ISO-zertifizéiert Administratioun bewäert huet.

Et ass och esou, dass den ILNAS wäert an deenen nächste Méint eng Informatiounscampagne lancéieren, fir och méi breet dobausse bekannt ze maachen, wat en alles esou mécht, an och fir dat, wéi gesot, besser ze kommunizéieren. Dofir nach eng Kéier och dem ILNAS op dëser Plaz e grouse Merci fir déi exzellente Aarbecht, déi e mécht.

Merci villmools.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Wirtschaftsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7767. Den Text steet am Document parlementaire 7767<sup>10</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7767 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## **8. 8102 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine**

Mir kommen elo zum Projet de loi 8102 iwwert d'Afféiere vu Bähillefe fir d'Wirtschaft a Form vu Garantien am Kader vun der russescher Aggressioun op d'Ukrain. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

### **Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »**

**M. André Bauler (DP), rapporteur** | Merci, Här Président. Hei huet ee säi Bic leie gelooss. D'Situatioun um Energiemarché huet sech leider nach net entspaant. De Krich an der Ukrain an déi domadder verbonne Sanktioune géintwuer Russland ginn nach ëmmer weider. Dat suergt defir, dass d'Betribler, virop déi mat engem héije Bedarf un Energie, weiderhi mat Präissteigerunge beim Gas a beim Stroum ze kämpfen hunn.

Aus dësem Grond solle mer haut de Projet de loi 8102 stëmmen, deen d'Hëllefsmoosname verlängert, déi mir am Juli dëst Joer en place gesat hunn. Dës Moosnamen aus dem Solidaritéitspak sollen och weiderhin d'Auswierkung vum Ukrainkrich minimiséieren, andeems mer d'Betribler entlaaschten an esou virun allem och Aarbechtsplaz schützen.

Ganz konkret verlängere mer em ee Joer, also bis den 31. Dezember 2023, d'Garantië vum Staat, déi sécherstellen, dass Betribler mat engem héije Bedarf un Energie och weiderhi Prête vu Banken accordéiert kréien an esou ëmmer iwwert déi néideg Liquiditéite verfügbar.

An deem Kontext sief nach Folgendes preziséiert: De maximale Betrag, de maximale Montant vum de Prête, déi eligibel sinn, fir d'Staatsgarantie ze kréien, beleeft sech op entweder 15 % vum järeleche gesamt Duerchschnëttsëmsatz, Duerchschnëtts-Chiffre d'affaires, dee vun den Entreprisë verwierklecht ginn ass während den dräi leschten Exercicen, déi ofgeschloss sinn, oder op 50 % vum den Energiekäschte vun der Entreprise während den zwielef Méint, déi de Mount precedéieren, während deem d'Notifikatioun un d'Staatskeess, also un d'Trésorerie de l'État, adresséiert ginn ass, dat an Ausféierung vum Artikel 4 Paragraph 1. Dat just als Prezisioun.

Eng weider Upassung, déi mer virhuelen, betrëfft d'Gas- an d'Stroumliwweranten. Well si hiren Akaf vu Stroum a Gas virfinanzéiere mussen, si si vun de Präis-hausse an besonneschem Ausmooss betrëfft.

Et ass ganz einfach esou, dass de Montant vum der Staatsgarantie, deen deemools festgeluecht gouf, fir d'Gas- a Stroumfournisseuren net duergeet. Si mussen nämlech net just den Akafspräis am Viraus bezuelen, nee, si mussen deels souguer sougenannt Cashgarantië liwweren. Dës Cashgarantië ginn am franséischen technesche Wording och nach „appels de marge“ genannt. Fir den Detail verweisen ech do awer op mäi schréffleche Bericht.

De Staatsrot huet a sengem Avis eng Textpropos gemaach, dat fir ze preziséieren, dass dës Erhéijung vun der Garantie proportionell muss sinn. D'Garantie sollen also ausschliesslech d'Prête decken. Mir sinn der Propos vum Staatsrot natierlech nokomm.

Ech wëll dann awer och nach betounen, dass d'Verlängerung vun dëse Staatsgarantië kee weidere finanziellen Impakt op d'Staatskeess wäert hunn. D'Limit vum 500 Milliounen Euro, déi scho beim leschte Gesetzesprojet definéiert gouf, bleift weiderhi bestoen. Dat kann een an der Fiche financière, déi bei dësem Projet de loi derbäiläit, noliesen.

Här President, léif alleguer, zum Zäitpunkt, wéi dëse Rapport an der Kommissioun diskutéiert gouf an och, wéi de Rapport en tant que tel – de Rapport – gestëmmt

gouf, louche keng weider Avise vir ausser deem vum Staatsrot. Trotzdeem wëll ech op dëser Plaz kuerz op d'Avise vun der Chambre des Salariés a vun der Chambre de Commerce agoen.

D'Salariatskummer huet, wéi se dat och schonn d'leschte Kéier gemaach huet, ënnerstrach, dass si sech sozial Bedéngungen am Text gewénscht hätt souwéi eng änlech Hëllef fir d'Stéit, déi och vun de Präisshausse bei Stroum a Gas betrëfft sinn. Trotzdeem erkenne si un, dass d'Staatsgarantien eng geziilt Hëllef duerstellen, déi den negativen Impakt op d'Aarbechtsplaz reduzéiert.

D'Handelskummer fir hir Säit begréisst d'Verlängerung vun dësen Hëllefsmoosnamen an och déi besser Marge de manoeuvre fir d'Fournisseure vu Gas a Stroum. D'Handelskummer widderhëlt an hirem Avis awer och, dass d'Formule vu Betribler a Schwieregkeeten, dass déi Formule weiderhin net kloer genuch definéiert wier.

Am grouse Ganzen ass dëst, denken ech, e gudd Gesetzeoprojet, deen eise Betribler déi Ënnerstützung zoukomme léisst, déi si brauchen, fir hiren Aktivitéiten an dësen dach awer exceptionellen, jo, schwéieren Zäite weiderhin nogoen ze kënnen. Andeems mer hinne mat dësem Text a virun allem mat dësen Hëllef, déi méiglech sinn, eng besser Planungssecherheet, eng besser Previsibilitéit bei der Finanzéierung vun den Energiekäschte ginn, schütze mer gläichzäiteg d'Aarbechtsplaz vun de schaffende Leit.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech natierlech och Merci fir Är Opmierksamkeet.

### **Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

### **Discussion générale**

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Jo, merci, Här Président. Ufänke wëll ech och mat engem ganz grouse Merci un eise Président-rapporteur fir dee kloren Exposé, deen en eis nach eng Kéier iwwert déi Hëllef do gemaach huet. En huet eis och nach eng Kéier op d'Wichtigkeet opmierksam gemaach. Mir wäerte bien entudu an dëse Projet stëmmen.

Ech soen awer dat, wat ech schonn e puermol hei gesot hunn: Ech sinn elo net der Meenung, dass déi Staatsgarantië wierklech dat effizientst an effikasst Mëttel si fir eis Entrepreneuren an dësen Zäiten. An dat gëtt elo menger Meenung no nach méi evident an Zäiten, wou d'Zësen staark wäerten an d'Luucht goen.

Wéi mer déi éischte Kéier ënnert dem Covid déi Staatsgarantië gestëmmt hunn, du waren d'Zësen extreem niddreg. Elo si se scho ganz héich. An ech ka mer besonnesch och virstellen, dass fir esou kuerzfristeg Iwwergangskreditter déi Konditioune och elo vun de Banken net méi esou attraktiv wäerte sinn. An da kënn ech Fro, déi ech nach allkéiers och hei gestallt hunn. Do kënn jo da bei déi normal Zësen och nach eng Kommissioun derbäi fir déi Staatsgarantie, soudatt de Käschtepunkt awer scho relativ héich wäert ginn.

An et géif mech och elo vläicht eng Kéier interesséieren, net haut, mee vläicht eng Kéier an e puer Méint, wann dee Gesetzesprojet och applikabel ass, ze héieren, ob et wierklech nach vill Entreprisë gëtt, déi ënnert deenen erschwéierte Bedéngungen do trotzdeem vun deene Staatsgarantië wëlle profitéieren.

Dat gesot, bréngen ech trotzdem den Accord vun menger Fraktioun. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif och gärre fir d'Éischt dem André Bauler e grouse Merci soe fir säi Rapport. An e war esou komplett, dass ech just nach brauch den Accord vun der LSAP ze ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorablen Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech schléisse mech mengem Virriedner un. Mir ginn den Accord natierlech ganz gären, well mer déi Moosnamen hei och ganz wichteg fannen, an natierlech och mat engem Merci un den André Bauler fir säi komplette Rapport.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. Da wier et um honorablen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Bauler. Wéi mer et vun him gewinnt sinn, mécht en dat extreem grëndlech a pedagogesch, soudatt, mengen ech, den Inhalt vun deem Gesetz hei verstännelech an och komplett duergestallt gouf.

Et muss een elo kucken: Mir hunn hei den Delai ëm ee Joer verlängert. Ech ka wierklech nëmmen déi Hoffnung ausdrécken, déi mer alleguer hunn, datt de Krich net nach e Joer dauert an datt mer vläicht ochguer net déi laang Verlängerung an der Wierklechkeet brauchen.

Wat awer elo dann och kënnt: Ech mengen, och wann et, wat mer jo hoffen, zu engem Waffestellstand oder zu engem Fridde géif kommen, dann ass et nach eng Fro, wéi d'Sanktiounspolitik vun der Europäescher Unioun sech da géif entwéckelen, ob et dann och kéint relativ séier zu enger Ofschaffung vun deene Sanktiounen kommen. Well déi Prozesser si schwieereg an déi politesch Appreciationen an deem heiten Theemekomplex si ganz ënnerschiddelech tëschent de Memberlänner an der Unioun, soudatt een elo net weess, wéi sech dat alles weiderentwéckelt.

Et ass och dat, wat an Ärem Rapport, Här Bauler, ganz kloer ënnerstrach ginn ass. Et ass eng extreem volatill Situatioun, net nëmme fir d'Enterprisen, mee ech mengen, och fir déi staatlech Acteure wéi mir, déi einfach probéieren, Risiken ofzefiedere fir d'Enterprisen an och fir d'Leit an dëser Situatioun. Et ass eng Politik, déi mer mussen maachen, d'Offfiederung vun de Konsequenzen, well mir kënnen einfach net zouloossen, datt déi privat Stéit oder eis Enterprisen an engem Mooss ënnert dëser Situatioun leiden, dat géif zu grouse sozialen oder ekonomesche Verwierfungen féieren an eiser Gesellschaft.

Den Här Mosar huet d'Zënsevolutioun ugeschat. Hien huet ganz Recht, fir dat ze maachen. Et ass jo och vun der Europäescher Zentralbank schonn ugekënnegt ginn, datt nach weider Zënsschrëtt nokommen. Dat heescht, och hei lafe mer éischter an eng Verschäerfung vun der Situatioun an eng Erhéijung vun den ekonomesche Risiken eran. Émsou méi wichteg ass et, datt mer hei Moosnamen huelen, fir déi Evolutioun ze begleeten an ofzefiedere.

Dat gesot, wäert d'ADR dat hei selbstverständlech matdroen, well eis Politik konstant déi ass, an dëser

Situatioun d'négativ Konsequenze vun de Leit a vun den Enterprisen esou wäit wéi méiglech ewechzehalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och vun eis aus e grouse Merci un de Rapporteur fir säi gudden méndlechen a schrëftlechen Rapport. Mee mir bleiwen eiser Linn treu, mir wäerten eis bei deemem Projet de loi enthalen. Den Här Rapporteur André Bauler huet et scho gesot, mir gesinn et esou änlech wéi d'CSL. Mir wëssen natierlech och, datt verschidden Enterprisen des Aiden, des Garantien onbedéngt brauchen. Mee op där anerer Säit kënnt eis awer dee ganze soziale Volet an all deene Projet-de-loien do leider ze kuerz, well keng Garantie fir d'Salariéen dra sinn. Voilà.

Merci fir d'Nolascuieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Merci als Éischt un de Reporter, den Här André Bauler, fir en exzellente méndlechen a schrëftlechen Rapport. Et gouf elo grad gesot: „Mir bleiwen eiser Linn treu.“ Ma och d'Piraten bleiwen hirer Linn treu. Dat heiten ass d'Verlängerung vun engem Text, dee mer schon am Juli hei an der Chamber matgestëmmt haten, an deementspreechend wäerten mer en och haut matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Merci Här President. Och vu mir fir d'Éischt emol e Merci un den André Bauler fir säi ganz gudden Rapport. Jo, mir maache mat deemem Gesetz engersäits eng Verlängerung vun deem Hëllefregime mat de Garantien, och am Esprit, fir esou wäit wéi méiglech de Kader vun der Europäescher Kommissioun auszeschöpfen. Mir verlängeren dat engersäits ëm ee Joer. Mir maachen et och e bësse méi breet op, andeems mer de maximale Montant vun der Garantie adaptéieren.

Elo kënnen dat bis zu sechs Méint Energieverbrauch sinn, gekuckt op déi nächst sechs Méint. Domadder geet bei deene meeschte Betriber de maximale Montant vun Prêt bei enger Bank, dee ka garantiéiert ginn, substanzziell an d'Luucht. Och dat, mengen ech, ass e wichtegt Instrument. Et ass net dat eenzegt, mee et ass complementaire zum Rescht vun der Wierkkëscht an et ass do, fir effektiv am Fall, wou Liquiditéitsproblemer sinn, de Betriber zur Säit ze stoen. Gradesou wéi mer dat scho während der Pandemie gemaach hunn, ass dat heiten elo e gutt bekannt Instrument, wat, wéi gesot, och seng Preuvë gemaach huet.

Vläicht just nach, fir Iech eng Iddi ze ginn, wéi wäit dat Instrument bis elo benotzt ginn ass am Kader vun der aktueller Kris: Op den 1. Dezember si 15 Prêten akzeptéiert gi fir en totale Montant vun enger ongeféier 18 Milliounen Euro. Den totale Montant vun der Garantie ass dobäi bei 16 Milliounen Euro. Do kann ee soen, datt ass net vill am Kader vun deem Plaffong vu 500 Milliounen, mee ëmmerhin ass et eppes an et weist, dass heiropp zréckgegraff gëtt vu verschidde Betriber.

Ech géif och gärre zum Schluss soen, dass d'Yuriko Backes, d'Finanzministesch, haut net kann do sinn, dass mer awer eng extreem gutt Zusummenaarbecht hate mat dem Finanzministère, insbesonnesch och mat der Tresorerie, an dass ech och hei hinne Merci soe fir all hir Efforten an deemem Dossier.

An nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung zu deemem Projet de loi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8102. Den Text steet am Document parlementaire 8102<sup>2</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8102 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8102 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentioune ugeholl.

*Ont voté oui :* *Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz (par M. Max Hengel), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues :* *Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## **9. 8107 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine**

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8107 iwwert d'Bäihëllef fir Enterprisen, déi vun der Hausse vun den Energiekäschte betraff sinn. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Reporter vun deemem Projet de loi, den honorablen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.



### Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen ech Iech haut virstellen, dee kennt Der schonn zum Deel. Dat ass effektiv déi zweet Ofännnerung vun engem Projet, dee mer schonn am Juli gestëmmt haten an och nach eng Kéier Enn Oktober. Den Temporary Framework vun der Europäescher Kommissioun ass adaptéiert ginn an dofir adaptéiere mer och hei de Projet a mir erweideren en.

Et geet effektiv haut ëm déi aktuell Betribshällefen, déi ëmgeännert ginn. Wéinst de steigenden Energiekäschte si fir d'alleréischt de 15. Juli, wéi gesot, eng Rëtsch Hëllef fir eis Entreprises agefouert ginn. Dat war nom éischten Tripartite-Accord an nom zweeten Tripartite-Accord hu mer virun engem Mount e Gesetz gestëmmt, woumat dës Aiden ausgeweit gi sinn, fir dass nach méi Betriber kéinten dovunner profitéieren, an d'Montante vun deenen Hëllef sinn an deem dote Kader vum zweete Vott och eropgesat ginn.

Déi Hëllef ginn erméiglecht duerch den Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun, en Encadrement, dee, wéi gesot, den 28. Oktober 2022 verlängert ginn ass bis Enn 2023. An deem Zesammenhang huet et sech ugebueden, eist nationaalt Gesetz fir d'Betribsaiden och unzepassen an esou déi rezent Modifikatiounen aus dem neien Encadrement temporaire ze transposéieren.

Am Gesetz, dat mer de leschte Mount gestëmmt hunn, waren dräi verschidden Hëllef virgesinn. Bei där éischter goung et drëms, en Deel vun de Strouma Gasméikäschten ze kompenséieren fir Betriber, déi ganz vill Energie consomméieren. Dës Aide geet och nach bis Enn 2022 weider a gëtt awer duerno duerch eng nei Hëllef ersat, déi da vum Januar bis de Juni 2023 leeft. Net nëmme eng Partie vun de Gas- a Stroumeikäschte vun de Méint Januar bis Juni 2023 kënnen dann nach kompenséiert ginn, mee och en Deel vun den Heiz- an Ofkillungsméikäschten, mat der Konditioun, dass dést aus Naturgas respektiv Stroum produzéiert gëtt.

Et gi véier Piliere vun Hëllef agefouert, ofhängeg dovunner, wéi staark de Betrib betraff ass vun den Energiepräiserhéijungen. D'Intensitéiten an d'Maximalbetrag vun den Hëllef ginn an d'Luucht geschrauft an d'Konditiounen, fir kënnen eng Energiehëllef unzefroen, gi manner streng gehalen, soudass méi Betriber wäerte kënnen an Zukunft dovunner profitéieren, oder eng méi grouss Partie vun de Méikäschte wäert eligibel gi fir eng Hëllef.

Déi zweet Aide, dat war fir Betriber, déi an der Constructioun tätig si respektiv déi Liewensmittel produzéieren an ausliwweren, an natierlech och fir den Transportsecteur. Dës Aidë bleiwen erhale bis de Juni d'nächst Joer.

Déi drëtt Aide betrëft Betriber, bei deenen d'Energiekäschten op d'mannst 2 % vum Chiffre d'affaires oder vun der Valeur de production ausmaachen. Si ass et scho ginn an déi Mesure bleift och erhalen.

Elo kennt natierlech déi nei Mesure, déi agefouert gëtt, dat heescht, dat ass eng nei Hëllef fir Produzente vun Hëtzt a vu Biogas an och Bedreier vun Hëtztreseauen. Wéinst dem reglementareschen a kontraktuelle Kader, an deem sech déi Betriber befannen, hu si net d'Méiglechkeet, d'Energiepräiserhéijungen un hir Clientë weiderzeginn. Mat där neier Hëllef kënnen si elo bis zu 2 Milliounen Euro pro Entreprisegrupp kompenséiert kréien, fir en Deel vun den Approvisionnementeméikäschten ze decken. D'Eligibilitätsperiod fir dës Hëllef leeft vum Januar 2023 bis de Juni 2023.

Wichtig ass et awer och, an dësem Kader nach eng Kéier ervirzeeträichen, dass déi nei Hëllef, déi am Gesetz, dat haut virläit, beschriwwen ginn, esou wéi och déi viereg Hëllef dem Accord vun der Europäescher Kommissioun ënnerleien. D'Zil, mengen ech, ass ganz kloer: D'Zil ass et, de Betriber, déi vun der Erhéijung vun den Energiekäschte betraff sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen, hir Kompetitivitéit ze garantéieren, hinne Previsibilitéit ze ginn an natierlech och, géint d'Inflatioun virzegen.

Ech wëll och nach eng Kéier op de Käschtspunkt vun dese Mesuren agoen. Mam Solidaritéitspak 2.0 war e Mesurëpak entstanen vun iwwer 1,1 Milliard, an dovunner war e Budget virgesi vun 375 Milliounen Euro fir dës Aide. An de geplangte Budget bleift dee selwechten. Et dierf een natierlech net vergiessen, dass déi reell Depensen, déi mer herno musse budgetiséieren, ofhänke vun der Evoloutioun vun den Energie- a Stroumkäschten a soumat grad wéi beim Gesetz virdru schwéier anzeschätze sinn.

Ech géif dann nach eng Kéier ganz kuerz op d'Aviseen agoen. D'Chambre des Salariés, déi huet hiren Accord ginn. Si bewäert et als positiv, dass d'Betriber, déi Hëllef am Wäert vun iwwer 50 Milliounen kréien, beim Minister e Plang mussen déposéieren, deen hir Efforte fir d'Reduktioun vum CO<sub>2</sub>-Ausstouss duerleet. Si ënnerstëtzt och d'Tatsaach, dass d'Heizungs- an d'Biogasproduzente souwéi och d'Bedreier vun Heizungsreseauen an deem neie Gesetz matagebonne ginn. Si bedauert, dass déi finanziell Hëllef awer net u sozial Krittere gekoppelt sinn.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht.

Voilà. Kolleeginnen a Kolleegen, a well déi nächst Sait vu mengem Text schonn d'Gesetz ass, wat ech Iech muer proposéieren, ...

(Hilarité)

... géif ech Iech elo den Accord gi vun der Demokratescher Partei a Merci soe fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools Här Rapporteur Gilles Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här Laurent Mosar.

#### Discussion générale

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci och. Nach eng Kéier hei e ganz décke Merci un de Gilles Baum, deen eis op eng detailléiert, kompetent Aart a Weis nach eng Kéier dee wichtege Projet exposéiert huet. Ech mengen, mir wëssen a wat fir enger grousser Kris eng ganz Rei vun eisen Entreprisé sinn. An do ass natierlech all Zort vun Hëllef wichteg. Duerfir wäerte mir och deesen Text natierlech stëmmen.

Ech wëll och elo net méi op déi ganz Diskussioun agoen, déi mer schonn deelweis d'lescht Woch am Kader vun de Budgetsdebatten haten, wëll awer just och nach eng Kéier drop hiweisen, dass do ganz vill vun eise Betriber riskéieren, an eng konkurrenzuell ganz schwieereg Situatioun ze kommen, well, an ech mengen, dat hutt Der all matkritt, ganz besonnesch d'Amerikaner, awer och zum Deel d'Chineese massiv Staatshëllef wäerten hiren Entreprises zogestoen. Allerdéngs, déi Hëllef wäerten net amerikanesch oder net national Entreprises net kënnen kréien, wat also zu enger ganz schwieerer Situatioun wäert bäidroen.

Et kennt derbäi, dass d'Europäesche Kommissioun, an dat begrëisse mir eigentlech jo elo, relativ wäit fortgeschrott ass mat där sougenannter Karbontax, déi soll agefouert ginn. Allerdéngs, an dat wollt ech awer de Mëtte nach eng Kéier ervirzeeträichen, soll

déi eréischt 2026 a Kraaft trieden. Ech muss Iech alerdéngs soen, mir sinn elo geschwënn 2023, dat ass also eréischt an dräi Joer. En attendant profitéieren d'Entreprises an Amerika vu substanzialer Staatshëllef. Dat riskéiert also wierklech, ganz, ganz komplizéiert ze ginn!

A fir all déi Leit, an där gëtt et vill hei, och an der Chamber, déi sech mat där Thematik auserneezen: Et sinn ëmmer méi wierklech ganz héichkaräteg Wirtschaftswissenschaftler, déi wierklech virun enger Desindustrialiséierung, ganz besonnesch och an Europa, warnen, well et duerch déi ganz héich Produktiounskäschten, déi déi meescht Entreprises net méi kënnen droen, effektiv wäert zu Delokalisatioune kommen. An déi Delokalisatioune wäerte sech ausserhalb vun der Europäescher Unioun maachen!

Ech weess, Här Wirtschaftsminister, Dir deelt sécherlech déi dote Bedenken. Ech wëll just hei wierklech nach eng Kéier den Appell maachen, dass sech d'Regierung och mat grossem Engagement zu Bréssel asetzt, dass déi Mesuren, déi wierklech noutwendig sinn, esou schnell wéi méiglech an net eréischt 2026 wäerte geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mosar. Als nächste Riedner steet den Här Yves Cruchten prett a kritt direkt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci Här President. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och dem Gilles Baum fir säi ganz gudd Rapport. Mir begrëissen ausdrécklech dese Gesetzestext aus der Fieder vum Wirtschaftsminister Franz Fayot, well en ass méi wichteg, wéi een op den éischte Bléck kéint mengen!

Besonnesch ervirhiewe wëilt ech zu dësem Text den neien Artikel 3bis, dee mir an d'Gesetz vum 15. Juli wäerte bäisetzen. Engersäits gëtt mat dësem Artikel d'Hëllef fir d'Entreprisé méi breet, soudatt, wéi de Rapporteur et och scho gesot huet, méi Entreprisé kënnen gehollef kréien. D'Entreprisé muss net méi als „entreprise grande consommatrice d'énergie“ gëllen, fir an de Genoss vun dëser Hëllef ze kommen. D'Entreprisé wäert och net méi eng Verdeublung vun hiren Energiekäschten a Kaf huele müssen, ier se Usproch op eng Ennerstëtzung kritt.

Anersäits geet och de Montant vun der Hëllef jee no Situatioun vun der Entreprisé nach eng Kéier an d'Luucht. Eng energieintensiv Entreprisé, déi an engem besonnesch betraffene Secteur aktiv ass, ka mat den neien Ännerunge bis zu 80 % vun den eligibele Käschte respektiv 75 Milliounen Euro rembourséiert kréien. Et muss een natierlech bedenken, dass mir ëmmer nëmme an deem Perimeter operéiere kënnen, dee mir vun der EU-Kommissioun gestallt kréien. Ech fannen, dass et essentiel ass, dass et an all EU-Memberstaat déi selwecht Grenze gëtt, bannent deenen déi national Regierungen dann hëllef kënnen, soss kéim et zu deloyale Verhalensweisen tëschen de Memberstaaten, déi eigentlech kee gutt Enn géifen huelen.

Ech sinn awer méi generell der Meenung, dass mir mussen méi eng déif Iwwerleeung op EU-Niveau féieren, fir dass mir eis net selwer ze vill d'Handschellen uleed. Erlaabt mer dofir, dass ech ganz e bëssen aushuelen: Bei senger zweeter Staatsvissit an den USA huet de franséische President jo justement säin amerikaneschen Homolog virun engem gewëssene Protektionismus duerch den American Inflation Reduction Act gewart.

**Une voix** | Genau!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dësen amerikanesche Subventionsprogramm mat engem Volume vu ronn

350 Milliarden Euro fir déi digital an ekologiesch Transitioun ass jo och en Thema gewiescht op dem leschten EU-Sommet. An et geet mer, wann ech dovunner schwätzen, virun allem ëm d'Hëlfelefen, déi mir am Beräich vun den Investissementer a Schlüsselechnologien an der EU maache respektiv och net maachen.

Esou si vun de weltwäiten Investissementer an Halbleiter – ech weess leider kee Lëtzebuergesch Wuert dofir –, a Semi-conducteurs tëscht 2016 an 2022 grad emol 7 % an der EU gemaach ginn, awer 30 % an den USA an, haalt Iech un: 63 % an Asien! Wann ee weess, dass déi Halbleitendat awer onverzichtbar si fir all innovativ technologesch Applikatioun, da weess een also, dass mir do dréngend müssen nohuelen. Mir duerfen och net naiv sinn, well aner Länner a Regiounen an der Welt sinn et och net!

Déi Hëlfelefen, déi mir haut stëmmen, betreffen natierlech net dës kruzial Investissementer. Andeems mir awer den Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg Loft verschafe mat hiren Energiekäschten, stärke mir hir Liquiditéiten a suergen derfir, dass si net weider müssen an hiren Investissementer wichteg Projekte sträichen. Wéi gesot, dës Hëlfelefe sinn also méi wichteg, wéi ee kéint op den éischten Bléck nohuelen.

Aus dësem Grond gétt meng Fraktioun ganz gären den Accord zu dësem Projet. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet un d'Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här Président. Och mir ënnerstëtzen dësen Projet de loi ganz kloer. Den Yves Cruchten huet eng ganz Rei Detailler nach zousätzlech erkläärt, déi och ganz an eisem Sënn sinn. An deem Sënn soe mir da Merci fir de Rapport vun Gilles Baum a ginn den Accord vun der Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lorsché. An d'Wuert geet weider un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här Präsident, ech wéilt och ufänke mat engem groussen Merci un den Här Baum. An ech muss soen, ech hat elo geduecht, dass Gesetz hei, dass gétt elo eng normal Diskussioun, wéi mer se dacks esou bei méi technesch Gesetzter féieren, a mir soen alleguer, dass mer d'accord sinn, well mer jo wierklech och, ech géif soen, déi meescht heibannen, wann net all, mat dëser Iddi d'accord sinn a well et eebe wichteg ass, dass mer dat maachen.

Mee et ass vill méi interessant ginn, wéi ech geduecht hat, well souwuel den Här Mosar wéi och den Här Cruchten hunn eigentlech op eng Kritik reagiert, déi d'ADR scho ganz laang formuliert huet, nämlech dass d'Europäesch Unioun an dëser Situatioun an och als Konsequenz vun der Sanktiounspolitik an där schaarer Konkurrenz – och vun den USA, notament – zu de Verlëierer vun der aktueller Situatioun gehéiert. Dat heescht, dee gréisste Verlëierer ass déi onglécklech Ukrain mat all deem Misär, dee mer do gesinn. Mee ekonomesch huet d'Europäesch Unioun eng ganz schlecht Position am Abléck an engem ganz haarden internationale konkurrenzellen Ëmfeld.

Dat muss mer einfach gesinn. Dat hu mer och betount, ëmmer nees. An et ass ganz wichteg, selbsterständlech, dass mer all Schrëtt an Europa ënnerhuelen, fir dass déi Nodeeler net entstinn oder, wa se do sinn, erëm ausgeglach ginn. Mir kënnen jo net, dass ass genau richtig, eng Desindustrialiséierung, eng Delokalisatioun akzeptéieren, toleréieren, déi op d'Käschten vun den Zukunftsperspektive vun der

Memberstaate vun der Europäescher Unioun geet. Dat ass einfach net dran. An dofir muss mer eis ganz seriö an och wa méiglech onpoleemesch mat deenen do Problematiken auseruesetzen. Well mir sinn amgaangen, an eng ganz schwierig Phase vun der industrieller Entwécklung vun der Europäescher Unioun eranzegoen. Dofir sinn déi Hëlfelefe wichteg, mee déi Hëlfelefen net aleng.

En Ënnerscheid gesinn ech zwar an där Position, déi den Här Mosar esquiséiert huet. Hie begréisst déi Kuelendioxidimporttaxen, déi elo solle kommen. Importtaxe kënnen an dëser Situatioun vläicht Sënn maachen. Mee et muss ee wëssen: All Importtax mécht alt erëm eng Kéier Produiten, déi mer importéieren, méi deier a si dréckt den Inflationsdruck nees erop. Ech mengen, och dat muss ee ganz kloer gesinn. Dofir sinn Importtaxe warscheinlech ni e gutt Mëttel vun der ekonomescher Reguléierung. Besser wär et, eis international op e Kader kënnen ze eenegen vu Staatshëlfelefen, wéi och de President Macron et zu Washington ugeschwat hat.

Ech mengen, dass wär dee bessere Wee. Mee dee wierkleche Kinnekswee aus dëser Situatioun eraus, dass ass e Schluss vun där Sanktiounspolitik – mir hunn et ëmmer erëm gesot –, well mir ekonomesch déi sinn, déi am meeschte verlëieren!

Dat gesot, mengen ech, ass et kloer, dass mer dat hei ënnerstëtzen. Mir hate scho virdu gesot, mir wäerten alles maachen, fir de Schued vun eise Leit, vun eisen Entrepreneuren ewechzehalen. Mee ech si ganz fro, muss ech soen, dass elo awer eng Rei vun den Intervenanten heibannen op déi Problematik ausdrécklech higewisen huet. Mir hunn dat scho laang gemaach. Mir kritiséiere ganz kloer déi Politik, déi mer als Europäesch Unioun féieren, well se eis schuet. An dofir muss mer dat hei elo hoffentlech an der Déift an hoffentlech och onpoleemesch virun diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci, Här Präsident. Dem Rapporteur och vu menger Säit aus e groussen Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Och hei vun eiser Säit näischt Neies, mir bleiwen och hei eiser Linn trei a wäerten eis enthalen, well et hei och keng sozial Krittäre gétt. Déi feelen eis einfach.

Déi nei Aidë ginn duerch d'EU agefuert. Ech mengen, mir kucken, eis Lëtzebuurger Legislatioun un déi europäesch unzabannen, an zwar esou séier wéi méiglech. Wat mir awer begrëssen, ass, dass verschidden Entrepreneuren dru gebonne sinn, fir eeben hir CO<sub>2</sub>-Emissiounen ze reduzéieren. Ech mengen, dass ass immens wichteg an den haitegen Zäiten.

D'Enveloppe budgétaire geet jo och net an d'Luucht, soudatt ee vläicht kéint mengen, dass d'Entreprise vläicht och dës Aiden net esou vill brauchen. Mee bon, dass muss een dann nach gesinn. Et ass, wéi den Här Baum gesot huet, dass een dat einfach muss gesinn, wéi et elo eebe weidergeet, ob dat just eng momentan Opnam ass an awer vläicht méi Sue gebraucht ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här Präsident. Léif Kollegeinnen a Kollegen, och dëst Gesetz ass wéi dat viereg eng Verlängerung vun enger

Dispositioun, déi mer hei an der Chamber schonn am Juli eng Kéier ugeholl haten. Dëst ass also och e Gesetz, dass am Kader vun Tripartite-Accord 2.0 läit, dass den Entreprises soll hëlfelefen, déi héich Energiekäschten hunn.

Bon, d'Aidë ginn elo bis Juni 2023 verlängert a mir hoffen iergendwéi, dass et bis dohinner besser geet. Ech hu virdu a menger Ried zur Verfassungspropos vun déi Lénk gesot, dass ech en Optimist sinn an dass ech gären an eng positiv Zukunft kucken. An esou kucken ech positiv an d'Zukunft an ech hoffen, dass mer tatsächlech am Juni 2023 kee weidert Gesetz brauchen.

Wann ee bedenkt, dass mer hei just vun den Aidë fir déi éischt sechs Méint vun nächste Joer schwätzen, dann ass d'Enveloppe vun 375 Milliounen Euro dach substantziell. Do gesäit een, wéi grouss dësen Hëlfelepak ass. D'Hëlfelefe goufen ausgeweit, esoudatt net nëmme méi d'Hëtzen, mee och d'Kille vun engem Betrib kann drënnerfalen. Jo, bei minus néng Grad dobauss stellt ee sech vläicht d'Fro: Killen? Mee mir maachen dat heite jo net just fir haut a fir muer, mee fir déi nächst sechs Méint, an do wäerten och Killagregater erëm gebraucht ginn. An et kann een dem Metzler och net soen, e soll seng Ham oder seng Rieslingspaschtéit einfach virun d'Dier setzen, well ech mengen, da géif se ganz séier ëmgoen!

Och de Biogas ass elo Deel vun den Hëlfelefen. A wann eng Firma déi Hëlfelefe kritt an dës iwwer 50 Milliounen leien, da muss dës Firma och innerhalb vun engem Joer dem Staat e Plang virleeën, wéi se méi klimafreundlech wëll ginn a wéi se op erneierbar Energie wëll setzen. Dass ass eppes, wat mir Piraten nëmme begrëisse kënnen, well et ass am Interessi vun all Firma, och vun deenen, déi net ënnert déi Krittäre falen, fir den Energieverbrauch esou nohalteg wéi méiglech ze gestalten. A bei esou héije Montanten ass och eng gewësse Verantwortung vis-à-vis vun Staat als Bailleur d'urgence u sech ginn.

D'Firme muss secherstellen, dass se bei enger nächster Energiekris besser opgestallt sinn, andeems se haut schonn op erneierbar an dezentral Energie setzen, déi eis net ofhängeg vun fossilen Energien a virun allem net ofhängeg vun autoritäre Staate maachen.

Här Präsident, dës Aidë si wéi d'Coûts non couverts néideg, fir eng Krisensituatioun ze iwwerbrécken. Si weisen an eisen Aen och, dass cibléiert Politik méiglech ass. D'Betriben kommen an deenen nächste Wochen a Méint net laanscht dës Käschten an dofir brauche se kuerzfristeg a cibléiert Hëlfelefen.

Mir Piraten wäerten dofir dës Mesuren, grad wéi déi aus dem Juli, déi mer och schonn eng Kéier matgedroen hunn, och haut erëm matdroen. Mir bleiwen eiser Linn trei, an dat net, ouni dem Rapporteur villmools Merci ze soen fir säi mündlechen a schrëftleche Rapport. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

#### *Prise de position du Gouvernement*

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Här Präsident, virop e groussen Merci un de Rapporteur Gilles Baum fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Och merci un all d'Intervenanten an dëser Debatt. An ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem effektiv wichtige Projet de loi. Ech wäert och elo net méi hei am Detail agoen op déi verschidden Hëlfelefen. De Rapporteur huet dass ganz gutt gemaach, mir haten déi Diskussioun schonn d'lescht Woch, dofir ginn ech elo net méi am Detail heipon an.

Mir wëssen alleguer, dass mer eis hei an engem euro-päesche Kader beweegen, dee mer esou breet wéi méiglech ëmsetzen. Mir hunn dat am Kader vun der Tripartite versprach a mir maachen dat och elo, fir eise Betriber ze hëllefen, iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat ass e Kader, deen evolutiv ass, deen ugepasst gétt iwwert d'Zäit vun der Kommissioun an dee mir dann natierlech och allkéiers am Kader vun eisem Gesetz upassen. Dat war bis elo scho véiermol de Fall a mir wäerten dat och weiderhi maachen en fonction dovun, wéi d'Situatioun evoluéiert.

Dat war nom éischten Tripartite-Accord de Fall mam éischten Solidaritéitspak, an och elo mam zweete Solidaritéitspak. Dat betrëfft kleng, mëttel an och grouss Entreprises. De Mëttelstandsminister huet och scho virun enger Zäit hei eng Aide erabuecht fir bis zu 500.000 Euro. Dat concernéiert virun allem déi méi kleng a mëttel Betriber. An elo, wéi gesot, hu mer hei Aidë fir d'Betriber bis zu 4 Milliounen Euro, déi bis elo op 2 Milliounen Euro limitéiert waren, an och mat méi engem klengen Pourcentage bei den Energiekäschten vun 1,5 % vum Émsaz oder der Valeur de production vun zejoert. Dat ass also méi breet an dat mécht also och den Zougang zu dësen Aidë méi grouss op fir eng Partie aner Entreprises, déi bis elo keen Zougang hatten.

Ech géif gäre just e puer Wuert soen zu där Diskussioun, déi elo gefouert ginn ass vum Laurent Mosar an och vum Yves Cruchten zu de protektionisteschen Tendenzen a verschiddene Regiounen vun der Welt an och der Äntwert vun der Europäescher Unioun dozou. Ech mengen, d'Äntwert ass effektiv an där Transitioun, an där mer dra sinn, an och an där nei geopolitischer Donne, wou mer effektiv gesinn, dass et op ganz ville Plazen vun der Welt erëm méi Protektionismus gétt. Amerika ass genannt ginn, China ass genannt ginn. Och do muss Europa effektiv eng Äntwert hunn. An déi Äntwert läit engersäits am CBAM, an deem Mechanismus, fir de Carbone aux frontières ze taxéieren, wann een esou wëllt. Et kann ee regrettéieren, dass deen érëischt 2026 kënn, mee et ass awer, wéi gesot, e ganz wichtige Schrëtt.

Entre-temps mécht Europa och eng Politik vu sougenannter „strategiecher Autonomie“, wou se eng ganz Rei strategiegesch Beräicher ausgewisen hunn, wou Europa elo wierklech och Efforte mécht, fir erëm hei bei eis Capacitéiten opzebauen. Dat ass de Fall bei de Semi-conducteuren, mam europäeschen Chips Act, deen och elo weidergeet. Dat ass och de Fall bei de rare Metaller, mam Rare Earth Act, deen elo deemnächst wäert verabschitt ginn an Europa. An och eng ganz Rei paneuropäesch Projeten, wéi am Beräich vun Cloud, wéi am Beräich vun der Cybersecouritéit, awer och an enger ganzer Rei anerem, ginn op de Wee bruecht, fir justement Europa ze reforcéiere par rapport zu der internationaler Konkurrenz.

Dat si wichtige Schrëtt, wichtige Politicken, déi mengen ech, och wierklech an déi richteg Richtung ginn a wou ech och sécher sinn, dass mer als Europäer eng Äntwert fannen op déi Tendenzen, op déi protektionisteschen Tendenzen, déi mer an anere Regiounen vun der Welt gesinn, an déi awer och e wichtige Schrëtt sinn, fir eis eegen Industrie, eis eege Betriber ze schützen an där Transitioun, well et virun allem drëm geet – wa mer gären hätten, dass se sech digitaliséieren an dass se sech och dekarboniséieren –, dass mer se fir d'éischt emol kompetitiv behalen, fir dass se dann och kënnen investéieren a sech op déi nei Donne do kënnen astellen.

Entre-temps, wa mer iwwer Desindustrialisierung schwätzen an och méiglech Ofwanderungen, mengen ech, ass et awer gutt, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass mer och hei zu Lëtzebuerg eng Rei Saache

maachen, fir eis Betriber ze accompagnéieren an där Transitioun. Ech hunn dat schon d'lescht Woch eng Kéier gesot. Dozou gehéieren déi Borne-électriche an de Betriber, déi mer encouragéieren, wou mer e speziellen Aidëregimm agefouert hunn, wou mer och hei bis zu 40 Milliounen Euro investéieren. Mir gesinn, dass dat eng Initiativ ass, déi ganz vill Succès huet. Dozou gehéiert awer och den Appell fir d'PV-Anlagen, déi d'Betriber kënnen bei sech installéieren fir d'Autoconsumatioun vun erneierbaren Energien. Och dat huet Succès.

An da gesi mer awer och, dass eis Betriber hei zu Lëtzebuerg weiderhi ganz vill investéieren, och an där schwieriger Zäit, an där mer elo dra sinn. Mir gesinn, dass mer an dëser Legislatur en Invest hu vun 1 Milliard, ronn 1 Milliard Euro, vun eisen Industriebetriber, déi weiderhin an hir besteeend Industrieanlagen investéieren, fir se bis 2025 ze moderniséieren. E ganz prominent Beispill ass do natierlech ArcelorMittal, déi annonciert hunn, dass se 100 Milliounen Euro an hir Lëtzeburger Stolwierker investéieren, fir grénge Stol hei ze produzéieren. Och Paul Wurth ass e groussen Acteur, dee wierklech kann eng wichtige Roll spille weltwäit fir d'Efforten an der Dekarbonisatioun, zum Beispill mat neien Hydrogeentechnologien.

Ech mengen also – an ech mengen dat net nëmmen, ech weess dat och, well ech vill bei Industriebetriber ënnerwee sinn –, dass et zwar eng schwéier Zäit ass, mee dass et awer trotzdem weiderhin nach ganz vill Optimismus gétt bei eise Betriber an och ganz vill Zouversicht an d'Zukunft an dass och weiderhin Investitioune geplangt sinn an och elo scho realiséiert ginn.

Mir mussen als Staat, als Regierung och weiderhin alles derfir maachen, fir d'Entreprises an dëser Transitioun ze begleeden. Dat maache mer mat dësem Projet de loi. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8107. Den Text steet am Document parlementaire 8107<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8107 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Abstentoune ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary,

M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Se sont abstenues* : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## **10. 8034 – Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial**

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtte kënn de Projet de loi 8034 iwwert d'Bäihëlfelefen am Kader vun der Promotioun vum Zuch- a Schëffverkéier. D'Wuert huet elo d'Madam Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wa mer eis Ëmwelt- a Klimaziler europawäit erreeche wëllen, muss et eis onbedéngt geléngen, beim Transport a grad och beim Wuerttransport eng däitlech Verbesserung ze erreechen. Vun alle Klimagasemissiounen vum EU-Transportsecteur sinn ëmmerhin 38,1 % op de Camiontransport iwwert d'Strooss zréckzuführen. An den EU-Transportsecteur ass iwwerweegend eenzege Secteur, wou d'Zäregasemissiounen tëscht 1990 an 2020 nach liicht geklomme sinn amplaz erofzegoen.

Och zu Lëtzebuerg spillt de Wuerttransport iwwert d'Strooss eng Haaptroll. Dat dréit net nëmmen zu de Kuelendioxid-, Stéckoxid- a Feinpartikelemissiounen bäi, mee bréngt och eng Iwwerlaaschung vun de Lëtzeburgerer souwéi den europäeschen Stroosse mat sech.

(Interruption)

De Projet de loi Nummer 8034, dee mer haut hei virleien hunn, ass e klengen, mee wichtige Deel vun den Efforten, fir e méi nohaltege Wuerttransport hinzekrieten an eebe méi Gidder vun der Strooss op d'Schinn an op d'Schëff ze kréien.

2016 hat d'Chamber schon en éischt Gesetz iwwert d'Promotioun vum Transport combiné gestëmmt. Domadder krut d'Regierung d'legal Basis, fir mat staatlechen Subventiounen d'Transportere ze encouragéieren, fir vum Transport combiné Gebrauch ze maachen an hir Wuert iwwer méiglechst laang Strecken mam Zuch oder mam Schëff amplaz de ganze Wee mam Camion ze transportéieren.

Dëse Regimm gouf réckwierkend op den 1. Januar 2015 fir véier Joer applizéiert an duerno ganz liicht verännert an em weider véier Joer verlängert. Dëse Regimm fir d'Promotioun vum Transport combiné leeft deemno elo den 31. Dezember 2022 aus.

Här President, mam virleiende Projet de loi setze mer weiderhi geziilt op d'Promotioun vum Transport combiné, fir datt déi betreffe Wuert fir e méiglechst klengen Deel per Camion a fir e méiglechst groussen Deel per Zuch oder Schëff transportéiert ginn. Zousätzlech gétt dee besteeend Promotiounsmechanismus awer reforméiert an och op den alengegen Transport iwwert d'Schinn an iwwert d'Waasser ausgeweit. Dofir steet elo net méi „promotion du transport combiné“

am Titel, mee „promotion du transport ferroviaire et fluvial“.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Et geet drëms, den Transport ferroviaire an den Transport fluvial nach méi staark par rapport zum Transport routier ze favoriséieren, dee vun den Operateuren opgrond vun deelweis méi niddrege Käschten a gréisserer Flexibilität awer dacks éischter an Usproch geholl gëtt.

D'Extensiou vun aktuelle Régime d'aide soll nei Operateuren, déi net vum Transport combiné concernéiert sinn, encouragéieren, de Wuerentransport mam Zuch oder Schëff ze prioriséieren an esou den Undeel vun der Schinn an der Banneschëffaart ze erhéien.

Déi nei Bähillefe kënnen fir all inlännesch Schinnen-transporter uegfrot ginn, dat heescht, egal ob combiné oder conventionnel, a si gëllen och fir all international Banneschëffstransporter mat Depart oder Arrivée zu Lëtzebuerg, egal ob kombinéiert oder konventionell.

Beim internationale Schinrentransport mat Zil oder Depart zu Lëtzebuerg gëtt par contre weiderhi just den Transport combiné geféiert. An den inlännesche Schëffstransport zu Lëtzebuerg entfält als Kategorie, vu datt mer nëmmen ee groussen Hafen hunn.

Dësen neie Regimm wäert net méi just fir véier, mee fir fënnef Joer gëllen, an zwar vum 1. Januar 2023 bis den 1. Dezember 2027, an d'Enveloppe budgétaire, déi virgesinn ass, beleeft sech op 103,925 Milliounen Euro.

Well dëst Gesetz staatlech Bähillefe betrëft, dierf dëse Projet de loi eréischt dann a Kraaft trieden, wann d'EU-Kommissioun d'final Decisioun geholl huet, datt eis proposéiert Staatshëllefen och kompatibel mam Marché intérieur sinn. An dat huet elo esou just nach virun der Ligne d'arrivée geklappt. Den Accord kouw nämlech net méi spéit wéi gëschter.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen.

### Discussion générale

**M. Aly Kaes** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll eiser Présidente-rapportrice villmools Merci soe fir deen exzellenten a komplette schrëftlechen a mëndlechen Rapport. A vu datt deem näischt bäizefügen ass, géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn a Merci soe fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kaes. Da geet d'Wuert un den Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Ech géif dat selwecht maache wéi den Aly Kaes. Ech géif der Rapportrice gäre Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen. An ech géif dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Hahn. An da geet d'Wuert un den Här Carlo Weber.

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Jo, als LSAP begrësse mir dëse Projet: aner Transportmëglichkeeten, méi nohhalteg, manner CO<sub>2</sub>-Ausstouss a méi wettbewerbsfähg. Villmools merci der Rapportrice, der Madamm Chantal Gary. An ech ginn heimat den Accord vun der LSAP.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Weber. D'Wuert geet weider un den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Et ass alles gesot, et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech géif den Accord vun der ADR ginn zu dësem Projet. Merci fir Är Opmierksamkeit.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci och. Der Rapportrice e grouse Merci fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Mir wäerten dëse Projet de loi natierlech och matstëmme, wéi mir dat och an der Vergaangenheet ëmmer gemaach hunn. Mir hunn all déi Régime-d'aidé matgedroen. Et ass nämlech evident, datt den Transport op der Schinn an iwwert d'Waasser encouragéiert muss ginn. Hei hänken och ganz vill Aarbechtsplazen drun, notament am Secteur vun den onqualifizierten oder manner qualifizierten Aarbechter. Dat ass immens wichteg.

Mir kënnen eis awer eng kleng Kritik zu dëser Logik net verknäifen. Den Transport iwwert d'Strooss mat de Camionen ass méi bëlleg, well vill Käschten einfach externaliséiert ginn, esou zum Beispill déi wéinst de Klima- an Ëmweltschied, de Santésschied duerch de Kaméidi an d'Pollutioun, den Infrastrukturschied, do fir den Entretien vum Stroossereseau a vun den Autobunnen. An alles dat sinn Ausgaben, déi gi weeder facturéiert nach vun de grouse Speditiounsfirme gedroen. Derbäi kënnen dann och nach d'Ausbeutung vun de Chauffeuren, déi ganz oft aus Länner kommen, wou d'Salären immens déif sinn.

All dës Käschte ginn dann eigentlech vun der Kollektivitéit gedroen. Dat heescht, mir alleguer subventionéieren dës Onkäschten. Déi selwecht Kollektivitéit subventionéiert dann den Transport iwwert d'Schinn an d'Waasser, fir datt deen iwwerhaapt nach iergendwéi rentabel ass. Verréckt, oder?

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudden schrëftlechen a mëndlechen Rapport. An all Projet, wou méi Ëmweltschutz dran ass, stëmme mir mat, soudatt mir och haut eisen Accord wäerte ginn. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Mobilitéitsminister François Bausch.

### Prise de position du Gouvernement

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci der Madamm Rapportrice fir hire Rapport an der Chamber fir d'Unanimité.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8034. Den Text steet am Document parlementaire 8034<sup>4</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8034 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8034 ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen uegoll.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closerner, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 11. 8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8078 iwwert de Vëloswee téschent Esch a Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary, Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mam Projet de loi 8078, engem Finanzéierungsgesetz mat just véier Artikelen, freet de Staat d'Autorisatioun, fir mat enger budgetärer Enveloppe vu maximal 47,5 Milliounen Euro eng direkt Vëlosverbindung téscht Esch-Uelzecht an dem Belval dierfen ze bauen.

Zwee Haaptelementer vun dëser ronn 1,9 km laanger Verbindung sinn ee Passage inférieur ënnert de Schinnen erduerch an eng 1,2 km laang a 4,5 m breet Passerell iwwert de Site vun ArcelorMittal-Stolwierk. Bei dëser Passerell schwätze mer vun der längster Vëlosbréck an Europa, déi awer natierlech och fir Foussgänger zougänglech ass souwéi fir Leit à mobilité réduite an och fir Leit mat Kannerkutschen.

D'Enveloppe budgétaire vu 47,5 Milliounen gëtt awer net nëmme fir déi eigentlech Vëlosverbindung gebraucht, mee och fir eng Rei zousätzlech Aarbechten, wéi zum Beispill fir en 320 m laangen a 7,5 m héije Siichtschutz, dee laanscht d'Areal vun ArcelorMittal muss gezu ginn, fir d'noutwendeg Verleeë vu Sauerstoff-, Stéckstoff- a Gasleitungen an zu gudder Lescht fir den Aménagement vum ganzen Areal ronderëm

dës Vëlosverbindung. Nieft der 1,9 km langer Pist soll hei nämlech och e flotten, 1,2 ha grouse Park entstoen.

De Bau vun dëser Liaison cyclable directe tëscht Esch an dem Belval huet schonn 2020 ugefaangen a soll viraussichtlech bis Enn 2025 komplett fäerdeg sinn. De Projet war dofir schonn eng éischte Kéier am Budget 2020 mat engem Montant vu 34,5 Milliounen virgesinn, deen am Budget 2021 ëm 1,5 Milliounen eropgesat ginn ass.

Am Laf vun der Entwécklung vum Projet a vum Chantier hu sech allerdéngs nach weider Aarbechten als noutwendeg erwise, engersäits duerch net previsibel standuertspezifesch geologesch Contrainten an anerersäits duerch punktuell Adaptatiounen vum Aménagement vun der Voirie an der Vëlospist.

Do dernieft huet awer virun allem déi allgemeng Präisdeierecht bei de Konstruktionskäschten, virun allem dem Baumaterial, e groussen Impakt op d'Käschte vum Projet an natierlech speziell op déi Loten, déi nach kommen, respektiv d'Loten en cours de construction. Déi zousätzlech Aarbechten a Käschte féieren derzou, datt d'Investissementsdepenzen de Seuil vu 40 Milliounen Euro bis 2025 iwwerschreide wäerten, wat, wéi Der wësst, en extrat Finanzéierungsgesetz mat sech bréngt.

Här President, dëse Projet gëtt e wichtege Maillon vun der nationaler Vëlospist PC8 an domadder och vum nationale Vëlosreseau an enger ganzer Rei vu Projekten, déi konform mam PNM 2035, dem Plan national de mobilité, am Raum Esch an doriwir eraus entstoe wäerten.

*(Interruption)*

Et geet drëm, d'Mobilité douce nach méi attraktiv ze maachen an d'Stad Esch, den aktuellen an historreschen Zentrum vun der Stad Esch, mam Site vum Belval, dee jo mëttlerweil ganz staark entwéckelt ass, direkt ze verbannen.

De Gesamtprojet vun der Realisatioun vun der Liaison cyclable tëscht Esch a Belval ass am Ganzen a fënnf Loten opgedeelt. De Lous 1 ass de Passage inférieur souwéi den Tronçon connexe. Den éischte Lous geet an der Rue Henry Bessemer am Quartier résidentiel zu Esch-Uelzecht un a geet weider laanscht d'Rue An der Schmelz bis op de Site ArcelorMittal. Dann ass nach e klengen Tunnel gebaut ginn, dat ënnert der besteënder Eisebunn, déi d'Ligne principale vum Site sidérurgique ass. Infrastrukturell gesinn ass dëse Projet Stand haut duerch.

Vläicht nach en interessante Punkt, fir hei ze erwänen: Dës Vëlospist ass esou konzipiéiert, datt d'Servicer vum CGDIS mat hire Gefierer och drop fuere kënnen. Et gëtt jo ëmmer vum enger Passerelle cycliste geschwat, mee de ganze Projet ass, wéi gesot, esou ausgeluecht, souwuel an der Breet wéi an der Héicht, wéi op enger Strooss, fir datt eeben d'Gefierer vum CGDIS och Accés hunn.

De Lous 2 ass d'Kärstéck vum Projet, also d'Vëlospist selwer, d'Vëlosbréck respektiv och d'Foussgängerbréck vu ronn 1,2 km. Si beweegt sech südlech parallel zu der Eisebunn an tëscht der Voie de desserte interne vun ArcelorMittal, fir dann um Site vum Belval souwuel an der Avenue du Rock'n'Roll wéi och an der Avenue des Sidérurgistes direkt eng Liaison mam Campus universitaire ze garantéieren.

Fir et dem Vëlosfuere respektiv dem Foussgänger esou confortabel an accessible wéi méiglech ze maachen, goufen engersäits d'Rampen esou konzipiéiert, datt d'Pente ënner 3 % läit, an um Belval selwer ass d'Circulation verticale mat Träpen a Lift garantéiert.

De Lous 3 beinhalt d'Aarbechten, fir déi verschidde Reseauxleitungen ze déplacéieren. An de Lous 4 ass den Écran visuel. Fir d'Technologie industrielle ze preservéieren a fir datt net all Detailer vun der Usine fräi siichtbar sinn, soll hei eeben dësen Écran visuel hikommen.

Dann de leschte Lous, de Lous 5, ass de Lous vum Aménagement paysager souwéi vun de Kompensationsmesuren. Heizou gehéiert, wéi schonn ufangs ernimmt, e Park vun 1,2 ha mat agreabelen, PMR-gerechte Foussgängerweeër, mat flotten Aire-de-reposen a mat barrièrefräiem Accés op d'Passerell.

Weider Detailer zu dëse fënnf Louse kënn Der wéi gewinnt a mengem schrëftleche Rapport noliesen. De Rapport zu dësem Projet de loi ass de 16. Dezember an der zoustänneger Commissioun mat just enger Nee-Stëmm uegeholl ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An d'Wuert ass da fir den Här Georges Mischo.

**Discussion générale**

**M. Georges Mischo** (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grouse Merci un d'Rapportrice fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll mat engem klengen Historique ufänken, well dëse Projet hat säin Ursprung schonn 2011, wéi d'Iddi vun esou enger Bréck iwwert de Site vun ArcelorMittal am Escher Gemengerot vum deemolege Conseiller André Zwally thematiséiert an och diskutéiert gouf. Mol kee Joer méi spéit ass dunn unanime eng Resolutioun op där selwechter Plaz gestëmmt gi fir eng Verbindung tëscht deem neie Quartier an dem Stadkär. Virun de leschte Chamberwale waren de Minister Bausch an ech selwer op engem Colloque op der Uni, wou d'Studenten an d'Studentinnen no esou enger Konnexioun gefrot hunn an dat och thematiséiert hunn.

De 6. Dezember 2018 ass den Här Bausch mat engem Nikloskaddo op Esch komm, mat der Presentatioun vun engem konkrete Projet. Elo, véier Joer méi spéit, stëmme mer de Projet de loi 8078 an dëse Freideg kann de Kaddo endlech och ausgepaakt ginn.

Dëse Projet ass e weesentleche Schrëtt no vir am Netz vun eisen nationale Vëlospisten zu Lëtzebuerg. Als CSV fanne mir eng direkt Vëlos- a Foussgängerbréck tëscht der Stad Esch an dem Quartier Université um Belval absolutt begrëssenswäert, méi wéi noutwendeg a freeën eis iwwert dëse Projet.

Eng Rei Imprevuen, zousätzlech Aarbechten a geologesch an technesch Aspekter hunn awer leider derzou gefouert, dass de Budget fir dës Vëlos- a Foussgängerbréck huet missen ëm e ganzen Drëttel no uewen ugepasst ginn. Doduerch ass de Projet elo e gutt Stéck méi deier wéi ufangs geplangt a kascht de Staat insgesamt 47,5 Milliounen Euro. Dat ass schonn eng nennenswäert Enveloppe fir eng Bréck vun 1,9 km.

Mir sinn awer der Meenung, dass eng Vëlos- a Foussgängerbréck tëscht dem Belval an Esch d'Liewensqualität a puncto Mobilitéit zu Esch an natierlech och am Süden nach eemol e gutt Stéck verbessere wäert. Do denken ech virun allem un d'Studente vum Belval, déi esou op direktem Wee mam Vëlo oder ze Fouss op Esch fuere respektiv

trëppele kënnen an ëmgedréit, an dat ganz am Sënn vum Encouragement vun der Mobilité douce.

Dofir ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun a freeë mech schonn op den nächste Freideg.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mischo. Vun Esch-Uelzecht op de Belval an erëm zréck elo mam Här Pim Knaff.

**M. Pim Knaff** (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun enger aler Industriefriche hin zu engem vun de modernsten a flottste Quartieren am ganze Süde vum Land, de Belval huet sech iwwert déi lescht Jore ganz vill entwéckelt. D'Europäesch Kulturhaaptstad Esch2022 mat hirem Headquarter zu Esch-Belval, déi wierklech en immense Succès war a wou mer dës Woch de Closing feieren, ass ouni Zweifel de virleefegen Héichpunkt vun dëser Entwécklung, déi awer iwwert déi nächst Jore konsequent weidergedriwwt wäert ginn.

Mir hu virun e puer Wochen op dëser Plaz iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat diskutéiert an do waren der och eng ganz Partie um Belval derbäi, wéi zum Beispill de Space Campus oder déi nei Europaschoul. Dëst sinn nëmme zwee Beispiller vu ganz villen, déi weisen, wéi vill de Staat hei investéiert. Ech kéint och nach vun der Mëllerei oder der Masse-noire am Kader vun Esch2022 schwätzen, vun den Nationalarchiven, déi heihinner kommen, oder dem séieren Tram, deen de Belval eng Kéier direkt mat der Hauptstadt verbanne soll.

Déi nei Vëlosbréck tëschent dem Zentrum vun Esch an dem Belval ass e weidert wichtegt Puzzlestéck, fir dëse Quartier nach méi staark ze valoriséieren an och nach besser un d'Géigend ronderëm unzebannen. Aus enger Mobilitéitsperspektiv ass dëse Foussgänger- a Vëloswee en absolutt zentraalt Element, wann ee bedenkt, dass de Belval bis elo nëmme ganz schlecht mam Vëlo oder per pedes ze errechen ass.

Wann een awer wëll d'Leit derzou bréngen, méi op déi aktiv Mobilitéit ëmzeklammern, dann ass et evident, dass déi néideg Viraussetzung geschaaft mussen ginn. Dat bedeit näischt aner wéi sécher Vëlosweeër, am beschte getrennt vum motoriséierten Trafick, wou d'Leit sech bequeme vun A op B kënnen beweegen, esou wéi dat hei gemaach gëtt. Op dës Manéier wäert de Belval mat sengem Unis-Campus, mat de ville Studenten, déi sech daagsiwwer do ophalen, vill méi direkt mam Zentrum vun Esch verbonnen ginn an dovou profitéieren natierlech Esch wéi och de Belval selwer.

Als DP si mir op alle Fall der Meenung, dass et e ganz flotte Projet ass, fir net ze soen, en eenzegaartege Projet, vu dass et jo ëmmerhin déi längste Vëlosbréck an Europa wäert sinn, wat dann och ouni Zweifel der ganzer Regioun wäert zeguttkommen. Et ass nämlech net just nëmme en nétzlechen a sënnvolle Projet, fir d'Mobilitéit generell an déi méi duuss Mobilitéit am Speziellen an der Géigend ze stärken, mee et ass och do derniewent eng architektonesch Leeschtung, déi och aus enger Tourismusperspektiv eng reell Plus-value fir de Süde wäert duerstellen an de Süden nach eemol zousätzlech opwäert.

Ech wëll ausdrécklech der Regierung an dem Minister Bausch Merci soen, datt se dësen dach esou wichtege Projet fir Esch an de Süden nach am Kulturjoer 2022 fäerdeg kritt hunn. De Minister hat eis dat versprochen an en huet Wuert gehalen. Datt elo d'Bréck en Dag nom 22. Dezember ageweit gëtt, ass och do irrelevant, well eise Kulturprojet jo nach laang net ofgeschloss ass. Den 22. Dezember ass net de Schluss, mee en neien Ufank.



Här President, dat gesot, wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. An ech ginn heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmoos, Här Knaff. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen (LSAP) |** Merci, Här President. Als Net-Escherin hunn ech natierlech hei eng ganz Partie Saache geléiert. Mee ech sinn awer och gewuer ginn, dass et effektiv de „Studentewee“ ass, dee scho ganz laang Joren am Gespréich war an dee sech elo da schlussendlech hei mat dësem Projet zu engem grouse Vëlos-Studentewee, oder enger Passerell, entwéckelt huet. A bon, et ass laang drop gegaart ginn, elo ass en do.

Et ass e Prestigeobjet, wéi mäi Kolleg, de Carlo Weber, et a senger Ried zu de grouse Projets d'infrastructure gesot huet. Et ass awer och e Projet, dee Lëtzebuerg als Vëlosland kéint promovéieren an deen och vläicht als Touristenattraktioun kéint zielen. Ech gesinn et awer och esou ganz niewebäi, dass dëse Projet och e schéinen Incitatif kéint si fir d'Vëlosfueren en général.

An ech géif et awer och begrëissen, Här Minister, wa méi kleng Projeten uechtert d'Land, wéi zum Beispill d'Verbanne vu klengen Dierfer mat eeben esou Vëlosweeër, och géife generéis ënnerstëtzt ginn, an dat net nëmmen an der Planung, mee och an der Exekutioun.

Merci och der Rapportrice, an ech gi selbstverständlech den Accord vu menger Partei zu dësem Finanzierungssetz.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmoos, Madamm Hemmen. An da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen (ADR) |** Merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. Et ass deem am Fong geholl näischt méi bäizefügen. Meng Virriedner hu jo och op den Notze vun dëser Bréck oder vun deem ganzen Trajet higewisen an och den historesche Werdegang ginn, wéi dat zustane komm ass.

An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Engelen. Dann ass et un der Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) |** Merci, Här President. Der Rapportrice och vun eis aus e ganz grouse Merci fir deen exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir stëmme selbstverständlech och dësem Projet de loi zou, well mir d'Kreatioun vu separate Vëlospiste ganz wichteg fannen, fir datt d'Bierger/inne sech kënne ouni Gefor vun A op B mam Vélo deplacéieren. An ech mengen, an d'Virriednerin huet et och gesot, et ass och wichteg, datt op anere Plazen esou Konnexiounen geschafe ginn.

An déi Konnexioun tëscht Esch an dem Belval ass besonnesch noutwendeg, well dës zwee Quartieren duerch eng Schmelz getrennt sinn. Verschieden Ausgaben, wéi d'Deplacementer eebe vu verschiddene Reseauen, koumen der ArcelorMittal ganz geneem. Mee hei kann een der Regierung awer absolutt kee Virwurf maachen, well et wär soss net anescht ersaangen. Schliesslech huet ArcelorMittal missen d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn.

Erlaabt eis trotzdem, eng ganz kleng Kritik auszeschwätzen. D'Konnexioun op Escher Sait ass am

Moment nach absolutt net glécklech, well dës Vëlospist endegt hei eigentlech op engem Trottoir matzen an enger Strooss. Si geet net méi op enger gesécherter Vëlospist weider. Et ass mol keng gemoolt Vëlospist do. 2019 ass dëse Projet decidéiert ginn an 2020 ass en ugefaange ginn. A während all d'är Zäit ass keen op d'Iddi komm, datt esou e prestigéise Projet net einfach kéint am Nirvana endegen, mee datt een einfach scho vläicht hätt kënnen drun denken, dee weiderzeféieren, well dee Vëloswee kéint gemitertlech duerch d'Victor-Hugo-Strooss de Belval mam Stadhaus zu Esch verbannen. An et wär eng super flott Iddi, wann dat och elo scho méiglech wär. Ech weess, datt de Projet weidergefouert wäert ginn.

Dann och nach eng ganz kleng Remark zu der Mobilité douce, notament dem Foussgänger. Do kann den Här Minister eis vläicht direkt hëllef. Oft gétt et bei Chantieren, wou Trottoire gespaart ginn, keng Méiglechkeet fir e gesécherte Wee fir de Foussgänger, fir auszewäichen. An dat ass immens schued. Do misst een awer, wann dee Chantier securiséiert ass, och de Foussgängerwee securiséieren.

Ech ginn e Beispill, den CR110 zwësche Suessem a Käerjeng, wou jo elo de Bësch zum Deel ofgeholt gouf. Do ass den Trottoir e ganz Stéck gespaart. Dat ass awer déi eenzeg Méiglechkeet fir de Foussgänger, fir sécher op d'Gare ze kommen. An em dës Joreszäit, wou et awer mueres fréi an owes däischter ass, ass et net ganz flott, wann de Foussgänger do einfach iwwert d'Strooss muss trëppelen, fir da kënnen den Zuch ze huelen. A ganz oft ass et fir d'Leit déi eenzeg Méiglechkeet, wa se den Auto net wëllen huelen, well d'Busser net pünktlech si respektiv guer keng Busser fieren oder een iwwer 20 Minutten dann op deen nächste Bus muss waarden.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Merci, Här President. Och merci dem Chantal Gary fir dee gudden schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir Piraten si bekanntlech net géint eng Vëlospist. Ech verstinn och allequert d'Argumenter, déi virgedroe gi sinn: fir d'Studenten, fir d'Verbinding tëscht Esch a Belval. Mee ech hunn et e bësse méi ënner engem finanziellen Aspekt gekuckt: Mir hunn e Projet, dee bei 34,5 Milliounen ugefaangen huet, deen awer elo, mat all de sécherlech gudden Argumenter, bei 47,5 Milliounen lant. Dat ass een Drëttel méi! Jo, et ass heiandsdo einfach ze soen, mat gudden Argumenter: „Mir brauchen dat. Dat soll onbedéngt kommen!“, an da sinn da Präishaussen, wou vläicht och nach Leit mat dru verdénge léns a riets.

D'Chamber seet jo: „Jo, et kann een et maachen.“ D'Chamber seet jo: „Jo“, an dat ass eigentlech den Aspekt, wou ech un dëse Projet drugaange sinn, dass d'Chamber net an Zukunft ëmmer ... Bei engem Drëttel! Also, et ware jo scho Projeten, déi mir Piraten och matgedroen hunn, wa mer vun 10 %, 20 % geschwat hunn – wat scho vill ass. Mir schwätze vu Milliounen! Mee hei sinn et carrement 13 Milliounen, déi et méi ginn ass, vu 34,5 erop. An dofir wäerte mir haut eeben net kënnen eis Zoustëmmung ginn, fir de Budget ze erhéijen.

Mir fannen de Projet a sech gutt. En hätt vläicht missen anescht geplangt ginn. Et hätt een et missen anescht ugoen. Et hätt ee vläicht och anescht misse mat ArcelorMittal schonn am Viraus kucken. Ech mengen, dat Stolwierk war jo do, ier d'Vëlospist geplangt ginn ass, dann hätt een do scho mol misse

kucken. Et hätt ee misse kucken: Wann déi e Sichtschutz wëllen, ob een net déi vläicht kann doru participéiere loosse, wat och ëmmer!

Mir hunn et ënner engem finanziellen Aspekt gekuckt, dass net einfach ëmmer en neie Vott ka komme fir ze soen: „Hei, et gétt méi Geld!“ Well et wäerten nach vill esou Fäll kommen. Et wäerte vill Leit, natierlech och Entrepreneurén, dobaussen nolauschteren a soen: „Mir maachen déi Präishaussen, et gétt méi, dat ass op Gemengenniveau, dat ass op Staatsniveau.“ Vum finanziellen Aspekt hier géif et der Chamber vläicht och eng Kéier guttduen, dann ze soen: „Mir bremsen e bëssen.“ D'Finanze wuessen eeben net bis an den Himmel!

Merci.

**M. Sven Clement (Piraten) |** Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Mobilitéminister François Bausch.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics |** Merci, Här President. A merci der Madamm Rapportrice fir de Rapport an allen Deputéierte fir hir Beitrag.

Dee Projet hei, mat deem huele mer eppes no, wat menger Meenung no verpasst ginn ass, wéi d'Verkéiersplanung geplangt ginn ass tëscht Esch a Belval, an och an Esch an och um Belval. Wann ech dat soen, dann ass dat net e Reproche, deen ech wëll maachen un d'Vergaangenheet, mee et ass eng Feststellung.

An et ass esou, datt, wann Der urbanistes kuckt, wat um Belval geschitt ass – wat jo, wou mer eis jo alleguer eens sinn, eng super Saach ass –, da muss ee soen, datt dat natierlech problematesch ass, well een domadder een neien Deel vun Esch extreem attraktiv gemaach huet an awer keng Méiglechkeet haut besteet fir e Foussgänger oder e Vëlofuerer, fir sech ze Fouss dohinner ze deplacéieren, obschonn et eigentlech net esou wäit ewech ass. An dat geet natierlech op d'Käschte vum, loosse mer soen, alen Esch oder historesch gewuessenen Esch, wann dann dee Quartier an deen Zentrum och drënner ze leiden hunn, well um Belval natierlech elo vill Aktivitéite sinn, well natierlech Dausende vu Studenten do sinn, well et Proffe sinn, déi do sinn. A wann déi bis d'Méiglechkeet hunn, fir bequeem, schnell ze Fouss oder mam Vélo sech ze deplacéiere vum neien Esch an dat historesch gewuessent Esch, da maache se dat natierlech vill éischer an da wuessen doduerjer och déi zwee Zentren eigentlech zesummen.

An duerfir sinn ech frou, datt mer dee Projet do hikritt hunn an deem Zäitraum, dee mer virgesinn haten. An do wëll ech och berouegen, wann hei gesot gétt, et sollten och esou Projete fir aner Regionen am Land gemaach ginn: Dat geschitt! Ech wëll drun erënnere, datt mer 600 km Vëlospist am Bau oder an der Planung oder an der Virplanung hunn.

Just fir Iech der zwee opzezielen: Dat eent ass d'Vennbunn vun Elwen op Clierf, dat ass éischer am ländleche Raum. Dat ass och en deiere Projet. Dee läit, wann Der herno wäert gesinn, wat deen am Total kascht, vläicht net grad hei, awer net méi esou wäit ewech.

Mee en anere Projet ass awer och a méi enger ländlecher Region. Do war ech gëschter. Et sëtzt jo ee Vertrieder heibanne vum Gemengerot vu Wuermeldeng, dee weess dat ganz genau, datt och an der Muselgëgend änlech Projete sinn. Och déi hunn hire Präis. Mee dat ass awer alles gutt, datt mer dat maachen,



a richtig. De Vëlo, dee muss seng Plaz am stättesche Raum hunn – an och de Foussgänger –, mee e muss en natierlech och am ländleche Raum hunn. Do gëtt en natierlech anesichters genotzt wéi vläicht am stättesche Raum oder a méi urbanen Zentren. Mee en huet awer och do seng Wichtigkeet, well mir hu jo festgestallt am Plan national de mobilité duerch d’Erhiewung, déi mer gemaach hunn an der Luxmobil-Studie 2017, datt zu Lëtzebuerg 50 %, oder souguer e bësse méi wéi 50 % vun allen Deplacementer, déi mer am Land maachen, Deplacementer sinn ënner fënnef Kilometer, déi sech also fantastesch eegnen, fir ze Fouss ze goen oder fir de Vëlo ze huelen.

Natierlech, mir hu jo och déi Fro gestallt 2017, wat dann d’Leit dovun ofhält, fir dat méi ze maachen. An do koum d’Äntwert unisono, ech mengen, iwwer 80 % waren et: Sécher Infrastrukture feelen. An dat hei ass en Deel dovunner, duerfir maache mer dat. An duerfir, mengen ech, ass dat och verdéngt an och richtig, datt d’Chamber dat Gesetz haut wäert stëmmen.

Zum Käschtepunkt, do wollt ech och nach eng Kéier drun erënneren ... An ech kommen dann nach op d’Remark ze schwätze vum Här Goergen, firwat dat hei méi deier ginn ass, fir him ze soen, datt dat, wat hien hei argumentéiert, sécherlech net zoutreffit fir dat hei. Mee ech wëll awer virun allem mol soen: Wann ech eng Vëlospist bauen an ech verglücken dat mat enger Autosspuer – a wann ech dat soen, da soen ech dat net, Dir kennt mech jo, well ech géint den Auto sinn, mee et ass einfach e Verglach, dat ass e faktesche Verglach! –, do gëtt et nëmmen zwee Verkäiersmëttelen an eiser Gesellschaft, wou et de Fait ass, datt et, wann ee sech esou deplacéiert, entweeder ze Fouss oder mam Vëlo, fir d’Gesellschaft eigentlech méi bréngt wéi dat, wat et d’Gesellschaft kascht. An dat ass eeben: ze Fouss goen an de Vëlo!

A wann Der de leschte Bulletin elo kuckt vu ProVelo, där Associatioun, déi sech jo zu Lëtzebuerg asetzt fir d’Förderung vum Vëlo, déi hunn am Kontext vun deem Projet eng Etüd aus Holland – vu Leuven – zitíiert, déi ech och kennen, an ech si frou, datt se dat gemaach hunn an erausgeschriwwen hunn. Do hu se genau zitíiert, wat et kascht a wat et bréngt, wann ech ee Kilometer Vëlospist bauen oder Vëlosbréck baue par rapport zu engem Kilometer Vëlospist a Vëlosbréck an Auto.

An et ass kloer, wann Der an där Etüd da liest, datt, wann 100.000 Mënschen en deegleche Wee vu fënnef Kilometer – wat jo dann deen typeschen ass, dee mer zu Lëtzebuerg, wéi gesot, iwwer 50 % maachen – zréckleeë fir op d’Aarbecht, Schoul, Fräizäit, wat och ëmmer, da bedeit dat e Gewënn vun 196 Milliounen Euro pro Joer, falls se dat mam Vëlo oder ze Fouss maachen. Mam Auto kascht et d’Gesellschaft! Niewent dem Fait, datt natierlech jiddwereen, deen Auto fíert, och Steiere bezilt, ass et jo awer esou, déi Steieren, déi mer all do bezuelen, esougout d’Akzisen um Bënsinn wéi och d’Autosteier, dat geet net duer, fir den Trajet vun A no B, deen ech maachen, ze bezuelen. D’Allgemengheet leet d’office ëmmer en Drëttel do drop. Dat ass esou.

Dat ass elo net ..., ech wëll dat net hei moralesch soen, ech fuere jo selwer och Auto, dat huet näischt domat ze dinn. Mee et ass einfach, fir eng Feststellung ze maachen a fir ze ënnersträichen, datt, wa mer eppes investéiere fir de Foussgänger a fir de Vëlo, dat ass d’office ëmmer en Nettogewënn fir d’Gesellschaft!

(*Interruption*)

Zum Projet hei: Et kann een natierlech elo laang driwwer diskutéieren, ob 47 Milliounen ze vill sinn

oder ze wéineg sinn. Just fir Iech awer ze soen: Wann Der ee Kilometer Autosbréck baut, da kascht dat 70 Milliounen Euro, fir eng zweespuerig Autosbréck. Ee Kilometer vun deser PC8 kascht 27 Milliounen. Dat heescht, dat ass, jo, also manner wéi d’Hallschent. Mee denkt drun, wat ech virdu gesot hunn: datt de Fait, datt ech dat bauen, an déi, déi do driwwerfuere, souwisou e Gewënn si fir d’Gesellschaft. Dat ass donc eng Win-win-Situatioun, déi mer hei produzéieren, déi einfach formidabel ass. An driwwer kann ee sech eigentlech nëmme freeën!

An zu de Méikäschten, déi hei entstane sinn: Natierlech kann d’Chamber ëmmer decidéieren, Nee ze soen. Well wat ass hei geschitt? Hei ass et jo warscheinlech esou, wann dat hei vun Ufank un e Projet vun, loosse mer soen, 41 Milliounen gewiescht wär, da wär jo e Gesetz gemaach ginn. Dann hätt d’Chamber jo och dat gestëmmt, dat Gesetz, oder och net gestëmmt, wéi och ëmmer. Mee dann hätt d’Chamber sech jo awer dee Moment ausgeschwat iwwert d’Utilitéit an den Notzen an de Sënn vun deem Ganzen. An et ass jo net, datt dee Projet hei méi deier ginn ass, well iergendeppes Neies derbäikomm wär – wéi soll ech soen? –, well mer elo, ech weess net, op eemol gëlle Gelännere gemaach hätten! Mee et ass, well geologisch Epreuve festgestallt hunn – well mir fuere duerch en ArcelorMittals-Terrain, a fir déi, déi ze dinn hate mat dem Belval a mat de Gebaier ...

Jo, Dir kënnt de Kapp rëselen, Madamm Arendt, dat ass d’Realitéit!

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) | Dofir fann en ech et wichtig, datt ...

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, an duerfir ass et jo och richtig, datt ech och erklären, wéi d’Realitéit ass, vläicht. Dat ass awer och vläicht noutwendeg, datt ee sech dat dann unhéiert.

Dir kënnt jo och emol mäi Virgänger froen, dee sëtzt jo bei Iech an de Reien, deen huet jo och laang um Belval geschafft, wéi d’Stabilitéit um Terrain, op de Fichen um Belval ass an op de Schmelzgebitter, a wat een do fir Iwwerraschung kritt. De Claude Wiseler hat a senger Amtszäit, wéi do gebaut ginn ass, op eemol e Risekrater virfonnt, dee kee konnt virusgesinn, scho guer net hien, mee och mol net d’Ingenieuren. Dir befannt Iech do op engem industriellen Terrain mat Industriebroochen. An noutgedrongen, wann Der do op eemol bis wierklech buere gitt, da kommt Der op Plazen, wou Der Iwwerraschung wäert kréien!

Dat heescht jo awer elo hoffentlech net – an do si mer eis jo awer warscheinlech eens, well wa mer eis net eens wäeren, dann hätte mer um Belval och näischt dierfe bauen –, datt mer duerfir näischt do solle maachen. Mee dat wësse mer einfach! An da kann ee jo net herno soen, oder ech géif op alle Fall d’Chamber do virdu warnen, wa mer e Projet um Belval maachen, och an Zukunft, a mir stellen dat fest, datt mer da géife soen: „Mir stoppen de Projet“, a mir loossen et an der Landschaft stoen, mir rappen et erëm hallef of! Dat ass jo alles net seriö!

Hei ass e Projet méi deier gi wéinst geologesche Schwierigkeiten. An duerfir sinn déi Suen och gutt investéiert, déi mer do gebraucht hunn, well mir hunn déi missen investéieren, fir datt mer d’Stabilitéit garantéieren. Dat ass deen eenzege Grond, gréisstendeels de Grond vun deem Méi, wat dat hei kascht huet.

Ech soen allen Deputéierten, déi sech däers bewosst sinn, wéi wichtig dee Projet ass, an dat sinn der ëmmerhin an deser Chamber jo awer, wann ech richtig gezielt hunn, 58, duerfir e ganz grouse Merci fir hir Zoustëmmung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Minister. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dat war kuerz fir déi 58 an enk fir déi zwee.

(*Hilarité*)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här Minister. Ech versti jo ÄR Argumentatioun. Ech hunn et jo och nach eng Kéier ausgerechent: Et si 5.000 Euro de Meterkäre. Zum Verglach: Déi zweetlängst, déi mer jo elo wäerten ofléisen, dat waren 800 m fir 600 Milliounen (veuillez lire: fir 6 Milliounen). Mee bon!

Mee wat ech awer net ka stoe loosson, ass, dass Der sot, et wär „just“ wéinst dem Terrain. Well souguer an Ärem Rapport steet: „augmentation généralisée des coûts de construction et en particulier [...] des matériaux de construction“. Dat heescht, et ass en Ensemble, wéi ech och virdu a menger Ried gesot hunn. Et ass net esou, dass een elo einfach seet: „Et war ‚just‘ wéinst dem Terrain.“ Ech soe jo net, Dir hätt gëlle Gelännere geholl!

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Wat heescht dat dann? Heescht dat dann, Här Goergen, datt Der, wann Der an Zukunft eng Schoul baut a wa wéinst Materialknappheet d’Material méi deier gëtt, da sot: „Mir bauen d’Schoul net fäerdeg“, oder wat? Ass dat ÄR Argumentatioun, oder wéi?

(*Brouhaha*)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Nee, dat ass net eis Argumentatioun. Ech hunn Iech virdu schonn erkläert, dass mer eng allgemeng Vue dorop hunn. Mir haten déi selwecht Diskussioun jo scho beim Satellitt. Dee stoung och scho mat Milliounen dran an dunn, fir weiderzemaachen, fir en net falen ze loosson, sidd Der mat där selwechter Argumentatioun komm.

Hei ass et och erëm dat selwecht: ëmmer, ëmmer, ëmmer méi! Jo, et kann een déi Politik weiderféieren. Mir soen eebe fir déi Politik: Et muss een och eng Kéier kritesch op déi Finanze kucken! An dat ass de Punkt! Et kann een natierlech ëmmer soen: „Soss ass et verluert!“ Jo, dat kann een ëmmer. Mir kucken dat méi kritesch.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech fann en et e bëssen aberwitzeg, fir dat ze vergläiche mat engem anere Projet, deen am Espace soll stattfannen. Mee bon! Et ass awer egal. Dat ass dem Här Goergen seng Argumentatioun. Dat muss hie mat sech selwer ausmaachen.

Hei geet et ëm eng Vëlosbréck, e Bauwierk op der Äerd, wat quasi fäerdeg ass a wou mer duerch, wéi gesot, eng Rei Grënn, geologesch Grënn gréisstendeels, déi dote Schwierigkeiten hunn. Mee nujee, ech kréien net jiddwereen iwwerzeegt! Dat ass och net mäi But, fir jiddwereen ze iwwerzeegen. Ech si frou, datt hei 58 Deputéierter verstänneg sinn an derfir stëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Bausch. D’Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8078. Den Text steet am Document parlementaire 8078.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8078 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8078 ass mat 58 Jo-Stëmmen, nee, 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen uegholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8078 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt

épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 8.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.08 heures.)

25<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

<p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> M. Fernand Etgen, Président</p>	p. 73	<p><b>5. 7960 – Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle</b></p> <p>Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue</p> <p>Discussion générale : M. Léon Gloden   M. Guy Arendt   M. Dan Biancalana   M. Roy Reding   Mme Nathalie Oberweis   M. Marc Goergen</p> <p>Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7960 et dispense du second vote constitutionnel</p>	p. 81
<p><b>2. 7575 – Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution</b></p> <p>Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Léon Gloden</p> <p>Discussion générale : M. Léon Gloden (interventions de M. Fernand Kartheiser)   Mme Simone Beissel   M. Mars Di Bartolomeo (intervention de Mme Josée Lorsché)   M. Charles Margue   M. Fernand Kartheiser   Mme Nathalie Oberweis   M. Sven Clement</p> <p>Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p> <p>Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7575</p>	p. 73	<p><b>6. 8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation</b></p> <p>Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue</p> <p>Discussion générale : M. Roy Reding   Mme Nathalie Oberweis</p> <p>Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8076 et dispense du second vote constitutionnel</p>	p. 83
<p><b>3. 7863A – Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :</b></p> <p><b>1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;</b></p> <p><b>2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;</b></p> <p><b>3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;</b></p> <p><b>4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;</b></p> <p><b>5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;</b></p> <p><b>6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise</b></p> <p>Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue</p> <p>Discussion générale : M. Léon Gloden   M. Guy Arendt   M. Dan Biancalana   M. Roy Reding   Mme Nathalie Oberweis   M. Sven Clement</p> <p>Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863A et dispense du second vote constitutionnel</p>	p. 76	<p><b>7. Ordre du jour</b> M. Fernand Etgen, Président</p> <p><b>8. 7758 – Projet de loi portant</b></p> <p><b>1) mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et</b></p> <p><b>2) modification de la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant</b></p> <p><b>1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ;</b></p> <p><b>2° modification du Code de procédure pénale ;</b></p> <p><b>3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale</b></p> <p>Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue</p> <p>Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7758 et dispense du second vote constitutionnel</p>	p. 84
<p><b>4. 7940 – Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005</b></p> <p>Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue</p> <p>Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 7940 et dispense du second vote constitutionnel</p>	p. 80	<p>Au banc du Gouvernement se trouve : Mme Sam Tanson, Ministre.</p>	



(La séance publique est ouverte à 08.31 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Sam Tanson**, Ministre | Nee, Här President.

## 2. 7575 – Proposition de révision du chapitre VI. de la Constitution

**M. Fernand Etgen**, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Verfassungsofännerung 7575, déi d'Kapitel 6 iwwert d'Justiz ofännert. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuert ass. De Vote par procuratioun ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

**M. Léon Gloden** (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut a muer ass e grouse Moment hei am Haus vum éischte Pouvoir: Mir stëmmen am zweete Vott déi véier Kapitele vun der Verfassungsreform, sou wéi et am Artikel 114 vun der aktueller Verfassung virgesinn ass – tëschent dem éischten an dem zweete Vott mussen op d'mannst dräi Méint leien.

Mam zweete Vott haut vum Justizkapitel a muer vun de Kapitele vun deenen anere Kolleeg wäerten d'Renovatiounsaarbechte vum Haus Lëtzebuerg ofgeschloss ginn. En Haus, wou ee sech doheem fillt. En Haus, wou ee sech wuel fillt. En Haus, wou ee gär Leit bei sech doheem empfängt. En Haus mat der modernster Technik, wat deen neiste Bëton huet, fir déi verschidde Stäck zesummenzeschweessen.

Wéi bei engem Bau vun engem Haus ware vill Handwierker dru bedeelegt, hu matenee geschafft, fir datt de Stroum, d'Waasser, d'Energie vun ennen no uewen a vun uewen no ënne fléisst. Fir d'éischt waren d'Chef-de-chantiers vun dëser Verfassungsreform de Paul-Henri Meyers an duerno den Alex Body. Haut sinn d'Chef-de-chantiers de Mars Di Bartolomeo, de Charles Margue, d'Simone Beissel an ech selwer.

Ech kommen dann nach eng Kéier kuerz op d'Justizkapitel zrëck. Am éischte Vott hu mer dëst Kapitel den 20. Oktober 2021 gestëmmt. A wéi d'Verfassung et och virgesäit, kënnen tëschent dem éischten an dem zweete Vott keng Modifikatiounen gemaach ginn, soudatt mer haut dee selwechten Text zum zweete Vott hunn.

A wéi ech déi lescht Deeg meng Ried nogelies hunn zum éischte Vott, ass mer nach eng Kéier bewosst ginn, datt mer mam Justizkapitel e grouse Schrëtt no vir gemaach hunn. Et ass déi éischte Kéier, datt an der Verfassung vun eisem Land d'Indépendance, d'Onofhängegkeet, vun der Justiz drasteet. Déi deklinéiert sech iwwer dräi Punkten. Deen éischte Punkt ass, datt déi éischte Kéier d'Notioun vum Pouvoir judiciaire tel quel am Justizkapitel steet. Den zweete Punkt ass, datt eng kloer Trennung ass tëschent op där enger Säit de Riichter, déi um Fong d'Decisioun huelen, an op där anerer Säit de Membere vum Parquet. Den drëtte Punkt ass, datt ganz kloer an der Verfassung steet, datt d'Riichter inamovibel sinn.

Da loosst mech och nach eng Kéier kuerz op dee Punkt vun der Onofhängegkeet vum Parquet agoen; e Punkt, deem am Kader vun de Verfassungsar-bechte vill diskutéiert ginn ass an deen och eng Evolutioun kannt huet.

Mir hu finalement zrëckbehalen, datt de Parquet eng Indépendance relative huet. Dat heescht, de Parquet kennt de Prinzip vum den Opportunités vun de Poursuitten, dat heescht, et ka keen dem Parquet vorschreiw, e soll oder soll net géint eng prezis Persoun oder Grupp vu Persounen enquêtéieren. Mee vu datt in fine de Justizminister oder d'Justizministesch politesch responsabel ass, hu mer festgehalen, datt de Justizminister e Pouvoir de direction général huet.

An ech betounen och nach eng Kéier, datt dat ganz kloer ass: Dat ass am Aklang mat den europäeschen Texter. D'Commission de Venise huet dat nach eng Kéier ennerstrach an engem vun hire Rapporten, wou se gesot hunn: „Et gëtt net eng eenzeg Solutioun fir d'Onofhängegkeet vum Parquet, mee déi ass verschidde verfaasst an deene verschiddene europäesche Länner.“ Och de Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert den État de droit hei zu Lëtzebuerg huet dat kierzlech nach eng Kéier confirméiert.

An dann déi grouss Pièce maîtresse vum Verfassungs-chapitel ass d'Kreatioun vum Conseil national de la justice, vum Nationale Justizrot, wou mer jo dann de Mëtteg och d'Gesetz hei am héijen Haus stëmmen. Et ass eng Iddi, déi och scho laang diskutéiert ginn ass an der lëtzebuergescher Gesellschaft. Ech wäert elo net am Detail dorobber agoen, mee dann de Mëtteg am Kader vum Projet de loi.

Dann hu mer och nach eng Kéier déi grouss Prinzipien, déi e Prozess regéieren, am Justizkapitel zesummegefaast, besonnesch den Délai raisonnable – ech hat et deemools am Oktober gesot: en Délai raisonnable, deen de Lëtzebuergesche Staat och net ëmmer respektéiert huet, well et gëtt do eng Rei Condamnatiounen zu Stroossbuerg.

Da wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, datt d'Urteeler am Numm vum Grand-Duc exekutéiert ginn an datt mat dësem Vott a mat deem Gesetz, dat mer dann och haut stëmme wäerten, d'Verfassungsgeriicht d'Attributioun kritt, fir eventuell Konflikter tëschent op där enger Säit de Juridictions judiciaires an op där anerer Säit de Juridictions administratives ze tranchéieren.

Här President, ech erlabe mer dann, direkt virunzefueren als Spriecher vun der CSV.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport a ginn elo dem Fraktiounsspriecher d'Wuert.

**Une voix** | O!

### Discussion générale

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll da kuerz nach eng Kéier op déi Thematik agoen, déi ronderëm déi ganz Verfassungsdebat war, iwwert de Referendum.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Aha.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Lauschtert gutt no, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ma ganz sécher, Här Gloden. Dir mer och herno.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Et ass e Sujet, dee kontrovers diskutéiert ginn ass innerhalb vun de Parteien, ausserhalb vun de Parteien, mat der Gesellschaft zesummen, an der Chamber, an de verschiddene Kommissiounen hei. Dat ass eng Méiglechkeet, fir eng Verfassung iwwer e Referendum ofseenen ze loossen. Finalement ass déi Léisung net zrëckbehalde ginn.

An awer ass permanent Polemik doriwwer entstanden. A besonnesch d'ADR huet vu senger Méiglechkeet, wéi se virgesinn ass, Gebrauch gemaach, fir dunn eeben déi Debatt ze lancéieren. A wéi se do net duerchkomm sinn, och mat der Petitioun, déi déi 25.000 Ënnerschrëften net erreecht hat – et waren der 18.645 ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Déi ass net vun eis!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Et si Membere vun Iech, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nee!

**M. Léon Gloden** (CSV) | ... déi se lancéiert hunn. An ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, dierf ech dem Här Gloden eng Fro stellen?

**M. Léon Gloden** (CSV) | An ... Lauschtert no!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo nee, mee ech wollt Iech eng Fro stellen.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Nee, nee. Ech schwätzen ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Mee den Här Gloden huet gesot, Dir sollt him nolauschteren.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

**M. Léon Gloden** (CSV) | Lauschtert no!

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert. Dir hutt et gefrot an Dir hutt et nach net kritt.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

**M. Léon Gloden** (CSV) | An duerno ... An duerno ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Déi ass net vun eis, déi Petitioun, dat ware Membere vun der CSV, déi déi lancéiert hunn, net vun der ADR! Voilà!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Et waren der och ..., vun Iech ennerstëtzt ginn. An duerno hutt Der déi Prozedur declenchéiert iwwert den Député-initiateur.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Beim Justizkapitel waren et aacht Ënnerschrëften: déi vun Iech, vun de Piraten a vun déi Lénk. Finalement beim Justizkapitel si just 7.397 Ënnerschrëften zustane komm.

Beim Kapitel iwwert d'Monarchie ass de Bréif just nach vu véier Deputéierten ënnerschriwwen ginn: vun den Deputéierten vun der ADR-Fraktioun. Do ware finalement just nach 1.652 Ënnerschrëften an de Gemengen deponéiert ginn.

Beim Kapitel vun der Kolleegin Simone Beissel: erëm eng Kéier e Bréif vun der ADR, fir d'Prozedur ze declenchéieren, mat Äre véier Ënnerschrëften. An de Gemengen hu just nach 966 Leit ënnerschriwwen.

A finalement beim Kapitel Charles Margue, do war just nach eng Ënnerschrëft um Bréif. Dat heescht, den Här Kartheiser ass emol net vu sengen eegene Leit méi ennerstëtzt ginn, fir déi Prozedur ze declenchéieren.

(Interruptions)

A finalement waren et op de Gemenge 436 Ënnerschrëften.

Derbäi kënnt: An der Reglementskommissioun, wou mer eng Rei Texter ausgeschafft hunn, déi mussen a Kraaft treden no dem Vott vun der Verfassung, huet och enner anerem den ADR-Deputéierten Roy Reding déi Propositionen mat ënnerschriwwen, och mat dru geschafft, gutt mat dru geschafft. A mir haten do d'Unanimitéit an der Reglementskommissioun.

Duerfir, Här President, mengen ech, muss een och mat dëser Debatt eng Kéier kloer soen: D'Leit

dobausse wollte finalement net dat, wat d'ADR op populistesch Manéier declenchéiert huet, wéi se populistesch probéiert huet, e Rass an d'Gesellschaft ze bréngen. Ech erënnere just drun un déi Reunion, déi mer am Tramsschapp haten, wou mer praktesch herno missten enner Polizeischutz erausgoen.

(Interruptions)

Enner Polizeischutz erausgoen, Här Kartheiser, enner Polizeischutz erausgoen!

(Interruptions)

Ech hätt ni geduecht, datt en Deputéierten aus dësem Haus misst enner Polizeischutz aus enger ëffentlecher Reunion goen. Dir hutt de Populismus op d'Spëtzt gedriwwen an haut drot Der d'Fraisen!

Dëst gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Gloden. An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Beissel (DP)** | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, gudde Moien alleguerten. Sou wéi de Léon Gloden freeën ech mech och immens, haut virun Iech op dëser Tribün ze stoen, well et ass haut en historeschen Dag fir eis Institutiounen, an net nëmmen haut, mee och muer, well mer dann endlech wäerten den zweete Vott vun de verschidene Kapitele vun der Verfassung hoffentlech iwwert d'Bün kréien.

Komme mer kuerz zum Kapitel Justiz. Fir d'éischt wëll ech natierlech dem Rapporteur Léon Gloden hærzlech Merci soe fir säin exzellente Rapport. Mee ech wëll och den anere Corapporteur Merci soen, dem Mars Di Bartolomeo an dem Charles Margue, an iwwerhaupt alleguerten de Kolleeg vum der Institutiounskommissioun, well mer hunn alleguerten zesummen un dësen dach heiansdo kniwwelegeren Texter geschafft, fir en uerdentleche Schlusstext erauszekréien.

Här President, eng konstitutionell Monarchie kombinéiert mat enger parlamentarescher Demokratie kann nëmmen optimal funktionéieren, wann d'Grundprinzipie vum Rechtsstaat, an dat heescht ipso facto de Schutz vum Bierger, garantéiert sinn.

De Léon Gloden huet Iech exzellent d'Eckwäerter vun dem Kapitel Justiz virgedroen, dat mer den 20. Oktober 2021 am éischte Vott hei mat der Zweedritt-majoritéit duerchkritt hunn. Duerfir wäert ech mech bornéieren, e puer Punkten erauszehiewen, déi mer extra um Häerz leien.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer och gëschter d'Diskussioun hate mat dem Rapport vum Nathalie Oberweis, dass dat ganz Kapitel Justiz an iwwerhaupt eis ganz Texter vun der Verfassungsrevisioun natierlech op de groussen internationale Konventiounen fousen, dat heescht d'UNO-Konventiounen an haaptsächlech och d'Europäesch Mënscherechtskonventioun vun 1950 an déi europäesch Charta vun de Grundrechter. An ech wëll nach eng Kéier soen: Dir kennt all den Artikel 6 vun der Konventioun vun 1950. Bien entendu fousen all d'Texter, an och d'Texter vun haut, op dem Artikel 6 mam Procès équitable, mam Délai raisonnable, mat der Impartialité vun de Jugen. Doniewent fousse se op de Principe générale vum Droit communautaire direct an dérivé wéi de Principe de précaution, de Principe de proportionnalité an esou weider. Dat emol, fir Iech eng Mise au parfum ze maache vun de Preliminairé vun dësem Text.

Da kommen ech op e puer Punkten zrëck, de Léon Gloden huet se zwar scho gesot, mee et mécht richtig

Pleséier, fir se dann nach eng Kéier ze soen: Éischstens emol gëtt endlech ..., well eist ganz Land funktionéiert säit dem 19. Joerhonnert nom System vun der Séparation des pouvoirs, mee ausser de Jurisprudenzen, notamment vun de Verwaltungsgerichter, steet et awer ni offiziell am Text. Elo gëtt de Pouvoir judiciaire offiziell hei endlech consacréiert als éischte Punkt.

Zweete Punkt: Net nëmmen d'Independance vun de Magistrats du siège, dat heescht de Riichter, déi d'Urteeler schreiwen, gëtt consacréiert, mee endlech an no villen Diskussiounen gëtt dann och d'Independance vum Ministère public – an ech muss soen, de Léon huet dat gutt beschriwwen – no enger Lëtzeburger Formel zrëckbehalen, dat heescht eng Formel, wou sou gutt d'Leit vum Parquet wéi awer och vum Justizministère kënnen dermat liewen.

Dann, drëtter Punkt: Endlech kréie mer e Conseil national de la justice. Da setze mer eis erëm an de Peloton de tête vun de Länner ronderëm mat uerdentleche Rechtssystemer; e Conseil national de la justice, dee wierklech, wéi gesot, de ganze Justizapparat net nëmme stäerkt, mee och hir Autonomie verankert, wou se wierklech kënnen selwer déi wichtige Decisiounen fir hire ganzen Apparat huelen.

Dann, et ass och scho gesot ginn, Statut de la magistrature. Lauter Gesetzer, déi mer haut wäerte stëmmen an déi ganz wichteg sinn.

D'Verfassungsgeriicht: Dir wësst, mir waren do net am Peloton de tête, mee mir waren déi Allerlescht, wéi mer 1997 endlech e Verfassungsgeriicht kritt hunn, well virun hei an deem héijen Haus siwemol d'Verfassung esou violéiert ginn ass, dass all Jurist hei zu Lëtzebuerg Kreesch gedoen huet a gesot huet: „Wa mer net geschwënn e Verfassungsgeriicht kréien, da sti mer international net méi do wéi en uerdentleche Rechtssystem!“

Si sinn do agesat ginn. Am Ufank war vergiess ginn – an dat ass awer elo alles nogebessert ginn –, fir niewent de Membres effectifs och Membre-suppléanten anzesetzen. A mir hate jo leschte Kéier virun zwee Joer e Knackpunkt, wou op eemol d'Verfassungsgeriicht net méi konnt tagen, well se net méi en nombre waren. Elo hu mer néng effektiv Riichterinnen, siwe Suppléanten. Mee doniewent ass eppes ganz Wichtiges geschitt: D'Verfassungsgeriicht war ëmmer frustréiert. Si hunn Arrête geholl an da sinn déi u sech Lettre morte bliwwen, well se net suivi d'effet waren. Elo an dësem Text duerch e reelle Paradigmewissel kritt d'Verfassungsgeriicht d'Recht, fir an engem kuerzen Delai, wou si awer kënnen appreciéieren, wéi wichteg et ass, dass dat geschitt, hir Arrête mat Effet an d'Realitéit ëmzesetzen.

Also, ech maachen nach eng Kéier de Fazit: An der Verfassung ass elo de ganze Justizapparat duerch de Fait, dass och déi nei Organer kréiert gi sinn, ganz vill gestärkt. Et gëtt vill méi kloer, et gëtt méi transparent, et gëtt méi visibel a méi lisibel. An dat bedeit automatesch e bessere Schutz fir eis Bierger, well dat muss awer och d'Zil vun all guddem Rechtssystem a vun all guddem Rechtsstaat sinn.

Dat ganz Kapitel ass eng Plus-value fir eis Justiz. Wéi gesot, nach eng Kéier: Mir kënnen elo behaupten, dass mer och international erëm rechtssystemméisseg am Peloton de tête sinn. An dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Madamm Beissel. An nächste ageschriwwene Riedner

ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech suivéieren zënter bal zwee Drëtzel vu mengem Liewen eis Politik an ech hu vill materliert a mat därfer gestalten a grad dofir sinn déi definitiv Ofstëmmungen iwwer eis Verfassungsrevisiounen, déi fir haut a muer programméiert sinn, fir mech eppes ganz Aussergewöhnlech, dat mat villen Emotiounen verbonnen ass.

Dat ass net verwonnerlech, well et Verfassungsrevisiounen an deem Ausmoos an deene leschten 150 respektiv 175 Joer nach net ginn ass. No bal 20 Joer Aarbecht bréinge mer déi Revisiounen an den Hafen. Dobäi vergiesse mer déi exzellente Aarbecht vun eise Virgänger an déi konstruktiv Zesummenaarbecht op der leschter Ligne droite net!

E grouse Merci an och Respekt un eis Virgänger un der Spëtzt vun der Institutiounskommissioun, de Paul-Henri Meyers an den Alex Bodry, an all eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi mat vill Kompetenz der Institutiounskommissioun zur Säit stoungen.

Haut steet also dat éischt vu véier Kapitelen, dat der Justiz gewidmet ass, zum Vott. De Rapporteur Léon Gloden, deem ech villmoos Merci soen, net nëmme fir säi Rapport, mee och fir déi kompetent Zesummenaarbecht an der Kommissioun, huet déi wichtige Neierunge kuerz virgestallt. Sou gëtt d'Onofhängegkeet vun der Justiz eng éischte Kéier an der Verfassung betonéiert. De Conseil national de la justice, den neien Artikel 90 (veuillez lire: den neien Artikel 107), soll iwwert e gudde Fonctionnement vun der Justiz waachen, fir dass d'Justiz optimal ka funktionéieren. D'Garantië fir d'Leit virun der Justiz, d'Présomption d'innocence, d'Onscholdsvermuddung, gëtt eng éischte Kéier festgehalen souwéi och d'Anhale vu vernünftigen Delaïen.

Et ass een also sou laang onschëlleg – dat schéngt eng Evidenz sinn, mee et ass besser, wann et an enger Verfassung och esou steet –, bis eis schëlleg gesprach ginn ass. An duerch rasonabel Delaie soll verhënnert ginn, datt e Mënsch virun der Justiz während Joren op en Urteel muss waarden, wat leider an der Vergaangenheet och allze oft virkomm ass.

Et gouf vill a kontrovers iwwert dëst Kapitel diskutéiert an am Endeffekt hu mer eis op gutt Kompromësser konnten eenegen, mat guddem Wëlle vun alle Säiten.

Mir hunn et och fäerdegbruecht, d'Gesetzer iwwert de Conseil national de la justice an de Statut vun de Riichterinnen, wat wichtige Elementer sinn, déi an der Verfassung virgesi sinn, gläichzäitig an dësem Haus mat dem Kapitel iwwert d'Justiz virzeleeën, wat essentiel war, soudass mer dat och gläichzäitig mat der Akraaftsetzung vun der Verfassung kënnen an d'Realitéit ëmsetzen. Dofir all deenen, déi dat erméglecht hunn, well dat war net esou evident, de Mataarbechter a Mataarbechterinnen an dem Justizministère, de Leit aus der Justiz an dem Conseil d'Etat, net ze vergiessen, en hærzleche Merci. Heiansdo huet et geklemmt, mee am Endeffekt, mat e bëssen Ueleg, ass et gaang!

An da kommen ech schonn zur Konklusioun, well de Léon Gloden déi Haaptelementer nach eng Kéier méi detailléiert virgestallt huet wéi ech. Meng Fraktioun, d'LSAP, wäert dat neit Justizkapitel mat grousser Iwwerzeegung fir d'zweete stëmmen, well et e grouse Schrëtt no vir ass. A wéi wichteg d'Onofhängegkeet vun der Justiz ass, gesäit een a Länner, wou Politiker Riichter spillen an de Rechtsstaat mat Féiss trëppelen.

Ech soen Iech, Här President, Merci an e Merci och fir dee konstruktive Geescht an der Institutiouskommissioun, deen eis et erlaabt huet, endlech, endlech un d'Zil ze kommen! An ech mengen, jiddwereen, deen matgeholf huet, och deen, deen am Endeffekt dergéint wäert stëmmen, krut d'Geleeheneet, an der Institutiouskommissioun matzediskutéieren. An ech mengen, sou soll dat och sinn!

An ech ennersträchen et nach eng Kéier: Wa mir ausenanerlafe bei enger Verfassungsdiskussioun, wa mir een deem anere Procès d'intention maachen, déi duerch näischt ze beleë sinn, da leie mer falsch! Well eng Verfassung soll d'Leit zesummebréngen an net ausenanerdividéieren!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Très bien!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An deem Sënn soen ech Iech alleguer Merci. An et war mer eng Freed an eng Eier, fir d'äerfen un deem Wierk hei matzeschaffen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e Marathon haut, awer e gudder Marathon, an ech mengen, mir kommen och un. Et ass e Marathon, wou eis Justiz op méi stabill Féiss gestallt gëtt, wou de Rechtsstaat zu Lëtzebuerg wierklech gestärkt gëtt. Mat dem zweeten an definitive Verfassungsvott, meng Virriedner hunn et gesot, iwwert d'Justizwiesen a mat de Gesetzter iwwert den nationale Justizrot an iwwert d'Referendairen an, an, an wäerte mer wierklech dee Rechtsstaat zementéieren.

De Rapportier Léon Gloden huet nach eng Kéier d'Wichtigkeet an déi weesentlech Punkte vun dëser Proposition de révision ervirgehuewen. Merci, Léon Gloden, fir dese mëndleche Rapport vun haut.

Dës Woch schlësse mer d'Reform vun der Verfassung of, et ass schonns gesot ginn, e Chantier, dee virun iwwer 20 Joer ugefaangen huet, wou mer ab 2009 fir d'éischt op enger globaler Proposition de révision fir eis Verfassung geschafft hunn, wou mer 2015 e Referendum gemaach hunn, fir eng Decisioun zu dräi verfassungsrelevante Froen ze kréien, a wou mer nach no e puer zimmlech schmärerzhafte Kolliken am Joer 2018 eis Revisiounsaarbechte schlussendlech a véier getrennten, méi komplementären Deeler bis op d'Zillinn bréngen a bruecht hunn.

An deem Sënn kann een haut, um Moment vum zweete verfassungsrechtliche Vott, erlichtert soen: endlech! Mam Vott vun haut ass den éischten Textblock, deen zur Justiz, iwwert d'Zillinn. Dat ass eng gutt Saach, e wichtige Moment fir all eis Institutioune!

Fir eis Gréng ass et wichtig ze ennersträchen, datt d'Verfassung dat Gesetz ass, dat op Dauer derzou féiert, Fräiheet, Gläichheet, Sécherheet an Zesummenhalt fir eis Gesellschaft a fir eist Land ze garantéieren. Si verbënnt deemno d'Grundreegele vum demokrateschen Zesummeliewen a vum gudden Liewen allgemeng.

Fir eis Gréng, déi jo an der Regierung Verantwortung droe fir d'Justiz, ass et deemno méi wéi iwwerfällg, dass d'Justiz och elo, nieft Regierung a Parlament, als eegene Pouvoir, als Pouvoir judiciaire, verfassungsrechtlech verankert gëtt.

D'Onofhängegkeet vum Parquet consacrée mer. Mir verbidden eis all Form vun direktem politeschem Afloss a mir schafen den nationale Justizrot, deen ech Iech haut och nach am Rapport 7323A virstellen. Aner wichtige Punkte si scho gesot ginn, ech widderhuelen, dat sinn déi vum Délai raisonnable a vun der Présomption d'innocence, der Onscholdsvermuddung.

Et geet em soss näischt wéi d'Ve Trauen an d'Justiz. Trauen an d'Justiz ass fundamental fir all Gesellschaft. D'Ve Trauen an d'Justiz weider ze stäerken, ass eist Zil, andeems mer der Justiz haut d'Mëttele vun hirer Onofhängegkeet ginn. Esou kënnen d'Leit hei am Land Recht kréien, esou kënnen se zu hirem Recht kommen.

Ech soen elo Merci fir d'Nolauschteren a ginn, wéi gesot, mat Erlichterung, mat Freed den Accord vun der grénger Fraktioun fir dësen éischte Revisiounsblock, deen, zesumme mat den dräi anere Bléck, eis Verfassung endlech vum 19. Joerhonnert an dat 21. erabréngt.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och, fir unzefänken, dem Här Gloden Merci fir seng Introduction, déi mech awer inhaltlech enttäuscht huet. Et ass schonns esou, datt ee verschidde Rendezvousen an der Geschicht net sollt verpassen.

Ech mengen, Här Gloden, Dir hutt haut e Rendez-vous verpasst! Et ass wierklech eng wichteg Stonn fir eist Parlament, well mer jo haut en zweete Vote constitutionnel huelen, mee et ass keng Stärstonn fir d'Politik. Well d'Politik hat eppes anescht gemaach. Mir haten e Walversprieche vu véier Parteie fir de Referendum, dat ass net agehale ginn. An dat ass eigentlech dat, wat schued ass! Mir hätten haut den zweete Vott iwwerhaupt net sollen an eisen Aen hei am Parlament huelen, mee mir hätten de Bierger sollen d'Méiglechkeet ginn, iwwer e Referendum iwwert deen Text ze decidéieren!

Elo gëtt hei diskutéiert, mir wäer poleemesch oder populistesch gewiescht, dat ware mer zu kengem Abléck! Mir hunn einfach all déi verfassungsrechtlech Mëttele geholl, déi mer haten, fir de Leit ze erméiglechen, dat ze maachen, wat hiert Recht ass, nämlech, e Referendum ze huelen.

An ...

*(Interruption par Mme Martine Hansen)*

Dir hutt Recht, Madamm Hansen, Dir hutt Recht! Ech mengen, ech gesinn dat och esou.

Also, de Punkt ass elo einfach deen heiten: Den Här Gloden huet sech vill Méi gi fir opzezielen, wéi vill Leit wéini ennerschriwwen hunn. Jo, d'Leit woussten zu engem bestëmmten Zäitpunkt, datt et kee Wäert hat, datt den Drock ze vill grouss ass an datt et nimools zu där Majoritéit géif kommen oder zu deene 25.000 Ennerschrëften, déi gebraucht gi sinn. An awer: wat fir eng Enttäuschung!

Et war net e Member vun der ADR, Här Gloden, contrairement zu deem, wat Dir gesot hutt, deen déi Petitioun do lancéiert hat, et war e Member vun der CSV. Richteg, d'ADR huet en ennerstëzt. D'CSV, seng eege Partei, huet en net ennerstëzt, fir e Referendum ze kréien. Iwwer 18.000 Ennerschrëften a kuerzer Zäit – et war d'CSV, déi dat zu engem Gradmesser deklaréiert huet, ob se hir Positioun géif änneren oder net. Et war net

d'ADR. D'Positioun vun der ADR war vun Ufank un, an ëmmer, kloer!

Dir hutt och deen Episod am Tramsschapp ernimmt. Ech wëll Iech just soen: Am Tramsschapp, do hunn e puer Leit vun eis virun der Dier friddlech demonstréiert. Am Sall war allerdéngs eng ganz, ganz grouss Zuel vu Leit, déi einfach aus verschidde Grënn do hir Onzeffriddenheet gewisen hunn. Dat war net vun der ADR organiséiert.

*(Brouhaha)*

Mir hunn dat esou gesi wéi Dir a materlieft, wéi Dir et materlieft hutt. Wann Dir mengt, datt Der enner Polizeischutz ... Ech mengen, dat ass eng total Iwwerdreiwung, et ass keen do ugegraff ginn, souwäit ech weess!

*(Brouhaha)*

Et ass keen, souwäit ech weess op jiddwer Fall, keen, ugegraff ginn – ausser verbal. Mee dat muss een als Politiker aushalen!

*(Brouhaha)*

Sou. Elo wëll ech awer nach kuerz op den Inhalt vun deem Verfassungskapitel agoen. Mir hu leider e puer Minutte just, mee dat wëll ech awer och maachen.

Et sinn effektiv an dësem Verfassungskapitel, wéi och an deenen dräi aneren, eng Rei vu gudden Punkten, déi mir als ADR och matdroen. Ech wëll dat ganz daitlech soen!

Ech wëll och daitlech soen, well virun den Här Reding genannt ginn ass, datt et fir eis eng demokratesch Selbstverständlechkeet ass, wa mer gesinn, datt en Text adaptéiert gëtt an adoptéiert vun dësem Haus, datt mer da selbstverständlech eise politesche Rôle erfëllen an och kucken, datt déi reglementaresch Dispositiounen esou ugepasst ginn, datt déi nei Texter kënnen fonctionéieren. Dat huet näischt mat enger anerer Positioun vun Här Reding ze dinn, dat huet einfach domadder ze dinn, datt mer dat demokratesch Spill respektéieren an et matmaachen!

Mee et sinn awer vill Enttäuschungen an deem Text an et ass schonns e Kapitel vun de verpasste Chancen. An dofir droe mir et och net mat! Well et sinn e puer ganz wichtige Punkten, déi an eisen Aen hätte missen ugepasst ginn.

Gëschter hate mer scho geschwat iwwert den Zougang vun de Bierger zum Verfassungsgericht. An anere Länner ass dat méiglech, hei net. Firwat?

Déi Lénk hate wéinstens de Courage, dat an hirer Proposition gëschter och ze proposéieren. Mir droen dat als ADR vollkomm mat. Mir sinn och der Meenung, datt de Bierger soll d'Recht hunn, en Zougang zum Verfassungsgericht ze kréien, wéi och d'Institutioune vun Land, wéi och, zum Beispill, eng Regierung, déi kéint a priori, ier se e Projet de loi mécht, bei d'Verfassungsgericht goen, oder och eng gewëssen Zuel vu Membere vun Staatsrot oder och dëst Parlament. Mir wäer fir praktesch Dispositiounen op, awer de Prinzipp, fir d'Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzter méi ëmfassend kënnen ze kontrolléieren, d'Institutioune wéi d'Bierger, dat ass e Prinzipp, deen hätt missen hei erakommen. En ass leider net dran.

Eng zweet Saach, déi eis ganz staark um Häerz läit, dat ass d'Trennung vum Parquet, also der Magistrature debout vun der Magistrature assise. Dat ass hei net esou gemaach ginn, wéi mir eis et virstellen. An eisen Aen ass et wichtig, den Accusateur vum Riichter vill méi ze trennen. Ass et dann normal, an den Aen hei vun der Majoritéit, déi elo dat hei stëmmt, datt, wann ee viru Gericht steet, de Parquet niewent dem Riichter sëtz, op där selwechter Héicht, wäit

uewen, an den Affekot an den Ugekloten setzen ënnen? Wat ass dat fir eng Presentatioun vun der Justiz?

Deen, deen dech uklot, sëtzt uewen niewent dem Riichter an deen, dech verdeedegt, sëtzt ënne bei dir, dat ass dach eppes, wat net sollt sinn! Mir sollte kucken, dat net nëmmen an der Organisatioun vun der Justiz, an der Struktur vun der Justiz do vill méi eng kloer Trennung ass, mee och optesch, dass ee wierkelech gesäit, dass eigentlech deen, deen uklot, déi selwecht Rechter an déi selwecht Méiglechkeeten huet wéi deen, dee verdeedegt. Dat ass eng aner Perception vum Rechtsstaat, eng, déi an eisen Ae wierkelech iwwerfälleg ass, fir dat ze realiséieren. An dee Schrëtt sollte mer goen.

Just nach e lescht Wuert, well ech gesinn, d'Zäit leeft; et ass hei och gesot ginn an do si Leit houfreg drop, déi sech nach gëschter iwwert d'Monarchie beluewegt hunn: Eiser Meenung no ass et iwwerhaupt kee Problem fir d'Justiz, och am Numm vum Grand-Duc ze schwätzen, am Numm vum Staatschef, dat ass iwwerhaupt kee Problem! Dat heescht jo net, dass de Staatschef d'Urteeler fällt – d'Onofhängegkeet vun der Justiz ass absolutt garantéiert! –, mee dass awer en Urteel am Numm vum Grand-Duc geschwat gëtt; exekutéiert, mee och geschwat, stellt an eisen Aen net dee geréngste Problem duer!

Et ass just ee Beispill ënner ganz villen, wéi duerch dës nei Verfassungstexter Prerogativ vum der Monarchie, vum Grand-Duc, ageschränkt ginn. Dat ass e Wee, an ech wëll dat kloer soen, deen net dee vun der ADR ass! Et ass elo, dass d'Monarchie, ënnert dem Virwand, se ze moderniséieren, ëmmer méi ausgehelegt gëtt. Dat ass net eise Wee!

Ma d'Konklusioon wäert Iech net wonneren. Nach eng Kéier: Mir bekennen eis kloer zum Referendum. Mir sinn net dermat d'Accord mat deem, wat hei geschitt ass, dass véier Parteien hir Walversprieche gebrauch hunn. An et soll een dat och net schéischwätzen!

A wat den Inhalt ugeet vun deem Kapitel, soe mir: Et ass leider e Kapitel vun de verpasste Chancen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Här President, ech hunn näischt méi heizou ze soen. Merci villmools.

**M. Fernand Etgen**, Président | De leschten ageschriwwene Riedner ass dann den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt zum Referendum, dee jo net stattfënn, dofir stëmme mer haut da fir d'zweete Kéier. Mir hu bei dem éischte Kapitel, dat en éischte Vott krut, matënnerschriwwer fir de Referendum an der Hoffnung, dass d'CSV hiert Versprieche fir e Referendum géif halen. Mir kënnen nämlech och rechnen a mir wëssen, dass et ouni d'CSV net duergaange wär, zumindest net ouni verschidden Deputéierter vun der CSV, mee dont acte: D'CSV huet sech entscheet, dat ouni Referendum ze maachen. Dat ass hire Prerogativ. Ech fannen dat net gutt. Mee dat entbënnst eis als Parlament net vun eiser Responsabilitéit. A genau dofir muss mir elo als Parlament dann och déi zweet Votte maachen.

An nom éischten Echech vun der Demande vun engem Referendum wier et an eisen Aen och net méi responsabel gewiescht, fir nach eng Kéier bei deenen nächsten Tentativen ze ënnerstëtzen, well et e Risiko vun engem richtege Patchworktext an der Verfassung gi

wier an et deementspreechend fir eis kloer war, dass dee Moment d'Chamber priméiere muss.

Zum Fong vun deem Text: Et gëtt vill ze soen an et gouf viles vun de Kolleeginnen a Kolleegen elo grad gesot. Fir eis ass ee Punkt, dee wierkelech erausstécht, an dat ass d'Verfassungsgeriicht. D'Verfassungsgeriicht méi grouss ze maachen, ze erweideren, an deem Sënn hinnen och d'Kompetenzen ze ginn, ass fir eis als Éischt emol eng gutt Saach. Mee mir hätten eis awer gewënscht, dass no däitschem Virbild och fir Biergerinnen a Bierger eng direkt Pist zum Verfassungsgeriicht méiglech gewiescht wier.

Mir hätten eis et och gewënscht, dass d'Verfassungsgeriicht an Organkloeverfahren zoustänneg gewiescht wär, wann Institutiounen eben net méi matenee kënnen. Elo tranchéiert d'Verfassungsgeriicht, wann et zwëschent de Geriichter Kompetenzfroe gëtt, awer net, wann zum Beispill en Deputéierte mat der Chamber oder eng Chamber mat enger Regierung oder Administratioun mat anere staatlechen Institutiounen Sträit hunn.

Dat ass iwwregens e Verfahren, dat an Däitschland zu enger Stärkung vum Parlamentarismus gefouert huet, well et eebe grad meeschtens d'Deputéiert waren, déi profitéiert hu vun Organkloeverfahren.

Mat deem Bemoll kënnen mer awer liewen, well et geet e grouss Schrëtt no vir. Net esou wäit, wéi mir eis et gewënscht hätten, mee et geet e grouss Schrëtt no vir, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An dofir kann ech dann och fir all de Rescht aus där heiter Proposition, fir d'Verfassung ofzënnern, an déi mer jo och bei der éischter Kéier scho matgestëmmt hunn, och eng zweete Kéier eis Zoustëmmung als Piraten bréngen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Sam Tanson**, Ministere de la Justice | Jo, merci, Här President, merci Iech alleguerten. Et ass vu ville Riedner gesot ginn: Et ass en extreem wichtegen Dag haut fir eis Institutiounen, haut a muer d'ailleurs och. An ech fannen et natierlech extreem gutt, dass mer endlech déi Onofhängegkeet vun der Justiz an eiser Verfassung verankert hunn, eng Onofhängegkeet, déi schon eng länger Zäit gelieft gëtt, wou eis awer Beispiller ëmmer erëm an eisen europäeschen, net an Nopeschlänner, mee an europäesche Länner, och weisen, dass et extreem wichtig ass, dass et eng konstitutionell Verankerung gëtt fir déi Onofhängegkeet an dass dat net en Acquis ass an dass mer am Alldag mussen dorunner schaffen.

Mir hate laang Diskussiounen iwwert dee Kompromëss, dee schlussendlech dobäi erauskomm ass. et ass scho vu ville Virriedner gesot ginn, dass dat e Kompromëss ass, mat deem schlussendlech jiddweree ka liewen, wat elo d'Roll vum Parquet ubelaangt.

A fir de Rescht vun den Texter wärte mer jo haut nach d'Geleeënheet hunn, am Detail doriwwer ze schwätzen. Dofir Iech e grouss Bravo fir Är Aarbecht. An ech freeë mech op d'Diskussiounen dee ganzen Dag iwwer.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännung 7575. Den Text steet am Document parlementaire 7575<sup>20</sup>. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

### Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7575

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition ass mat 48 Jo-Stëmme bei 3 Neestëmme an 2 Abstentionen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Et ass also esou decidéiert.

### 3. 7863A – Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :

**1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;**

**2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**

**3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;**

**4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;**

**5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;**

**6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise**

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7863A iwwert d'Kreatioun vun legale Kader vum Gerichtsreferendaire. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gloden, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur vun deem Projet de loi, den Här Charles Margue.

### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert dat nach e puermol haut soen: Mir stärke mat deem Gesetzesprojet eise Justizapparat an eis Justiz substanzuell! Ech fänke mat zwou Zuelen un: 46 Référendaires de justice, 40 Poste fir de Judiciaire an – déi

drëtt Zuel – 6 fir d'Verwaltungsgerichtsbarkeeten. „Endlech!“, soen der vill, ech och. Am Fong sollt ech virun engem Joer dëse Rapport hei presentéieren. Et gouf nach gesetztschreiwesch Aarbecht ze leeschten, mee elo ass den Text prett a mir kënnen deemno nei Mataarbechter astellen.

Wéi ass dësse Projet esou wichteg? Hei sinn d'Hauptursachen: Mir si mëttlerweil e Land vun iwwer 650.000 Awunner, wou awer d'Hallschent net eligibel ass fir e groussen Deel vum öffentlechen Déngscht, nottamment d'Gerichter. Mir brauchen awer e Gerichtssystem fir 650.000 Bierger.

Mir hunn zousätzlech an de leschte Joren eise Justizsystem ausgebaut a mir brauchen ëmmer méi a méi spezialiséiert Mataarbechter. Mir hunn also e grouss Rekrutierungsproblem, och hei an dësem Secteur. Ech weess, mir hunn en net nëmmen hei an dësem Secteur, mir hunn allgemeng eng Penurie hei an Land vu qualifizéierte Leit, an och an Europa.

D'Regierung huet sech dunn eng Strategie ginn, fir dësse Problem ze léisen, andeems mer d'Fonction de référendaire de justice schafen. Dës Leit hir Mission besteet doranner, de Magistraten ze assistéieren, hinnen zouzeschaffen. À la base hu se déi selwecht Ausbildung wéi d'Magistraten, mee awer net hir Verantwortung. Genee déi Verantwortung bleift bei de Magistraten, als Richter, als Member vum Parquet oder soss an hire Funktiounen, fir ze enquêtéieren, unzekloen, ze verteiden oder ze urteelen, verurteilen.

Nieft dësem Gesetz wäert och nach, als weidere Punkt vun der Strategie vun der Regierung, eng Reform kommen iwwert d'Attachés de justice. Déi ass nach net sou wäit, dass mer kënnen driwwer schwätzen.

Haut an dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Referendairen, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dës Funktioun gëtt opgemaach fir all Persounen aus den EU-Memberlänner. D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt net méi verlaangt, well de Referendaire ass net bedeelegt um Exercice vun der Puissance publique. Si assistéieren de Magistraten an der Vorbereedung vun deenen hiren Dossieren. Kee Pouvoir de décision gëtt un e Referendaire delegéiert, keen! Et gëtt eeben net genuch Lëtzebuerger Juristen um Aarbechtsmaart, fir dës Posten ze besetzen.

D'Referendairë schaffen ënnert der Direktioun an der Opsicht vum Chef de corps vun de Magistraten, un déi se rattachéiert sinn.

Zur Sproochproblematik, mir wëssen et: D'Sprooch vun eise Gesetzter ass Franséisch. Duerfir ass et indispensable, dass all Referendaire muss eng grouss Kompetenz am Franséischen hunn. Et gëtt awer eng méiglech Dispens, wat d'Kenntnis vum Lëtzebuergeschen a vum Däitsche betrëfft. De Mënsch, deen ouni Lëtzebuergerkenntnisser agestallt gëtt, ass verpflichtet, an den éischten dräi Joer no senger Astellung Lëtzebuergerkursen ze maachen, déi och gepréift ginn, an e kritt och dofir säi Congé linguistique. Dat ass och keng nei Dispositioun, mee ass scho vun dem modifizéierte Gesetz vun 1979 iwwert de Statut vun de Staatsbeamten esou festgehalten.

Mir sichen als Référendaires de justice awer net just Juristen, et ginn och Ekonomisten, Fiskalisten, Kontabellen zum Beispill, gebraucht, mat spezifischem Profil fir d'CRF, d'Cellule de renseignement financier. An de Matière vum den Tutellen a vun de Faillitte brauche mer där Leit och.

An dësem Gesetzesprojet, wou mir elo déi Referendairë rekrutéieren, gesi mer kloer an detailléiert Reegelen virum Contrôle vun der Honorabilitéit vun de Kandidaten.

Dësse Projet 7863A ass entstanen duerch d'Spléckung vum 7863, déi mer an der Justizkommissioun den 20. Juli 2022 decidéiert hunn. De B läit nach net vir, et geet dobäi ëm d'Suppression vun der Fonction de conseiller honoraire vun der Cour d'appel.

Den 7863 gouf den 23. Juli 2021 vun der Justizminister Sam Tanson deposéiert an den 22. September 2021 an der Kommissioun presentéiert, wou ech zum Rapporteur genannt gi sinn. Den 10. Mee 2022 huet de Staatsrot fir d'éischt aviséiert. Doropshin hu mer, wéi gesot, den Text an en A an e B gespléckt an der Sitzung vum 20. Juli dëst Joer, wou mer dunn och eng Serie Amendementer uegeholl hunn.

De Staatsrot huet eis du säin Avis zum 7863A den 11. Oktober ginn. Den 9. November sinn ech dunn och Rapporteur vum A genannt ginn. Mir hunn eng zweet Serie Amendementer uegeholl. De Staatsrot huet dem Projet definitiv gréng Luucht ginn den 29. November an dësse Rapport hu mer de 7. Dezember uegeholl.

Komme mer elo zu den Avisen, wou ech just e puer Punkten erausgräifen. Den Detail ass am schrëftleche Bericht nozulesen.

Wat schreift d'Cour supérieure de justice? Si ass iwwerzeugt, dass déi spezialiséiert Referendairen eng gutt Hëllef fir d'Magistrate wäerte sinn, ass awer enttäuscht, dass net eng eege Karriär geschaf gëtt.

D'Friddensgericht vun Esch begréisst de Projet. Mat der Aféierung vun de Referendaires ginn d'Richter entlaascht a fir d'Dossieren, wou d'Komplexitéit zouhëlt, kréie si eeben, wéi gesot, spezialiséiert Mataarbechter. Et soll een awer kucken, dass och an Zukunft d'Karriär vum Referendaire attraktiv bleift, soss stéisst een an e puer Joer erëm op déi selwecht Rekrutementssuergen. Wéi gesot, dat ass den Avis vum Friddensgericht vun Esch.

De Parquet vu Lëtzebuerg begréisst de Projet an hofft, esou de Mangel u Mataarbechter ze behewen. Hie weist och op déi ëmmer méi grouss Komplexitéit vun den Affären hin a proposéiert eng Restrukturatioun vum System, wou d'Magistraten um Parquet sech kéinte méi spezialiséieren. De Parquet insistéiert, wat d'Kenntnisser vum Franséischen uegeet, och d'Wichtigkeet vun der Honorabilitéit, vu dass et ëm sensibel Informatiounen geet, a mécht sech Suergen, ob d'Magistrate genuch Zäit hunn, d'Referendairen ze superviséieren. E freet sech dann och, ob genuch Plaz do ass, raimlech Plaz also, fir all déi nei Mataarbechter. De Parquet général ass ganz frou iwwert dësse Projet.

D'CRF schléisst sech deene véier positiven Avisen un a mécht e puer Remarken iwwert de Rekrutement vun de Analysten an dass ee muss oppassen, keng Inegalitéiten ze schafen, jee nodeems, vu wou aus ee rekrutéiert, sief et aus dem öffentlechen oder dem private Secteur.

D'CNPD begréisst d'Efforte bei der Uniformisatioun am Justizwieser vun der Verifikatioun vun der Honorabilitéit.

D'Staatsbeamtekummer par konter ass méi skeptesch a freet sech, ob schlussendlech d'Referendairen net méi wéi just eng Assistance géife maachen. Si deet sech schwéier mat der Derogatioun vum Prinzip, net Leit anzustellen, déi keng Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, warnt virun engem „précédent néfaste“ a féint, dass d'Regierung aner Piste sollt analyséieren, fir de Problem vun der Penurie ze léisen. Lesquelles, dat hunn ech am Avis net fonnt.

De Staatsrot begréisst, dass seng Suggestiounen ëmgesat gi sinn aus sengem éischten Avis, nottamment zur Kontroll vun der Honorabilitéit. Weider Detailler stinn an den Documents parlementaires.

Wéi ass dësse Gesetzesprojet opgebaut a wat gëtt alles dra behandelt? Am Kapitel 1 vun dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Reférendaires de justice, mat den Dispositiounen, déi ech elo grad beschriwwen hunn. An de Kapitelen duerno, 2 bis 6, ginn divers Upassungen gemaach. Am Kapitel 2 geet et ëm de Statut vun de Fonctionnaires aus der Justice, wou d'Referendairen elo bäigesat ginn.

Am drëtten Kapitel geet et ëm d'Organisation judiciaire, wou d'Gerichtsbarkeete Poste bäikréien an d'Strukturen deemtspriechend uegepasst ginn. D'Friddens- a Bezirksgerichter, d'Cour supérieure an d'CRF kréien e gemeinsame Pool vu Referendairen. Bei der CRF kritt den Analyste financier seng eege Base légale a seng eegestänneg Mission gëtt ageschriwwen, ouni dass et awer elo eng eege Karriär gëtt. D'Finanzanalyste ginn dann och änlech wéi d'Reférendaires de justice an Zukunft rekrutéiert a kënnen aus allen EU-Länner kommen, wa se den néidegen Diplom hunn an d'Honorabilitéitsgarantien erfëllen.

Allgemeng ginn am Artikel 20 d'Dispositiounen iwwert d'Honorabilitéitsgarantië präziséiert, wou de Procureur général säin Avis fir all Kandidat muss ofginn. Dës Avis gëtt no sechs Méint zerstéiert. De Mëtteg am Nationale-Justizrots-Projet wäert ech méi genee op déi Honorabilitéitsfro kënnen agoen.

Am véierten Kapitel geet et ëm d'Reorganisatioun an d'Opstocke vun de Verwaltungsgerichtsbarkeeten an deem selwechte Sënn wéi am Kapitel 3. Am Kapitel 5 gëtt dann och een Artikel geännert, deen d'Verfassungsgericht betrëfft, wou och Referendairë kënnen detachéiert ginn. An am Kapitel 6 reelege mer och d'Honorabilitéits-thematik bei den Attachés de justice an der selwechter Optik wéi fir déi Kategorie virun.

Zum Schluss weisen ech awer och nach op d'Kapitel 7 mam Artikel 35 hin, dee mer agefléckt hunn an dësse Gesetzesprojet. Just zurzäit elo, virum Enn 2022, verlängere mer den Delai fir d'Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit am Kader vum dem Recouvrement uegefrot hunn, bis Enn 2025. Mir hunn dat a Covidzäite schonn e puermol gemaach gehat, deen Delai wär soss elo Enn dëst Joer ofgelaf. Jiddereen, deen elo an der Prozedur ass, dat heescht, dee seng Demande gestallt huet, huet also bis Enn 2025 Zäit, perséinlech op Lëtzebuerg ze kommen, esou wéi d'Gesetz vum 8. März 2017 et virgesäit.

Ech ginn dervun aus, dass dësse Delai bis 2025 fir jiddereen duergeet an dass mer net méi brauchen ze verlängeren. Domat wäert dëst warscheinlech de leschte legislativen Akt sinn am Kontext vun der Recouvrementsprozedur.

Merci fir d'Avisen, merci un all d'Mataarbechter aus dem Ministère. Och dësse Projet ass fundamental, fir eise Justizwieser ze stäerken a gutt opzestelle fir d'Zukunft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Rapporteur Charel Margue.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Léon Gloden (CSV)** | Merci, Här President. Fir d'éischt dem Charel Margue merci fir säi gudd schrëftlechen a mündlechen Rapport. Et ass och e wichtige Schrëtt an der Stärkung vun der Justiz, vun de Gerichter, dee mer haut hei stëmmen. Et kënn ëmmer méi Aarbecht op d'Gerichter a mir als CSV fuerdere jo och ëmmer, dass déi Poliziste solle rekrutéiert ginn. A wa méi Poliziste rekrutéiert ginn, da kënn jo och méi Aarbecht bei de Gerichter un.

Wat sinn d'Léisungen, fir elo déi méi Aarbecht bei de Gerichter kënnen ze evakuéieren? Mir hunn d'Reform vun den Attachés de justice, mir hunn d'Rekrutementskrittäre geännert an eeben elo hei mat dem Projet de loi ..., wat och scho laang eng CSV-Iddi ass, Referendairen an de Justizapparat anzeféieren.

An ech hunn eng Kéier gëschter gekuckt: Vu wou kennt iwwerhaupt déi Notioun vum „référétaire“? An ech hunn op engem vun deene sellegen Internet-sitte fonnt, datt d'Originn vun de Referendairen aus dem Ancien Régime kënn. Ech zitëiere Wikipedia: „Le référétaire était un officier de la petite chancellerie chargé de faire le rapport des lettres royales.“ An dee System fanne mer haut scho méi laang am angelsächsches System. Duerfir ass en och deemools bei dem Europäesche Gerichtshaff vun der Europäescher Unioun um Kierchbierg hei agefouert ginn.

Et gi lo 56 (veuillez lire: 46) Poste fir Referendairé geschaf: 40 beim Judiciaire a 6 beim Administratif. Mee wat mécht dee Referendairé? Fir d'éischt emol: Wat ass en net? Et ass kee Riichter, en hält keng Decisioun, mee e schafft de Richter zu. E schreift Notten, mécht Recherchen. En ass och kee Greffier, dat heescht, de Referendairé schreift och net d'Judgement a mécht och net d'Korrespondenz mam Affekot.

Well de Referendairé eeben duerch seng Missiounen, sou, wéi se an deemem Projet de loi definéiert sinn, net um Exercice vun der Puissance publique, wéi dat heescht, deelhëlt, brauch en och net Lëtzebuurger ze sinn. De Charel Margue ass dorobber agaangen. Referendairé ka ginn, wien d'Nationalitéit vun engem vun den EU-Memberstaaten huet. Duerfir brauch en och net all d'Sproochen ze kënnen, mee e muss op d'mannst sattelfest am Franséische sinn.

A well en dem Riichter zouschafft a mir haut och ëmmer méi – och wann dat net esou an den Texter verankert ass – spezialiséiert Sektioonen hunn, wou eebe Riichtere spezialiséiert sinn an engem Domän, kann een och Spezialiste rekrutéieren als Referendairé, wéi zum Beispill Fiskalisten oder Leit, déi spezialiséiert sinn an der Criminalitéit financière oder zum Beispill virdru Réviseur d'entreprises waren.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet, well et wierklech e wichtege Schrëtt ass, fir de Justizapparat opzewäerten a virunzucken. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Gloden. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt (DP)** | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministesch, och vu menger Säit e grouse Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. De Rapporteur an och mäin direkte Virriedner hunn am Fong déi wichtege Saache vun deemem Projet schonn erwänt, soudatt ech mech kann op e puer Reflexiounen limitéieren.

Verwaltungsentschedunge brauchen hei zu Lëtzebuerg verschiddentlech vill ze vill laang Zäit. Och bei den Entschuedungen am Civil an am Commerce konnt iwwert déi lescht zéng Joren e sougenannten Negativtrend, dat heescht, ëmmer méi laang Delaien, festgestallt ginn. Dass d'Gerichter an d'Magistrate zu Lëtzebuerg, wéi a villen anere Länner iwwerengs, mat Aarbecht iwwerlaf sinn, ass keng nei Informatioun. Deemo hat d'Regierung schonn am Koalitiounsaccord festgehalen, dass ee géif iwwerpräieren, awéifern de Service vun de Magistraten duerch den Asaz vu Référéitaires de justice weider kéint verstärkt ginn an domadder méi effizient schaffen.

Och de Rekrutementsproblem bei der Magistratur ass jiddwerengem bekannt. Déi Poste gi säit Joren net

méi all besat, d'Servicer leiden ënner enger chrone-scher Ënnerbesetzung.

Zousätzlech dozou wiisst och d'Unzuel vun den Dossieren säit Joren ëmmer weider a si ginn och ëmmer méi komplex. Steierdossieren, Wirtschaftskriminalitéit, alles dat si Sujeten, déi héich komplex sinn an net nëmme just e gutt Basiswësse vun de Magistraten verlaangen, mee wierklech differenziert Connaissance vum Sujet, vun den Zesammenhäng a vun de Prozesser. Émsou méi wichtege ass et, dass ee Spezialisten, also Persounen vum Fach, un der Säit huet, déi engem hëllef kënnen, déi sellegen Dossieren virbeereeden.

D'Reféréitaires de justice maachen an deemem Kontext eng immens wichtege Aarbecht an dofir ass et och wichtege, dass hir Funktioun e kloer juristesche Kader kritt an elo eeben huet. D'Reféréitaires kënnen de Magistraten zouaarbechten a si domat zu engem ganz substanzuellem Deel dechargéieren, wat gläichzäitig och bedeit, dass déi méi Sutt kréien, fir sech mat der Essenz vun den Dossieren auserneezen a se deementspreechend méi effikass ze traitéieren. An et ass och scho gesot ginn: D'Reféréitaires si keng Riichter, et si keng Greffieren, si si just do, fir Aarbechten ze preparéieren, Dossieren ze preparéieren an dem Riichter se dann dohinnerzeleeën.

Wichtege ass och, dass mat deemem Projet festgehalé gëtt, dass de Referendairé kee Jurist muss sinn. Ech hat et gesot, a vereenzelt Avisen zu deemem Projet de loi waren och op dese Punkt agaangen: Wat gebraucht gëtt, sinn Experten, also zum Beispill Kontabelen, Fiskalisten, héich spezialiséiert Profiler, fir notament de Magistraten an deenen eenzelne Beräicher mat hirem Wëssen an hirer Experienz zur Säit ze stoen.

Well, an domat wëll ech des Aarbecht a kengster Weis diminuieren, mee jiddwereng weess: Eng gutt Recherche an eng gutt Viraarbecht sinn net seelen e groussen Deel vun der gesamter Aarbecht, soudass e gudden, nenne mer et „juristesche Backoffice“ ganz substanzuel zu enger méi effikasser Justiz ka bäidroen.

Et ass och ze appreciéieren, dass dese Profill an deemem Text net just fir Lëtzebuurger op ass, mee allgemeng op EU-Staatsbürger erweidert gëtt. Och dëst ass e Schratt an déi richteg Richtung, an eng méi effikass Justiz, grad och, well duerch des Ouverture vill méi diversifiéiert Kandidature kënnen gestallt ginn, wat, ech soen et nach emol, e groussen Avantage fir eis Magistraten, d'Méiglechkeeten am Beruff an d'Prozeduren allgemeng duerstellt. Iwwerengs hunn esouwuel den Ieweschte Gerichtshaff wéi och d'Friedensgericht des Diversifikatioun ouni Zweifel als en Avantage ugesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Notze vun deemem Text läit fir eis ganz kloer op der Hand an als DP freeë mir eis, dass weider Schrëtt ënnerholl ginn, fir eis Justiz nach besser ze maachen. Deemo ginn ech och heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Arendt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana (LSAP)** | Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Projet de loi vun de Referendairen, iwwert dee mer haut befannen – an d'Virriedner si schonn drop agaangen, och de Rapporteur –, ass aus deem scho laangjäregem Constat entstanen vum Rekrutierungsproblem an der Magistratur, deen natierlech och en Impakt kann hunn op d'Delaie vun den traitéierten Affären.

Bei de Magistraten an den Attachés de justice existéiert fir de Moment, an awer och scho säit enger geraumer Zäitchen, en enorme Manktum u Leit. Et schéngt wéi wann et ëmmer méi schwéier géif ginn, Leit fir d'Magistratur ze begeeschteren, soudass et och schwéier ass, oppe Posten ze besetzen, an och onméiglech ass, zousätzlech Magistraten ze nomméieren, fir d'Aarbechtslaascht, déi se awer hunn an engem ëmmer méi komplexen a spezialiséierten Aarbechtsëmfeld, besser kënnen ze verdeelen.

Esou wéi d'Procureur général am Aktivitéitsrapport vum Justizministère aus dem Joer 2021 et beschreift, si vill Attaché-de-justice-Posten onbesat, wat natierlech och derzou féiert, dass Magistratsposten onbesat sinn. An och an deene verschiddeenen Avisen ass constatéiert ginn, ass festgestallt ginn, dass et awer och e Verloscht vun der Attraktivitéit vum Beruff selwer gëtt an dass dese Projet de loi, dee mer haut stëmme, do awer effektiv Remedur ka schaffen.

De Conseil de l'Europe huet och rezent Lëtzebuerg op Rang 10 vun de Memberstaate klasséiert, wat d'Evakuéiere vun Affären ugeet. Besonnesch an den zivilen a kommerziellen Affären huet sech d'Dauer an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt. Do ass Lëtzebuerg am Ranking Nummer 6.

Et ass also en allgemengt Phenomeen, datt den Interessi fir des wichtege Funktioun an der Magistratur, déi jo awer am Dénsgscht steet vun eiser Gesellschaft ..., datt se aus diverse Grënn hir Attraktivitéit verluer huet. Déi schwéier an dach och laang Rekrutierungsprozedur, fir Magistrat ze ginn, huet natierlech och domadder ze dinn, och wann eng ganz Rei Vereinfachungen an och eng ganz Rei Adaptatiounen gemaach goufen am legislative Kontext, fir d'Conditions d'accès effektiv ze vereinfachen.

Et ass natierlech evident, dass, wann een der Magistratur bäitriede wëllt, och eng Rekrutierungsprozedur en place muss sinn, déi garantéiert, dass ee mat der gréisstméiglecher Ausbildung an och Kompetenz säin Amt ausüben kann, egal, ob een an der Magistrature debout oder assise schafft.

Fir desen ënnert d'Äerm ze gräifen, soll dese Projet de loi Remedur schaffen. Duerch d'Schafe vun engem Kader fir d'Reféréitaires de justice gëtt eng personnell Opstockung virgeholl, an dat si 46 Posten, sechs fir d'administrativ Gerichter notament. Dat ass och eng konsequent Zuel vun neie Posten.

Et ass och schonn ugeschwat ginn: Fir de Rekrutement an d'Besetze vun dese Posten ass et natierlech och wichtege, kënnen op europäesch Matbürger zréckzegräifen. Et gëtt also keng Obligatioun, d'Lëtzebuergesch Nationalitéit ze hunn, fir sech kënnen ze mellen. Dëst ass méiglech, well d'Referendairen net un der Ausübung vun der öffentlecher Gewalt, vun der Puissance publique, deelhuelen, also éischer eng Assistenzmissioun fir d'Magistrate erfüllen. Si schaffen hinne kloer op den Dossieren zou.

Esou ass et dann, dass si och keng Entscheidungsgewalt hunn, ergo, wéi gesot, net d'national Souveränitéit ausüben. Et ass deementspreechend och net méiglech, fir hinnen eng Délégation de pouvoir ze ginn. Hir Missioun ass et, de Richter an hirer Aarbecht ze hëlfe, dat zum Beispill mat juristesche Recherchen, déi se maachen kënnen, der Redaktioun vun Notten, an esou zu enger bedeitender Aarbechtsentlaaschtung bäizéieren.

Dat huet natierlech de Virdeel, dass d'Magistratur sech kann op hir eigentlech Aarbecht fokusséieren. Si behält natierlech d'Veantwortung an den Decisiounen, déi se hëlt. Mee et besteet awer och déi reell Chance, Referendairen ze rekrutéieren, déi eng zolidd an interessant Beruffserfahrung hunn, interessant

Profiller hunn, Experte sinn, an awer och vläicht déi Chance, dass se, wa se d'Konditiounen erfüllen, vläicht och de Wee an d'Magistratur wielen no e puer Joer, an deene se de Beruff als Referendaire ausüben. Dat wär sécherlech fir d'Magistratur eng Beräicherung an natierlech och an hirer Berufswelt an an hirer Funktioun.

Mee wat awer och, mengen ech, wichtig ass, grad wann ee 46 nei Poste schafft an och Leit wëllt rekrutéieren, dat ass, dass och den Encadrement vun deene Leit assuréiert gëtt.

Dëst Schafe vun deene Poste wäert natierlech och dozou kënne bäidroen, dass effektiv an engem räsonabelen Delai Rechtsspriechung ka stattfannen, esou wéi mer dat virdrun, am Kader vun der Ännerung vun der Verfassung, och beschwat hunn. An dat dréit, mengen ech, substanzuell zum Vertraue bäi, dat d'Institutioun Justiz ka kréien an hirer alldieglecher Aarbecht.

Ech soen dann dem Rapporteur vun dëser Plaz aus Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

**M. Roy Reding** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Iddi vun de Referendairen ass wierklech gutt. Nieft Experten an Analysten, déi keng Juriste sinn – well d'Juristen hunn et net esou mat den Zuelen –, ginn awer hei och Juristen agestallt. Well ech selwer jorelaang als Riichter geschafft hunn, weess ech, wéi penibel dat ass, wann s de all deng Recherchë muss selwer maachen, Recherches en jurisprudence. An dann ass et natierlech wonnerbar, wann s de e Mënsch hues, deen Der dobäi kann hëllefen.

Trotzdem wäerte mir als ADR géint dësé Projet stëmmen, an dat aus dräi Ursachen. Déi éischt Ursach ass, dass bei de Juristen net virgesinn ass, dass se mat Succès d'Cours complémentaires en droit luxembourgeois mussen gemaach hunn. Et ass awer nun emol esou, dass mer am Lëtzebuerges Droit ganz vill Spezifitéiten hunn, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | ... souwuel am Zivilrecht wéi am Verwaltungsrecht wéi och an anere Rechtsberäicher, wou mer wäit ofwächen, quitte dass mer déi selwecht Prinzippien hunn, mee wäit ofwäche vum belschen oder vum franséischen Droit. An ech fannen, d'Kenntnis vum Lëtzebuerges Droit misst iwwerpräift ginn, éier ee kann als Referendaire schaffen.

Dat Zweet ass natierlech d'Sproochesituatioun. Et gëtt gesot, jo, duerch d'Bank sollen déi dann dräi Sproocher kënnen, mee an exzeptionelle Fäll kann dann derogéiert ginn. Et ass eeben déi Fro vun „exzeptionell“. An d'Chambre des Fonctionnaires huet, menger Meinung no zu Recht, drop opmierksam gemaach, dass se ganz fäert, dass déi Derogatioun vun deenen dräi administrativen Sproochen net wäert limitéiert ginn, respektiv si huet hirer Hoffnung Ausdrock verliehen, dass dat géif respektéiert ginn. Ech gleewen net drun, a mir wäerten dat gesinn.

Da kënn awer deen allerwichtigste Punkt, dat ass, dass keng Lëtzebuerges Nationalitéit gefrot ass. An do hunn d'Virriedner, och den honorabele Rapporteur Georges Margue, menger Meinung no Onrecht, ...

(Brouhaha)

... wa se soen, d'Referendairen – entschëllegt: „Charel!“ –, besonnesch, wa se soen, d'Referendaire géifen eeben net ënnert deen Artikel fale vum Staatsbeamtestatut. Mee dee seet awer klipp a kloer, dass

d'Nationalitéit requise ass „pour [tous] les emplois qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique“.

An dat ass hei ganz kloer de Fall! Wann dee Referendaire Recherchë mécht, eng Nott mécht, zu enger Konkusioun kënn, dann iwwerhëlt de Riichter déi jo, dat heescht, en ass net nëmmen iergendeng Botzfra, déi d'Poubelle eidel mécht vum Riichter. En ass deen, deen intellektuell d'Decisioun virbereet. An dat ass a mengen Aen, an eisen Aen, ganz kloer eng „participation“, zumindest „indirecte“, wann net souguer „directe à l'exercice de la puissance publique“.

(Interruption)

An da schlussendlech huet d'Staatsbeamtekummer op eng Gefor higewisen an déi Gefor gouf mer bestätegt, wéi ech dem Kolleg Dan Biancalana nogauschtert hunn, dee gemengt huet, dat heite wier dann och e Wee fir de Rekrutement vu Magistraten. A genau dat ass dat, wat mir och fäerten: dass hei Netlëtzebuerges iwwert de Wee vum Referendaire erakommen, Leit, déi vläicht emol net Lëtzebuergesch schwätzen, an dann, iergendwann eng Kéier, wa mer nees eng grouss Penurie vu Magistraten hunn, gëtt dann decidéiert, dass déi sollen an d'Magistratur kommen.

Aus all deene Grënn wäerte mir géint dësen Text stëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding. An da wier et un där honorabele Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Léin) | Villmools merci, Här President. Kolleginnen, Kolleegen, fir d'éischt mol e grouse Merci un den Här Rapporteur fir säin exzellente Rapport, a fir et direkt ze soen: Mir stëmmen dësé Projet de loi mat. Mir sinn der Meinung, dass et eng Verbesserung ass vum öffentliche Déngscht vun der Justiz.

Zum Beispill begrësse mer d'Tatsaach, dass d'Reférendaires de justice och aus anere Beräicher wéi dem Droit kënnen kommen. Ee Riichter, deen, soe mer mol, e komplexe Fall vu Steuerhannerzëiung viru sech huet, kann elo am Idealfall dann och op spezifescht Wëssen zréckgräifen. Dëst ka jo, jee no Situatioun, sécherlech vu Virdeel sinn.

Eventuell dann och nach e puer Wierder zu der Bemierkung am Exposé des motifs, dass déi zoustänneg Autoritéit säit Jore Problemer hunn, Riichteren ze fannen. Ech denken, mir sinn eis all eens, dass een dëst immens seriö muss huelen, besonnesch well et implizéiert, dass d'Riichteren, déi elo do sinn, iergendwann nëmmen nach schwéier hirer Aarbecht op eng zefriddestellend Aart a Weis kënnen nokommen. Projeten wéi dee vun haut droe sécherlech zu enger Verbesserung mat bäi. Awer et schéngt mer gläichzäiteg immens wichtig, drun ze erënneren, dass een d'Situatioun net eleng duerch eng Erhéijung vun der Unzuel vun deenen zoustänneg Persounen léise kann.

Dofir ass eng essenziell Fro: Wéi eng aner Méiglechkeet gëtt et, fir d'Riichteren ze entlaaschten? Ech denken hei zum Beispill u grondsätzlech Fro wéi déi vun der aktueller Drogopolitik. Wa mir et schaffen géifen, vun enger repressiver Drogopolitik fortzekommen, wou d'Vergaangenheet eiser Meinung no gewisen huet, dass se net d'Ziler erreicht, déi ee sech gewünscht huet, da géife mir d'Gesamtsituatioun verbessere fir déi betraffe Persounen, d'Police an d'Riichteren. Vereinfacht gesot: Persounen mat Suchtproblemer hëllef eene, dat wësse mer, am beschte mat spezialiséierte Strukturen a Servicer an eeben

net mat enger Verurteilung. E weidere positiven Effekt wier dann eeben och eng Entlaaschung vun de Gerichter.

Een anert Beispill sinn Entscheedunge wéi d'Gesetz iwwert d'Kompetenzerweiderung vun den Agentmunicipallen, dat d'Chamber dësé Summer gestëmmt hue, e Gesetz, wat et jo elo erméiglecht, dass d'Agentmunicipallen kleng Verstéiss géint Gemenge-reglementer feststelle kënnen. Dës Verstéiss ginn da mat enger administrativer Sanktioun bestrooft. A vu datt ee géint d'Decisioun vum Fonctionnaire sanctionateur e Recours en réformation virum Tribunal administratif maache kann, huet een hei allerdéngs och eng zousätzlech Charge fir d'Riichtere geschafft.

De Conseil d'État ass hei net deen Eenzegen, deen do virdu warn, dass den zouhuelende Réckgrëff op administrativen Sanktiounen zu enger Iwwerlaaschung vun de Juridictione bäidroe kann, an hien empfeelt dowéinst, iwwer Alternativen nozedenken. Et ass dës Ureegung zu Iwwerleeungen an Debatten iwwer Alternativen, déi mir fir wichtig halen, an eebe Fro wéi zum Beispill, ob all Dossier, dee viru Gericht lant, dann och wierklech do lande muss, an ob dëst déi bescht Léisung fir déi jeeweileg Situatioun ass, a generell gesot, wéi een aner gesellschaftlech Émstänn preventiv léise kann.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Als Éischt e grouse Merci un de Rapporteur Charel Margue fir deen exzellente mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Et ass rar, dass ech zu Justizprojete schwätzen, et ass awer deem geschéllt, dass ech mech u sech op een eenzegen Artikel an deem heite Gesetz wollt konzentréieren, well fir eis Piraten ass kloer, dass d'Afféiere vum Referendaire eng ganz positiv Veränderung vun der Justiz ass an et u sech hoffentlech dann och zu enger Acceleratioun vu verschiddene Prozesser bei der Justiz féiert. Dofir wäerte mer och grondsätzlech eis Zoustëmmung fir dësen Text ginn.

Mir begrësse ganz speziell den Artikel 35, deen de Recouvrement bis Enn 2025 verlängert, also den Acte de signature vum Recouvrement, well et sinn nach zirka 13.000 Leit, déi d'Demarchen entaméiert hunn, déi se awer nach net ofgeschloss hunn. Wann een dat eng Kéier op dräi Joer erofbrécht, sinn dat ronn zwielef Leit den Dag, déi am Bierger-Center vun der Stad Lëtzebuerg zousätzlech mussen ukommen, do derniewent, dass se mussen hir Rees buchen, fir iwwerhaupt emol op Lëtzebuerg ze kommen. Dat ass bis Enn dëst Joer schwierig maachbar gewiescht. Deementsprechend, mengen ech, ass et am Interêt vu jiddwengem, dass dat bis Enn 2025 wäert lafen, soudatt mat zwielef Leit den Dag och de Bierger-Center an der Stad Lëtzebuerg net iwwerfuert wäert sinn, an zousätzlech déi Leit, déi iwwerhaupt emol kënnen heihinnerkommen, well Covid an d'Inflatioun hunn et schwéier gemaach. An dofir begrësse mir ganz kloer dës Verlängerung.

Méi einfach wär et natierlech gewiescht, wann d'Chamber eis Proposition de loi gestëmmt hätt, déi generell déi Delaie verlängert hätt. Dann hätt nämlech de Staatsrot net missen eng Kritik ubréngen, dass hei en Artikel an d'Gesetz geschmuggelt gouf vun de Referendairen, ...

**Une voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... deen u sech näischt mat de Referendairen ze dinn hat. Dat ass eng Kritik, déi ech ëmmer erëm ubréngen. An ech kann, och

wann ech den Artikel hei ganz positiv fannen, et hei net si loossen, dann awer nach eng Kéier drop hinweisen, datt u sech deen Artikel näischt an deem heite Gesetz ze siche gehat hätt.

Mee dat gesot, gi mer awer eis Zoustëmmung, well souwuel d'Referendairé wéi och den Artikel 35 si positiv Verännerungen. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch Sam Tanson.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** | Jo, merci, Här President.

(Brouhaha)

Also, ech wollt vläicht op e puer Saachen awer nach eng Kéier agoen, och no den Diskussiounen, déi mer elo haten.

Fir d'éischt emol, et ass elo e puermol ugeklongen: „Mir fanne keng Magistrate méi!“ Dach, mir fannen nach Magistraten, mir fannen der souguer méi wéi all déi Jore virdrun, well der och méi ausgeschriww ginn. Mee mir fannen der net genuch, mir fannen der net esou vill, wéi mer der gären hätten, fir dass déi Prozeduren, wéi Der et jo alleguete gär heibannen och hätt, effikass a séier kenne gemaach ginn, op alle Fall all d'Prozeduren.

Vläicht eng Zuel: 2014 goufe véier Attachés de justice rekrutiert. Tëscht 2015 an 2021 waren et der alljoers tëscht 13 an 18. Fir déi, déi viru méi laanger Zäit den Ofschloss, d'CCDL gemaach hunn, déi kenne sech alleguerten erënneren, dass et deemools ëmmer nëmme ganz wéineg Attachés waren, déi rekrutiert goufen. Dat heescht, mir sinn einfach an enger anerer Gréisstenerdung ukomm, wéi och bei villen anere Beruffer hei am Land. Mir brauche Magistraten, mir brauche Leit, déi dese Beruff wëlle maachen. A mir fannen där och ëmmer erëm, well et ass en extrem attraktiven, villsäitegen a verantwortungsvollen Beruff, dee vill Leit och wëlle maachen. Mee mir fannen der net esou vill, wéi mer der gäre géife fannen! Dat awer nach eng Kéier, fir de Kader ze setzen.

Da vläicht nach zu deene Froen, wat dee Referendaire herno wäert maachen. Dat ass eng villsäiteg Tâche, dat hânt och dervunner of, a wéi enger Spezialitéit e wäert schaffen. Dat ass jo net just fir Juristen, dat ass jo och extrem wichteg, zemoos wa mer op d'Verwaltungsgeriicht kucken, wou d'Dossieren ëmmer méi technesch ginn, wou et vill ëm Urbanismus geet, wou et vill ëm Steierfroen geet, wou et wierklech wichteg ass, dass och e Magistrat sech kann op e gewesenen Knowhow basieren, fir dann awer herno an aller Autonomie seng Decisioun ze huelen. Et ass net déi Decisioun, déi vun engem Referendaire géif prepariert ginn, déi herno de Riichter wäert en âme et conscience huelen, nee, de Riichter ka sech basieren op Recherchearbeiten, déi gelescht gi sinn. Dofir ass et och net esou, wéi vläicht deen een oder deen anere virdru gemengt huet, dass hei de Referendaire am Fong eng Aarbecht hätt, wou e wäert de Riichter remplaceieren.

Dann zu där Fro vun där Bréck, déi gemaach gëtt. Et gëtt jo och haut scho Referendairen, déi am Justizapparat schaffen, a mir haten och haut scho Situatiounen, wou Referendairen duerno de Wee an d'Magistratur fonnt hunn. An et ass jo extrem gutt, dass dat geschitt, an dat ass dat, wat mer och an Zukunft nach wëllen ënnerstëtzen. Dat si Leit, déi de Justizapparat kennen, déi sech kënnen identifizéieren mat där Aarbecht, déi do gelescht gëtt an déi déi och wëllen herno maachen. A mir hu fir d'Referendairen,

wéi och fir all aner Bierger hei am Land, d'Méiglechkeet, d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze kréien, wann ee verschidde Konditiounen erfëllt. An dat ass dat, wat gemengt gi war mat där Bréck, déi ka geschlo ginn tëscht dem Referendaire an dem Riichter, wann en dann herno d'Konditiounen erfëllt.

A mir mussen eis jo awer och eng Kéier eens ginn, wat mer gären hätten! Mir kënnen net op där enger Säit lamentéieren a soen: „Et geet net virun, et geet net séier genuch, mir hunn net genuch Ressourcen, fir eppes ze maachen!“, an op där anerer Säit eis wiere géint Propositionen, déi gemaach ginn, fir Solutiounen ze fannen.

A mir gräifen nun emol zréck op déi Ressourcen humaines, déi mer hei am Land hunn. Fir verschidde Fonctionne muss een do d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn. Wa mer do Hëllefstellung kenne bidde fir Fonctionnen, wou een déi net brauch ze hunn, da fannen ech dat eng gutt Saach. An ech gi jo dervunner aus, dass och a verschiddene privaten Etüden, an anere Fonctionnen am Justizapparat an an anere privaten Entitäten och d'Leit net just mat Lëtzebuurger schaffen. A genau dat ass dat, wat och hei proposéiert gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** | Dann nach e Punkt, insgesamt wollt ech awer nach eng Kéier drop hiweisen: Hei ginn net just 46 Poste geschaf bei der Justice, déi Poste vun de Referendairen, mee och nach zéng supplémentaire Magistratsposten. Och dat ass e Besoin, deem mer nokommen a wou mer e Relevé eeben hunn, wou mer och e Plan pluriannuel amgaange sinn opstellen, fir ëmmer erëm ze kucken: Wéi hunn déi verschidden Domänen evoluéiert? Wou gi vläicht méi Leit gebraucht? An déi Poste do fannt Der och an deem heiten Text. Och dat huet nëmme e bedéngte Lien mat de Referendairen, mee heiands ass et wichteg, dass mer séier virukommen, an duerfir hu mer dat an deen heiten Text mat erageschriwwen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir déi Diskussiounen, déi mer elo haten. Vläicht nach ee Punkt, d'Madamm Oberweis huet och nach drop higewisen, an zu Recht, an och de Rapport vum Här Wiwinius, dee sech jo vill mat där Fro vun der Attraktivitéit vun der Fonction vum Magistrat beschäftigt huet: Et geet net duer, just ëmmer nëmme Poste ze schafen, mir mussen och op aneren Niveauen agéieren. An dat hu mer d'ailleurs och schonn op e puer Punkte gemaach. Mir hunn hei schonn Adaptatiounen virgeholl am Zivilprozessrecht, fir Saachen ze vereinfachen, mir hu schonn Adaptatiounen virgeholl am Stroferecht fir d'Vereinfachung vun de Prozeduren. An dat sinn och kontinuell Aarbechten, déi lafen. Mir hunn en Aarbechtsgrupp am Ministère, dee sech mat deenen dote Froen beschäftigt, wou mer ëmmer erëm kucken: Wéi kenne mer eeben d'Prozeduren nach méi einfach maachen? Mee et ass en Equiliber, dee muss gehale ginn tëscht, op där enger Säit, Prozedur vereinfachen an, op där anerer Säit, awer d'Rechter garantéieren vun all de Parteien, déi en cause sinn, soudass dat eng richteg Remark ass an eng, déi mer natierlech och weiderhin um Radar hunn.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Justizminister Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7863A. Den Text steet am Document parlementaire 7863A7.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7863A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7863A ass mat 56 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmme uegheoll.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7863A est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par M. Max Hengel) et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 4. 7940 – Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, ouvert à la signature, à Riga, le 22 octobre 2015, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ouverte à la signature, à Varsovie, le 16 mai 2005

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7940, engem zousätzleche Protokoll iwwert d'Preventioun vum Terrorismus. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi direkt ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci villmools, Här President. Mam Projet 7940, dee mer haut hei direkt no mengem mëndleche Rapport zum Vott bréngen, wéi Dir et elo grad gesot hutt, geet et ëm d'Approbatioun vum Protokoll zu Riga, ënnerschriwwen den 22. Oktober 2015, zousätzlech zur Konventioun vum Europarot iwwert d'Preventioun vum Terrorismus, d'Konventioun, déi de 16. Mee 2005 zu Warschau ënnerschriwwen gouf.

Keng Angscht, bei esou Datumen, wou een ëmmer erëm muss fäerten, dass mer eis Hausaufgaben net gemaach hätten, verschlof hätten an elo ënner Drock wären, fir missen ze legiferéieren, fir enger Strof ze entgoen: Dat ass hei net de Fall! Mir hunn eis Hausaufgab nämlech schonn Enn 2015 gemaach



an de Code pénal ugepasst, esou wéi dëse Protokoll et virgesäit. Et ass just eng Formsaaich, eng wichtig Formsaach, mee awer, et ass gutt an nützlich, dës Approbatouion ze formaliséieren duerch eise Vott.

Mir hunn de Rapport de 7. Dezember dëst Joer ugeholl, nodeems d'Justizministesch Sam Tanson de Projet de 5. Januar dëst Joer deposéiert hat a mer den Avis vum Staatsrot mat der grénger Luucht den 8. März kritt haten. De 16. November hu mer de Projet an der Justizkommissioun analyséiert an de Rapport genant.

D'Konventioun vu Warschau vum 2005 war dat éischt internationaalt Instrument no den Attentat vum September 2001 an den USA. Et ass dat éischt Instrument, fir sech effikass Mëttelen ze ginn an der Terrorismusbekämpfung. Mir hunn dës Konventioun mam Gesetz vum 26. Dezember 2012 deemoos ugeholl.

Fir de Phenomeen vum den auslänneschen Terroristekämpfer besser kennen an de Grëff ze kréien, huet de Ministerrot (veuillez lire: huet de Ministerkomitee) vum Europarat den 22. Januar 2015 decidéiert, dësen Zousazprotokoll ze verfaassen. An dësem Protokoll ginn all d'Länner opgefuerdert, fir ze legiferéieren a folgend Akten, folgend Doten ënner Strof ze stellen, et sinn der fënnef:

- wann Der Member sidd vun enger Associatioun, déi terroristesch Objektiv huet, also just d'Membersinn,

- wann Der als Terrorist trainéiert gitt, ausgebild gitt, also net emol zougeschloen hutt oder an den Asaz koumt, mee trainéiert gitt,

- wann Der an d'Ausland gitt, fir den Terrorismus ze ënnerstëtzen, méi oder manner, ouni dass dat kloer kann nogewise ginn,

- véiertens, wann Der Auslandsreise finanzéiert vu Leit, déi terroristesch Ziler hunn,

- a fënneftens, wann Der Auslandsreesen organiséiert oder méiglech maacht mat terroristeschem Hannergrond.

Dës fënnef Dispositiounen si mëttlerweil an eisem Code pénal ofgedeckt an den Artikelen, der Rei no: 135-4, 135-13, 135-15 135-5 an nees 135-15. Mir huelen haut also keng weider legislativ Moosnam, fir de Protokoll offiziell unzehuelen.

Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a sou Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Margue.

D'Regierung huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** | Jo, ech wollt och just dem Rapporteur an der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi gemaach ginn ass. An ech mengen, et wär alles gesot.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Mammad Ministesch.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7940. Den Text steet am Document parlementaire 7940<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7940 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7940 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen ugeholl.

*Ont voté oui:* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par

Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**5. 7960 – Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7960 iwwert d'Reeglung vu Konflikter bei der Attributioun un d'Cour constitutionnelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum dësem Projet de loi, den honorablen Här Charles Margue.

**Rapport de la Commission de la Justice**

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Deen nächste Projet fir de Moien, den 7960, gouf de 27. Januar dëst Joer vum der Justizministesch deposéiert. Et ass e weidere kuerzen Text, fir de Fonctionnement vun eise Gerichtsbarkeeten ze klären. De Projet gouf den 9. Februar 2022 an der Justizkommissioun virgestallt an de Rapporteur ass du genant ginn.

Den 9. März hu mer eis an der Justizkommissioun ausgetosch – an dat ass wichtig gewiescht – mat de Vertrieeder vum der Justiz a mir hunn iwwer Amendementsproposen vun der CSV diskutéiert, déi mer schlussendlech awer elo net direkt zrëckbehalen hunn. De 16. März hu mer dunn eng Serie Amendementen an der Kommissioun ugeholl.

De Staatsrot huet säin Avis bekanntginn den 28. Juni a mir hunn deen de 5. Oktober analyséiert an doropshin nach eng Keier eng zweet Serie Amendementen ugeholl. Den Avis complémentaire vum Staatsrot huet eis du gréng Luucht ginn a mir hunn de Rapport fir dëse Projet de 7. Dezember ugeholl.

Èm wat geet et bei dësem Gesetzesprojet, deen aus zweielef Articlele besteet? D'Gesetz, wa mer et stëmmen, trëtt a Kraaft de selwechte Moment wéi d'Kapitel vun der Justiz, iwwert dat mer virdrun ofgestëmmt hunn, vun der Verfassung. Mir schreiwen do nämlech dra fest, dass d'Verfassungsgeriicht an Zukunft zoustänneg ass, wann et e sougenannte „conflit d'attribution“ gëtt.

E Conflit d'attribution – also: Wien ass zoustänneg? – besteet, wann Oneenegkeet doriwwer besteet, wie sech soll drëm këmmen, entweder den Ordre judiciaire oder den Ordre administratif. Fir de Moment gesäit d'Verfassung vir, dass d'Cour supérieure de justice an esou Fäll soll schlichten. Interessant ass awer, dass bis haut nach ni d'Situatioun sech gestallt huet, dass huet misse geschicht ginn. Mir hunn et also gewëssermoosse mat engem theoreetesche Problem ze di bis ewell, mee et kéint nach ëmmer kommen.

Well mat dësem Projet de loi d'Zoustännegkeet fir d'Conflits d'attribution bei d'Cour constitutionnelle geet, passe mer d'Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert d'Verfassungsgeriicht also un.

Mir hunn eis fir dëse Gesetzesprojet um franséische Modell inspiréiert. Prioritär soll et drëms goen, esou Attributiounskonflikter ze vermeiden. Dat ass dat, wat am éischte Kapitel steet. Am zweete Kapitel weise mer Léisungen op fir déi Fäll, wou dat net geklappt huet.

Am Kapitel 1 gesäit d'Gesetz vir, dass eng Juridictioun vu sech aus d'Verfassungsgeriicht ka saiséieren, fir am Zweifelsfall ze klären, ob se zoustänneg ass oder net. Huet eng Juridictioun sech net zoustänneg erkläert, mussen d'Parteien ipso facto deen aneren Ordre saiséieren. D'Verfassungsgeriicht muss entscheiden, wien zoustänneg ass am Fall, wou déi Juridictioun, un déi d'Affär verweise gouf, och näischt wëllt dermat ze dinn hunn.

Am Kapitel 2 gesäit de Gesetzesprojet vir, dass d'Parteien an enger Affär d'Verfassungsgeriicht kënnen saiséieren, wann d'Gerichter vum Judiciaire a vum Administratif sech allen zwee fir net kompetent erklären. Da schwätze mer vun engem „conflit négatif“, also kee wëllt, aus verschiddenen Ursaachen, sech dem Fall unhuelen.

D'Verfassungsgeriicht muss awer och entscheiden am Fall vun engem sougenannte „conflit positif“, dat heescht, wann déi zwee Ordren, de Judiciaire an den Administratif, sech alle béid kompetent erkläert hunn, fir an där Affär ze urteelen.

Et gouf een Avis vum Parquet général an zweemol ee vum Staatsrot. Dee vum Parquet gouf verschafft an der éischter Serie Amendementen. De Staatsrot huet, wéi gesot, op d'Entrée en vigueur higewisen, déi zesumme mat der Verfassung sollt sinn.

Mee èm wat ass et virun allem gaangen? An dat war och am Austausch mat de Vertrieeder vum der Justiz den Objet: dass mer eis an der Kommissioun géee negt hunn, dass de Ministère public an Zukunft net méi direkt aktiv ass als Amicus curiae. Mir sinn hei an der grousser Juristerei ënnerwee! Dir gesitt et, eng weider Fro, fir d'Roller a Pouvoiren net ze vermëschen, eng Fro vun Onofhängegkeet an Transparenz.

De Staatsrot war also domat averstanen, dass de Ministère public net méi aktiv wär als Amicus curiae, ënner der Konditioun awer just, dass d'Konklusiounen, déi de Ministère public hält, an den Dossier kommen, wou d'Verfassungsgeriicht muss schlichten, dat heescht, dass gewosst ass, wat de Ministère public zu deem Projet denkt. Wat en aviséiert huet, muss an den Dossier kommen!

Ervirzehiewe bleibt nach, dass d'Arrête vum Verfassungsgericht en matière de conflits d'attribution net am Journal officiel publiziert ginn.

Voilà! Dat wär et fir mäi mëndleche Rapport. Weider Detailler fannt Der wéi ëmmer a mengem schrëftleche Rapport an an den Document-parlementairen.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der gréngeger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen.

### Discussion générale

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Charel Margue fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Wéi gesot, d'Originn vun dësem Projet de loi fënnst sech am Kapitel iwwert d'Justiz, dat mer virun enger Stonn hei am zweete Vott gestëmmt hunn. Et ass elo net méi d'Cour supérieure de justice, mee d'Verfassungsgericht, wat zoustänneg ass, wann en eventuelle Konflikt géif opkommen tëscht deenen zwee Ordres juridictionnels, op där enger Säit dem Judiciaire, op där anerer Säit dem Administratif. Et ka sinn, dat kee sech zoustänneg erkläert, et ka sinn, dat jiddwereen d'Affär wëllt maachen, da muss eeben d'Cour constitutionnelle statuieren.

Mir haten eng gutt Diskussioun iwwert den Amicus curiae a mir hunn eis finalement duerchgesat, eeben opgrond vun der kloer Trennung vun deenen zwou Gruppe vu Riichteren, wann ech dat esou ka soen, datt hei keen Amicus curiae méi derbäi ass.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, léif Ministesch, ech soen op alle Fall, fir et net ze vergiessen, dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport e ganz, ganz grouse Merci. Erlaabt mer awer och, de Vertrieeder vum Pouvoir judiciaire Merci ze soen, well se sech am Kader vun dësem Projet Zäit geholl hunn, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eenzel Diskussionspunkten ze beliichten a fir op eis Froen ze äntwerten.

De Charles Margue huet et gesot an Dir wësst et och: Dësen Text hänkt zesumme mat der aktueller Deelrevisioun vun eiser Verfassung, a méi prezis mam Léon Gloden sengem Kapitel zu der Justiz.

Bis elo war de Mode de résolution fir Konflikter bei der Attribution vun der Kompetenz tëscht dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif net reglementiert. Aktuell war do virgesinn, dass deen Ieweschte Gerichtshaff an esou Fäll géif intervenieren.

Mat der Revisioun vun der Verfassung goufen d'Kompetenze vum Verfassungsgericht erweidert a mam neien Artikel 95 (3) ass notamment seng Missioun, fir, ech zitieren, „conflits d'attribution“ ze regléieren, elo fest an der Verfassung verankert.

E klengt Wuert zu engem Haaptdiskussionspunkt aus der Kommissioun, an de Léon Gloden huet et schon ugeschwat: D'Kollege vun der CSV haten d'Fro an enger éischer Sitzung opgegraff, ob de Parquet soll de Rôle vum Amicus curiae als Deel vun dësem Text zougesprach kréien, also souzesoen de Rôle vun engem extraordinäre Consultant oder Informateur, dee vun enger jeeweileger Jurisdiction ka beruff

ginn, fir mat sengen Observatiounen dem Gericht notamment zu enger Léisung ze verhëllefen.

Dëst ass, wéi gesot, an der Kommissioun diskutiert ginn, well do net vun Ufank un e Konsens bestanen huet. Och de Staatsrot hat an engem viregten Text schon eemol eng Kéier seng Reserve bezüglech der Attribution vun dësem Rôle un de Parquet verlaude gelooss.

No weideren Diskussiounen, ënner anerem mam Pouvoir judiciaire, si mer eis awer eens ginn, dass de Parquet och elo scho kann intervenieren, dëst a senger Qualitéit als Partei an engem Litige. Grad an enger strofrectlecher Affär, wou de Parquet d'Jurisdiction och nach selwer saiséiert, wier d'Missioun vum Ministère public mat där vun engem Amicus curiae inconciliabel.

Deem konnte mir als DP nëmmen zoustëmmen. A wéi de Kollege Pim Knaff gesot huet, sollt et de façon généralisée favoriséiert ginn, eng kloer Distinction tëscht dem Magistrat du siège an der Magistrature debout oprechtzeerhalen.

Zum Projet de loi selwer. Wéi scho gesot, ass e liéiert un d'Verfassung. Nonobstant seet dat awer näischt iwwer seng allgemeng Meritten als eenzelnen Text aus. E Verfassungsgericht, dat d'Kompetenze ka klären, de préférence éier e Kompetenzgerangel entsteet, mee awer och dono, bedeit och eng méi kloer a méi effikass Justiz fir de Justiciabel, sief et, fir de Renvoi facultatif oder de Renvoi obligatoire ze klären oder am Virfeld scho Preventiounsaarbecht ze leeschten, fir positiv oder negativ Konflikter ze vermeiden. Alles dat dréit zum Schutz vum Justiciabel, also vum Bierger, bái a wäert och derzou bäidroen, dass manner Zäit verluer geet an Dossieren, déi vill méi séier bei deene kompetenten Instanze kënnen traitéiert ginn.

Dëst ass, wéi iwwregens vill Modifikatiounen an der Proposition de loi 7575, am Sënn vun de Leit dobaussen, déi sech op d'Justiz an op de System verlossen an déi sech drop verlossen, dass si esou séier wéi méiglech bei hiren Affäre gehollef kréien.

An dësem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Arendt. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, virop emol dem Rapporteur, dem Charles Margue, merci fir säi gudden Rapport, souwuel mëndlech wéi och schrëftlech.

Jo, mir hunn haut eng ganz Rei Gesetzesprojeten, déi mam Akraaftriede vun eiser Verfassung ze dinn hunn, an dëse Projet, mengen ech, iwwert dee mer elo hei befannen, ass keng Ausnam. An esou, wéi och de Rapporteur et erkläert huet, geet et hei ëm eng Kompetenzerweiderung vum Verfassungsgericht. Dat soll amplaz vun der Cour supérieure de justice intervenieren, wann et tëscht de Gerichter, also tëscht dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif, zu engem Konflikt bei de jeeweilegen Attributione kënn. An ech mengen, e Virdeel vun dësem Gesetz ass, datt et och d'Modalitéiten, fir esou e Konflikt ze léisen, ganz prezis virgesäit.

Ech mengen, dass dat och e ganz, ganz wichtege Schrott ass, dee mer hei maachen, well et elo an Zukunft um Verfassungsgericht ass, dës Conflits d'attribution ze regelen. A mir wëssen awer och, dass bis elo ëmmer d'Cour supérieure de justice dës Kompetenz hat a si dës Kompetenz elo net méi huet. Mir wëssen awer och, dass bis dato dës Kompetenz

theoretesch bliwwen ass an am Fong d'Cour supérieure de justice net saiséiert gouf.

Et gouf natierlech och gekuckt, wéi d'Nopeschlänner fonctionieren an et gouf sech och do kloer um franséische Modell inspiréiert. A Frankräich gëtt et do dee sougenannten Tribunal des conflits, deen d'Attributionskonflikter tëscht deenen zwee gerichtlechen Ordren am Fong reegelt, wou awer och d'Komposition zwëscht Membere vum Staatsrot a vum Kassationsgericht, wéi gesot, deementsprechend gereegelt ass.

Eist Verfassungsgericht ass kompetent an onofhängeg genuch opgestallt, fir sech an Zukunft ëm déi Kompetenzlitigen ze këmmen, dat och an enger preventiver Natur, well et och en aval deementsprechend kann handelen.

Ech kommen nach op eng Diskussioun zrëck, déi mer an der zoustänneger Kommissioun haten. Et war ugeschwat ginn, dass am Fong de Ministère public – an d'Kollege vun der CSV hu virop déi Diskussioun ugekuerbelt – a sengem Rôle als Amicus curiae beim Verfassungsgericht soll effektiv ofgeschafft ginn. Mir hunn an der Kommissioun konstruktiv doriwwer diskutiert. Nach, mengen ech, kann de Ministère public awer säin Avis beim obligatoresche Renvoi natierlech bäifügen.

Wat fir eis als LSAP virun allem wichteg ass, dat ass, dass am Fong och dee preventiven a fakultative Volet nach ganz kloer hei bestoe bleift. Dat läit eis och deementsprechend um Häerz.

Voilà! Fir de Justiciabel, dat muss een awer och soen, ass dat hei natierlech eng zousätzlech Garantie a Motivatioun, fir säi Recht och kënnen anzefuerderen, wann en enger Situatioun ass, wou e mat der Justiz ze dinn huet.

An domat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Biancalana. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Merci, Här President. Ganz kuerz, ech wollt dem Kollege Charel Margue häerzlech Merci soe fir den exzellente Rapport. Ech mengen, och Netjuristen hu verstanen, wourëm datt et geet. An dat ass ëmmer dat Wichtigst an engem gudden Rapport. Mir droen deen Text do selbstverständlech mat.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding. Da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt och emol nach eng Kéier e grouse Merci un de Rapporteur, an ech soen dat och eng Kéier direkt: Mir droen dëse Projet mat.

Vu datt et tëscht dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif keng Hierarchie gëtt, denke mir dann och, dass et effektiv kohärent ass, datt am Fall vun engem Conflit d'attribution tëscht dësen zwee elo d'Cour constitutionnelle amplaz vun der Cour supérieure de justice d'Kompetenz huet, fir dës Fro ze regléieren.

Wat mir allerdéngs awer am Kontext vun der Cour constitutionnelle e bësse bedauern, ass, datt och no der Revisioun vun der Constitutioun de Renvoi préjudiciel duerch déi verschide Jurisdictionen déi eenzeg wierklech Méiglechkeet bleift, fir si ze saiséieren. D'Objektiv vun dëser Jurisdiction ass jo, d'Verweibarkeet vun de Gesetzter mat der Constitutioun ze iwwerpréieren. A mir sinn hei der Iwwerzeugung, dass eng Erweiderung um Accès zu der Cour constitutionnelle dësen Objektiv ënnerstëtze géif, esou wéi mir dat och an eiser Verfassung (veuillez lire: an eiser Verfassungsproposition) virgesinn hunn.

Déi geréng Zuel vun den Arrête vun der Cour constitutionnelle pro Joer schwätzt schonn eleng Bänn a steet ganz kloer als Zeechen dofir. Fir den Accès ze erweideren, kéint ee beispillsweis driwwer nodenken, verschiddenen Acteuren, wéi zum Beispill den Deputéierten, de Chambre-professionellen oder de Gemengen, am Virfeld vun engem Gesetz, also ganz kuerz, ier et a Kraaft trëtt, oder eebe ganz séier, nodeems et a Kraaft getrueden ass, d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Cour constitutionnelle ze saiséieren. Esou hätt een d'Méiglechkeet, déi Texter, wou Zweifele bestinn, séier iwwerpräiwen ze loossen.

Ech verweisen hei gär nach eemol op eis Proposition, déi ech gëschter virgestallt hunn, déi verschidde Méiglechkeete gëtt fir eng Erweiderung vum Accès zur Cour constitutionnelle.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et och ganz kuerz maachen. Merci dem Charel Margue fir dee gudden Schrëftlechen a mëndleche Rapport, a mir wäerten och eis Zoustëmmung ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.

#### Prise de position du Gouvernement

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President, a merci der ganzer Kommissioun, virop dem Rapporteur Charel Margue. Dir hutt elo hei ganz am Detail beliicht, em wat et geet an och nach eng Kéier an de Fokus gestallt, dass et u sech ee bis elo theoreetesche Problem ass, deen hoffentlech och theoreetesch bleift.

Nawell muss e gereegelt ginn, dat ass hei ausféierlech gemaach ginn. Dat ass den Objet vun dësem Gesetz. An ech mengen, dass dat elo kloer ass an dass et och gutt ass, dass mer dee Kader elo hei esou hunn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Justizminister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7960. Den Text steet am Document parlementaire 7960<sup>6</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7960 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7960 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Aehm), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 6. 8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation

Dee leschte Punkt vun haut de Moien ass de Projet de loi 8076, eng temporär Suspendéierung vum Deguerpissement. An d'Wuert huet direkt den honorablen Här Charles Margue als Rapporteur vun dësem Projet de loi.

#### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Voilà, dat ass de fënnefte Projet fir de Moien. Mir stëmme mat dësem Gesetzesprojet 8076 eng Dispositioun, déi virgesäit, dass Locataire, déi wéinst der Energiekris an der Inflation hire Loyer net kënnen bezuelen, net elo am Wanter riskéieren, op d'Strooss gesat ze ginn.

Dëse Gesetzesprojet gouf vun der Justizminister Sam Tanson déposéiert de leschten 3. Oktober. De Staatsrot huet eis säin Avis ginn déi lescht Woch, den 13. Dezember, mat enger Opposition formelle an enger Proposition de texte, wat eis et erméiglecht huet, an der Justizkommissioun vum 15. Dezember den ursprüngelechen Text an den ofgeännerten ze examinéieren. Mir hunn dunn och de Rapport genannt an de Rapport direkt ugeholl an där selwechter Sitzung, well mer gutt virbereet waren.

Erlaabt mer e puer Wieder, fir méi däitlech ze soen, em wat et hei geet. Mir liewen an enger Zäit vun Inflation, vun héijen Energiepräisser a méiglechem Kafkraaftverloscht. Mir riskéieren, eng Rei Mënschen ze verléieren, Mënschen, deenen et net esou gutt geet, déi Schwieregkeete kënnen kréien, fir hir Rechnungen zurzäit ze bezuelen an och hir Loyer a soss Wunnkäschten. An een, deen net bezilt, dee kann normalerweis gekënnegt kréien, a wann e seng Wunneng dann awer net verléisst, da kann en op d'Strooss gesat ginn.

Fir dat ze evitéieren, huet dëse Gesetzesprojet 8076 e Mechanismus, dee virgesäit, datt déi gekënnegt Locataire eng Requête beim Friddensrichter kënnen areeche, fir eng Suspensioun ze froen, déi bis den 31. März 2023 d'nächst Joer geet. Dës Demande muss natierlech begrënnt si mat den néidege Pabeieren, aus deenen ervirgeet, dass den Demandeur wéinst senger prekärer Situatioun, onofhängeg vu sengem Wëllen, keng aner Wunneng zu den aktuelle Locatiounspräisser ka fannen.

Hei d'Avisen – interessant, mee net iwwerraschend, jee nodeem, aus wéi enger Perspektiv een dëse Gesetzesprojet kuckt –: D'Huissieren, d'Dierwiechter

huelen dëse politesche Choix zur Kenntnes a positionéiere sech net zwëschent den Interesse vun de Proprietären an de Persounen, déi gekënnegt kréien.

D'Staatsbeamtekummer begréisst de generelle Standpunkt vum Legislatuer, d'Mënschen a Schwieregkeeten ze schützen, seet awer, dass den Demandeur muss begrënne kënnen, dass en a Schwieregkeeten ass.

D'Salariatskummer seet, dass e bessere Schutz vun de Locataire néideg ass a freet d'Regierung ze kucken, ob nom 31. März d'nächst Joer gegebenefalls d'Héicht vun den Energiepräisser net esou ass, dass dës Moosnam eventuell misst verlängert ginn.

D'Handelskummer ka verstoen, dass mer eng Trêve hivernale maachen, mee mir sollten oppassen, dass d'Proprietären net nach méi penaliséiert ginn an deem Sënn, dass hir Locataire ëmmer méi an hirer Schold sinn a wéineg Aussicht besteet, dës Suen enges Daags anzedreiwen. Dat ass d'Problematik vum Cumul bei engem, deen net ka bezuelen, deen ëmmer méi Schold krit.

An deem Avis steet och nach, dass et u Sozialwunnenge feelt an een dee Problem net léise kann op d'Käschte vun de Proprietären.

(Interruption)

An deem Sënn suggeréiert d'Handelskummer, ob dës geschëllte Loyer net vun der ëffentlecher Hand sollten iwwerholl ginn. Eng Suggestioun!

De Staatsrot reflektéiert dann och dës entgéintgesaten Interesse vu betraffene Locataire a Proprietären a kennt zur Konklusioun, dass déi gesetzlech Dispositioun muss esou kadréiert sinn, dass keen Abus geschitt, an dass d'Demande kloer begrënnt muss ginn. Et dierf also keen Automatismus doraus entstoen an all Grënn vu Kënnegung muss betruecht ginn. Zum Beispill kann et net sinn, dass ee Leit schützt, déi amgaange sinn, eng Wunneng ze degradéieren, oder dass een et dem Proprietär onméiglech géif maachen, a seng Wunneng ze goen, déi e fir sech selwer brauch. Dir kennt dës Iwwerleeunge vum Staatsrot a mengem Schrëftleche Rapport am Detail noliesen.

Mir hunn an eiser Sitzung vum 13. (veuillez lire: vum 15. Dezember) de Rapport eestëmmeg ugeholl gehat a jiddwereen, deen do war, war och averstane, dass mer elo keng weider Debatt maachen; mee dat hu mer elo geännert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

An dann huet den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

#### Discussion générale

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Charel Margue huet elo a sengem Rapport, wéi en déi verschidden Avisen opgezielt huet, ganz genau de Fanger op d'Wonn geluecht. Ech mengen, d'Realitéit vu Leit, déi mat den Enner net méi zesummekommen, ass do. Si ass batter, mir mussen deene Leit hëllefen, onbedéngt! Et ass schrecklech, wann s de däi Loyer net méi kanns bezuelen an da flitts de op d'Strooss. Dat där net geschéien!

Mee d'Léisung dovunner, do maache mir eis et awer einfach, wa mer déi op de Proprietär verschubsen. Well och de Proprietär huet Schwieregkeeten! Och de Proprietär huet héich Energiekäschten, och de Proprietär muss e Prêt rembourséieren, wou d'Zësen eropginn. Maache mer elo eng Kéier e Gesetz, wou mer soen, mir iwwerhuelen als Staat déi

Mensualitéiten, déi e Proprietär net ka bezuelen, well e kee Loyer méi kritzt?

Ganz richtig war och dee Rasonement: „De Problem gëtt ëmmer méi schlëmm.“ Wann ee kee Loyer méi bezilt a keng Charge-sociale méi bezilt während 6 Méint, 12 Méint, 24 Méint, op wéi vill summéiert sech dann déi Schold? Kann dee Mënsch déi jeemoools rembourseren, jo oder nee?

Duerfir wär eis Léisung ganz kloer – an ech weess, dat léisst sech net an engem Otemzuch maachen –: Et musse genuch Wunnechten zur Verfügung stoen, wou Leit, déi en Déguerpissement forcé hunn, kënnen ënnerkommen! Mee zweetens ass et um Staat, wann e wëll deenen aarme Leit hëllef, déi missten op d'Strooss gesat ginn, dann ass et um Staat, fir déi Arrieréen ze iwwerhuelen, an net um Privatproprietär, fir an de Ruin gedriwwen ze ginn!

Aus all deene Grënn wäerte mir als ADR dësen Text net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, Här Président, merci, dass Der eis erlaabt hutt, e puer Wiederer ze soen zu dësem Gesetz, obwuel et net virgesi war, well mir mengeschon, dass et awer wichteg ass, e puer Wiederer ze soen.

Mir sinn opmierksam gemaach ginn op dëst Gesetz virun zwou Wochen, wéi eng Famill eis kontaktéiert huet, déi effektiv riskéiert, elo ufank Januar op d'Strooss gesat ze ginn, mat hire Kanner! An du si mer mol kucke gaangen, wou dat heite Gesetz dru wär, an do hu mer festgestallt, dass dat jo ufank Oktober schonn deposéiert gi war. An do kënnen mer eis just wonneren, firwat den Avis vum Staatsrot esou laang gebraucht huet! Effektiv, dat ass jo elo onofhängeg vun der Chamber, mee mir hunn eis gewonnenert, firwat den Avis vum Staatsrot esou laang gebraucht huet.

A wéi mer en du bis gelies hunn, hu mer eis och gewonnenert iwwert déi Aussoen, déi do drastinn, an zwar, dass d'Locatairenen hei favoriséiert gi par rapport zu de Proprietären an dass si quasi en „traitement spécial“ (veuillez lire: en „traitement spécifique“) gemaach kruten, wéi et an hirem Avis steet. Ech ka mech wierklech just iwwer esou Propose wonneren, wa mer wëssen, dass d'Locatairenen de Maillon faible sinn um Wunnengsmarché, dass awer trotzdem d'Proprietäre souzesoen ..., also dass d'Relatioun tëscht de Proprietären an de Locatairé keng neutral Relatioun ass. Et ass jo net, wéi wann déi d'selwecht vill Pouvoir hätten. Also, ech mengen, et geet ganz kloer drëms, d'Locatairenen do virun ze beschützen, op d'Strooss gesat ze ginn. An natierlech, wa mer soen, dass mer se musse beschützen, da steet et ausser Fro, dass se am Wanter op d'Strooss gesat ginn!

A mir wonneren eis och e weíneg driwwer, dass de Staatsrot, wann e sou laang gebraucht huet, fir dësen Avis ze produzéieren, dee lo sou kuerzfristeg komm ass, engem jo quasi den Artikel opdrängt, dee mer jo elo mussen unhuelen. Fir eis wierkt dat awer e bësselche wéi esou en Zwang, wou mer elo mussen unhuelen, well mir sti lo virun der Vakanz. Natierlech wëlle mer dat Gesetz votéieren, well mer net wëllen, dass Leit op d'Strooss gesat ginn, mee mir hunn awer do trotzdem e bësselchen d'Gefill, dass do e bëssen e politesch Spill gespillt gouf, wou mer elo eigentlech viru fäerdegende Dote stinn a mir deen Artikel elo

esou mussen unhuelen, wéi en do steet, obwuel e verwässert gouf!

A wann een da liest, dass et jo effektiv och drëms geet, dass, wann de Proprietär a sengem eegene Besoin ass, fir déi Wunneng ze recuperéieren, dann d'Personen awer kann op d'Strooss gesat ginn, da soe mir eis, do steet awer dann d'Dier och wäit op fir eventuell Abusen, well et weess ee jo net genau: Wéi kann een dat Recht kontrolléieren, also och kontrolléiere goen, dass dee Besoin och wierklech existéiert an esou weider?

Also mir maachen eis immens Suergen, dass do awer eng Gefor besteet, dass d'Leit awer op d'Strooss gesat ginn, mat hire Kanner, am Wanter! Mir hu lo scho gesinn, wéi de Wanter schonn ugefaangen huet! Mir hu wierklech Problemer mat dësem Artikel, mir wäerten en awer matdroen, well natierlech musse mer dat dote stäerken. Mee, wéi gesot, ech mengen, et war wichteg, dass mer konnten e puer Wiederer dozou soen, well mer dat doten awer relativ problematesch fonnt hunn, dat Virgoe vum Staatsrot!

Villmoos merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch Sam Tanson.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci Iech alleguerten – also fir déi, déi elo hei hir Zoustëmmung ginn. Ech fannen et wichteg, dass mer an dësen Zäiten en zousätzleche Sécherheetsfilet abauwe fir déi Leit, déi missten hir Wunneng verlooosen, déi keng aner Wunneng fannen, vu déi Situatioun, déi mer awer kennen, mat de Präisser, déi generell an d'Luucht ginn – net nëmme d'Energiepräisser, mir hunn och eng héich Inflatioun –, an eebe mat de Schwierigkeeten um Wunnengsmarché, déi mer kennen.

Natierlech muss een ëmmer all d'Rechter an en Equilibre setzen. Bon, mir haten effektiv proposéiert, e bësse méi wäit ze goen, a wéi d'Madamm Oberweis et elo grad beschriwwen huet, war et elo e bëssen à prendre ou à laisser, well dat hei déi lescht Chamberswoch ass virun dem Enn vum Joer, a wann dat heiten nach soll iergendeen Effekt hunn, da wär et eebe wichteg, dass mer elo nach zu deem Vott kéinte kommen. An ech hätt natierlech och gäre gehat, wa mer deen Avis vum Staatsrot e bëssen éischer kritt hätten, fir datt mer dat och hätte kënnen am Detail gutt diskutéieren. Dat war leider elo hei net de Fall.

Ech sinn awer frou, dass mer deen heite Garde-fou nach kënnen dertësentschiben an eebe fir e puer Leit dann evitéieren, dass se op d'Strooss gesat ginn, wann dann déi Konditiounen vum Gesetz erfëllt sinn.

Merci Iech alleguerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8076. Den Text steet am Document parlementaire 8076.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8076 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy*

*Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## **7. Ordre du jour**

Da gëtt gefrot, datt mer den éischte Projet vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg elo nach géifen huelen, de Projet 7758.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

### **8. 7758 – Projet de loi portant**

**1) mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation et**

**2) modification de la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant 1<sup>er</sup> transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ;**

**2<sup>o</sup> modification du Code de procédure pénale ;**

**3<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale**

Da géif ech direkt d'Wuert fir den zweete Projet, wou et ëm d'Upassung vun der géigesäetger Unerkennung vun de Gel- a Beschlagnamungsdecisiounen geet, de Projet de loi 7758, dem Rapporteur ginn, dem honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission de la Justice**

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här Président. Ech versichen dann elo nach eng Kéier, als Netjurist e juristeschen Text esou duerzeleeën, dass e jiddwerengem ka kloer sinn. Voilà!

Mir hunn et erëm mat engem Projet de loi ze dinn, fir de juristeschen Arsenal géint Terrorismus a Geldwäsch international auszubauen. Et geet ëm en

Instrument vun Zesummenaarbecht an Unerkennung enner Form vun engem direkt uwendbaren an obligatoresche Reglement säit dem 18. Dezember 2020, also viru genee zwee Joer. Mir passen elo d'Lëtzebuerger Gesetzgebung un, fir dëst Instrument en matière pénale an eis Texter anzeféieren. Et geet ëm dat géigesäiteg Unerkennen an d'Ausféierung vun Decisiounen, wou eppes agefruer oder confiscuéiert gëtt, ob eng Verurteilung schonns gesprach ass oder eeben nach net gesprach ass.

Aus den Avisen, déi mer zum Projet de loi erakruten, geet ervir, dass schonn éischt Erfarunge mam Dispositif gemaach goufen – wéi gesot, et war e Règlement d'application directe –, an déi Erfarunge sinn duerchweeß positiv an d'Effikassitéit vum neien Handwierkseschier ass gutt a gëtt ennerstrach.

De Reglement viséiert, et méi einfach ze maachen, fir iwwert d'Grenzen eraus an der Europäescher Unioun Avoiren ze recuperéieren, a preziséiert d'Optiounen, déi d'Länner hu bei der Transpositioun.

Eng Décision de gel, dat heescht also, eppes anze-fréieren, huet als Zil ze verhënnere, dass déi Avoiren zerstéiert ginn, verschwannen, deplacéiert oder verännert ginn, fir dass se spéider kënnen confiscuéiert ginn, wann eng Verurteilung rechtskräfteg ass. Mir sinn hei also an enger preventiver Logik ennerwee, an dat, fir iwwert d'Grenzen ewech schnell an effikass kënnen ze reagéieren, ier et ze spéit ass, wann dann op eng Kéier sou Avoire „verschwonne“ wären.

Et ass en techneschen Dossier a wéi all Kéier, wann et transnational ass, wann et ëm d'Kooperatioun vun nationale Justizautoritéiten an d'Ëmsetzung vun Decisiounen geet, hu mer et mat enger gréisserer Komplexitéit ze dinn.

Wann eng Entscheedung geholl gëtt, Avoiren anze-fréieren, da gëtt dozou en Certificat ausgestellt vum Procureur général d'État. Et geet drëms, dass dësen Certificat vun de Memberstaate géigesäiteg unerkannt gëtt an esou d'Decisioun iwwert d'Grenze vum eegene Land eraus kann ausgeféiert ginn. Deen Certificat ass op Däitsch oder Franséisch ausgestellt, eng Iwwersetzung op Englesch ass awer och akzeptéiert. Den Certificat geet weider un en Untersuchungsriichter am betreffene Land, wou d'Avoire sinn, an dat ëmmer via de Procureur général. Et sinn also d'Procureuren, déi op béide Säiten de Brëfdréier vun deem Certificat sinn.

An den Artikelen 5 an 9 vum Projet de loi ass d'Lëscht festgehalde vun Infraktiounen, am Kader vun deene e Gel an/oder eng Confiscatioun kënnen geschwat ginn, hei e puer Beispiller, a mir sinn do an der Weiderféierung vun der Bekämpfung vu Schwéierkriminalitéit an Terrorismus, wéi mer et virdru schonn am Gesetzesprojet waren:

Et geet ëm Mënschen- an Organhandel, Vergewaltigung, et geet ëm sexuelle Mëssbrauch u Kanner oder Pedopornografie, et geet ëm Rassismus an Ausländerfeindlechkeet oder Drogenhandel an Trafick vun Hormonpreparater, ëm Passeuren, Terrorismus a Sabotage, Geiselnam, Entféierung an Homizid, et geet einfach ëm de Fait, Member vun enger krimineller Organisatioun ze sinn, et geet ëm Korruptioun, Fraude, Escroquerie, Erpressung, et geet ëm Wäisswäscherei, et geet ëm illegale Konschthandel, Geldfälscherei a Fälschung vun Dokumenter a Bezuelungsmittelen, Contrefaçon vu Produkter, et geet och ëm Cyberkriminalitéit, et geet ëm Ëmweltkriminalitéit, et geet ëm Trafick mat nuklearen a radioaktive Substanzen an et geet ëm Trafick mat Autoen, ganz banal.

Déi aner Artikelen beschreiwen d'Prozeduren, déi ze respektéieren sinn, esouwuel wa Lëtzebuerg eng Décision de gel/de confiscation ufreet, wéi och, wa Lëtzebuerg eng soll ausféieren op Demande vun engem aneren EU-Memberland.

Am Artikel 13 hu mer via Amendement an dësem Gesetzesprojet enger Demande vum Parquet général Rechnung gedroen, fir d'Gesetz vum 1. August 2018 ze modifizéieren, wou eng prozedural Lacune dra war. D'Detailer stinn a mengem schrëftleche Rapport.

Zum Werdegang: De Gesetzesprojet 7758 ass den 1. Februar 2021 vun der Justizminister Sam Tanson deposéiert ginn. Mir hunn den 10. Mäerz 2021 eis an der Kommissioun eng éischte Kéier dermat befaasst an de Rapport bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot war den 23. Mäerz 2021 do. Mir hunn de 6. Oktober zejoert doropshin an der Kommissioun eng Serie Amendementer ugeholl. De 17. Dezember 2021 krute mer den Avis complémentaire zu dësen Amendementen. Den 23. November dëst Joer hu mer deen Avis analyséiert an de 7. Dezember de schrëftleche Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Nieft den zwee Avisa vum Staatsrot krute mer och en Avis vun Barreau an ee vun de Justizautoritéiten. Den Detail ass zum Deel am schrëftleche Rapport an in extenso an den Documents parlementaires nozeliesen.

Ech soen Iech Merci fir de Moien a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt och no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt.

Fir d'éischt kritt awer nach d'Madamm Ministeresch d'Wuert.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, dat war och erëm ganz ausféierlech. Merci dem Rapporteur,

merci der Kommissioun. Ech mengen, deem gëtt et déi Kéier näischt bäizefügen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Ministeresch.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7758. Den Text steet am Document parlementaire 7758<sup>6</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7758 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7758 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes (par M. Max Hengel), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kennt haut de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 10.36 heures.)

## Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7011	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	86	Certificats de CO <sub>2</sub>	7060	Fernand Kartheiser, Fred Keup	93
Initiative pour l'emploi	7038	Marc Spautz	88	Radars sur la N7	7062	André Bauler	93
Vidéosurveillance au travail	7040	Marc Goergen	88	IRM à Grevenmacher	7063	Sven Clement	93
Effets indésirables des vaccins contre la Covid-19	7042	Jeff Engelen	88	Autorisation d'exercice pour les médecins à diplôme étranger	7064	Jeff Engelen	94
Publicité pour un livre par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	7043	Marc Goergen	89	Importation de produits alimentaires	7065	Jeff Engelen	94
Accès au marché du travail pour les demandeurs de protection internationale	7044	Paul Galles	89	Sécurité dans le cadre des chasses en battue	7066	Marc Goergen	95
Réintégration de bénévoles auprès du CGDIS	7045	Marc Goergen	89	Médicaments innovants	7067	Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf	95
Cours de premiers secours obligatoire dans le cadre de l'obtention du permis de conduire	7046	Jeff Engelen	89	Plan d'aménagement général	7068	Martine Hansen, Gilles Roth	96
Phases vertes des passages à piétons	7047	Marc Goergen	90	Équipe climat	7069	Marc Goergen	97
Médecin référent	7050	Mars Di Bartolomeo	90	Nouveau site de l'Administration des travaux publics à Marnich	7070	André Bauler	98
Étiquetage nutritionnel à code couleur	7052	Mars Di Bartolomeo, Tess Burton	91	Pont du contournement entre Schieren et Ingeldorf	7071	André Bauler	98
Voie de délestage à Echternach	7053	Carole Hartmann	91	Désactivation d'éoliennes	7072	Marc Goergen	98
Don d'organes	7054	Mars Di Bartolomeo	92	Subvention loyer	7074	Semiray Ahmedova	98
Primes à l'abattage de sangliers	7055	Martine Hansen	92	Dérogations aux sanctions contre la Russie	7079	Laurent Mosar	99
Lutte de la Caisse nationale de santé contre les abus et la fraude	7056	Mars Di Bartolomeo	92	Autorisation de mise sur le marché pour les médicaments	7100	Sven Clement	95
Achat de vaccins contre la Covid-19	7057	Sven Clement	93	Mise sur le marché de médicaments innovants	7192	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf	95
Déclaration du chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell	7059	Fernand Kartheiser	93				

**Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages** | Question 7011 (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous leurs responsabilités.

– Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Ministère de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) accorde différentes aides respectivement subventions, primes ou subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, à savoir :

– Subventions aux ménages à faible revenu et subvention du maintien scolaire (article budgétaire 10.3.34.061)<sup>1</sup> :

Une subvention aux ménages à faible revenu est allouée aux élèves ou parents d'élèves inscrits dans un établissement de l'enseignement secondaire public luxembourgeois ou dans un établissement d'enseignement privé sous régime contractuel suivant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, et vivant dans un ménage disposant de faibles revenus. La subvention est attribuée en fonction d'un indice social qui dépend de la composition de la communauté domestique et du revenu mensuel net du ménage. Elle est destinée à l'acquisition de matériel scolaire et à la participation aux frais d'activités périscolaires et parascolaires, et varie entre 662,28 € et 993,42 € (n. i. 877,01) par élève et par an.

Une subvention de maintien scolaire est accordée à l'élève en âge adulte se trouvant dans une situation de détresse psycho-sociale le poussant à quitter son

<sup>1</sup> L'article 2 de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, qui a été introduit par la loi du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation, constitue la base légale de la subvention pour ménages à faible revenu et la subvention de maintien scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire luxembourgeois. Règlement grand-ducal 19 octobre 2020 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive des fonctionnaires stagiaires relevant des différentes catégories de traitement auprès du Service de coordination de la Maison de l'orientation

domicile familial. La subvention de maintien scolaire est une subvention mensuelle, allouée en fonction de la situation financière de l'élève ; elle contribue à couvrir ses frais de vie, de loyer et de scolarité.

– Subventions diverses aux ménages, subsides au minerval de l'enseignement musical (article budgétaire 10.4.34.090)<sup>2</sup> :

Cette subvention est une aide qui a pour objet de prendre en charge le minerval conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et consiste en un remboursement de ce minerval aux parents ou tuteurs par l'État. L'élève, pour lequel l'aide est demandée, doit être inscrit dans un établissement tel que prévu par la loi et être âgé de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> septembre précédant l'année scolaire de référence. Le ménage dont fait partie l'élève doit disposer d'un revenu mensuel brut inférieur à trois fois et demi le salaire social minimum non qualifié, augmenté de 500 € pour chaque enfant de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> septembre précédant l'année scolaire de référence à partir du deuxième enfant.

– Prime de formation pour les apprentis inscrits aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles (article budgétaire : 11.3.34.052)<sup>3</sup> :

Cette prime est allouée si l'apprenant réussit les objectifs fixés aux cours et s'il se trouve sous contrat

<sup>2</sup> Loi du 27 mai 2022 portant :

1. Organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;  
2. Modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

<sup>3</sup> Article 20 de la loi modifiée du 16 mars 2007 portant 1<sup>o</sup> organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2<sup>o</sup> création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

d'apprentissage ou sous contrat de travail depuis au moins six mois.

– Indemnité de formation pour les personnes majeures de moins de 25 ans fréquentant les cours au Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) (article budgétaire 11.3.34.051)<sup>4</sup> :

Cette indemnité vise les personnes majeures de moins de 25 ans qui ne se trouvent pas sous contrat d'apprentissage et qui suivent leur formation dans le CNFPC.

– Soutien aux bénévoles : remboursement de frais de formation (article budgétaire 11.8.34.012) :

Les jeunes, qui obtiennent un brevet B ou C et qui s'engagent ensuite pendant au moins 12 mois bénévolement dans une organisation de jeunesse, peuvent demander un remboursement des frais de formation (250 € par brevet) auprès du Service national de la jeunesse (SNJ).

Actuellement, seuls les jeunes ayant passé leur brevet dans le cadre de leur bénévolat auprès des Lëtzebuerger Guiden a Scouten (LGS) et de la Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg (FNEL) remplissent les critères pour demander un remboursement des frais de formation. Cette possibilité de demander un remboursement des frais de formation est connue par les LGS et la FNEL dont les chefs informent les jeunes.

– Contribution aux parents assurant le transport scolaire non rémunéré d'élèves à besoins spécifiques (Article budgétaire 10.7.34.010) :

Tout élève à besoins spécifiques qui bénéficie d'une prise en charge spécialisée au sens de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, bénéficie de la gratuité du transport scolaire (cf. art. 8 de la loi citée). Celui-ci est organisé conjointement par les ministres ayant l'éducation nationale et le transport dans leurs attributions.

En pratique, l'Administration des transports publics (ATP) du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP) organise le service Mobibus (ancien CAPABS) et dispose des crédits budgétaires requis à cet effet. Les critères d'éligibilité des élèves à besoins spécifiques (EBS) au transport CAPABS sont définis de commun accord entre l'ATP du MMTP et le Service de la scolarisation des élèves à besoins spécifiques (S-EBS) du MENJE.

L'article budgétaire 10.7.34.010 est dès lors uniquement destiné à verser une contribution aux parents/représentants légaux d'un élève à besoins spécifiques qui assurent le trajet scolaire lequel ne peut pas être assuré par le transport Mobibus.

Nombre de bénéficiaires et coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Concernant l'article budgétaire 10.7.34.010 (Contribution aux parents assurant le transport scolaire non rémunéré d'élèves à besoins spécifiques), son origine remonte à plus de 30 ans, il s'avère difficile de renseigner sur le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de sa création. En effet, cet article budgétaire existait déjà en 1987 et s'intitulait : « 12.0.33.01 Contribution à des parents ayant à charge des enfants inadaptes et à des personnes assurant un transport non rémunéré d'enfants inadaptes ». Les informations et l'argumentaire lors de la création de cet article ne peuvent être retracés et les justifications utilisées pour argumenter le budget des années suivantes ne donnent pas de détails sur le nombre de bénéficiaires et se basent sur les valeurs et les dépenses des années précédentes.

Nombre d'ayants droit bénéficiant effectivement de ces aides et le coût budgétaire réel

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Raisons principales pour lesquelles des demandes ont été refusées

Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS)

Le demandeur doit répondre à un certain nombre de critères d'éligibilité prévues par le cadre légal et réglementaire. Quelque 1.200 demandes de subvention pour ménages à faible revenu sont refusées par année. La raison principale (70 %) est le dépassement du seuil de faible revenu fixé par règlement grand-ducal. Dix demandes de subvention de maintien scolaire ont été refusées au courant de l'année 2021/2022. Les refus sont généralement liés au fait que l'élève dispose de revenus suffisants pour subvenir à ses besoins.

Enseignement musical

Les demandes ont été refusées principalement pour les motifs suivants :

- les critères d'éligibilité n'étaient pas remplis (p. ex. enfants trop âgés, revenu mensuel des parents dépassant le seuil fixé) ;
- les dossiers de demande étaient incomplets, malgré des demandes de renseignement supplémentaires.

Service de la formation professionnelle (SFP)

En vue de l'obtention d'une indemnité de formation, des demandes ont été refusées pour les motifs suivants :

- le taux de fréquentation des cours d'au moins 80 % de la durée totale des cours n'a pas été respecté ;
- l'apprenti a arrêté sa formation.

Service national de la jeunesse (SNJ)

La demande de remboursement est refusée si le jeune ne s'est pas encore engagé bénévolement pendant au moins 12 mois après l'obtention du brevet.

Initiatives prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures/initiatives prévues à l'avenir

Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS)

Les parents d'élèves sont informés par écrit de la possibilité d'introduire une demande de subvention pour ménages à faible revenu. Le courrier d'information est généralement joint en fin d'année scolaire avec le bulletin ; sinon en début d'année avec les informations utiles faisant suite à l'inscription au lycée.

Les Services psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) des lycées rappellent aux élèves en début d'année scolaire que le questionnaire de demande peut être retiré en leurs locaux. Si besoin, les membres des SePAS accompagnent les familles dans les démarches administratives y liées.

Avec l'introduction, à la rentrée 2022-2023, de la gratuité d'un repas au restaurant scolaire du lycée – associée à l'octroi d'une subvention – les parents d'élèves ont été informés des démarches via bulletin d'information diffusé par courriel. Les élèves faisant face à une situation de détresse sont en contact avec le SePAS, qui les guide et les accompagne dans les diverses démarches, y compris pour la demande de subvention de maintien scolaire.

Le service responsable de la gestion de ces subventions envisage un plan de transformation numérique qui a pour ambition de rendre le recours à ces aides plus accessible, plus rapide, plus efficace et plus transparent.

Enseignement musical

À partir de l'année scolaire 2022-2023 (année budgétaire 2023) l'aide étatique pour subvenir au minerval de l'enseignement musical a été adaptée et élargie. L'article 19 de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical fixe le détail des modalités.

Par rapport au règlement grand-ducal du 14 décembre 2016 fixant les conditions et modalités de l'allocation d'une aide à l'enseignement musical dans le secteur communal, les adaptations, au bénéfice des parents/tuteurs, sont les suivantes :

- la limite d'âge de l'élève pour lequel l'aide est demandée est augmentée à 18 ans au 1<sup>er</sup> septembre précédant l'année scolaire de référence (14 ans auparavant) ;
- les parents/tuteurs dont le revenu mensuel brut ne dépasse pas le seuil de 3,5 fois le salaire social minimum non qualifié (augmenté de 500 € pour chaque enfant de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> septembre précédant l'année scolaire de référence, à charge à partir du 2<sup>e</sup> enfant) peuvent demander un remboursement intégral du minerval payé pour les cours ne tombant pas sous la gratuité instaurée par la loi :

- si le revenu mensuel brut dépasse le seuil fixé jusqu'à 10 %, 75 % du minerval payé sont remboursés sur demande des parents/tuteurs (nouveau) ;
- si le revenu mensuel brut dépasse le seuil fixé jusqu'à 20 %, 50 % du minerval payé sont remboursés sur demande des parents/tuteurs (nouveau).

Service de la formation professionnelle (SFP)

Depuis quelques années, le SFP s'engage à mettre en place une simplification administrative pour assurer que les aides reviennent aux personnes qui en ont besoin et pour lesquelles elles ont été instaurées. Dans ce contexte, la crise sanitaire de ces dernières années a eu un impact majeur qui a mené les agents du SFP à simplifier certaines démarches administratives.

Service national de la jeunesse (SNJ)

Les bénéficiaires potentiels sont les jeunes animateurs, détenteurs d'un brevet B et C. Ils sont informés sur le dispositif dans le cadre de leur formation. De plus, le site [www.animateur.snj.lu](http://www.animateur.snj.lu), un site de référence, informe sur le remboursement des frais de formation.

Transport scolaire d'élèves à besoins spécifiques

Chaque demande éligible est traitée par le service EBS et devient donc un droit réel pour les parents/représentants légaux qui assurent le transport scolaire de leurs enfants.

S'agissant d'un nombre très restreint de cas pour lesquels le service Mobibus ne peut pas assurer le transport scolaire des élèves, il n'y a pour l'instant pas eu d'initiatives prises pour mieux faire connaître ces mesures. Néanmoins, il est important de souligner que chaque centre de compétence travaillant en étroite collaboration avec les parents des élèves à besoins spécifiques garantit que les parents soient informés de leurs droits et de ceux de leur enfant, y compris les possibilités de transport ou de remboursement des frais, le cas échéant.

Le MENJE et le MMTP s'efforcent d'améliorer les conditions et la sécurité des élèves à besoins spécifiques pendant le transport scolaire. En effet, le MENJE et le MMTP ont convenu en 2021, en accord avec l'IGF, de mettre en place dans les transports Mobibus un service d'accompagnement en faveur des élèves à besoins spécifiques qui présentent des troubles de comportement graves ou des risques liés à l'état de santé. En 2021 et 2022 des conventions ont été conclues entre le MENJE et l'ASBL Doheem versuergt (HELP) ainsi qu'avec l'ASBL Arcus.

<sup>4</sup> Article 21 de la même loi

**Initiative pour l'emploi** | Question **7038**  
(20/10/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'après nos informations, la Fédération des maîtres marbriers, sculpteurs et tailleurs de pierres s'est retrouvée confrontée à une situation qui relève, selon elle, de la concurrence déloyale. En effet, la BeschäftigungsInitiativRéimecherKanton (BIRK) qui est une association sans but lucratif dont l'objectif est de faciliter le retour sur le marché de travail à des chômeurs de longue durée, aurait distribué ces derniers jours un flyer dans les boîtes aux lettres de plusieurs communes par lequel l'initiative pour l'emploi propose un service de nettoyage de pierres tombales.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Quelle est son appréciation de la situation ?

– Est-ce que la séparation des tâches entre les initiatives pour l'emploi et les entreprises mériterait d'être précisée ?

– Comment est-ce que ce type de situation pourrait être évité à l'avenir ?

**Réponse** (17/11/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'honorable Député relate l'information selon laquelle la Fédération des maîtres marbriers, sculpteurs et tailleurs de pierres aurait épingle une situation de concurrence déloyale résultant d'un service de nettoyage de pierres tombales offert par l'initiative sociale en faveur de l'emploi BeschäftigungsInitiativRéimecherKanton (BIRK) dans plusieurs communes situées dans le canton de Remich.

Je peux confirmer à l'honorable Député qu'un tel courrier a été adressé par la fédération patronale à l'association sans but lucratif BIRK et que j'en ai reçu copie.

En principe, le ministère veille à ce que les prestations fournies par les initiatives sociales ne créent pas de situation de concurrence déloyale face aux entreprises de l'économie marchande.

Ainsi, les articles L.593-2 et suivants du Code du travail prévoient que toutes les activités proposées par les initiatives sociales en faveur de l'emploi soient soumises à la condition légale de l'obtention d'un agrément ministériel. En pratique, ces agréments sont renouvelés chaque année sur base d'une demande d'agrément introduite par l'initiative sociale qui fait l'objet d'une analyse de la part des agents de mon ministère, en s'appuyant sur un avis émis par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Aussi, les conventions de coopération conclues entre l'État et les initiatives sociales stipulent que les activités doivent être de nature non concurrentielle. Or, il n'est pas exclu que sous l'intitulé d'une activité agréée (comme par exemple les services dits « de proximité » offerts par de nombreuses initiatives sociales) se cachent plusieurs sous-activités qui ne sont pas limitativement énumérées dans la demande d'agrément, mais regroupées sous une dénomination plus générique.

Afin de limiter le cercle des clients potentiels, la plupart des initiatives sociales a d'ailleurs introduit des critères d'accès aux prestations offertes qui définissent, soit des catégories spécifiques de clients pouvant prétendre aux services offerts par les initiatives (par ex. personnes âgées, personnes à mobilité réduite), soit la quantité des prestations pouvant être sollicitées par un client ou un ménage sur une période donnée afin de limiter l'impact des activités sur l'économie marchande.

Je donne également à considérer que les activités socio-économiques organisées par les initiatives

sociales en faveur de l'emploi doivent contribuer à la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi y assignés par l'ADEM et que partant, il va de soi que ces activités doivent contribuer à rapprocher les bénéficiaires du premier marché du travail. Dès lors, ces activités ne peuvent être de nature purement occupationnelle, mais doivent permettre de transmettre aux bénéficiaires des savoirs et des compétences techniques et sociales recherchés par les employeurs du premier marché du travail. Cependant, il n'est pas toujours aisé d'identifier les activités socio-économiques et de réinsertion professionnelle qui répondent aux impératifs parfois divergents que sont la proximité des activités exercées avec la réalité du premier marché de l'emploi, d'une part, et leur caractère a priori non concurrentiel, d'autre part.

Aussi, la participation aux marchés publics est interdite aux initiatives sociales (à l'exception des soumissions qui visent spécifiquement l'insertion de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM et bénéficiant d'un encadrement socioprofessionnel).

Par ailleurs, je rappelle à l'honorable Député que les initiatives sociales ne sont pas financées à 100 % à travers des deniers publics, mais qu'accessoirement, ces dernières doivent générer des recettes propres afin de couvrir une partie de leurs frais de fonctionnement. Les tarifs ainsi pratiqués doivent donc être justifiés par rapport aux prestations offertes, de même qu'ils doivent être fixés de manière à éviter de créer des situations de concurrence déloyale par rapport aux prix du marché.

Enfin, je tiens à signaler que selon les termes de la loi (Art. L.592-1 du Code du travail), tous les employeurs peuvent demander un agrément en tant qu'initiative sociale en faveur de l'emploi leur permettant d'embaucher et d'encadrer des demandeurs d'emploi assignés par l'ADEM et de bénéficier des aides financières accordées à cet effet.

Sous le bénéfice des remarques qui précèdent, mon ministère continuera à veiller à ce que les activités déployées par les initiatives sociales en faveur de l'emploi maintiennent leur caractère non lucratif et non concurrentiel.

**Vidéosurveillance au travail** | Question **7040**  
(20/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'Plattform heise.de mell, huet een hollänneschen Aarbechter viru Gericht Schuedenersatz zouggesprach kritt, well en onrechtméisseg entlooss gouf. Den Aarbechter hat sech geweigert, während dem ganzen Aarbechtstag seng Webcam vum Computer unzehunn. Schonn am November 2017 hat den ECtHR, den europäesche Mënscherechtshaff festgeluecht, dass eng Iwwerwaachung op der Aarbechtsplaz muss duerch besonnesch Grënn néideg gemaach ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Goufen et zu Lëtzebuerg schonn Urteeler zur Videoiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz?

2. Ass een Aarbechter zu Lëtzebuerg ofgesécher, falls en sengem Patron géif eng Daueriwwerwaachung per Webcam verweigeren? Wa jo, duerch wéi eng gesetzlech Dispositiounen?

Wann nee, ass geplangt, esou ee Schutz anzeféieren?

**Réponse** (22/11/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den aktuelle System vu Kollekt vu Statistiken erlaabt et net, eng Recherche ze maache just mam Wuert Videoiwwerwaachung.

Dofir ginn et keng fiabel Donnéeën iwwer Zuele vun Urteeler zur Videoiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz.

Et kann een awer op 3 rezent Decisioune vum Tribunal du travail verweisen:

18 décembre 2017, E-TRAV-261/16;

5 novembre 2019, rép. n° 2569/19, E-TRAV-28/18;

4 mai 2021, rép. n° 942/2021, E-TRAV-30/19.

ad 2. D'Bestëmmunge vum Aarbechtsgesetzbuch gesi vir, datt den Traitement vu perséinlechen Donnéeë fir d'Iwwerwaachung vun de Mataarbechter am Kader vun de Beschäftigungsbeziéunge vum Employeur nëmmen an deene Fäll, déi duerch d'Bestëmmunge vun der Dateschutzreegelung ofgedeckt sinn, méiglech sinn.

D'Dateschutzreegelung gesäit vir, dass den Traitement nëmme legal ass, wann op d'mannst eng vun de folgende Konditiounen erfëllt ass:

a) déi betraffe Persoun huet dem Traitement vu senge perséinlechen Donnéeë fir eng oder méi Finalitéiten zougestëmmt;

b) den Traitement ass néideg fir d'Exekutioun vun engem Kontrakt, deen déi concernéiert Persoun betréfft;

c) den Traitement ass néideg, fir eng gesetzlech Verpflichtung ze respektéieren, déi de Responsable vum Traitement muss uwenden;

d) den Traitement ass néideg, fir d'vital Interesse vun der betraffener Persoun ze schützen;

e) den Traitement ass néideg fir den ëffentlechen Interessi oder d'Ausübung vun der ëffentlecher Autoritéit, déi de Responsable vum Traitement muss respektéieren;

f) den Traitement ass néideg fir d'legitim Interesse, déi vum Responsable vum Traitement verfollegt ginn, ausser d'Interessen oder d'fundamental Fräiheeten a Rechter vun der betraffener Persoun verlaangen, dass déi perséinlech Date muss geschützt ginn, besonnesch wann déi betraffe Persoun e Kand ass.

Zusätzlech zu der betraffener Persoun muss den Employeur d'Personaldelegatioun, oder, wann et där keng gëtt, d'Aarbechtsinspektioun iwwer den Traitement vu perséinlechen Donnéeë fir d'Iwwerwaachung vun de Mataarbechter am Kader vun de Beschäftigungsbeziéungen informéieren.

Dës Informatiounen enthalen eng detailléiert Beschreibung vun der Finalitéit vum Traitement, souwéi d'Prozedure fir d'Ëmsetzung vum Iwwerwaachungssystem an d'Dauer oder d'Critère fir d'Conservatioun vun den Donnéeën, souwéi e formellen Engagement vum Employeur, fir d'Daten nëmme fir déi bestëmmte Finalitéit ze benotzen.

D'Personaldelegatioun, oder déi betraffe Mataarbechter kënnen, innerhalb vu fofzëng Deeg no der Informatioun, d'national Dateschutzkommissioun froen, ob den Traitement vu perséinlechen Donnéeë fir d'Iwwerwaachung vun de Mataarbechter am Kader vun de Beschäftigungsbeziéunge legal ass.

Déi betraffe Mataarbechter hunn och d'Recht, eng Plainte bei der nationaler Dateschutzkommissioun ze maachen. Esou eng Plainte ass weeder e seriëe Grond oder e legitimme Grond, fir kënnen entlooss ze ginn.

**Effets indésirables des vaccins contre la Covid-19** | Question **7042** (21/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Um Covidsite vun der Regierung ass zu den Niewewirkunge vun deene verschiddenen Impfstoffe ënner anerem dat hei ze liesen: D'Niewewirkunge kënnen entweeder „manner uerg“ sinn (licht bis



mëttel Intensitéit) an no e puer Deeg verschwannen, oder „uerg“ (well se zu enger Hospitalisatioun oder enger Verlängerung vun der Hospitalisatioun féieren, liewensbedroech sinn, zum Doud féieren, zu enger laangfristeger oder schwéierer Invaliditéit oder Behënnerung, oder enger Anomalie oder kongenitaler Feelbildung féieren).

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Minister eng aktuell Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Lëtzebuurger Bierger säit dem 1. Januar 2021 eng „manner uerg“ Niewewirkung, wéi vill eng „uerg“ Niewewirkung erlidden hunn a wéi vill der un der Impfung gestuerwe sinn? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi vill Patienten, deenen hir Niewewirkungen als uerg agestuuf goufen, hu missen hospitaliséiert ginn, wéi vill der bleiwend gesondheetlech Schied dovugedroen hunn, wéi vill der kierperlech handicapéiert bleiwen a wéi vill vun hinnen als invalid agestuuf ginn?

**Réponse (16/11/2022) de Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Detailléiert Informatiounen betreffend all d'Niewewirkungen, déi fir Covid-19-Impfungen gemellt goufen, gi reegelméisseg an de Pharmacovigilance-Berichter vun der Division pharmacie et médicaments publizéiert. Dës Berichter sinn ëffentlech verfügbar um InfoVAXX ënner folgendem Link: <https://covid19.public.lu/fr/vaccination/infovaxx.html>.

De leschte Bericht (Rapport 14: Suivi des effets indésirables des vaccins) gouf den 18. Oktober 2022 publizéiert. Dëse Bericht enthält d'Zuele vun den Niewewirkungen no Schweregradskriterien (Doudesfall, Liewensbedrohung, Hospitalisatioun, medezinesch bedeitend, Incapacitéit oder Invaliditéit), déi zu Lëtzebuerg deklaréiert goufen, zanter dem leschte Bericht souwéi kumulativ zënter dem Ufank vun der Impfcampagne.

**Publicitéit pour un livre par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | Question 7043 (21/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Den 18. Oktober huet am Cercle Cité een Evenement vum Mobilitéitsministère zum Thema „Eng aner Mobilitéit fir liewenswäert Stied“ stattfonnt. Am Virfeld vun dësem Evenement gouf Reklamme fir d'Buch vun enger vun der Riednerinne via de Mobilitéitsministère gemaach. Et goufen eng Affiche a Social-Media-Posts vum Buch duerch de Ministère verbreet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Huet de Ministère d'Affiche mam Titel „So geht Mobilitéit fir alle“ intern hiergestallt oder Externer fir dës Affiche bezuelt? Wa jo, wat war hei de Käschtepunkt?
2. Wou gouf dës Affiche iwwerall vum Ministère publizéiert?
3. Huet de Ministère Geld investéiert, fir dëst Buch per Social-Media-Ads ze pushen?
4. Wat waren d'Krittären, no deenen entscheet gouf, fir dëst Buch ze féerden?
5. Gouf d'Autorin vum Buch vum Mobilitéitsministère fir d'Publicitéit vum Buch oder d'Participatioun um Evenement am Cercle Cité bezuelt?
6. Kritt de Staat een Deel vun der Provisioun pro verkaaft Buch?

**Réponse (14/11/2022) de M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op Invitatioun vum Mobilitéitsministère ass d'Katja Diehl, eng Expertin aus dem Mobilitéitssecteur, op Lëtzebuerg komm. Zil war et, eent vun den Theemen, déi am Kader vum Plan national de mobilité eng wichteg Roll spillen, nämlech de Leit Alternativen zum Privatauto unzebidden, zesumme mat hir als Expertin a Beroderin ze belichten an ze beschwätzen. De Ministère gesäit et als seng Roll un, eng konstruktiv Diskussioun iwwert d'Mobilitéit ze féerden. Nieft der Madamm Diehl an dem Minister hunn un der Podiumsdiskussioun als Riedner d'Präsidentin vun enger lëtzebuergescher NGO an ee Professor vun der Uni Lëtzebuerg deelgeholl. D'Madamm Diehl, déi haaptberufflech Riednerin a Schrëftstellerin ass, huet vun der Geleeënheet profitéiert, hiert neit Wierk am Kader vun der Podiumsdiskussioun am Cercle Cité virzestellen.

Am Beräich Kommunikatioun ass et normal, en Event ze promovéieren, fir de Public ze sensibiliséieren. Objet vun dëser Promotioun war eng Podiumsdiskussioun zum Thema „Eng aner Mobilitéit fir liewenswäert Stied“. Op der Affiche ass d'Madamm Diehl als prominent Gaaschtriednerin an als Schrëftstellerin virgestallt ginn, a wéi bei Schrëftsteller üblech, ass an deem Kontext hiert bekanntest Wierk genannt ginn. 340 Euro huet de Mobilitéitsministère ausginn, fir d'Veanstaltung während 9 Deeg an de soziale Medien ze „boosten“. D'Autorin krut 900 Euro fir hir Participatioun. Donieft goufen, wéi et sech an esou Situatiounen gehéiert, och d'Käschte vum Hotel a vum Trajet iwwerholl. Op der Internetsäit vum Katja Diehl (<https://katja-diehl.de/alle-infos-zu-meinem-buch-autokorrektur/>) kann nogelies ginn, dass d'Schrëftstellerin fir Liesungen an der Regioun 900 Euro netto fret, grad wéi dass d'Organisateure fir d'Transport- an d'Iwweruechtungskäschten opkomme mussen.

**Accès au marché du travail pour les demandeurs de protection internationale | Question 7044 (21/10/2022) de M. Paul Galles (CSV)**

L'accès au marché du travail pour les demandeurs de protection internationale (DPI) est réglé par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. La seule possibilité d'accès au marché de l'emploi pour un DPI, est d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire (AOT). Elle ne peut être sollicitée que six mois après le dépôt de la demande de protection internationale, à condition que la demande d'asile soit toujours en cours de procédure.

Partant de ce constat, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Gouvernement a-t-il l'intention d'abandonner l'exigence des 6 mois, après le dépôt de la demande de protection internationale, pour l'obtention de l'AOT ?

L'ADEM intervient dans cette procédure par un avis consultatif sur la demande d'AOT adressée au Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'immigration. C'est à dire que l'ADEM vérifie si le poste pourrait être occupé par des demandeurs d'emploi déjà inscrits auprès de cette administration.

2) Le Gouvernement compte-t-il abolir la procédure de test du marché dans le cadre de l'obtention de l'AOT ?

3) Afin de faciliter l'employabilité des demandeurs de protection internationale, est-ce que le Gouvernement pourrait faciliter leur accès aux offres de formation professionnelle de l'ADEM ?

**Réponse (17/11/2022) de M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Non, le Gouvernement n'envisage pas d'abandonner le délai des 6 mois en question.

ad 2) Un avant-projet de loi est en cours de préparation au niveau ministériel prévoyant a priori l'abolition du test du marché dans le cadre de l'obtention de l'AOT 6 mois après le dépôt de la demande de protection internationale.

ad 3) Les demandeurs de protection internationale (DPI) ne peuvent pas s'inscrire à l'ADEM et ne peuvent donc pas bénéficier des services offerts (y compris l'accès aux formations de l'ADEM). Une modification de cette réglementation n'est pas prévue.

Pour rappel, dès l'obtention du statut de protection internationale, les bénéficiaires peuvent s'inscrire à l'ADEM et profiter de l'offre de cette dernière.

**Réintégration de bénévoles auprès du CGDIS | Question 7045 (24/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Beim CGDIS gi Fräiwëlleger gesicht. Och ass et net onüblech, dass eng Persoun wéinst perséinleche Grënn eng Paus muss aleeën an awer spéiderhin erëm wéll aktiv ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi eng Kéier beim CGDIS aktiv waren, hunn an deene leschten 3 Joer eng Demande gestallt fir erëm beim CGDIS aktiv ze ginn?

2. Wéi vill vun deenen Demandë goufen akzeptéiert?

3. Wéi vill vun dësen Demandë goufe refuséiert? Mat wat fir enger Begrënnung?

**Réponse (24/11/2022) de Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Laut den Informatiounen vum CGDIS ginn zu de gestalltene Froen keng spezifesch Statistiken opgestallt, soudatt et net méiglech ass, fir genee dorop ze äntweren.

Grondsätzlech kann een awer soen, datt

– Persounen, déi wéinst perséinleche Grënn eng Paus wëllen aleeën, net mussen aus dem CGDIS austrieden, mee d'Méiglechkeet hunn, eng Suspension temporaire vu maximal 5 Joer unzefroen. De Moment profitéieren 113 fräiwëlleg Pompjeeë vun dëser Mesure;

– Persounen, déi aus dem CGDIS ausgetruede sinn, nees kënnen Member ginn, wa si d'Konditiounen vum Artikel 9 vum groussherzogleche Règlement vum 15. Juni 2018 iwwert déi fräiwëlleg Pompjeeë vum CGDIS erfëllen.

**Cours de premiers secours obligatoire dans le cadre de l'obtention du permis de conduire | Question 7046 (24/10/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Wéi een am Bichelche „Luxembourg en chiffres 2022“ vum Statec noliese kann, goufen et am Joer 2021 insgesamt 1.266 Affer am Stroosseverkéier: 1.242 Blesséierter (dovun 267 schwéier Blesséierter) a 24 Doudesaffer. Obschonn d'Zuel vun den Doudesaffer am Stroosseverkéier an deene leschte 40 Joer konstant erofgaangen ass, ginn et all Joer Mënschen, déi no engem Accident gestuerwe sinn, well keng Éischt

Hëllef gelescht konnt ginn, oder well se net séier genuch gelescht konnt ginn.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Aus wéi enge Grënn ass et fir Leit, déi de Führerschäi maachen, bis haut net obligatoresch, en Éischt-Hëllef-Cours ze maachen?

2. Kann d'Regierung preziséieren, ob envisagéiert gëtt, esou een obligatoreschen Éischt-Hëllef-Cours anzeféieren? Wa jo, vu weem géifen déi Coursen organiséiert ginn? Wieren déi Course gratis?

**Réponse** (24/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorablen Deputéierte sech Froen iwwert d'Aféiere vun Éischt-Hëllef-Coursen am Kader vun der Führerschäin-ausbildung.

An dësem Zesammenhang erlabe mir, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1998 vum 11. März 2020 ze verweisen.

Et ass elo awer esou, dass déi Europäesch Kommission ugekënnegt huet, fir déi europäesch Führerschäindirektiv (2006/126) wëllen ze iwwerschaffen. Am Kader vun dësen Aarbechte wäerten och eng ganz Rei Ännerungen, wat d'Führerschäin-ausbildung ugeet, kommen, z. B. fir den Entwécklungen am Automobilsberäich Rechnung ze droen. Dës Aarbechte sollten eigentlech schon ofgeschloss sinn, mee och hei koom et duerch d'Pandemie zu Retarden. D'Kommission huet den neien Text elo fir 2023 ugekënnegt.

Well am Kader vun der Transposition vun dëser Direktiv d'Führerschäin-ausbildung hei zu Lëtzebuerg wäert mussen ugepasst ginn, wäerten och dann an deem Kontext d'Gespräicher lafe fir eng eventuell Éischt-Hëllef-Ausbildung am Kader vun der Führerschäin. Et ass deemno elo nach ze fréi fir kënne ze soen, ob dat méiglech wier a wéi déi genee kéint ausgesinn.

**Phases vertes des passages à piétons** | Question **7047** (24/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Gemengeconseiller François Benoy huet op Twitter e Video gepost, op deem eng Foussgängerluucht ze gesinn ass, déi grad mol e puer Sekonne fir Foussgänger gréng ass. Am Video gesäit een och, dass eng fit Persoun grad esou iwwert d'Strooss kënnt, iert d'Luucht nees rout gëtt.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ginn et fest Krittären, wéi laang eng Foussgängerluucht fir Foussgänger muss gréng sinn, zum Beispill baséierend op der Breet vun der Strooss? Wa jo, wéi eng sinn dat? Wann nee, firwat net?

2. Falls d'Äntwert op d'Fro 1 jo ass, gëtt kontrolléiert, ob dës Krittären och tatsächlech agehale ginn? Falls nee, firwat net?

3. Gëtt beim Astelle vun de Foussgängerluuchten dorop opgepasst, ob dës och fir Leit mat enger Behënnerung oder fir eeler Leit, déi net méi esou schnell ze Fouss sinn, ze packen ass?

**Réponse** (29/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Zu Lëtzebuerg gi Foussgänger-, Vëlos- a Verkéiersluuchten no der „Richtlinie für Lichtsignalanlagen“ (FGSV) an no EN-Normen, souwéi DIN-Normen geplangt. D'„Richtlinie für Lichtsignalanlagen“ gesäit effektiv fir all Verkéiersparticipant eng

Mindestfräigabezäit (gréng) vir, fir kënne ee signalgeregelten Iwwergang oder Knuetpunkt ze iwwergoen. Duerno ass och fir all Verkéiersparticipant eng Iwwergangszäit (am Prinzipp orange) virgesinn, fir dass d'Participanten d'Konfliktflächen (den Iwwergang oder Knuetpunkt) net méi betriede sollen an dës och virum der Spärzäit (rout) nach raume kënne.

Beim Foussgänger-/Vëlosiwwergang ass et elo esou, dass de Foussgänger/Vëlosfuierer zum Schluss rout ugewise kritt, wann en sech nach um Iwwergang befënnt. Dat kënnt doduerch, dass déi entsprecheend Luucht, aneschtens wéi beim motoriséierte Verkéier, hannert der Konfliktfläch läit an dass de Signalgeber och schonns fir d'Iwwergangszäit rout uweist (et gëtt bei der Foussgänger-/Vëlosfuiererluucht keen orangé Signalgeber). Dat bedeit awer just, dass da kee weidere Foussgänger den Iwwergang soll betrieden an déi aner Foussgänger dës raume sollen.

Et ass awer och virgeschriwwen, dass iwwert ee Puffer – eng „Tëschenzäit“ – all Verkéiersparticipant, dee sech souguer ganz zum Schluss vun der Fräigabezäit nach op d'Konfliktfläch begëtt, dës trotzdeem nach ouni Gefor virum Antreffe vun konfliktsuelle Verkéiersstrom raume kann. D'Foussgänger um Iwwergang hunn also ëmmer genuch Zäit, fir dës komplett ze iwwergoen.

Wat d'Mindestfräigabezäit betrëfft, muss dës fir d'Foussgänger mindestens sou laang sinn, dass eng Persoun sech (mat enger Geschwindegkeet vun 1,2 m/s) bis an d'Hallschent um Iwwergang beweegen kann. Ouni elo Informatiounen iwwert d'Planung bei den aneren Exploitanten ze hunn, ginn d'Gréngzäiten an den Neiplanungen a Moderniséierung vum der Stroossebauverwaltung trotzdeem am Normalfall méi komfortabel fir d'Foussgänger geplangt, soudatt si eng Fräigabezäit hunn, fir mindestens 2/3 vum Iwwergang hannert sech ze leeën.

Op Plazen, wou ee Foussgänger iwwergang sech an der Géigend vun enger Schoul, engem Alters- oder Blannenheim befënnt, plangt d'Stroossebauverwaltung d'Gréngzäite vum Iwwergang prinzipiell sou, dass et fir dës Persounen méi agreabel ass iwwer d'Strooss ze goen (verlängert Gréngzäit).

ad 2. Dës Mindestgréngzäite ginn an de Programméierung vun de Luuchtenanlagen sou agestellt, dass dës net kënne ënnerschratt ginn.

ad 3. Bei der Stroossebauverwaltung si säit 2017 bei all neie Projeten (entsprecheend der DIN 32981) d'Foussgänger iwwergang mat engem speziellen Taster equipéiert, dee „personnes à mobilité réduite“ (eeler Persounen oder Persounen mat enger Behënnerung) drécke kënne. Wann een deen Taster, dee sech ënert dem Foussgängertaster befënnt, betätegt, gëtt d'Gréngzäit sou erhéicht, dass ee fir déi ganz Breet vun der Strooss gréng huet. Dobäi ginn och akustesche Signalgeber fir Sehbehënnerter aktivéiert.

**Médecin référent** | Question **7050** (24/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Introduit par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, le médecin référent a pour mission notamment d'assurer une prise en charge et un suivi coordonné des patients.

Alors qu'il a été accueilli favorablement à sa création, le projet a tendance à piétiner et le nombre de patients adhérent à cette relation privilégiée entre le patient et son médecin de confiance reste modeste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes :

1) Quelles sont les raisons du succès modeste de ce projet ambitieux ?

2) Par quels voies et moyens le projet du médecin référent sera-t-il relancé dans l'intérêt de la meilleure gestion possible du dossier de soins partagé et d'une guidance optimale du patient ?

**Réponse** (22/11/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Le dispositif du médecin référent a été introduit par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé. L'idée était d'introduire sur une base volontaire un médecin référent qui pourrait coordonner et mieux organiser les soins dispensés au patient, en parallèle avec l'outil de la coordination des soins qu'est le dossier de soins partagé du patient. Ce médecin serait le médecin du premier recours, le premier maillon dans la chaîne du parcours de soins du patient. En suivant ses patients sur la longue durée, il serait le mieux placé pour les conseiller dans les démarches de soins à entamer, pour leur indiquer les spécialistes les mieux adaptés à leur état de santé et pour faire un suivi de prévention et de dépistage de diverses maladies. En se concertant avec les autres médecins consultés par l'assuré, il pourrait assurer une organisation et une utilisation plus cohérente du système de santé. De cette manière les doubles emplois, la surconsommation de médicaments ou les contre-indications pourraient être évités. Il en aurait été de même du recours systématique et non nécessaire aux services d'urgence et policliniques. En contrepartie, le médecin référent se verrait rémunérer le suivi régulier du dossier de soins partagé.

Au moment de sa mise en place, le dispositif du médecin référent avait été inscrit dans une phase probatoire avec l'institution d'une commission d'évaluation du dispositif du médecin référent et une période de validation provisoire venue à échéance au 30 juin 2015. Au terme de ladite phase test, les parties à la convention (CNS et AMMD) ont convenu d'un commun accord d'apporter certaines modifications à l'étendue du dispositif du médecin référent. Ainsi, les parties se sont mises d'accord de limiter l'accès au médecin référent qui n'est désormais qu'ouvert que pour les patients atteints d'une affection de longue durée (ALD).

ad 1) Actuellement, environ 160 médecins référents sont à la base d'approximativement 15.000 déclarations dans le dispositif MR. Par contre, seulement 11 % des patients qui ont une ALD au Grand-Duché de Luxembourg sont effectivement déclarés comme tels.

Parmi les principales raisons du faible succès on peut citer :

1. Les processus d'une demande de statut de médecin référent et de déclaration d'une ALD sont complexes, chronophages, et encore majoritairement sur papier. Cette complexité des processus de déclaration est aggravée par un manque d'intégration entre les différents outils utilisés par les médecins.

2. Le déploiement du dossier de soins partagé, prérequis indispensable à la bonne utilisation, mais aussi à la pertinence du dispositif, ne bénéficie pas d'une utilisation optimale aussi bien par les patients que par les médecins.

3. Pour les patients, il n'existe aucun incitatif significatif pour les encourager à intégrer le dispositif.

4. Il n'existe pas de parcours de soins partagé entre les différents acteurs, pour une même ALD.

ad 2) Les principes de la vision de la prise en charge des patients avec une ALD et du rôle du médecin référent à l'horizon 2030 au Grand-Duché de Luxembourg pourraient s'articuler autour de 5 points clés :

1) Fonder le modèle clinique lié au dispositif des ALD sur un principe d'équité.

Pour aller vers un paradigme reposant sur l'équité, la société se porte solidaire envers les patients qui ont

une forte consommation de soins tout au long de leur vie tout en responsabilisant le patient qui devient un acteur de sa santé. Et des modalités de prise en charge préférentielles sont instaurées pour les patients atteints d'une affection de longue durée.

2) Orienter les parcours de soins basés sur des bonnes pratiques d'une médecine fondée sur les faits et orientés à l'amélioration des résultats de santé.

Les parcours de soins sont partagés à l'échelle du Grand-Duché de Luxembourg grâce :

– aux recommandations, à partir desquelles le duo patient-médecin élabore ensemble les parcours les plus adaptés aux besoins du patient, et ce dans une forte logique de responsabilisation du patient afin de favoriser l'autonomisation ;

– aux parcours de soins comme support d'éducation à la santé de son patient, afin que celui-ci comprenne l'intérêt clinique de chacune des étapes de son parcours, et ainsi s'y implique davantage ;

– à une logique de valeur et basée sur des recommandations internationales d'une médecine fondée sur les faits, avec un suivi des résultats cliniques pour ces parcours de soins ;

– à une orientation vers les activités qui produisent les meilleurs résultats possibles en matière de santé (le résultat), c'est-à-dire les plus pertinents pour le patient et pour chaque dépense encourue ;

– à une coordination des parcours entre les différents professionnels de santé qui s'inscrivent dans une logique de collaboration, avec comme acteur principal du parcours le médecin référent.

3) Le médecin référent est la pierre angulaire d'une prise en charge multidisciplinaire du patient avec une ALD.

Il a pour rôle principal de superviser le parcours de soins du patient, afin que celui-ci bénéficie de la meilleure prise en charge possible, et ce dans le cadre des parcours de soins formalisés au niveau du Grand-Duché de Luxembourg, basés sur une logique du système de santé basé sur la valeur et des incitants financiers pour les médecins référents dans le cadre d'un dispositif d'objectifs de santé publique à l'échelle de leur patientèle et des patients en ALD suivis.

4) Des modalités de gouvernance claires, ancrées sur une gouvernance partagée CNS et Ministère de la Santé, et reposant sur des indicateurs objectivant le pilotage du système.

Un système de gouvernance partagée entre la CNS et la Direction de la santé est effectif pour assurer le bon déploiement et la juste utilisation du dispositif, et ce à chaque étape de la chaîne. Par ailleurs, un renforcement du suivi médical est mis en place, afin de vérifier que le dispositif bénéficie aux patients qui en ont besoin : cela s'applique en particulier pour les ALD 31 et 32.

5) Un système fortement dématérialisé et des outils informatiques qui favorisent la prise de décision et l'engagement des patients.

Le renforcement de l'engagement des patients et la bonne gestion de la gouvernance de ce dispositif reposent sur un effort conséquent de digitalisation des processus et le renforcement des bases de données et des capacités de l'exploration de données. L'ensemble du nouveau système est en effet reconnu pour une utilisation proactive des données rendue possible par la mise en place d'un système axé sur les données.

Cette utilisation des données se fait dans une démarche d'amélioration continue sur base de ce qu'on apprend de ces données et notamment pour :

– favoriser une amélioration constante de la prise en charge ;

– évaluer les résultats de santé ;  
– garantir la mise à disposition et la fiabilité des indicateurs à l'ensemble des acteurs du système renforçant ainsi leur capacité de prise de décision.

.....  
**Étiquetage nutritionnel à code couleur** | Question 7052 (24/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

Depuis mai 2021, le système d'étiquetage nutritionnel à code couleur est aussi d'application volontaire au Luxembourg. Cet étiquetage vise à guider les consommateurs vers des choix alimentaires plus sains et à améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Dans quelle mesure ce système trouve-t-il son application au Luxembourg ?

2) Dans quelle mesure les entreprises luxembourgeoises recourent-elles à ce logo ?

3) Quelles sont les forces/faiblesses de ce système qui se sont avérées dans la pratique ?

4) Où en est l'évaluation du système par le comité d'experts européens et à quels changements, voire reclassements peut-on s'attendre ?

5) Est-il exact que la viande rouge ainsi que les produits salés et sucrés seront jugés plus sévèrement ?

6) Quels seront le cas échéant les produits mieux cotés ?

**Réponse** (23/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Suite à la publication du règlement grand-ducal relatif <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2021/05/07/a396/jo>, les entreprises luxembourgeoises nationales ont la possibilité d'utiliser le Nutri-Score sur leurs produits en cohérence avec les dispositions prévues par la réglementation européenne concernant l'étiquetage et les allégations nutritionnelles et de santé. Comme le Luxembourg dispose d'un marché ouvert, de nombreux produits disposant du Nutri-Score et provenant des pays voisins se retrouvent sur le marché national.

ad 2) À ce stade, 5 entreprises luxembourgeoises se sont enregistrées en vue d'une utilisation du Nutri-Score en relation avec leurs produits.

ad 3) Le consommateur a souvent du mal à interpréter les indications concernant la qualité nutritionnelle sur les produits alimentaires. Le Nutri-Score lui en facilite la compréhension et lui permet de reconnaître en un clin d'œil les produits de meilleure qualité nutritionnelle.

Le Nutri-Score permet au consommateur de comparer la qualité nutritionnelle de différents produits d'une même catégorie et peut ainsi aider à améliorer les choix alimentaires.

Le Nutri-Score ne permet cependant pas de comparer la qualité nutritionnelle de produits issus de catégories différentes. Il ne se prête pas à la comparaison d'une pizza avec un yaourt par exemple. Le Nutri-Score n'est pas obligatoire et n'est donc pas nécessairement affiché sur tous les produits. D'autre part, il ne renseigne pas sur la quantité exacte des différents ingrédients et nutriments mais il est complémentaire au tableau concernant les valeurs nutritionnelles.

ad 4) Le comité scientifique mis en place dans le cadre de la gouvernance transnationale du Nutri-Score a élaboré un rapport exhaustif concernant des propositions d'adaptation de l'algorithme à la base du Nutri-Score pour les aliments solides. Ledit rapport a été finalisé en juillet 2022 et peut être consulté entre autres sur le site du Ministère de la Protection des consommateurs via le lien suivant : <https://mpc.gouvernement.lu/dam-assets/le-minist%C3%A8re/consodur/2022-main-algorithm-report-update-final.pdf>.

Un rapport concernant des propositions de l'algorithme pour les aliments liquides est en cours d'élaboration par le comité scientifique précité et sera disponible pour fin d'année.

ad 5) De façon générale, les adaptations contribueront à améliorer la cohérence du Nutri-Score avec les recommandations alimentaires. Dans ce contexte, les adaptations proposées amélioreront la différenciation entre les produits selon leur teneur en sel et en sucre et la viande rouge sera jugée plus sévèrement.

ad 6) Les huiles moins riches en graisses saturées telles les huiles d'olives, de noix et de colza bénéficieront d'une meilleure classification tout comme les poissons gras. Seront également améliorées les classifications des produits riches en fibres.

.....  
**Voie de délestage à Echternach** | Question 7053 (24/10/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Laut dem Här Minister senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5323 vum 2. Dezember 2021 sollten d'Aarbechten an der Entlaaschtungsstrooss zu Iechternach am Oktober 2022 ufänken.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Sinn d'Aarbechten an der Entlaaschtungsstrooss wéi geplangt ugelaft? Wéi laang wäerten d'Aarbechte fir de Lot 1 „Liaison Morgenstern“ brauchen?

2. Kënnt et am Kader vun dësen Aarbechten zu enger Aschränkung vum Verkéier respektiv zu enger Spärgung vun der Haaptverkéiersachs iwwer d'Route de Wasserbillig an d'Rue des Remparts? Wa jo, a wéi engem Zäitraum, a wéi gëtt de Verkéier dee Moment gereegelt?

3. Wéini sollen d'Aarbechten um Lot 2 „Bypass N11/CR366“ (Knepperkräuzung) an um Lot 3 „Voie Charly“ ufänken a bis wéini sollen se ofgeschloss sinn?

4. Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir de Respekt vun der maximaler Vitess ze garantéieren an ze evitéieren, dass Chauffeuren déi nei Entlaaschtungsstrooss als Schnellstrooss notzen?

5. Wat ass geplangt fir sécherstellen, dass Foussgänger a Vëlosfuerer a Sécherheet vun der enger Säit vun der Strooss op déi aner kommen, ouni dass de Verkéier ze vill opgehele gëtt? Ass z. B. eng Bréck oder eng Ënnerfëierung virgesinn?

6. Ass virgesinn, op Plaze wéi z. B. der zukünftiger Busgare oder beim Parking „Bénédictens“, Ënnerfëierungen ze bauen, fir d'Sécherheet vun Foussgänger a Vëlosfuerer ze garantéieren an de Verkéier net ze vill opzehalen?

**Réponse** (30/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Nodeems d'Stroossebauverwaltung d'lescht Joer déi néideg Ëmweltgeneemegung, souwéi och d'Resultat vun den archeologeschen Ausgruewunge kritt huet, konnten d'Aarbechten um Lot 1 dëst Joer ufänken. Fir dee ganze Lous ass eng Bauzäit vu 620 Schaffdeeg virgesinn. Am Moment sinn Ofrappaarbechte vun der aler Schräinerei ewéi och divers Preparatiounsarbechten amgaangen. Déi eigentlech

Bauaarbechten un der „Liaison Morgenstern“ fänken och nach dëst Joer un.

ad 2. Zweck vun dësem groussen a komplexe Projet ass et, déi aktuell Verkéierssituatioun zu Iechternach ze verbesseren. Fir dat Zil kënnen ze erreechen, mussen d'Automobilisten an d'Awunner phaseweis mat Aschränkungen am besteende Verkéier op Héicht vun den Aarbechte rechnen.

Prinzipiell, souwéi bei all aner Chantier hei am Land, gëtt awer versicht, den Impakt op de Verkéier sou kleng wéi méiglech ze halen. Dat zum Beispill, andeems d'Liaison hiergestallt gëtt, eier an der Route de Wasserbillig geschafft gëtt, wäerten d'Aarbechten an der Route de Wasserbillig e méi klengen Afloss op de Verkéier hunn. Wann néideg, wäert de Verkéier zäitweilleg duerch rout Luuchte gereegelt ginn.

Generell ass och unzemerken, datt leider all gréisseren Infrastrukturprojet, deen eng besteend Situation verbessere soll, e bësse Versteesdemech a Gedold vun den Automobilisten an de betroffenen Awunner verlaangt.

ad 3. Et ass den Ament nach ze fréi, fir ee Planning vun den Aarbechte vun de Lousen 2 an 3 unzeginn, well déi néideg Autorisatiounen nach net konnten ugefrot ginn, an och déi néideg Terrainen nach net konnte kaaft ginn.

ad 4. D'Strooss gëtt no der däitscher Richtlinn „Anlage von Stadtstrassen (RASt 06)“ gebaut. Plazeweis si Mëttelinselen an/oder Gréngsträife virgesinn, déi dozou bäidroen sollen, datt d'Geschwindegkeet vun de Chauffere gedrosselt gëtt.

ad 5. Et si keng weider Brécken oder Ënnerféierunge virgesinn.

D'Geschwindegkeet op där Strooss ass op 50 km/h limitéiert an do wou Foussgänger/Vëlofuerer d'Strooss kräizen, sinn entspriechend Iwwergäng mat Mëttelinselen respektiv Iwwergäng, déi mat Luuchte gereegelt ginn, virgesinn.

ad 6. Beim Parking „Bénédictens“ ass d'Méiglechkeet vun enger Ënnerféierunge gepréift, mee aus Héichwaasserschutzgrënn net weider verfollegt ginn.

**Don d'organes | Question 7054 (24/10/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**

Notre législation prévoit depuis 1982 que toute personne décédée « n'ayant pas de son vivant fait connaître par écrit son refus à un tel prélèvement » est potentiellement considérée comme un donneur d'organes.

Pour faciliter le travail des médecins et éviter à la famille des décisions difficiles, il est toutefois souhaitable de connaître la volonté de la personne concernée de son vivant. Jusqu'à présent, cette volonté pouvait être exprimée par le biais du « passeport de vie » ou carte de donneur d'organes.

Depuis le lancement du dossier de soins partagé, le patient/assuré a la possibilité d'y enregistrer sa volonté en matière de don d'organes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Combien d'assurés ont entre-temps profité de cette possibilité pour déclarer leur volonté en matière de don d'organes ?
- 2) Quel est le cas échéant le pourcentage de déclarations positives respectivement des oppositions ?
- 3) Par quels moyens l'Agence eSanté entend-elle faire connaître et promouvoir cette possibilité auprès des assurés ?

**Réponse (03/11/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

ad 1) et 2) À ce jour, la plateforme eSanté mise en place par l'Agence eSanté comptabilise 1.018.484 dossiers de soins partagés (DSP), dont 687.824 DSP actifs, c'est-à-dire comptant au moins un document.

Sur les 687.824 DSP actifs, 19.958 titulaires d'un DSP ont manifesté leur refus de se prêter au don d'organes. Autrement dit, 3 % de l'ensemble des titulaires d'un DSP actif a refusé de faire don de ses organes.

Il s'en suit que 97 % n'ont pas formulé d'opposition. Par rapport à ces 97 %, il n'est pas possible de distinguer ceux qui ont explicitement choisi de faire don de leurs organes et ceux qui n'ont pas manifesté leur choix mais souhaitent tout de même faire implicitement don de leurs organes en ne s'opposant pas.

ad 3) L'Agence eSanté organise régulièrement des campagnes de promotion d'un nouveau service dès que le service entre en production. En 2023, plusieurs services seront lancés, comme par exemple le Prescription ou le carnet de vaccination électronique (CVE). Nous utiliserons la campagne de communication qui accompagne le lancement de ces services pour communiquer également sur le don d'organes.

**Primes à l'abattage de sangliers | Question 7055 (24/10/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)**

Eisen Informatiounen no gëtt vum 15. Oktober u keng Primm fir erluechte Wëllschwäin, deenen hir Karkass manner ewéi 30 Kilo weit, méi un d'Jeeër ausbezuet. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

– Dës Primm war agefouert ginn am Kader vun der Lutte géint d'Schwéngespescht. Firwat huet de Ministre decidéiert, dës Primm ofzeschaffen?

• Bedeit d'Ofschafe vun der Primm, datt hei am Land keng Gefor méi vun der afrikanescher Schwéngespescht fir de Schwéngssektor ausheet?

**Réponse (03/11/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

Dës Primm war am Kader vum Optriede vun der afrikanescher Schwéngespescht an der Belsch agefouert ginn. Deemools bestoung déi direkt Gefor, dass de Virus och op Lëtzebuerg géif kommen. Och wann déi direkt Gefor, de Virus iwwert d'Wëllschwäin aus der Belsch op Lëtzebuerg ze iwwerdreen, net méi existéiert, sou kann iwwert den indirekte Wee de Virus aus Länner, wou déi afrikanescher Schwéngespescht weider besteet, op Lëtzebuerg importéiert ginn.

D'Juegd gëtt als wichtegt Mëttel an der Präventioun vun de Seuchen ugesinn. Sou gesäit d'Juegdgesetz notamment vir, dass e „plan de tir“ ënnert anerem eng Mindestofschosszuel fir Wëllschwäin fir all Juegdous festleet.

Deemno ass all Juegdpiechter duerch dat aktuell Juegdgesetz verflücht, d'Zuel vun de Wëllschwäin op sengem Lous ze reduzéieren, an et brauch heifer kee weidere finanziellen Incentive ze ginn.

**Lutte de la Caisse nationale de santé contre les abus et la fraude | Question 7056 (25/10/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**

La Caisse nationale de santé a renforcé ses moyens en matière de lutte contre les abus et la fraude.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelles ont été les priorités de la CNS en la matière et quelles seront les priorités futures ?

2) Quelle était l'évolution des dossiers au cours des cinq dernières années ?

3) Quelle était la nature des dossiers, quelle a été l'étendue des abus/fraudes et quels étaient les acteurs concernés ?

4) Quelles ont été les suites données aux dossiers ?

**Réponse (22/11/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale**

ad 1) La lutte contre les abus et la fraude (ci-après « LAF ») de la CNS est un axe d'action ciblant la prévention, la détection et, le cas échéant, la sanction de l'erreur, des non-conformités, des abus et de la fraude en ce qui concerne les prestations à charge de la CNS. La clé du succès est de faire évoluer les comportements tout en favorisant le respect des bonnes pratiques en responsabilisant les acteurs.

La LAF est alimentée par plusieurs sources, dont essentiellement :

- la détection interne suite à des anomalies et déviations statistiques,
- des contrôles aléatoires, et
- le signalement externe par d'autres institutions ou des personnes morales et physiques.

Le service LAF est amené à traiter des demandes quotidiennes internes et externes, tout comme les priorités fixées annuellement par les personnes en charge du service LAF et la direction de la CNS. Ces priorités sont déterminées en fonction de comportements détectés ayant des conséquences importantes sur les fonds de la CNS et souvent également sur la qualité des soins.

Les années 2020 et 2021 ont ainsi été marquées par des enquêtes et investigations dans le domaine de la facturation des soins de kinésithérapie (cf. question parlementaire n° 3272) alors qu'en 2022, le focus a été porté notamment, mais pas exclusivement, sur la facturation des soins infirmiers.

Chaque constat de comportement litigieux est censé mener à des actions concrètes comme une sensibilisation par rapport aux bonnes pratiques, la saisine de la Commission de surveillance, la prononciation d'amendes d'ordre, voire même des actions pénales (transfert du dossier aux instances compétentes).

Les priorités stratégiques de la LAF sont formulées autour des trois axes suivants :

- prévenir : informer sur les règles applicables et rappeler les bonnes pratiques ;
- contrôler : détection efficace à l'entrée des demandes d'indemnisation et contrôle puissant a posteriori ;
- sanctionner : donner des suites juridictionnelles/administratives aux cas de transgressions significatives (amendes d'ordre, Commission de surveillance de la sécurité sociale, actions pénales).

Par ailleurs, au cas où le service LAF constaterait via le traitement des dossiers lui confiés une nécessité de procéder à des adaptations au niveau du cadre normatif, il émet des recommandations en vue de remédier à ces situations tout en suivant de près la mise en œuvre de ces remèdes.

ad 2) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Depuis 2019, un accent particulier est mis sur des dossiers ayant une ampleur financière importante.

Tel qu'il ressort également du tableau relatif aux actions pénales repris sous le point 4, il est constaté

que l'envergure des dossiers – documentée notamment via les préjudices détectés et évités – est également en croissance importante.

ad 3)

– Les dossiers ouverts par le service LAF concernent tout type d'acteur, à savoir :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

– Nature des dossiers : Les problématiques majeures sur lesquelles portent les enquêtes instituées par le service LAF en matière d'abus et de fraudes peuvent être catégorisées comme suit :

- Utilisation abusive de cartes européennes d'assurance maladie, usurpation d'identité :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

- Escroquerie à subvention (exemples : facturation d'actes non réalisés, facturation d'actes plus onéreux que ceux effectivement réalisés – sociétés-écrans créées afin de pouvoir bénéficier de prestations de sécurité sociale, affiliations de complaisance) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

- Faux et usage de faux (falsification de documents, de signatures et/ou de cachets afin de pouvoir bénéficier indûment de prestations de sécurité sociale) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

- Exercice illégal d'une profession de santé :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

- Dépassement de l'utile et du nécessaire (volumes anormalement élevés constatés au niveau de l'un ou l'autre prescripteur, respectivement facturier, compé- rance entre des professionnels de santé prescripteurs et exécutants) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

- Non-respect des règles de facturation, respectivement de prescription :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

- Autres :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 4) Comme expliqué sous le point 1, la prévention joue un rôle primordial dans le cadre des actions inten- tées par le service LAF.

Dans cette logique, le service LAF considère que les cir- culaires à destination d'un ensemble d'acteurs concer- nés par une thématique constituent un moyen efficace afin d'informer sur les règles applicables et de rappeler les bonnes pratiques. Dans ce contexte particulier, mais aussi de manière générale, le service LAF s'efforce à entretenir des relations transparentes avec les diffé- rents groupements représentatifs des professions de santé.

En ce qui concerne les suites répressives réservées par le service LAF aux dossiers d'abus et de fraude en ma- tière de sécurité sociale, celles-ci peuvent majoritaire- ment être résumées comme suit :

- lettres d'avertissement adressées aux prestataires et assurés ;
- amendes d'ordre prononcées à l'encontre des assu- rés via des décisions présidentielles ;
- saisines de la Commission de surveillance de la sécu- rité sociale (prestataires de soins de santé) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlemen- taire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Le tableau renseigne par année le nombre de saisines en vertu de l'article 73 du Code de la sécurité sociale de la Commission de surveillance de la sécurité sociale.

- Dénonciations/plaintes en vertu de l'article 23 du Code de procédure pénale :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlemen- taire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Le tableau renseigne par année le nombre de dossiers pour lesquels le service LAF a, conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale, déclaré des faits po- tentiellement litigieux au parquet.

### Achat de vaccins contre la Covid-19 | Question 7057 (25/10/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Während dem Ufank vun der Impfstoffherstellung géint de Covid-19-Virus huet d'EU-Kommissioun eng wichteg Roll gespillt, fir gemeinsam Commanden ze organisieren an déi Memberstaaten zesammenze- bréngen, déi méi vun deem engen oder aneren Impfstoff wollten hunn. Aus der Kommunikatioun vum Ministère an de Medien ass net ersichtlech, ob Lëtze- burg och eege Kafverträge eleng mat deene verschie- denen Impfstoffhersteller verhandelt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Huet Lëtzeburg eege Kafverträge mat Covid-19-Impfstoffhersteller ënnerschriwwen? Wa jo, mat wéi engen Hiersteller?

Réponse (26/10/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Lëtzeburg huet keng eege Kafverträge mat Covid-19-Impfstoffhersteller ofgeschloss. D'Kafverträge sinn allegueren iwwer d'Europäesch Kommissioun nego- ciéiert an ofgeschloss ginn.

### Déclaration du chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell | Question 7059 (25/10/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Bei engem Optrétt virun der „European Diplomatic Academy“ huet den EU-Baussebeoptragte Josep Borrell annoncéiert, datt d'EU d'Arméi vun der Rus- sescher Federatioun am Fall vun engem Atomugréff an der Ukrain géif „vernichten“. Dës Deklaratioun riskéiert ëmsou méi als lächerlech empfonnt ze ginn, well d'EU iwwer esou gutt ewéi keng eege militäresch Mëttele verfüügt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir Positioun zu dësen Aussoe vum Här Borrell elaboréieren? Ass d'Regierung der Opfaassung, datt et ubruecht ass, an dëser Situatioun de Konflikt weider verbal ze eskaléieren?

2. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang prezi- séieren, ënnert wéi enger Kompetenz den Här Borrell dës militäresch Moosnam annoncéiert huet an ob hien d'Grenze vu sengem Mandat hei méiglecherweis iwwerschratt huet?

3. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dëser Deklaratioun vum Här Borrell? Wäre et net opportun, hien a senger Funktioun ofzeléisen?

Réponse (24/11/2022) de M. François Bausch, Mi- nistre de la Défense | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Et handelt sech ëm eng Ausso vum Héije Represen- tant vun der Europäescher Unioun fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik, déi nëmmen hien engagéiert.

Den Héije Representant huet d'Recht, seng Siicht zum Ukrainkrich duerzeleeën. All Diskussioun iwwert d'Reaktioun vun der EU am Fall vun enger russescher Nuklearattack ass reng hypotheetesche.

### Certificats de CO<sub>2</sub> | Question 7060 (25/10/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Fred Keup (ADR)

Lëtzeburg erreecht seng Klimaziler regelméisseg doduerch, datt mir CO<sub>2</sub>-Zertifikater am Ausland akafen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

- Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi re- gruppéiert, wéi héich den Undeel un CO<sub>2</sub>-Emissiounen war, dee Lëtzeburg säit 2015 alljoers am Ausland kompenséiert huet a wéi een entspreche- nde Montant duerfir jeeeweils huet missen opbruecht ginn? Kann d'Regierung an deem Zesummenhang preziséieren, ënnert wéi engem Budgetartikel déi eenzel Betrag gefloss sinn?

Réponse (09/11/2022) de Mme Joëlle Welfring, Mi- nistre de l'Environnement, du Climat et du Développe- ment durable | Mme Yuriko Backes, Ministre des Fi- nances

Lëtzeburg huet säin Emissiounsbudget iwwer déi ganz Lafzäit vun der zweeter Period vum Kyoto-Pro- tokoll (2013–2020) agehalen an huet dowéinst net op CO<sub>2</sub>-Zertifikater aus dem Ausland mussen zrëckgräifen.

Och am Joer 2021 huet Lëtzeburg, laut der proviso- rescher Zäregasemissionsbilanz, seng Klimaziler ee- gestänneg agehalen.

### Radars sur la N7 | Question 7062 (25/10/2022) de M. André Bauler (DP)

Op der N7 tëscht der Lëpschterdellt an der Clösdellt stinn de Moment op kuerzer Distanz zwee Radaren, ee fixen an ee mobil. Dee mobile Radar war op- gericht ginn, nodeems dee fixen ëmgerannt gi war. Mëtterweil steet op där Plaz een neie Radar.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobili- téit an öffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Automobiliste goufen an de leschte Woche vun deem mobile Radar geblëtzt? Wat war déi héchste Vitess op där Plaz?

2. Wéini soll de mobile Radar op der Clösdellt op eng aner Plaz am Land verréckelt ginn?

3. Wat huet d'Ersetze vun deem futtisse Radar op der N7 kascht?

Réponse (28/11/2022) de M. François Bausch, Mi- nistre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. De mobile Radar, dee vum 17. August op de 27. Oktober 2022 op der N7 tëscht der Lëpschterdellt an der Clösdellt opgestallt gi war, huet an där Period 7.445 mol geblëtzt. Déi héchste gemoosse Vitess war op där Plaz 183 km/h.

ad 2. De Radar ass de 27. Oktober 2022 geréckelt ginn.

ad 3. De Käschtpunkt vum Ersetze vum kapotte Ra- dar op der N7 huet sech op ronn 130.000 Euro belaf.

### IRM à Grevenmacher | Question 7063 (25/10/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Den IRM-Apparat an enger privater Dokteschpraxis um Potaschbiërg huet scho fir vill Diskussiounen

gesuergt. Mir ass zougedroe ginn, dass d'Qualitéit vun de Biller vum genannten IRM awer qualitativ deels mannerwäerteg soll sinn, soudass Spideeler selwer nach eng Käier en IRM géife maache loossen, fir qualitativ méi däitlech Biller ze kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Entsprechen dës Gerüchter der Wourecht a sinn d'Billen vum IRM-Apparat um Potaschberg qualitativ ze mannerwäerteg, fir eng richtig oder sécher Diagnos ze stellen?

2. Falls d'Äntwert op d'Fro 1 jo ass, ass déi qualitativ mannerwäerteg Bildqualität dorop zrëckzeféieren, dass den IRM-Apparat technesch net méi um neiste Stand ass?

**Réponse (30/11/2022) de Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Dem Gesondheitsministère leie keng Informatiounen vir, déi eng Ausso vun net appropriéierter Qualitéit vu Biller géifen ënnerstëtzen. Fir eng konkreet Ausso kënnen ze maachen, muss ee wëssen, wéi een Typ vun Exame gefrot war op Basis vun den Indikatiounen vun der Ordonnance vum verschriewenden Dokter. Et kann een dozou soen, dass am Allgemengen duerch Zousazequipementer bei der Ënnersichung eng verbessert Bildqualität kann erreecht ginn.

**Autorisation d'exercice pour les médecins à diplôme étranger | Question 7064 (25/10/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Et ass kee Geheimnis, dass et eisem Land a ville medezinnesche Beräicher vun Doktere feelt. Dofir ass et verwonnerlech, dass vill Demandé vun Dokteren, déi hei am Land praktizéieren wëllen an deenen hir Diplomer an anere Länner unerkannt goufen, vum Gesondheitsministère ofgeleent ginn. Eis si Fäll vun auslänneschen Dokteren zu Ouere komm, déi net nëmme vergeeblech op eng entsprechend Autorisation, mee och vergeeblech op eng Äntwert vum Ministère gewaart hunn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass verschidden Demandé vun auslänneschen Dokteren, fir hei am Land praktizéieren ze kënnen, net fristgerecht beäntwert kënnen ginn? Wa jo, aus wéi enge Grënn ass dat net méiglech?

2. Kann d'Madamm Minister präziséieren, wéi vill Persounen am Ministère dofir zoustänneg sinn, fir Autorisationsdemandé vun auslänneschen Dokteren ze evaluéieren? Wéi eng Qualifikatiounen mussen déi Leit hunn? Wéi vill Demandé mussen si pro Kapp am Joer beäntweren?

3. Wéi vill Autorisationsdemandé goufen an deene leschte fënnf Joer vun auslänneschen Doktere gestallt? Wéi vill vun dese Leit krute bis elo keng Äntwert? Wéi vill Demandé goufen ofgeleent? Aus wéi enge Grënn goufen déi Demanden ofgeleent?

**Réponse (06/12/2022) de Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheitsministère kann net bestätegen, dass vill Demandé vun Dokteren, déi hei am Land praktizéieren wëllen an deenen hir Diplomer an anere Länner unerkannt goufen, vum Gesondheitsministère ofgeleent gi sinn. Soubal en Dokter an engem aneren État membre unerkannt an autoriséiert ass, kann en och hei am Land eng Aarbechtserlaubnis kréien.

ad 1. De Gesondheitsministère mécht keen Ënnerschied zwëschen den Nationalitéite vun den Demandeur en oder den Originne vun den Diplomer. Allerdéngs kann et bei vereenzelte komplexen Demanden zu längeren Délais de traitement kommen, gegebenefalls mussen mir Dokumenter nofroen oder punktuell mat de Leit kucken, Léisungen ze fannen.

ad 2. Sämtlech Demandes d'autorisation d'exercer vun Doktere ginn zurzäit vun 2 ETP aus der Carrière B1 couvériert. Zu den Demandes d'autorisation d'exercer gehéiere souwuel déi definitiv Autorisationen, déi temporaire Autorisationen fir d'MEVs (Médecins en voie de spécialisation) an d'Prestations de services. 2021 hu mir 345 Autorisationen ausgehändegt, 20 Prestations de services an 277 temporaire Autorisationen, mee mir wëlle bemierken, dass d'Unzuel vun Demandé méi héich ass wéi d'Unzuel vun den Autorisationen.

ad 3. De Gesondheitsministère huet keng Zuelen, wéi vill Demanden alleng vun auslänneschen Dokteren erakomm sinn. Allerdéngs kënnen mir soen, dass vun 2017–2021 souwuel fir Lëtzebuergesch Doktere wéi och fir auslännesch Dokteren 1.499 definitiv Autorisations d'exercer ausgestallt goufen, 94 Prestations de services an 1.306 temporaire Autorisationen. Et goufen an deene fënnf leschte Joer 5 Demandes d'autorisation d'exercer ofgeleent. Demandé ginn ofgeleent, wann déi gesetzlech Konditiounen net erfëllt sinn, zum Beispill wann de gefuerderten Diplom net virläit.

De Gesondheitsministère suergt dofir, dass sämtlech Demandé sou kuerzfristeg wéi méiglech traitéiert ginn. Den Délai moyen de traitement, fir eng éischt Äntwert a Form vun engem Accusé de réception ze kréien, läit zwëschen 1 a 4 Wochen. Wann den Dossier komplett ass, gëtt en Avis beim Collège médical gefrot. Wann dëst net de Fall ass, gëtt de Kandidat gebieden, déi zousätzlech Piëcen nozereechen. Dat ass aktuell bei 101 Dossieren de Fall. Dësen Émstand kann dann zu Verzögerunge féieren am Délai de traitement vum Dossier.

Déi Dossieren, déi komplett sinn an en attente vun engem Avis sinn, belafen sech aktuell op 75 Stéck.

Insgesamt 21 Dossiere sinn zurzäit nach net beaarbecht ginn.

**Importation de produits alimentaires | Question 7065 (25/10/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Duerch de Krich an der Ukrain an d'Sanktiounen géint Russland ass domat ze rechnen, dass Lëtzebuerg dëst Joer manner Liewensmëttel aus dese zwee wichtige Agrarstaate kann importéieren, ewéi dat bis ewell de Fall war.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Landwirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi eis d'Gesamtliewensmëttelimporter aus de Joren 2020 an 2021 opgeschlësst no Typ (Geméis, Frichten, Fleesch, Kären, Fudder fir Notzwéi asw.), Quantitéit an Hierkonftsland regruppéiert an deem Zesammenhang präziséieren, wéi eng Ännerunge vun der entsprechender Zesummesetzung sech scho fir 2022 erginn hunn a wéi eng weider Verännerunge fir 2023 projézéiert ginn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit déi feele Liewensmëttelimporter potenziell duerch zousätzlech national Produktivitéit kënnen kompenséiert ginn a wéi eng Moosnamen hien an deem Sënn fir 2023 envisagéiert?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit hien sech bei der Erschléissung vun neien

Importmarchéen zu Bréissel an/oder op bilateralem Plang mat sengen EU-Homolog koordinéiert huet?

4. Kann den Här Minister am Sënn vun der Fro vir drun elaboréieren, zu wéi enge finanzielle Konditiounen dës Liewensmëttel importéiert ginn an ob dobäi méiglecherweis aner Länner präislech iwwerbuede goufen, déi net iwwert déi nämmelech Kafkraaft verfüegen? Falls jo, kann den Här Minister elaboréieren, wéi hien de Risiko aschätzt, dass déi geännert national an EU-Liewensmëttelimporter an Zukunft op aner Plaz feele wäerten?

**Réponse (30/11/2022) de M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. Déi disponibel Zuele fir Liewensmëttelimporter, opgeschlësst pro Produktkategorie a pro Hierkonftsland, sinn an deenen zwou Tabellen duergestallt (Quell: Statec):

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Bei de verschiddene Produktkategorie sinn d'Mëllechprodukter, d'Uebst an d'Geméis, déi verschaffte Liewensmëttel an d'Gedrénks ons wichtegst Importer.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Betreffend d'Hierkonft kommen déi wäit aus meeschte Liewensmëttelimporter aus der EU, an d'Importer aus den Drëttlänner maachen nëmme ronn 15 % aus, mat enger Tendenz no ënnen. D'Date fir 2022 bezéien sech op déi éischt 9 Méint. Fir 2023 kann een nach keng Viraussoe maachen.

ad 2. Mir ginn net dovunner aus, dass et an engem vun de Liewensmëttelsectoren zu Enkpäss bei der Versuergung oder den Importer wäert kommen.

Des Weidere gesinn den nationale Strategieplang fir d'Landwirtschaft, deen 2023 a Kraaft trëtt, an do robber opbauend dat neit Agrargesetz, verschidde geziilt Moosname vir, wou ons defizitär Secteuren, wéi besonnesch den Uebst- a Geméisbau, solle weiderentwéckelt a gestärkt ginn.

ad 3. Lëtzebuerg ass an den EU-Bannemaart agebonnen, wéi déi uewe gewisse Statistiken dat ënnersträchen. Et gëtt also keng spezifesch Importmäert fir Lëtzebuerg eleng, mee d'Importer aus Drëttlänner bedéngen de gesamten EU-Bannemaart.

Weiderhin handelt et sech beim Liewensmëttelimport ëm eng privatwirtschaftlech Aktivitéit, wou déi europäesch an national Autoritéiten nëmme de rechtliche Kader festleeën.

ad 4. Wéi an der Äntwert op déi viregt Fro erkläert, handelt et sech beim Liewensmëttelhandel ëm eng privatwirtschaftlech Aktivitéit. Dofir huet de Landwirtschaftsminister och keng Daten iwwert d'Präisverhandlungen oder -konditiounen vun de Liewensmëttelimporter.

Déi rezent Maartanalys vun der EU-Kommissioun geet dovunner aus, dass an der EU fir 2023 d'Liewensmëttelproduktioun wäert réckgäweg sinn, haaptsächlech wéinst deenen héijen Energiepräisser, mee dass och de Liewensmëttelkonsum an der EU wäert zeréckgoe wéinst der allgemenger Präisinflatioun.

**Sécurité dans le cadre des chasses en battue | Question 7066 (25/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Am Kannerbongert zu Déifferdeng kënnen d'Kanner an d'Spillschoul, d'Crèche an an d'Maison relais goen. Dës Schoulstruktur läit ausserhalb vum Duerf an der

Natur. Sait leschter Woch ass d'Saison vun der Klappjuegd erëm amgaangen a mir ass vun Elteren zougedroeg ginn, dass d'Kanner dowéinst de Kannerbongert mussen verlossen an op Esch op de Gaalgebierg an d'Schoul goen. D'lescht Joer hätten d'Kanner d'Gebai-lechkeeten da während de Pausen net dierfe verlossen, wéinst der Klappjuegd.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministèren dëst bestätegen?
2. Gëtt d'Klappjuegd effektiv als esou geféierlech fir d'Kanner am Kannerbongert ageschat?
3. Wa jo, firwat gëtt et kee Sécherheetsperimeter ronderëm de Kannerbongert, dee grouss genuch ass fir sécherzestellen, dass de Kanner näischt geschitt?
4. Gëtt et allgemeng ee Sécherheetsperimeter ronderëm Gebaier, wa Klappjuegte sinn? Wa jo, kann d'Ministesch hei Detailler nennen?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Artikel 35 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental gesäit vir, datt d'Gemenge fir d'Gestioun vun de Schoulgebäier vum Enseignement fondamental verantwortlech sinn, an an dësem Zesummenhang och fir déi néideg Sécherheet suergen.

An der nonformaler Bildung (Maison relais a Crèche) läit dës Responsabilitéit beim Bedreier, deen an dësem Fall d'Gemeng selwer ass.

D'Juegdlegislatioun fällt an de Kompetenzberäich vun Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Natur- a Bëschverwaltung (ANF). D'Jeeër muss Klappjuegte bei de Gemengen an der ANF mellen. Dëst ass nëmmen een Element aus dem groussherzogleche Règlement iwwert d'Sécherheet op der Juegd (Règlement grand-ducal modifié du 13 mars 2015 déterminant les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers). Et gëtt kee Sécherheetsperimeter ronderëm Gebaier während enger Juegd. D'Juegd selwer dierf allerdéngs net op engem bebauten Terrain stattfannen.

D'Gemeng Déifferdeng kennt d'Datumer vun de Juegten an der Ëmgegend, soudatt d'Léierpersonal am Virfeld informéiert ka ginn. An dësem Fall huet d'Gemeng Déifferdeng dem Schoulservice recommandéiert, datt d'Schüler, d'Schoulpersonal souwéi och d'Kanner an d'Personal aus der Maison relais an der Crèche déi Deeg, op deenen eng Klappjuegd an deem Bësch annoncéiert gouf, an deem och d'Gebai-lechkeete vum Kannerbongert sinn, een Ausflug maachen. D'Regionaldirektioun vun Déifferdeng an déi betraffe Bildungs- a Betreuungsstrukturen hu sech dës Recommendation alignéiert, soudatt den entsprechen den Ausflug organiséiert ginn ass an d'Elteren heiriwwer informéiert goufen.

**Médicaments innovants** | Question **7067** (25/10/2022) de **M. Léon Gloden** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

D'après nos informations, la mise à disposition de médicaments innovants pour les patients est entravée au Luxembourg. En comparaison avec la Belgique ou l'Allemagne, les patients au Luxembourg sont confrontés à un retard de 6 à 12 mois depuis octobre 2021, lié à des retards dans l'autorisation de médicaments innovants en ce qui concerne la fixation des prix. Bien que

le Luxembourg soit habituellement réputé pour une grande sécurité en matière de médicaments, ces patients font face à de graves conséquences pour leur santé.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes au Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Ministère de la Sécurité sociale connaît-il des retards dans l'autorisation de nouveaux médicaments innovants au Luxembourg ?
- Quels sont les médicaments concernés ?
- Quelles en sont les raisons ? Qu'est-ce que Monsieur le Ministre compte faire afin de résoudre le problème ?

**Autorisation de mise sur le marché pour les médicaments** | Question **7100** (31/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Mënsch ass mindestens eng Kéier a sengem Liewe krank a brauch dowéinst Medikamenter. Et komme stänneg nei Medikamenter an Traitement op de Marché. Vill Medikamenter, déi bei eis verkaaft ginn, kommen aus der Belsch. Am August 2022 gouf sech schonn an der parlamentarescher Fro Nr. 6611 iwwert d'Festleeë vun de Präisser vu Medikamenter informéiert. An der Äntwert op dës Question parlementaire steet, dass de Präis fir e Medikament muss vun der INAMI publizéiert gi sinn, fir dass hei zu Lëtzebuerg de Präis ka festgeluecht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat waart de betraffene Ministère op d'Verëffentlechung vum Präis vun der INAMI a freet en net direkt beim belsche Wirtschaftsministère un, deen an der Belsch d'Präisser fir d'Medikamenter festleet?
2. Firwat gouf nach kee bilateraalt Ofkommen iwwert d'Präisser vu Medikamenter mam belsche Wirtschaftsministère ofgeschloss, fir d'Verfügbareket vun de Medikamenter hei zu Lëtzebuerg ze beschleunegen? Ass geplangt, dëst nozehuelen?
3. Wéi laang dauert et am Duerchschnitt vum Zäitpunkt vun der Zouloosung vum Medikament duerch d'EMA, bis e Medikament hei am Land an der Apdikt disponibel ass?

**Mise sur le marché de médicaments innovants** | Question **7192** (16/11/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Aus Bericht an de Medie geet ervir, datt et Retarde vu bis zu 9 Méint gëtt, ier innovativ Medikamenter hei zu Lëtzebuerg um Marché disponibel sinn. Schold un dem Mëssstand wier eng Ëmstellung vum System an der Belsch. Betreff sinn an eisichter Linn Kriibspatienten a Patienten, déi eng rar Krankheet hunn. Aus de Bericht geet och ervir, datt d'Doktere kënnen eng individuell Demande maachen, wann e Medikament um Lëtzebuurger Marché nach net offiziell disponibel ass.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Sozialminister stellen:

- Missten d'Doktere net grondsätzlech alleguer informéiert ginn, datt si kënnen eng individuell Demande maachen, wann si der Iwwerzeegung sinn, datt en innovatiivt Medikament beim Traitement vun engem Patient sënnavoll ass?
- Wéi laang dauert et, bis esou eng Demande accordéiert gëtt?
- Wéi vill a wat fir Medikamenter si vun de Retarde betrafft?
- Wéi kann ee verhënneren, datt Lëtzebuerg a Fäll, wou et ëm Liewen an Doud ka goen, vun der Belsch ofhängeg ass?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Fir weider Detailler verweise mir déi honorabel Deputéiert op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6611 vum 4. August 2022.

Déi Lëtzebuurger Prozedur fir d'Fixatioun vun de Präisser vun de Medikamenter, déi eng Autorisatioun hunn (Autorisation de mise sur le marché - AMM), woubäi ze prezisieren ass, datt e Medikament e Präis fir seng Presentatioun kritt, zum Beispill fir eng Këscht mat 10 Kapselen, 20 Kapselen asw, ass am Artikel 22ter vum Code vun der sozialer Sécherheet a sengem groussherzogleche Règlement vum 1. Dezember 2011, esou ewéi et ofgeännert gouf (Règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain), définiert.

De Ministère fir sozial Sécherheet ass fir d'Fixatioun vun deene Präisser zoustänneg.

Dës Prozedur zu Lëtzebuerg ass op deene Prozedure baséiert, déi an den Hierkonftslänner vun de Medikamenter beziungsweis Presentatiounen existieren. Konkreet sinn dat d'Belsch, Frankräich an Däitschland.

Ronn 90 % vun de Presentatiounen vu Medikamenter, baséierend op de Montanten, déi vun der CNS iwwerholl ginn, stamen aus der Belsch, ronn 10 % aus Däitschland, ronn 1 % aus Frankräich an e minimalen Deel (0,30 %) aus anere Länner.

D'groussherzogleche Règlement baséiert op deene Prozeduren, déi 2010-2011 a Kraaft waren an deene Länner. Déi hunn awer an der Zäit evoluéiert, woubäi déi lescht Upassungen an der Belsch, am Joer 2021, en Impakt op d'Recevabilitéit vun der Ufro fir eng Präisfixatioun vun de Firmen haten, déi zu Lëtzebuerg wëllen e Medikament kommerzialisieren.

Et sinn d'Firme selwer, déi eng Ufro mussen stellen, fir e Präis fir eng Presentatioun vun engem Medikament ze kréien, dat eng AMM huet. D'AMM gëtt an der Reegel vun der EMA verginn. E Medikament, dat keng AMM huet, ka kee kommerzielle Präis kréien a muss, wann et fir eng Behandlung noutwenneg ass, eng aner Prozedur duerchlafen, woubäi de Ministère fir sozial Sécherheet an där Prozedur net agräift. Dës leeft iwwer d'Servicer vun der Gesondheetsdirektioun, der Gesondheetskeess an der medezinnescher Kontrollverwaltung vun der sozialer Sécherheet. Dës Prozedur kann och just a bestëmmte Fäll agesat ginn, wou e Medikament ausserhalb vu senger AMM benotzt gëtt („off-label-use“) fir eng spezifesch Behandlung. Dës ass prinzipiell just an der Kriibbehandlung de Fall.

Wann e Medikament eng AMM huet, da kann d'Firma, déi dat Medikament wëll zu Lëtzebuerg kommerzialisieren, e Präis fir eng bestëmmt Presentatioun vun deem Medikament ufroen.

Dofir muss d'Firma, oder d'Entitéit, déi dofir mandatéiert gouf, de Formular benotzen, deen am groussherzogleche Règlement définiert ass. Déi Demande muss natierlech komplett sinn, fir datt si recevabel ass. Déi Lëtzebuurger Prozedur fir d'Fixatioun vun de Präisser huet net geännert an de Präis gëtt an der Reegel dee Mount, an deem déi vollstänneg Demande un de Ministère geschéckt gouf, définiert. No enger Kontroll gëtt de Präis vun Minister formell fixéiert an am Journal officiel publizéiert, fir datt de Präis op dem 1. vum Mount no der Fixatioun a Kraaft trëtt.

A vereenzelte Fäll, wann d'Demande ze spéit erakomm ass, fir nach am selwechte Mount publizéiert ze ginn, oder déi net komplett ass beziungsweis

nach Informatiounen nogefrot ginn am Kader vun de Kontrollaarbechten, kann et punktuell e puer Woche méi laang daueren, bis datt de Präis publizéiert ass, virausgesat, datt eng Demande net suspendéiert gouf, well entweder d'Informatiounen net komplett waren oder déi vun der Firma selwer suspendéiert gouf. D'Detailer heizou sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6611 vun den honorabelen Deputéierte Gusty Graas, Carole Hartmann a Gilles Baum vum 4. August 2022 preziséiert.

Et ass also net esou, datt déi Lëtzebuerg Prozedur Retarden opweist, mee et ass d'Fro vun der Recevabilitéit vun der Demande, déi duerch d'Veännerungen an der Belsch opgeworf gouf.

Prinzipiell ass all neit Medikament, dat iwwer d'Belsch soll importéiert ginn, betraff, woubäi ee muss preziséieren, datt déi „innovativ“ Medikamenter gréisstendeels Spidolsmedikamenter sinn, déi och just an de Spideeler kënnen benotzt ginn. Dat sinn och déi deierst Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg fir Traitementer disponibel sinn, a ginn dofir och integral vun der Krankenversicherung iwwerholl.

Well d'Medikamenter gréisstendeels aus der Belsch kommen, huet eng Ännerung vun der belscher Prozedur naturgeméis e méi grouse Risiko, selwer en Impakt op déi Lëtzebuerg Prozedur zu hunn. Am Fall vun den Ännerungen am Joer 2021 an der Belsch, duerch déi den digitale Wee vun der Prozedur imposéiert gouf, huet dat dozou gefouert, datt d'Entitéit, déi zu Lëtzebuerg d'Demande stellt, net méi all Donnéeën an enger kontrolléierbar Form kann erarechen. De System an der Belsch erlaabt et aktuell net, eng validéiert Decisioun/Kommunikatioun ze printen, déi och ka vun de Lëtzebuerg Servicer kontrolléiert ginn.

Dobäi ass ze preziséieren, datt an enger 1. Etapp de Wirtschaftsministère an der Belsch den absolute maximale Präis fir eng Presentatioun vun engem Medikament fixéiert. Mee et ass duerno, an enger 2. Etapp, d'Firma selwer, déi dann de reelle Präis an och de Kommerzialisationsdatum vun der Presentatioun un déi zoustänneg belsch Autoritéit muss kommunizéieren.

Dës Kommunikatioun huet bis Mëtt 2021 iwwer e formelle Brëif vun der Firma un déi Autoritéit stattfonnt. Dës gouf dunn och vum Ministère fir sozial Sécherheet akzeptéiert, well et eng formell Kommunikatioun war, déi konnt kontrolléiert ginn.

Mee nodeems et nëmmen nach iwwer den informatsche System „Mediprices“ stattfënt, kënnen d'Informatiounen, déi am Formular zu Lëtzebuerg mussen ugi ginn, net méi kontrolléiert ginn, well d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet keen Zougang op de System „Mediprices“ hunn.

D'Organisatioun, déi d'Lëtzebuerg Firma vun de Medikamenter vertritt, d'Innovative Medicines for Luxembourg (IML), huet beim Ministère fir sozial Sécherheet intervenéiert, fir datt e „screenshot“ vun der Demande an der Belsch aus dem Mediprices soll akzeptéiert ginn. Dës huet awer vum Ministère refuséiert ginn, well et net ka kontrolléiert ginn, ob dee Screenshot déi definitiv Kommunikatioun vun der Firma mam reelle Präis an och de Kommerzialisationsdatum erëmgëtt oder et just eng Tëschenetapp ass, déi duerno vun der Firma ofgeännert ka ginn, bevir et formell iwwer Mediprices un déi zoustänneg Autoritéiten an der Belsch geschéckt gëtt, déi et da validéieren oder aktéieren.

Leider ass et zu Lëtzebuerg schon an der Vergaangenheet virkomm, datt an Demanden inkohärent Informatiounen oder Donnéeën vun de Firmen, déi e Präis ugefrot hunn, saiséiert goufen.

Dofir ass et wichteg, dat déi Informatiounen kënnen kontrolléiert ginn.

Well awer aktuell déi eenzeg Informatiounen, déi publizéiert sinn an déi domadder och als Kontroll kënnen benotzt ginn, d'Decisiounen vun der INAMI – den Equivalent an der Belsch zur Gesondheetskeess – sinn, muss déi Decisioun bei der Demande dobäigeluucht ginn.

Jee nodeem wéi laang déi Decisioun vun der INAMI dauert, kann dat en zäitlechen Impakt och zu Lëtzebuerg hunn. Allerdéngs kënnen d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet net d'Ausso confirméieren, datt d'Delaien ëm 9 Méint verlängert goufen. Laut den Informatiounen, déi de Ministère vun der INAMI selwer krut, si vill Demanden innerhalb vun 3 Méint traitéiert, verschidden Demanden kënnen bis zu 6 Méint daueren, jee nodeem ewéi d'Verhandlungen tëschent der INAMI an der Firmen avancéieren. Just a vereenzelte Fäll kann et 9 Méint oder ganz punktuell och méi laang daueren.

Well d'ëst trotz allem en Impakt op de Kommerzialisationsdatum vun neie Medikamenter huet, déi aus der Belsch sollen importéiert ginn, hunn d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet scho viru geraumer Zäit Kontakt mat de belsche Servicer opgeholl, fir eng Léisung ze fannen.

Rezent huet de Minister fir sozial Sécherheet zousätzlech och eng formell Ufro u seng belsch Homologe gemaach, fir kënnen Zougang op de System Mediprices ze kréien, fir datt d'Informatiounen, déi d'Firmen an hirer Demande ugin, kënnen direkt iwwer dee System iwwerpréift ginn. Alternativ wär och eng validéiert Extractioun mat den neie Medikamenter mat den néidegen Donnéeën, duerch déi zoustänneg Servicer, méiglech. Dës Lëscht kéint dann als validéiert Informatiounsquell benotzt ginn.

An der Tëschenzäit kann awer all Dokter, deen e Medikament verschreift, dat nach net zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert ass, op eng einfach Prozedur zeréckgräifen: déi normal Ordonnance, op déi eng kuerz Motivatioun dropkënnt, firwat dat Medikament néideg ass.

Am Géigendeel zu deem, wat an de leschte Méint a Woche vereenzelt kommunizéiert oder behaupt gouf, muss den Dokter keng Ufro stellen, mee et ass dat selwecht Dokument, wat en Dokter fir seng Ordonnancë benotzt, wou zousätzlech eng kuerz Begrënnung dropkënnt, firwat dat bestëmmt Medikament mat enger AMM muss benotzt ginn.

Déi Ordonnance gëtt dann och normal un den Apdikter geschéckt, fir „innovativ“ Medikamenter sinn dat prinzipiell d'Apdikteren an de Spideeler, déi iwwerpréieren, ob dat Medikament effektiv nach net e Präis zu Lëtzebuerg huet a gegebenefalls d'Motivatioun op der Ordonnance ugin ass.

Dës geet duerno un d'Gesondheetskeess, déi an deene meeschte Fäll innerhalb vun 2 oppenen Deeg eng Decisioun betreffend d'Prise en charge hält. Just a vereenzelte Fäll, zum Beispill, wann zousätzlech Informatiounen néideg sinn, kann et och 1 bis 2 Wochen daueren, jee nodeem ewéi séier een d'Infocritt.

Dës Prozedur, déi fir en Dokter net wierklech anescht ass par rapport zur „normaler“ Verschreiwung vun engem Medikament, gëtt am Joer 4.000- bis 5.000-mol benotzt. Et kann een also net behaupten, datt d'Dokteren esou eng Prozedur net kennen, wann déi esou oft benotzt gëtt. Dobäi ass ze preziséieren, datt och vill Medikamenter iwwer dës Prozedur iwwerholl ginn, obwuel dat selwecht Medikament zu Lëtzebuerg ënner engem anere Kommerzialisationsnumm vermarktet ass. D'ëst ass de Fall, wann

d'Firma e Medikament aus der Belsch importéiert ënner engem bestëmmten Numm, mee den Dokter dat selwecht Medikament aus engem anere Land kennt, zum Beispill Däitschland, wou dat Medikament ënner engem anere Kommerzialisationsnumm vermarktet gëtt.

Op jidde Fall schaffen d'Servicer vum Ministère fir sozial Sécherheet drun, datt si un déi néideg Informatiounen kommen, fir datt d'Demanden, ewéi am Joer 2021, kënnen éischer akzeptéiert ginn an esou nei Medikamenter kënnen mat engem publizéierte Präis disponibel sinn.

### Plan d'aménagement général | Question 7068 (25/10/2022) de Mme Martine Hansen | M. Gilles Roth (CSV)

Eisen Informatiounen no kënnen verschidde Gemengen nach net zum definitive Vott vum PAG kommen, well den Avis vum Inneministère (Commission de l'aménagement) zum PAG nach net do wär. De Problem ass, dass d'Gemengen doduerch mussen déi zwee PAGe bei allen Autorisatiounen consideréieren an nei Bauzone kënnen nach net bebaut ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesche stellen:

– Kann d'Madamm Inneministesche dës Informatiounen confirméieren?

– Wa jo – wat sinn d'Grënn fir dës Delaien?

– Wa jo – wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, dës Problemer ze behiewen?

– Wéi vill Gemenge si momentan nach an der Prozedur fir en neie PAG? Wat sinn d'Grënn dofir?

### Réponse (01/12/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministère de l'Intérieur

Virop wëll ech e Rappel vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwer de Gemengenamenagement an d'urbanistesche Entwécklung maachen, op Basis vun deem d'Gemengen e PAG vun der neier Generatioun mussen erstellen. Bei enger Gesetzesännerung 2011 ass den Delai vum 8. August 2013 agefuert ginn. D'Gemengen hate bis deem Dag Zäit, fir sech en neie PAG ze ginn. Den Delai ass no 2011 weider dräimol verlängert ginn, bis schlussendlech den 1. November 2019 (mam Gesetz vum 18. Juli 2018).

Ech hunn deemools entscheet, fir den Delai net nach eng Käier ze verlängeren, well d'Gemenge genuch Zäit haten, fir d'Gesetz ëmzesetzen, a well ech endlech eng Dynamik an dese Prozess wollt kréien. D'ëst net just, well de PAG en immens wichteg Instrument fir d'Stadentwécklung ass, mee och well mir dës Basis dréngend brauchen, fir ënner anerem d'Reform vun der Grondsteier ëmzesetzen.

Dës Entscheidung huet mat sech bruecht, dass vill PAGe mateneen an d'Commission d'aménagement vum Inneministère agereecht gi sinn.

Well d'PAGen d'Entwécklung vun eisen Uertschaften déi nächst Jorzéngte staark wärte beaflossen, gi se akribesch gekuckt, fir souwuel aus juristescher wéi och aus urbanistescher Siicht déi noutwenneg Qualitéit opzeweisen. Dat erklärt, wéi esou et munchmol méi laang gedauert huet, bis d'Gemengen den Avis vun der Commission d'aménagement zougestallt kruten an et nach net zum definitive Vott vum PAG konnt kommen.

De Moment sinn 22 Gemengen an der Prozedur, fir hir „refonte“ vum PAG ze maachen. 93 Gemenge kruten en Avis vum Inneministère, wärend 7 Gemengen, déi d'Adoptiounsprozedur ugefaangen hunn, nach



keen Avis kréie konnten. Et ass domat ze rechnen, datt dës Joer nach 2 Avice wäerte kënnen finaliséiert ginn.

D'Retarden, déi ënner anere d'Pandemie entstane waren, goufe vun der Commission d'aménagement och daitlech opgeholl.

D'Amendement zum Projet de loi Nr. 7139 iwwert de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel gesi vir, nees en Delai vu 4 Méint fir den Avis vun der Commission d'aménagement anzeféieren. Et ass dovun auszegoen, dass d'Commission d'aménagement dësen Delai nom Refonteprozess vun alle PAGen och systematesch wäert anhale kënnen.

D'Grënn, aus deenen eng Rei Gemengen nach an der Prozedur sinn, sinn ënner anere op d'Netanhale vun Delai vum 1. November 2019 zrëckzeféieren. D'Gemengen, sou wéi och d'Bureaux d'études, déi vun de Gemenge chargéiert goufen, fir d'PAGen auszeschaffen, sinn natierlech och ënner anere d'Pandemie souwuel bei der Ausschaffung vum PAG wéi och während der Adoptiounsprozedur ausgebremst ginn.

Schlussendlech brauchen d'Gemengen och Zäit, fir den Avis vun der Commission d'aménagement an dem Ëmweltministère souwéi och de Reklamatiounen vun de Bierger Rechnung ze droen.

Mir gesinn also, dass all dës Retarden amgaange sinn, opgeschafft ze ginn, soudass d'Situatioun sech kuerzfristeg wäert verbesseren.

**Équipe climat | Question 7069 (25/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Zurzäit gëtt d'Biergerparticipatioun op Landes- a Gemengenebene getest, dës mat Gremie wéi dem Klimabiergerrot oder Luxembourg in Transition. Donieft ginn et um kommunalen Niveau och d'Klimateams.

An deem Zesummenhang wëilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Gemengen am Land hunn ee Klimateam an d'Liewe geruff?  
Ass et méiglech, eng Lëscht vun dese Gemengen ze kréien?
2. Wéi vill Leit maachen insgesamt bei de Klimateame mat?
3. Wéi gesäit d'Zesummesetzung vum Klimateam aus, opgeléicht no Gemeng:
  - Prozentsaz vun „normale“ BiergerInnen,
  - gewielte GemengevertriederInnen,
  - pensionéiert Beamten,
  - aktiv Beamten,
  - intern an extern Experten?
4. Vu wéi ginn dës Gremien an der Reegel geleet, opgeléicht no Gemeng:
  - dem Buergermeeschter selwer,
  - engem Schäffen/enger Schäffin,
  - engem speziell dofir bezuelten externen Expert
  - oder engem Bierger/enger Biergerin?
5. Wéi oft sinn déi eenzel Klimateamen zënter hirer Schafung zesammekomm?
6. Wéi gëtt an de Sitzunge vum Klimateam den Ordre du jour bestëmmt?
7. Um wéi vill Auer fannen d'Sitzungen an der Reegel statt a wéi laang daueren se am Duerchschnëtt (opgeléicht no Gemeng)?
8. Wéi ënnerscheet sech d'Zesummesetzung an d'Aarbecht vum Klimateam vun de konsultative

Kommissiounen, déi sech mam Thema Klima an Ëmwelt beschäftegen?

9. Sinn d'Ministernen der Meenung, datt an engem kommunale Klimateam normal BiergerInnen d'Majoritéit vun der Equipe misste stellen?

**Réponse (06/12/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mme Taina Bofferding, Ministere de l'Intérieur**

ad 1. D'Kreatioun vun engem Klimateam stellt eng essenziell Obligatioun am Kader vum Klimapakt duer, déi och sou am Klimapakt-Kontrakt tëschent der Gemeng an dem Staat festgehalten ass.

Aktuell sinn 101 vun 102 Gemengen am Klimapakt engagéiert.

ad 2. Et läit am Kompetenzberäich vun der Gemeng, fir hiert Klimateam sou zesummenstellen, dass et och hire spezifische Besoien entsprécht. Dës kënnen vu Gemeng zu Gemeng variéieren, esou dass do d'Zesummesetzung vum de Klimateame vu Gemeng zu Gemeng lichter anescht sinn.

Laut Schätzung vum der Klima-Agence, déi mat der Gestiou vum Klimapakt beoptraagt ass, sinn an der Moyenne 5-7 Memberen an engem Klimateam, sou dass iwwert d'Land gekuckt mindestens 650 Leit an de verschiddene Klimateamen engagéiert sinn.

ad 3. Am Klimateam sinn d'office de Klimaberoder an den designéierte Klimaschäfte Member.

Generell soll d'Klimateam sou breed a kompetent wéi méiglech opgestallt ginn: politesch Vertrieder, Gemengebeamten, Bierger a Leit aus der lokaler Wirtschaft. Et soll doriwwer eraus och op en Equiliber a Bezuch op Geschlechter an Alter ugestriift ginn, genesou wéi eng systematesch Abannung vun der Jugend (cf. Moossnamebeschreiwung: <https://pactecclimat.lu/fr/acteur-engage/les-mesures/organisation-interne/equipe-climat>).

Wann eng Gemeng am Audit ass, ass dat och ëmmer eng Geleechenheet, fir Optiméierungspotential bei de verschiddene Mesuren – also och beim Klimateam – ze diskutéieren.

D'Gemenge geréieren d'Klimateame prinzipiell eegestänneg mat der Ënnerstëtzung vun hirem Klimaberoder, si sinn net verpflichtet, déi genau Kompositioun zu all Moment um nationalen Niveau ze deklaréieren.

ad 4. D'Ëmsetzung vum Klimapakt-Prozess gëtt an all de Gemengen duerch e Klimaberoder begleet, deem national duerch d'Klima-Agence, dem Gestionnaire vum Klimapakt, encadréiert gëtt.

Eng vun den Tâchë vum Klimaberoder ass et, d'Gemeng initial bei der Zesummesetzung vum Klimateam ze ënnerstëtzen, d'Klimateamsätzungen ze leeden an d'Aarbechten ze koordinéieren. Dës fënnt generell am Echange mam designéierte Klimaschäfte an den zousätzege Servicer aus der Gemeng statt, notament dem Service technique an dem Service écologique.

D'Erfahrung aus de leschte Joren am Klimapakt huet gewisen, dass et wichteg ass, niewent de politeschen Entscheidungsdréier an den techneschen Experte vun der Gemeng, d'Bierger an notament och d'Vertrieder aus der Privatwirtschaft beschtméiglechst anzubannen, fir eng breit Allianz bei der Ëmsetzung vun de Klimapakt-Mesuren ze schafen.

ad 5. An der Reegel kommen d'Klimateame véier bis sechsmol pro Joer zesummen, wat och laut de Bewäertungskrittäre vum Klimapakt de Minimum duerstellt. Dës an hirer integraler Kompositioun oder awer och a verschiddene méi klengen

Aarbeitsgruppen (z. B. zu spezifesch technesche Froen oder am Hibleck op d'Organisatioun vun enger Veranstaltung).

D'Dynamik variéiert a Funktioun vum Ambitionsniveau an der Aarbeitsweis vun der Gemeng.

ad 6. Den Ordre du jour gëtt an der Reegel vum zousätzege Klimaberoder an Ofstëmmung mam Klimaschäfte respektiv de concernéierte Servicer aus der Gemeng zesummegeallt.

D'Basis bitt och den Aarbeitsprogramm am Klimapakt, deem d'Gemeng muss am Ufank vum Joer op der Basis vum Mesurékatalog opstellen an och eng essenziell Obligatioun aus dem Klimapakt-Kontrakt duerstellt (d. h. eng Zougangsvoraussetzung fir en Audit kënnen unzefroen).

Fir méiglechst effizient ze schaffen, kommen oft verschidde méi kleng Aarbeitsgruppen aus de Klimateamen ervir, déi da spezifesch un deem enger oder aneren Theemefeld schaffen.

ad 7. Well an deenen allermeeschte Klimateamen och Bierger engagéiert sinn, déi sech niewent hirer Aarbecht benevole engagéieren, fannen d'Sitzungen an der Reegel owes statt. Doriwwer eraus fannen natierlech och nach Aarbeitsreuniounen tëscht dem Klimaberoder an de Servicer vun der Gemeng statt.

Niewent de Klimateame valoriséiert de Klimapakt awer och nach aner Participatiounsformen, wéi z. B. déi lokal bzw. regional Klimapakt-Assisen, wou d'Bierger an och déi aner lokal Acteuren invitéiert ginn, fir ënner anere iwwer méiglech nei Moosnamen ze beroden, déi oft de Weekend stattfannen an och méi laang daueren, oder awer och méi projettsspezifesch Demarchen (z. B. Kreatioun vun enger Energiekooperativ oder déi participativ Entwécklung vun enger Strategie an den Theemeberäicher vum Klimapakt).

ad 8. Wéi scho weider uewe beschriwwen, gesäit de Klimapakt-Kontrakt mat de Gemengen eng Obligatioun par rapport zum Klimateam vir a stellt Bewäertungskrittäre zur Verfügung, mee iwwerléisst et awer der Gemeng, wéi si op der Basis vun hire Besoien dës Mesure ëmsetze wëll.

Am Hibleck op dës Fro kann ee feststellen, dass et Gemenge gëtt, déi zousätzlech zu enger Ëmweltkommissioun e Klimateam aberuffen an awer och Gemengen, an deenen eng Ëmweltkommissioun d'Aufgabe vum Klimateam mat iwwerhëlt.

Aus Sicht vum Klimapakt ass et fir eng performant kommunal Klima- an Energiepolitik entscheidend, insgesamt eng konsequent Gouvernance-Approche an der Gemeng ëmzesetzen, déi sécherstellt, dass déi politesch Entscheidungsdréier hir Verantwortung iwwerhuelen a sämtlech aner concernéiert Gremie wéi och Acteuren an de Klimapakt-Prozess systematesch mat agebonne ginn.

ad 9. Wéi an den Äntwerte weider uewe beschriwwen, ass et déi zentral Missioun vum Klimateam, fir de Klimapakt-Prozess fachlech an der Gemeng ze begleeden, d. h. dës Equipe soll als Plattform déi verschidden Typen vum Acteure regroupéieren, déi gebraucht ginn, fir déi verschidden Theemeberäicher vum Klimapakt ofzedecken.

Bierger wéi och Vertrieder aus der Privatwirtschaft spillen heibäi eng wichteg Roll a sollen entsprechend am Klimateam vertrauede sinn, fir notament och déi néideg politesch Entscheidung mat virzubereeden.

Niewent de Klimateame valoriséiert de Klimapakt awer, wéi weider uewen erkläert, och nach aner Participatiounsformen, déi z. B. méi projettsspezifesch kënnen sinn a wou d'Abannung un de Bierger och méi spezifesch ka stattfannen. An deem Kontext besteet

notamment eng spezifesch Konventioun mat der Struktur CELL (Centre for Ecological Learning Luxembourg), fir d'Gemenge beim Sujet Biergerbedeelingung am Kader vum Klimapakt ze begleeden. Dëst Joer waren oder si méi wéi eng Dose lokal bzw. regional Klimapakt-Assisë geplangt.

#### **Nouveau site de l'Administration des travaux publics à Marnich | Question 7070 (25/10/2022) de M. André Bauler (DP)**

An der Press goufe mer rezent gewuer, datt zu Maarnech en neien Zenter vun der Kategorie III vum CGDIS entstoe wäert. Dese soll nieft d'Nationale 7, net wäit ewech vum neie Rond-point gebaut ginn. Och d'Bauverwaltung vu Clief soll een neien Terrain am Kanton sichen, fir hir divers Aktivitéiten ze organisieren.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un der Här Bauteminister stellen:

– Ass och virgesinn, fir den neie Site vun der Bauverwaltung nieft dem geplangte CGDIS zu Maarnech opzemaachen?

– Gouf dofir schon en Terrain kaaft?

– Gëtt et eventuell en Avant-projet fir dese staatleche Service?

**Réponse (02/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Am Kader vun der Sich no engem Terrain fir d'Stroossebauverwaltung vu Clief, ass och de Site vu Maarnech a Betruecht gezu ginn. Allerdéngs ass d'Fläch net grouss genuch, fir och do en Neibau vun der Stroossebauverwaltung kënnen ze realisieren.

Et gëtt zu deem Zäitpunkt nach keen Avant-projet vun engem neie Bau fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clief, well nach no engem gëeegenten Terrain gesicht gëtt.

#### **Pont du contournement entre Schieren et Ingeldorf | Question 7071 (25/10/2022) de M. André Bauler (DP)**

Op der Contournementsbréck vun der B7 tëscht Schieren an Angelduerf ass d'Vitess erofgesat gi vun 90 Km/St. op 50 Km/St. Et schéngt, wéi wann et Problemer op der Bréck géif ginn. Bis kuerz virun de Radar Richtung Stad ass d'Vitess vun 90/St. op 70 erofgesat ginn. Och déi aner Richtung däerf nach just 70 Km/St. gefuer ginn.

Dofir wollt ech dem Här Mobilitéitsminister folgend Froen stellen:

1. Wat ass déi genee Ursach vun dëser Vitessreduktioun?

2. Wat fir Aarbechte sinn de Moment geplangt?

3. Wou ass de Projet vun der Erweiterung vun der B7 drun?

**Réponse (02/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1. Während enger routineméisseger Bréckeninspektioun vun der zoustänneger Divisioun bei der Stroossebauverwaltung den 11. Oktober 2022 ass festgestallt ginn, datt sech verschidden Elementer vum Réckhalsystem (Gelänner) an engem staark degradéierten Zustand befannen. Well dëst e Sécherheitsrisiko bei héije Geschwindegkeeten duerstelt, ass kuerzfristeg déi maximal erlaabte Geschwindegkeet op der betroffener Plaz, dem Viaduc Ditgesbaach, op 50 km/h a béide Richtungen reduzéiert ginn.

Fir d'Geschwindegkeet hannert dem Viaduc Ditgesbaach a Richtung Lëtzebuerg ze harmoniséieren, an ze verhënneren, datt d'Geschwindegkeet tëschent dem Viaduc an dem Radar op kuerzer Distanz vu 50 km/h op 90 km/h an dann op 70 km/h ännert, ass op deem kuerzen Zwëschestéck vu ronn 500 Meter d'Geschwindegkeet vun 90 km/h op 70 km/h reduzéiert ginn.

Dat selwecht gëllt an der Approche vun dem Viaduc Ditgesbaach a Richtung Fridhaff. Hei gëllt hannert dem Radar, wou normalerweis 90 km/h erlaabt sinn, temporär op ronn 500 Meter, just nach 70 km/h.

ad 2. D'Aarbechte fir d'Ersetze vun den Elementer hunn an den Nuechten no der Inspektioun ugefaangen. Aus Materialmangel konnten dës awer zu deem Moment net direkt fäerdeggestallt ginn. Dowéinst hunn an der 46. Kalennerwoch weider Nuetsaarbechte stattfonnt.

Dës Aarbechte konnten dunn an der nämmelechter Woch ofgeschloss ginn, soudatt déi temporär Vitesslimitatiounen um Viaduc Ditgesbaach wéi och op dem Segment tëschent dem Viaduc an dem Radar nees opgehewe ginn.

ad 3. Am Moment gëtt den Ausschreibungsdossier virbereet. Allerdéngs sinn nach verschidden Emprisen net gekläert an den Dossier fir d'Émweltgeneemegung muss nach ugepasst ginn. Dëst huet zur Folleg, datt een elo nach keen Datum fir den Ufank vun den Aarbechte kann uginn.

#### **Désactivation d'éoliennes | Question 7072 (28/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Zu Garnech stinn zwee nei Wandrieder, déi zesumme ronn 16 Gigawattstonne Strom pro Joer fir de Wandpark Garnech hierstellen. Awunner hu mer zougedroen, dass déi 2 Wandrieder reegelméisseg owes vun 18.00 bis 21.00 Auer net méi dréinen. Dat läit awer net dorunner, dass kee Wand bléist: E puer Kilometer weider zu Sterpenech an der Belsch dréinen d'Rieder während där Zäit normal weider.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froen stellen:

1. Gëtt et ee Grond, firwat d'Wandrieder zu Garnech owes, kuerz virun 18.00 Auer, ausgeschalt ginn?

2. Gëtt et nach Wandrieder hei am Land, déi zu bestëmmten Auerzäite systematesch ausgeschalt ginn, a falls jo, aus wat fir enge Grënn gëtt dat gemaach?

**Réponse (29/11/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**

ad 1. Wéi eis vum Anlagebedreier matgedeelt gouf, ginn et bei de Wandrieder zu Garnech tëscht dem 1. Mee an dem 31. Oktober sougenannt „Flidermaus-ofschaltungen“, dëst all kéiers 1 Stonn viru Sonnenënnergang a bei bestëmmte Meteokonditiounen (Temperatur  $\geq 10$  °C a Wandvitess  $\leq 7$  m/s) bis Sonnenopgang.

ad 2. Dëst ass ofhängeg vun der geographescher Lag vun de Wandrieder an d'Ofschalte gëtt dann och an de jeeweilige Geneemegunge festgehalen an d'Grënn sinn deementspriedend ënnerschiddlech: Schutz vun der Fauna, Schietwurf, staark oder extrem Wiederkonditiounen...

Sou wéi de gréisste Bedreier vu Wandanlagen hei am Land eis matgedeelt huet, gëtt et bei all senge Wandparken Oplagen zum Schutz vun de Fliedermäis, fir d'Wandrieder bei bestëmmte Bedingungen auszuschalten.

#### **Subvention loyer | Question 7074 (26/10/2022) de Mme Semiray Ahmedova (déi gréng)**

Dans le cadre de l'accord tripartite de mars 2022, il a été décidé d'introduire anticipativement au 1<sup>er</sup> août 2022 toutes les adaptations relatives à la subvention de loyer qui sont d'ores et déjà prévues par le projet de loi n° 7938 reformant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2022, la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer prévoit l'adaptation de la subvention du loyer en élargissant les critères d'accès et en augmentant les montants alloués dans le cadre de ladite subvention.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Comment a évolué le taux d'effort pour le logement des locataires depuis 2016 ?

2) Quel est l'impact de la subvention de loyer sur les ménages et leur situation de revenu ?

3) Comment le nombre de bénéficiaires a évolué depuis 2016 ? Comment a évolué le nombre de demandes depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer ?

4) Quelle est la progression de l'impact budgétaire depuis 2016 ? Quelle trajectoire est prévue pour les prochaines années ?

**Réponse (02/11/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement**

ad 1) À l'automne 2021, l'Observatoire de l'habitat a publié la note 27<sup>e</sup> sur le taux d'effort des ménages résidents, montrant son évolution sur la période 2016-2019. Cette note a permis d'observer que si la croissance continue du poids du logement dans le budget des ménages touche la majeure partie des ménages résidents ayant un emprunt ou payant un loyer, elle affecte particulièrement les locataires les moins aisés et les ménages ayant emménagé plus récemment.

En automne 2022, l'Observatoire de l'habitat a publié la note 31<sup>e</sup> sur le taux d'effort des ménages résidents et qui porte plus particulièrement un regard sur les taux d'effort selon la composition des ménages. À cet égard, il y a lieu de constater que les données 2020 recueillies durant le début de la crise sanitaire du Covid-19 présentent une rupture de série importante avec l'année précédente, notamment en ce qui concerne les coûts du logement. En effet, ces variables de coût ont été demandées uniquement aux ménages ayant déménagé entre 2019 et 2020. Pour les autres ménages, les coûts du logement ont été repris de l'enquête précédente. Dans ce contexte, les données sur le taux d'effort dans la note 31 ne pourront donc pas – pour le moment – être actualisées pour l'année 2020.

Toujours est-il que l'évolution du taux d'effort est particulièrement préoccupante pour les locataires du quintile inférieur :

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

Ce taux d'effort ne tient pas compte des aides au logement que perçoivent les ménages et qui conduisent à une réduction de leurs charges locatives.

Cette évolution du taux d'effort des locataires est notamment à rapprocher de l'évolution du niveau de vie de ces mêmes locataires :

<sup>5</sup> <https://logement.public.lu/dam-assets/documents/publications/observatoire/note-27.pdf>

<sup>6</sup> <https://logement.public.lu/dam-assets/documents/publications/observatoire/note-31.pdf>

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

ad 2) L'impact de la réforme de la subvention de loyer peut être illustré par quelques exemples.

Ainsi, avant la réforme, un ménage avec 2 enfants qui gagnait 4.500 € par mois et payait un loyer de 1.800 €, recevait une subvention de loyer de 187 € par mois. Il avait donc 2.887 € pour vivre une fois le logement payé.

Suite à la réforme, il reçoit dans les mêmes conditions une subvention de loyer de 360 € par mois. Il dispose donc de 3.060 € pour vivre. Un doublement de l'aide qui représente une augmentation de 6 % de revenu du revenu disponible !

Ce même ménage reçoit avec la réforme toujours 336 € de subvention mensuelle si son revenu net augmente à 5.400 €. Avant la réforme, il ne recevait plus que 30 €.

Pour un ménage d'une personne seule qui gagnait avant la réforme 2.400 € par mois et payait un loyer de 900 €, il recevait une subvention de loyer de 134 € par mois. Cette personne disposait donc de 1.634 € par mois pour vivre une fois le logement payé. Avec la réforme, elle reçoit dans les mêmes conditions une subvention de loyer de 200 € par mois. Elle dispose donc de 1.700 € par mois pour vivre. Un plus de 4 % de revenu disponible !

En moyenne la subvention de loyer augmente de 78 % et passe de 157 € par mois et par ménage bénéficiaire à 280 €.

La hausse de l'éligibilité de différents types de ménages peut être illustrée par le tableau suivant :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

ad 3) Le nombre de ménages bénéficiaires et de versements mensuels ainsi que le montant total alloué a évolué de la façon suivante depuis l'introduction de la subvention de loyer :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

Le nombre de versements reprend les versements effectivement réalisés au cours d'une année. Un ménage qui bénéficie pour toute l'année de l'aide reçoit dès lors 12 versements. Étant donné qu'il y a de nombreux changements au niveau des dossiers des bénéficiaires, le nombre de versements sur l'année permet une meilleure évaluation de l'impact de l'aide.

L'évolution pluriannuelle des dépenses liées à la subvention de loyer peut être estimée de la façon suivante :

Au courant de l'année 2022, +/- 90.000 subventions de loyer auront été versées. En appliquant le montant moyen de 280 € à ces versements tel qu'il ressort des mois d'août à octobre pour les versements effectifs, on peut estimer que sans augmentation du nombre de bénéficiaires supplémentaires, la charge budgétaire pour l'année 2023 se situera à quelque 25 millions d'€. À cela s'ajouteront les bénéficiaires supplémentaires qui ont pu être mobilisés suite aux différentes campagnes d'information et de sensibilisation. Il est dès lors estimé que le niveau des dépenses pour l'année 2023 se rapprochera de 28 à 30 millions d'€.

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

**Dérogations aux sanctions contre la Russie | Question 7079 (26/10/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)**

D'Europäesch Unioun huet zanter dem Ufank vum Ukrainkrich eng ganz Rei vu Sanktioune géint Russland verhaangen. A bestëmmte Fäll hunn déi national Regierungen allerdéngs d'Méiglechkeet, fir Ausnamen ze maachen. Laut Medieberichter huet eleng déi hollännesch Regierung an 91 Fäll eng

Ausnameregelung decidéiert. An deem Kontext géif ech gäre follgend Fro un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Huet d'Regierung am Zesummenhang mat den EU-Sanktioune géint Russland Ausname gemaach?

– Wa jo, wéi vill Firmen hu vun enger Sonderregelung profitéiert?

– Wat sinn d'Grënn fir dës Ausnameregelungen?

– Wat fir Sanktioune si konkret ëmgaange ginn?

**Réponse (30/11/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

Ausnamen, déi aus Exemptionen an Derogatioune bestinn, sinn en integrale Bestanddeel vun de verschiddene Sanktiounsregimenter. Duerch Exemptionen gi soss verbueden Aktiounen erlaabt, wa verschiddene Konditiounen erfëllt sinn, an dëst ouni datt e prealabelen Accord vun den Autoritéiten néideg wier. Am Kader vun Derogatioune mussen d'Autoritéiten eng Geneemegung fir eng gewëssen Aktioun ginn. Ausname ginn et zum Beispill fir humanitär Aktivitéiten, fir gewëssen Ausgaben, déi néideg sinn, fir d'Grondbedierfnisser vu sanktionéierten Entreprises a Persounen ze garantéieren oder och fir verschiddene Exporter weiderhin ze erlaben, zum Beispill am Kader vu Kooperatiounsarrangementen am Zivillberäich, fir d'Sécherheet vun nuklearen Aariichtungen ze assuréieren oder och fir den Entreprisë mat besteende Kontrakter ze erlaben, dës während engem gewëssen Zäitraum auslafen ze loossen. De Kader fir Ausname gëtt vum Conseil mat Unanimitéit während den Negociatioune vun den Texter uegholl. Et handelt sech also net ëm eng Sonderregelung vun engem Memberstaat. An deem Sënn huet Lëtzebuerg keng Derogatioune geneemegt, déi zu engem Ëmgang vu Sanktioune, inklusiv Finanzsanktioune hätt féiere kënnen.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

**PERIODIQUE**



Envois non distribuables à retourner à:  
**L-3290 BETTEMBOURG**

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**